CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen


| Actualité parlementaire | Nouvelles lois | Séances publiques nos 59 et 60 | Questions au Gouvernement |
|---|---|---|---|
| p. 03 | p. 04-07 | p. 07-62 | p. 62-99 |

## Sommaire

Actualité parlementaire ..................... p. 03

Nouvelles lois ................................ p. 04-07

Séances ......................................... p. 07-62

59e séance du mardi 4 juillet 2023 p. 07-39

60e séance du mercredi 5 juillet 2023 p. 39-62

Questions au Gouvernement ........... p. 62-99

# Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

**Concept et layout :**
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

**Impression :**
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**
23/10/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG
EU Ecolabel www.ecolabel.eu
FSC www.fsc.org

# Rencontre avec les ambassadeurs résidents

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a rencontré le 27 septembre 2023 les membres du corps diplomatique du Luxembourg. Ce rendez-vous annuel, qui a eu lieu pour la quatorzième fois, témoigne des relations étroites que le Parlement luxembourgeois entretient avec des pays aussi divers que les États-Unis, la Chine, la Grande-Bretagne, l'Ukraine et les partenaires européens.

Le Président de la Chambre a rappelé que l'histoire nous montre que le Grand-Duché doit son existence non seulement au respect du droit international, mais également au fait d'entretenir d'excellentes relations diplomatiques avec des pays tiers.

Un des objectifs de cette rencontre est de présenter aux membres du corps diplomatique la diversité du Grand-Duché. Cette année, les ambassadeurs ont eu l'occasion de découvrir le Musée de l'Ardoise à Haut-Martelange ainsi que différentes activités et projets en relation avec la transition écologique du canton de Redange.

*Le Président de la Chambre des Députés entouré des membres du corps diplomatique du Luxembourg devant le Musée de l'Ardoise à Haut-Martelange*

# Une distinction ukrainienne pour le Président de la Chambre

La Chambre des Députés soutient très activement l'Ukraine depuis le début de la guerre d'agression russe. Dans ce contexte, le Président du Parlement luxembourgeois, M. Fernand Etgen, s'est vu attribuer l'Ordre du Prince Iaroslav le Sage de la République ukrainienne le 27 septembre 2023 par Mme Natalia Anoshyna, chargée d'affaires de l'ambassade ukrainienne auprès du Royaume de Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, qui a remis l'ordre à M. Etgen au nom du Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky.

L'Ordre du Prince Iaroslav le Sage est décerné pour des services distingués rendus à l'État et à la nation ukrainienne depuis 1995. Le Président de la Chambre a reçu l'ordre de 2e classe qui est destiné aux présidents de parlement ou chefs de Gouvernement.

# Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

***... S. E. Mme Anet Pino Rivero, Ambassadrice de la République de Cuba***

***... S. E. Mme Dr Heike Peitsch, Ambassadrice de la République fédérale d'Allemagne***

***... S. E. M. Jouko Leinonen, Ambassadeur de la République de Finlande***

***... S. E. Mme Jean McDonald, Ambassadrice d'Irlande***

## Congé sportif

**7955 – Projet de loi modifiant : 1° la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports ; 2° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport ; 3° la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail**

Le présent projet de loi tend à réformer les dispositions relatives au congé sportif pour les adapter à l'évolution du temps et rendre leur rédaction plus cohérente afin d'éviter à l'avenir toute question d'interprétations, et ce dans l'intérêt d'une plus grande sécurité juridique.

Ainsi, le présent projet de loi fixe le congé sportif dans ses éléments essentiels et dans ses conditions d'octroi. Il vise à élargir le cercle des bénéficiaires potentiels du congé sportif en y ajoutant notamment les sportifs licenciés dans un club affilié à une fédération sportive agréée, les accompagnants, les bénévoles des fédérations et clubs sportifs, de même que les personnes suivant une formation auprès de l'École nationale de l'éducation physique et des sports. Honorer le bénévolat et l'engagement au sein des clubs et fédérations ainsi que faciliter la préparation sportive en vue de compétitions sont ainsi des objectifs poursuivis par ce projet de loi.

En outre, le texte vise à adapter certaines autres dispositions de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, comme la notion de sportif d'élite ou encore la création de la base légale en vue de l'indemnisation des intervenants dans les centres de formation fédéraux.

La loi précitée du 3 août 2005 est encore modifiée en ce qui concerne le contrôle médico-sportif afin de créer une base légale nécessaire en vue de l'agrément des médecins assurant les examens médico-sportifs et l'indemnisation du personnel auxiliaire et afin de pourvoir au remplacement du médecin responsable du contrôle médico-sportif.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 19/01/2022
Rapportrice : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

06/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen des avis du Conseil d'État
Présentation des amendements gouvernementaux
Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
08/06/2023 Adoption d'un amendement parlementaire
20/06/2023 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
30/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 467, page 1

## Enseignement supérieur luxembourgeois

**8079 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ; 3° de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ; 4° de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg**

Le présent projet de loi a pour objet principal, plus d'une décennie après l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur (ci-après « loi de 2009 »), de procéder, sur base des expériences gagnées depuis lors et comme prévu par le programme gouvernemental 2018-2023, à une révision du cadre général de l'enseignement supérieur luxembourgeois ainsi que des dispositions relatives à deux de ses composantes, en l'occurrence aux programmes d'études menant au brevet de technicien supérieur (ci-après « BTS ») et aux programmes d'études accrédités offerts par des établissements d'enseignement supérieur spécialisés.

Pour assurer la cohérence au niveau de la législation relative aux différentes composantes de l'enseignement supérieur luxembourgeois, il s'est avéré opportun d'aligner, mutatis mutandis, certaines définitions et dispositions relatives aux programmes d'études menant au BTS et aux programmes d'études accrédités offerts par les établissements d'enseignement supérieur spécialisés accrédités sur celles de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg (ci-après « loi de l'Université de 2018 »). Il s'agit notamment de définitions et de dispositions relatives à l'organisation et la mise en œuvre des programmes d'études.

Par le présent projet de loi est fixé le cadre commun en termes d'organisation et de mise en œuvre et, par là, les principes de base auxquels doit satisfaire tout programme d'études menant au BTS et tout programme d'études menant au grade de Bachelor ou de Master, offert par un établissement d'enseignement supérieur spécialisé. Il vient ainsi compléter, par analogie, le cadre fixé par la loi de l'Université de 2018 pour ce qui est des programmes d'études offerts par l'Université du Luxembourg.

Une telle approche permet de garantir que le mode de fonctionnement de chaque programme reconnu comme faisant partie d'un cycle d'études du système d'enseignement supérieur luxembourgeois soit identique et comparable quant aux grands principes de base, ce qui contribue en fin de compte à renforcer la cohérence du système d'enseignement supérieur luxembourgeois et à assurer durablement la reconnaissance internationale des titres et grades délivrés dans le cadre de ce dispositif.

Sont désormais considérés et reconnus comme faisant partie du système d'enseignement supérieur luxembourgeois :

– les programmes d'études menant aux grades de Bachelor, de Master, de docteur et de docteur en médecine, offerts par l'Université du Luxembourg et organisés par la loi de l'université de 2018 ;

– les programmes d'études accrédités menant au BTS, offerts par des lycées publics et des écoles privées appliquant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois ;

– les programmes d'études accrédités menant aux grades de Bachelor et de Master et offerts par des établissements d'enseignement supérieur spécialisés, accrédités à cet effet.

En principe est ainsi maintenu le triptyque tel qu'il se présente actuellement en pratique, mais des précisions et des modifications ponctuelles sont introduites au niveau du texte législatif.

Les prestataires susceptibles d'offrir des programmes d'études menant au BTS sont désormais définis de manière précise, en l'occurrence les lycées publics et les écoles privées appliquant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois peuvent organiser des programmes menant au BTS.

Quant aux programmes d'études offerts par les établissements d'enseignement supérieur spécialisés accrédités à cet effet, leur offre est ciblée sur des programmes relevant du premier et du deuxième cycle d'études, c'est-à-dire sur des programmes menant aux grades de Bachelor et de Master.

Le présent projet de loi comporte également des dispositions visant à protéger des dénominations comme « université », « établissement d'enseignement supérieur spécialisé », « professeur d'université/professeur de l'enseignement supérieur spécialisé » ainsi que les noms des titres et grades conférés à l'issue des programmes d'études reconnus comme faisant partie du dispositif de l'enseignement supérieur national. Il s'agit de protéger ainsi les intérêts légitimes des étudiants fréquentant ces établissements et se voyant délivrer les titres et grades en question. En même temps, il importe d'empêcher, autant que possible, la pratique de plus en plus fréquente de la publicité trompeuse consistant à offrir par exemple des formations dénommées « Bachelor » ou « Master », qui ne sont pourtant nullement reconnues, ni par le Luxembourg, ni par un autre État, comme relevant de l'enseignement supérieur.

Additionnellement, le présent projet de loi apporte des adaptations ponctuelles au Code du travail, à la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, la loi de l'Université de 2018 et la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg. Ces modifications découlent essentiellement de la refonte proposée de la loi de 2009, qui est abrogée par la présente loi en projet.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 07/10/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

09/12/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
19/05/2023 Présentation et examen d'une série d'amendements gouvernementaux
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

03/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 470, page 1

## Douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives

**8130 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives**

En vue de développer et de promouvoir la pratique du sport, le présent projet de loi a pour objet de mettre en place un douzième programme quinquennal d'équipement sportif s'étendant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Il a été jugé opportun d'apporter un certain nombre d'adaptations au douzième programme quinquennal par rapport aux programmes quinquennaux précédents.

Ainsi, le projet de loi définit la notion de projet à intérêt régional en précisant que l'utilisation d'un tel projet doit couvrir la population d'au moins deux communes. Un projet à intérêt national est un projet dont l'utilisation est réservée prioritairement à un usage par les fédérations sportives agréées au Grand-Duché de Luxembourg.

Sont désormais considérés comme projets de grande envergure les seuls projets dont le coût total, hors taxes, dépasse 2 millions d'euros. Ce seuil est uniformisé et s'applique aussi bien aux projets de réalisation de nouvelles infrastructures sportives qu'aux projets de rénovation ou de réaménagement d'une infrastructure sportive existante. Seuls les projets de grande envergure sont arrêtés par voie de règlement grand-ducal et sont couverts par l'enveloppe globale du douzième programme quinquennal. Le montant de cette enveloppe est fixé à 135 millions d'euros. S'y ajoutent des dotations annuelles supplémentaires afin de financer les projets de réalisation et de rénovation d'infrastructures sportives qui ne remplissent pas le critère de grande envergure, ainsi que les zones de motricité dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants d'une superficie d'au moins 100 m$^2$.

Le présent projet entend fixer des limites pour tout type d'infrastructure selon un système de modulation afin de mieux cadrer les montants subsidiables au titre sportif. Le détail de cette modulation et les montants maximaux seront arrêtés par règlement grand-ducal.

Les taux de subventionnement maximaux sont de 35 pour cent, voire de 50 pour cent pour les projets à intérêt régional et de 70 pour cent pour les projets à intérêt national. Un taux supérieur peut être décidé par le Conseil de Gouvernement pour les projets d'infrastructures destinés à être utilisés exclusivement dans un intérêt national.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre des Sports, le 30/12/2022
Rapportrice : Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
24/01/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
16/05/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
24/05/2023 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 481, page 1

## Acquisition par l'État de la moitié de l'immeuble K22

**8154 – Projet de loi relatif à l'acquisition de parts dans la copropriété de l'immeuble K22 à Luxembourg-Kirchberg**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser l'acquisition par l'État pour un montant de 273,5 millions d'euros de la moitié d'un immeuble en construction nommé K22 sis 12 Avenue J-F. Kennedy dans le quartier Kirchberg à Luxembourg.

Dans l'optique de maintenir sa présence au Grand-Duché de Luxembourg, ArcelorMittal construit un bâtiment qui servira de siège social mondial pour la société. La construction de l'immeuble est confiée à la société ArcelorMittal Kirchberg Real Estate Sàrl, qui a obtenu, pour le compte de l'indivision, l'autorisation de bâtir et les autorisations d'exploitations nécessaires. L'acquisition de la moitié du Bâtiment K22 et de la moitié du droit de superficie se fait aux coûts de construction réels à livre ouvert, sans marge pour ArcelorMittal Kirchberg Real Estate. Il est prévu que l'immeuble s'étende sur 21 niveaux avec un total de 60.700 m$^2$ de surface constructible brute (SCB), surface à laquelle s'ajoutent 18.000 m$^2$ en sous-sol. La hauteur de l'immeuble est de 79 mètres.

S'agissant d'un immeuble en construction, le budget prévisionnel d'environ 273,5 millions d'euros comporte une réserve de 10 % pour imprévus. Il est donc probable que le montant autorisé par la loi ne soit en fin de compte pas atteint.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 15/02/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
06/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
08/06/2023 Réponse à une question soulevée au cours de la réunion du 6 mars 2023
26/06/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
06/03/2023 Présentation et examen du projet de loi

Vote en séance publique : 05/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 440, page 1

## Formation d'assistant d'accompagnement au quotidien

**8203 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle**

Le présent projet de loi entend modifier l'article 7 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle en vue de la création d'une nouvelle formation dénommée « assistant d'accompagnement au quotidien ».

Rappelons qu'en principe, les formations menant au certificat de capacité professionnelle (CCP) ont une durée de trois ans. La loi du 12 juillet 2019 portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail ; 3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle a réduit la durée de la formation « cordonnier-réparateur » à deux ans. Suite à la demande des chambres professionnelles, la loi du 14 août 2020 portant modification : 1° du Code du travail ; 2° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle a ajouté quatre formations menant au certificat de capacité professionnelle à la liste des formations qui ont une durée de deux ans, à savoir le serveur de restaurant, le cuisinier, le commis de vente et l'aide-ménagère. Le présent projet de loi vise à compléter cette liste par la nouvelle formation d'« assistant d'accompagnement au quotidien ».

Le contenu de la nouvelle formation, offerte à partir de l'année scolaire 2023-2024 sous forme concomitante, est basé sur le plan de formation de l'aide socio-familiale, réalisée en cours d'emploi dans un volume de 336 heures. Le programme de la nouvelle formation prévoit un volume de 576 heures en formation initiale.

Une durée de deux ans est jugée suffisante pour permette aux apprentis de se former dans les trois domaines d'activité suivants :

- relation d'aide professionnalisée (aide en relation avec les tâches de soin simple) ;
- relation éducative (accompagnement quotidien des destinataires)
- relation de service (aide en relation avec les tâches ménagères).

À la fin de leur formation dans l'établissement scolaire et dans l'organisme de formation, les apprentis auront développé leurs compétences et seront aptes à occuper une tâche dans les domaines d'activité de la formation suivie.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 24/04/2023
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :
26/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
03/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/07/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 437, page 1

## Prolongation de mesures de l'accord tripartite

**8210 – Projet de loi portant prolongation de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie et modifiant : 1° la loi modifiée du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel ; 2° la loi du 2 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals ; 3° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ; 4° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public ; 5° la loi du 17 mars 2023 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain**

Le projet de loi a comme objectif de prolonger des mesures visant à atténuer les effets négatifs de la crise sur les marchés de l'énergie suite à la guerre d'invasion déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, décidées par l'accord tripartite, et d'élargir le champ des bénéficiaires de certaines de ces mesures.

Les mesures concernées par le prolongement jusqu'au 31 décembre 2024 sont les suivantes :

– contribution étatique au mécanisme de compensation afin de stabiliser le prix de l'électricité ;

– stabilisation du prix de gaz pour certains clients (prise en charge des frais de réseau et limitation du prix de gaz naturel) ;

– limitation de la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ;

– limitation de la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public ;

– limitation de la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 10/05/2023
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
16/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
22/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 441, page 1

## Acquisition de surfaces au sein de l'immeuble « Twist »

**8214 – Projet de loi relatif à l'acquisition de surfaces dans la copropriété de l'immeuble « Twist » à Belvaux**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser l'acquisition par l'État de certaines parties de l'immeuble « Twist » à Belvaux au prix de 62.595.000 euros.

Il s'agit des parties suivantes :

– une surface de bureaux de 8.984 $m^2$ bruts située aux niveaux Mezzanine et 1er à 5e étages du bâtiment Bloc A ;

– une surface de services administratifs de 506 $m^2$ bruts située au rez-de-chaussée du bâtiment Bloc B2 ;

– une surface d'archives de 70 $m^2$ bruts située aux niveaux -1 à -3 du bâtiment Bloc Sous-sol A-B-C ;

– 163 emplacements de parking situés au niveaux -1 à -3 du bâtiment Bloc Sous-sol A-B-C.

Ces lieux ont fait l'objet d'un contrat de bail signé le 21 mars 2021 par l'État. Le contrat de bail confère à l'État une option d'achat ferme et irrévocable portant sur l'ensemble des lieux loués, option qui pourra être exercée endéans les 6 mois suivant la date d'entrée dans les lieux loués.

Les lieux sont destinés à la relocation des services de l'Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg (Statec). Une partie du rez-de-chaussée sera attribuée à la Maison de la santé.

À l'heure qu'il est, l'immeuble est en construction et la livraison du bâtiment est prévue pour mars 2024.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 11/05/2023
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
15/05/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
26/06/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 439, page 1

## Convention de non double imposition avec la Roumanie

**8226 – Projet de loi portant approbation du deuxième Avenant, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'Avenant et le Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 4 octobre 2011**

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation du deuxième avenant à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'Avenant et le Protocole additionnel, signés à Luxembourg le 4 octobre 2011 et fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022 (ci-après « deuxième Avenant »).

Le deuxième Avenant a pour but de remplacer l'article 25 de la Convention précisant les méthodes pour éliminer les doubles impositions. Il propose dans son article 1er, d'une part, l'ajout d'un nouveau sous-paragraphe afin d'éviter une potentielle double non-imposition en ce qui concerne le Luxembourg et, d'autre part, contrairement à la Convention actuellement en vigueur, que la méthode de l'imputation soit appliquée par la Roumanie afin d'éviter la double imposition des revenus de source luxembourgeoise.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/05/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
05/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
26/06/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 05/07/2023
Loi du 5 septembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 586, page 1

## Adaptation de la loi Covid

**8252 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

Le présent projet de loi vise à apporter des adaptations à la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Le 5 mai 2023, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé a déclaré la fin de la Covid-19 en tant qu'urgence de santé publique de portée internationale. Partant, il convient de supprimer le terme « pandémie » dans l'intitulé et en différents endroits de la loi précitée du 17 juillet 2020. Au lieu, il est proposé de se rapporter à la maladie Covid-19.

Étant donné que le règlement (UE) 2021/953 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats Covid-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat Covid numérique de l'UE) afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de Covid-19, tel que modifié, n'est applicable que jusqu'au 30 juin 2023 et que les articles 3bis à 3quinquies de la loi précitée du 17 juillet 2020 s'y réfèrent expressément, il est prévu d'abroger les dispositions légales afférentes.

Malgré la fin de la pandémie, la lutte contre la maladie Covid-19 n'est pas finie pour autant, d'où la proposition de maintenir certaines mesures de la loi précitée du 17 juillet 2020. Ainsi, afin de ne pas mettre les personnes amenées à porter un masque en porte à faux avec la loi pénale, et plus particulièrement avec l'article 563, point 10°, du Code pénal (« Vermummungsverbot »), l'article 4 de la loi précitée du 17 juillet 2020 continue à autoriser explicitement le port du masque dans les lieux qui y sont limitativement énumérés. En outre, l'article 10bis prévoit toujours la vaccination contre la Covid-19 dans les officines ouvertes au public.

Enfin, les États membres de l'Union européenne ont été invités à continuer à émettre des certificats à l'instar des certificats Covid numériques de l'UE après la date du 30 juin 2023. Il est, partant, prévu de maintenir la base de données relative aux vaccinations contre la Covid-19 administrées au Luxembourg ainsi que l'infrastructure technique qui est en place depuis 2021, ceci notamment afin de permettre aux personnes qui en font la demande d'obtenir une attestation de vaccination. De même, il sera toujours possible aux laboratoires d'analyses médicales d'émettre des attestations pour les personnes testées négatives ou positives.

Il est prévu de proroger la loi précitée du 17 juillet 2020 jusqu'au 30 juin 2024.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 22/06/2023
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
27/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
30/06/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 438, page 1

# 59e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 08
M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 08
M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 09
M. Fernand Etgen, Président
4. **Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser** p. 09
Exposé : M. Fernand Kartheiser
5. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser** p. 09
Exposé : M. Fernand Kartheiser
6. **Heure de questions au Gouvernement** p. 10
**Question n° 452 du 4 juillet 2023 de M. Max Hengel relative à la hausse de la consommation de cocaïne et de la consommation de mélanges respectivement de cocktails contenant de la cocaïne, adressée à Mme la Ministre de la Santé** p. 10
M. Max Hengel | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
**Question n° 453 du 4 juillet 2023 de M. André Bauler relative à l'ostéodensitométrie, adressée à Mme la Ministre de la Santé** p. 10
M. André Bauler | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
**Question n° 454 du 4 juillet 2023 de M. Jeff Engelen relative à la chute mortelle au Mullerthal, adressée à M. le Ministre du Tourisme** p. 10
M. Jeff Engelen | M. Lex Delles, Ministre du Tourisme
**Question n° 455 du 3 juillet 2023 de M. Carlo Weber relative aux conséquences du déboisement en février près du Schumannseck, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** p. 11
M. Carlo Weber | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
**Question n° 457 du 3 juillet 2023 de Mme Djuna Bernard relative à l'accompagnement coordonné du monde associatif et de ses bénévoles dans le cadre de la réforme des associations sans but lucratif, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration** p. 11
Mme Djuna Bernard | M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration
**Question n° 456 du 4 juillet 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative aux convocations pour les élections communales 2023, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur** p. 12
Mme Myriam Cecchetti | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
**Question n° 458 du 4 juillet 2023 de M. Laurent Mosar relative au Google Data Center, adressée à M. le Ministre de l'Économie** p. 12
M. Laurent Mosar | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (intervention de M. Laurent Mosar)
**Question n° 459 du 30 juin 2023 de M. Gusty Graas relative à l'accord entre le Luxembourg et le Danemark sur les transferts statistiques d'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Énergie** p. 13
M. Gusty Graas | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
**Question n° 460 du 4 juillet 2023 de M. Sven Clement relative au directives européennes, adressée à Mme la Ministre des Finances** p. 14
M. Sven Clement | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
**Question n° 461 du 4 juillet 2023 de M. Aly Kaes relative à l'imposition des permanences assurées via télétravail par les travailleurs frontaliers, adressée à Mme la Ministre des Finances** p. 14
M. Aly Kaes | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
**Question n° 462 du 4 juillet 2023 de Mme Nathalie Oberweis relative au plan d'action contre le racisme, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration** p. 15

Mme Nathalie Oberweis | M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

7. **8210 – Projet de loi portant prolongation de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie et modifiant :**
**1° la loi modifiée du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel ;**
**2° la loi du 2 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals ;**
**3° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ;**
**4° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public ;**
**5° la loi du 17 mars 2023 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain** **p. 15**

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché

Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum (intervention de Mme Josée Lorsché) | M. Yves Cruchten (interventions de M. Gilles Roth et M. Sven Clement) | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement | M. Marc Spautz (dépôt de la motion 1)

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8210 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Josée Lorsché | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Spautz | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Mme Josée Lorsché | M. Sven Clement | M. le Ministre Claude Turmes | M. Marc Spautz (intervention de M. Fernand Etgen, Président) | M. le Ministre Claude Turmes

Vote sur la motion 1 (rejetée)

8. **7955 – Projet de loi modifiant :**
**1° la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports ;**
**2° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport ;**
**3° la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail** **p. 20**

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen

Discussion générale : M. Georges Mischo (dépôt de la motion 1) | M. Claude Lamberty | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre des Sports

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7955 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Georges Mischo | M. Sven Clement | Mme Cécile Hemmen (interventions de Mme Simone Asselborn-Bintz et M. Georges Mischo) | M. Georges Mischo | Mme Cécile Hemmen | M. Gilles Roth | M. Dan Kersch

Vote sur la motion 1 (rejetée)

9. **8130 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives** **p. 27**

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : Mme Cécile Hemmen

Discussion générale : M. Max Hengel | M. Claude Lamberty | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre des Sports

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8130 et dispense du second vote constitutionnel

10. **Question élargie n° 192 de M. Sven Clement relative au stock de cannabis médical** **p. 34**

M. Sven Clement | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

11. **8252 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19** **p. 34**

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo

Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gilles Baum | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis (parole pour fait personnel) | M. Sven Clement (parole pour fait personnel)

Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8252 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Première Ministre ; M. Claude Turmes, Mme Taina Bofferding, M. Lex Delles, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen, M. Georges Engel, M. Max Hahn, Mme Yuriko Backes et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

*(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Max Hahn,** Ministre | Nee, Här President.

## 2. Communications

**M. Fernand Etgen,** Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der lëschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

*1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

*Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.*

*2) Les projets de loi suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :*

*8256 – Projet de règlement grand-ducal modifiant*
*1° le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité ;*
*2° le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz ;*
*3° le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables ;*
*4° le règlement grand-ducal du 23 décembre 2022 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables ;*
*5° le règlement grand-ducal du 23 décembre 2022 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité*

*Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 28/06/2023*

*8257 – Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID)*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/06/2023*

*8258 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2022*

*Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/06/2023*

*8259 – Projet de de loi modifiant, aux fins de déterminer la procédure devant les juridictions en matière de sécurité sociale,*
*1° le Code de la sécurité sociale ;*
*2° le Code du travail ;*
*3° la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité ;*
*4° la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension ;*
*5° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;*
*6° la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit ;*
*7° la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale*

*Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 29/06/2023*

*8260 – Projet de de loi portant dérogation aux articles 55 et 56 du Code de la sécurité sociale en relation avec l'accord*

*entre le gouvernement, l'UEL et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP du 7 mars 2023*

*Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 29/06/2023*

*8262 – Projet de loi relative à la construction d'une École européenne agréée à Junglinster*

*Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2023*

*8263 – Projet de loi relative aux mesures de confortement du barrage du lac de la Haute-Sûre (OA1158/OA1159/OA1455/OA1166)*

*Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2023*

*8264 – Projet de loi relative à la construction d'une auberge de jeunesse et d'une structure administrative multifonctionnelle au pôle multimodal à Ettelbruck*

*Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2023*

*8265 – Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services*

*Dépôt : M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 29/06/2023*

*8266 – Projet de loi portant modification*
*1° du chapitre II du titre III du Livre II du Code du travail et*
*2° de l'article 28-4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État*

*Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 30/06/2023*

*8267 – Projet de règlement grand-ducal portant transposition de la directive (UE) 2022/431 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2022 portant modification de la directive 2004/37/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail*

*Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03/07/2023*

*3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

*2817 – Demande de pétition publique : Une loi pour réglementer l'accès des candidats sur les listes citoyennes*

*Dépôt : M. Steve Schmitz, le 27/06/2023*

*2818 – Demande de pétition publique : Intégration et remboursement des soins chiropratiques dans la couverture de l'assurance maladie au Luxembourg : „Un pas vers un avenir plus sain"*

*Dépôt : M. Lars Thybaert Mogensen, le 27/06/2023*

*2819 – Demande de pétition publique : Dashcam*

*Dépôt : Mme Linda Klaes, le 28/06/2023*

*2820 – Demande de pétition publique : Carafes d'eau gratuites dans les restaurants*

*Dépôt : Mme Sophie Faber, le 29/06/2023*

*2821 – Demande de pétition publique : Wahlpflicht ofschafen*

*Dépôt : M. Fernand Pott, le 29/06/2023*

*2822 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité au quartier gare comme la rue de Strasbourg, rue Mil Neuf Cents etc. Plus de caméras*

*Dépôt : Mme Vera Vidal De Sousa, 29/06/2023*

*2823 – Demande de pétition publique : Pour améliorer les conditions d'hygiène et de santé des chauffeurs de bus, chaque arrêt considéré comme terminus doit disposer d'une toilette, disponible 24h sur 24 et 7 jours sur 7*

*Dépôt : M. Patrick De Jesus Dos Santos, le 29/06/2023*

*2824 – Demande de pétition publique : Eropstufe vun der Aide-soignante vum C3 op C4*

*Dépôt : Mme Joy Bahr, le 29/06/2023*

*2825 – Demande de pétition publique : Maulwurf*

*Dépôt : M. Patrick Weis, le 01/07/2023*

*2826 – Demande de pétition publique : Rendre les rapports des assistantes sociales du SCAS à transmettre au juge transparents – à la portée des familles concernées et signés par elles dans l'intérêt de tous*

*Dépôt : Mme Estelle Massé, le 01/07/2023*

*2827 – Demande de pétition publique : En avion, accepter les chiens en cabine, peu importe la taille. Pouvoir acheter un siège à son chien*

*Dépôt : Mme Tania Dos Santos, le 03/07/2023*

*2828 – Demande de pétition publique : Einführung von Negativstimmen im luxemburgischen Wahlsystem – Mittel zur Darstellung des Wählerwillens*

*Dépôt : Mme Michèle Nadine Kremer, le 03/07/2023*

*2829 – Demande de pétition publique : Augmenter la sécurité de tous les utilisateurs des pistes cyclables*

*Dépôt : M. Bernard Vidali, le 03/07/2023*

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschleit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass et esou decidéiert.

## 4. Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser

Da géif ech dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun an den Depot vun enger Proposition de loi.

***Exposé***

**M. Fernand Kartheiser** (ADR), auteur | Här President, villmools merci. Ech wéilt dann ufänken, wéi Dir et och gesot hutt, mat der Resolutioun. Mir hu festgestallt, datt d'Chamber eigentlech ëmmer méi heefeg konfrontéiert gëtt mat der Demande vu verschiddenen Associatiounen oder Lobbyen, fir sech zu enger bestëmmter Cause ze bekennen. An dat soll zum Beispill doduerch geschéien, datt de Logo vun der Chamber ugepasst gëtt, datt Fändele sollen opgehaange ginn oder och aner Methode fir e gewëssent Bekenntnis, zum Beispill d'Beliichtung vun der Fassad. Mir denken, datt d'Chamber eng wichteg Institutioun vum Staat ass an datt staatlech Institutioune vun hire Gebailechkeeten an iwwerhaapt vun hirer Funktioun hier sollten neutral sinn.

Ech mengen, eis politesch Ënnerscheeder, déi droe mer am Kader vun enger Institutioun aus, awer d'Institutioun selwer muss ganz kloer neutral erschéngen an och neutral sinn. An dofir denke mir, datt mer an Zukunft op esou Aktioune solle verzichten, fir ganz kloer ze ënnersträichen, datt d'Institutioune vum Staat politesch neutral sinn.

Ech däerf Iech dat iwwerreechen, Här President.

***Résolution***

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, datt*

*– ëmmer méi heefeg Lobbyen, Organisatiounen oder Mouvementer un d'Chamber eruntrieden a verlaangen, datt si sech ëffentlech zu enger bestëmmter Cause bekennt oder déi op d'mannst ënnerstëtzt;*

*– d'Chamber deem ëmmer méi heefeg nokënnt, zum Beispill duerch d'Beliichte vun hirer Fassad oder de Pavoisement vun engem theemespezifesche Fändel an en theemespezifescht Upasse vun hirem offizielle Logo,*

*ass sech bewosst, datt*

*– si eng wichteg Institutioun vum Staat ass;*

*– staatlech Institutiounen an hire Gebailechkeeten, Optrëtter a Logoe bei esou Fuerderungen Neutralitéit behale mussen;*

*– esou Aktiounen dozou féieren, datt eng Selektioun gemaach gëtt, wat vun offizieller Säit ënnerstëtzt gëtt, a wat net;*

*– esou eng Selektioun politesch problematesch ass an och behënnerlech fir d'Aarbecht an der Chamber ass;*

*– der Chamber hir Neutralitéit net a Fro gestallt ginn däerf an hir eigentlech Funktioun an Aufgaben net däerfen duerch eng eventuell Parteilechkeet ënnergruewe ginn,*

*decidéiert, datt*

*– d'Chamber als Institutioun an Zukunft op esou Aktioune verzicht, fir déi néideg neutral Haltung ze behalen.*

*(s.) Fernand Kartheiser.*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Kartheiser.

## 5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

***Exposé***

**M. Fernand Kartheiser** (ADR), auteur | Da kéim ech zur Proposition de loi. Déi Proposition de loi, déi ech Iech dann haut wéilt virleeën, dat ass eng, déi betrëfft d'Prostitutioun hei am Land. Dir wësst, datt mer ëmmer erëm, och hei zu Lëtzebuerg, ganz laangjäreg Diskussiounen haten iwwer d'Prostitutioun a wéi ee soll mat deem Phenomeen ëmgoen. Do gëtt et verschidde Modellen: Et gëtt e prohibitive Modell; et gëtt eng Penaliséierung vun de Prostituéierten; et gëtt och dee sougenannte „Schweedesche Modell", deen d'Clientë soll penaliséieren; et gëtt och de méi liberalen Usaz, datt Prostitutioun einfach soll erlaabt sinn. An Däitschland zum Beispill ass dat de Wee an et ass och e bëssen de Wee, dee mir Iech heimadder wëlle proposéieren.

Mir wëllen, datt d'Prostitutioun zu enger Profession indépendante gëtt. Dat huet dee Virdeel, villes aus der Clandestinitéit erauszehuelen an deene Persounen, déi sech prostituéieren, och e Status ze ginn, inklusiv der Méiglechkeet vun enger Krankeversécherung, zum Beispill, oder och datt, wa se mat engem Partner zesummeliewen, deen net als Proxenète consideréiert gëtt, soudatt och déi Persounen d'Méiglechkeet hunn, e Familljeliewen opzebauen, ouni iergendwéi legal Risiken deen Abléck anzegoen.

Mir denken och, datt zum Beispill de Comité Prostitution, deen et gëtt, och soll mat deene Leit schwätzen éischter wéi iwwert d'Leit, dofir wëlle mer, datt och déi Prostituéiert doranner vertruede sinn. Et geet also drëm an dësem Gesetz, de Statutt vun dem Prostituéierten nei ze definéieren an dovunner hänkt natierlech och of …, de Proxenète, den Zuhälter, dee muss natierlech deen Abléck och nei definéiert ginn.

Et ass fir eis ganz kloer, datt mer hei vun enger fräiwëlleger Prostitutioun vun erwuessene Mënsche schwätzen. Mir schwätzen hei net vun Zwangsprostitutioun, vu Prostitutioun vu Mannerjäregen oder vun der Prostitutioun, wou Persounen, déi an enger Ofhängegkeet sinn, an enger Drogenofhängegkeet zum Beispill ...; et ass fir eis ganz kloer, datt d'Prostitutioun vu Mannerjärege muss verbuede bleiwen, datt eng Zwangsprostitutioun muss streng verfollegt ginn an datt mer, wa Leit an enger Ofhängegkeetssituatioun sinn, mussen alles maachen, wat mer kënnen, fir deene Leit ze hëllefen a se och eventuell aus der Prostitutioun kënnen erauszeféieren! Et ass also en neien Usaz, dee mer Iech hei proposéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

*8268 – Proposition de loi légalisant la prostitution en tant qu'activité professionnelle indépendante*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Kartheiser.

## 6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Den Deputéierten huet zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Als Éischt hu mer Fro Nummer 452 vum Här Max Hengel un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Hausse vum Kokainkonsum. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 452 du 4 juillet 2023 de M. Max Hengel relative à la hausse de la consommation de cocaïne et de la consommation de mélanges respectivement de cocktails contenant de la cocaïne, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

**M. Max Hengel** (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, d'Direktioun vun der Santé huet de Rapport RELIS 2022, dat heescht „Réseau luxembourgeois d'information sur les stupéfiants et les toxicomanies", mam vollen Titel „sur l'état du phénomène des drogues et des toxicomanies, qui dresse un état des lieux de l'usage de drogues d'acquisition illicite et de ses corolaires au Luxembourg", publizéiert an do gëtt et eng beonrouegend Entwécklung, zu där ech dach e puer Froe wéilt stellen. De Constat aus dem Rapport ass ganz kuerz de Follgenden: Et gëtt manner Iwwerdosen, awer gläichzäiteg eng Hausse bei der Consommatioun vu Kokain an et gëtt och méi eng héich Demande fir Traitementer fir Kokainofhängeger.

Dofir ganz kuerz meng Fro un d'Madamm Minister: Ass bekannt, wéi vill Kokainofhängeger aktuell insgesamt bekannt sinn? Wéi vill Doudeger gouf et an de leschte Joren am Zesummenhang mat Kokain? Wéi vill Kokainkonsumente sinn aktuell an engem Traitement? A wéi erklärt sech d'Regierung d'Hausse beim Kokain respektiv vun de Kokain-Cocktailer, wa gläichzäiteg de Konsum vun Opioiden insgesamt erofgeet? A wéi gedenkt d'Regierung, eventuell dergéint virzegoen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Hengel. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

**Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | Merci, Här President. Effektiv, ech kann déi Tendenzen nëmme confirméieren. Mir hunn dat engersäits am leschte Rapport gesinn, dem Rapport vun 2022, mee och an eisen Antennen um Terrain souzesoen. Op de Konsumplazen, wou de superviséierte Konsum ass, gesi mer an héiere mer, dass ëmmer méi eriwwergeswitcht gëtt op Kokain an op Kokain-Cocktailen, wat zu erheebleche Schwieregkeete féiert. D'Demandë fir d'Traitementer sinn deementspriechend och eropgaangen. Mir verschäerfen natierlech d'Sensibiliséierung.

D'Problematik beim Kokain ass, dass et net wéi bei Heroin Substitutiounsprogrammer gëtt. Dat gëtt et nach net, do gëtt dru geschafft, mee et ass scho vill méi erheeblech vun de Konsequenzen an och d'Panoplie ass manner grouss, fir de Leit eeben entgéintzekommen, déi wëllen eraus. Am Plan national santé mentale, deen elo an den nächste 14 Deeg wäert finaliséiert ginn, wäerten Usätz kommen, fir verstäerkt nach um Terrain present ze sinn. Ënner anerem wäert eisen DUCK-Programm – dat ass dee Programm, dee mer hunn, fir op Eventer an esou weider bei de Leit hir Drogen entgéintzehuelen, ze analyséieren; dat huet ganz vill Succès, do kréie mer eng gutt Vue dorop, wat zirkuléiert, dat ass ganz gutt ugeholl entre-temps – verstäerkt ginn an natierlech och déi Presenz iwwer Land. Ech mengen, et ass vun enger Sucht-Ambulanz rieds, dat wäert sech erëmfannen. Ech wëll dem Plang awer elo net virgräifen, ier e ganz presentéiert gëtt.

Mir wäerten donieft am Kader generell vun der Drogepreventiounsaarbecht verstäerkt op d'Ofwaasseranalysen zeréckgräifen. Och do hu mer éischt Resultater gehat; dat wäert generaliséiert ginn, dat soll jo och de Projet Cannabis begleeden. Mir hunn u sech d'Chance, iwwert déi Zesummenaarbecht mam LNS hei am Land eng ganz gutt Vue ze kréien; dat kann ee ganz granular strécken, wou ee Quartier fir Quartier ka gesinn, wat wou an den Ofwässer ass, an et ass op alle Fall meng Ambitioun, dat weiderzeféieren, ze institutionaliséieren, soudass mer hei zu Lëtzebuerg wierklech eng ganz genau Vue kréie vun deem, wat leeft.

Et ass u sech eise beschten Indicateur, dee mer kënnen hunn iwwert d'Enquêten eraus, fir ze gesinn, wéi eng Quantitéite wou consomméiert ginn, zu wéi engen Auerzäiten zum Beispill. Do gesäit ee bei deenen éischten Etüden, déi gemaach gi sinn, ganz kloer, zu wéi engen Auerzäiten u wéi engen Deeg an der Woch wou verstäerkt Konsum ass. An dat ass eppes, wou op alle Fall a mengen Ae muss dran investéiert ginn an Zukunft. Mir hunn d'Chance, do eng ganz granular national Vue ze kréien, dat kombinéiert mat enger méi staarker Presenz um Terrain, an ech denken, dass mer um Wee vun der Opklärung och nach villes kënne maachen. Wann d'Leit sech bis bewosst ginn, wat si do zou sech huelen, iwwerleeë se vläicht e bësselche méi virdrun.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mir kommen elo bei d'Fro Nummer 453 vum Här André Bauler un d'Madamm Gesondheetsministesch iwwert d'Knachendichtmiessung. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 453 du 4 juillet 2023 de M. André Bauler relative à l'ostéodensitométrie, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. D'ZithaKlinik ass de Moment déi eenzeg Spidolstruktur, an där et e Service gëtt, dee sech nennt „ostéodensitométrie", also e Service, wéi Dir et richteg gesot hutt, Här President, deen d'Densitéit vun de Knache moosse kann. All d'Patienten, déi betraff sinn, mussen op dës Plaz fueren, fir dësen Déngscht geleescht ze kréien. Fir d'Leit aus dem ländleche Raum bedeit dat awer ganz dacks e wäite Wee an dofir drängt sech d'Fro op, ob et net wierklech sënnvoll wier, dëse Service op enger zweeter Plaz unzebidden. Aus enger dezentraler Perspektiv eraus wier sécherlech de Centre Hospitalier du Nord en ideale Site dofir, entweeder zu Wolz oder zu Ettelbréck.

Aus deem Grond wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch follgend dräi Froe stellen: Wéi huet sech dëse Service, deen d'Densitéit vun de Knache miesst, an de leschte Joren entwéckelt? Da wollt ech froen, ob d'Madamm Ministesch drun denkt, en zweete Standuert an dësem Kontext an enger anerer Klinick opzemaachen. Gëtt et schonn an dësem Sënn Iwwerleeungen? An drëttens wollt ech froen, ob de Centre Hospitalier du Nord an deem Sënn och kéint berücksichtegt ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Bauler. D'Wuert huet nach eng Kéier d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

**Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | Merci, Här President, a merci och fir dës Fro. Den Osteodensitometer ass ee vun deenen Instrumenter, déi national gereegelt sinn. Do hu mer am Moment effektiv een zu dësem Zäitpunkt. Den normale Werdegang ass, dass op der Basis vun där neier Carte sanitaire hospitalière, déi jo virun e puer Joer ageféiert ginn ass, Joer fir Joer ajustéiert gëtt, wat d'Besoine sinn. Dësen Exercice ass fälleg elo iwwert d'Fréijoer. Mir sinn elo schonn am Gespréich mat deenen eenzelne Spideeler, fir dass se hir Demanden eraginn. Dat funktionéiert esou, dass d'Spideeler hir Demanden eraginn an da kucke mer opgrond vun der Carte sanitaire, wou Besoine sinn.

Mir haten eng Exceptioun effektiv gemaach fir de PET-Scan, dee mer fréizäiteg elo eropgesat hunn, well eng ganz grouss Demande do ass. Mir wollten dat awer elo net ufänken, well wa mer aus der Schinn erausgi vum järlechen Evaluéieren opgrond vun der Carte sanitaire, dann hale mer net méi op, well eng Demande no där anerer kënnt. Mee mir wëssen, dass d'Delaien hei effektiv grouss sinn. Ech ginn dervunner aus, dass dat ganz warscheinlech ass, dass nach en zousätzleche wäert kommen, mee mir maachen dat am Kader vum normalen Exercice. Dofir hu mer eis jo déi Carte sanitaire ginn, wou op eng ganz strukturéiert Aart a Weis d'Donnéeën erfaasst gi vun de Spideeler, wou mer eng Vue dorop kréien, wat wou benotzt gëtt. An do ass deen nächste Moment am Fréijoer d'nächst Joer.

Ech weess, dass schonn Interessi vun e puer Spideeler ass, fir nach en Zousazapparat ze kréien. Deem ass kee Mënsch verschloss, wann dee Besoin sech bestätegt, a bei deem doten Apparat ginn ech dervun aus, dass dat de Fall wäert sinn. Da wäert dat och sécherlech eropgesat ginn, awer am Kader vun eiser normaler Prozedur, déi mer eis hei och iwwert dëst Haus ginn hunn, fir dat an enger Reegelméissegkeet ze maachen an opgrond vun enger handfester Dokumentatioun. Op alle Fall, déi Demanden, déi wäerten erakommen. Ech hu schonn héieren, dass Interessi ass, fir een ze maachen. Se sinn net eleng, an dat kënnt alles elo beieneen an da gëtt dat zesummen evaluéiert.

Da géif ech Iech Merci soen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 454 vum Här Jeff Engelen un den Här Tourismusminister iwwert den déidlechen Ofstuerz am Mëllerdall. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 454 du 4 juillet 2023 de M. Jeff Engelen relative à la chute mortelle au Mullerthal, adressée à M. le Ministre du Tourisme**

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet ëm den déidlechen Têschefall vun e Sonndeg zu Bäerdréf, wou e Bouf

vun néng Joer vun enger Aussiichtsplattform an eng Schlucht gefall ass, wat mer alleguer bedaueren, a vun hei aus sprieche mer der Famill eist häerzlecht Bäileed aus.

Um betraffene Site, genannt „Däiwelsinsel", stellt sech elo d'Fro, ob dee genuch securiséiert war. Mir stellen eis och d'Fro, ob d'Sécherheet bei änlechen touristesche Sitten am Mëllerdall grouss genuch geschriwwe gëtt. Missten net op esou geféierleche Plazen – speziell am Mëllerdall, mee et gëtt der ganz sécher am Land och nach eng ganz Rei änlecher – Schëlder mat Warnhinweiser opgestallt ginn? Zu Bäerdréf war leider op der betraffener Plaz keen esou e Schëld ubruecht. Duerfir wollte mer vum Tourismusminister wëssen, wat eeben elo hei géif ënnerholl ginn, fir dat wäitestens ze verhënneren. Et geet jo hei ëm d'touristesch Renommée fir eist Land, mee och dorëm, Mënscheliewen ze retten. Ech mengen, do soll eis all Initiativ wäertvoll sinn. An an deem Sënn géif ech dem Här Minister Merci soe fir seng Äntwert.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Engelen. Den Här Tourismusminister Lex Delles huet d'Wuert.

**M. Lex Delles,** Ministre du Tourisme | Merci villmools fir déi Fro. Loosst mech fir d'éischt der Famill an den Hannerbliwwene mäin häerzlecht Bäileed ausdrécken. Mir sinn natierlech alleguerten, mengen ech, déif betraff duerch dee schlëmmen Accident, deen do geschitt ass, deen zum Doud vun deem Kand gefouert huet, an ech mengen, mir fillen alleguerte mat der Famill.

Mir selwer wëssen net méi wéi dat, wat aus de Medien ze wëssen ass. Et ass esou, dass eng Enquête amgaangen ass, an dofir ass et och schwéier, zu dësem Moment nach méi ze kommentéieren, wat op deem Site selwer do geschitt ass a wéi et och zu deem trageschen Accident komm ass.

Zum Site selwer kënne mer als Generaldirektioun vum Tourismus net vill soen, well mer weeder Exploitant, nach Proprietär vun deem Site sinn. E Mataarbechter vun der Generaldirektioun hat och de Moie Kontakt mat der Gemeng an natierlech ënnerstëtze mer all Aktioun, déi zu der Securisatioun vun esou engem Site ka bäidroen, falls dat gewollt a falls et néideg ass op esou Sitten.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Delles.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 455 vum Här Carlo Weber un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Konsequenze vum Ofholzen am Februar beim Schumannseck. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 455 du 3 juillet 2023 de M. Carlo Weber relative aux conséquences du déboisement en février près du Schumannseck, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

**M. Carlo Weber** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Um Schumannseck bei Wolz gouf de leschte Wanter an engem Bësch e gréissere Kalschlag duerchgefouert ouni eng Geneemegung vun der Naturschutzverwaltung. Doropshi goufen ufanks Februar d'Holz an eng grouss vollbeluede Camionsremork beschlagnaamt an e routwäisst Bändche ronderëmgezunn, dat Ganzt op engem fréiere Parking vun de Ponts et chaussées un der Haaptstrooss, der N15, vu Bitscht op de Schumannseck erop. Fënnef Méint duerno steet d'Camionsremork vollgelueden nach ëmmer op där Plaz an d'Holzstämm leien och nach ëmmer ronderëm – mëttlerweil e Schandfleck. An doduerch, datt leider och probéiert gëtt, elo hei illegal Müll ofzelueden, gëtt d'Situatioun praktesch all Woch schlëmmer.

D'Froen un d'Madamm Ministesch: Gëtt et heizou néi Informatioune betreffend Camionsremork an Holz? Wéi geet et virun op dësem Site? A wa geschitt elo op där Parzell selwer, wou ofgeholzt gouf?

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Weber. D'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Joëlle Welfring, huet d'Wuert.

**Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann ech et vläicht scho méi oft an dësem Haus hei gesot hunn, ass et wichteg, nach eng Kéier drun ze erënneren, dass et eise Bëscher net gutt geet. Se leide wéi aner Planzen, awer och Déieren a Mënschen ënnert de Klima- an de Wiederchangementer. An an der Konsequenz dovunner gi se schwaach, eis Bëscher, an och ufälleg fir Krankheeten an och Schädlinge wéi zum Beispill de Borkenkäfer.

Fir eise Bësch kënne besser ze schützen, ass an der Chamber e Bëschgesetz an de finalen Zich an dat gëtt och e wichtegt neit Instrument fir de Schutz vun eise Bëscher. Et ass awer net esou, wéi wa mer am Moment keng Instrumenter hätten, fir eise Bësch ze schützen. D'Naturschutzgesetz gesäit ënner anerem Reegele vir, wéi zum Beispill d'Kompensatioun vu verluerener Bëschfläch am Fall vu Projete vun ëffentlechem Interessi, fir déi muss Bësch ewechgemaach ginn, oder Kalschlag vu Beem op enger Fläch vun iwwer 50 Ar vum selwechte Proprietär.

Déi normal Bëschgestioun mat hire punktuellen oder cibléierten Agrëffer, déi dem Bësch awer a senger Gesamtheet net schueden, well ëmmer nees Holz nowiisst, ass am Naturschutzgesetz awer net viséiert. Sou muss e Proprietär, dee wëll iwwer 50 Ar Bësch op ee Schlag ewechmaachen, eng Geneemegung dofir ufroen. En dierf dat doten dann och eréischt maachen, wann en dann déi Geneemegung och huet, well esou e Kalschlag huet natierlech Konsequenze fir de Buedem, fir d'Waasser an awer och fir den Nopeschbësch an och negativen Afloss dorobber. An ouni esou eng Geneemegung esou e Kalschlag ze maachen, ass och penal strofbar. Dat seet eis haut och schonn d'Naturschutzgesetz.

Hautzudaags ginn awer bedauerlecherweis vill esou Demandë virgeluecht, an der Reegel och geneemegt, einfach well ganz vill Beem vum Borkenkäfer befall sinn an et soll verhënnert ginn, dass dee sech weider ausbreet, well dat wierklech enorme Schued mat sech bréngt, net nëmmen ekologeschen, mee och wirtschaftlechen. An no engem Kalschlag, enger Coupe rase, muss een – dat gesäit d'Naturschutzgesetz esou vir – innerhalb vun dräi Joer, nodeems d'Ëmhaen ugefaangen huet, derfir suergen, dass erëm gläichwäerteg Planzen op déi Plaz stoe kommen, dat entweeder iwwer eng natierlech Successioun oder duerch ënnerstëtzend Moossname wéi Uplanzungen, wat am Moment natierlech net einfach ass, wann et esou dréchen ass. Dofir soll een dat och wa méiglech evitéieren. E Kalschlag vu gesondem Bësch gëtt an der Reegel net geneemegt, a scho guer net vun enger Fläch vu bal zwee Hektar.

An elo zu deem Artikel op RTL am Februar 2022. Et ass esou, wéi et och schonn do gesot gi war: Et huet een, ouni eng Geneemegung ze hunn, jee ugefrot ze hunn an och ze hunn, eng grouss Fläch vu gesondem Bësch – dat ass eis Aschätzung – ofgeholzt. An dëst gouf och richtegerweis dem Parquet vu mengem Service matgedeelt, et war deenen opgefall. An d'Aarbechten, fir déi gehae Beem erëm ewechzehuelen – dat, wat eeben den ... de Schued war scho gemaach –, goufe vum Untersuchungsriichter gestoppt. Et ass also deemno eng Affär, déi am Moment beim Parquet suivéiert gëtt, an dofir kann ech Iech elo net soen, wat genau d'Suitten dovunner wäerte sinn. Et ass och de Parquet, deen decidéiert, ob Saachen, déi elo do stinn, däerfen ewechgeraumt ginn oder net.

Voilà, dat war am Fong dat, wat ech dozou ka soen. Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Fir déi nächst Fro bräichte mer d'Inneministesch, déi awer nach net do ass. Da komme mer elo mol zur Fro Nummer 457 vun der Madamm Djuna Bernand un den Här Minister fir Famill an Integratioun iwwert d'koordinéiert Begleedung vun de Veräiner an hire Benevollen am Kader vun der Reform vun den ASBLen. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 457 du 3 juillet 2023 de Mme Djuna Bernard relative à l'accompagnement coordonné du monde associatif et de ses bénévoles dans le cadre de la réforme des associations sans but lucratif, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration**

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Merci, Här President. De Benevolat fënnt sech a ganz verschiddene Gesellschaftssparten erëm: am Sport, an der Kultur, an der Jugend, an der Kooperatioun an a villen aneren. An natierlech ass et och deementspriechend normal, dass déi verschidde Ministèren, déi déi jeeweileg Theeme couvréieren, och den Uspriechpartner si fir benevoll Associatiounen, ob se elo konventionéiert sinn oder Subside kréien oder einfach e Ministère de tutelle als Uspriechpartner brauchen.

Gläichzäiteg hu mer awer e Ministère – an dat ass och Ären, Här Familljeminister –, ass de Ministère vum Benevolat och derfir zoustänneg, a mir hu jo och en Deel dovunner am Koalitiounsaccord stoen. An ech fannen et wichteg, dass mer eis eng concertéiert Approche ronderëm de Benevolat zu Lëtzebuerg ginn. Dat gouf och scho bewisen op vergaangene Plaze wéi op den Assisen, wéi och an Etüden, déi gemaach goufen. Mir hu jo och eng Agence du bénévolat. An elo hunn ech mech gefrot, ob mam neien ASBLs-Gesetz, wou awer eng Rei Erausfuerderungen op d'Veräiner duerkommen, ob do och un déi Benevoll geduecht gëtt, déi awer oft Verantwortung an den ASBLen iwwerhuelen, déi déi droen an op déi natierlech eng ganz Rei Ännerungen duerkommen.

An do wier meng Fro un Iech, Här Minister, ob et eng koordinéiert Approche vum Tutellesministère vum Benevolat zesumme mat anere Ministèrë gëtt. Ech hu mer soe gelooss, dass eenzel Ministèren Initiativen iwwerholl hunn, wéi Webinairen oder Notten erauszeginn, fir einfach dat Gesetz a seng Implikatioune besser ze erklären. Ass ugeduecht, eng Circulaire erauszegi vun Iech un déi aner Ministèren oder mécht d'Agence du bénévolat eppes dozou, wou se beispillsweis an enger Formatioun wierklech mam Public cible vun de Benevollen, och zu enger Auerzäit, déi déi Benevoll arrangéiert, einfach eng Offer ubréngt, fir dëst Gesetz, wat awer, mengen ech, eng wichteg nei Mesür ass fir d'ASBLen, besser ze vermëttelen an ze erklären?

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Bernard. De Minister fir Famill an Integratioun, den Här Max Hahn, huet d'Wuert.

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration | Sou, ech géif ganz gären domat ufänken, der Madamm Bernard Merci ze soe fir dës ganz pertinent Fro. Ech mengen, dat Gesetz, dat den 28. Juni – also et ass nach net ganz laang hier – hei an dësem Haus gestëmmt ginn ass, dat huet ganz sécher Implikatiounen

op d'Associatiounen, virun allem op déi Associatiounen, mat deenen d'Ministèren Dag fir Dag zesummeschaffen. Dofir ass et eis ganz wichteg, dass all déi Associatiounen déi néideg Informatiounen iwwert dat neit Gesetz och kréien a virun allem seng Implikatiounen och op d'Fonctionnement vun den Associatiounen. Den Artikel 77, zum Beispill, aus dem besote Gesetz hält jo fest, dass d'Associatiounen hir Statutte an engem Delai vu 24 Méint musse konform setzen zu deem Gesetz, dat dann den 28. Juni gestëmmt ginn ass.

Natierlech stelle sech hei eng ganz Partie Froe fir déi sëllege Benevollen, déi an den ASBLen aktiv sinn, ganz vill Froen, an do ass et wichteg, dass, jo, de Familljen- an Integratiounsministère als Ministère de tutelle, an dat hutt Der richteg gesot, vum Benevolat dann och ka Ried an Äntwert stoen op déi vill Froen, déi sech awer hei bestëmmt nach wäerte stellen; vläicht net direkt, mee iwwert déi ganz Period bis dohinner. An do wëll de Familljen- an Integratiounsministère natierlech sensibiliséieren an dann och Informatiounen iwwert déi verschiddenst Kanäl diffuséieren.

D'Agence du bénévolat, Dir hutt se richtegerweis ugeschwat, ass hei e ganz, ganz wichtege Partner, wann et dorëms geet ze informéieren, ze sensibiliséieren. D'lescht Woch nach hate mer eng ganz, ganz flott Assise du bénévolat organiséiert vun der Agence, wou ganz vill Acteuren – bal 200 – op der Plaz waren. An d'Agence du bénévolat ass iwwert déi lescht Méint vill méi breet opgestallt ginn, soudass si all Theemeberäicher an deemno och all Typpe vun Associatioune mat ofdecke kënnen. An dofir si si den natierleche Partner, wann et hei drëms geet ze sensibiliséieren. An natierlech wäert de Familljeministère sech och mat all den anere Ministèren – dat war jo eng aner Fro vun Iech – concertéieren, fir esou d'Associatiounen iwwert d'Changementer, déi dat neit Gesetz eebe mat sech bréngt, ze informéieren. Dëst kann zum Beispill iwwer e Webinaire, en Tutorial, FAQen an eventuell och Informatiounsversammlunge gemaach ginn.

De CLAE, wëll ech awer och nach vläicht hei ënnerstäichen, deen all d'Associatioune begleet, déi aus der Immigratioun entstane sinn, wäert en zweete Partner sinn, fir sécherzestellen, dass och déi Associatiounen erreecht ginn. Natierlech ass hei och ugeduecht, dass souwuel d'Agence du bénévolat wéi och de CLAE ëischtens op Froe wäerte kënnen äntweren an zweetens och déi néideg Informatiounen op hire respektiven Internetsäite kënnen zur Verfügung stellen. Da ginn et nach vill Associatiounen, déi am konventionéierte Secteur aktiv sinn, also a Beräicher, déi ënnert d'ASFT-Gesetz falen. An och do wäert et e Sujet sinn am Kader vun der Commission d'harmonisation, wou dat mam Secteur wäert diskutéiert ginn.

Ech denken, ech hätt Är Froen all beäntwert, an da géing ech Iech nach eng Kéier villmools Merci soe fir den Interessi.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Familljeminister Max Hahn.

Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 456 vun der Madamm Myriam Cecchetti un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Convocatioune fir d'Gemengewalen. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 456 du 4 juillet 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative aux convocations pour les élections communales 2023, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur**

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. No de Gemengewalen ass eis Escher Sektioun vun déi Lénk vun enger ganzer Rei vu Bierger/innen ugeschwat ginn, déi alleguer den nämmlechte Problem haten an déi sech och ënnerenee concertéiert hunn.

Dës Wieler/innen, vill jonk Student/innen, déi sech als auslännesch Bierger/innen och op eis Wallëschten nei ageschriwwen haten, hu keng Convocatioun geschéckt kritt, fir wielen ze goen. D'Aschreiwungsprozedur ass bei hinnen awer gutt verlaf, dat heescht, si haten iwwerhaapt kee Problem. A wéi si sech awer un d'Escher Gemeng un déi zoustänneg Büroe gewant hunn, fir hinnen ze soen, datt si keng Convocatioun kritt hätten an datt si sech awer gär géifen aschreiwen, fir kënne wielen ze goen, hunn déi hinnen einfach geäntwert, dat géif net goen, dat wier ze spéit, si hätten eeben elo Pech.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Inneministesch follgend Fro stellen: Ob dës Informatiounen, déi dëse Wieler kommunizéiert goufen, korrekt sinn, ob dat wierklech esou ass, datt, wann ee keng Convocatioun kritt, een dann och d'Recht net huet, sech nach noaschreiwen ze loossen, respektiv d'Recht net huet, mat senger Carte d'identité oder sengem Pass dohinzegoen an awer wielen ze goen. A wann dat net de Fall ass, wéilt ech gäre wëssen, ob d'Madamm Ministesch bereet wär, eng Enquête och vläicht bei anere Gemengen ze lancéieren, ob a wéi vill esou falsch Informatiounen divulgéiert goufen, ob déi Leit, déi do schaffen, dat einfach net besser woussten – da misst een do eng Formatioun maachen –, a wéi vill Wieler/inne keng Convocatioun kruten an och aus wellecher Ursaach déi keng Convocatioun kruten, ob dat en technesche Problem war oder wou dee Problem louch. An ech wéilt och gäre wëssen, ob d'Madamm Ministesch bereet wier, eng Enquête ze lancéieren iwwert d'Ursaache vun den Absenzen, well et si jo ganz vill Leit dës Kéier net wiele gaangen – hu se vläicht déi nämmlecht Informatioune kritt, datt se net dierfte goen oder aus wéi engen Ursaachen och ëmmer? –, datt een dat géif bei deenen zoustännege President/innen nofroen. An zu gudder Lescht, ob si da bereet wier, all déi Chifferen ze publizéieren, fir datt mer och do vill méi Informatiounen hätten.

Ech soen Iech villmools Merci am Virfeld fir d'Äntwerten an och fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

**Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | Nun, Här President, ech hu keng Kenntnis zu deene Virgäng op der Escher Gemeng am Kader vun de Gemengewale vum 11. Juni. A vu dass fir de Moment och keng aner Faite bekannt sinn eebe wéi déi, déi Dir elo grad hei erkläert hutt iwwer Esch, sinn ech disposéiert, fir eng Prise de position bei der Gemeng unzefroen. Dat ass déi gängeg Prozedur, déi mer maachen, wa mer mat Faite konfrontéiert sinn, fir dee Moment da bei der Gemeng nozefroen, fir hei ganz konkreet ze iwwerpréiwen, wat dann eeben am Virfeld vun de Gemengewale geschitt ass.

Wann d'Madamm Cecchetti awer elo eng direkt Äntwert wéilt hunn, ëmmerhi sëtzt si net allze wäit vum Escher Buergermeeschter ewech, sou géif ech si encouragéieren, direkt d'Gespréich mat him ze sichen a vläicht op eng méi on... oder wéi soll ech soen, méi eng pragmatesch Manéier nozefroen, wat da ganz genau do virgefall ass, wat et mat där Saach op sech huet, da geet dat heiansdo och vill méi séier. Mee à defaut vun deenen anere Faite gesinn ech elo net direkt an, dass mer missten eng Enquête iwwert d'ganzt Land maachen, elo bei alle Gemengen nofroen, wéi gesot, well eis elo keng aner Fäll bekannt sinn. Ech weisen awer dorop hin, an dat hunn ech och schonn an der leschter Froestonn erkläert, dass mer bei eis am Interieur elo en Aarbechtsgrupp agesat hunn, dee sech genau mat de verschiddene Proceduren, mat den Ofleef vun de Gemengewale beschäftegt. Do si mer schonn amgaang, eng ganz Partie ze sammelen. Net méi spéit wéi haut hu mer erëm festgestallt, dass nach, jo, al Proceduren, Delaien am Gesetz stinn, déi eis net onbedéngt ëmmer an eiser deeglecher Aarbecht weiderbréngen.

Fir do nach eng Kéier drop ze äntweren, dass mer amgaang sinn, dat alles ze iwwerpréiwen, fir dann eebe gegeebenenfalls déi nächst Gemengewalen 2029 schonn déi gesetzlech Adaptatioun ze hunn an op deene verschiddene Punkte kënnen nozebesseren. An, wéi gesot, alles, wat mer kënnen analyséieren a wou mer kënnen eng Analys maachen, dat maache mer och, fir eeben herno da kënnen do déi Verbesserungen ze kréien.

Fir mech ass awer kloer – an dat ass dee Punkt, deen Der zum Schluss och nach eng Kéier ugeschwat hutt –: Wat ass, wa Leit keng Convocatioun kritt hunn?

Ben, de Punkt ass, wann d'Leit op de Wielerlëschten ageschriwwe sinn, da si se ageschriwwen. Dat ass jo mol dat Éischt. Dat heescht, si erfëlle jo dee Moment och d'Konditiounen, fir dierfe wielen ze goen, an da solle si natierlech vun hirem Recht kënne Gebrauch maachen.

Wann awer ee keng Convocatioun elo kritt huet respektiv se ze spéit komm ass, dat hu mer och ëmmer erëm an eisen Informatioune gesot, kënnen d'Leit duerchaus – an et sinn och Leit, déi dat gemaach hunn – mat hirer Carte d'identité, mat hirem Pass, mat hirem Titre de séjour dee Moment dohinnergoen an dierfen awer un de Wale participéieren. Dat ass och deemools an eise Circulairen, an eisen Ofleef nach eng Kéier ganz kloer duergestallt ginn. Wichteg ass, dass d'Gemengen an och d'Walbüroen eeben de Wielerinnen a Wieler an de gesetzleche Limitten erméiglechen, vun hirem Walrecht kënne Gebrauch ze maachen, och, wann eeben eng Convocatioun méi spéit sollt ukomm sinn.

Wéi gesot, fir de Rescht si mer amgaangen, dat alles ze iwwerpréiwen. Mee wéi gesot, aner Gemenge si bis elo net un eis erugedroe ginn, dass do och solle Feeler gewiescht sinn, soudass ech elo an deem Fall keng Enquête wëll maachen. Mee wichteg ass, dass mer d'Gesetz op deene weesentleche Punkte wäerten upasse goen an natierlech dann och do nobesseren, wou et néideg ass.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 458 vum Här Laurent Mosar un de Wirtschaftsminister iwwert de Google-Datazenter.

**– Question n° 458 du 4 juillet 2023 de M. Laurent Mosar relative au Google Data Center, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, Merci, Här President. De Google-Datazenter ass eng Never-ending-Story, déi leider Gottes, fäerten ech, keen Happy End wäert kréien. Et waren an de leschten Deeg a Wochen eng Rei widderspréchlech Aussoe vu Ministeren aus der groussherzoglecher Regierung dozou ze héieren.

Ech wollt eigentlech just nach eng Kéier op eppes opmierksam maachen, wat, mengen ech, d'Regierung an och de Wirtschaftsminister wëssen: datt et en MoU gëtt, dee jo beseet, datt bis Ufank, Mëtt 2024 – dat ass also an engem knappe Joer – muss eng Bautegeneemung do gefrot sinn an och accordéiert sinn. Wann net, da spillt d'Virkafsrecht vum Staat, fir déi

35 Hektar erëm zréckzekafen. Ech wollt vum Minister de Mëtte wëssen: Wat ass de leschte Stand par rapport zu Google? Sinn iergendwellech Demarchen do gemaach ginn, notamment um Niveau vum Environnement, wou d'ailleurs nach eng ganz Rei do stinn? An dann, sollt dat näischt mat deem Projet Google ginn, huet d'Regierung do schonn iergendwellech Virstellungen, wat mat deene 35 Hektar Terrain soll geschéien, wou de Staat e Virkafsrecht huet?

Ech soen Iech scho Merci fir Är Äntwert.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Mosar. De Wirtschaftsminister Fanz Fayot huet d'Wuert.

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Jo, Här President, merci dem Laurent Mosar fir seng Fro. Hien ass jo een, dee sech scho säit Laangem ganz vill fir deen Dossier do interesséiert. Wann ee säin Numm agëtt bei Google mam Stéchwuert „Datenzentrum Google a Bissen", da kritt een an enger hallwer Sekonn 247 Treffer. Dat weist seng Perseverance an deem Dossier.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Merci, Här Minister!

**M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | Wat kann ech dozou soen? Ech mengen, ech ka just soen, dass d'Regierung weiderhi beméit ass an och alles mécht, fir datt sech dee Projet realiséiert, och wann den Datenzenter zu Biissen effektiv keng Prioritéit méi fir Google a senger globaler Planifikatioun fir Europa schéngt duerzestellen. Dat huet de Premier de leschte Mäerz no senger Visitt an den USA gesot, nodeems hie Google besiche war.

Méi konkreet Aussoe vu Google zum Projet vu Biissen hu mer bis haut net vun hinne kritt. Ech mengen, den Historique, dee kennt Der, do muss ech net laang drop agoen. Et war e jorelaaange Prozess, dee gemaach gouf vun enger Ëmweltorganisatioun géint d'Ofännerung vum PAG vun der Gemeng Biissen, bis den Investisseur op deem Punkt du Recht krut. Mir haten duerno eng Pandemie, e Krich, dat huet d'Saach och net méi einfach gemaach, an och nach ëmmer ganz héich Energiepräisser – dat ass jo och net grad e gudde Facteur fir en Datenzentrum, deen energieintensiv ass – an och elo den Impakt vun der eventueller Wirtschaftskris op d'Evolutioun vun der Demande an dem Transfert vun Donnéeën iwwer Internet, och dat spillt en sa défaveur.

Dat sinn alles Facteuren. Et ass awer esou, dass mer natierlech och e Lien behale mat Google, fir datt deen Acteur sech weider fir Lëtzebuerg interesséiert. Ech hat och nach e Gespréich mat hinnen am Kader vun der ICT Spring. Konkreet e Projet, deen elo wäert realiséiert ginn, dat ass, dass Google wäert eng Presenz zu Lëtzebuerg opbaue via eng dekonnektéiert, souverän Cloud. Dat ass och fir Google den éischte Projet vun deem Genre, dass se mat engem Land esou eng souverän, dekonnektéiert Cloud maachen, déi net op enger amerikanescher Plattform ass, mee déi wierklech zu Lëtzebuerg lokaliséiert ass a wou et och kee rechtleche Réckgrëff gëtt vun hinnen. Aus all deene Grënn, déi mer kennen, ass dat eng wichteg Securitéit. Dat ass e Projet, deen zwëschent Google an och mam belschen Acteur Proximus a LuxConnect gemaach gëtt, fir hinnen d'Technologie zur Verfügung ze stellen, fir vu Lëtzebuerg aus kommerziell Cloudservicer unzebidden, e Projet, un deem Google och ganz staark interesséiert ass.

Wat elo, wéi gesot, dee Projet vu Google ugeet, wat den Datenzentrum ugeet zu Biissen, do loosse si sech weider d'Optiounen op. Dir hutt et gesot, dat ass nach méiglech bis 2024. Et gëtt awer natierlech, wat d'Zäit méi avancéiert, sécher ëmmer manner probabel, well do hänken natierlech nach eng Partie Prüfungen drun, Ëmweltprüfungen an anerer, déi musse gemaach ginn. Wéi gesot, fir de Moment hale si sech do ganz bedeckt an et gëtt elo och do fir de Moment net wierklech en neien Ament an deem Dossier.

Voilà, ech mengen, dat ass dat, wat ech Iech zu dësem Zäitpunkt kann dozou soen. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 459 vum Här Gusty Graas un den Här Energieminister iwwert den Accord tëschent Lëtzebuerg an Dänemark a puncto Transfert vun Energiestatistiken. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 459 du 30 juin 2023 de M. Gusty Graas relative à l'accord entre le Luxembourg et le Danemark sur les transferts statistiques d'énergie, adressée à M. le Ministre de l'Énergie**

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass ouni Zweifel eng vun deene wichtegste Prioritéiten, fir géint de Klimawandel unzekämpfen. Mir setzen hei zu Lëtzebuerg jo virun allem do op Wandmillen, fir eebe méi klimaneutrale Stroum ze produzéieren. A selbstverständlech kënne mer ni hei zu Lëtzebuerg autark ginn; déi Illusioun sollt een op alle Fall net verbreeden.

Am Oktober 2022 war jo dunn en Accord mat Dänemark ënnerschriwwe ginn, datt mir sollten do kënne Wandmille vun eis mat dran investéieren. Mir kréichen dann tëscht 33 a 66 Milliounen Euro fir déi Period 2021 bis 2025 ugerechent. D'Chamber huet deen Accord jo och hei guttgeheescht am Februar. Elo huet een allerdéngs an de leschten Deeg an der Press d'Matdeelung kritt, datt u sech verschidde Retarde géifen entstoen, well anscheinend – wéi gesot, ech benotze bewosst de Conditionnel – dann awer d'Rentabilitéit vun deem Projet do géif a Fro gestallt ginn.

Dowéinst meng fënnef Froen un den Här Energieminister:

Kann en dat confirméieren, wat an de leschten Deeg an der Press zirkuléiert ass?

Zweetens: Firwat gëtt dat elo eréischt festgestallt, datt anscheinend dann déi Rentabilitéit net soll garantéiert sinn? Ech mengen, de Projet ass jo awer net vun haut a vu gëschter.

Drëttens: Wéi eng Léisung kann een dann am Fong geholl elo virgesinn, fir dann awer de Projet sou séier wéi méiglech kënnen ëmzesetzen?

An da véiertens: Huet dëse Retard och e gewëssenen Impakt op déi Ofmaachung, déi mer gemaach hu respektiv op den Transfert vun erneierbaren Energien?

An nach eng lescht Fro: Wéi gesäit aus mat der Ëmsetzung vun anere Projeten, déi op Basis vun dësem Accord getraff goufen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Graas. Den Här Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

**M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | Gudde Mëtteg, Här President, gudde Mëtteg, léif Kolleegen aus der Regierung, a gudde Mëtteg, léif Deputéiert. Et ass effektiv esou, dass d'lescht Woch e Mëttwoch fir d'éischt an der dänescher Press e Pressecommuniqué opgedaucht ass an duerno ass am „Spiegel" e bëssen e räissereschen Titel gewiescht iwwer eng ëmstridden Insel, déi net dierft gebaut ginn. Gutt. Dorosphin hunn ech derfir gesuergt, datt ech en Donneschdegmoien e längert Gespréich konnt hu mam dänesche Minister, an ech kann Iech elo de Contenu vun deem Gespréich dann erëmginn.

Also, et ass esou: Dänemark huet zwee grouss Projete fir Offshore-Wand auszebauen. Deen een ass an der Ostsee an do gëtt d'Logistik vu Bornholm aus gemaach, a Bornholm ass eng Insel, déi et scho gëtt. Do ass dann en Hafen, do komme Kabelen zesummen, do stinn Traffoen, do kommen eventuell och Waasserstoffanlagen.

An deen zweete grousse Projet ass an der Nordsee, wäit draussen am Mier – 60, 70 Kilometer eraus. An do war déi éischt Iddi vun der dänescher Regierung, fir eng Insel ze bauen op enger Plaz, déi awer 30, 40 Meter déif ass a wou et och eng gewësse Stréimung gëtt. Déi dänesch Energieagentur, déi huet iwwert déi lescht Méint am Detail geschafft un deem Projet a si stelle sech elo eigentlech zwou Froen. Déi eng ass: Mécht et méi Sënn, déi Insel quasi fest ze bauen oder se op Stelzen ze maachen? Ech erkläre mech: D'Belsch mécht on eng Energieinsel virun der belscher Küst, an déi belsch Insel, déi gëtt quasi op Pottoe gebaut, fir eeben dann ... Do kommen zum Beispill d'Kabele vun den Anlagen zesummen an dann hutt Der grouss Traffostatiounen, déi stinn op de Stelzen. D'Hollänner maachen e ganz grousse Waasserstoffprojet an der Nordsee, wou dann och den Electrolyseur op Stelzen am Mier steet. Dat heescht, déi stelle sech elo d'Fro, ob se de Projet net kënnen doduerch optiméieren, datt se, amplaz eng fest Insel ze bauen, eeben da géife verschidden Infrastrukturen op Stelze setzen an dann do ronderëm déi 10.000, 12.000 Megawatt Offshorewand maachen. Dat heescht, de Minister ... Dat ass déi eng Fro, déi se sech stellen.

Déi zweet Fro ass: D'Däne wollten e sougenannte „Public-private-Partnership" maachen. Dat heescht, si wollten, en Deel vun der Insel wier staatlech an deen anere géif vu privaten Investore finanzéiert ginn. Déi belsch Energieinsel, déi gëtt vum belschen Netzbedreiwer organiséiert an och gebaut an och finanzéiert. An d'Däne froe sech mëttlerweil, ob de Risiko – a wie seet Risiko, dee seet och méi héich Kapitalkäschten –, ob hire Businessmodell vum Private-public-Partnership net finanztechnesch méi ongënschteg wier wéi dat, wat d'Belsch elo maachen, wou eeben den Netzbedreiwer quasi alles plangt an dann natierlech privat Firmen déi Insel bauen. Et ass net de belsche Staat an och net de belschen Netzbedreiwer, deen d'Insel baut.

Dat heescht, d'Dänen – an do war de Minister och ganz formell –, Dänemark wäert am ganz grousse Stil an der Nordsee Offshorewand maachen. Si froe sech just ... Déi Fro, déi si sech stellen, ass d'Optiméierung vun der Infrastruktur, déi et géif erlaben, dann déi 10.000, 12.000 Megawatt ze maachen. Dat heescht, vun dohier ass de Projet nach ëmmer „up and running". Mir kréie méi Detailer vun den Dänen Enn des Joers.

Deen zweeten Aspekt iwwert déi Kooperatioun, déi mir hu mat Dänemark: Déi statistesch Transferten, déi mir an dëse Jore kréie bis 2025, déi kommen aus Projeten, déi souwisou scho stinn an Dänemark. Dat, wat mir mat den Dänen ofgemaach hunn, ass eeben, dass se déi Revenuen, déi mir hinne bezuelen, och huelen, fir dann eeben zukünfteg Projeten ze maache wéi déi heiten Energieinsel, ënnert där Form oder ënnert där Form. Dat heescht, vun dohier, de Projet leeft weider a mir sinn a ganz enkem Kontakt. De Moien hunn ech nach e Mail kritt vum Lëtzebuerger Ambassadeur, deen zu Kopenhagen ass, deen och nach eng Kéier elo e Rendez-vous gefrot hat, an eigentlech déi Informatiounen, déi ech kritt hunn, déi sinn do bestätegt ginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 447 vum Här Sven Clement un d'Madamm Finanzministesch iwwert d'europäesch Direktiven. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 460 du 4 juillet 2023 de M. Sven Clement relative au directives européennes, adressée à Mme la Ministre des Finances**

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass jo esou, datt mer op europäeschem Plang engersäits d'ATAD-3-Direktiv hunn, déi en Impakt wäert op Lëtzebuerg hunn, a gläichzäiteg awer och op OECD-Niveau iwwer BEPS, zweete Pillar schwätzen. An allen zwou, no allen Aussoen, déi ee souwuel vum Finanzministère héiert, wa mer an de Kommissiounssëtzungen doriwwer schwätzen, wéi och vum Secteur dobaussen, awer och, wann een einfach driwwer nodenkt, wäerten en Impakt hunn op d'lëtzebuergesch Finanzplaz. Ech mengen, et sinn zwee Texter, déi Impakt op d'lëtzebuergesch Finanzplaz wäerten hunn, déi insgesamt Impakt op d'Finanzplaze wäerten hunn, an do stellt sech natierlech d'Fro: Wat fir en Impakt? An ech mengen, dat ass eng Fro, déi elo an deene leschte Wochen a Méint ëmmer erëm gestallt gouf an déi och u sech, säit déi Texter virleie respektiv säit iwwert déi Texter geschwat gëtt, ëmmer erëm opgeworf gëtt.

Et ass esou, datt d'OCDE schonn an der Vergaangenheet och Lëtzebuerg drop higewisen huet, datt mer u sech keng Impaktstudie zum Theema ATAD-3-Direktiv an hirem Impakt gemaach hätten, an dofir wollt ech d'Madamm Ministesch froen: Sachant, datt et déi zwee grouss Texter gëtt, huet d'Regierung well Studien zu deenen Impakter an Optrag ginn? Wa jo, wou sinn déi Studien? Sinn déi schonn ëffentlech? Si se schonn ofgeschloss? A wann nee, mengt d'Madamm Ministesch net, datt et, vu de Poids vun eiser Finanzplaz an och den Impakt vun dësen Direktiven, deen awer do potenziell kéint erauskommen, net vläicht sënnvoll wär, esou eng Impaktstudie ze maachen an ze kucken, datt mer awer kéinten op festen oder zumindest op méi belaaschtbaren Zuelen diskutéiere wéi just op eisem Bauchgefill.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Clement. D'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes huet d'Wuert.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Sou, gudde Mëtteg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, an och léif Regierungskolleegen. Merci fir dës Fro iwwert déi sougenannt „Unshell-Directive" a Pilier 2. Ech kann direkt soen: Nee, et si keng esou Impaktstudie gemaach ginn. Et muss een déi zwee Dossieren awer och e bësse separat kucken.

Unshell oder ATAD-3, dat ass eng Proposition de directive, déi gëtt haut um techneschen Niveau nach verhandelt. A mir wëssen, dass keng Direktiv esou ugeholl gëtt, wéi se proposéiert gëtt. Dat ass e ganz laange Wee bis dohinner. Ech hunn dat och vun Ufank u gesot an ech mengen, et ass hei schonn e puermol ugeschwat ginn: Mir hunn do ganz, ganz grouss Bedenken, wat dës Propositioun ugeet. Mir wëssen, dass den Impakt op d'SOPARFIen an dann och op d'Steierrecettë potentiel ka ganz grouss ginn, a fir dat ze wëssen, brauche mer keng Etüd. Mir hunn intern Experten, mir hunn och eng Steierverwaltung dofir.

Ech hunn dat och mat de Kommissären ugeschwat zu Bréissel à plusieurs reprises, well ech trotzdeem mengen ze wëssen, dass den Impakt op Lëtzebuerg effektiv disproportionéiert ass, och wat elo zum Beispill aner Länner ugeet. Mir wëlle keng Empty Shells hei protegéieren, mir brauche Substanz zu Lëtzebuerg. Wann ee SOPARFIen net méi ka benotzen, fir legitimm Fongen, Strukturen en place ze setzen, da verloossen esou Strukturen och d'EU. Dat ass net gutt fir d'EU an dat ass definitiv net gutt fir Lëtzebuerg. Ech hunn och probéiert, dat de Kommissären ze erklären. Elo Studien ze maachen iwwer en Text, deen am Fong a permanenter Evolutioun ass, schéngt mir net wierklech zilfürend ze sinn. A fir d'Verhandlunge si mir mat eisen Experten an och mat der Steierverwaltung gutt opgestallt.

Wat de Pilier 2 ugeet, dat ass e bëssen eng aner Saach. D'OECD-Reform, ech mengen, do ware ganz vill Länner dru bedeelegt. Hei geet et ëm d'Minimal- oder Minimumsteier. Dat hu mir vun Ufank un ënnerstëtzt. Do ass natierlech elo och eng Direktiv um europäeschen Niveau. Déi muss ëmgesat gi bis Enn des Joers. Den Text ass och drop an drun, der Chamber soumettéiert ze ginn, da kënnt Dir dat kucken.

Natierlech ass et net méiglech, de konkreeten Impakt dodrop ze rechnen. Dat ass also ganz, ganz schwéier, well wierklech genau ze gesinn, wat fir en Impakt dat op d'Attraktivitéit respektiv op d'Steierrecetten huet, ass ganz schwéier, well et hei e ganze Koup Variabele gëtt. Déi éischt Variabel ass zum Beispill d'Verhale vun de Betriber, vun de Contribuabelen: Wéi reagéieren déi dodrop an deene verschiddene Länner? Dat weess haut keen. D'Aféierung och vun neien Tauxen, wat d'Besteierung ugeet an deene verschiddene Länner. Et weess keen. Déi eng setze vläicht erop, déi aner missten erof..., respektiv déi eng missten erofsetzen, déi aner wëllen en eropsetzen. Dat wäert och en Impakt hunn. Dat weess keen, dat ka kee wierklech elo soen.

Ech bemierken och, dass et aner Krittäre gëtt, déi Länner attraktiv maachen, wéi elo just d'Besteierung. Do ass eng rezent Etüd vun enger Big Four, déi d'Besteierung elo op Plaz 6 setzt an hirer Etüd. Also et ass net onbedéngt déi éischt Saach, déi e Land kann attraktiv maachen. Do gëtt et verschidden Assessments. D'OCDE huet en Assessment gemaach, do ass d'Forschett esou grouss, dass se am Fong net ganz utile ass, wéi vill negativen Impakt dat op Lëtzebuerg hätt.

Et gëtt aner Etüden, y compris vum IMF, mee och vum European Tax Observatory, déi e positiven Impakt fir Lëtzebuerg berechnen. Dat heescht, mir hu von bis, a fir elo do an deem Sënn eng Etüd ze bezuelen, déi eis dat selwecht seet – vu bis –, mengen ech, wär net e gudde Gebrauch vu Sue vun eise Steierzueler, well eeben d'Verhale vum Contribuabel an och vun de Länner schwéier ze anticipéieren ass.

Voilà, ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 461 vum Här Aly Kaes un d'Madamm Finanzministesch iwwert d'Besteierung vun de Permanencen, déi vun de Frontalieren am Teletravail geleescht ginn. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 461 du 4 juillet 2023 de M. Aly Kaes relative à l'imposition des permanences assurées via télétravail par les travailleurs frontaliers, adressée à Mme la Ministre des Finances**

**M. Aly Kaes** (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm, Dir Hären aus der Regierung, hei geet et a sech ëm zwou Saachen. Engersäits gëtt et eng ganz Rei Frontalieren, déi schaffen a Betriber, wou se als Aufgab hunn, och Anlagen fernzeiwwerwaachen, an da kënnt et vir, datt se nëmmen zwou, dräi Minutten op hirem Laptop schaffen, fir déi Iwwerwaachung ze assuréieren, fir eventuell, souguer iwwer Laptop, kuerz Interventiounen ze maachen. An dat féiert dann, zumindest laut menger Informatioun, derzou, datt dat a sech als ganzen Dag gerechent gëtt, wat natierlech derzou féiert op där anerer Säit, datt mer ganz séier, sou gutt bei de Belsch wéi bei de Fransousen, iwwert deem Seuil sinn, wou d'Besteierung hei zu Lëtzebuerg ass, mee wou d'Besteierung dann eeben an deem Land, wou se wunnen, geschitt.

Dat selwecht gëllt fir déi Leit, déi a sech doheem musse sinn an zur Verfügung musse stoen an dofir och entschiedegt ginn iwwer eng Astreinte. Déi kréie jo Suen, mee déi si jo dee Moment a sech an hirem Wunnland a kréie Suen, fir an hirem Wunnland present ze sinn, wa Probleemer an hirem Betrib respektiv op esou Anlage sinn, an dat féiert dann och derzou, datt eventuell déi Astreinten, dat Geld do ab engem bestëmmte Moment net méi hei zu Lëtzebuerg besteiert gëtt, mee an de respektive Länner besteiert gëtt.

An dofir meng Froen. Dat ass éischtens: Wéi gëtt dat gehandhaabt? Ass et richteg, datt een, wann een nëmmen zwou, dräi Minutten op dem Laptop schafft, dann e ganzen Dag ugerechent kritt? An a wat fir enger Form a wéi ginn déi Sue besteiert, déi ee fir eng Permanence kritt?

Ech soe Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Kaes. An d'Wuert geet nach eng Kéier un d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Voilà, merci fir dës Fro. Also, d'Steierkonventiounen, déi Lëtzebuerg mat den Nopeschlänner huet, bestëmmen dann effektiv och d'Reegelen, wat d'Besteierungsrecht ugeet. Är Fro geet iwwert d'Besteierung vu Permanencen, déi dann och d'Frontaliere via den Teletravail assuréieren. Also, eng Permanence, déi muss assuréiert ginn, ass am Fong net anescht ze consideréiere wéi all aner Zort vun Aarbecht. Deemno ass de Revenu, deen duerch eng Permanence dann entsteet, dann och d'selwecht steierlech ze traitéiere wéi all anert Aarbechtsakommes.

Fir e Frontalier heescht dat dann, dass d'Aarbechtsakommes do besteiert gëtt, wou d'Aarbecht ausgeüübt gëtt. D'Seuils de tolérance, déi dann natierlech an eise Konventioune mat eisen dräi Nopeschlänner drastinn, erlaben et engem Frontalier, eng bestëmmt Unzuel vun Deeg seng Aarbecht punktuell dann och ausserhalb vu sengem normalen Aarbechtsstaat ze maachen, ouni a sengem Wunnstaat dann eebe besteiert ze ginn.

Fir eng Permanence, déi da vun engem Frontalier via den Teletravail ausgeüübt gëtt, also ausserhalb vu sengem normalen Aarbechtsstaat, gëllen déi selwecht Reegele wéi fir eng aner Aarbecht, déi via den Teletravail ausgeüübt gëtt. Dat ass eeben, well eng Persoun, déi eng Permanence assuréiert, all Moment muss disponibel sinn. Do geet et elo net op e puer Minutten un, dat muss scho méi wéi e puer Minutte sinn. Dofir gëtt se och remuneréiert, sou wéi wa se hir normal Aktivitéit dann och géif exercéieren.

Konkreet heescht dat also: Wann e Frontalier an engem Steierjoer bis zu 34 Deeg – wéi mer wëssen – fir déi zwee Nopeschlänner a bis zu 19 Deeg fir Däitschland a sengem Wunnstaat aktiv ass, sief et duerch normalen Teletravail, Permanencen oder Geschäftsreesen oder Formatioun, da bleift d'Besteierung zu Lëtzebuerg. Wann de Cumul vun dësen Aktivitéiten oder d'Unzuel u Permanencen déi Seuilen dann iwwerschreit, da sinn all d'Revenuen, déi deenen Deeg dann entspriechen, déi ausserhalb vu Lëtzebuerg geschafft ginn, am Wunnstaat ze besteieren. Voilà, also et kënnt net op e puer Minutten un, mee dat gëtt effektiv esou behandelt. Dat ass esou an dat ass esou iwwert d'Konventioune festgehalen.

Ech profitéieren awer da vun dëser Geleeënheet, fir Iech ze informéieren, dass ech dann och am Prinzipp – wa mer scho vun Teletravail a vun den Deeg, déi ech mentionéiert hunn, och schwätzen – dës Woch nach op Berlin fléien. Ech wäert do e Rendez-vous hu mat mengem Homolog, dem Christian Lindner, an eis Steierkonventioun wäert dann och do um Ordre du jour sinn an ech kann Iech versécheren, dass mer do wierklech gutt an déi richteg Richtung geschafft hunn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 462 vun der Madamm Nathalie Oberweis un den Här Minister fir Famill an Integratioun iwwert den Aktiounsplang géint de Rassismus. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 462 du 4 juillet 2023 de Mme Nathalie Oberweis relative au plan d'action contre le racisme, adressée à M. le Ministre de la Famille et de l'Intégration**

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Här Minister, Rassismus ass keng Meenung; Rassismus ass eng Krankheet, eng gesellschaftlech Krankheet. Wëllen en Ënnerscheed ze maachen tëscht de Mënschen opgrond vun hirer Hautfaarf, vun hirer Relioun, vun der Nationalitéit, vun de Pabeieren, deen Ënnerscheed ze maachen oder och eng Hierarchie ze maachen tëscht de Mënschen opgrond vun dëse Krittären, ass ganz kloer e Problem an ass verankert an eiser – eiser Meenung no – kapitalistescher, ausbeuterescher Gesellschaft an Ausdrock vun enger kranker Gesellschaft, nach eng Kéier.

Déi mannst vun eis heibannen, mengen ech, kënne wierklech novollzéien, wat raciséiert Mënsche matgemaach hunn an hirem Liewen, well de Rassismus an all d'Detailer vum Liewen agräift: an d'Aarbechtssich, an d'Wunnengssich a sou weider. Dofir ass et wichteg, en ambitiéise Plan d'action ze hu géint de Rassismus, an d'Regierung ass amgaangen am Moment, e Plan d'action auszeschaffen, wéi mer wëssen. D'UNO recommandéiert, vun Ufank un e kloren, ambitiéise Budget ze hunn am Kampf géint de Rassismus.

Dofir hätt ech eng Rei Froen, ënner anerem: Wou ass d'Ausaarbechtung vun dësem Plan d'action drun? Wäert de Plan d'action fäerdeg si fir Enn des Joers, sou wéi et virgesinn ass? Ass de Ministère de la Famille ënnerstëtzt gi vun anere Ministèren an der Ausaarbechtung vun dësem Plan d'action? A wéi eng Ressourcen hutt Der op dës Ausaarbechtung gesat? An och, wou d'Ausaarbechtung am Moment wierklech drun ass a wat de Budget och ganz kloer ass vun deem Plan d'action. Well nëmmen en ambitiéise Budget kann Iech och wierklech d'Moyene ginn, fir géint de Rassismus ze kämpfen. An dann och nach ganz wichteg: Wéi eng Evaluatioun, wéi e Suivi ass virgesi vun dësem Plan d'action? Well ouni e Suivi, ouni eng Evaluatioun bréngt de beschte Plan d'action näischt.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Oberweis. De Minister fir Famill an Integratioun, den Här Max Hahn, huet d'Wuert.

**M. Max Hahn,** Ministre de la Famille et de l'Intégration | Merci der Madamm Oberweis fir dës Fro. Jo, de Familljen- an Integratiounsministère ass amgaangen, den nationalen Aktiounsplang géint Rassismus a Rassendiskriminéierung auszeschaffen. D'Ausschaffe geschitt iwwregens zesumme mat den ëffentlechen Acteuren, an do gehéieren natierlech d'Organisatiounen aus der Zivillgesellschaft, déi dës Gruppen an hirer Heterogeneritéit representéieren, derzou. An den Aktiounsplang soll – an dat ass nach ëmmer d'Zil – fir Enn des Jores finaliséiert sinn.

Dir hutt mech gefrot, wéi d'Preparatiounen oflafen. Mat der Ënnerstëtzung vum Familljen- an Integratiounsministère mécht den Educatiounsministère de Moment Consultatioune mat engem ganz grousse Panel un Haaptacteuren aus dem Educatiounsberäich, fir zesumme konkreet Aktiounen auszeschaffen, déi an de Beräich Educatioun vum neie PAN (ndlr: Plan d'action national d'intégration) afléissen. Den Aarbechtsministère sengersäits ass amgaangen, Konsultatiounen ze preparéiere fir de Beräich Aarbecht vum zukünftege PAN. An d'Aktiounen, déi an d'Diskussioun vum Volet Logement eraginn, déi sinn och aktuell an der Ausaarbechtung.

Firwat zielen ech Iech dës dräi op? Vläicht erënnert Der Iech drun, wéi mer d'Presentatioun hate vun der ganz breet opgestallter Etüd, do waren et haaptsächlech dës dräi Beräicher – ech ernimme se gär nach eng Kéier: Educatioun, Aarbecht an de Logement –, wou et nach am meeschten Nohuelbedarf ginn ass, fir et elo mol léif auszedrécken. An dës dräi Beräicher goufen dofir prioritär identifizéiert opgrond vun där Etüd, déi dann d'lescht Joer publizéiert gouf.

Dann hutt Der nach gefrot, wéi et bei de Ressourcë fir d'Ausschaffe vum Aktiounsplang ausgesäit. Lëtzebuerg fänkt do sécher net bei null un, wat de Beräich vum Rassismus an der Diskriminatioun ugeet. Et si scho Mesüren an de Beräicher vun der Fuerschung, der Formatioun, der Sensibiliséierung, der Legislatioun an der Mainstream-Politick geholl ginn. De Familljen- an Integratiounsministère huet sech och selwer méi Ressourcë ginn. Et ass eng Persoun agestallt ginn, déi sech ganz konkreet just ëm d'Ausschaffen an d'Ëmsetzung vun dësem nationalen Aktiounsplang wäert këmmeren an dofir zoustänneg ass.

Et ass och eng ganz flott interministeriell Zesummenaarbecht. Et ass och esou, dass am Educatiouns-, am Aarbechts- an am Logementsministère sougenannt „focal points" gëtt, dat heescht Uspriechpartner, déi dann direkt wëssen, ëm wat et geet, dass een do net nach laang muss hin an hier mailen oder telefonéieren, déi hiren Deel dann eeben zu deenen dräi Volete vum zukünftege PAN, déi ech virdru scho genannt hunn – Bildung, Wunneng an Aarbecht –, wäerte bäidroen. Ausserdeem gëtt et Experten, déi Konsultatioune virbereeden a moderéieren.

Dir hutt no Moyene gefrot an no Budgeten. Dat ass eng Fro, déi een haut leider net beäntwere kann. Ech soen Iech firwat: Well ee jo nach net weess, wat an de PAN erakënnt. Dat heescht, et soll ee sech net elo schonn Dieren zoumaachen opgrond vu Budgeten, et soll een éischter soen: „Wat brauche mer?" An da muss ee sech déi néideg Budgete ginn opgrond vun deem, wat den nationalen Aktiounsplang virgesäit. Ech denken zum Beispill u Sensibilisatiounscampagnen. Dat ass jo och eppes, wat d'Etüd eis gewisen huet, dass et ganz vill Saache gëtt, dass de Rassismus hei zu Lëtzebuerg ass, mee dass et en anere Rassismus ass, wéi dat vläicht nach virun 10 oder 20 Joer de Fall war, wou et drëms geet, ze sensibiliséieren: Wat ass dann alles Rassismus? Och Mikroaggressiounen an deem dote Beräich, déi d'Leit ganz haart treffen, fir eeben och do ze sensibiliséieren an d'Leit einfach vläicht opzeklären: Wat ass vläicht wierklech net esou ubruecht a wat kënnt net gutt u bei deene betraffene Leit? Selbstverständlech, an eleng duerch dat Bewosstsinn, dass een dat einfach eng Kéier matkritt, an do si Sensibiliséierungscampagnen natierlech sécherlech och eng vun de Pisten, deenen ee muss nogoen.

Suivi an Evaluatioun, dat ass eppes, ech mengen, dat probéiere mer bei all eisen Aktiounspläng mat anzebréngen, well et einfach ganz wichteg ass, sech Ziler ze setze mat den Acteure vum Terrain. An déi Ziler sollt ee scho mat genau de selwechten Acteure vum Terrain ..., natierlech och begleet vun den néidegen Experte vu bausse vläicht och nach derbäi, déi eng richteg Analys vu bausse maachen, do soll ee sech begleede loossen an da soll een do natierlech och kucken: Wat hu mer eis virgeholl gehat? A wat hu mer dovun erreecht? A wat hu mer nach net erreecht? An da brauch och do kengem en Zack aus der Kroun ze falen.

An et si bestëmmt och aner Beräicher oder nei Froen, déi en cours de route ukommen. Et ass net, wa mer elo Enn 2023 en neien Aktiounsplang hunn, dass dat dat finaalt Dokument ass. Dat muss e liewegt Dokument sinn, e liewegen nationalen Aktiounsplang, wou, wéi gesot, d'Acteure vum Terrain eng ganz, ganz wichteg Roll ze spillen hunn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Familljeminister Max Hahn.

## 7. 8210 – Projet de loi portant prolongation de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie et modifiant :

**1° la loi modifiée du 17 mai 2022 portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel ;**

**2° la loi du 2 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en gaz naturel pour certains clients finals ;**

**3° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ;**

**4° la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des services de charge de véhicules électriques sur les bornes de charge accessibles au public ;**

**5° la loi du 17 mars 2023 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix d'approvisionnement en chaleur pour certains clients raccordés à un réseau de chauffage urbain**

Den nächste Punkt um Odre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 8210 iwwer d'Bäihëllefen am Kader vun der Kris um Energiemaart. An ech ginn d'Wuert direkt un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »***

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 8210, deen ech heimat virstellen, geet et drëms, eng Rei Moossnamen, déi am Kader vum Tripartitt-Accord decidéiert goufen, bis Enn 2024 ze verlängeren.

Bekanntlech hunn d'Konsequenze vum Krich an der Ukrain op d'Energiepräisser, mee och d'Previsioune vum Statec vun Ufank 2023 derzou gefouert, datt am Mäerz 2023 en drëtte Solidaritéitspak mat zousätzleche Moossnamen decidéiert ginn ass. D'Zil vun der Regierung war et deemools a bleift et och bei dësem Projet de loi, souwuel d'Menagë wéi d'Entreprisen opgrond vun de steigende Präisser finanziell ze ënnerstëtzen an d'Präisdeierecht ze bremsen. Pour rappel ginn ech Iech e klengen Iwwerbléck iwwert déi eenzel Moossnamen, déi ech schonn eemol am Detail virgestallt hu bei den eenzele Gesetzer aus der Vergaangenheet an déi dës Kéier a Form vun engem

sougenannten Omnibusgesetz zesummegefaasst ginn a verlängert ginn.

Déi éischt Dispositioun betrëfft de Stroumpräis. De Stroumpräis gëtt fir all Client residentiel mat engem järleche Verbrauch vun ënner 25 MWh um Niveau vun 2022 gehalen. Déi staatlech Contributioun beleeft sech hei op maximal 225 Milliounen Euro am Kompensatiounsmechanismus fir d'Joer 2024. Well dëse Montant iwwert de 40 Millioune läit, déi am Artikel 80 vum Budgetsgesetz virgesi sinn, muss e separat Finanzéierungsgesetz adoptéiert ginn – dat hu mer och déi lescht Kéier scho gemaach. D'Depensen, déi et erlaben, de Stroumpräis ze stabiliséieren, lafen och elo nees iwwert de Klima- an Energiefong.

Déi zweet Dispositioun, déi bis 2024 stabiliséiert gëtt, déi zweet Subventioun, betrëfft de Gaspräis, deen och betraff ass. De Präis gëtt stabiliséiert, éischtens, andeems de Staat d'Netzkäschte fir d'Ennclienten iwwerhëlt, och weiderhin, an zweetens, andeems de Präis weiderhin op 15 % par rapport zum Duerchschnëttspräis vu September 2022 gedeckelt gëtt. Déi Deckelung geschitt doduerch, datt d'Fournisseuren d'Méikäschte vum Staat remboursëiert kréien, dëst op Basis vu kloer definéierte Prozeduren, déi am Gesetz verankert sinn an déi ech och déi lescht Kéier virgestallt hunn. Nei an dësem Projet de loi ass, datt och d'Clientë mat engem Compteur vun der Kategorie 3, dat heescht, dem Typ G65 oder méi respektiv mat enger Capacitéit vun iwwer 650 kW vun der Bäihëllef profitéiere kënnen. D'Konditioun, fir vun dëser staatlecher Contributioun kënnen ze profitéieren, ass, datt d'Wunnunitéiten op d'mannst 60 % vum Gebai anhuelen.

Ech kommen zu den Holzpellets, déi och vun dësem Projet de loi betraff sinn. D'Aidë fir d'Menagen, déi hir Wunneng mat Holzpellets heizen, gi verlängert, andeems dräi weider Tranchen agefouert ginn, wou dann och zousätzlech Aschreiwungsdemandë vum Fournisseur verlaangt ginn – also, déi ginn hei an dësem Fall net verlaangt, just wann nei Fournisseuren derbäikommen. D'Subventioun fir de Client beleeft sech op 35 % mat engem Plaffong vun 200 Euro pro Tonn a betrëfft weiderhin nëmmen d'Pellets, déi mat engem Camion um Lëtzebuerger Territoire ugeliwwert ginn – auslännesch Fournisseure bleiwen natierlech och erlaabt. D'Avancë fir de Fournisseur ginn op der Basis vun den agereechten Donnéeë vun den Decomptë vun 2023 gemaach. Et bleift natierlech och weiderhi méiglech, wéi gesot, sech als neie Fournisseur an de Regëster anzeschreiwen.

De véierte Punkt betrëfft d'elektresch Bornen am ëffentleche Raum, déi och schonn eemol Objet vun enger Subventioun gi waren. Méi speziell gesäit de Gesetzestext vir, datt den Datum fir d'Limitatioun vun de Stroumpräisser op den ëffentleche Bornen zu Lëtzebuerg ugepasst gëtt, déi direkt vum Fournisseur dann un de Bornen applizéiert gëtt. D'Reduktioun vum Präis, déi um variabele Präis pro kWh applizéiert gëtt, beleeft sech hei op maximal 50 Cents pro kWh. De Maximalpräis, deen de Client op der Borne bezuele muss an deen an engem Règlement grand-ducal festgehale gouf, läit bei 33 Cent pro kWh.

Eng lescht Subventioun, déi verlängert gëtt, betrëfft d'Wärmenetzer. Hei ass et esou, datt d'Subventioun fir d'Clienten, déi un e Wärmenetz ugeschloss sinn, ... dass fir déi de Präis weiderhin op ongeféier 15 % iwwert dem verrechenten Duerchschnëttspräis vu September limitéiert gëtt. Aus Kohärenzgrënn zu de Bäihëllefe vum Gaspräis wäerten och d'Clientë mat enger Leeschtung vun iwwer 650 kW vum Subside profitéiere kënnen. Och hei ass d'Konditioun, dass 60 % vun den Unitéiten am Gebai aus Wunnunitéite bestinn.

Sou vill zu den eenzele Moossnamen, déi am Gesetz verankert sinn. Fir komplett a korrekt ze sinn an den Diskussiounen, déi an der Tripartitts-Kommissioun gefouert goufen, Rechnung ze droen, ass mir nach wichteg ze ënnersträichen, datt d'Kommissioun de 16. Juni 2023 en Echange mam Regulateur ILR hat. Bekanntlech ass den ILR als Regulateur derfir zouständeg, déi geschäftlech Aktivitéite vun de Fournisseuren um Niveau vum Gasmarché ze kontrolléieren, virun allem, wat hir Politick vum Akaf a vun der Vente vum Gas betrëfft.

D'Membere vun der Kommissioun wollte méi prezis vum ILR als Controlleur wëssen, ob a wéi sëchergestallt gëtt, datt déi dräi Lëtzebuerger Gasfournisseuren, déi mer och an der Kommissioun empfaangen hunn, net duerch d'Moossnam vum staatleche Gaspräisdeckel profitéiere kënnen an en zousätzleche potenzielle Benefiss duerch déi staatlech Subventioun géife realiséieren, wat jo net d'Zil vun de Bäihëllefe ka sinn. Ech mengen, Dir hutt näischt dergéint, datt ech dat hei betounen.

Well eng detailléiert Analys vun de Benefisser vun de Fournisseuren nëmme méiglech ass, wann déi verschidden Donnéeën a Chiffere virleien, an den Delai fir d'Dekonte fir d'Joer 2022 eréischt den 30. Juni 2023 war, gouf an der Kommissioun decidéiert, datt den ILR der Chamber seng Resultater Mëtt Juli vun dësem Joer zoukomme léisst a se an der Tripartitt-Kommissioun da méi prezis virstellt. Mëtt September soll den ILR dann eng detailléiert Analys vun de realiséierte Margë vun deenen eenzelne Gasfournisseure presentéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen nach kuerz zu den Avisen, déi zu dësem Projet de loi erakoumen a séier resüméiert sinn.

A sengem Avis vum 26. Mee 2023 huet de Staatsrot just e puer generell Remarke formuléiert, déi d'Lisibilitéit an d'Verständnis vum Text betraff hunn.

D'Chambre des Salariés huet de 15. Juni en Avis eraginn an huet sech mat dësem Projet de loi d'accord gewisen. Si huet betount, datt se all Moossnam ënnerstëtzt, déi geduecht ass, fir d'Kafkraaft vun de Menagen ze stäerken.

De Projet de loi war den 10. Mee 2023 vum Energieminister Claude Turmes deposéiert ginn an de 16. Juni an der Tripartitt-Kommissioun virgestallt ginn, nodeems de Staatsrot da säin Avis ofginn hat. An der Kommissioun vum 22. Juni huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Domat wär ech dann um Enn ukomm vun der Virstellung a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Rapportrice Josée Lorsché.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech wëll och der Rapportrice Merci soen, och virun allem fir dee mëndleche Complement, dee se gemaach huet, well Dir wësst, hei geet et ëm en dräistellege Milliouneberäich. D'CSV ass selbstverständlech – dat hu mer déi éischt Kéier och gesot – fir déi Bezuschussung fir d'Privatstéit, well jiddweree vun eis huet Rechnunge kritt an der Lescht a vill Bierger dobaussen och. An Dir wësst, dass trotz där Bezuschussung déi Rechnunge substanziell sinn, well d'Leit hunn dat jo net nëmmen ze bezuelen, wat de Stroum, wat de Gas ubelaangt, mee se hunn och nach méi héich Prêten ze bezuelen a si hunn och nach d'Inflatioun virun allem op de Liewensmëttelen ze bezuelen, dat muss een also am Kapp hunn.

Dee Punkt, deen eis awer beweegt, an wou mer, soen ech ganz éierlech, awer net wëlle bis de Juli musse waarden, Mëtt Juli, dat ass, dass mer eng Transparenz wëllen. A mir wëllen déi als CSV-Fraktioun, an ech mengen, d'Chamber insgesamt wär gutt beduecht, wa se séchergestallt hätt, ier se d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz gëtt, wou et, wéi gesot, iwwer e Betrag geet, deen am dräistellege Milliouneberäich ass, wéi d'Benefissentwécklung notamment vun dem Grupp Encevo ass a wat d'Inzidenz ass vun der Bezuschussung, déi de Staat mécht, fir de Gaspräisdeckel ze assuréieren, op de Benefiss vun deem Grupp, a virun allem dat, wat dem Gas zouzeféieren ass. An do muss ech ganz éierlech soen, ech hunn et e bëssen onzoulänglech fonnt, wéi mir insistéiert hunn – an ech soe ganz éierlech, mir waren net als CSV déi eenzeg, déi drop insistéiert hunn an der zoustänneger Kommissioun –, wou no enger hallwer Stonn dann op eemol d'Äntwert koum vum Minister: „Jo, Dir kënnt dat jo an de Bilane vun der betreffender Gesellschaft nokucken."

Mir sinn hei d'Volleksvertrieder an d'Volleksvertrieder an d'Vertriedung vum Lëtzebuerger Vollek hunn e Recht drop, gewuer ze ginn, ier se iwwer en dräistellege Milliouneberäich ofstëmmen, wat déi Benefissentwécklung ass vun dem Grupp Encevo a virun allem dat, wat dem Gas zouzeféieren ass. Ech expliziéiere mech och: Et ass jo net, wéi wann dat hei eng anonym Gesellschaft wier, wou de Staat keng Lienen huet. De Staat huet Administrateuren dran, de Staat huet en eegene Regierungskommissär dran an ech mengen, déi Zuele gehéieren hei an de Public. D'autant plus, an ech schléissen domadder, well jo ee Fournisseur ass ..., niewent dem méi klenge Fournisseur, deen zu Miersch ass, gëtt et e grousse Fournisseur, dee fir de Süden zoustänneg ass, an do sinn d'Gemengen Aktionär. An Dir wësst, an do maachen ech kee Geheimnisverrot, dass eis vun deene Verantwortleche vu SUDenergie gesot ginn ass, dass si derfir Suerg gedroen hunn, compte tenu vun där Bezuschussung, déi de Staat gëtt, dass si gesot hunn: „Mir fueren de Benefiss erof." A si hunn eis do confirméiert, dass dee Benefiss op e Minimum reduzéiert gouf. An ech mengen, et ass elo un der Zäit, Här Energieminister, fir der Chamber hei Kloerheet ze schafen. Dir triet ëmmer an als Eenzelpersoun, wat och richteg ass, an als Partei fir Transparenz, a mir hätte gären, dass déi Transparenz och hei virun dësem Vott ass.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetz, wat haut virläit, ginn eng Rei Energiehëllefe fir Privatpersounen a Betriber ugepasst bis den 31. Dezember vum nächste Joer. D'Zil vun deene Moossnamen ass et natierlech, d'Energiekäschten, an domadder d'Inflatioun weiderhin am Grëff ze halen. Zugläich ginn e puer punktuell Upassunge gemaach, baséierend op den duerch Erfarung gewonnenen Erkenntnisser.

Ech widderhuelen et eng Kéier – d'Madamm Lorsché huet et zwar gesot, ech maachen et eng Kéier am Schnellduerchlaf –, déi verschidden Aiden, déi verlängert ginn: Dat ass d'Benotzung vum Gasnetz an d'Consommatioun vum Gas, et sinn och d'Pellets, déi doheem an der Pelletsheizung gebrauch ginn, et ass d'Opluede vun den Elektroautoen op ëffentleche Statiounen an d'Akafe vun Hëtzt, déi duerch

Fernwärmenetzer kënnt, an et ass awer och d'Stabiliséierung vum Stroumpräis.

Mir begréissen natierlech, dass dës Energiehëllefen net nëmme verlängert ginn, mee och ugepasst ginn an nach méi cibléiert deenen hëllefen, déi et am meeschte brauchen. Et soll kee vergiess ginn an d'Stéit ginn hei massiv entlaascht. Massiv – wann ech soe „massiv entlaascht", da mécht de Staat awer hei nach eng Kéier en Effort an Héicht vu 525 Milliounen Euro an investéiert fir d'Verlängerung an d'Adaptatioun vun dëse Mesüren an dësem Gesetz.

D'Strategie hannert den Hëllefe fir d'Betriber a fir d'Stéit bleift – an dat kann een net oft genuch widderhuelen –, fir d'Inflatioun am Gréff ze halen. D'Investissementer, déi déi dräi Solidaritéitspäck an der Tripartitt beschloss hunn, hu bis elo ganz kloer och hir Friichte gedroen. D'Energiepräisser si spierbar erofgaange par rapport zum leschte Joer a mir hu gesinn, dass d'Inflatioun och lues a lues zréckgaangen ass. Virun engem Joer am Mee louch se nach bei 9,1 %, am Joer 2022 global bei 6 % an dëst Joer am Mee läit se just bei 2 %, soumat hu mer déi niddregst Inflatioun an Europa a mir leie wäit ënnert dem EU-Duerchschnëtt vu 7,1 %. Ech mengen, dat do beweist ganz kloer, dass déi Mesüren, déi beschloss gi sinn an den Tripartitten, awer och déi Suen, déi de Staat an de Grapp geholl huet, wierklech op der richteger Plaz ukomm sinn an och deen Effet hunn, dee mer gehofft haten, dass se géifen hunn.

An deem Sënn géif ech den Accord gi vun der DP-Fraktioun, net awer ouni der Rapportrice, menger sympathescher Kolleegin Josée Lorsché, ...

**Plusieurs voix** | Oo!

**M. Gilles Baum** (DP) | ... Merci ze soe fir hiren extensive Rapport.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice | Wat eng Éier.

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Baum. An da wär et um honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. An och ech géif gär der charmanter Rapportrice villmools Merci soe fir ...

*(Brouhaha)*

... hire mëndlechen a schrëftleche Rapport.

**Une voix** | Also dat ass eng Diskriminatioun.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Also ech wollt just de Kolleeg Gilles Baum nach toppen, hat ech him versprach beim Laanschtgoen.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Dat ass eng Diskriminatioun.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Hei fléien dem Cupid seng Feiler.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech wéilt awer och direkt am Ufank déi ganz Spannung aus der Diskussioun erausheulen a soen, dass mir als LSAP deem Gesetz hei wäerte mat grousser a voller Iwwerzeegung zoustëmmen.

Et ginn nämlech ganz vill gutt Grënn, fir dëst Gesetz ze stëmmen. Virun allem hunn déi Mesüren, déi mer mat dësem Gesetz wäerte verlängeren, sech an deene leschte Méint als dat bescht Instrument erwisen, fir de soziale Fridden hei am Land ze sécheren an de Stéit hei zu Lëtzebuerg elementar Suergen ewechzehuelen. Dës Mesüre sinn nämlech d'Resultat vun engem funktionéierende Sozialdialog, dee, wéi sou dacks, an onstabillen Zäiten e bësse méi Stabilitéit bréngt. Dofir gëtt et an eisen Aen och keng Alternativ zu de Mesüren aus dësem Gesetz.

Mat der Stabiliséierung vum Stroumpräis an dem Plafonnement vum Gaspräis hu mir sozial Tensiounen an eng Accumulatioun vun Indextranchë verhënnere kënnen. Well villes ëmmer ganz séier vergiess gëtt, wéilt ech just nach eng Kéier un d'Zuele vum Statec erënneren. Wa mir eleng beim Gas kee Plafonnement gemaach hätten, da wier 2022 de Gaspräis ëm 92 % geklommen. Dëst Joer wier en dann nach eng Kéier ëm een Drëttel gewuess. All Gasrechnung wier also domadder zwee an en halleft Mol sou héich wéi nach virun zwee Joer. Eleng dës Hausse beim Gaspräis hätt an engem zweeten Tour och de Stroumpräis no uewe gezunn an esou, de Berechnunge vum Statec no, bis zu sechs Indextranchë bannent zwee Joer ausgeléist.

Wéi vill Entreprisen hätten dat net gepackt? Wéi vill Stéit hätte missen am Wanter trotz kalen Temperaturen hir Heizung erofdréinen? Mir wëssen et net an ech mengen, et ass och besser esou. Wat mer awer wëssen: De Käschtepunkt vun esou engem Zenario wier vill méi héich wéi d'Enveloppe vu 480 Milliounen, déi mir beispillsweis fir de Plafonnement vum Gaspräis an de Grapp huelen.

A Krisenzäite besteet d'Konscht vun enger gudder Politick doranner, derfir ze suergen, dass d'Biergerinnen a Bierger gradewéi d'Ekonomie d'Repercussiounen esou mann wéi méiglech ze spiere kréien. Genee dat ass eis och am Verglach mam Ausland bis elo gutt gegléckt. Mir komplettéieren a preziséiere mat dësem Gesetz déi bestoend Moossnamen. Net ze vergiessen: d'Verlängerung vun der staatlecher Contributioun an Héicht vu 50 Cent pro Kilowattstonn bei den Elektrobornen.

E Wuert nach zu deem, wat den Här Roth gesot huet virdrun, wou e komplett Recht huet a wou mer eis och, mengen ech, an der Kommissioun allegueren eens waren: Et kann net sinn, dass mir als Staat 480 Milliounen an de Grapp huelen an d'Fournisseure subventionéieren. Da musse mer och op där anerer Säit wëssen: Wéi sinn do d'Benefisser a wéi sinn do och d'Margen? An ech hunn nach eng Kéier nogelies – d'Madamm Rapportrice hat et gesot, mee et steet och schwaarz op wäiss am Rapport geschriwwen –, dass mer Mëtt Juli do en éischte Rendez-vous hunn, fir d'Bilanen ze kucke vun den Entreprisen, an dann am September och eng detailléiert Analys wäerte geliwwert kréie vun de Margë vun deenen Entreprisen. Ech fannen dat absolutt gerechtfäerdegt a gutt, dass mer dat maachen.

Wéi gesot, ech hat schonn d'Spannung erausgeholl: D'LSAP wäert dësem Gesetz zoustëmmen. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dee Projet, dee mer haut hei diskutéieren, ass e Projet géint d'Inflatioun. Et ass och deen eenzege Grond, firwat ech net bei der Inflatioun u Komplimenter fir d'Madamm Lorsché matmaachen: Et géif dem Geescht vum Gesetz widderspriechen. Mee och vun eiser Säit aus e grousse Merci un deen exzellente Rapport.

Elo déi Diskussioun, déi mer hei féieren, do muss ee soen: All d'Virriedner hu gesot, datt dat heiten eppes ass, wat déi privat Stéit entlaascht. Dat ass richteg. Mir droen dat mat. Dat ass och esou an der Tripartitt diskutéiert ginn. Et muss een allerdéngs wëssen: Wat déi negativ Säit dovunner ass, dat ass d'Verlagerung vun der Inflatioun op de Staatsbudget. A mir haten dat hei schonn e puermol gesot, dat kënne mer net éiweg esou virumaachen, an dat musse mer einfach wëssen.

Dat heiten ass elo eng Verlängerung, déi geet bis an dat nächst Joer eran. Dat ass och gutt, mee trotzdeem muss et awer och eng Alternativ ginn. Den Här Cruchten hat eis elo gesot, et géif keng ginn. Et gëtt scho wuel eng, an dat ass d'Hoffnung trotzdeem op e Fridden an Osteuropa, deen eis et géif erlaben, och all déi ekonomesch Parameteren, an deene mer operéieren, an och eis budgetär Margen auszeloten, fir déi eventuell ganz nei kënnen opzestellen. Dat wär op jidde Fall eng Hoffnung, déi mir hätten.

Dat gesot, 525 Milliounen ass natierlech en enorme Betrag, awer d'ADR stëmmt dat mat, well et zu dëser Zäit déi richteg an noutwendeg Moossnam am Interessi vun de Leit ass. Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert elo un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, de brutalen Ugrëffskrich vum russesche Regimm an der Ukrain huet säit mëttlerweil 16 Méint ganz aschneidend Konsequenzen op d'Präisser vu villen elementare Produkter. Nieft der Explosioun vun de Präisser vun enger ganzer Rei Basiswueren an der Alimentatioun, déi ville Leit all Woch beim Akaf wéideet, ass et natierlech och d'Energie, déi sech staark verdeiert huet.

Här President, et ass déi staark Ofhängegkeet vu russeschen Importer bei Gas an och zum Deel beim Pëtrol, gekoppelt un eng vill ze kleng Eegeproduktioun un Energie, an éischter Linn natierlech bei den Erneierbaren, mee och d'Vernoléissegung vun den Energieaspuerungen iwwert déi lescht Joren, déi eis hei an Europa an och zu Lëtzebuerg an dës Situatioun gefouert hunn. Dës Gesamtsituatioun kënnt eis haut deier ze stoen: Insgesamt 525 Milliounen Euro sollen d'Stabilitéitsmoossname fir d'Energiepräisser viraussiichtlech bis 2024 kaschten.

Här President, mir gesinn och kuerzfristeg keng Alternativ fir dës Subventiounen, déi de Staat hei mécht, well se derzou bäidroen, dass net nach méi Leit wéi aktuell schonn de Fall Problemer kréien, fir hir Energierechnungen ze bezuelen. D'Verlängerung vun dëse Mesüre bis Enn 2024 ass och novollzéibar an noutwenneg, well eis soss – Stand haut – d'nächst Joer spronghaft klammend Energiepräisser kéinte bléien. Dofir stëmme mir dëst Gesetz och mat a soen der Rapportrice och e grousse Merci.

Här President, och d'Ausweitung op Stéit, déi an engem Gebai mat Compteur fir méi en héije Verbrauch leien, also oft Koproprietéite mat villen Unitéiten, hale mir fir sënnvoll. Mir stellen eis hei konkreet bei dëser Mesür awer e puer Froen, virun allem déi vun der Situatioun vu Locatairen. Vu dass jo déi Hëllefen, fir d'Präisser ze limitéieren, op eng Demande écrite hin eréischt gräife kënnen, froe mir eis, ob a Gebaier mat virun allem Locatairen, besonnesch och, wann et just ee Proprietär gëtt, déi Hëllef wierklech ukënnt. Mir mengen, dass hei eng Obligatioun hätt missen agebaut ginn, fir dass de Proprietär respektiv de Syndic der Demande vun de Locatairen no dësen Hëllefen nokomme misst. Dofir stellt sech d'Fro, ob an awéifern dës Stéit an esou Gebaier iwwerhaapt doriwwer informéiert ginn, dass se potenziell betraff si vun dëser Hëllef. Vläicht kann eis den Här Energieminister jo doriwwer opklären.

Här President, doriwwer eraus bleiwe mir awer bei eiser méi grondleeënder Kritick, wat d'Ausriichtung vun der Energiepolitick zu Lëtzebuerg an am europäesche Bannemarché ugeet. D'Realitéit ass jo déi heiten: Mat den ëffentleche Gelder, déi elo d'Präisser fir residentiel Clienten – an iwwer aner Gesetzer och zum Deel

fir Entreprisen – solle stabill halen, finanzéiere mir eng Feelkonstruktioun am europäeschen Energiemarché. Dëst geet evident, wann ee sech d'Zustanekomme vum Stroumpräis ukuckt, deen nom Order-of-Merit-System vun der deierster Produktiounsunitéit am ganze Reseau bestëmmt gëtt. Vu dass déi Unitéit am Reegelfall e Gaskraaftwierk ass a mer jo grad beim Gas déi zolidd Haussen haten, erkläert sech doduerch dann och den Derapage vum europäesche Stroumpräis, deen d'Staaten aktuell ganz deier ze stoe kënnt.

Duerch dës Konstruktioun vum Stroummarché ass de Präis immens volatill an e reflektéiert och fir déi allermeescht Produzenten d'Produktiounskäschten net, déi däitlech ënnert dem Maartpräis leien. Dofir entsti jo dann och déi héich Profitter bei den Entreprisen an deem Secteur, wat mer jo ganz zu Recht och an der Kommissioun hei an der Chamber schonn diskutéiert hunn. En europäescht Reglement gesäit jo d'Konfiskatioun vun dëse Windfall Profits vir. Dat ass och nëmme richteg, mee et ass awer erëm e weidert Gedokters un engem dysfonctionnelle System. E System, dee bis elo d'ailleurs och guer net d'Entwécklung vun erneierbaren Energië bewierkt huet, geneesou wéineg, wéi en déi néideg Energieaspuerungen ugekuerbelt hätt. Well och do sinn et ëffentlech Ausgaben iwwer Aspeisetariffer, laangfristeg Verträg oder Appels d'offre, déi fir méi Solar- a Wandparkanlagen eigentlech gesuergt hunn.

Här President, fir et op de Punkt ze bréngen: Investitiounen an nei Energieproduktioun an an d'Netzer, mee och de Stockage oder den Equilibrage vum Netz brauche Previsibilitéit a Stabilitéit fir d'Notzer an d'Produzente vun der Energie. De Marché ka béides net liwweren, dofir erfannen d'Staaten ëmmer nei Instrumenter, fir déi Previsibilitéit a Stabilitéit vu baussen eranzedroen. Fir eis ass et kloer, datt d'Energie aus dëser renger Konkurrenzlogik am Marché eraus muss a se an eng méi staark reglementéiert ëffentlech a kooperativ Bunn muss geleet ginn. Dëst géif och d'Schafung vun enger Tariffstruktur erméiglechen, déi d'Recht op Energie ofséchert, awer gläichzäiteg d'Verbëtze vun Energie méi deier kéint maachen. Esou eng Erugoensweis hätt och grad an der aktuell schwiereger Situatioun derfir gesuergt, datt net all Energieverbrauch gläich staark géif subventionéiert ginn; eppes, wat mir aus sozialer a klimapolitescher Siicht als ganz problematesch empfannen.

Ech soen Iech awer Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et elo um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz ... A merci och un d'Rapportrice fir den exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et ass alles gesot, wat gemaach gëtt mam Gesetz. Mir verlängeren Aiden, mir verlängere Saachen, déi am Tripartitt-Accord entscheet goufen, an dat bis Enn 2024.

Mir Piraten hunn awer och heibanne méi wéi eng Kéier kritiséiert, datt dës Präisdeckele fir Elektresch a Gas ze héich an net sozial cibléiert sinn, well d'Regierung mécht domadder keng Sozialpolitick. Hei gëtt emol wierklech mat der Strenz ..., also u sech ass et schonn net méi d'Strenz, et ass schonn de Pompjeesschlauch, mat deem een hei eng Kéier iwwer all d'Stéit geet: ob een elo seng 80-Quadratmeter-Zweezëmmerwunneng muss hëtzen oder eng Villa mat 500 Quadratmeter a sengem Pool. Mir bezuelen d'Hëtze vum Kannerzëmmer geneesou wéi d'Hëtze vun der Sauna oder dem Indoor-Swimmingpool. Den Deckel vu 25.000 Kilowattstonnen d'Joer geet duer, fir e 24-Stonnen-Haushalt (veuillez lire: fir e 24-Persounen-Haushalt) mat Stroum ze versuergen. Dat hate mer heibanne schonn e puermol virgerechent.

Ech verstinn, datt mer elo nach weider opmaachen aus deem Grond, datt mer jo déi Méifamilljenhaiser haten, déi zum Deel net propper ofgedeckt waren. Mee wann ech elo einfach déi 25.000 Kilowattstonnen d'Joer, déi mer hei maximal berücksichtegen, kucken, da kann e Véier-Persounen-Haushalt domadder all Dag eng Sauna bedreiwen an en ass nach ëmmer ënnert de Seuilen. Dat ass null sozial selektiv. An deem Sënn ass de Präisdeckel dann och net effikass. En hëlleft net deene Richtegen an e gaukelt de Leit vir, datt de Klimawandel aktuell net esou e wichtegt Theema wär.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da steet een awer virun engem Dilemma. Prinzipiell fënnt een, datt dat heiten déi falsch Approche ass. Et fënnt een awer och eethesch, datt ee grad déi Leit, déi et am dréngendste brauchen, net dierf am Kale sëtze loossen. An da kënnt een zu deenen Dilemmaen, déi mir Politiker kennen. Et huet ee Bauchwéi, et seet een: U sech deelen ech net d'Approche vun der Regierung, déi hei gewielt gëtt. Et kann een awer och net aus Prinzippiereiderei géint eppes stëmmen, wat, och wann et zum Deel deene Falschen zegutt kënnt, awer och zum Deel deene Richtegen zegutt kënnt. An dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wäerte mer, wéi d'Virgängerprojeten, mat Bauchwéi deen heite Projet dann awer matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Den Här Clement huet elo vun Dilemma geschwat, an ech mengen, an deem Projet hei ass et, wéi hie seet: Mir hëllefen deenen enge Leit a fir aner Leit hu mer awer nach ëmmer keng Léisung fonnt. An ech hu bei dësem Projet, also mir, och e klengen Dilemma. An dat ass, wéi d'Madamm Lorsché dat esou exzellent a performant erkläert huet, ...

*(Exclamations)*

... beim Punkt 3, dat ass dee vun de Pellets. An ech kommen ...

*(Interruptions et hilarité)*

An ech kommen nach eng Kéier dorop zeréck.

Si huet hei ënnerstrach, dass bei de Pellets ëmmer nëmmen dat zielt, wat en vrac ugeliwwert gëtt. An den Här Minister weess, mat wat ech elo kommen, well mir haten och schonn an der Kommissioun – elo net bei der Verlängerung, mee ganz am Ufank – driwwer rieds: Et sinn awer och Leit, déi aneschters beliwwert ginn, an et sinn och Leit, déi aneschters heizen an och Pellets hunn an déi waren awer an der gudder Absicht, och si géifen eppes maachen, fir op aner Energiequellen zréckzegräife wéi Gas an Elektresch oder Masutt, an déi kréien elo näischt.

An dofir wollt ech eng Motioun deposéieren, wou mer soen, dass mer och deene Leit eng Hëllef missten zoukomme loossen an dass mer och nach eng Kéier dat Ganzt missten op de Leescht huelen a kucken, a wat fir enger Form dat ass, dass een net einfach kann – ob et elo bei deenen engen d'Strenz oder bei deenen aneren de Pompjeesschlauch ass – dat verdeelen, och dat schéngt eis evident ze sinn, mee dass mer awer och deene Leit hëllefen, well et ginn där méi, wéi ee mengt, déi ëmgeschalt hunn, awer Pellets de Moment aneschters hierkréien. An dofir géif ech mer erlaben, Här President, Iech dës Motioun mat fënnef Ënnerschrëften ze iwwerreechen.

Villmools merci.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant la loi du 23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés ;*

*– rappelant que l'État accorde une participation financière directe de maximum 200 € à l'approvisionnement en granulés de bois en vrac pour le chauffage primaire des bâtiments comprenant au moins une unité d'habitation situés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ;*

*– constatant que seules les livraisons en vrac de granulés de bois effectuées par camion-citerne sont éligibles pour le versement de la compensation financière ;*

*– constatant que ce critère très restrictif exclut du dispositif tous les fournisseurs de granulés de bois qui livrent leurs clients autrement respectivement exclut les clients qui ne peuvent être livrés en vrac et en camion ;*

*– déplorant que les contributions étatiques ne visent pas les granulés de bois livrés sous une autre forme (sacs/palettes ou big bags) ;*

*– estimant cette situation discriminatoire tant pour les clients que pour les fournisseurs,*

*invite le Gouvernement*

*– à faire bénéficier tous les gens de la contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés quelle que soit la forme de la livraison c'est-à-dire en vrac, en sac, en palettes, en big bags ou autres ;*

*– à adapter le dispositif en question.*

*(s.) Marc Spautz, Max Hengel, Aly Kaes, Georges Mischo, Gilles Roth.*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Spautz.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | Rebonjour, Här President. Léif Deputéiert, dat, wat mer hei decidéieren, ass effektiv en zolitte Pak Suen aus dem Budget, mee et ass eng noutwenneg Moossnam an ech sinn och houfreg, dass mer dat als Regierung zesumme mat de Sozialpartner an der Tripartitt decidéiert hunn.

Wat maache mer hei? An engem Ëmfeld vun engem brutalen Iwwerfallskrich vu Russland op d'Ukrain, dee jo eigentlech d'Ursaach, den Ausschlag ass vun deenen Turbulenzen, déi mer duerno um Energiemarché gesinn hunn, hëllefe mer de Leit zu Lëtzebuerg, Sécherheet ze hunn, a mir hëllefen och, den Index ze reduzéieren, also d'Inflatioun, dass mer déi niddreg halen.

Vläicht nach eng Kéier am Detail d'Mesüren: Beim Gas ass et net nëmmen dee Gaspräisdeckel, mee mir finanzéieren och sämtlech Käschten um Gasnetz, an dat sinn e puer Dausend Euro fir Leit, déi vill Gas verbrauchen. Beim Stroum stabiliséiere mer de Präis. De Klimafong exekutéiert dat, mee de Klimafong kritt d'Suen aus dem ordinäre Budget, fir dat ze exekutéieren. Mir hunn d'Holzpellets, mir hunn d'Wärmenetzer, wou mer jo och ... Eng ganz Rei Leit kréien hir Wäermt iwwert d'Wärmenetzer. A fir logesch ze si mat de Subventioune beim Stroum, maache mer och e Gest op de Borne vum Chargy; also net nëmme vum Chargy a vum SuperChargy, mee vun alle Bornen, déi hei am Land sinn a wou d'Bedreiwer wëlleg sinn, do matzemaachen.

Mir hunn et fäerdegbruecht, schnell ze agéieren, onbürokratesch ze agéieren an elo hei mat deem, wat mer haut stëmmen, verlängere mer déi Mesüre bis Enn 2024, wat natierlech eise Leit an engem Moment, wou d'Taux-d'intérêten héich sinn, wou se héich Fraisen hunn an anere Beräicher, wierklech massiv hëlleft. An ech si wierklech houfreg, dass mer dat esou hikritt hunn. Bei der Inflatioun hu mir den niddregsten Taux d'inflation an der Europäescher Unioun an ech mengen, dat weist einfach, wéi effikass déi heite Mesüre sinn. Mir hunn et och duerch déi heite Mesüre fäerdegbruecht, dass mer am Moment déi gënschtegst Stroum- a Gaspräisser hunn. Ech ginn Iech vläicht nach eng Kéier déi Zuelen: 3.500 kWh Stroum kaschten hei zu Lëtzebuerg 788 Euro, an der Belsch ass et dat Duebelt, a Frankräich ass et 840 an an Däitschland ass et 1.600. Dat heescht, mir si weesentlech méi gënschteg duerch eis Mesüren am Moment wéi eis Nopeschlänner. A beim Gas: zu Lëtzebuerg 1.680 bei engem Duerchschnëttsverbrauch vu 17.000 kWh, 1.680 zu Lëtzebuerg, 2.200 an der Belsch, 2.000 a Frankräich, 2.400 an Däitschland. Ech mengen, do gesitt Der einfach, wéi massiv déi Hëllefen hei eise Leit hëllefen.

An trotzdeem hu mer et fäerdegbruecht, trotz deene gënschtege Gas- a Stroumpräisser hu mer et fäerdegbruecht, méi wéi 20 % Gas dëse Wanter ze spueren. Mir hu jo virgeworf kritt vu verschiddene Säiten, dat géife mer net fäerdegbréngen. Mir hunn et fäerdegbruecht a mir hunn et och fäerdegbruecht, dass mer de Stroum reduzéiert hunn, a mir hunn et fäerdegbruecht, am drëtte Joer noeneen eis $CO_2$-Emissiounen ze reduzéieren. An dat weist, dass dat hei eng richteg Moossnam war: Massiv de Leit hëllefen a dann hëllefen, se iwwer Spuercampagne mat ze incitéieren.

Vläicht zu de Pellets. Ech mengen, et ass esou, wa mir Mesüre maachen aus dem Staatsbudget, musse mer tant soit peu eng Méiglechkeet hu fir ze kontrolléieren. Wann ech Holzpelletssäck ginn, ass dat net méiglech. Ech mengen, mir musse jo och eis Moossname mat der Inspection des finances verhandelen, an do war e ganz kloren Nee an ech kann deen Nee och novollzéien.

Wat déi Fro elo ugeet, déi mer seriö kucken: Hunn eis Fournisseuren dat korrekt ëmgesat? Do ass et esou, dass d'Fournisseuren iwwer Avancë funktionéiert hunn. Dat war och wichteg, fir dass se keng Enkpäss hu bei der Liquiditéit. Si hunn elo missen den 1. Juli hir detailléiert Zuelen eraginn a mir hu jo an der Kommissioun ofgemaach, an dat kann een och ..., dat kënnt och am Rapport, dass eebe „comme convenu lors de la réunion de la commission spéciale", de 16. Juni, „l'ILR s'engage à présenter pour la mi-juillet les bénéfices réalisés par les différents fournisseurs de gaz pour la fourniture de gaz naturel à leurs clients." An dat kann een net aus dem Bilan erausliesen. An dat zweet ass: „Pour la mi-septembre", wa se dann Zäit hätten, fir an den Detail ze goen, „l'ILR est tenu de présenter une analyse détaillée des marges réalisées par les différents fournisseurs de gaz naturel dans leurs activités de vente de gaz naturel à leurs clients." Dat heescht, mir hunn am Gesetz dem ILR de Mandat ginn, fir dat seriö ze kontrolléieren. Den ILR huet eréischt den 1. Juli déi detailléiert Ofrechnunge kritt vun de Fournisseuren.

Si maachen elo schnell eeben eng éischt Analys, fir dass mer en éischt Bild kréie vun de graffe Gewënner an deem Secteur, an da wäerte mer am September mam ILR senger Hëllef méi Detailer kréien. Mir ass et och wichteg, dass kee Fournisseur an deem Beräich Schmu gemaach huet, mee mir mussen awer dem ILR Zäit ginn elo nom 1. Juli, wou hien iwwerhaapt all déi Donnéeë kritt huet, fir dat seriö kënnen ze analyséieren.

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 8210. Den Text steet am Document parlementaire 8210[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8210 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8210 est adopté à l'unanimité des 59 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Martine Hansen), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

***Motion 1***

Da musse mer nach zum Vott vun der Motioun kommen, déi vum Här Spautz deposéiert ginn ass. Wëllt een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Josée Lorsché.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice | Jo, villmools merci. Ech war jo och Rapportrice vum Gesetz iwwer d'Holzpellets an ech weess, dass do an der Kommissioun, wéi den Här Minister dat och elo gesot huet, ënnerstrach ginn ass, dass just déi do Form vu Camions-citernes ënnert d'gesetzlech Bestëmmung géif falen, well déi kontrolléierbar ass. Ech kann elo net all Detailer vun der Kontroll hei bréngen, mee de Ministère des Finances war formell an déi Responsabel soten, just déi do Form vu Livraison wär richteg kontrolléierbar, déi aner net. An ech vertrauen awer deenen Aussoen, soss géif ech emol dervun ausgoen, dass déi och drënnergefall wären. Vun dohier ass dat do gepréift ginn an dofir kënne mer dës Motioun net unhuelen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Lorsché. Den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also et ass jo ganz kloer, datt déi Leit, déi esou eng Heizung hunn an a Big Bags beliwwert ginn, zum Beispill, datt déi jo Rechnunge gestallt kréien an datt deementspriechend retraçabel ass, wéi eng Quantitéit Pellets déi Haushalter geliwwert kruten. An ech mengen, hei hu mer elo e Präisdeckel, dat ass kloer, dat fonctionéiert gutt an deene reglementéierte Beräicher, mee ech denken, datt dat, wat den Här Spautz hei freet, datt een eeben eng Contribution étatique och fir déi Leit mécht, déi och anescht beliwwert ginn, datt déi vläicht net en amont ka funktionéieren, datt déi vläicht net zäitgläich mat der Liwwerung ka geschéien, dat kann ech novollzéien. Ech kann awer net novollzéien, datt et onméiglech sollt sinn, dëse Leit direkt ze hëllefen, andeems een zum Beispill ex post géint Presentatioun vu Facturë géif eng gewësse Subventioun ausbezuelen, an dofir wäerte mir och dës Motioun hei matstëmmen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, also ech ka mech mengem Virriedner just uschléissen. An ech ka mech ganz gutt erënneren, dass mer deemools an der Kommissioun, an der zoustänneger Kommissioun, déi do Diskussioun och schonn haten an datt mer deemools och scho gesot hunn: „Dat kann net sinn, dat ass awer eng Diskriminéierung!" An datt awer do einfach gesot ginn ass: „Et war scho schwéier genuch", wat ech och verstinn – et war wierklech schwéier, deen heiten Dossier ze ficeléieren –, mee et kann awer net sinn, well et esou schwéier ass, datt Leit, déi eebe wierklech keen anere Moyen hunn, wéi eebe mat Big Baggen oder a Säck beliwwert ze ginn, datt déi awer dann de Schued do mussen droen. An do misst ee wierklech awer kucken, inwéifern een déi dote Leit awer och hei iwwert den nämmlechte Leescht kéint zéien, an ech kéint mer jo virstellen, datt dat der elo net enorm, enorm vill sinn. Mee do misst een awer, wéi mäi Virriedner gesot huet, eebe vläicht da soen, si missten duerno eng Rechnung presentéieren an duerno géife se dat iergendwéi zeréckkréien. Mee et kann net sinn, datt do zwou verschidde Moosse sinn. A mir stëmmen dat hei och mat.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll mech fir d'éischt nach eng Kéier bei der honorabeler Chamber entschëllege fir d'grammatesch Feeler, mee et war e bësse séier gaangen; dat wëll ech fir d'éischt soen.

An zweetens wëll ech awer nach eng Kéier op dat zeréckkommen – den Här Clement huet et gesot, d'Madamm Cecchetti huet et gesot –: Et muss een awer och d'Méiglechkeet ginn. Ech hunn dat deemools och verstanen, wéi d'Finanzinspektioun respektiv de Finanzminister dat erkläert huet, dass, wéi et séier huet musse goen, do eng Reegelung huet misse kommen. Mee et muss een awer elo och kënne kucken, dass do Leit Holzhackschnëtzelheizungen agebaut hunn, wéi nach kee Mënsch iwwer Camions-citernes geschwat huet, an och déi aner Méiglechkeeten dee Moment net bei hiren Haiser hunn. An et ass just dat, wat ech wëll soen. An dofir hunn ech jo och gesot, dat muss net déi do sinn, mee dass d'Regierung soll kucken, dass mer Moyene schafen, fir och deene Leit kënnen ze hëllefen.

De Ministère weess jo, wéi vill Pelletsheizunge mer hei am Land ..., ech ginn dervun aus, dass de Ministère et weess. Den Här Minister seet elo schonn Nee, mee mir musse jo awer wëssen, wéi vill Leit eng Pelletsheizung hunn, an dass Leit, déi kënnen noweisen, dass se eng Pelletsheizung hunn, dann awer och op eng Hëllef kënnen zréckgräifen, genausou wéi alleguerten déi aner,

déi Energie kréien. An dat ass d'Absicht, déi mer mat däser Motioun bezweckt hunn.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Spautz. Den Här Energieminister.

**M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | Also, mir hu keen Inventaire, wou mer all Pelletsheizungen dran hunn. Mir hunn déi Pelletsheizungen, déi eventuell iergend eng Kéier am Environnement eng Aide kritt hunn. Et ass och esou: Haut stëmme mer dat Gesetz ... Gutt, ech mengen, mëttlerweil sinn d'Holzpellets ..., de Präis ass wierklech vill gefall. Dat heescht, ech mengen, wat mer kënne maachen, an do kann ech mech och perséinlech engagéieren, dat ass, dass mer de Marché suivéieren, a wa fir dat nächst Joer elo, also wann d'Präisser nach eng Kéier wierklech géife staark steige vun den Holzpellets, dass ee sech dat dann nach eng Kéier kann iwwerleeën.

Mee d'Holzpellets, déi haten en extreeme Pic ganz am Ufank an déi sinn elo gefall an ech mengen, mir hunn iwwert déi Moossnamen, déi mer hei onbürokratesch zesumme mat de Fournisseuren ... – déi mat de Camionen –, do hu mer dat schnell an onbürokratesch gemaach. Gutt, an dat, woufir ech mech kann engagéieren, ass ... Menger Meenung no ass de Problem bei den Holzpellets elo, well d'Präisser gefall sinn, géif ech elo soen, existéiert manner elo a mir kënne kucken, wann dat senger Liewen nach eng Kéier géif eng Flambée ginn, mee an dësem Pak ass et elo net dran. A mir kënne jo elo net dëse Pak verschiben, well dat ass, ech mengen, da brauch ech eng ganz aner gesetzlech Basis. Iwwert déi gesetzlech Basis, déi hei ass, ass dat guer net ze maachen. An nach eng Kéier: Mir wëssen och net, wéi vill Leit dat sinn, an am Moment ass déi Saach och ..., also d'Holzpelletspräisser si gefall.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Energieminister. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Josée Lorsché.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice | Villmools merci. Ech wollt och nach drop hiweisen, et kann een hei net soen: „Et brauch een nëmmen eng Dispositioun an d'Gesetz bäizeschreiwen." Dat funktionéiert net, well dat ganzt Gesetz esou opgebaut ass, wéi den Här Turmes elo gesot huet. D'Fournisseure kréie Subsiden op Basis vun engem Decompte, d'Fournisseure mussen an engem Regëster stoen, gi kontrolléiert. Et gëtt ganz genee gekuckt, wat se geliwwert hunn a wat net. A wann een en anere Mechanismus aféiert, wou d'Clienten direkt rembourséiert ginn, da musse mer eng ganz nei gesetzlech Basis schafen. Dat mécht een net hei mat enger Motioun, wou ee seet: „Ännert einfach ee Saz, da funktionéiert et!" Da muss een de ganze Marché analyséieren an en neit Gesetz schafen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Lorsché. Dann huet nach eng Kéier den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, Merci, Här President. Ech wëll just op eppes agoen, well ech mengen, datt entweeder de Minister dat net weess an dofir d'Chamber elo falsch informéiert huet oder anescht eis hei wëll gleewen dinn, datt de Ministère – oder d'Regierung, besser gesot – net wéisst, wéi eng Heizungen installéiert sinn. Ech verweisen dorobber, dass all Heizung, déi op Basis vun Holz heizt, muss bei der Installatioun ofgeholl ginn, an e Regëster agedroe gëtt an och all zwee Joer muss kontrolléiert ginn op hir Emissiounen an dass och déi Emissiounswäerter un den Environnement musse gemellt ginn.

Dat heescht, ech kann et net gëlle loossen, datt heibannen den Energieminister, dee certes näischt mat dem Environnementsminister direkt gemeinsam huet, ausser vläicht d'Parteikaart ..., wëll ech awer kloerstellen, datt all Heizung, déi op Basis vun Holz hëtzt, all zwee Joer muss kontrolléiert ginn. Dat heescht, ech ginn dovunner aus, datt et e Regëster gëtt – ech si mer souguer relativ sécher, datt et dee Regëster gëtt –, wou all Heizung, déi op Basis vu Pellets heizt, enregistréiert ass, well se wéinst den Emissiounswäerter muss all zwee Joer kontrolléiert ginn.

Dat heescht, et wär méiglech, ganz kloer och erauszefannen, wéi vill Pelletheizungen et zu Lëtzebuerg gëtt, an da kann ee jo och mat de Fournisseure ganz einfach erausfannen, wéi vill Pelletsheizunge beliwwert goufen an den Delta dovunner – jo, dat hu mer an der Primärschoul scho geléiert – wär dann d'Zuel vun den Heizungen, déi anescht beliwwert ginn. An da wéisste mer ganz séier, wéi vill der dovunner betraff sinn.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, da kënnt ... Nee, den Här Turmes nach eng Kéier.

**M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | Gutt, also ech kann dat do nach eng Kéier nokucken. Wéi mir d'Mesür gemaach hunn, do hu mir an der Ëmweltverwaltung nogefrot an déi hunn zu eis gesot, et géif keng perfekt Lëscht ginn. Si hu wuel ..., also, si hunn Zuelen, mee si hunn eis keng Garantie ginn, dass déi Zuelen wierklech ..., well do ass jo och d'Pelletsheizung, déi eventuell virun enger gewëssener Zäit agebaut ginn ass. Gutt.

Alles dat, wat Der hei diskutéiert, léist net de Problem vun der IGF mat der Kontroll.

Well Dir kënnt och Rechnungen eraschécken an dann hutt Der awer vill méi Holzpellets kaf, wéi Der bei Iech gebraucht hutt, an Dir hutt déi aner zu Tréier um Maart verkaf oder zu Baaschtnech. Dat heescht, et ass net ..., also d'IGF ass do ganz kloer an den Inspecteur financier: Hei geet et och ëm d'Kontroll vu Sue vum Staat. An do hu mer keng Léisung – leider!

**Une voix** | De Masutt.

**M. Fernand Etgen,** Président | Da geet d'Wuert nach eng Kéier un den Här Marc Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Ech wollt just nach op eppes zréckkommen: Mir hunn hei net gesot, mir géifen dat Gesetz net stëmmen. Ech wëll drun erënneren, wat mäin honorabele Fraktiounschef am Ufank gesot huet. En huet Froe gestallt an huet gesot, mir géifen deem Gesetz d'Zoustëmmung ginn. Well hei sinn elo verschidden Äusserunge komm, wéi wa mir hei a Fro gestallt hätten, d'Gesetz ze stëmmen. Well mir hunn et gestëmmt, well et ass scho gestëmmt, wann ech et richteg an Erënnerung hunn, mat 57 Stëmmen – huet de President gesot, wann ech gutt nogelauschtert hunn. Ech hu just gesot ...

**M. Fernand Etgen,** Président | 58.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Wéi vill?

**Une voix** | 58.

**M. Marc Spautz** (CSV) | 58, pardon. Ech hat mech dann elo ëm ee geiert, pardon. Mee de Punkt ass, dass mer hei mat der Motioun soen: Mir hätte gär, dass eppes geschitt och fir déi Leit. A wann de Minister seet, e géif eppes maachen ... Ech hätt gär méi e grousst Engagement vum Minister, dass mer eppes maachen, fir och deene Leit kënnen ze hëllefen. A wa mer jo opgrond vun där Analys, wéi den Här Clement elo gesot huet, feststellen, wéi vill et der sinn, da wësse mer jo och, wat de Käschtepunkt ass. Ech hätt gär, dass mer och deene Leit eng Hëllef zoukomme loossen an net grad déi, déi scho fréi ugefaangen hunn, ëmzestellen a wech vu fossille Brennstoffer ze goen, elo strofen an där ganzer Geschicht. Dat ass de But vun där Motioun, net méi an net manner.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Spautz. Ech mengen, elo kënne mer ... Nee, den Här Turmes nach eng Kéier.

**M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | Lauschtert, also mir deet dat och wéi, dass mer do fir eenzel Leit, virun allem déi, déi ganz fréi schonn och déi Iddi haten: „Ech wëll ewech vun de fossillen Energien", keng Léisung hunn. Ech sinn och bereet, dass mer eng vun deenen nächste Kommissiounssitzungen dann eng Kéier notzen. Ech kucken elo nach eng Kéier no, wéi detailléiert dann déi Lëschte sinn am Environnement vun deene Pellets, an ech kucken och nach eng Kéier de Präis no, an da maache mer einfach nach eng Kéier eng sereine Diskussioun an der zoustänneger Kommissioun, wann dat fir Iech en akzeptabelt Angebot ass.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Energieminister Claude Turmes.

Mir kommen elo zum Vott vun der Motioun.

***Vote sur la motion 1***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass bei 26 Jo-Stëmme géint 30 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

## 8. 7955 – Projet de loi modifiant :
### 1° la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports ;
### 2° la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport ;
### 3° la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

Mir kommen elo zum Projet de loi 7955 iwwert de Congé sportif. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

***Rapport de la Commission de la Santé et des Sports***

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. De Gesetzesprojet iwwert de Congé sportif gëtt scho ganz laang erwaart vun der Sportswelt. Et ass laang a mat ganz villen Acteuren dru geschafft ginn an haut kënne mer dann endlech doriwwer ofstëmmen. Ech wéilt awer gläich virewechhuelen, dass d'Gesetz eréischt ab dem 1. Januar 2024 a Kraaft triede wäert.

Et geet an dësem Text drëms, verschidden Dispositiounen ze reforméieren an un d'Evolutioun vun der Zäit unzepassen. Des Weidere soll alles méi verständlech redigéiert ginn, fir Interpretatiounsdivergenzen aus dem Wee ze goen, an dat och am Sënn vun enger besserer Sécurité juridique.

Inhaltlech geet et awer och ëm d'Erweiderung vum Krees vun de Beneficiairen, also vun all deenen, déi de Congé sportif ufroe kënnen. Immens wichteg ass, dass d'Benevoll drënnerfalen, déi eng Valoriséierung vun hirer Aarbecht an de sëllege Sportsklibb a Federatioune kréien. „Honorer le bénévolat et l'engagement au sein des clubs et fédérations", esou steet et am Objet vum Gesetz, an déi benevoll Engagementer si jo sonner Zweifel eng Stäip bei der Virbereedung vun de Kompetitiounen, déi ee jo bal net méi ewechdenke kann.

Dëse Projet ass den 19. Januar 2022 vum Sportsminister deposéiert ginn. En ass den 3. Februar 2022 an d'Sportskommissioun komm. De Staatsrot huet säin Avis, den éischten Avis, den 28. Juni 2022 ginn. An d'Chamber huet doropshin de 6. Abrëll 2023 Regierungsamendementer an der Kommissioun ugeholl. Doropshin huet de Staatsrot säi complementairen Avis de 16. Mee erausginn. Ech sinn dunn de 6. Juni vun dësem Joer als Rapportrice designéiert ginn. Den 20. Juni koum den zweete complementairen Avis vum Staatsrot ënnert d'Lupp. An de Rapport ass dunn den 30. Juni an der Sportskommissioun ugeholl ginn.

Ech hunn et gesot: Et ass ganz vill consultéiert ginn, fir dëst Gesetz beschtméiglech auszeschaffen, an ech wäert aus Zäitgrënn elo net op déi verschidden Avisen am Detail agoen. Mee ech wéilt Iech awer net virenthalen, wie sech alles geäussert huet: zum Beispill d'Chambre des Fonctionnaires et Employés, d'Commission nationale pour la protection des données, d'Chambre des Métiers, de COSL, de Syvicol, d'Chambre de Commerce mat engem éischten Avis an duerno da mat engem Avis complémentaire, deen allerdéngs elo eréischt den 3. Juli fir d'Membere vun der Kommissioun zougänglech gemaach gouf an dofir och leider net a mengem schrëftleche Rapport konnt mentionéiert ginn.

Erlaabt mer awer dann, vläicht kuerz op deen Avis anzegoen, den éischten Avis, an och op den Avis complémentaire. Do weist d'Chambre de Commerce drop hin, dass si e Problem huet mat der Unzuel u Congésstonnen am Hibléck op d'Kompetitivitéit vun engem Betrib. Och missten nach aarbechtsrechtlech Froe gekläert ginn. Bei der Congésufro si si géint den Delai vun engem Mount, dee fir den Employeur virgesinn ass, an deem hie kéint äntweren, a wéilten am léifsten zwee Méint virgesinn. Voilà, wéi gesot, wann Der interesséiert sidd um Detail vu sämtlechen Avisen, dann invitéieren ech Iech häerzlech, dat a mengem schrëftleche Rapport nozeliesen.

Dir erlaabt, dass ech elo virun allem op déi gréisst Neierungen an dësem Gesetz aginn. De Gesetzestext, dee gesäit eng Indemnitéit vir, déi net méi wéi 18 Euro, Indice 100, d'Stonn ka sinn, fir technesch Kaderen an och d'Begleetpersonal vun de Federatiounen, déi bei de verschiddene sportlechen Aktivitéiten, wéi zum Beispill Kompetitiounen oder Trainingen, intervenéieren. Déi nämmlecht Entschiedegung gëllt fir d'medezinnescht Personal, dat déi jonk Talenter individuell suivéiert.

D'Medico-Kontrolle kënne weiderhin a bestëmmten Zenteren organiséiert ginn an awer och an eenzelne private Praxen. D'Kontroll gëtt vun agreéierten Dokteren duerchgefouert, déi dësen Agrement vum Sportsminister ausgestallt kréien. De Staat kënnt fir d'Fraise vum Medico op.

Well et vill Diskussioune gouf zum Pouvoir vum Minister, fir de Status vum Elittesportler ze accordéieren, gouf e Konsens fonnt, datt nëmmen d'Athleeten, deenen hir sportlech Qualifikatioun och vum COSL oder vum LPC, also dem Luxembourg Paralympic Comittee, unerkannt gëtt, kënnen Elittesportler sinn. Deemno war och esou déi Opposition formelle opgehuewen.

Wie kann dann elo e Sportscongé ufroen? Do gëtt et eng ganz Lëscht:

D'Sportler, déi de Grand-Duché bei enger internationaler Kompetitioun representéieren an en Deel vum COSL oder dem LPC sinn an de Congé fir hir Preparatiounen notze kënnen.

Sportler, déi en olympesche Projet hunn, ee fir d'olympesch Qualifikatioun, e Projet mat Perspektiven, en Elitteprojet oder e paralympesche Projet.

D'Sportler, déi bei engem Klub lizenzéiert sinn an déi sech fir d'Deelhuelen un enger internationaler Kompetitioun preparéieren. Bis elo war et just fir d'national Selektioun virgesinn.

Lizenzéiert Sportler, déi un enger internationaler Kompetitioun deelhuelen an de gemeinsamen Accord vum COSL oder LPC an dem Sportsminister hunn. An dës Kategorie falen déi Sportler, déi net déi aner Konditiounen erfëllen.

D'Riichteren an d'Arbitteren, déi vun der internationaler Sportsfederatioun ausgewielt gi sinn, fir un enger internationaler Kompetitioun oder Formatioun deelzehuelen.

Den administrative Kader, also d'Verwaltungsrotmembere vun enger Federatioun, dem COSL oder dem LPC, oder d'Comitésmembere vun engem Klub, déi sech ëm déi deeglech Gestioun këmmeren.

D'Encadranten, also d'Persounen, déi ausgewielt goufen, zum Beispill vum COSL, fir d'Sportler bei internationale Kompetitiounen oder souguer an der Preparatioun ze begleeden.

D'Benevollen, déi vun enger Federatioun, engem Klub, dem COSL oder dem LPC designéiert goufen, fir un enger internationaler Manifestatioun hei am Land am Asaz ze sinn.

Déi technesch Kaderen, déi och wéi d'administrativ Kaderen ausgewielt ginn, fir d'Sportler international ze begleeden. Heizou gehéieren zum Beispill d'Kinéen.

An zum Schluss dann och nach déi Persounen, déi un enger Formatioun vun der ENEPS deelhuelen oder enger Formatioun, déi als solch vum Sportsminister unerkannt gëtt.

Eng Neierung ass och, datt eng Persoun muss sechs Méint an der Sécurité sociale zu Lëtzebuerg affiliéiert sinn, fir kënnen de Congé unzefroen. Dat limitéiert de Congé also op déi Persounen, déi ënnert dat nationaalt Aarbechtsrecht falen.

Den Text gesäit eng maximal Limitt bei der Unzuel vun de Sportler vir, déi kënnen de Congé huelen en vue vun enger internationaler Kompetitioun.

Wat interessant ass, ass, dass d'Unzuel vun de Congésdeeg jee no Kategorie vu Persounen och variéiert. Am Moment ass de Basis-Sportscongé op zwielef Deeg pro Joer limitéiert, am neien Text ass fir all Kategorie eng ugepasst Unzuel vun Deeg festgehalen, mat engem Maximum vun 90 Deeg fir e Sportler mat engem olympesche respektiv paralympesche Projet oder engem Projet fir eng olympesch Qualifikatioun mam COSL oder LPC. Déi klengst Unzuel – fënnef Deeg deemno – huet déi Persoun zegutt, déi un enger Formatioun deelhëlt, déi vun der ENEPS organiséiert gëtt oder déi als solch vum Sportsminister unerkannt gëtt.

D'Dauer vum Sportscongé steet am Pro rata zu der Dauer vun der järlecher Aarbechtszäit, déi och erëm a Relatioun steet mam järleche reguläre Congé. Fir Congé ze kréien, muss eng Demande vun der Sportsfederatioun, engem affiliéierte Klub, dem COSL oder dem LPC gemaach ginn. Den Employeur muss säi favorabelen Avis natierlech och dozou ginn.

Schlussendlech kritt den Ugestallten aus dem Secteur public weiderhi seng Pai an e behält natierlech och all d'Rechter vun der Funktioun, déi hien ausüübt. Fir déi Secteuren, déi net public sinn, do kritt den Ugestallten och weiderhi seng Pai an e behält seng Rechter. Säin Employeur kritt e Remboursement pro Dag accordéiertem Congé, deen op e Véierfacht vum net qualifizéierte Mindestloun plafonéiert ass.

Här President, léif alleguer, et wär wierklech nach ganz vill ze soen. Ech kéint wierklech nach an den Detail goen, mee ech schléissen elo of, andeems ech rappeléieren, dass mer d'Engagement vun de Benevollen onbedéngt mussen honoréieren, wa mir d'Sportswelt wëlle fërderen. Fir d'LSAP ass dat eng vun de Prioritéiten an dofir wäert meng Fraktioun dëst Gesetz och voll ënnerstëtzen. Deemno ginn ech heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soe Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Cécile Hemmen.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo.

***Discussion générale***

**M. Georges Mischo** (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wollt ech der Rapportrice villmools Merci soe fir hiren detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mir als CSV begréissen et, datt mer haut iwwer eng Reform vun de Sportgesetzer a virun allem dem Congé sportif kënnen ofstëmmen. Dës Reform ass, an eisen Aen, duerch déi rezent Entwécklungen am nationalen, awer och am internationale Sport néideg ginn. De Sport an eisem Land, mee eeben och a ganz Europa, huet sech déi lescht Joren ëmmer méi an ëmmer méi séier professionaliséiert. Et ginn ëmmer méi professionell Sportlerinnen a Sportler, eeben och méi international Kompetitiounen a Ligaen, soudass och ëmmer méi Ekippen d'Méiglechkeet hunn, d'Méiglechkeet kréien, sech op europäesche Kompetitioune mat anere Sportlerinnen a Sportler respektiv Ekippen ze moossen.

Dëst ass och extreem wichteg, fir dass eis Sportler sech kënne stänneg weiderentwéckelen an esou de Sport och weiderhin e wichtege Pilier vun eiser Gesellschaft bleift. Zum Beispill konnten déi lescht Saison souwuel d'Basketdamme vum BBC Gréngewald wéi och d'Damme vum T71 Diddeleng un internationale Matcher deelhuelen. D'Spillerinnen an d'Betreier konnten awer net vum Congé sportif profitéieren, well dësen net fir Ekippesportaarte virgesinn ass. Dat soll sech jo ënner anerem änneren an dat ass och gutt esou. Dofir ass et elo richteg a wichteg, dass mer haut iwwert den neie Congé sportif ofstëmmen an dëst Gesetz esou séier wéi méiglech och ëmgesat gëtt, fir ze verhënneren, dass mer am internationale Vergläich weider hannert der Musek lafen.

Mir als CSV sinn also mat der Zilsetzung vun dësem Gesetz, déi do ass, de Congé sportif opzemaachen, soudass Sportlerinnen a Sportler, awer och Soigneuren, Traineren an aner betreiend Personal kënne vum Congé sportif profitéieren, méi wéi d'accord. Mir begréissen heibäi virun allem och, dass Benevoller kënne vum Congé sportif profitéieren. Mir wëssen alleguer, dass hir Aarbecht an Ënnerstëtzung

essenziell sinn, fir dass sech d'Kanner an déi Jugendlech weiderhi fir de Sport interesséieren a laangfristeg engagéieren.

Mir begréissen och, dass den Text elo méi kloer ass, fir esou eng méi grouss Sécurité juridique ze kréien. Zulescht si mer och mat den neien Definitioune vum Elittesportler averstanen a virun allem domadder, dass den COSL a seng Federatiounen hei dat lescht Wuert behalen. Dat selwecht gëllt och fir d'Reform vum Contrôle médico-sportif.

Mir hunn awer als CSV och Problemer mat dësem Text. Mir sinn, genee wéi de Syvicol, net domat averstanen, dass elo d'Gemengen, d'CFL oder aner parastaatlech Organisatiounen de Congé sportif net méi solle rembourséiert kréien, am Géigesaz zum Secteur privé. Dat Element ass och hei relativ nei, well et gouf eréischt an engem Amendement vum 6. Abrëll 2023 an dëse Gesetzestext bäigefüügt. Et war also am Ufank net esou virgesinn. Ech froe mech also, firwat dann elo op eemol aus engem Secteur étatique e Secteur public gëtt a firwat dann elo just nach de Secteur privé e Recht op Remboursement huet an net de Secteur public. Vläicht kann de Minister hei nach weider Explikatioune gi wéi just déi, déi am Commentaire des articles stinn.

Mir schléissen eis dofir der Fuerderung vum Syvicol un, déi déi ass, dass d'Employeure vum Secteur public de Congé sportif geneesou rembourséiert kréien, wéi dat am Secteur privé virgesinn ass. Aus de genannte Grënn an nom Ofweie vum „pour et contre" stëmme mir dat Gesetz am Sënn vum Sport zu Lëtzebuerg mat, mee mir proposéieren awer, eng Motioun ze stëmmen, wou d'Fraise vum Congé sportif allgemeng chiffréiert ginn an dass d'Gemengen dës Käschten net musse bezuelen, mee déi Ausgabe vum Staat iwwerholl ginn. Dofir ginn ech Iech dann och, Här President, eng Motioun vun der CSV-Fraktioun.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– saluant que le projet de loi 7955 tend à réformer les dispositions relatives au congé sportif pour les adapter à l'évolution du temps et d'augmenter le nombre maximal de jours de congé sportif à accorder à certaines catégories de sportifs ;*

*– rappelant que le présent projet a des implications financières directes pour le secteur communal et que d'après l'article 15-5 les employeurs du secteur communal perdent leur droit à une indemnité compensatoire,*

*invite le Gouvernement*

*– à évaluer les frais du congé sportif pour les communes et à reconsidérer ces coûts dans le cadre d'une réforme ultérieure des finances communales ;*

*– à considérer que les frais du congé sportif restent à charge de l'État.*

*(s.) Georges Mischo, Myriam Cecchetti, Max Hengel, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Mischo.

**M. Georges Mischo** (CSV) | An da soen ech Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

**M. Claude Lamberty** (DP) | Merci, Här President. Sport ass extreem villfälteg. Vu Jonk bis manner Jonk, vu Leeschtungssport bis Breedesport, vu Beweegungserzéiung bis hin zur Gesondheetspreventioun, vu federale Strukturen a Veräiner bis hin zu Infrastrukturen, vu gutt forméierten Trainer bis Projeten, déi d'Leit begleeden an hirer Beweegung, vun Nationalekipp bis hin zu Talentfërderung. An, jo, och de Benevolat, deen am Sport eng wichteg, jo, eng ganz wichteg Roll anhëlt.

De Benevolat wäert och an Zukunft eng indispensabel Roll am Lëtzebuerger Sport anhuelen. Leider, an dat ass Fakt, gouf et iwwert déi lescht Joren e Réckgang am Benevolat. Dat ass en allgemengen an och bedauerlechen Trend an eiser haiteger Gesellschaft, deen ouni Zweifel awer, leider Gottes, och am Sport festzestellen ass. Deem gëllt et, entgéintzewierken an den Terrain ze stäerken.

Mam Vott vun dësem Gesetz maache mer haut e Schrëtt an déi Richtung, andeems mer d'Dispositioune vum Congé sportif reforméieren, fir se engersäits un déi aktuell nei Bedürfnisser um Terrain unzepassen an anerersäits d'Formuléierung och méi koherent ze maachen. Et handelt sech ëm eng wichteg an och eng ganz néideg Reform, déi um Terrain säit enger ganzer Rei Joren a Méint erwaart gëtt. Déi aktuell Reglementatioun ass schonn eng ganz Zäit un hir Grenze gestouss, et gëtt aktuell ganz oft keng kloer Äntwerte méi op d'Erausfuerderunge vun haut. Dofir ass et gutt a gläichzäiteg Zäit ginn, dass mer haut kënnen Neel mat Käpp maachen.

Här President, ech wëll op dëser Plaz der Madamm Rapportrice, dem Cécile Hemmen, Merci soe fir hire schrëftlechen an och detailléierte mëndleche Rapport, dee mer grad presentéiert kruten. Dëst erlaabt mir et, mech dann och méi kuerz ze faassen.

Ob Europameeschterschaften, Weltmeeschterschaften, Olympiaden, ob am Eenzelsport oder am Teamsport, eis Spëtzesportler bréngen et ëmmer erëm fäerdeg, och als kleng Natioun ëmmer nees Weltklasse Leeschtungen ofzeruffen an domadder de rout-wäiss-bloe Fändel an der Welt ze representéieren. Dat ass Nation Branding par excellence. Mam Vott vun den neien Dispositioune vum Congé sportif wäerte genau dës Ekippen, Athleeten, awer och zum Beispill Arbitteren zukünfteg nach besser Dispositioune virfannen, fir hirem Sport beschtméiglech nozegoen a Spëtzeleeschtungen op der Weltbün fir Lëtzebuerg ze realiséieren.

An ech wéilt op dëser Plaz awer och op de Benevolat agoen, e Sujet, dee mir ëmmer um Häerz läit. Et ass evident, dass de Sport, genee wéi vill aner Beräicher zu Lëtzebuerg, ouni Benevoller net kéint funktionéieren. Mir alleguerte mussen eis bewosst sinn, wat all Dag am Sport hei am Land Organisatoresches geleescht gëtt, dat quasi fulltime am Benevolat. Souwuel administrativ Demarchë vun alle Säiten, déi ëmmer méi erausfuerderend ginn, wéi awer och juristesch Froen, déi ëmmer méi optauchen, an déi finanziell Besoine vun de Klibb, déi wuessen, maachen aus dem flotten Niewebäi-am-Heemechtsklub-Hëllefen op eemol fir déi Benevoll am Veräin eng Aufgab, déi méi wéi usprochsvoll gëtt.

Jo, et ass an eiser aller Interessi, dass d'Veräiner sou ënnerstëtzt ginn, dass se net riskéieren, hir Aktivitéite mussen anzestellen, oder op eemol verschwannen. Dëst wär ouni Zweifel aus sportlecher Siicht, awer och aus Siicht vum Zesummeliewen an eise Gemengen, an eisen Dierfer a Stied eng riseg Katastroph. Dofir mussen déi ronn 20.000 Benevoller am Land och an Zukunft valoriséiert a weider ënnerstëtzt ginn. An ech hunn dat Beispill schonn oft gesot: Deen Dag, wou kee méi an engem Verband, an enger Federatioun do ass, fir e Spillplang kënnen ze erstellen, gëtt et um Weekend och a kenger Sportaart méi e Championnatsmatch.

A genau dofir musse mer als Politick reagéieren, sou wéi haut mat der Reform vum Congé sportif. Et ass en éischte wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, fir d'Benevolat ze stäerken an em och ze hëllefen.

Och wann een direkt muss kloerstellen: D'Reform vum Congé sportif ass eng immens wichteg Stäip! De Congé sportif eleng kann d'Benevolatskris, an där mir als Gesellschaft drastiechen, allerdéngs net léisen, mee en dréit derzou bäi, eng Rei Saachen ze erliichteren a ganz kloer och ze verbesseren.

Kuerz nach e Wuert zum méi pragmateschen Deel vun der Reform. Wichteg schéngt eis als Demokratesch Partei, dass d'Kommunikatioun ronderëm d'Reform ganz grouss geschriwwe gëtt. Fir dass déi sälleg Verbesserungen um Terrain och ukommen, musse mer derfir suergen, dass d'Informatioun vum neie Congé sportif och bei de Leit aus de Federatiounen, aus de Veräiner, aus de Sportaarten alleguer ukommen. Vläicht souguer, als Iddi, kéint een eng digital Tabell aféieren, wou e Recht op Congé sportif iwwersiichtlech ze gesinn ass.

Eng zweet Remark: Doduerch, dass ee fir e Congé sportif och kann e Refus vum Patron kréien, ass, mengen ech, den Dialog an d'Kommunikatioun tëscht Sportler, Patron, betraffenem Klub oder Federatioun e ganz wichtegt Element, dat och ganz grouss muss geschriwwe ginn. Flexibilitéit an der Aarbechtswelt, ouni dass Sportler oder Patron drënner leiden, ass d'Zil. An dat Zil ass oft mat vill Fangerspëtzegefill, mat Dialog an oppener Kommunikatioun ze erreechen. Da profitéieren am Endeffekt nämlech de Sportler, de Sport an de betraffene Patron dovun.

An eng allerlescht Remark, well d'Zäit ass mer elo just fortgelaf, vläicht nach eng Kéier ze iwwerpréiwen: Et ass mer nämlech gesot ginn, wann een op den europäeschen Institutioune schafft, da kéint dat emol zu enger Problematik féieren. Do kënne mer awer nach eng Kéier am Detail driwwer schwätzen – wéi gesot, d'Zäit ass elo schonn ofgelaf – par rapport zu der Umeldung vu sechs Méint, déi ee muss hunn.

Dat gesot, e ganz positiivt Gesetz, wat mer hei stëmmen, wat um Terrain wäert gutt ukommen, an ech ginn heimadder den Accord vun der Demokratescher Partei.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Lamberty. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat mer virun allem begréisse bei dësem Projet, ass déi vernetzten Approche. Well hannert där Handvoll Sportler, déi dobausse glänzen, steet e ganz zolitten Ënnerbau. An ouni deen Ënnerbau géife warscheinlech net esou vill Elittesportler, Ekippesportler, déi un internationale Wettbewerber kënnen deelhuelen, ënnen erauskommen. Dofir, mengen ech, ass et enorm wichteg, dass mer déi breet Palett, déi de Sport duerstellt, an déi Fundamenter, op déi de Sport sech ka verloossen, an dësem Reformgesetz berécksichtegen.

Eng vun deene grousse Plus-valuen – an ech soen dofir der Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, e grousse Merci fir dee komplette Rapport an dofir, dass se och op déi Wichtegkeet vun deem Element vum Gesetz higewisen huet – ass d'Plus-value fir de Benevolat. De Benevolat, deen net ëmmer esou gesi gëtt, deen am Hannergrond schafft, dee sech net ze schued ass, fir hannert der Bar ze stoe respektiv fir déi knaschteg Wäsch ze wäschen – fir dat emol esou plastesch auszedrécken –, fir Kanner hin- an hierzeféieren, fir dass se op den Training kommen. Dee Benevolat ass enorm wichteg fir de Sport an och fir de Succès am Sport.

An deem Gesetz ass et och enorm wichteg, dass déi Leit, zum gudden Deel Benevollen, déi sech an de Sportsveräiner engagéieren, ab 01.01.2024 Urecht op dee Congé sportif hunn. Och sinn ab dem 01.01.2024 Sportler an hir Begleeder, deenen hir Veräiner an enger Coupe d'Europe respektiv an aneren héichkarätege Wettbewerber matspillen, eligibel a kënne Congé sportif ufroen.

Dann ass elo de ganzen Arsenal vum Congé sportif nei ordonéiert ginn, am Sënn vun der Rechtssécherheet an ugeleent un de Congé culturel, dee schonn duerch d'Gesetz vum 6. Januar 2023 agefouert ginn ass. Sou gëtt et kloer Bestëmmunge fir jiddwereen a keng Interpretatiounsdivergenzen. Wichteg ass de Projet, deen am Sport dréngend erwaart gëtt, well en och méi transparent ass an d'Zuel vun den Deeg un déi jeeweileg Notznéisser an engem Gesetz sinn an net ëmmer erëm punktuell am Regierungsrot geännert ginn, a kee richteg weess, wéi de jeeweilege Stand der Dinge ass.

D'Gesetz gesäit dann och Anti-Cumul-Bestëmmunge vir, déi awer bei ieweschte Kategorië méi flexibel sinn. De Congé sportif riicht sech ganz kloer un déi Leit, déi ënnert eise Code du travail falen. Och wann doduerch vläicht deen een oder aneren ewechfält, schéngt et awer normal ze sinn, dass een, fir e Congé extraordinaire kënnen ze kréien, e Lien mam Lëtzebuerger Aarbechtsmarché muss hunn.

Dat gesot, bleift eng kleng Weermutsdrëps, mee wou de Minister eis sécher ganz pertinent Erklärunge ka ginn: Mir hätten eis alleguer gewënscht, dass dee Congé sportif scho muer hätt kënnen effektiv si respektiv iwwermuer. Sou ass eng kleng Karenzzäit agebaut bis den 1. Januar 2024. Ech ginn emol dervun aus, dass dat fir d'Preparatiounsaarbechte geduecht ass.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci fir d'Opmierksamkeet, an d'Madamm Hemmen huet schonn den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn, dofir brauch ech dat net méi ze maachen. Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Merci, Här President. Och vun eiser Säit e grousse Merci un d'Madamm Hemmen fir hiren ausféierleche Rapport. Et ass kloer, dass och déi gréng Fraktioun dëse Projet de loi ënnerstëtzt.

Et kann ee jo soen: En huet eng gewëss Änlechkeet mam rezente Gesetz vum Congé culturel, wat den 06.01. hei gestëmmt ginn ass, mam Ënnerscheed, dass dee ganz ofgeschaf gi war an de Congé sportif awer nach ëmmer iwwerlieft hat. Dat ass just eng kleng Nott op der Säit.

Op alle Fall ass et wichteg, dass de Congé sportif gradwéi de Congé culturel der Entwécklung ugepasst gëtt an de Besoine vum Secteur gerecht gëtt, allem virop vum Benevolat, wou net nëmme Besoine bestinn, mee wou och muss d'Zil erreecht ginn, dass de Benevolat unerkannt gëtt a motivéiert gëtt, well e Veräin, deen ouni Benevoller funktionéiert, funktionéiert net laang. An dofir e grousse Merci fir dës Decisioun, déi mer dann och warscheinlech all zesummen huelen.

Dat heescht jo, dass net nëmmen d'Sportlerinnen an d'Sportler an Zukunft kënne vum Congé sportif profitéieren, mee och déi Responsabel vun de Veräiner an aner wichteg Mënschen, déi an deem Secteur ënnerwee sinn an déi ganz Veräinswelt bis hin zu de Federatioune kënne stäerken an ënnerstëtzen an de Fonctionnement verbesseren.

Et ass am Projet de loi och rieds gaangen iwwert de Medico, dee jo hei den Agrement kritt, wou do steet, dass d'Doktere mussen en Agrement hunn. Dat ass natierlech wichteg. Ech wéilt awer an deem Kontext zwou Froen opwerfen: De Medico betrëfft jo am Fong 41 Sportdisziplinnen an der Kategorie A, dat sinn der eng ganz Rei. D'Kanner ab siwe Joer musse sech reegelméisseg enger Kontroll ënnerzéien, dat geet awer da bis den Alter vu 50 Joer, wou ee sech ëmmer erëm ka froen, wisou Mënschen, déi beispillsweis e Marathon lafe mat 60 an och nach Kompetitioune maachen iwwer 50 Joer, net per se och mussen an de Medico goen. Se sinn eigentlech opgeruff, bei e Sportsdokter ze goen, mee wa se et net maachen, ass et och kee Problem. Oder eeben eng Organisatioun wéi de Marathon an der Stad, do gëtt da gesot: „Jo, den Organisator muss en Zertifikat froen." E muss och net, wann en dann Argumenter huet, fir et net ze maachen. Ech mengen, et wär awer scho wichteg, den Alter ab 50 besser medezinnesch ofzedecken, virun allem, wann et ëm ganz héich belaaschtend Aktivitéite geet. Ech hunn de Marathon genannt, mee et gëtt der nach. An do denken ech, wann d'Leit méi laang Sport dreiwen a méi laang Kompetitioun maachen, misst een och den Alter vum Medico eng Kéier iwwerpréiwen.

Da bei d'Kanner, déi jo ab siwe bei de Medico musse goen, wa se an e Veräi ginn. Do falen d'Kanner eigentlech an deem Alter ënner dräi Kategorië vu medezinnesche Kontrollen, wou een awer och vläicht eng Kéier misst kucken, wéi een déi besser vernetzt. Déi dräi Kontrollen, déi ech elo mengen, dat ass éischtens dann de Pediater, dee sech souwisou als Referenzdokter ëm d'Kanner këmmert vu Klengem un, vu Gebuert un, wou se och reegelméisseg zeréckginn; den zweeten Dokter ass de Schouldokter, deen och e gewëssene Suivi vun de Kanner hirer Entwécklung mécht; an den drëtten ass dann de Medico, am Fall, wou se Sport dreiwen, deen dann awer erëm zu engem grousse Deel dat selwecht kontrolléiert wéi dat, wat déi aner zwee Doktere scho gekuckt hunn, sief et, wat d'Haltung ubelaangt, d'Schankegerüst oder d'Häerz, wat jo awer primordial ass, wann ee Sport wëll dreiwen.

An dohier déi zweet Fro, déi ech an deem Kontext wéilt stellen: Sidd Der net der Meenung, Här Minister, dass ee virun allem bei Kanner vläicht e bësse méi eng grouss Vernetzung hikréie kéint, dass beispillsweis e Referenzdokter geholl gëtt, wéi de Pediater notamment, deen d'Kanner awer ganz gutt kennt, dee gläichzäiteg kéint e Certificat ausstellen, dass e Kand apte ass, Sport ze dreiwen? Dann hätte mer dee grousse Drock op d'Medico-Servicer net méi esou, net esou staark. An an engems wëll ech hei nach op d'Penurie vun den Dokteren hiweisen, déi och nach de Medico mussen ofdecken, net an hirer Praxis sinn. An an deem Sënn menge mir, dass eng besser Vernetzung, virun allem bei Kanner, sech awer hei opdrängt.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech der Madamm Cécile Hemmen en häerzleche Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass villes gesot am Detail, dofir kënne mir eis e bësse méi kuerzfaassen. Dëse Gesetzesprojet féiert am Fong geholl en erweidert Konzept an zum Congé sportif, wat u sech gutt ass, a villes gëtt och heimat méi kloergestallt, speziell och fir aner Leit, déi de Sport rondrëm begleeden, wat wichteg ass.

Ech mengen, et muss een de Sport begleeden, dat ass e wichtegt Phenomeen, dee mer haut an der Gesellschaft hunn, well de Sportler eleng kann hautzudaags net méi eleng iwwerliewen. E brauch Ënnerstëtzung vun alle Säiten an ech mengen, mer mussen do mam Fortschrëtt a mat der Zäit goen, soss komme mer hannendran a mer verléieren d'Schlappen.

Dëst hëlleft och dem Sport, sech um Liewen ze halen an en och méi attraktiv ze maachen. Mee wat een och muss soen: E verdéngt och, datt en e gudden Deel vum PIB duerstellt vum Land. Och dat soll een net vergiessen. An zweetens: Déi sozial Dimensioun vum Sport ass net ze ënnerschätzen a verdéngt dowéinst d'Ënnerstëtzung duerch d'ëffentlech Hand. Duerfir begréisse mer dëst Gesetz a wäerten deem och joustëmmen.

Erlaabt mer just vläicht, eng Remark aus dem Avis vum COSL zu dësem Gesetz opzegräifen. Si bedaueren, datt si net am Virfeld vun dësem Gesetz kontaktéiert gi sinn, wat mir am Fong geholl och net gutt fannen. Et sollt ee bei all Gesetz, onser Meenung no, déi direkt Betraffen no Méiglechkeet abannen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Et ass net ëmmer méiglech, mee et wier awer dacks méiglech. Dat géif vläicht an der gesetzlecher Prozedur dat eent oder anert vereinfachen oder méi séier maachen.

Ech hat et virdru gesot: Mir begréissen dëst Gesetz, wou jo am Fong geholl déi eenzel Règlement-grand-ducalle vu bis elo agepak goufen an ee Gesetz – ënner anerem, et kommen nach Saachen derbäi –, an et gouf jo am Fong geholl erweidert op d'Benevolat am Sport. Ech mengen, dat ronderëm ass och wichteg.

Erlaabt mer vläicht, op ee Punkt anzegoen, deen ech wëll besonnesch ervirsträichen: Dat ass déi Saach vum Trainerdiplom. Och heifir kann ee jo elo dovunner profitéieren, well et muss ee jo wëssen: Wéini gëtt ee konfrontéiert mam Trainerdiplom? Dat ass, wann de Veräin ee freet: „Ma méchs de den Trainerdiplom no?" Dat ass schéin a gutt. Mee dann ass dat jo nieft dem Berufflechen an dann huet ee jo och dacks schonn en Engagement am Veräin an dann ass dat e bëssen eng Situatioun, déi onglécklech ass, wann een nach nieft deenen zwou Saachen, engersäits dem Beruff an anerersäits dem Trainer, dann nach muss fir d'Ausféierung um Terrain en Diplom maachen, an dat ass heiansdo schwiereg. An duerfir begréisse mer dat speziell, datt hei d'Trainere kënnen en Diplom op deem Wee maachen.

Dat féiert eis derzou, datt mer gutt a qualifizéiert Traineren an Zukunft hunn. Et gëtt jo och ëmmer méi gefrot a fir dem Sport entgéintzekommen. Mir denken do jo och un de Subside qualité+, wou dat jo och ëmmer gefrot ass. An et war ëmmer e bëssen en Handicap an de Veräiner fir deen een oder deen aneren Aktiven, fir sech an déi Richtung ze engagéieren. Et war net ëmmer einfach, well et ware jo déi zwou Saachen, déi ech gesot hunn.

An deem Sënn begréisse mer dëst Gesetz an ech wäert d'Zoustëmmung brénge vun der ADR zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Engelen. An dann ass et elo un der honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, der Rapportrice och e grousse Merci vun eiser Säit fir hire Rapport. Mir stëmmen dëst Gesetz mat, well et eng Ausweidung vun de Congészäite fir d'Sportler a Sportlerinnen an déi ënnerstëtzend Persoune bedeit a soumat och eng Stäerkung vum Benevolat.

D'Verlängerung vun de Congészäite fir déi verschidde Kategorië vu Persounen ënnerstëtze mir prinzipiell, och wa mir eis natierlech froen, sou wéi d'CHFEP an hirem Avis, op wéi enge Krittären dës Congésdeeg festgeluecht goufen.

Donieft begréisse mir och, dass beim Contrôle médico-sportif an der Zukunft derfir gesuergt gëtt, dass d'Leit, déi den Doktere bei den administrativen an organisatoreschen Aarbechte ronderëm dës Kontrollen hëllefen, bezuelt solle ginn. Vu dass dës Kontroll jo obligatoresch ass fir d'Sportler an d'Sportlerinne mat Lizenz a vum Staat organiséiert gëtt, ass et jo och nëmme richteg, dass dat keng reng benevoll Aktivitéit ka sinn an och soumat soll bezuelt ginn.

Allgemeng si mir hei an engem Kader vu Spezialcongéen. Déi Congéen hunn – wéi den Numm et jo scho seet – d'Vocatioun, fir u Partikularitéiten ugepasst ze sinn, sief et am Kulturberäich, hei elo am Sportberäich, sief et am familiäre Beräich, wou et ëm d'Kanner geet, sief et och a soss anere soziale Beräicher, wou jo e Projet de loi och ënnerwee ass, deen eng Form vu „Congé social light" fir de Privatsecteur aféiert. Et ass schonn opfälleg, dass an de leschte Joren eng Partie vun dëse Congéen erweidert oder soss ugepasst goufen, dass och nei Congéë geschaaft goufen.

Dëst äntwert natierlech op d'Besoine vun de Leit, déi mierken, dass d'Liewen ëmmer méi komplex gëtt, dass Schaffen net alles an dass een ëmmer méi Zäit brauch och fir aner Aktivitéiten, fir eng gewësse Balance ze fannen, an dass dës Aktivitéite justement dacks net vereinbar sinn mat engem 40-oder-méi-Stonnen-Job.

Mir mengen dowéinst och – ech kommen erëm domadder –, dass eng generell Verkierzung vun der Aarbechtszäit wierklech néideg ass, fir déi benevoll Engagementer, mee och aner Besoinen an Aktivitéiten, déi d'Liewen nun emol mat sech bréngen, déi déi néideg Zäit a Flexibilitéite brauchen, an Aklang ze bréngen.

Villmools merci.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci och un d'Rapportrice fir de gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. De Congé sportif ass net nei. Et gouf virdru schonn den Artikel 15 am Sportsgesetz an et wäert an Zukunft net méi een Artikel 15 ginn, mee et wäerten d'Artikele 15–1bis ginn. Et gouf a gëtt en also schonn zënter enger Zäitchen, an dat ass am Prinzipp och eng ganz gutt Saach.

Et ass net evident, säi Beruffsliewen an de Sport op engem gewëssenen Niveau ënner een Hutt ze kréien. Mam Congé sportif gouf dowéinst e wichtege Moyen geschafen, fir de Leit hei ënnert d'Äerm ze gräifen.

Problematesch ass beim aktuelle Modell vum Congé sportif awer, datt de legale Kader net iwwerall kloer gereegelt war. Dacks war den Accord fir de Congé sportif op eng – soe mer et awer – gutt Relatioun mat sengem Patron ugewisen, well soss konnt et deen net ginn. Dës Onkloerheete sollen also elo mat dësem Gesetz aus der Welt geschaf ginn an de Congé sportif e festen an och detailléiert gesetzleche Kader kréien. A mir kënnen deem nëmmen zoustëmmen.

Mir mussen de Sport hei am Land esou gutt ënnerstëtzen, wéi et nëmme geet, an dat vun alle Säiten, och oder eebe grad vu politescher Säit aus. Well nëmme wa mer de concernéierte Persounen, sief et de Sportlerinnen a Sportler selwer oder de Persounen, déi se encadréieren, de beschtméigleche Kader ginn, kënnen dës och hir voll Leeschtung, jo, hiert vollt Potenzial ausschëpfen. An dat kënnt net nëmmen der Lëtzebuerger Sportswelt zegutt, mee et ass och op dem internationalen Niveau ganz wichteg.

Déi Nott – vläicht kuerz awer, fir anzegoen op dat, wat och d'Motioun vun der CSV thematiséiert – ass jo, datt et elo bei de Gemengen a Syndikater, jo, beim ganze Secteur public – an ech hunn d'Definitioun vum Secteur public aus dem Gesetz gekuckt, déi ass nach nawell ganz large – eebe kee Remboursement méi gëtt.

Si mer nach bei de Gemengen a Syndikater ganz kloer am Secteur public, wat ech och verstinn, sou fänke mer dann un, wa mer och nach d'Spuerkeess oder d'Post drënnerfale loossen, awer e bëssen an enger schizophreener Haltung vun der Regierung ..., well mer, wa mer Question-parlementairen zu deene stellen, ëmmer erëm gesot kréien, dat wären awer Établissement-public-autonommen, déi hei awer elo gesot kréien, datt se de Congé sportif, wa se deen da musse ginn, net méi rembourséiert kréien.

Ech fannen et prinzipiell gutt, datt mer et aschränken. Ech denken awer, datt mer och net ëmhikommen, wéi d'CSV dat an der Motioun fuerdert, an engem Joer oder an zwee eng kloer Evaluatioun ze maachen, wat dat an de Budgete vun deene jeeweilegen Etablissementer, Syndikater, Gemengen an anere Strukturen, déi parastaatlech kënne sinn an ënnert d'Definitioun vum Secteur public vum neie Gesetz elo falen, ausmécht. Ech wäert herno nach kuerz méi am Detail zur Motioun schwätzen.

Da wëll ech awer nach kuerz op dat agoen, wat d'Madamm Lorsché gesot huet zum Medico. Dat ass keng nei Fuerderung. Dat ass keng nei Fuerderung, datt et grad Kanner bei hirer éischter Lizenz méi einfach gemaach muss ginn oder méi einfach gemaach soll ginn, fir dee Médico sportif ze kréien. Mir wëssen alleguerten, datt am véierten Trimester vum Joer d'Medicoen am meeschte gefrot ginn.

Dat läit natierlech och dorunner, datt eise Sportler ... Ech hunn och emol schonn derzougehéiert, datt ech ëmmer eréischt um Enn vum Joer dru geduecht hunn, datt awer elo, wann ech net virum 1. Januar mäi Medico géif maachen, datt da meng Lizenz géif verfalen, soudatt am leschten Trimester forcement ëmmer eng méi héich Demande ass. Dat coincidéiert awer blöderweis ganz heefeg domadder, wann déi nei Kanner an de Sportsveräiner hir éischt Lizenz froen. Well, dat ass numol dem Schouljoer gescholt, de 15. September geet d'Schoul erëm un an da gi se eng, zwou Wochen op den Training an dann ass et schonn Oktober an da wëlle se eng Lizenz kréien, fir dann och kënne mat op de Match ze goen. A jo, do sinn d'Medicoen dann iwwerlaf mat all deenen eeleren – manner jonken, soe mer et mol esou – Sportlerinnen a Sportler, déi, wéi ech, et heiansdo schleefe gelooss hunn, fir am Januar oder am Februar scho bei de Medico ze goen. Dat féiert dann dozou, dass et zu engem Engouement kënnt an ech mengen, et wär wierklech gutt, wa mer hei endlech géifen eng Léisung fannen. Datt dat net an deem heite Gesetz gemaach gouf, kann ech novollzéien, et sollt een et awer net op Sankt Nimmerlein verschiben.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun de Piraten fir dëse Projet. Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sportsminister Georges Engel.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, merci direkt der Rapportrice fir hire ganz gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Virun e puer Méint hate mer hei an der Chamber e generellen Debat iwwer de Sport an och iwwert d'Beweegung, a mir waren eis alleguerten eens, dass d'Land verstäerkt an d'Entwécklung vum Sport misst investéieren. An hei geet et ëm eng proaktiv Sportspolitick.

Dat, wat mer haut hei diskutéieren, dat ass een Element dovunner. A mir wëssen alleguerten, datt am Lëtzebuerger Sport de Benevolat eng immens wichteg Roll spillt. Et ass net einfach, e Veräi mat Liewen ze fëllen, a mir wëssen och, dass d'Gestioun ganz dacks an den Hänn vun e puer wéinege Benevolle läit. Et ass eng enorm Aarbecht, déi si am Déngscht vum Sport maachen an am Déngscht vun eiser ganzer Gesellschaft, an ech mengen, et sollt een hinnen och eng Kéier e ganz grousse Merci vun hei aus soen.

An eiser haiteger Zäit ginn d'Ufuerderungen un d'Sportsveräiner och ëmmer méi grouss an de Facteur Zäit, deen d'Leit hunn, fir sech benevoll ze engagéieren, dee geet ëmmer méi zeréck. Mir mussen déi Benevollen, déi sech engagéieren, also ënnerstëtzen, soudass de Veräin och weiderhi seng gesellschaftlech, seng gesellschaftspolitesch Roll ka spillen.

An ech hat et scho gesot an deem Debat, deen ech virdrun ugeschwat hunn: Am Joer 2022, do waren 20 % vun der Bevëlkerung an engem Veräin aktiv, 2002 waren et der nach 26 %. A wann een d'Zuele vu virun 20 Joer kuckt, gesäit een, datt et 2002 nach 1.534 Sportsveräiner gouf an dass et der 2022 just nach 1.311 sinn, an dat bei engem Bevëlkerungswuesstem vu quasi 200.000 Leit. Et kann een also vun engem staarke Veräinsréckgang schwätzen, wat zum Deel och sécherlech op de Réckgang vum Benevolat zeréckzeféieren ass. An dat sinn natierlech ganz grouss Erausfuerderungen a genau dowéinst ass dëse Gesetzesprojet ... An et ass virdru wivill Mol gesot ginn an ech wéilt och all de Riedner, déi virdrun hei d'Wuert geholl hunn, e grousse Merci soe fir déi konstruktiv Aart a Weis, wéi se un dëse Projet erugaange sinn.

Et ass dofir extreem wichteg, dass mer dëse Gesetzesprojet haut stëmmen, well e betrëfft och – a ganz vill – deen Acteur, deen een op kee Fall hei dierf vergiessen, nämlech d'Sportsveräiner. An eent vun den Haaptziler, vun de groussen Haaptziler vum Gesetz, wat haut gestëmmt gëtt, ass och natierlech dann d'Fërderung vum Benevolat.

An hei wéilt ech eng Klammer maachen: Och wa mer dat Gesetz hei stëmmen, da brauche mer nach ëmmer e benevolat Engagement. Dat heiten heescht net, dass jiddweree fir all Stonn, déi en an engem Veräi mécht, Congé kritt, fir all Stonn, déi en an engem Veräi schafft, fräigestallt gëtt. Nee, dat ass net de Fall, mir brauchen nach ëmmer e grousst Stéck vum Benevolat, mee dat hei ass eng Hëllef, en Appui an och eng Wäertschätzung vun deene Leit, déi sech benevoll engagéieren.

Jo, de Congé sportif, et ass virdru scho gesot ginn, ass zu Lëtzebuerg scho säit 1976 verankert, wou en haaptsächlech fir d'Elittesportler geduecht war. Zanterdeems gouf et e puer Upassunge vum Reglement a Regierungsréitbeschlëss, fir d'Unzuel vun deenen accordéierten Deeg unzepassen, mee eng komplett Revue vum Gesetz gouf et bis elo nach net. An d'Analys vun deem bestoende Gesetz an eng Upassung vum Gesetz duerch d'Weiderentwécklung vum Sport am Laf vun der Zäit ass och am Koalitiounsaccord virgesinn. An dëst Gesetz mécht déi ganz Diskussioun elo an déi ganz Fro vum Congé sportif méi verständlech, méi kloer a gëtt eis méi eng Rechtssécherheet.

Dir Dammen an Dir Hären, nieft de Konditoune vum Congé sportif sinn och nach dräi aner wichteg Punkten hei an dësem Gesetz dran. Mir schafen hei eng Base légale fir d'Indemnisatioun vun den Intervenanten an de Centres de formation fédéraux. Ganz wichteg ass, dass mer hei déi Base légale kréien; déi gouf jo och scho vill diskutéiert. Zweetens – an dorop kommen ech herno nach zeréck –: de Contrôle vum Médico sportif. Och hei gëtt eng Base légale geschaf, fir d'Indemnisatioun vum Personnel administratif an de verschiddene Centres médico-sportifs, déi bis ewell iwwert d'Decisioun vum Regierungsrot fixéiert goufen a wou dann eeben elo eng Base légale fixéiert gëtt. An et gëtt och eng Upassung un d'Realitéit, dass an dem Service médico-sportif am Sportsministère och elo e responsabelen Dokter en Ersatz huet, fir dass do ofgeséchert ass, dass ëmmer een Dokter do ass an och Decisiounen huelen dierf, fir datt d'Dossieren net leie bleiwen. Dat sinn och zwee wichteg Punkte fir d'Rechtssécherheet vun all den implizéierte Leit.

An dann, nach eng aner wichteg Ännerung ass déi vun der Definitioun vum Sportif d'élite, wou nieft dem COSL och elo den LPC, de Luxembourg Paralympic Comittee, mat erageholl gëtt. Dat ass selbstverständlech an et ass am Kader vun deene grousse Diskussiounen, déi mer och heibanne féieren iwwer Integratioun, dass den LPC déi selwecht Méiglechkeet kritt, fir senge Sportler esou e Statutt vum Elittesportler hei kënnen ze ginn, an dat no hire Krittären, an déi concernéiert Sportler dann och an dem ganze volle Mooss vun de selwechte Virdeeler kënne profitéiere wéi d'Elittesportler vum COSL. Fir eis ass dat eng Selbstverständlechkeet, an ech hunn héieren, heibanne fir jiddwereen och.

Wat elo de Congé sportif selwer ugeet, sou ginn d'Kategorië vun deenen, déi Zougrëff drop kënne kréien, erweidert an et kommen der och neier derbäi. Ech ginn elo net op all Kategorie eenzel an, mee ech wéilt awer e puer hei ervirhiewen, zum Beispill de „sportif licencié auprès d'un club afin de participer à des compétitions internationales officielles pour clubs et cadres techniques désignés par le club pour accompagnement". Dat ass eng Fuerderung, déi scho ganz laang gestallt gëtt vum Sportsmillieu an déi fënnt hei eis Zoustëmmung, well et grad op Veräinsniveau engem grousse Besoin entgéintkënnt, deen do déi Ënnerstëtzung brauch, gradesou wéi och an Zukunft e Benevolle vu senger Federatioun oder am Veräin, dee bei der Organisatioun vun enger Manifestatioun dobäi ass, och elo de Congé sportif ka kréien.

Dat ass och e wichtege Punkt, well an de leschte Joren och ëmmer erëm festgestallt gouf, dass et ëmmer méi schwéier gëtt, Leit ze fannen, eebe grad, fir och esou grouss Manifestatiounen ze organiséieren.

An d'lescht Woch hu mer hei e Gesetz gestëmmt, wou aus der ENEPS d'INAPS ginn ass, also wou mer schonn do e grousse Wäert op d'Formatioun geluecht hunn. An och hei ass et wichteg, dass mer, wa mer wëllen eng Qualitéitsentwécklung am Sport kréien, op Formatioun setzen. An de Congé sportif fir d'Formatioun riicht sech souwuel un d'Trainere wéi och un d'Dirigeantë vu Veräiner. Et ass virdrun och hei gesot gi vun den Traineren, datt dat wichteg ass, dass mer do Formatiounen ubidden, mee den INAPS, dee wäert och Formatioune fir Cadres administratifs oder Dirigeantë vu Veräiner a vu Federatiounen ubidden. An och dat ass extreem wichteg, well d'Ufuerderungen do ëmmer méi héich ginn an dofir de Congé sportif hei fir déi ganz sécherlech wëllkomm ass.

Et ass mer och wichteg, dass dëse Projet heibanne vu jiddwerengem ënnerstëtzt gëtt, well en an déi richteg Richtung geet, fir de Sport am Allgemengen ze ënnerstëtzen an och virunzedreiwen, an dat geet och net zum Nullkäschtepunkt. An do ware mer eis jo och heibanne viru Méint eens, well mer eestëmmeg eng Motioun hei gestëmmt hunn, déi d'Regierung opfuerdert, déi néideg finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir de Benevolat an de Sport ze férderen, an hei ass dann och een Deel dovunner.

Dat hei ass eng Unerkennung, déi enorm wichteg ass fir dat Engagement vun deene Leit, déi sech am Sport bis elo engagéiert hunn. Ech mengen och, dass et wichteg ass, dass een dat Gesetz hei reegelméisseg evaluéiert, déi éischt Kéier dann eeben no engem Joer. Dat solle mer maachen.

Ech géif vläicht op déi puer Froen agoen, déi nach gestallt goufen, ënner anerem déi vum Georges Mischo, wat dann och zu enger Motioun hei gefouert huet, déi mer dann herno wäerten ofstëmmen. Also, mir hunn eis hei genau un dat gehalen, wat dës Chamber virun e puer Wochen gestëmmt huet mam Congé culturel. Do huet déi Chamber hei sech u genau dat gehalen, also genau dat selwecht ofgestëmmt wéi dat, wat mer hei an eisem Gesetz hunn. An an deem Avis vun deem Gesetz war de Syvicol och domadder d'accord, an hei war en et net, well e gesot huet: „Jo bei der Kultur, do hu mer dee regionale Volet mat dran, an hei hätte mer nëmmen den internationale Volet beim Sport."

Ech gesinn dat e bëssen anescht, zumools well elo och dat Gesetz hei erméiglecht, datt de Benevolat an och d'Leit vun de Veräiner kënne vun dësem Congé profitéieren. An da muss ee soen, mir gesinn dat beim nächste Gesetz, dat mer elo wäerten haut, hoffen ech, dann och stëmmen. Och bei den Infrastrukturen ass de Ministère de Gemenge ganz, ganz staark entgéintkomm. Ech wäert e Beispill do nennen, wou ee gesäit, wéi vill d'Gemengen do kënne méi u Subside kréien, soudass ech mengen, dass dat schonn en Engagement ass och vun de Gemengen da fir de Sport. Gradesou wësst Der, datt mer d'Coordinateur-sportiffen hunn. Och dat ass en Engagement vum Staat envers vun de Gemengen, soudass ech mengen, dass d'Gemengen hei och deen Deel kënne mat iwwerhuelen.

Zu der Fro vum Här Lamberty: Jo, de Listing an den Dialog mam Patron, dat ass extreem wichteg. Mir wäerten och, fir de Federatiounen ze erklären, wéi dee Projet, wéi dat Gesetz hei ass, eng Séance d'information am September maachen, fir eeben de ganze Kader nach eng Kéier ze setzen. Et ass net evident, duerch all déi eenzel Punkten do ze gesinn. A wat d'EU-Institutiounen ugeet, bon, ech mengen, do wäre mer awer esou flexibel, fir dat awer kënnen ze managen. Effektiv kéint do e Problem entstoen, mee mir gesinn da le cas échéant, wéi sech dat da wäert weisen.

Jo, firwat trëtt et eréischt den 1. Januar en vigueur? Bon, de Congé gëtt pro Kalennerjoer gerechent, dat ass ee Grond. Fir dat dann ze proratiséieren, do muss een e Computerprogramm hunn, fir dat kënnen uerdentlech ze rechnen, well dat gëtt jo da fir all Eenzelnen immens schwéier. Da musse mer dat ... Wéi gesot, dat gëtt wierklech eng schwiereg Rechung. Dee Computerprogramm hu mer awer nach net an dee kréie mer eréischt fir d'nächst Joer, soudass dat dat zweet Argument war, fir dee Congé hei eréischt den 1. Januar ulafen ze loossen. Da musse mer eist Personal jo och duerfir forméieren. Dat ass jo och net esou evident, fir déi Fichen alleguer opzestellen a sou weider. Mir wëllen och nach eng uerdentlech Kommunikatioun maachen, soudass dat fir eis du méi einfach an och am Ganze besser war, fir dat den 1. Januar 2024 ulafen ze loossen.

Wat de Medico ugeet: Jo, et gëtt net méi esou vill Leit, déi iwwer 50 nach Kompetitioune maachen, mee et gëtt der awer nach. Ech wëll dat net ofstreiden, mee effektiv musse mer eis där Saach eng Kéier unhuelen, eng ganz Reform vum Medico maachen. Déi meescht, déi awer iwwer 50 nach Sport maachen, maachen dat jo ganz dacks ouni Lizenz an déi sinn natierlech da fir sech selwer zoustänneg. Et sinn der vill, déi lafe ginn, déi net onbedéngt eng Lizenz hunn. Mee et ass awer kloer: Mir mussen dat doten nach eng Kéier kucken. D'Fro ass effektiv, firwat dat bei 50 Joer op eemol opgehalen huet, grad deen Alter, wou et vläicht am schwieregsten oder am geféierlechsten ass. An Dir hutt eppes ugeschwat: Déi dräi Dokteren – de Pediater, de Schouldokter an de Medico – mussen effektiv méi zesummeschaffen. Mir wëllen do och eng Reform maache vum Médico-sportif. Mir mussen do eng besser Vernetzung hikréien.

Voilà, e leschte Saz: Dir Dammen an Dir Hären, haut, mengen ech, ass wierklech e gudden Dag fir de Lëtzebuerger Sport, fir d'Spëtzesportler, fir d'Amateursportler a fir d'Benevoll. Déi kënne sech de 4. Juli 2023 am Kalenner ukräizen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7955. Den Text steet am Document parlementaire 7955[13].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 7955 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

***Motion 1***

Da komme mer elo nach zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun, déi den Här Georges Mischo ofginn hat. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Auteur, den Här Mischo.

**M. Georges Mischo** (CSV) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Sportminister fir d'Explikatioune respektiv d'Argument. Ouni elo wëllen der Kultur ze no trieden ze wëllen, géif ech awer trotzdeem mengen, dass am Sportsecteur nach méi Leit engagéiert sinn a nach méi vum Congé sportif wéi vum Congé culturel profitéieren. Mee ech hu jo och an der Motioun geschriwwen, dass een dat elo mol soll evaluéieren. Wann ech hei niewendru mäi Frënd Serge Wilmes kucke mat der Stad Lëtzebuerg, déi wäerten awer, mengen ech, och genau wéi d'Stad Esch oder Déifferdeng oder Diddeleng, richteg grouss Montante kréien, well do ganz vill Leit eebe beim Congé sportif wäerten dervu profitéieren, wat se natierlech och verdéngt hunn. Mee ech géif awer mengen, dass een dat eng Kéier kéint chiffréieren an eventuell duerno Adaptatioune maachen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Mischo. Den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn et virdru gesot: Ech mengen net, datt sech hei nëmmen däerf op eng Evaluatioun vun de Gemengen a vun de Syndikater limitéiert ginn, mee datt et u sech eng Fro ass, déi de ganze Secteur public, wéi en am Gesetz elo definéiert ass, betrëfft. Dat heiten ass eis e bëssen ze restriktiv vun der Evaluatioun hier.

Ech verstinn de Gedankegang. Ech fannen dat och zum Deel sympatesch. Ech muss mech awer bei der heite Motioun herno enthalen, well se fir mech einfach net dat Zil u sech erreecht, wat mer wéilten ereechen, nämlech de ganze Secteur public ze evaluéieren, y inclus d'Établissement-publicken, op déi ech virdrun a menger Ried agaange sinn. An dann d'Fro: „à considérer que les frais […] restent à charge de l'État" – ech mengen, dat elo schonn ze froen, ouni datt mer de reellen Impakt kennen, entspréicht net deem, wat mer u sech och an der Kommissioun disktuéiert hunn. An deementspriechend géif ech dat awer och elo zu dësem Zäitpunkt op alle Fall net kënnen direkt matstëmmen, ouni de Montant ze kennen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Cécile Hemmen.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP), rapportrice | Jo, merci, Här President. Ech géif awer vläicht emol den Här Mischo wëlle froen, wat e sech do geduecht huet beim „dans le cadre d'une réforme ultérieure des finances communales". Ech weess net, ob Dir elo méi wësst wéi mir, dass do nach eng Reform vun de Gemengefinanze soll kommen. Ech mengen, mir hate jo elo eréischt … Dir hutt hei „ultérieure" stoen. Dat ass fir mech eppes, wat elo nach komme wäert. Bon, dofir, dat hunn ech elo net richteg verstan.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Et steet am Walprogramm.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP), rapportrice | Jo. Zum … Ech weess elo net, ob dat an Ärem Walprogramm vläicht steet?

**M. Georges Mischo** (CSV) | Den 8. Oktober sinn erëm Walen, gellt?

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP), rapportrice | Op alle Fall, dat ass eppes, wat mech elo e bëssen interpelléiert huet an Ärem éischten Invite. Fir de Rescht, mengen ech, huet de Minister jo schonn drop higewisen, wat et eigentlech beinhalt, wann och Sportler an enger Gemeng sinn, dass dat jo awer och eng Plus-value ass fir d'Gemeng, dass d'Gemeng och hiren Deel derzou soll bäidroen, grad wéi de Staat et och mécht, soudass ech, ouni elo nach weider op Argumenter anzegoen, mech wierklech deem wéilt uschléissen, wat de Minister gesot huet an, wéi gesot, wierklech wëll zréckbehalen, dass et eng Plus-value ass, dass d'Gemeng hir Responsabilitéit soll huelen. A wéi gesot, dat mat de Gemengefinanzen, déi Reform do, interpelléiert mech, soudass ech och menger Fraktioun géif proposéieren, dës Motioun net matzedroen.

Merci.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Hemmen. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert un den Auteur, de Georges Mischo.

**M. Georges Mischo** (CSV) | Jo, also der Madamm Hemmen kann ech soen: Den 8. Oktober si jo nach eng Kéier Walen, mee ech géif awer trotzdeem mengen, dass esou e Gesetz wéi dat heiten ëmmer erëm kann evoluéieren an awer erëm kann adaptéiert ginn, a wann een da Schwächte fënnt, dass een dat awer nach eventuell ka korrigéieren. Dofir ass déi Motioun eebe geduecht.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Mischo. Da geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Hemmen.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP), rapportrice | Jo, ech wollt just einfach fir mäi Verständnis … Also ech mengen, eng Evaluatioun ass jo ëmmer eppes, wat ee ka begréissen. Ech hunn hei ganz spezifesch vun de Gemengefinanze geschwat a vun där Reform, also déi Dir hei am éischten Invite dran hutt, also „dans le cadre d'une réforme ultérieure des finances communales". Also duerfir, et ass méi doranner, wou ech elo d'Onverständnis vu menger Säit aus gesinn; also d'Mëssverständnis.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Hemmen. An dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Et ass effektiv eng Reform vun de Gemengefinanze gemaach ginn. Mee Madamm Hemmen, ech mengen, et si jo eng ganz Rei vu Kommunalpolitiker hei, a spéitstens wann déi den nächste Budget maachen, da gesi se, dass dat vill méi enk gëtt wéi an der Vergaangenheet. Well et sinn eng ganz Rei vun neie Missiounen, déi op d'Gemenge duerkommen. Et gëtt gesot, d'Gemenge sollen an de Logement investéieren, et gëtt gesot, d'Gemenge sollen d'Fraise vum CGDIS iwwerhuelen. Wann ech gesinn, et sinn 51 Projeten, déi beim CGDIS ustinn, déi solle queesch duerch d'Land amenagéiert ginn. Wéi mengt Der dann, dass déi kleng Gemengen dat do kéinte stemmen?

An da si mer der Meenung, dass och besonnesch dem ländleche Raum sollt méi Rechnung gedroe ginn an dass déi grouss Fläche vun deene ländleche Gemengen och sollte berücksichtegt ginn an enger zukünfteger Reform. Grad wéi een och muss kucken, dass déi Gemengen, déi nach Industriezonen hunn an déi absolutt näischt méi vun enger Industrie um Niveau vun hirer Gemengerecette hunn …, well do gëtt net méi ganz vill verdeelt. Also et gëtt keen Ureiz méi an der besteeënder Gemengefinanzreform, fir vill Industrië respektiv vill aner Betriber bei sech opzehuelen. An ech mengen, dass ee mat alle positiven Aspekter – et si jo och eng ganz Rei vu positiven Aspekter an där Gemengefinanzreform do gewiescht – awer net d'Aen elo muss zoumaachen: „Mir hunn elo eng Kéier hei dat Richtegt erfonnt an dofir däerf ni méi eppes geännert ze ginn."

An ech mengen, egal wien an deenen nächste fënnef Joer Verantwortung op der enger oder op der anerer Säit oder do (ndlr: op Regierungssäit) dréit, dee soll net d'Aen zoumaachen, fir sech enger gerechter Gemengefinanzreform ze stellen, fir dass all Bierger, ech widderhuelen, all Bierger, egal a wat fir enger Regioun dass e wunnt – well et ass net méi all Bierger am Land, deen et sech ka leeschten ze decidéieren, ob en elo an der Stad, an dem Speckgürtel vun der Stad oder am Norden oder op anere Plaze wunnt –, do déi selwecht Grondversuergung kritt, sief dat Schoul, sief dat Soziales, sief dat och aner kulturell oder sportlech Infrastrukturen. An dofir drängt sech dat an eisen Aen op.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Roth. An elo kritt d'Wuert: den honorabelen Här Dan Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Merci, Här President. Ech fannen et schonn erstaunlech, dass mer bei enger Diskussioun iwwert de Congé sportif elo op eemol bei de Gemengefinanze landen. Ech mengen, do muss een et wierklech wäit hierhuelen, nach méi, wann een déi Beispiller héiert, déi den Här Mischo genannt huet: D'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch, d'Stad Diddeleng, déi elo grouss Problemer géife kréien, fir sech do un de Käschte vum Congé sportif vun deene Leit, déi bei hinne schaffen, ze bedeelegen.

Ech wëll just drun erënneren, dass dem Här Mischo seng Gemeng, an ënner anerem och d'Gemeng Diddeleng, wou de Buergermeeschter hei sëtzt, zwee vun de grousse Gewënner ware vun der Gemengefinanzreform. An ech wëll drun erënneren, dass d'Stad Lëtzebuerg menge leschten Informatiounen no Reserven huet vun 1,3 Milliarden. Ech mengen, da kéint se sech …

*(Interruption)*

Ech mengen, da kéint se sech …

*(Interruption et hilarité)*

… et och an Zukunft erlaben, derfir ze suergen, dass si géifen d'Käschte fir déi Leit, déi bei hinne schaffen an eventuell vum Congé sportif kéinte profitéieren, iwwerhuelen.

Dann huet den Här Roth eppes Richteges gesot: Natierlech muss een ëmmer iwwer alles diskutéiere kënnen an et muss een och kënne Reformen, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, eng Kéier a Fro stellen. Ech wëll just soen, dass duerch d'Gemengefinanzreform insgesamt ronn 100 Millioune pro Joer méi bei d'Gemenge fléissen, wéi dat virdrun de Fall war. Alleguerten déi Problemer, déi eventuell an eenzele Gemenge kënnen entstoen, déi Der opgezielt hutt, déi wären nach vill méi dramatesch, wa mer déi Gemengefinanzreform do net gemaach hätten. An dat wësst Der och alleguerten.

An dann, wann ech elo nolauschteren, héieren ech jo e bëssen aus dem CSV-Walprogramm, dee kënnt, eraus, dass Der dat warscheinlech da wäert an de Walprogramm schreiwen, dass Der eng weider Reform vun de Gemengefinanze wëllt maachen. Ech hoffen, dass Der dat dann och genau wäert libelléieren, wéi Der dat wëllt maachen. Well bei deene verschiddenen an differenzéierten Interêten, déi bei Iech an der Fraktioun sinn, wënschen ech Iech bonne Chance bei deem doten Exercice.

Ech hunn et eng Kéier misse matmaachen, wéi vill Interêten dass ee muss zesummebréngen, fir iwwerhaapt esou eng Gemengereform ze maachen. Ech kann Iech soen, Här Roth, ech hunn och festgestallt, dass meng Virgänger ëmmer vun enger Gemengefinanzreform geschwat hunn, mee ni eng fäerdegbruecht hunn. Ech mat menge Leit am Ministère, wou ech deemools Verantwortung hat, mir hunn zumindest eng fäerdegbruecht, an déi meescht Gemenge sinn dobäi Gewënner, an dat wësst Der och ganz genau. Dofir, wannechgelift, sidd e bësse méi bescheiden, wann Der iwwert dat Theema do schwätzt.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Kersch.

***Vote sur la motion 1***

Ech mengen, elo kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 23 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

*Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

## 9. 8130 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un douzième programme quinquennal d'infrastructures sportives

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Projet de loi 8130 iwwert d'Subventioun vum zwieleften Fënnefjoresprogramm vun de sportlechen Ekippementer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de la Santé et des Sports***

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP), rapportrice | Jo, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, ech dierf Iech dann haut de Rapport vum zwielefte Fënnefjoresplang maachen, an dat, well jo den eelefte Fënnefjoresplang den 31. Dezember 2022 ausgelaf ass. Dofir musse mer dann haut en neie stëmmen.

Dëse Plang ass och eng logesch Suite vun dem viregten a soll och d'national Planung an de Sportsinfrastrukture vun de leschte 50 Joer weiderféieren. Mat dësem Projet soll ëmmerhin eng Zomm vu ronn 135 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt ginn. Sou sollten déi nächst fënnef Joer, also bis den 31. Dezember 2027, de Bau vun neie souwéi d'Renovatioun an d'Modernisatioun vu bestoenden Infrastrukturen erméiglecht ginn.

Zur Erënnerung: Am Budgetsgesetz vun 1967 sinn d'Fënnefjorespläng festgehale ginn ënnert der Bezeechnung „Fonds d'équipement sportif national". An och wann dëst Gesetz virgesinn hat, datt dës Pläng sech sollten op 20 Joer limitéieren, ass dëst duerch de Besoin an d'Entwécklungen an der Sportswelt natierlech net méiglech. D'Populatioun vum Sport, professionell oder net, déi sech regional, national a virun allem och international immens duerchgesat a verbreet huet, brauch deen Investissement a soll deen och zougesprach kréien.

Generell kann ee soen, datt d'Fënnefjorespläng sech deem upasse mussen, wat d'Sportswelt brauch. Mir sinn eis alleguerten eens, dass de Sport e wichtege Bestanddeel vun engem gesonde Liewensstil ass, deen an enger gesonder a vitaler Gesellschaft sollt den A an den O sinn. D'kierperlech Aktivitéit muss also eng onëmgänglech Komponent am alldeegleche Liewe ginn, geneesou wéi d'Aarbecht, d'Ausrouen an och d'Fräizäit.

Fir dat Zil ze erreechen, muss een de Sportler an de Sportbegeeschterten och ubidde kënnen, wat si fir hir reegelméisseg Beweegung brauchen. Et muss Ofwiesslung do sinn, et muss och Offer do sinn, verbonne mat Loisir: De gudde Mix mécht et aus. Esou muss een och bannen a baussen eppes virgesinn an dat néidegt Ekippement muss ugepasst ginn. Alles dat huet natierlech e finanziellen Impakt, an dofir ass dann och eng déck Enveloppe virgesinn.

Den 30. Dezember 2022 ass dëst Gesetz vum Sportsminister Georges Engel deposéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis de 25. Abrëll 2023 eraginn, éier d'Kommissioun de 16. Mee den Avis analyséiert huet an och entspriechend Amendementer adaptéiert huet. Doropshin huet de Staatsrot opgrond vun engem Avis complémentaire den 13. Juni säin Avis eraginn, a schlussendlech huet d'Kommissioun deen Avis an och den Avis vum COSL, deen de 26 Juni erakoum, analyséiert. De Gesetzesprojet ass den 30. Juni an der Sportskommissioun ugeholl ginn.

Dëse Plang ënnerscheet sech vu senge Virgänger, well sech an der Sportswelt esou munches gedoen huet. Um professionelle Plang ass vill geschitt an de leschte Joren, an deem gëtt elo Rechnung gedroen. D'Populatioun hëlt zou an et ass wierklech ze begréissen, dass et méi a méi Demandë gëtt, fir sech sportlech ze aktivéieren. Deemno ginn Infrastrukturen an Ekippementer méi wéi jee gebraucht. 120 Millioune waren et am eelefte Fënnefjoresplang, a virun zéng Joer waren et 100 Milliounen. Et geet deemno konstant an d'Luucht, wat beweist, dass d'Planung sech der Evolutioun vun der Gesellschaft upasst.

Déi finanziell Subventioune ginn de Realisateuren, also den eenzele Bauhäre vun de verschiddene Projeten, accordéiert. Dat kënnen d'Gemenge sinn, d'Gemengesyndikater, d'Sportsorganisatiounen, déi gegeebenefalls sech och mat engem private Promoteur kënnen associéieren. D'Interventiounen aus dem Privatmarché sinn iwwregens wëllkomm, well si méi Erfarung mat komplexe kommerzielle Strukturen hunn, déi ee gutt mam Sport verbanne kann. Bei esou kollaborative Projete kommen Iddien an och Erfarungswäerter aus verschiddene Welten zesummen, fir eppes Flottes auszeschaffen.

Wichteg ze verhale bei de Konditiounen, fir esou eng Subventioun ze kréien, ass, dass ee Sportsprojet muss op engem Terrain gebaut ginn oder an engem Gebai amenagéiert ginn, déi deem Bauhär och gehéieren.

Hëllef bedeit awer och d'Anhale vun Obligatiounen. Do gesäit den Artikel 10 vir, ënner anerem, dass ee Bauhär alles maache muss, fir dat gutt Fonctionnement, den Entretien an eng gutt Iwwerwaachung vun den Infrastrukturen ze garantéieren. D'Gemengen an d'Gemengesyndikater mussen zousätzlech nach d'Infrastrukture prioritär fir Schüler wärend de Schoulstonnen opmaachen.

Dëse Fënnefjoresplang dréint sech, genee wéi dee virdrun, jo ëm déi sportlech Infrastrukturen. An hei gëtt kloer en Ënnerscheed tëschent de Projete vu klengem an deene vu groussem Ausmooss gemaach. Déi vu groussem Aussmooss iwwerschreiden ee Montant vun 12 Milliounen Euro (veuillez lire: vun 2 Milliounen Euro) hors taxes a mussen duerch e groussherzoglecht Reglement festgehale ginn. De Seuil vun 2 Milliounen ass uniformiséiert an applizéiert sech op déi nei wéi och op déi bestoend Strukturen. Fir déi grouss Envergureprojete vu regionalem an nationalem Interêt muss och eng Commission interdépartementale fir sportlech Ekippementer hiren Avis ofginn, éier de Projet ka realiséiert ginn, esou wéi et am Artikel 3 festgehalen ass.

Planifikatioun vun neie Strukturen ass déi eng Saach, mee doriwwer eraus sollen déi bestoend Strukture moderniséiert a renovéiert ginn. Déi staatlech Hëllefe fléissen also och an den Erhalt. Dat, wat déi lescht Jore lokal opgebaut ginn ass, soll an däerf deemno net verschwannen. Och hei gëtt et en Ënnerscheed tëschent de Projeten, wou eng kleng Renovatioun ufält, an deenen, wou Aarbechten a méi engem groussen Ëmfang ufalen. Wéi bei den neie Strukturen ass de Plaffong bei 2 Milliounen ugesat an et muss e groussherzoglecht Reglement alles festhalen.

Den Nowuess gëtt an dësem Fënnefjoresplang awer och net vergiess. D'SEAe (ndlr: Services d'éducation et d'accueil) musse weider amenagéiert ginn. Hei gëtt den eelefte Fënnefjoresplang weidergefouert, fir d'Beweegungszonen auszebauen. Nei Infrastrukturen an och d'Erhale vun de bestoende Substanze sinn, nieft der Schafung vun de Beweegungszonen, déi dräi scho genannt Haaptziler vum virleiende Gesetzesprojet 8130.

Et ass mer elo wichteg, op dat anzegoen, wat wierklech nei ass par rapport zum eelefte Plang.

D'Texter ginn eng éischte Kéier zesummegeféiert. Dat heescht, datt d'Autorisatiounsgesetz dës Kéier d'Modalitéite virgesäit, fir de Plang ëmzesetzen, wat soss ëmmer an engem Reglement stoung.

An dësem Plang ass dorops opgepasst ginn, dass een uniformiséiert Terme benotzt, wat d'Verständnis bei der Lektür natierlech vill méi einfach mécht.

Op Projete vu grousser Envergure sinn ech virdru schonn ze schwätze komm – ech wëll awer drun erënneren, dass dës net esou an de leschte Pläng festgehale waren.

D'Subventioune sinn iwwregens nach ëmmer gestaffelt. Fir déi regional Projete kann den Taux bis zu 50 % sinn, déi de Staat bäisteiert. De Minimum läit bei 35 %. Fir en nationale Projet läit d'Subventioun bei 70 %, wat duerch den nationalen Interêt jo novollzéibar ass. Dës Kategorie vu Projeten ass de sportleche Federatioune virbehalen. An de Staat kann och hei eng Ausnam maachen an d'Subventiounen allongéieren. Esou e Beschloss ka geholl ginn, wann et evident ass, dass eist Land dës Infrastruktur och onbedéngt brauch an, wann déi eege Moyene vun der Federatioun oder der Gemeng net duerginn, fir d'Käschten ze stemmen.

Et ass och wichteg ze verhalen, dass d'staatlech Subventioune cumulabel sinn. Dat heescht, dass se och mat aneren ëffentlechen Aidë kombinéiert kënne ginn. Zum Beispill gi vill Schwämmen och vum Tourismusministère subventionéiert. Hei gräift de Staat de Gemengen deemno kräfteg ënnert d'Äerm an erméiglecht et hinnen, esou wäit wéi méiglech, alles am Sport ze realiséieren, wat si sech virgeholl hunn.

D'Depensë ginn elo déi éischt Kéier an engem Modulatiounssystem festgehalen. Fir all Typ vun Infrastruktur gëtt eng Limitt gesat, fir dass all Partei bei de Subsiden och e besseren Duerchbléck huet. Am eelefte Plang war just fir verschidden Infrastrukturen e Plaffong festgehale ginn. Dat war zum Beispill de Fall fir Multisports-Halen, zoue Schwämmen, Mini-Stadien oder och Beweegungszonen. Fir all aneren Typ war näischt virgesinn.

Elo gesäit den Text e Plaffong fir de „Sportsdeel" fir all Projet vir.

Eng finanziell Hëllef gëtt op Basis vun de Baupräisser, den Honorairen, den Assurancen an den Taxen – an dëst alles zesummen au prorata mat der Vocatioun vum Projet.

Eng wichteg Ännerung gëtt et bei den Ausschléissunge fir d'Berechne vun de Subventiounen. An de viregte Pläng waren d'Buvetten an d'Tribünen ëmmer ausgeschloss. An elo kann een eng Buvette matconsideréieren, wa se net reng kommerziell bedriwwe gëtt. Et sinn awer nach ëmmer ausgeschloss: d'Acquisitioune vun Terrainen oder Immeublen, souwéi d'Demolitiounskäschten – ausser et si bestoend Strukturen –, dann och Gebailechkeeten, déi exklusiv fir Wunnenge geduecht sinn oder déi fir kommerziell Zwecker exploitéiert ginn.

Am Artikel 8 ass da ganz kloer de Prinzipp vum Remboursement vun der Subventioun festgehalen. Een, deen de Projet opgëtt, deen ee Projet ophält oder engem aneren iwwergëtt oder och nach de Projet fundamental verännert, éier den Delai vun 20 Joer ofgelaf ass, muss d'Subventioun un de Staat zréckginn. Et gëllt ze verhënneren, dass ee sech mat Steiergelder beräichert, ouni dat ze realiséieren, wat een eigentlech versprach huet.

Ob se ganz muss zréckbezuelt ginn oder net, hänkt dann erëm vun der Envergure vum Projet a vun der Dauer vu senger Benotzung of. Dat heescht, dass eng Infrastruktur vu grousser Envergure eng Periode de service vun 20 Joer muss hunn, a fir déi aner Strukturen, déi de Krittär net erfëllen, ass et eng Dauer vun zéng Joer. De Sportsminister huet iwwregens d'Méiglechkeet, eng Dispens ze ginn, falls d'Infrastruktur duerch eng Force majeure zerstéiert gi wier.

D'Prozedure ginn an de grousse Linne vum viregte Plang iwwerholl. Verschidde kleng Adaptatioune sollen dem Maître d'ouvrage méi Rigueur a senger Aarbecht ginn.

Zum Rescht vum Projet bleift ze erwänen, dass d'Staatsgelder, fir dëse Projet ëmzesetzen, aus dem Fonds d'équipement sportif national kommen, dee mat Budgetsdotatioune gespeist gëtt.

Nach vläicht e puer Wuert zu den Avisen.

De Comité olympique huet sech a sengem Avis vum 26. Juni 2023 ganz favorabel zu dësem zwielefte Fënnefjoresplang ausgeschwat. Et gëtt insistéiert op d'Wichtegkeet vum Weiderféiere vun de Fënnefjorespläng. Et gëtt och higewisen op de Manktem u Sportsinfrastrukturen a verschiddene Géigende vum Land, souwéi och bei verschiddene Sportaarten. D'Pläng solle weider ëmgesat a weidergefouert ginn, fir d'Sportsentwécklung nëmmen net schleefen ze loossen.

De COSL begréisst, dass d'Buvetten an d'Tribünen elo kënne subventionéiert ginn. Si bemierken awer datt, doduerch, datt déi Projete vu groussem Ausmooss mussen iwwer e groussherzoglecht Reglement festgehale ginn, wuel déi ganz Prozedur méi lues an och méi schwéierfälleg kéint ginn.

Donieft begréisse si, datt d'sportlech Infrastrukture sech op dat Néidegst limitéieren, an ënnersträichen d'Wichtegkeet vun der energeetescher an ekologescher Performance vun all Gebailechkeet.

Ausserdeem soll een och verstäerkt op regional Sportinfrastrukture setze par rapport zu de lokalen. Hei verweise si op den nationale Beachvolley-Terrain zu Biissen an den nationalen Tenniszentrum zu Esch, déi laang an der Diskussioun waren an néideg sinn, fir op där enger Säit de Manktem u Méiglechkeete fir Volleyball ze spillen ze behiewen, an op där anerer Säit dem Tennis e würdegen Zentrum mat den néidege Standarden zur Verfügung ze stellen.

Bei de regionale Projete weise si sech zefridde mat deem, wat an der Planung ass, wéi zum Beispill dem nationale Sportszentrum zu Iechternach, dem Sportskomplex um Mierscher Bierg an dem Sportszentrum zu Stengefort. Déi Projete ginn alleguer a Regiounen ëmgesat, wou e gewësse Manktum un Infrastrukture säit Laangem festgestallt ginn ass.

Et misst een och d'Gestioun vun de Sportzentre verbesseren, fir esou verschidde Problemer ze behiewen, wéi zum Beispill de Manktum u Personal, fir den Encadrement oder fir d'Surveillance vun engem Zentrum oder vun de Sportskomplexer ze assuréieren. Esou kéint een dës Komplexer an Halen iwwer de Weekend an och d'Feierdeeg weider benotzen. Bei all deenen Ariichtunge sollt een awer de Gratiszougang fir d'Sportsfederatiounen an d'Associatiounen net vergiessen.

Den Avis vum Staatsrot vum 25. Abrëll 2023 enthält verschidden Opposition-formellen, op déi ech elo net am Detail aginn. Doriwwer ass vill an enger Kommissiounssëtzung, de 24. Mee, geschwat ginn. Et si gutt Amendementer ausgeschafft ginn, soudass de Staatsrot a sengem zousätzlechen Avis allegeurten d'Oppositioune konnt ophiewen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, Här Minister, ech wéilt ofschléissen an Iech nach eng Kéier soen, dass d'LSAP Verfechter ass an och Vertrieder vun enger verbesserter Sportswelt hei zu Lëtzebuerg, an an deem Sënn wäert meng Fraktioun dëst Gesetz och voll ënnerstëtzen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Rapportrice Cécile Hemmen.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Max Hengel** (CSV) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee Sport mécht, soll ee genuch drénken. Bei enger Ried iwwer Sportinfrastrukturen dierf een also och e bëssen drénken. D'Madamm Hemmen huet ... Merci fir Äre ganz flotten a komplette souwuel mëndleche wéi schrëftleche Rapport. Dir hutt eng besser Konditioun wéi ech, Dir hutt emol net missen drénke wärend Ärem Riedmarathon.

Sou. Ech wëll et direkt virewechhuelen: Mir als CSV, mir begréissen, datt mer haut iwwert den zwielefte Fënnefjoresplang fir de Sportsecteur kënnen ofstëmmen. Dëse Programme quinquennal d'infrastructures sportives huet eng laang Traditioun. Dee leschte Programm ass jo Enn leschte Joers ausgelaf an dofir ass et elo richteg a wichteg, datt mer haut iwwer en neie Plang ofstëmmen.

D'Zilsetzung vu de Fënnefjorespläng am Sport huet och net grouss geännert. De Sport ass a bleift e wichtege Pilier vun eisem Land a mir begréissen, datt d'Regierung dësem Wee trei bleift. Dobäi muss souwuel Wäert op de Breedesport geluecht ginn, gradesou op de Leeschtungssport, awer och de Schoulsport dierf net vergiess ginn. Ech ginn elo net op den Effet bénéfique vum Sport an, ech mengen, dat ass an der Vergaangenheet souwuel a Riede wéi a Froen hei genuch gemaach ginn, do si mer eis all der Saach bewosst.

Wat ass nei? D'Madamm Hemmen huet och gesot: 135 Milliounen Euro sinn am neie Sportsplang fir 35 Projeten déi nächst fënnef Joer virgesinn. Par rapport zum leschte Plang, dee bei 120 Millioune fir 36 Projete louch, ass dat also eng kleng Augmentatioun. An am neie Plang bedeelegt sech de Staat da jee no Envergure mat 35 % bis 50 % oder souguer 70 % – wann et en nationale Projet ass – un de Käschte vun de Sportinfrastrukturen. Och d'Dauer, wéi laang se genotzt ginn, spillt eng Roll.

Mir begréissen et, datt nieft de Sportinfrastrukture selwer elo och aner Strukturen, déi indirekt bezéiungsweis direkt eppes mam Sport ze dinn hunn, wéi zum Beispill d'Tribünen oder d'Buvetten, kënne vun den Aidë profitéieren. De Sportminister an ech, mir hu bestëmmt schonn den een oder anere flotte Moment zu Zolwer oder zu Stadbriedemes an der Buvette vun enger Basketshal verbruecht an dofir weess een, dass dat net nëmmen e ganz conviviale Moment ass, mee datt dat och e wichtege Moment ass fir d'Veräiner, well domadder ënnerstëtzt een och de Benevolat. Wann d'Leit laang an enger Buvette hänkebleiwen, da gëtt domadder d'Keess vum Veräi gefëllt. Et si ganz vill ...

**Une voix** | Merci fir Ären Engagement!

**M. Max Hengel** (CSV) | Dat waren net nëmme mir zwee! Ech mengen, dat ass ... Wann d'Veräiner déi Méiglechkeeten hunn, dann, wéi gesot, hëlleft een domadder all deene Benevollen, déi vill Stonnen an hire Veräiner schaffen, an domadder ginn déi och ënnerstëtzt.

Gradesou hëllefräich ass et och a mengen Aen, datt zum Beispill nach Reuniounssäll oder och Büroe subventionéiert ginn, well, ech mengen, mir sinn eis bewosst, eis Veräiner sinn zwar ASBLen, mee wann ee kuckt, wourëms et geet a wéi vill Finanze se geréiere mussen, sinn et kleng bis mëttelgrouss Entreprisen, an déi brauchen och eng Plaz, wou se hir administrativ Aarbecht kënne maachen, hir Dokumenter kënne stockéieren an och sech einfach emol kënnen zesummesetzen.

Ech drénken elo mol nach eng Kéier.

Ech ginn och gären op ee Projet an, deen elo subventionéiert gëtt a wou souwuel d'Sportaart selwer wéi och d'Tribün fir bis zu 1.000 Leit geférdert ginn. An och hei si Synergië gebündelt, fir datt souwuel den Tennis Club Esch wéi och d'FLT d'Tennishale kënnen notzen. Heizou huet mäi Kolleeg Georges Mischo am „Wort" emol gesot: „Die Infrastruktur des TC Esch datiert noch von 1978. Das CNT wurde 1991 eröffnet. Beides ist nicht mehr zeitgemäß. Ich selbst bin mit der Bitte um die Integration des TC Esch in das Gesamtprojet an den damaligen Sportminister Dan Kersch herangetreten. Der sah den Sinn und Zweck ebenfalls. Wir sind froh, dass das jetzt so geklappt hat. Infrastrukturen sollen und können geteilt werden. Das hilft unter dem Strich jedem." Ech mengen, dat ass absolutt richteg, an ech mengen, sou musse mer do och virgoen.

Wat feelt elo oder wat hätt ee kënnen änneren? An der Annex vun der Fiche financière ware potenziell Projeten opgelëscht, déi elo potenziell kënne subventionéiert ginn. Do ass awer eng gewësse Rigiditéit. Ech mengen, wat wär elo zum Beispill, wa mer an zwee Joer e grousse Champion am Tuermsprangen hätten – fir net eng aner Sportaart ze huelen, ech weess et net –, doduerch géifen da vläicht vill Jonker deem wëllen noäiferen, dann hätte mer awer net déi Infrastrukturen. An da kann een net esou séier vläicht enger Demande nokommen.

Et gëtt ee Beispill, dofir soen ech dat elo, wou mer och rezent hei driwwer geschwat hunn, nämlech am eelefte Fënnefjoresplang fir den Tourismussecteur, do gëtt et keng Lëscht méi vu Projeten, déi per Règlement grand-ducal festgehale gëtt, mee u sech ass all Projet, deen d'Krittären erfëllt, eligibel, fir subventionéiert ze ginn. Dëst huet de Virdeel, datt een u sech eng gewëss Flexibilitéit huet, falls do géife méi

kuerzfristeg Demandë kommen. Dofir wollt ech d'Fro stellen: Ass vlaicht ugeduecht, datt een esou eppes och eng Kéier kéint am Sportberäich maachen, esou eppes Änleches? Do kënne mer herno dann driwwer schwätzen.

E weidere klenge Kritickpunkt ass deen, datt d'Verbänn net an d'Diskussioune vun de Projeten agebonne waren. Sou beschwéiert sech de President vum Schwammverband an der Press iwwert d'Tatsaach, dass „in meinen Augen hätten wir als Schwimmverband in die Diskussionen eingebunden werden müssen. Drei 25-Meter-Becken im Süden des Landes zu bauen, ist schön und gut. Grundsätzlich sind wir glücklich über jede neue Möglichkeit, welche die Bevölkerung bekommt, um dem Schwimmsport nachzugehen. Aber wir benötigen ein 50-Meter-Becken vor Ort. Die Sportler aus dem Süden – dort haben wir die meisten Lizenzen – müssen alle in die Coque. Das ist umständlich. Lasst uns also ein solches bauen, gerne auch mit hochfahrbahrer Trennmauer", an esou weider.

Ech mengen, d'Fro ass – wourop ech eraus wëll –: Firwat gouf net mat alle betraffene Federatioune geschwat, éier déi Lëscht finaliséiert gouf respektiv wat kann een do vläicht an Zukunft besser maachen?

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll just ganz kuerz op dëser Plaz op e puer Projeten agoen, déi op där besoter Lëscht sti vun de potenziell finanzéierbare Projeten. An ech fänken do gär mam neie Centre sportif zu Iechternach un, wou eng Sportshal an eng Piscine sollen entstoen. Dëse Projet huet schonn e bësse méi e laange Baart. Initial war d'Sportshal un e Masterplang aus dem Joer 2015 gekoppelt an do si scho verschidde Phase realiséiert: d'Sportshal vum Lycée, d'Heizzentral an déi nei Schoul. E Parkhaus gëtt am Moment gebaut an d'Demolitioun vun der aler Primärschoul soll geschwënn ufänken.

Et ass awer do en neie Moment entstanen duerch dat historescht Héichwaasser 2021, an déi politesch Responsabel, déi si mat anere Froe konfrontéiert ginn. Wann an 10 bis 15 Joer nach eng Kéier esou en Héichwaasser géif kommen, steet dann d'Witry-Schoul – dat ass déi e bësse méi „nei" Schoul – dann och nees ënner Waasser? Et wär also am Interêt vun der Saach, e méi nohaltege Projet ze entwéckelen, wou de ganzen, de ganze Campus méi heichwaassergeschützt gestalt wier.

De Projet Schoul & Sport gouf dowéinst an de leschte Méint ganz seriö ënnert d'Lupp geholl vun de Gemengeresponsabelen an de Campus soll méi eng nohalteg Nues kréien. Well d'Sportshal awer hannert d'Orangerie soll hikommen, dat e Monument national classé ass, muss d'Kulturministesch hire Feu vert ginn, an duerfir gouf och eng Entrevue gefrot. Dës gouf awer leider refuséiert an et gouf direkt en negativen Avis.

Ech mengen, fir dëse Projet ze realiséieren, ass et e gutt Beispill, datt all déi concernéiert Acteure sech mussen zesummen un en Dësch setzen a seriö driwwer diskutéieren, fir datt wierklech eppes Nohalteges kann entstoen, well d'Veräiner sinn op gutt Infrastrukturen ugewisen a virun allem d'Schwamminfrastrukture si souwisou plazeweis am Land hei relativ problematesch. Woumadder ech dann och de Bou spanen op den zweete Projet, op deen ech kuerz aginn, nämlech d'Renovatioun vun der Sportshal zu Buer, déi eeben och Affer vun den Iwwerschwemmunge gi war.

Dowéinst ass et och hei wichteg, déi Renovatioun esou resilient wéi méiglech ze bauen, fir datt déi Infrastrukture beschtméiglech géint Naturkatastrophe geschützt sinn. Problematesch bleift awer – an domadder sinn ech erëm bei der Piscine zu Iechternach –, datt all d'Schwämmen an der Ëmgéigend vun der Gemeng Rouspert-Mompech am Moment net accessibel sinn an datt dowéinst kee Kand aus der Gemeng am Moment Schoulschwammen huet. Ech mengen, hei muss ganz dréngend eng Léisung fonnt ginn, well et ass imminent wichteg, datt d'Kanner am Fondamental schwamme léieren.

Fir dann op e leschte Projet, deen och am schéinen Osten ass, kuerz anzegoen: Dat ass déi Iniativ vun engem neien Hall omnisports zu Réimech. Och am Kanton Réimech gëtt et ganz vill aktiv Veräiner an d'Demande fir weider Halecapacitéiten ass grouss, soudatt dëse Projet och ze begréissen ass.

Ofschléissend ginn ech dann den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Hengel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

**M. Claude Lamberty** (DP) | Merci, Här President. D'Plus-value vum Sport fir eis Gesellschaft, ech mengen, déi steet ausser Fro. Nodeems mer virdrun eng däitlech Verbesserung vum organisatoresche Kader an der Sportswelt debattéiert an och gestëmmt hunn, komme mer elo zu engem ganz aneren Aspekt vun der Sportspolitick: eise sportlech Infrastrukturen.

Ouni adequat Infrastrukture kann ee weeder sportlech Ziler nach regulär Beweegungserzéiung erreechen. Dofir ass et och net onwichteg, dass e Fënnefjoresplang am Sport reegelméisseg hei an der Chamber debattéiert gëtt an och d'Vue op eng Zukunftspist am Sport zu Lëtzebuerg skizzéiert gëtt.

An engem Ëmfeld, wou d'Populatioun wiisst, dat queesch duerch d'Land, mussen och eis Infrastrukturen am Sport weider adaptéiert ginn, dat net just am Kader vu Medailen, vu Weltrekorder, mee ganz besonnesch fir eis Beweegungserzéiung, fir eis jonk Talenter, fir eis national Federatiounen, awer och fir eis Veräiner um lokale Plang. Si brauchen, fir hir Aarbecht kënnen ze erfëllen, Infrastrukturen. An deem Kontext ass den Ausbau an d'Developpement vun enger Panoplie vu Sportinfrastrukturen, déi dem Populatiounswuesstum vun deene leschte Jore Rechnung droen, onëmgänglech.

Här President, als Demokratesch Partei begréisse mer ausdrécklech déi Efforten, déi zënter 1968 am Kader vun den eelef Programme-quinquennalle fir Sportinfrastrukturen hei am Land ënnerholl gi sinn. Ech wëll op dëser Plaz déi absolutt Necessitéit fir dës Moossnamen opgrond vun der demografescher Entwécklung vun eisem Land iwwert déi lescht Joren an déi bewise Virdeeler vun der sportlecher Aktivitéit fir d'ganz Bevëlkerung a puncto kierperlech a mental Gesondheet a sozial Kohäsioun ënnersträichen.

Mam haitege Vott vum zwieleften Programme quinquennal fir Sportinfrastrukture wëlle mir dësen ageschloene Wee iwwert déi lescht Joerzéngte konsequent weiderdreiwen an de Lëtzebuerger Sport och weider stäerken. Mam Ausbau an Developpement vun enger Panoplie vu Sportinfrastrukturen, zemools fir Sportaarten an och Regioune vum Land, déi iwwert déi lescht Jore vläicht éischter manner gutt ewechkomm sinn, setze mer haut e wichtegt Zeechen. Ech denken hei um regionalen Niveau ënner anerem un den Iechternacher Sportzentrum, de Sportkomplex um Mierscher Bierg an de Sportzenter zu Stengefort, Regiounen, déi eng Zäitche schonn eng gréisser Nofro u Sportinfrastrukturen hunn.

Ervirsträiche wëll ech bei de Projets d'envergure nationale oder souguer internationale awer virun allem och d'Wichtegkeet vum nationale Beachvolleyballzenter zu Biissen an natierlech och vum nationalen Tenniszenter, dee schonn e puermol elo erwäänt ginn ass, zu Esch; zwee Projeten, déi net eréischt säit gëschter diskutéiert ginn an déi och absolutt néideg sinn.

D'Volleyballfederatioun kritt endlech hiren éischten eegenen adequaten nationalen Zenter zur Verfügung gestallt, eng Infrastruktur, déi ideal Trainingskonditiounen erméiglecht an der grousser Nofro och gerecht gëtt.

Anerersäits – an dann dinn ech eng Kéier ganz kuerz d'Kap vum FLT-President un – begréissen ech et natierlech ausdrécklech, dass den nationalen Tenniszenter zu Esch moderniséiert an och ausgebaut gëtt. En Tenniskomplex, deen an noer Zukunft sengem Numm dann och all Éier wäert maachen. E modernen, adequate Site, deen den haitegen Ufuerderungen, national an och international, wäert entspriechen.

Här President, ech sinn elo gewollt net an den Detail vun all de Sportinfrastrukturprojeten agaangen. Op dëser Plaz wichteg ze soen ass mer awer, dass mer mat ongeféier 135 Milliounen Euro – 135 Milliounen Euro! – e considerabele Montant iwwert déi nächst fënnef Joer an d'Hand huelen, fir nei Sportinfrastrukturen ze schafen an och bestoend Infrastrukturen ze renovéieren, ze moderniséieren an auszebauen. Tatkräfteg Investissementer an de Lëtzebuerger Sport mat ronn 12,5 % méi par rapport zum leschte Programme quinquennal!

An deem Kontext ginn ech och net midd ze betounen: Fir de Stellewäert vum Sport an der Gesellschaft weider ze färderen an och fir d'Ëmsetzung vu professionaliséierte Strukturen ëmzesetzen, muss een als Gesellschaft dann och bereet sinn, de Budget – dat Stéck Kuch also vum Sportsbudget – an den nächste Jore schrëttweis ze erhéijen. An ech bleiwen och derbäi: D'Zil vun 1 % vum Staatsbudget am Beräich Sport unzestriewen, ass a bleift en Zil, wat mer eis als Demokratesch Partei solle setzen a wat mer eis och als Land solle setzen!

De COSL, d'Verbänn, am Endeffekt d'Veräiner an d'Sportler alleguer sollten eis dat einfach wäert sinn. Fir mech ass dat op jidde Fall näischt ze vill Ambitiéises! Déi ronn 120.000 Leit am Land, déi Sport maachen, all eis Kanner, déi vun enger gudder Beweegungserzéiung bis spéit an hirem Liewe profitéieren, déi ronn Zéngdausende Leit, déi Woch fir Woch hire Sport wëllen assuréiert hunn, an am Endeffekt d'Chance, als klengt Land och weider op internationalem Plang kënne matzehalen. Lëtzebuerg als kleng Sportnatioun, wou mir all houfreg kënnen drop sinn: Fir mech ass dat en Zil, wat mir als Gesellschaft verdéngt hunn a wat eis d'Gesondheet vun de Leit och soll wäert sinn. Ech widderhuelen et gär: All Euro, dee mir an de Sport investéieren, ass en Invest an d'Zukunft vun eis alleguerten, jo, en Invest an d'Gesondheet vun eiser Gesellschaft.

Här President, d'Wichtegkeet vun de Sportinfrastrukturen uechtert d'Land hat ech d'lescht Joer schonn an enger Question parlementaire an och an der rezenter Interpellatioun iwwert de Sport zur Diskussioun bruecht. Jo, mir brauche méi Plazen, fir Sport kënnen ze praktizéieren. Egal mat wéi enger Federatioun oder och mat wéi engem Veräin, mat wéi engen Dirigeanten ee schwätzt, et héiert ee gréisstendeels, dass et e Manktem u Sportinfrastrukture gëtt. Net dass guer keng bäikéimen, mee dass et par rapport zum Besoin vun der wuessender Populatioun ganz oft ganz enk gëtt.

An deem Kontext hat ech ewell op dëser Plaz am Kader vun der Diskussioun ëm de leschte Fënnefjoresplang suggeréiert, dass een och vläicht an der Subventiounspolitick kéint nach weider nei Weeër goen. Dat ass jo och deelweis geschitt, mee et kéint ee sech vläicht virstellen, weider Incentiven ze setzen – nach eng Kéier e Beispill –: Wann ee sportaarteniwwergräifend baut, zum Beispill eng klassesch Indoorsportshal, an niewendrun direkt nach eng Infrastruktur, zum Beispill fir Beachvolleyball, dass dann d'Subventiounen och kéinten däitlech méi héich vum Sportsministère ugesat ginn.

Firwat? Ganz einfach aus der Grondiwwerleeung, dass mir u sech méi Sportinfrastrukturen uechtert d'Land brauchen, dass mir awer och oft net genuch Synergië sichen. Zum Beispill kéint ee jo Raim allgemeng an der Hal oder Vestiairen oder och Buvettë weider zesummen notzen an d'Gemenge wären an deem Kontext sécherlech och méi staark nach drun interesséiert, en Invest virzehuelen, wann een duerch esou Synergië verbessert Subsiden an Aussiicht kéint gestallt kréien.

Haut ass de klassesche Subsidemodell fir d'Sportinfrastrukture jo lokal, regional an dann och national definéiert. An Zukunft kéint ee sech virstellen, dass een eppes derbäisetzt: Ass d'Infrastruktur just fir eng Sportaart oder gi Synergië fir méi Sportaarte gesicht? Awer dann, ënnersträichen ech, muss een natierlech och méi Sportsfläch kreéieren. Et geet net duer, dass ee seet: „Majo, déi do Hal, do setze mer elo de Basketball an de Volleyball dran an dann hu mer méi Sportaarten." Nee, et ass schonn esou geduecht, dass ee misst méi Sportsfläch kreéieren, fir dann och méi Subsiden ze kréien.

Dat wär menger Meenung no eng interessant Pist a kéint nei Weeër opmaachen, fir verschidde Probleme un der Wuerzel unzepaken, well um Enn vum Dag hätte mer méi Sportflächen, wou Kanner an Erwuessener an de Veräiner hirem Sport kéinten aktiv nogoen, an d'Sportsfläche géifen ouni Zweifel och nach méi vun Acteure genotzt ginn, a mir hätten d'Gemengen, déi sech net géife Froe stellen, ob se da weider an de Sport kéinten investéieren, well se jo méi Ënnerstëtzung géife kréien, wa se méi Infrastruktur am Sport géife schafen, a mer kéimen och net méi zu esou engem Duell vum Här Kersch mam Här Roth iwwert d'Gemengefinanzen. Mee dat hei wär dann eppes ganz Konkreetes, wou mer vum Sportsministère méi Subside géife kréien, wa mer méi Sportsfläche kreéieren. Et wär also – kommt, mir bleiwen am Sport – eng Win-win-win-Situatioun fir de Lëtzebuerger Sport, mam Resultat: méi Sportinfrastrukturen uechtert d'ganzt Land!

Eng Fro, déi och ëmmer nees opkënnt an déi och de Mëtten elo schonn zweemol gestallt ginn ass: Wéi ass et, wann eng Naturkatastroph wéi Héichwaasser ass oder geschitt oder eng aner geschitt? An déi Fro huet d'Carole Hartmann, meng Fraktiounskolleegin, jo och schonn an der Kommissioun gestallt. Et ass, mengen ech, wichteg ze betounen, Här Minister, dass een och fir esou provisoresch Infrastrukturen, déi wéinst enger Katastroph hu missen erriicht ginn, Subside ka kréien, well ech mengen, dat interesséiert ganz besonnesch esou Gemengen, déi da betraff sinn, déi och drop ugewise sinn, fir weider Infrastrukture fir déi nächst Joren ze hunn.

Här President, d'Demande fir eng gréisser Offer u Sportinfrastrukturen hei zu Lëtzebuerg ass déi logesch Konsequenz vun engem konsequente Bevëlkerungswuesstum an der Entwécklung vun neie Sportaarten iwwert déi lescht Joren.

Gläichzäiteg ass festzehalen, dass sech de Leeschtungssport an de meeschten Disziplinnen professionaliséiert huet a Kompetitiounen op internationalem Niveau modern a adequat Infrastrukturen an Ekippementer viraussetzen.

Als Demokratesch Partei ënnerstëtze mir dësen zwieleftе Programme quinquennal fir Sportinfrastrukturen ausdrécklech. Ech soen zum Schluss nach Merci der Madamm Rapportrice fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport, ginn heimadder den Accord vun der Demokratescher Partei a soe Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools dem Här Claude Lamberty. An den nächsten ageschriwwene Rieder ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Sportsminister, ech stoung elo schonn e puermol hei um Riednerpult, wou ech d'Chance hat, duerfen iwwer Sport ze schwätzen – iwwert de Schoulsport, iwwer Chancëgläichheet am Sport, iwwer Inklusioun duerch de Sport oder iwwert d'Zukunft vum Lëtzebuerger Sport. All dës Sujete sinn awer just méiglech an ëmsetzbar, wa mer och passend Sportsinfrastrukturen unzebidden hunn. Haut schwätze mer also iwwert den zwieleftе Fënnefjoresplang fir Sportinfrastrukture respektiv stëmme mer doriwwer of.

Ouni elo déi 35 Projeten eenzel opzezielen, gëtt mer dës Interventioun d'Geleeënheet, och nach emol iwwert d'Wichtegkeet vum Sport ze schwätzen a virun allem awer doriwwer, wisou et dann esou wichteg ass, d'Investitiounen an de Sport respektiv an d'Sportinfrastrukturen héich ze halen.

De Wuesstum vun eiser Populatioun ass eng Tatsaach, an deementspriechend mussen och parallell d'Investitiounen an d'Sportméiglechkeete weider an d'Luucht goen. Géif dëst vernoléissegt ginn, dann hätte mer natierlech drastesch Konsequenze fir eis Kanner an och fir d'Veräiner. Als Éischt awer nach e grousse Merci un d'Rapportrice Cécile Hemmen fir hire gudde schrëftlechen an och detailléierte mëndleche Rapport.

Et kann een net dacks genuch ervirhiewen, wéi eminent wichteg sportlech Aktivitéite fir Kierper a Geescht sinn. Déi positiv Auswierkunge vum Sport zéie sech duerch all Beräicher vun eiser Gesellschaft, sief et Gesondheet a Preventioun, Spaass a Freed, Erausfuerderungen, géigesäitege Respekt, Frëndschaften a Solidaritéit oder d'Satisfaktioun, sech fir eng sënnvoll Saach anzesetzen.

An awer ass eng vun de gréissten Erausfuerderunge vum 21. Joerhonnert de Beweegungsmangel an eiser Gesellschaft, dee considerabel Konsequenzen op d'Wuelbefannen, mee virun allem op d'Gesondheet vun de Mënschen huet. Dat ka vu chroneschen Erkrankungen iwwer Häerz-Kreeslaf-Erkrankungen, Diabetes, Obesitéit bis hin zu mentale Problemer wéi zum Beispill Depressioune goen. Dofir, wéi ech et virdru scho gesot hunn: Den Invest an de Sport souwéi a sportlech Infrastrukturen ass immens wichteg. All Euro, deen an de Sport investéiert gëtt, ass en Euro, deen zu enger méi gesonder Gesellschaft bäidréit.

Wéi schonn e puermol elo haut erwäänt, schwätze mer bei dësem Projet de loi vun enger Enveloppe budgétaire vun 135 Milliounen Euro, wat e Plus vun 12,5 % par rapport zum eelefte Fënnefjoresplang ass. Dës Sportinfrastrukture solle virun allem funktional, sécher, fir jiddereen zougänglech, qualitativ héichwäerteg, effizient an natierlech nohalteg gebaut ginn. Keen huet eppes dervun, wann d'Infrastruktur vill kascht, mee se duerno net effikass ass.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

An dësem Kontext hat de COSL a sengem Avis jo och als Uleies, datt d'Performances énergétiques an écologiques vun de Gebaier optimal solle sinn. Sou kéint een och laangfristeg vu bedeitenden Aspuerunge profitéieren.

Eng weider Propos, déi aus dem Avis vum COSL ervirgeet, ass déi vun engem Cahier des charges type. Hei ass ënner anerem d'Iddi, fir eventuell Konstruktiounsfeeler fréizäiteg ze detektéieren, soudatt déi multifunktionell Konzeptioun vun engem Sportkomplex assuréiert ass an d'sportlech Disziplinnen op e Maximum an ënnert de beschte Konditiounen – sief et puncto Sécherheet, Gesondheet oder Protektioun vun eisem Environnement – kënne praktizéiert ginn. Da soll de Cahier des charges type regional Sportkomplexer par rapport zu lokale Sportinfrastrukture favoriséieren, wuel wëssend, datt dëst och méi interessant fir Gemengen ass, well ee bei engem regionale Projet 50 % Subventioune kritt a bei engem lokale Projet normalerweis just 35 % Subventionnement.

An der Lëscht vun de Projete fënnt een eng Rei Multisporthalen erëm. Dat sinn a mengen Ae ganz sënnvoll Projeten, well se eng ganz Panoplie vu sportlechen Aktivitéiten erlaben, dem Schoul-, Veräins- a Fräizäitsport vill Opportunitéite bidden an net just enger begrenzter Zuel vu Sportler a Sportlerinnen zeguttkommen. Duerch den Ausbau vun de verschiddene Sportinfrastrukturen, vun den Outdoorterrainen, de Schwämmen an den Hale gëtt also automatesch och de Breedesport ënnerstëtzt a geférdert.

Och ervirzehiewen ass, datt dëse Fënnefjoresplang, grad wéi säi Virgänger, net just op Leeschtungs-, Kompetitiouns- a Breedesport ausgeriicht ass, mee e besonneschen Akzent op d'Beweegung an op d'Motricitéit vun de Kanner leet. Wéi meng Fraktiounskolleegin, d'Josée Lorsché, et schonn 2018 gesot huet: „Et ass do, wou dat natierlecht Bedürfnis, sech ze beweegen, am gréissten ass, an et ass och do, wou d'Freed un der Beweegung nohalteg an engem Mënsch verankert ka ginn."

Besonnesch am klengen Alter huet d'Motorik an déi fräi Form vu Beweegung eng grouss Wierkung, well se déi ganzheetlech an autonom Entwécklung vun de Kanner fërdert. Se stäerkt och net nëmmen de Kierper an d'Kierpergefill, se stäerkt och d'Selbstvertraue vun de Kanner – e ganz wichtegen Atout haut an eisen Zäiten, wou ee permanent an iwwerall, virun allem duerch Social Media, exposéiert ass a verschwomme Realitéite virgelieft kritt – a féiert derzou, datt se schonn am klengen Alter eng positiv Bezéiung zu sech selwer entwéckelen an domat och zu hirem Kierper. Et ass bewisen, datt reegelméisseg a villfälteg, villsäiteg Beweegung och d'emotional Intelligenz fërdert a souguer e positiven Afloss op d'Konzentratiouns- a Léierfäegkeet huet.

Dës Beweegungsraim, also d'Zones de motricité, sinn also super wichteg Lieux de rencontre fir eis Kanner, fir sech och selbstänneg a jee no Loscht a Laun ze beweegen an d'Motorik ze erweideren. Allerdéngs – an och dorop ass d'Josée Lorsché beim leschte Fënnefjoresplang schonn agaangen –: Keng Konstruktioun kann e Bam ersetzen, op deen ee klëmmt, oder eng Wiss, an déi ee spréngt, oder e Fiels, deen een eropklëmmt. Spillen a beweegen dobaussen an der frëscher Loft, an der Natur, am Bësch stäerkt nämlecht net just d'Motricitéit, mee och d'Kreativitéit an d'Virstellungskraaft. En plus huet de Kontakt mat der Natur positiv Auswierkungen op dat emotionaalt Wuelbefannen, net just bei de Kanner, mee bei all Mënsch.

Da géif ech nach gäre kuerz op de soziale Volet vum Sport agoen. Sport huet déi eenzegaarteg Fäegkeet, sproochlech, kulturell a sozial Barriären ze iwwerwannen, a mécht sech esou zu enger idealer Plattform vun Inklusioun an Integratioun. Sport bréngt Mënschen zesummen, onofhängeg vun hirer Originn, vun hiren Iwwerzeegungen, hirem Geschlecht oder Alter. Sport huet deemno e staarkt soziaalt Potenzial a kann eist gesellschaftlecht Zesummeliewe stäerken.

Wéi scho gesot, wäert ech elo net op déi 35 verschidde Projeten agoen. Ech géif just ganz gär den Hall omnisport mat senger Schwämm zu Iechternach an d'Sportshal zu Rouspert-Mompech extra ernimmen, wéi de Max Hengel et och scho gemaach huet; zwou Sportinfrastrukturen, déi ganz schrecklech Schied am Kader vun de schlëmmen Iwwerschwemmunge vu viru genee zwee Joer mat sech gedroen hunn. D'Schoulkanner souwéi d'Veräiner ware vun haut op muer an enger ganz schwéierer Situatioun, well den Accès zu hire gewinnte sportlechen Aktivitéiten net méi méiglech war.

E grousse Problem ass virun allem d'Schwämm, déi net méi accessibel war an ass, well et net vill adequat Ersatzméiglechkeeten an der Regioun gëtt. Déi nei Sportshal zu Iechternach ass och nach Zukunftsmusek, mee hei ginn aktuell alt provisoresch Alternativen ugebueden. Hei eng Fro un de Minister, ob dës Projeten eventuell eng gewësse Prioritéit hunn. An hutt Dir Kenntnis driwwer, ob déi provisoresch Léisunge gutt funktionéieren a wou nach eventuell Defizitter sinn?

Ofschléissend géif ech nach gären op d'wirtschaftlech Effeten agoen. Investiounen an de Sport a seng Infrastrukture kënne considerabel wirtschaftlech Virdeeler mat sech bréngen. Héichwäerteg Sportinfrastrukture kënnen zum Beispill derzou bäidroen, datt eng Stad oder och d'Lëtzebuerger Land selwer als sougenannten „Austragungsort" vun nationalen oder internationale Kompetitiounen ausgewielt gëtt. Sou en Event zitt Touristen a Visiteuren un, Athleeten an Athleetinnen natierlech, an d'Medienopmierksamkeet ass och net ze ënnerschätzen.

Eng aner Konsequenz vu flotten, héichwäertege Sportinfrastrukturen ass de Sporttourismus. Dat heescht, datt Mënsche bewosst eng Regioun eraussichen, fir Vakanz ze maachen, wa se wëssen, datt se do och Padel oder Tennis spille kënnen, klotere goe kënnen, flott schwammen a Vëlo fueren oder Beachvolleyball spille kënnen.

Heimat géif ech dann och gären ofschléissen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an natierlech ginn ech och den Accord vun der gréng er Fraktioun fir dëse Projet de loi. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken der Madamm Cécile Hemmen en häerzleche Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Do ass ewell villes dra gesot ginn. Haut debattéiere mer iwwert den zwielefte Fënnefjoresplang. Dës Initiativ vun de Fënnefjorespläng am Sport geet schonn op d'Joer 1968 zeréck, wat am Prinzipp ze begréissen ass. Domadder weess dann all Gemeng, ier se Infrastrukture plangt oder renovéiert, wat se finanziell ze erwaarden huet.

Wéinst dem Wuesstum vun der Bevëlkerung an dem Fortschrëtt an de Sportsdisziplinnen – Dir wësst alleguerten, datt d'Welt net stoe bleift – ass och ëmmer permanent e Besoin do. Un den Infrastrukturen ze schaffen, ass eng logesch Konsequenz.

Nei bei dësem Fënnefjoresplang ass och, datt och d'Buvetten an d'Tribüne kënne subsidiéiert ginn, wat jo och zum Beräich Sport gehéiert. Begréissen di mer dann och déi eenzel Saachen, déi hei elo an dësem Gesetz virgesi sinn, déi iwwert d'Land verdeelt sinn, a wou dann och zwou Gemenge sech kënne do zesummendinn, fir dat eent oder anert ze organiséieren.

Erlaabt mer awer vläicht, e puer Gedanke mat op de Wee ze gi fir d'Zukunft. Ech mengen, ech brauch elo net méi vun den Infrastrukturen ze schwätzen, mee wichteg wär et menger Meenung no och, datt mer déi villfälteg Sportaarten an de Regiounen abannen. Quitte datt dat hei eng Saach ass vun de Gemengen, déi kucken dat no de Besoine vun hire Leit, mee heiansdo ass de Besoin vläicht regional anescht unzedenke wéi anerer op anere Plazen. Ech denken do zum Beispill un d'Bouschéissen. Beim Bouschéissen huet een en allgemeng nëmmen e puer Leit, déi dat wëlle bedreiwen, mee wann een awer d'Regioun kuckt, huet een do awer vläicht e Besoin, wou een eng Kéier misst kucken, wéi een déi Problematik do géif upaken.

An dann och nach ..., et ass jo kloer, datt déi Infrastrukture sollen a musse genotzt ginn, mee – ech mengen, den Här Minister hat et an deem Gesetz virdru gesot – nei Sportsveräiner si quasi op null, obschonn datt mer e stramme Wuesstum am Land hunn. Do muss mer onbedéngt dru schaffen, well et muss ee jo wëssen, wat ... Ech gesinn et bei eis am Wëntger Fussball, wou mer dann elo quasi op zwee, dräi Joer gekuckt 200 Lizenze méi hunn. Da brauche mer och méi Infrastrukturen, déi mer awer net hunn, an eis Gemengen hunn och d'Finanzen net, fir nei Infrastrukturen ze schafen. Do muss een da kucken, wéi een deem gerecht gëtt. Ech mengen, dorobber muss een oppassen. Hätt een awer vläicht an der Regioun méi Veräiner, kéint een dat op méi Schëlleren opdeelen.

An dann, erlaabt mer nach vläicht zum Schluss: No der sportlecher Karriär ass et och wichteg, datt mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, och ouni Veräin nach kënne Sport ze maachen. Well, ech mengen, Dir wësst et alleguerten: Déi meescht maache Sport bis 30, 35 an och nach 40 Joer, an dann op eemol kënnt e Lach, wou se dann hirem Hobby net méi kënnen esou nogoen, wéi et misst sinn. An ech mengen, do misste mer eng Campagne starten, fir dat och ze maachen, speziell bei de Gemengen. Do gëtt et heiansdo esou kleng Ecker ..., mir haten ëmmer bei eis an der Gemeng, „e rouden Terrain" hu mer et genannt – et huet och näischt mat politeschem Spill ze dinn, dat gouf ëmmer esou genannt – an do war dann am Fong geholl ëmmer eng Méiglechkeet, datt d'Leit sech konnten an hirer Fräizäit, wann ech emol sou däerf soen, austoben. Dat ass elo alles net méi ginn an am Fong geholl misst ee sech do Gedanke maachen.

Dat wier dann och de Breedesport, dee misst een an allen Altersklasse propagéieren. Dëst ass e wichtege Bestandeel vun enger gudder Gesondheet an hëlleft besonnesch bei villen Zivilisatiounskrankheeten. Breedesport ass och e gutt Mëttel, fir d'Integratioun vun auslännesche Matbierger ze erliichteren an d'sozial Kohäsioun ze stäerken. Ech hat scho virdru gesot, doriwwer misste mer eis eng Kéier Gedanke maachen, wéi mer do deene Leit kënnen an Zukunft entgéintkommen, fir do déi Infrastrukturen ze schafen, déi d'Leit sou brauchen. Et steet zwar am Gesetz – an ech wëll nach domadder schléissen –, datt fir de Loisir, fir de Fräizäitsport, sollen d'Sportshale reservéiert sinn, mee ech hat et virdru gesot: Et ass onméiglech, déi Sportshalen all ze reservéieren. Deemno wat fir e Weekend et ass, ass ee voll mat Sport belaascht. Dann ass et am Fong geholl onméiglech, de Loisir eranzehuelen. An deem Sënn solle mer eis emol Gedanke maachen, wéi mer dat kënnen an Zukunft verbesseren am Sënn vum Sport a vun der Gesondheet vun de Leit.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President, an e grousse Merci un d'Rapportrice vun dësem Gesetz. Modern an accessibel Sportinfrastrukturen, déi dem Besoin entspriechen a geografesch sënnvoll verdeelt sinn, gehéiere fir eis zu der Basisinfrastruktur a si soumat och vu grousser Wichtegkeet. Deementspriechend ënnerstëtze mir och d'Investitiounen, déi de Staat an dës Infrastrukture stécht, a fannen de Schlëssel mat de verschiddenen Tauxen, deen hei virgesinn ass, och adaptéiert.

D'Enveloppe vun 135 Milliounen Euro ass par rapport zu dem leschte Fënnefjoresplang zwar ëm 15 Milliounen eropgaaangen, mee et muss een natierlech bedenken, dass d'Präisdeierecht dës Augmentatioun komplett opfrësst, wann et net esouguer esou ass, dass de Budget präisberengegt fir déi kommend Jore méi déif ass wéi fir de Plang virdrun.

Am leschte Plang stoung natierlech den nationale Fussballstadion dran mat enger zolitter Participatioun vum Staat, déi sech op ronn zwee Drëttel belaf huet. Trotzdeem schéngt eis de Gesamtbudget hei éischter relativ déif ugesat ze sinn, och wann een de Bevëlkerungswuesstum berücksichtegt, dee jo och zu enger méi grousser Demande u Sportsinfrastrukturen féiert.

Bei der Lëscht vun de Projete begréisse mir, dass eng Rei Schwämmen nei gebaut, renovéiert oder emol erëm notzbar solle gemaach ginn. Besonnesch am Norde vum Land, un de Schwämmen zu Ëlwen, Veianen a Wolz, ginn hei elo dréngend néideg Aarbechte gemaach, gradwéi och un der Kordall-Schwämm zu Rodange. Besonnesch bei der Veianer Schwämm mat Bléck op d'Schlass gëtt et héich Zäit, well se scho säit 2019 zou ass, dat, nodeems kee qualifizéiert Personal méi konnt agestallt ginn, an ab 2020 du bis op Weideres definitiv, well d'Schwämm ze laang net renovéiert gi war a sech erausgestallt huet, dass gréisser Aarbechte misste gemaach ginn. Dräi Joer méi spéit, elo, sollen dës néideg Aarbechten dann endlech an Ugréff geholl ginn.

Do kann een elo an der Stad Lëtzebuerg zum Beispill un d'Gantebeensmillen denken, wat jo eigentlech och immens schued ass, well do en immenst Potenzial ass, och fir de gréisseren Territoire ronderëm d'Stad. Wéi ech d'lescht Kéier scho gesot hat, ass dës Schwämm op dem Territoire vun der Gemeng Hesper, mee et kéint een do envisagéieren, mat der Stad Lëtzebuerg eventuell eng Grenzbegradegung ze maachen. Dat misst een natierlech um Gemengenniveau kucken, voilà, mee dat wär effektiv eng Plaz, wou, mengen ech, och eng Demande besteet.

Dann ass et natierlech och immens wichteg, dass esou ëffentlech Infrastrukturen, notamment och oppe Schwämmen, einfach accessibel sinn. Ech denken zum Beispill un d'Schwämm zu Diddeleng, déi jo einfach genial matzen am Zentrum vun der Stad läit an immens accessibel ass, och fir déi Leit, déi ronderëm wunnen. Ech mengen, do kann een dervu schwätzen, dass et net just gutt ass fir d'Gesondheet, mee och fir eng inklusiv Gesellschaft, fir och déi Leit, déi eventuell och manner bemëttelt sinn a vläicht net esou oft kënne fortfueren an natierlech och keng eegen oppe Schwämmen hu wéi aner trotzdeem méi

räich Leit an eisem Land. Dat ass jo eppes, wat ee gesäit, dass ëmmer méi Leit, och säit Covid, Privatschwämmen an hirem eegene Gaart bauen a sech esou kënne gemittlech zeréckzéien. An ech mengen, fir esou oppe Schwämmen ass et dofir net onwichteg, dass se och zentral an accessibel sinn, eeben och fir déi manner bemëttelt Leit.

Här President, mir ënnerstëtzen dëse Projet aus deene Grënn, déi ech elo genannt hunn. Ech ginn elo net weider op all eenzele Projet an, well ech se och net alleguerte kennen. Ech wëll awer nach op eng Thematik agoen, déi eis immens wichteg ass, an dat sinn déi sougenannt PPP, Public-private-Partnerships.

Am Exposé des motifs steet de komeschen an ongléckleche Saz dran, dass Privatinvestitiounen, déi kommerziellen Interessien déngen, der Cause sportive kéinte weiderhëllefen, wann d'ëffentlech Budgeten opgebraucht sinn. Mir mengen, dass kommerziell Interessie wéineg bis guer näischt mam Sport u sech ze dinn hunn an der Cause vum Sport och net wierklech weiderhëllefen. Privat Promoteuren an Investore bauen net e Komplex a klammen net an Exploitatioune vun enger Infrastruktur an, well se e grousst Häerz fir Sport hunn, mee well se gäre Geld verdéngen, an dëse spezielle Fäll hei mat oder iwwert de Sport. Dat ass der Cause vum Sport net fërderlech, mee riskéiert eiser Meenung no éischter, schiedlech fir de Sport ze sinn. Ech soen dat hei net wäertend, mee et ass an eisen Aen eng Tatsaach, déi déi allermeescht Leit esou erkennen, et ass ganz kloer eng Fro vu verschiddenen Interessien.

Private-public-Partnerships zu Lëtzebuerg besti jo meeschtendeels aus engem Accord tëscht ëffentlechen Acteuren a privaten Acteuren, dee beinhalt, dass den ëffentlechen Acteur d'Infrastruktur bezilt an de privaten Acteur duerno dacks d'Exploitatioun mécht. Den ëffentlechen Acteur – Staat oder Gemeng – dréit d'Käschten, an déi erméiglechen dem privaten Acteur hannendrun, dës Infrastruktur fir sech rentabel ze maachen. Een esou e Beispill ass den Aquasud zu Uewerkuer an der Gemeng Déifferdeng. Gemeng a Staat finanzéieren e ganze Komplex, mee d'Gemeng exploitéiert en net selwer, mee eng Privatentreprise mécht dat. Besonnesch pikant an dësem Fall: En eventuellen Defizit gëtt awer vun der Gemeng ausgeglach. Mir nennen dat Kapitalismus fir déi Aarm, Sozialismus fir déi Räich!

Am Projet de loi gëtt an dësem Zesummenhang och preziséiert, dass an Zukunft och complementaire Infrastrukture wéi Vestiairen oder Buvettë kënne finanzéiert gi vum Staat. Dat ass an eisen Aen och ganz richteg an novollzéibar. Weider heescht et, dass et awer nëmme méiglech ass, wann d'Exploitatioun net exklusiv kommerziellen Interessien déngt, mee beispillsweis vun enger Associatioun, also vläicht dem Veräin selwer, ka garantéiert ginn. Dat bleift awer relativ flou am Text an et stellt sech d'Fro, wéi dat ka gehandhaabt ginn, wann no e puer Joer Veräinsbuvetten awer vun engem kommerzielle Betrib dann iwwerholl ginn.

Privat-public-Partnerships an déi Problematik vun der kommerzieller Notzung vun ëffentlech finanzéierten Infrastrukturen ass fir eis en Ausdrock vu Privatiséierung, déi donieft och nach derzou féiere kann, dass Personal net méi zum Beispill bei enger Gemeng agestallt ass, mee zu manner gudde Konditioune bei engem privaten Exploitant. Mir mengen net, dass dat der Qualitéit vun de Servicer gutt deet. Aus deene Grënn fuerdere mir bei aller Ënnerstëtzung fir de Bau vu Sportinfrastrukturen, dass de Staat an d'Gemengen déi Investitioune selwer iwwerhuele sollen an d'Exploitatioun duerno och selwer maache sollen, zumindest vun de Sportsinfrastrukturen.

D'Exploitatioun vu Buvetten oder soss Infrastrukturen duerch Privater muss u kloer an transparent Reegele gebonne sinn an dierf net op d'Käschte vun der Allgemengheet passéieren.

Wéi gesot, mir ënnerstëtzen de Projet mat. Villmools merci fir d'Nolauschteren.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och. An d'Wuert kritt direkt den Här Sven Clement, dee scho prett ass.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als Éischt der Rapportrice fir dee ganz gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Dat erlaabt mir, mech e bësse méi kuerz ze faassen. Mir stëmmen haut een neie Fënnefjoresprogramm fir d'Infrastrukturen am Sport a fir eis Piraten gëtt et e puer Aspekter, déi eis um Häerz leien. Dozou gehéiert, datt beim Plange vun den neien Infrastrukturen och besonnesch soll dru geduecht ginn, datt dës och vu Sportlerinnen a Sportler aus dem Beräich vum Handicap kënne benotzt ginn an deementspriechend och un déi entspriechend Besoinen ugepasst sinn.

Eis Piraten ass et dann och wichteg, datt grad d'Gemenge vu staatlecher Säit beim Plange vun neie Sportinfrastrukture finanziell ënnert d'Äerm gegraff kréien, well net all Gemeng huet déi finanziell dofir néideg Moyenen. Vum Bauen hu mer jo scho laang net méi geschwat, mee mir schwätzen elo och fir d'éischt Kéier vum Plangen an et ass wierklech wichteg, datt mer och qualitativ héichwäerteg plange vun Ufank un. An och Projeten, wou sech zum Beispill zwou Gemengen eng Infrastruktur deelen, sinn awer dofir finanziell net onbedéngt méi einfach ze stemmen. Well et gëtt eng ganz Rëtsch Beispiller vun interkommunalen Infrastrukturen an et ass grad do wichteg, datt d'Gemengen awer och vläicht am Sënn vun enger méi kohärenter Landesplanung zesummeschaffen. An deementspriechend begréisse mer och déi Akzenter.

Eis Gesellschaft beweegt sech ze wéineg – dat sot ech schonn eng Kéier hei d'lescht Woch, ech soen et dann och nach eng Kéier dës Woch – an Iwwergewiicht an déi domat verbonne Krankheete wéi Diabetes an Häerz- a Kreeslafkrankheete sinn ëmmer méi verbreet. Eis Gesellschaft ass iwwert déi lescht Joren awer gläichzäiteg och massiv gewuess, an dëser Evolutioun mussen eis Infrastrukture Rechnung droen an natierlech Loft hunn, fir datt sech erëm méi Leit an eiser Gesellschaft kënnen, jo, och wëlle beweegen. Et ass dowéinst dann och fir eis Piraten positiv, datt de Budget an dësem Fënnefjoresplang nach eng Kéier eropgesat gëtt.

Wat mir dann och begréissen ... Da kommen ech op d'Theema vun de Buvetten ze schwätzen – ech mengen, et huet jiddwereen haut hei vun den Tribünen a vun de Buvettë geschwat. Ech maache gäre Sport, ech ginn awer och heiansdo ganz gäre Sport kucken, a béides gehéiert zesummen. Sport ouni Spectateuren ass zwar gutt fir d'Gesondheet, ass och gutt fir de kompetitive Geescht, mee iergendwou feelt awer eppes, wann een net och d'Ambiance an der Hal huet oder um Terrain. An deementspriechend reien ech mech an d'Rei vun all deene Riednerinnen a Riedner haut an, déi gesot hunn, datt et gutt ass, datt mer hei elo eng pragmatesch Léisung fonnt hunn, fir datt ee Buvetten an Tribüne matfinanzéiere kann. Well an engem Veräi Sport ze maachen, bedeit net nëmmen, sech zesummen ze beweegen, mee dozou gehéiert eeben och d'Buvette. Jo, déi, wou d'Sportlerinnen an d'Sportler nom Match, nom Training awer nach no der gemeinsamer Beweegung kënnen zesummekommen a vläicht aner Muskelen trainéiere wéi déi, déi se virdrun um Terrain benotzt hunn. Jo, och d'Tribün, hunn ech gesot, ass wichteg, fir datt een den Zuschauerinnen an Zuschauer d'Méiglechkeet gëtt, deem Effort nozekucken an d'Sportlerinnen an d'Sportler unzefeieren. Well wat ee méi ugefeiert gëtt, wat natierlech och den eegenen Usporn an d'Luucht geet.

Perséinlech ... an ech kucken op d'Auer, hätte meng Virriednerinnen a Virriedner fënnef Minutte méi laang gebraucht, hätt ech hei kënnen den Discours vun der Presidentin vun der Volleyballsfederatioun féieren, deen a fënnef Minutten dann op der AG vun der Federatioun gefouert gëtt. Et ass nämlech dëst Joer, mengen ech, déi éischt Kéier, säitdeem ech Volleyball spillen, datt keen op där AG wäert no enger Beachvolleyballshal ruffen. Dat läit dodrunner, datt mat deem heite Projet – a meng Virriednerinnen a Virriedner hunn et, mengen ech, alleguerten ugeschwat – dann och dee Projet endlech ageschriwwe gëtt an dann och wäert zäitno d'Luucht vum Dag gesinn.

Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech dann elo nach eng Kéier d'Lëscht vun all de Projeten eenzel duerchgoen. Mir hu jo nach e bëssen Zäit.

*(Hilarité)*

A nee, dat ass ewell gemaach ginn, deementspriechend ginn ech eisen Accord an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Ma merci och.

An dat wäert dann elo de Sportminister, de Georges Engel, maachen.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Georges Engel,** Ministre des Sports | Nee, dat maachen ech och net, dat ass scho gemaach ginn. Merci, Här President fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, merci der Rapportrice fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech hunn et schonn e puermol hei op dëser Tribün gesot an och schonn op anere Plazen: Ee vun eise Leitmotiver, un déi mer eis gären halen, ass: „Good People – Good Programs – Good Places". An an enger Woch hu mer an dëser Chamber deenen dräi Saachen do Rechnung gedroen.

Eng Kéier bei de „Good People", wou mer haut de Congé sportif gestëmmt hunn a wou mer deene gudde „People" och d'Méiglechkeet ginn hunn, hir Aarbecht ganz gutt ze maachen, an dat och mat deem néidege Congé, dee se elo zegutt hunn. „Good Programs": Mir hu virun enger Woch hei aus der ENEPS d'INAPS gemaach, wou mer gutt Programmer schafen, wou mer d'Qualitéitsentwécklung vum Sport no vir dreiwen, wou mer Formatiounen ubidden, déi esou wichteg si fir deen héije Qualitéitsniveau, dee mer wëllen hunn am Sport. A „Good Places" mat deem Fënnefjoresplang, dee mer haut hei stëmmen.

Infrastrukture sinn e wichtege Bestanddeel vun eiser Sportsphilosophie „Lëtzebuerg lieft Sport" an et ass an deene leschte 50 Joer och ganz vill investéiert ginn. An do, fir ze investéieren, brauche mer d'Gemengen. Dat sinn eis wichtegst Partner. Mir sinn a permanentem Austausch mat de Gemengen. D'Gemenge stellen net nëmmen d'Infrastruktur fir Schoulen, fir Sportveräiner, mee maachen och ganz vill am net organiséierte Sport a fërderen do d'Beweegung am Allgemengen, andeems se beweegungsfrëndlechen ëffentleche Raum esou gestalten, wéi dat noutwendeg ass.

Ech wäert hei och net op alleguerten d'Projeten agoen. Et ass scho virdru gesot ginn: Den zéngte Fënnefjoresplang, deen hat eng Enveloppe budgétaire vun 100 Milliounen a 37 Infrastrukture goufe subventionéiert. Den eelefte waren et der 120 a 36 Infrastrukture goufe subventionéiert. Fir nëmmen e puer Beispiller ze ginn: den nationale Fussballstation, wou mer jo och schonn d'Geleeënheet haten, déi

ganz spektakulär Matcher matzeerliewen; de Centre national vum Karate zu Stroossen; den – an Dir wäert et net gleewen, d'nächst Woch wäert et esou wäit sinn – Vëlodrom, deen och wäert Realitéit ginn, mat sengem Hall multisports, mat der Kloterwand, mat der Schwämm, déi alles um Site vum Vëlodrom mat derbäikommen, déi sinn och hei iwwert déi Fënnefjorespläng matofgedeckt.

An am zwielefte Fënnefjoresplang hu mer dann eng Enveloppe vun 135 Milliounen, déi da fir Sportsinfrastrukturen agesat kënne ginn. An dëst net nëmme fir den Elittesport, mee och fir de Breedesport, fir datt mer eng liewenslaang fit Gesellschaft kënnen erhalen, fir datt jiddwereen ka Sport esou laang maachen, wéi en dat och wëll. A mir sinn eis och do iwwerall eens – an et ass och puermol gesot ginn –: Et ass besser, mir investéieren an de Sport an an d'Beweegung, wéi dass mer an d'Krankekeesen investéieren.

Dës Enveloppe, déi ass just do, fir déi grouss nei Sportsinfrastrukture souwéi och grouss Renovatiouns- a grouss Moderniséierungsprojeten ze finanzéieren, dat heescht fir Projeten iwwer 2 Milliounen. An och just dës Projeten, déi kommen dann op eng Lëscht, déi iwwer Règlement-grand-ducallen da bestëmmt gëtt. An do vläicht dann direkt eng Äntwert op d'Fro vum Här Hengel, ob mer eis net ze vill Rigiditéit gi mat där Lëscht. Déi Lëscht, déi ass u sech en Deel vun där Fiche financière, mee et ass och eng Iddi vun all deene Projeten, déi nach kënne kommen. An der Realisatioun, an der konkreeter Realisatioun maache mir nach eng oder zwou oder dräi Lëschten, déi mer festhalen an déi, selon wéi d'Projete virukommen, ëmmer erëm kënnen adaptéiert ginn. An do kënnen och nei Projeten drakommen. A wa mer dann eng Kéier en Turmspringer hunn, da kënne mer och do relativ séier reagéieren. Dat hei ass eng Iddi vu Projeten, mee et ass en evolutive Prozess, an deem mer dra sinn, an do kënne mer dat nach ganz gutt adaptéieren.

Deen heite Fënnefjoresplang, dee steet sécherlech och an der Kontinuéit vun deene viregte Pläng, awer mer hu probéiert, e puer Ännerungen dranzebréngen, notamment, dass méi kloer definéiert gëtt, wat e „projet à intérêt régional" ass a wat e „projet à intérêt national" ass. Dorunner hänkt dann och den Taux de subside, dat ass virdrun och erklärt ginn.

Eng substanziell Ännerung vun de viregte Pläng ass, dass et net méi e generelle Plaffong fir de Montant subsidiable gëtt, wéi dat zum Beispill bei de Schwämme bei 10 Milliounen de Fall war, mee dëse Gesetzesprojet gesäit elo eng Limitt vu Montants subsidiables à titre sportif vir fir all Typ vun Infrastruktur no engem Modulatiounssystem, an dëst, fir eeben d'Subventioune vum Volet Sport besser kënnen ze encadréieren, a Sportmodüller. An dës maximal Limitt pro Modüll sinn dann am Reglement festgehalen. Dir hutt jo gesinn, wat do alles opgezielt ass, wéi eng Modüllen et do iwwerall gëtt.

De Plaffong, dee bezitt sech op Erfarungswäerter, Wäerter, déi mer duerch eise SAP-System hunn, wou d'Gemengen jo hire Projet eraginn, wou mer awer och Erfarungswäerter mat Bâtiments publics afléisse gelooss hunn, an dann natierlech eis Leit aus eise Servicer, déi sech ganz gutt do auskennen. A mir hunn och eng Präisindexatioun op fënnef Joer dra virgesinn.

Et ass ganz dacks gesot ginn – an ech si bestëmmt e Verfechter vun deem sozialen Aspekt vun dem Sport a vun den Tribünen a vun de Buvetten –, dofir brauch ech do net méi drop anzegoen. Ech wëll vläicht awer e Beispill ginn, well ech dat a menger Ried virdrun och ernimmt hat, wat d'Gemengen elo kënne méi kréien. An de viregte Pläng, do war de Montant subsidiable à titre sportif fir eng Schwämm onofhängeg vun hirer Funktionalitéit op 10 Millioune plafonéiert. Dat heescht, et gouf entweeder e Subsid vun 3,5 oder, wann et regional war, vu 5 Milliounen fir déi Schwämm.

Elo mat dem zwielefte Fënnefjoresplang a mam Modüllesystem, dee mer elo hunn, deen de Montant subsidiable vun enger Standardschwämm vu 25 Meter, mat zwee Vestiairë fir Klassen, mat véier Vestiairë fir de Public, mat zwee Vestiairë fir Leit à mobilité réduite a Vestiairë fir Encadranten, engem Stockage an engem Büro, wann een dat elo mol als Schwämm géif huelen, well dat eenzel Modüller sinn, déi nach derbäikommen, wär elo de Montant subsidiable 15 Milliounen an dofir kéint ee mat 35 % dann amplaz vu virdrun 3,5 elo op 5,2 Milliounen – 5.250.000 souguer – kommen, wat also wierklech eng substanziell Hëllef fir d'Gemengen ass. An dofir soen ech, ass déi Contributioun vum Congé sportif, mengen ech, ze kompenséieren heimadder, ganz sécherlech.

Eng aner Ännerung, déi betrëfft d'Durée vum Bail. Dës Durée ass net méi un d'Infrastruktur gebonnen, mee bezitt sech op d'Terminologie d'envergure. Dat heescht, fir Projeten iwwer 2 Milliounen, do ass d'Dauer dann 20 Joer, a fir déi, déi do drënner sinn, zéng Joer. An et ass och esou, dass d'Decisioun vum Ministère automatesch ofleeft, och dat ass wichteg fir d'Gemengepappen a -mammen, dass d'Decisioun vum Ministère automatesch ofleeft, wann d'Ausféierung vum Projet net weesentlech ugefaangen huet bannent 24 Méint no der Notifikatioun vun der betreffender Decisioun.

Déi lescht Tranchen, déi ginn dann och nëmme méi ausbezuelt, wann d'Ausgabe bannent maximal fënnef Joer presentéiert ginn, an dës Ännerungen, déi wäerten dann och mat sech droen, dass mir net nach Fënnefjorespläng méi laang wéi zéng Joer opstoen hunn an d'Ausgaben do net ofgeschloss kënne ginn.

Mir hunn och weiderhin déi Zone-de-motricitéen dran, och do hu mer mam Edcuatiounsministère ganz gutt zesummegeschafft. Déi Zones de motricité iwwer 100 $m^2$, déi gi vun eis subventionéiert, déi déi drënner falen da vum Educatiounsministère. Dir hutt eng éischt Lëscht gesinn, bal 50 Projete stinn do am Gesetz: Hall-omnisporten, -multisporten, Sporthalen, dräi Centre-sportifen, fënnef Schwämmen, zwou oppe Schwämmen, dräi Fussballsterrainen an dann de virdrun ugeschwatene Centre national vum Beachvolley mat enger Tennishal zu Biissen an och e Centre national – en ass schonn dacks ugeschwat ginn – zu Esch vum Tennis.

Déi Infrastrukturen, déi solle souwuel den Elittesport wéi och de Breedesport hei zu Lëtzebuerg no vir bréngen. Dat berout natierlech ëmmer – ech hunn et virdru gesot – op enger gudder Zesummenaarbecht mat de Gemengen. An dat da vläicht och zu deem, wat, mengen ech, d'Madamm Gary gesot hat, wat d'Prioritéiten ugeet vun de Projeten. Mir sinn do tributaire vun de Maître-d'ouvragen. Dat sinn da meeschtens d'Gemengen, déi maachen hire Projet, a wann dee méi séier virgeet, rembourséiere mir, gi mir e Subsid. Dat heescht, mir hunn do keng direkt Awierkung op d'Prioritéiten, well dat läit bei de Gemengen an d'Gemengen decidéieren, wéi eng Projete se da méi vir oder méi spéit maachen.

Wat provisoresch Infrastrukturen ugeet, bon, déi un engem Cas de force majeure hänken, wéi zum Beispill mat den Iwwerschwemmungen, do ass et esou, dass jo och iwwert de Ministère de l'Intérieur eng ganz Rei vun Hëllefe gefloss sinn, fir déi net ze iwwerschneiden. Dat kënne mer eis nach eng Kéier iwwerleeën, mee am Prinzipp ass et awer esou, wa se ..., provisoresch Infrastrukture ginn net vum Ministère subsidiéiert.

Ech sinn och frou, wa mer méi oppe Schwämme kréien, Veianen, an eventuell Gantebeinsmillen, dat wär och e flotte Projet. Mee dat, wéi gesot, do hänke mer och un de Gemengen.

Wat Privat-public-Partnership ugeet, vläicht ee Wuert dozou. Dat steet effektiv am Artikel 11 vum Gesetz hei dran. Do steet awer och ganz kloer dran, dass alles, wat do geschitt, iwwer Konventioune gereegelt ass, an do kann ee ganz vill draschreiwen, wat dann natierlech ëmmer am Interêt vun de Leit an natierlech am Interêt vum Sport an dann och vun de Gemenge soll sinn.

Voilà, ech mengen, ech sinn op déi eenzel Froen agaangen. Et ass mer wichteg, datt heibanne wierklech jiddwereen dee Plang hei matënnerstëtzt, fir datt mer weiderhi ganz gutt Sportinfrastrukturen hunn: „Good People – Good Programs – Good Places".

Ech fannen, mir sinn um richtege Wee an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8130. Den Text steet am Document parlementaire 8130[5].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8130 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8130 ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Josée Lorsché), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup) et Fred Keup ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## 10. Question élargie n° 192 de M. Sven Clement relative au stock de cannabis médical

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 192 vum Här Sven Clement iwwert de Stock vum medezinnesche Cannabis. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfroen ze stellen an no der Äntwert eventuell eng Zousazfro, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, laut mengen Informatioune gouf et rezent, zumindest an der Spidolsapdikt vum CHL, erëm eng Rupture de stock wat de Sativa- an den Indica-Cannabis ugeet.

D'Piraten hu schonn an zwielef parlamentaresche Froen op aner Rupturen an deem doten Dossier opmierksam gemaach – ech maachen Iech e ganz klengen Historique dovunner. Déi éischt Question parlementaire war am Juli 2019 an den Text kéint een haut nach eng Kéier genausou widderhuelen. Ech zitéieren: „Wéi eis vun Dokteren an Apdikter zougedroe gouf, gëtt et am Moment eng Uweisung vum Ministère, fir keng nei Schmäerzpatiente fir eng Cannabistherapie zouzeloossen, wéinst enger Rupture de stock beim Fournisseur vu medezinneschem Cannabis." D'Äntwert dorobber war: Dat war, well d'Estimatiounen depasséiert goufen, souwuel wat d'Unzuel vun de Patient/innen ubelaangt wéi och d'Duerchschnëttsdosis vu Cannabisbléie pro Patient.

Am Mee 2021 hu mer eis dunn informéiert, wéi vill Enkpäss mer da schonn haten. Äntwert: sechs bannerhalb vun dräi Joer. Ech erspueren Iech elo den Detail mat den Datumen. Ech wëll just drop hiweisen, datt mer hei vun eppes schwätzen, wat d'Leit vun hirem Dokter verschriwwe krute fir en Traitement. A sechsmol innerhalb vun dräi Joer war dat Traitement net ze kréien!

Am Juni 2021, also kuerz drop, huet et du geheescht, d'Attributioun vum neie Marché wär déi Woch gemaach ginn. Vu datt just eng Offer erakoum, huet ee keen Délai de recours missen ofwaarden an d'Bestellunge konnten direkt gemaach ginn, wat dunn derzou gefouert huet, datt am September 2021 – ech erënneren drun, déi éischt Question parlementaire war Juli 2019 – mer dunn endlech erëm Liwwerunge kruten, doduercher haten awer Patient/inne bis zu sechs Méint keng Bléie méi kritt.

Am Oktober 2021, also nëmmen ee Mount no der neier Liwwerung vun dem neie Fournisseur, ass et du schonn nees zu enger Rupture de stock komm, du war et dann de Cannabis mat 18 % an 10 % THC-Gehalt, deen net ze kréie war.

Dat gouf och vum Ministère confirméiert an eng nei Liwwerung war fir Dezember 2021 versprach – also erëm zwee Méint waarde fir en Traitement, dat ee vu sengem Dokter verschriwwe krut! Nom Dezember 2021 koum et du wéinstens emol zu kenge weidere Ruptures de stock méi bis zu där, op déi ech elo kommen, wat d'Bléien ugeet.

Beim Cannabisueleg war d'Situatioun awer anescht, well do war d'ganzt Joer 2022 awer erëm vu Problemer geplot. September 2022 gouf et just nach Cannabisueleg fir hospitaliséiert Patient/innen. Déi waren awer am November 2021 geliwwert ginn a bis – elo haalt Iech un – ee Joer drop ware ganzer sechs Fläschen, sechs Flaconen, vun deenen 250 verdeelt ginn, dat, well de Ministère den Ueleg wollt am Labo préiwe loossen an dat huet anscheinend ee Joer gedauert.

Jo, an dann, fast forward, ee Joer méi spéit – also net grad ee Joer méi spéit, dat do war Dezember d'lescht Joer – si mer dann elo a Mëtt 2023 an no mengem Kenntnisstand gëtt et erëm Penurien, erëm Rupture-de-stocken, zumindest wat eenzel Varianten a mindestens enger Spidolsapdikt ugeet. Fir ganz konkreet ze sinn: de Sativa an den Indica an der CHL-Spidolsapdikt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Ministesch dofir e puer Froe stellen. Éischtens: Betrëfft dës Penurie u medezinneschem Cannabis all d'Spidolsapdikten oder war just eng dovunner betraff? Säit wéini sinn dës Zorten dann net méi disponibel a wourop ass déi aktuell Rupture zréckzeféieren? Fir wéini ass dann eng nei Liwwerung geplangt a wat fir Quantitéite si geplangt, sachant datt mer ëmmer weider – an dat geet och aus dem Rapport vun der Evaluatioun vum Ministère ervir – eng Croissance haten, an ech ginn net dervun aus, datt déi wäert kuerzfristeg en Enn fannen. An dann drëttens: Déi wéivillt Rupture de stock ass dat elo scho säit Ufank vun der Distributioun vu medezinneschem Cannabis? An et ass mer u sech manner wichteg, Madamm Ministesch, wat d'Unzuel vun de Rupturen ass. Wat mech méi interesséiert haut, ass: Wat sinn d'Léisungsusätz, fir dëse Problem endlech an de Grëff ze kréien? Well, wéi ech soen, ech sinn elo säit véier Joer hannert deem Dossier hannendrun an ech mengen, et nervt mech mindestens sou vill wéi Iech, wann ech Iech Froe stellen an Dir musst mer drop äntweren, well eppes schif geet. Dat heescht, ech wär frou, wa mer vläicht e puer Léisungsusätz do kéinten héieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

**Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | Merci, Här President. Selbstverständlech nervt hei kee mech, wann en nofreet an Transparenz wëllt op engem Dossier, deen eis alleguerten interesséiert.

De Cannabis médicinal, effektiv, begleet eis säit enger Rei Joer. Et muss ee wëssen, dass Lëtzebuerg Virreider ass. Menges Wëssens gëtt et kee Land, wat esou vill ëffentlech Gelder dran investéiert, fir e gratis zougänglech ze maachen op Verschreiwung. do si mer eenzegaarteg. Et kënnt och derbäi, dat ass nämlech ... Bon, déi Problemer vun der Rupture – ech ginn am Detail drop an –, déi si villschichteg.

Dat eent ass, dass d'Unzuel vun Notzer extrem eropgeet. Dat heescht, mir hunn net onbedéngt eng Previsibilitéit. Dat ass vun e puer Eenzelnen exponentiell an d'Luucht gaangen an der Lescht. Dat heescht, dat muss een aviséiere vun de Quantitéiten hier. Dann hu mer et mat enger Planz ze dinn. Et ass net nëmmen e Medikament, wat an engem Laboratoire hiergestallt gëtt, mee eng Planz, an do kënnt et nun eeben emol oft vir, dass Loten net de stabiliséierten THC-Gehalt hunn, dee se missten hunn, respektiv net d'Qualitéitkrittären erfëllen, fir kënnen importéiert ze ginn. Dat heescht, bei enger Planz kënnt dat scho méi reegelméisseg vir wéi bei engem anere Medikament, dass e ganze Lot eeben net ka verwäert gi mat enger deementspriechender Imprevisibilitéit op der Produktioun.

Mir hunn effektiv reegelméisseg Enkpäss gehat, well et am Ufank och net vill Produzente gi sinn. Där gëtt et elo méi, och op dem europäesche Kontinent, an dat ass dofir besser ginn. Mir hunn awer elo effektiv dëst Joer nach eng Kéier erëm en Enkpass gehat. Är Fro war: A sämtleche Spidolsapdikten? Jo, well mer dat jo dann iergendwou gläichméisseg verdeelen. Mir hate fir den THC 18 %, den Indica, deen huet gefeelt vum 31. Mee bis op den 22. Juni, dat heescht e puer Wochen. Do sinn awer entre-temps dann den 22. Juni 39 Kilo ukomm dovunner. Deen aneren, de Sativa 18 %, deen huet gefeelt säit der Woch vum 19. Juni an do ass och elo eng Liwwerung vun 9 Kilo, déi kënnt oder komm ass. A Cannabisbléien, gemëscht THC 9 %, CBD 9 %, do ass och eng Liwwerung, déi geplangt ass.

Mir hunn elo keng detailléiert Statistiken. Dat wat mer maachen, ass ... Éischtens emol ass et schwéier ze definéieren: Wéini ass en Enkpass? Ass en Enkpass, wann een Dag näischt do ass? Wann eng Woch näischt do ass? Wa mer Alternativen hunn? Wa mer keng Alternativen hunn? Dat variéiert. Mir probéieren natierlech ëmmer, Alternativen ze fannen, wann emol en Enkpass ass, an och eis Fournisseuren ze diversifiéieren. Do schaffe mer permanent drun. Wéi gesot, et bleiwen ëmmer Imprevisibilitéiten, an dofir ass et gutt, op méi Fournisseure kënnen zréckzegräifen, wann emol een eng Kéier e Problem mat senge Loten huet oder mat senger Ernte huet, dann ass et gutt, op en anere kënnen zréckzegräifen.

Mir hunn och de Phenomeen, dass grad dat, wat Der uschwätzt, d'Douleurspatienten, extreem an d'Luucht gaange sinn. Mir hunn eis do fir de Pilotprojet och en Avis mam Conseil scientifique gefrot, deen elo virläit, wou mer wäerten an den nächste Wochen drop schaffen, wéi mer kënnen dat anescht encadréieren, grad eeben am Bezuch op d'Douleur. Do si Gespréicher ënner anerem mam Réseau de compétences „douleur", fir et iergendwou besser encadréiert ze kréien.

An dat anert kennt Der, wat mer wëlles hunn, hei zu Lëtzebuerg och d'Produktioun méiglech ze maachen. Dat ass ee vun deenen dach awer sëllege Projet-deloien, op deene meng Ekipp vu Juristen – an déi kann ech u mengen zwou Hänn opzielen, dat sinn der net esou vill, mir verléieren der och ëmmer erëm reegelméisseg – drop schaffen. Dee Projet kënnt virun, mee et ass een – ee vu villen –, deen an der leschter Phas ass. Ech denken, dass dat mëttelfristeg fir eist Land eng gutt Saach ass, wa mer och eng national Produktioun hei hunn, dat alles ëmmer am Sënn eebe vun enger Diversifikatioun vun de Produzenten, well mer hei net mat engem einfache Produit ze dinn hunn, deen een 08/15 produzéiere léisst an dann zimmlech sécher weess, wéini wat hannen erauskënnt.

Ech muss dobäisoen, dass d'Ueleger ..., déi si jo vill méi einfach, also méi stabel och an der Produktioun, do hu mer keng Rupturë méi. Déi sinn net esou am Gebauch, déi gi manner gebraucht nach, obwuel se eigentlech méi praktesch a méi einfach anzehuele sinn an och méi e laangwierkenden Effet hu wéi d'Bléien. Dat huet da mat de Gewunnechte vun de Patienten och ze dinn. Mir hätte vu Santéssäit léiwer, mir géife méi a Richtung vun den Ueleger goen, well dat scho méi e stabele Produit och ass. An do sinn, wéi gesot, keng Rupturen. Och doduercher, dass mer do konnten d'Produzenten erweideren, huet dat sech verbessert.

Voilà, dat ass dat, wat ech dozou ka soen. Da géif ech Iech Merci soen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

## 11. 8252 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen elo zum nächsten a leschte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Sitzung, dem Projet de loi 8252, enger Ofännerung vum Covidgesetz.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi an dat ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

***Rapport de la Commission de la Santé et des Sports***

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, wéi de President et ugedeit huet: Ech stoung an de leschten dräi Joer jo schonns méi oft virun Iech, fir de Rapport vun engem Gesetzesprojet ze maachen, dee Mesüre géint d'Pandemie virgesäit.

Dës Gesetzer sinn eis net einfach gefall, eis alleguer, well mer zäitweis hu misse schwéier Decisiounen huelen a Restriktiounen aféieren. Mëttlerweil ass deen Deel, deen de Virus betrëfft, ... an eis Welt ass erëm eng aner ginn. An dës Kéier fält et mer immens liicht, de Rapport ze maachen, well et ass elo de Moment komm, dee mer eis alleguer scho laang gewënscht hunn. Endlech kënne mer d'Wuert „Pandemie" aus dësem Gesetz sträichen, dëst nodeems den Direkter vun der WHO, OMS, der Weltgesondheetsorganisatioun, de 5. Mee 2023 d'Enn vun der Covid-19-Kris als weltwäit Urgence sanitaire deklaréiert huet. Dës Urgence war den 30. Januar 2020 deklaréiert ginn. Zur Erënnerung: Bal op den Dag ee Mount méi spéit, den 28. Februar 2020, ass deen éischte Covid-19-infizéierte Patient bei eis detektéiert ginn.

Datt d'Pandemie eriwwer ass, heescht awer elo net, datt de Kampf géint de Covid-19 ganz gewonnen ass. D'Krankheet ass nach ëmmer do, och wann d'Variante vum Virus mëttlerweil fir de Gros vun de Leit manner virulent sinn, well eisen Impftaux och ganz héich ass. Mee fir vulnerabel Leit bleift dës Krankheet nach ëmmer eng Gefor an et kann een net komplett ausschléissen, datt et am Wanter erëm zu méi Infektioune kënnt, sou wéi et eeben och bei Grippewellen de Fall ka sinn. Dofir bleift d'Covidgesetz nach weider bestoen, mat eeben dem Ënnerscheed, datt am Text net méi vun der „Pandemie", mee vun der „Krankheet" Covid-19 geschwat gëtt.

Generell Restriktioune gëtt et jo scho länger net méi am aktuelle Covidgesetz, dofir erlaabt eis dat neit Gesetz, datt awer weiderhin op verschiddene Plazen eng Mask ka gedroe ginn, also net generell, mee et kënnen do, wou et sech als néideg géif erweisen, weiderhi Maske gedroe ginn. Dëst, well eeben net auszeschléissen ass, dass am nächsten Hierscht oder Wanter déi Responsabel vu verschiddene Strukturen, wou sech vulnerabel Leit befannen – ech denke besonnesch un Altersheimer a Spideeler –, zäitweis erëm eng Maskeflicht aféiere missten.

Well weiderhin d'Impfung sënnvoll ass, bleift och d'Méiglechkeet erhalen, sech an enger Apdikt géint de Covid-19 impfen ze loossen. Do si gutt Erfarunge gesammelt ginn, deemno gëtt et zum aktuellen Zäitpunkt kee Grond, fir dat erëm ofzeschafen.

Niewent dem Enn vun der Pandemie gëtt et aktuell och en zweeten neie Moment, an zwar datt d'europäescht Reglement betreffend d'Covidzertifikater den 30. Juni an dësem Joer ausgelaf ass an net verlängert gouf. Dofir ginn elo am Covidgesetz d'Referenzen op dës Reglementatioun gestrach. Allerdéngs ass et eng Recommandatioun vum EU-Conseil, un de System konnektéiert ze bleiwen a weiderhin Impfzertifikater kënnen ze ginn. Dofir gëtt den Artikel 10 am Covidgesetz bäibehalen, deen d'Datebank vun de Zertifikater regléiert. Selbstverständlech wäerten och weiderhi kënnen Testzertifikater vu Laboe bei Bedarf erstallt ginn.

Eng weider Saach, déi mat dësem Projet ännert, ass d'Lafzäit vum Gesetz. Aktuell ass d'Covidgesetz bis den 31. Dezember a Kraaft. Well am Oktober awer bekanntlech Wale sinn, géife mer riskéieren, datt d'Chamber am Dezember nach net prett ass – bon, et weess een net, mee Vorsicht ist die Mutter der Porzellankiste –, fir eng Verlängerung ze stëmmen, wann dat dann noutwenneg wär. Dofir gëtt den Datum elo virsiichtshalber op den 30. Juni 2024 verlängert.

Da wäert et och un der neier Regierung an un der neier Chamber sinn, ze kucken, wéi se weiderfuere wëllen. Warscheinlech wäert dann d'Covidgesetz vun engem Pandemie- oder Kadergesetz ofgeléist ginn. Wicheg ass och, datt mer déi ugekënnegt onofhängeg Evaluatioun vun der Krisegestioun duerchzéien.

Ech kommen zum Avis vum Staatsrot. Deen ass immens séier komm, de selwechten Dag wéi den Depot vum Gesetz, den 22. Juni. De Staatsrot huet keng Awänn formuléiert, huet awer dofir eng Propos gemaach, déi hie selwer betrëfft. Duerch d'Covidgesetz krut de Staatsrot d'Méiglechkeet, seng Avisen an Deliberatiounen och iwwert den elektronesche Wee unzehuelen. De Staatsrot huet suggeréiert, dës Dispositioun aus dem Covidgesetz erauszehuelen a se an d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot ze integréieren. Sou kritt se en definitive Charakter a wäert net erëm ewechfalen, wann d'Covidgesetz ausleeft. Deem ass d'Santéskommissioun nokomm.

D'Gesetz wäert retroaktiv den 1. Juli a Kraaft trieden. Dëst erklärt sech, well dat europäescht Reglement iwwert d'Covidzertifikater jo den 30. Juni ausgelaf ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Pandemie huet eis virun Ae gefouert, wat wierklech wichteg am Liewen ass: Gesondheet an e solidaresche Gesondheetssystem, dee mer gutt solle versuergen, d'Famill, déi sozial Kontakter an den Zesummenhalt. Vill Leit hu sech no der Pandemie nei orientéiert oder hunn zumindest hir Prioritéiten iwwerduecht. Och wann eisen Alldag elo erëm bal deen alen ass – de Virus huet mat Sécherheet Spueren, déif Spueren hannerlooss, déi vläicht laangfristeg eréischt an hirer voller Tragweit ze erkenne sinn –, sollte mer déi Wäerter, déi mer an der Pandemie erëm schätze geléiert hunn, net iwwer Bord geheien, fir datt niewent deem ganze Leed, dat d'Pandemie mat sech bruecht huet, se awer och derzou féiert, dass Léieren doraus gezu ginn.

Dat gesot, ginn ech heimadder och den Accord vun der LSAP fir dëse Gesetzesprojet a soen Iech Merci a wéi ëmmer och der Kommissioun fir déi gutt an exzellent, déi gutt a séier Aarbecht. Ech mengen, hei hu mer ëmmer zesummen un engem Strank gezunn, och wann emol liicht Divergenzen opkomm sinn. Merci villmools, Här President.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Rapporter Mars Di Bartolomeo.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Merci. Merci, Här President. Haut ass net d'Zäit, fir nach eng Kéier laang iwwert de Covid ze schwätzen. Mir si frou, datt déi Period, wou mer laang hu missen driwwer schwätzen a vill hu missen driwwer diskutéieren, datt déi hannert eis ass an datt dat soziaalt Liewen am Fong ka weidergefouert ginn, sou wéi mer dat virum Covid gewinnt waren. Ech soen dann och nach eng Kéier – fir d'32. oder ech weess net, fir dat wéivillt et ass – dem Rapporter, dem Här Di Bartolomeo, Merci fir seng Aarbecht. Si war jo dës Kéier e wéineg méi einfach.

Dëst Covidgesetz ass en Text, dee sech am Fong der Normalitéit vun der Situatioun erëm upasst. Dat ass noutwenneg, dat ass gutt, dat ass richteg an normal esou. Mir fannen et och richteg, datt et elo an net eréischt am Dezember gemaach gëtt. Vu all déi Delaien, déi virdru beschriwwe gi sinn, duerch d'Walen, déi kommen an déi Zäiten am Oktober, November an Dezember vläicht politesch méi enk maachen, ass et gutt, datt mer hei d'Previsioun hunn an datt mer och elo schonn eng Rei Texter stëmmen. Dat ass fir eis och an der Rei esou, an der Hoffnung, datt bis dohinner näischt ännert, wann de Wanter kënnt, an datt mer och esou mat dësen Texter kënne weiderliewen.

Déi Suppressiounen, déi gemaach ginn an dem fréiere Covidtext, sinn och ok fir eis. Ech mengen, dat ass logesch, wann et Suppressiounen an der europäescher Reglementatioun gëtt, datt mer déi einfach hei an eis Texter zréckhuelen. Domat hu mer natierlech kee Problem.

Fir eis sinn och déi Punkten ok, déi am Gesetz bleiwen. Ech fannen et a priori richteg, datt mer de Port du masque op verschiddene Plazen, do wou mer exposéiert sinn, notamment an den Institutioune fir eeler Leit, an de Schoulgebaier, an den Transport-publicken, an de Lokalen, wou Mineure kënnen zesumme sinn, respektiv a verschiddene Bâtiment-administratiffen a -judiciairen ..., déi Méiglechkeet eis nach loossen.

Ech fannen et d'ailleurs – awer dat just als niewelaanscht Remark – och besonnesch, wéi eng Rei Leit sech einfach un dee Mask gewinnt hunn, dee mer am Fong virdru strictement hei net an Europa kannt hunn an deen elo zu engem Deel an eng Normalitéit vun eisem Liewen erageréckelt ass a wou een nach ëmmer Leit gesäit, déi sech am Fong méi wuel spieren op Plazen, wou vill Leit sinn, wa se e Mask droen, wéi wa se keen droen. Sou changéiere schnell Gewunnechte vu ganze Populatiounen.

Dat Zweet, dat sinn déi Vaccinatiounen, déi Impfungen, an den Apdikten, an de Pharmacien. Déi fanne mer och richteg. Ech mengen, dat ass gutt gelaf. Dat ass och gutt, datt dat elo kann esou bleiwen. Ech soen awer do hannendrun als generell Remark, datt mer eng Kéier gemeinsam déi Reflexioun musse maachen doriwwer, wat d'Roll vun den Apdikten an Zukunft soll an dësem Land sinn, wou ech mengen, datt se weesentlech méi zur Gesondheetspolitick kënne bäidroe respektiv zu der Betreiung vun de Patiente kënne bäidroe wéi dat, wat se am Fong haut maachen, an et duerchaus sënnvoll ass, mat den Apdikter zesummen eng Iwwerleeung doriwwer ze féieren. An dann ass och déi Fro, déi sech muss stellen: Wéi gi mer mat net nëmme Covidvaccinatiounen, mee mat anere Vaccinatiounen ëm? Ouni dass ech elo hei eng Äntwert wëll dorop ginn, ass et zumindest eng Fro, wou ech weess, datt d'Apdikter där enger Meenung sinn an d'Generalisten, d'Dokteren enger anerer Meenung sinn an datt ee warscheinlech muss awer eng Diskussioun, déi seriö ass, doriwwer féieren.

Mir fannen et och richteg, datt mer déi Base de données relative aux vaccinations ..., datt mer natierlech eng Base légale hei behalen, well et ass evident, datt mer déi Donnéeën och nach musse preservéieren, well se an Zukunft nach kéinte gebraucht ginn, wa Problemer virkommen, fir nozevollzéien, wat an de Vaccinatioune geschitt ass, soudatt et kloer ass, datt mir dësen Text wäerte matstëmmen.

An ech wëll domadder ophalen – do kommen ech mer e wéineg vir wéi de Cato, dee mam „Ceterum censeo" –, ëmmer an deene leschten 10, 20 Texter dat selwecht ze soen: Mir sinn der Meenung, datt no deem Covid eng vill méi detailléiert Evaluatioun, wéi se bis elo gemaach ginn ass, misst gemaach gi vun den eenzelne Moossnamen, déi an deene verschiddenen Etappe vun der Pandemie hu misse geholl ginn, sou wéi dat a villen auslännesche Länner, also am Ausland gemaach ginn ass.

Par ailleurs si mer och der Meenung, datt hätt scho laang missen e Pandemiegesetz gemaach ginn, wat eppes aneres ass wéi dësen Text, mee eng Aart a Weis, wéi d'Regierung ka méi schnell reagéieren oder eng Kontroll vun der Chamber, déi méi effikass ass, wéi mer dat bis elo haten, obwuel ech muss soen, datt mer dat jo korrekt gemaach hunn. Bis elo hat ech d'Hoffnung, datt d'Regierung sech nach géif beweegen dodrobber, mee vu datt mer elo nach just dräi Woche Chamber hunn, hunn ech definitiv all Hoffnung an d'Regierung verluer.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Fernand Etgen,** Président | Villmools merci, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech mengen, eng exzellent Noriicht, déi eis zougedroe ginn ass vun der WHO, dat ass, dass d'Pandemie eriwwer ass. Doriwwer sollte mer eis freeën, an de Covid-19 kënne mer elo als Krankheet ugesinn. Ech wëll net an d'Detailer vun dësem Gesetz goen, well den Här Mars Di Bartolomeo als Rapporter dat gemaach huet, an ech soen em och dës Kéier, mengen ech, fir d'32. oder 33., e ganz grousse Merci fir déi Aarbecht, déi e wärend der ganzer Covidzäit geleescht huet, fir deen doten Dossier, dee mat Sécherheet net einfach war, ech mengen, fir kee vun eis, esou akribesch ze suivéieren.

Ech mengen, kënnen ze soen, dass mer zu Lëtzebuerg verhältnisméisseg gutt derduerchkomm sinn. An natierlech waren net all d'Decisiounen, déi mir heibanne geholl hunn, richteg. Natierlech gouf et aner Vuen tëschent den Oppositiounskolleegen a vläicht de Kolleegen aus der Majoritéit, mee summa summarum mengen ech, dass mer am Verglach mam Ausland gutt derduerchkomm sinn, och wann, an ech mengen, den Här Di Bartolomeo huet et gesot: Déi ganz Zäit, déi wäert Spueren hannerloossen, déi huet Spueren hannerlooss. Mee et ass awer och eng Zäit, déi mat Sécherheet wäert hiren Nidderschlag an de Geschichtsbicher fannen.

Mir hunn eis sozial Kontakter erëm. Ech mengen, dat ass fir d'Mënschen alleguer – Grouss, Kleng, jonk an eeler Leit – immens wichteg. Et huet sech awer och vill verännert. Wann ech just op d'Verännerungen aginn an eiser Aarbechtswelt, da wëll ech soen, dass mer eis virdrun, virun där Pandemie, vläicht ni esou déif Gedanke gemaach hunn iwwert den Teletravail an dass mer awer elo als Land do eng wierklech progressiv Approche hunn, fir dat ze férderen. An ech weess och net, wéi oft dass Dir virun dëser Pandemie Visiokonferenze gemaach hutt. Ech mengen, ech hu meng éischt Visiokonferenzen entdeckt, wéi mer wierklech am Lockdown waren.

Dee ganzen Episod huet bei de Leit, mengen ech, e gewëssent Bewosstsinn awer erwächt, e Bewosstsi fir dat, wat wichteg ass. Wichteg ass natierlech d'Gesondheet, wichteg ass awer och, sech Zäit ze huelen – an am Lockdown hate mer där jo ganz vill –, sech Zäit ze huele fir sech selwer a fir seng Famill. Ech mengen, dass et och e gewëssent Ëmdenken a verschiddene Saache ginn ass an dass d'Mënsche sech a Fro gestallt hunn a sech vläicht vill Froe gestallt hunn. An ech mengen och, dass eng vun deene Froen oder vun deem Bewosstsinn, wat mer entwéckelt hunn an där Zäit, vläicht d'Bewosstsinn awer ass, wéi wichteg dass d'Natur ass, wéi wichteg dass d'Klima ass. A mir wëssen, dass eng Kris eng aner verstoppt. Wéi gesot, weiderhin e Bewosstbleiwen, wat wichteg ass am Liewen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Baum. An da wär et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Ech mengen, Här President, ech maache jiddwerengem eng Freed, wann ech elo keng laang Ried halen. Ech wéilt natierlech dem Rapporter Mars Di Bartolomeo e grousse Merci ausdrécke fir déi vill Rapporten a besonnesch fir deen haut, deen en haut presentéiert huet.

Ee wichtege Message war deen, dass mer e Pandemiegesetz brauchen. Ech mengen, och wa mer dat Wuert „Pandemie" aus dem Gesetz sträichen, heescht dat net, dass mer aus der Memoire solle sträichen, dass mer eis selwer versprach hunn heibannen, eis e Pandemiegesetz ze ginn. An ech mengen, dat wäert eng vun den éischten Erausfuerderunge vun der neier Regierung sinn, do Neel mat Käpp ze maachen an ze kucken, wéi mer esou e Gesetz opbauen. Dat ass dat eent.

Dat anert ass, dass mer natierlech – do ginn ech och dem Här Wiseler Recht – mussen eng Evaluatioun maachen. Mir musse mat rouegem Kapp eng Kéier zréckblécken, fir herno besser no vir ze blécken. An da weess ee jo, wann ee seet, eng Kris verstoppt déi aner, mee och eng Pandemie verstoppt déi aner. D'Wëssenschaft léiert eis, dass dat hei nach laang net déi lescht Pandemie war, déi mer als Mënschheet erliewen, an op déi nächst solle mer besser virbereet sinn, fir net méi um lénkse Fouss erwëscht ze ginn. Och wann net eng Pandemie d'selwecht ass wéi déi aner, et brauch een e gesetzleche Kader, deen et beschtméiglechst erlaabt, net op en État de crise mussen zréckzegräifen, mee am demokratesche System ze bleiwen an ze fonctionéieren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Lorsché. An da kucke mer elo, ob den Här Jeff Engelen eis och eng Freed mécht.

*(Hilarité)*

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Wat mengt Der mat „Freed", Här President? Bon, Här President, merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken – datt ech et net vergiessen – dem Här Mars Di Bartolomeo en häerzleche Merci fir säin – ech mengen, ech loossen et sinn – zigste Rapport zum Covid. Ech géif eis all wënschen an hoffen, datt et de leschte Covidrapport ass, dee mer hei am Parlament musse maachen. Ech mengen, et stéing eis gutt, wa mer dat kéinten esou maachen.

Och begréisse mir dëst Gesetz, well d'Wuert „Pandemie" elo gestrach ass an et ass ersat ginn – ech mengen, den Här Di Bartolomeo huet et gesot – duerch „Covidkrankheet". Et ass och elo flott, datt d'Impfflicht ..., ech denken, datt déi och elo vum Dësch ass. Ech weisen drop hin, datt mir ëmmer géint eng Impfflicht waren – wuel fir fräiwëlleg Impfungen, mee keng Impfflicht.

An da kéim ech zum leschte Saz: Ech mengen, mir sinn elo an enger Phas ukomm, wou mer e bëssen Ofstand zu där Covidgeschicht do hunn – et war jo eng onglécklech Zäit –, an datt mer eis missten awer an dräi Beräicher iergendwéi awer e bësse mat der Entwécklung oder Evolutioun befaassen. Ech denken do zum Beispill un de Long-Covid a seng Folgen. Ech mengen, domadder musse mer eis eng Kéier befaassen. Ech hat dat gëschter Owend iergendwou spéit an enger Fernseesendung gesinn, datt dat do an Däitschland gemaach gëtt.

A woumat mer eis och musse befaassen, ob mer wëllen oder net, sinn d'Niewewierkunge vun den Impfungen. Dat soll een an aller Objektivitéit maachen, fir datt een am Fong geholl an Zukunft gerüst ass, fir datt een Änleches net méi brauch ze maachen.

An dann, ech mengen, ech hat et schonn e puermol hei gesot – ech mengen, den Här Wiseler hat et och gesot –: en allgemengt Pandemiegesetz. Ech mengen, hei kéint een dat opgrond vun den Erfarungen, déi mer hei hunn oder hu misse maachen, vläicht huelen als Basis, fir e Pandemiegesetz ze maachen. Da wier et och vläicht an der Zukunft méi einfach, wann emol esou eppes nach eng Kéier géif antreffen. Ech hoffen a wënsche mer dat net, mee et weess ee jo ni, wat am Liewen nach op eis zoukënnt.

An ech bréngen dann d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz an ech géif Iech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Engelen. An dann ass et elo un der Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. An och nach eng Kéier merci dem Rapporter. Et deet mer leed, ech maachen Iech och kee Gefalen, mee et ass net laang. Mir stëmmen dëst Gesetz natierlech mat. Et ass gutt, dass et de Leit, déi sech vulnerabel spieren, erlaabt bleift, weiderhin eng Mask unzedoen. Dat hunn ech d'lescht Kéier och scho gesot, dat ass ganz kloer eng gutt Saach.

Jo, an och wann d'Covidpandemie ville vun eis wäit ewech schéngt, sou dierfe mer net esou weidermaachen, wéi wann dës Pandemie mat all deenen néidegen an onnéidege Moossnamen ni do gewiescht wier, well de Virus huet awer Wonnen hannerlooss.

Fir d'éischt emol all déi, déi awer um Virus gestuerwe sinn, an dat sinn der vill. An ech mengen, deene muss een och gedenken an natierlech och hire Familljen. An dann och all déi, déi u Long-Covid leiden, och dat sinn der relativ vill. An och all déi, déi mat Impfschied ze kämpfen hunn, déi sech net ëmmer wouergeholl spieren. Ech erënneren un eng Fuerderung vun der Patientevertriedung fir e Fong fir d'Entschiedung vun de Patiente mat Impfschied an och Programmer fir Long-Covid, geneesou wéi et och Programmer fir Post... Pardon, et gëtt jo Programmer fir Long-Covid an u sech fuerdere si och e Programm fir Post-Vac, also fir Impfschied. An Däitschland gëtt et esou eng Ambulanz, an ech wollt nach eng Kéier un déi Fuerderungen erënneren.

Voilà, op engem aneren Niveau, op engem anere Plang, kann een och un all déi erënneren, déi zum Deel ënnert deenen onnéidegen an onverhältnisméissege Moossname gelidden hunn a bis haut dorënner leiden, virun allem Jugendlecher, deenen en Deel vun hire wichtegste Joren awer geholl ginn ass an déi ënner anerem doduerch da mat anere gesondheetleche Schied ze kämpfen hunn. Ech erënneren un d'Donnéeë vun der Unicef, déi natierlech nëmme bedéngt mat dem Covid ze dinn hunn a mat de Covidmoossnamen ze dinn hunn: 16 % Tentative-de-suicidë bei de Jugendlechen. Wéi gesot, ech erënneren drun: Et huet nëmme bedéngt mat Covid ze dinn, mee mir wëssen alleguer, wéi d'Santé-mentales-Suerge bei deene Jonken an d'Luucht gaange sinn an deene leschte Joren.

An eng aner déif Wonn ass um Niveau vun eiser Gesellschaft: Duerch den absolutt onnéidegen a groteske Sproochgebrauch à la „Schwurbler" a „Covidioten" – ech erënneren drun, et ass wäit ewech, mee mir mussen drun erënneren –, an dat zesumme mat der Culpabiliséierung an enger méintelaanger onnéideger Debatt ronderëm eng Impfflicht ass eis Gesellschaft déif gespléckt ginn.

Vill vun deene Leit hu sech net vun de politeschen Autoritéite verstanen a respektéiert gespuert. Am Géigendeel, si goufen un de Pranger gestallt a sinn ënner anerem doduerch an d'Hänn vu rietspopulisteschen Acteure gefall. Och dat muss ee leider ëmmer erëm soen. Et ass e Fakt. An all dës Wonne sinn nach net geheelt. Mir wëssen, dass Wonnen nëmme kënnen heelen, wa Luucht drop schéngt, wa Luucht drop kënnt. Wann een eppes tabuiséiert oder ënnert den Dësch kiert, kënne keng Wonnen heelen. Am Géigendeel, si verhäerte sech, dat ass ganz kloer.

Ech perséinlech hat emol d'Initiativ ergraff, virun annerhallwem Joer, fir en oppenen a kontradiktoreschen Debat tëscht Medezinner ze organiséieren – eebe grad, well et kee gouf. D'Regierung huet sech méintelaang op den Avis vu fënnef Experte bezunn, mee et gouf, obwuel et ëm extreem wichteg an aschneidend Moossname gaangen ass an ënner anerem ëm d'Impfflicht, deen Ament keng gréisser oppe kontradiktoresch Diskussioun tëscht Medezinner. Nodeems e Generalist d'accord war – dee keen Impfskeptiker ass – mat engem vun de fënnef Experten un enger ëffentlecher a kontradiktorescher Debatt deelzehuelen, déi ech dann hätt kënnen organiséieren, war ech un zwee vun den Experten deemools erugetrueden. Nodeems deen éischten, den Dokter Schockmel, mech ofzerwéiert huet mat der Remark, et wär jo alles gewosst, alles um Dësch a kee Besoin fir eng Debatt, huet deen zweeten, den Dokter Muller, mech an engem grotesken a manipulative Bréif un de Chamberpresident a Kopie ëffentlech diffaméiert an ofzerwéiert. Ech hat eigentlech net wëlles, dëst Kapitel public ze maachen, well ech net gäre mat Nimm op der Place publique schaffen – Dir wësst dat, ech maachen dat normalerweis net –, mee ech mengen, et ass wichteg ze soen, mat wéi engen onerhéierte Methode verschidde Leit schaffen!

A menger leschter Covidried hat ech dëst gesot an dat gëllt nach ëmmer: Et ass ni gutt, wann ee mengt, et hätt een d'Wouerecht gepléckt. An et sinn nawell Leit, déi dat mengen, a wann een hinnen dann ze vill Muecht gëtt, dann ass dat geféierlech. Gottseidank ass d'Regierung hinnen, deene fënnef Experten, net an hire Recommandatiounen nogaangen an huet d'Impfflicht net agefouert. Voilà, dat dozou.

Da wollt ech nach ee Punkt uschwätzen: D'Weltgesondheetsorganisatioun plangt de Moment un engem internationalen Accord fir d'Pandemien, dat wësst Der och alleguerten. Mir all wëssen, dass déi nächst Pandemie wäert kommen; d'Fro ass just, wéini a wéi schlëmm se wäert ginn. Natierlech soll een dat preparéieren, dat ass iwwerhaapt net d'Fro. D'Fro ass éischter, wéi ee se preparéiert. An deem Kontext schafft d'OMS jo den Ament dësen Accord aus, dee soll verbindlech ginn. Et gëtt jo vill Gerumouers an deem Kontext. Mir all krute Bréiwer, an ech muss soen, dass ech eigentlech en Unhänger si vun internationale Léisunge fir international Problemer, ganz kloer.

Leider ass et net esou einfach. D'OMS gëtt, wéi jiddwereen heibanne weess, ëmmer méi vu privaten Acteure finanzéiert, déi hir eegen – aner – Interessien hunn. D'Pharmalobby an der OMS ass enorm an dat ass net nei. Dobäi kënnt, wann dësen Accord op Chefetagen ënner Lobbyafloss decidéiert gëtt an esou vun uewen erof imposéiert gëtt, dann ass en null basisdemokratesch legitiméiert. D'Gesondheetsministesch war, souwäit ech weess, zu Genf bei der OMS, an, souwäit ech weess, muss de Staat dësen Ament Amendementer un dësem Text ausschaffen an eraschécken. Dofir wär meng Fro u si, wou dësen Text drun ass a wat d'Positioun vu Lëtzebuerg ass. Misst d'Chamber respektiv d'Santéskommissioun net agebonne ginn an eventuell Avise vun externen Acteure gefrot ginn? Wann dësen Text eis esou impaktéiert, wéi et virgesinn ass an och gewollt ass, misst d'Parlament dann net awer matagebonne ginn?

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Oberweis. Den Här Di Bartolomeo freet d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur | Merci. Fir eng kuerz Reaktioun op der Madamm Oberweis hir Feststellunge vis-à-vis vun zwee Experten, déi net hei kënne sinn: Ech si sécher och net ëmmer d'accord gewiescht, ech war heiansdo och méi nuancéiert a menger Meenung vis-à-vis vun deem, wat d'Experte gesot hunn, mee ech mengen awer, dass et net ganz fair ass, fir en net kompletten Dossier hei op den Dësch ze leeën an dann ze soen, wéi een ofgefäerdegt ginn ass a wéi ee behandelt ginn ass. Ech wär do e bësse méi virsiichteg a mengen Aussoen an ech géif jiddefalls esou Aussoe maachen, wann déijéineg och do wären, wa se sech kéinte verteidegen. Dat verlaangt och d'Fairness an dësem Parlament. An ech soen Iech Merci.

Ech wollt awer just nach eng Bemierkung maachen zu enger Feststellung, déi Der gemaach hutt iwwer den Taux de suicide bei deene Jonken. Jo, richteg, et ass ganz bedauerlech, dass et dozou komm ass, mee Dir hat Iech ausgedréckt, wéi wa 16 % vun de Jugendlechen eng Tentative ... Et ass warscheinlech gemengt gewiescht, dass den Taux ëm 16 % geklommen ass, well wann dat géif stëmmen, wat Der gesot hutt, da géife vun 100 Jugendleche 16 eng Tentative de suicide maachen. Dat schéngt mer awer net ganz realistesch ze sinn.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Di Bartolomeo. D'Madamm Oberweis freet d'Wuert zréck a kritt et och.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Zu den Donnéeë vun der Unicef: Ech hat déi deemools gekuckt an ech war wierklech immens schockéiert an ech hu mer se e puermol ugekuckt. Wann Dir se ënnert den Hänn hutt, kënnt Dir se gären zitéieren. Ech hu se grad net ënnert den Hänn, mee ech weess, dass se mech deemools wierklech markéiert hunn an ech mengen, méi Leit heibannen. Ech hu wierklech an Erënnerung, dass et 16 % Tentatives de suicide war. Ech kann et gär nokucken, ech si mer ... Voilà, et huet mech deemools markéiert. Vläicht weess d'Gesondheetsministesch et och oder ... Mee soss kucke mer et no, mee mir wëssen all, dass et immens héich ass. Ech hunn och ganz kloer gesot, dass just bedéngt déi heite Moossnamen domat ze dinn hunn.

Dat anert ass, ech hu mech ... Annerhalleft Joer laang hunn ech näischt gesot. En huet mech wierklech markéiert, de Bréif, ech kann Iech en all gären zoukomme loossen. Den Dokter Muller huet en nämlech un de Chamberpresident geschéckt. Obwuel ech hie perséinlech kontaktéiert hunn a just ech hie kontaktéiert hunn, huet hien de Chamberspresident a Kopie gesat a meng ganz Partei, fir ze soen, hien huet mech kloer wëllen diffaméieren. Et war keng konstruktiv Approche vu senger Säit do, vu menger Säit war d'Approche ganz konstruktiv. Ech kann Iech alles weiderschécken, wann Der wëllt.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Oberweis.

*(Interruptions et brouhaha)*

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Ëntschellegt, et ass en ëffentleche Personnage. Et ass e Personnage public, et ass net eng Privatpersoun wéi en aneren.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | An d'Wuert kritt elo den Här Sven Clement als leschten ageschriwwene Riedner.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt merci dem Rapporteur éternel vun eise Covidgesetzer fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport. Nee, ech mengen, dat ass mëttlerweil schonn onendlech, datt en dat mécht. Ech hoffen, datt et iergendwann endlech ass an datt mer net nach e puermol mussen heirop zréckkommen.

Bon, déi puer Ännerungen, déi mer dann haut maachen, sinn, mengen ech, schonn erkläert ginn, datt mer den Term „Pandemie" sträichen, dat féiert zu ganz ville redaktionellen Ännerungen. Wéi ech déi éischt Versioun krut vum Texte coordonné, hunn ech geduecht: „O mäi Gott, wat gi se elo hei alles änneren?" An a Wierklechkeet war et op ganz ville Plazen einfach, den Term „Pandemie" ze sträichen, wat faarflech an der Version consolidée no immens vill ausgesinn huet, wat am Endeffekt awer ganz wéineg un der Substanz geännert huet.

Et ass awer definitiv eppes, wat jiddwereen heibanne begréisst, datt d'OMS d'Enn vun der Pandemie deklaréiert huet. Och wann de Covid-19 nach ëmmer net zu 100 % fort ass, sou kann een dann awer wéinstens net méi vun enger Pandemie schwätzen, mee mir schwätzen elo vun engem weidere Stadium vun deem blöde Virus.

Wat mir Piraten dann awer och weider ausdrécklech begréisse kënnen, ass, datt et weider Ausname gëtt fir Leit, déi wëllen eng Mask droen an datt se domadder net automatesch ënnert d'Vermummungsverbot falen. Grad wärend der Pandemie hunn d'Maske gewisen, datt se – ënnert de Konditiounen, datt se richteg benotzt goufen – e ganz gudde Schutz bidde kënnen, an dat net nëmme virum Covid, mee virun enger ganzer Rëtsch u Krankheeten. All Joer erëm hu mer am Wanter Grippesaisonen an do kann de Mask och an Zukunft hëllefen, datt eebe grad ee sech schütze ka respektiv, wann ee sech selwer e bësse krank fillt, een och déi aner viru sech selwer schütze kann. A mir mussen doweinst jidderengen – mee grad de vulnerabele Mënschen – d'Méiglechkeet ginn, sech och weiderhi mat engem Mask kënnen ze schützen.

Ech wëll elo ... Ech wollt mer u sech op d'Zong bäissen an elo näischt méi dozou soen, wat ech elo grad hei vu menger Virriednerin héieren hunn. Ech fannen et immens bedenklech, wann hei op der Tribün en Discours gefouert gëtt, deen awer eng ganz Rëtsch Froen opwerft, ënnert der Hypothees, datt et op déi Froe keng Äntwerte gëtt, obwuel een als vollwäertege Member vun der Santéskommissioun Äntwerten op déi Froe kritt hätt, Accès zu den Experten hat, se konnt froen. Jo, et konnt ee keng Show op enger Tribün maachen, op enger Bün, wou ee sech dann nach selwer hätt kënnen als Moderateur en scène setzen, mee et hätt een all déi Leit kënne froen, et hätt een all déi Leit kënnen interviewen, et hätt een all Informatiounen ..., op all déi Froe kënnen Äntwerte fannen. An ech fannen et ganz schlëmm, datt een dann heibannen ... Knapps ass deen een net do, deen ëmmer ..., deen den duussen Omikron wollt mat heembréngen, scho kënnt et vun der anerer Säit vum Spektrum. Ech hunn dat heibannen e puermol gesot: Ech fannen dat ganz schlëmm!

*(Interruption)*

Ech mengen, ech hunn iergendee getréppelt heibannen, Här President. Et ass awer ok.

*(Interruption)*

Wann ech dann awer iwwer Transparenz schwätzen, da wëll ech awer eppes soen, an dat ass: Jo, mir kënnen als Santéskommissioun all d'Froe stellen. Ech wär awer ganz frou, wa mer vun der Madamm Ministesch iergendwann eng Kéier och déi Kontrakter vun den Impfbeschafunge géife kréien, well do geet et net ëm d'Wierksamkeet, do geet et net ëm weider Secreten. Do geet et drëm, ob mer nach ëmmer Impfstoffer kafen, obwuel mer se net méi asetzen, an ob mer eis dozou kontraktuell verflicht hunn. Well dat huet en Impakt op de Staatsbudget. Dat ass net eng Fro, mat wiem mer en Deal gemaach hunn, firwat mer deen Deal gemaach hunn. Dir wësst, ech hunn heibannen all Commande ënnerstëtzt. Ech hu mech bei Minusgraden an d'Rei gestallt, fir an engem PopUp kënnen zu deem Zäitpunkt geimpft ze ginn, wou et méiglech war. Dat dierf awer e parlamentaresche Contrôle vun der Beschafungsstrategie vun deenen Impfstoffer net aushiewelen.

Dat gesot, wäert ech da mat der neier Verfassung – an den Här President weess et, datt hien nach virun der nächster Conference e Bréif wäert vu mir hunn – nach eng Kéier à charge goen zu deem heite Gesetz.

Ech mengen, ech hunn et kloer gemaach, mir wäerten et ënnerstëtzen a mir hoffen, datt mer net nach zéng weider Iteratiounen dovunner brauchen. Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. D'Madamm Nathalie Oberweis freet d'Wuert fir Fait personnel.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci. Ech wollt just ganz kloerstellen, dass ech wuel an der Kommissioun war, wuel an der Kommissioun den Experte Froe gestallt hunn a vill Froe gestallt hunn. Ech weess net, wien do war, mee ech hu se wierklech preparéiert, ech hunn hinnen all meng Froe gestallt an dorëms ass et net gaangen.

Et ass ëm en ëffentlechen Debat gaangen, dee ganz vill Leit ... A mir wëssen et heibannen, ganz vill Leit hunn en ëffentleche kontradiktoreschen Debat gefrot. Ob een domat averstanen ass oder net, ech sinn e Verfechter vun der Demokratie, ech sinn net onbedéngt mat deene Leit averstanen, mee et muss en Debat ginn an dorëms ass et mer gaangen. Net ëm de Fait, dass ech an der Kommissioun den Experte Froe stellen, mee ëm en ëffentlechen Debat op enger ëffentlecher Plattform, dorëms ass et gaangen. Dat ass eppes aneescht, wéi an der Kommissioun matzeschaffen, dat hunn ech wuel gemaach.

Ech fannen, Är Methoden, muss ech éierlech soen, Dir kënnt geschwënn erëm eng Kollaboratioun mat der ADR ufänken, sou wéi Dir et scho gemaach hat.

**Une voix** | Léiwer net!

**Une autre voix** | Nee!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Oberweis. An elo kritt d'Wuert: den Här Clement wéinst Fait personnel.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech hu virdrun eppes ganz Klores hei op der Tribün gesot an ech bleiwen dobäi, datt d'Aarbecht an der Kommissioun, déi a PVen, déi ëffentlech sinn, dokumentéiert ass, Äntwerten op ganz vill vun deene Froe liwwert, déi d'Madamm Oberweis hei op der Tribün gestallt huet a gemaach huet, wéi wann et keng Äntwerten drop géif ginn.

Déi Äntwerten huet se zum Deel doduerjer, datt si se an der Kommissioun gestallt huet, déi Froen, a PVe veréiwegt. An ech hu virdru virgeworf, datt se sech wollt op enger Bün inzenéieren. Dat huet se jo haut gemaach. Méi muss ech dozou net soen.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. Ech mengen, dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

An elo kritt d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | Merci, Här President. Virop och merci fir den x-te Rapport zum Covidgesetz. Ech mengen, mir sinn alleguerte frou, dass et offiziell keng Pandemie méi gëtt weltwäit, dass mer an de Beräich vun der Normalitéit komm sinn.

An trotzdeem wësse mer alleguerten, dass déi Pandemie nach ëmmer op eis laascht als Gesellschaft. Déi laascht ongeféier esou op der Gesellschaft, wéi wann een en déckt, schwéiert Iessen hat an dat nach net richteg verdaut huet. Et fält nach vill Aarbecht un, si muss verschafft ginn, et ass Zousazaarbecht derbäikomm. Op internationalem Plang si ganz vill Aarbechtsgruppe bäikomm, et gëtt sech intensiv domadder beschäftegt, fir sech an Zukunft besser opzestelle mat neien Institutiounen, déi geschafe gi sinn, mat Aarbechtsgruppen, déi lafen, fir Leçonen aus deem ze zéien, wat mer geléiert hunn.

An dat ass alles eng gutt Saach, mee et ass nach ëmmer effektiv en Nowierke vun enger Pandemie, wat iwwerall ze spieren ass, net ze schwätze vun de Leit. Ech mengen, mir hunn nach ganz vill Leit an der Behandlung, ob fir Long-Covid ... Mir hunn nach ëmmer Leit, déi sech mellen, déi Niewewierkungen hu vun Impfungen. Et si ganz vill Tributer gefuerdert ginn duerch déi Pandemie hei an dat wäert eis nach eng Zäit huelen, fir dat alles opzeschaffen, och am Beräich vun der Santé mentale. Och wa mer hei zu Lëtzebuerg verhältnisméisseg gutt duerch de Bësch komm sinn, sou si mer nach eng länger Zäit mat dëser Saach beschäftegt.

Zum Gesetz ass net vill Technesches ze soen. Ech mengen, et ass schonn ervirgestrach ginn, mir hunn eng Rei Saachen, déi mer eis oprecht halen, fir d'Date kënne weider ze verschaffen, fir och kënnen erëm eng Kéier Masken anzesetzen, falls eng Noutwennegkeet sollt sinn, par rapport zu Covid oder aneren Infektiounskrankheeten. Et ass, wéi den Här Wiseler gesot huet, e bëssen an d'Gewunnechten agaangen, sech ze schützen, wann een eng ustiechend Krankheet huet. Dat ass näischt Schlechtes prinzipiell, soudass dat eng gutt Saach ass.

An och d'Apdikten, kann ech nëmmen ënnersträichen, dat ass och ee vun de Punkten am Plan national santé, wou mer wëlle weider exploréieren, wéi ee verstäerkt kann den Apdikter als Vertrauenspersoun, als Gesondheetsberuffler mat abannen. Dat grad an engem Kontext, wou mer wëssen, dass a ganz Europa eng Penurie an Aussicht steet vu medezinneschem Personal. Do ass dat sécherlech eng gutt Pist an och hei zu Lëtzebuerg eng ganz gutt Erfarung gewiescht. D'Leit hunn dat ganz gutt ugeholl.

An doriwwer eraus géif ech gär dat ënnersträichen, wat ech an Aussiicht gestallt hunn. Eis Ekippe schaffen un engem Covidgesetz, déi Aarbechte lafe riicht weider, och wann en Depot warscheinlech net méi virum Summer wäert sinn. Ech gi jo dovun aus, dass mer och am Hierscht nach kënne Saachen deposéieren. Ech behalen do mäin Optimismus. Mir schaffen dodrunner, ganz intensiv an och seriö. Mir waarden am Moment ... Also den Text ass schonn ..., dee steet schonn zu engem groussen Deel, mir sinn do am Echange och mat anere Länner.

Ech géif gären dorop opmierksam maachen, dass eebe justement op europäeschem Plang sech ganz vill domadder befaasst gëtt, wat gutt funktionéiert huet a wat net. Do wäerten elo deemnächst och Recommandatiounen erauskomme vum Health Security Committee. Dat ass dee Kommitee vun Experten, dee sech intensiv mat der Pandemie wärenddeem befaasst huet an och elo. Déi Recommandatioune wëlle mer natierlech nach gären afléisse loossen, och Kenntnis dovun huelen, soudass ech jiddefalls fir mäin Deel optimistesch bleiwen a mech sécherlech och engagéieren, mat mengen Ekippen hei bis zum Schluss ze schaffen, wa mer dat nach fäerdegkréien. Eis Ambitioun ass et, nach an dëser Legislatur en Text och ze deposéieren, dass eng nächst Regierung, wéi ëmmer se ausgesäit, dann eppes virleien huet, wou se kann drop weiderschaffen.

D'Evaluatioun ass och schonn oft ugeschwat ginn. Do hat ech Iech och gesot: Mir däerfen net vergiessen, eist Land ass vun enger Pandemie betraff gewiescht, déi net just hei Lëtzebuerg oder Europa concernéiert huet. Mir mussen eis ëmmer erëm virun Aen halen: Mir sinn e Land – wann ech mech richteg erënneren –, wat 82 Kilometer laang a 54 Kilometer breet ass, an dofir maache mer Evaluatioune gären iwwert den Tellerrand eraus. Mir ware mat déi Éischt, déi eis generell als Land evaluéiere gelooss hu vun enger OECD. Dat ass eppes, wat vill gekuckt gëtt, wat vill nogemaach gëtt mëttlerweil vun anere Länner.

An d'selwecht wëlle mer och Frontrunner sinn an der méi detailléierter Evaluatioun. Do gëtt et e Modell vun der WHO, dat ass de Universal Health and Preparedness Review, wou Portugal dat éischt Land an Europa ass, wat deen Exercice gemaach huet. Dir wësst, dass Portugal ganz staark geschloe war vun der Pandemie. Si waren déi Éischt, déi et gemaach hunn. Mir sinn déi Zweet, wann ech richteg informéiert sinn, déi et ugefrot hunn. Dat heescht, dat ass déi Evaluatioun, déi mir offiziell ugefrot hunn.

Dat wäert eppes Opwenneges ginn. Et huet awer de Meritt, dass et e consacréierten internationale Referenzkader ass, wou ee sech och herno ka vergläichen, wou mer wierklech héichkaräteg Experte wäerte kënne mobiliséieren. Et sinn natierlech Aarbechten, déi eng Zäit wäerten huelen, mee jiddefalls eis Demande ass eragaange bei der WHO. Mir wëllen och deen Exercice maachen a sinn och do bereet, natierlech déi néideg Moyenen dranzesetzen – sou Exercicë si ganz opwenneg.

Och dat sinn Nowéie vun enger Kris, dat mobiliséiert eng Verwaltung vill. Et huet natierlech de Meritt herno, dass een eng objektiv Vue huet an och ka mat anere Länner an de Verglach goen. Dat ass en Exercice, dee sech allerdéngs méi laang wäert zéien. Dat wäert iwwert den Hierscht ulafen an dann awer eng gewëssen Zäit huelen. Ech invitéieren awer jiddwereen, deen dat interesséiert, Kenntnis ze huele vun deem portugisesche Rapport. Dat ass, wéi gesot, den éischten, dee virläit. Dee fënnt een um Internet bei der WHO an do kritt een eng Iddi, wat dat ass.

Just fir op de Suicide ze korrigéieren, ech hat nogefrot: Et ass effektiv 16 op 100.000, dat ass laut dem OECD-Rapport, 16 Suiciden op 100.000. Also net 16 op 100, mee op 100.000. Dohier kënnt de 16. Voilà.

Ech soen Iech Merci fir d'Zoustëmmung a wënsche mer näischt méi, wéi hei net nach eng Kéier musse mat engem Covidgesetz, der Rallonge vun deem heiten, virun Iech ze stoen. Warscheinlech wäert ech keen neit méi presentéiere kënnen, mee deposéiere wäert mer vläicht nach erlaabt sinn. Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Jo, ech hunn effektiv och d'Zuele vun der Unicef elo erëmfonnt. Et ass 15 % „[qui ont] sérieusement réfléchi au suicide" a 7,7 % „[qui ont] fait une tentative de suicide". Dat waren déi Zuelen, déi ech gesinn hat, dofir … Bref, effektiv, et ass gutt, datt den Här Di Bartolomeo et gesot huet, well et ass 15 % „réfléchi au suicide" a 7,7 % – wat nach ëmmer ze héich ass – „tentative de suicide".

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci fir déi Prezisiounen. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8252. Den Text steet am Document parlementaire 8252[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8252 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8252 est adopté à l'unanimité des 57 votants.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Claude Wiseler), Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain (par Mme Djuna Bernard), Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup) et Fred Keup ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 19.32 heures.)*

# 60e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

## Sommaire


1. **Ouverture de la séance publique** p. 40
   M. Fernand Etgen, Président
2. **8079 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et portant modification :**
   **1° du Code du travail ;**
   **2° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;**
   **3° de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ;**
   **4° de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg** p. 40
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler
   Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8079 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. André Bauler | Mme Martine Hansen
   Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)
3. **8203 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle** p. 45
   Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
   Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
   Mme Myriam Cecchetti
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8203 et dispense du second vote constitutionnel
4. **Question élargie n° 193 de M. Sven Clement au sujet de la TVA sur les produits CBD** p. 47
   M. Sven Clement | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
5. **8154 – Projet de loi relatif à l'acquisition de parts dans la copropriété de l'immeuble K22 à Luxembourg-Kirchberg** p. 48
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   Discussion générale : M. Laurent Mosar (interventions de M. Marc Lies et M. Gilles Baum) | M. Yves Cruchten | M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Roy Reding (interventions de M. Sven Clement) | M. Michel Wolter (interventions de M. François Benoy et M. Dan Kersch)
   Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Sven Clement (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre François Bausch) | M. le Ministre François Bausch | M. Laurent Mosar (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes (intervention de M. Laurent Mosar) | M. le Ministre François Bausch (intervention de Mme la Ministre Yuriko Backes)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8154 et dispense du second vote constitutionnel
6. **8214 – Projet de loi relatif à l'acquisition de surfaces dans la copropriété de l'immeuble « Twist » à Belvaux** p. 57
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. André Bauler) | M. Sven Clement | M. Roy Reding | M. Michel Wolter
   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8214 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8226 – Projet de loi portant approbation du deuxième Avenant, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'Avenant et le Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 4 octobre 2011** p. 59
   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8226 et dispense du second vote constitutionnel

8. **Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à la neutralité de la Chambre des Députés en tant qu'institution** p. 60

Exposé : M. Fernand Kartheiser

Discussion générale : M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Gilles Baum | Mme Nathalie Oberweis | Mme Martine Hansen | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur la résolution (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch et Mme Yuriko Backes, Ministres.

*(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen,** Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

*(Négation)*

## 2. 8079 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et portant modification :

### 1° du Code du travail ;

### 2° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

### 3° de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ;

### 4° de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg

Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtten u mam Projet de loi 8079 iwwert d'Revisioun vum generelle Kader vum Enseignement supérieur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche***

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, mam virleiende Gesetzesprojet droe mer de strukturellen an organisatoreschen Entwécklungen am Héichschoulberäich Rechnung a mir passen un d'Dispositiounen iwwert de Brevet de technicien supérieur, de BTS, an iwwert d'Programmer, déi vu spezialiséierten Héichschoulen hei am Land ugebuede ginn.

Wéi am Regierungsprogramm virgesinn, iwwerschaffe mer zu deem Zweck dat bestoend Héichschoulgesetz an ënnerhuele punktuell Ännerungen um Code du travail, um Gesetz iwwert d'Reconnaissance des qualifications professionnelles, um Unisgesetz an um Gesetz iwwert d'Études spécialisées en médecine vun der Uni Lëtzebuerg.

Méi wéi zéng Joer nom Akraafttriede vum initialen Héichschoulgesetz vun 2009 hu sech souwuel déi national wéi och déi europäesch an international Standarden an dësem Beräich staark verännert, virun allem, wat d'Qualitéitskrittäre vum Enseignement betrëfft. An Dir wäert och herno gesinn, datt dat Wuert „Qualitéit" ëmmer nees erëmkënnt.

Fir déi exzellent Renommee vun eisem Héichschoulsystem an déi international Unerkennung vun eisen Diplomer an Zukunft weiderhin ze garantéieren, musse mer eng Rei Upassungen un eisem bestoende Gesetzeskader virhuelen.

Ier ech op déi eenzel Punkte vun dësem Gesetzesprojet ze schwätze kommen, wëll ech als Éischt de Kader fir déi geplangten Ännerunge setzen an e ganz klengen Exkurs an d'Geschicht vun eisem Héichschoulsystem maachen.

Zënter dem Ufank vum neie Joerdausend huet sech am Beräich vun der Qualitéitssécherung am Enseignement supérieur villes gedoen. Mat der Konventioun vu Lissabon gouf am Joer 1997 an Europa e wichtege Schrëtt gemaach, fir déi verschidden Héichschoulsystemer vun den europäesche Länner méi no beieneen ze bréngen. Deen Text gesäit eenheetlech Krittäre fir déi géigesäiteg Unerkennung vun Héichschouldiplomer vir an huet all d'Signatairen och rechtlech dorunner gebonnen.

Dës Konventioun, also d'Convention de Lisbonne, huet dann och de Wee fir de Bologna-Prozess virbereet, un deem mëttlerweil 47 Länner deelhuele mam Zil, fir een harmoniséierte Kader fir déi vereenzelt Héichschoulsystemer vun de Signatairen ze schafen.

Mam Bologna-Prozess goufen déi dräi akademesch Zykle vum Bachelor, Master an Doktorat geschaf, déi op der Usammlung vun ECTS-Punkte baséieren. De Bologna-Prozess baséiert sech op gemeinsam Krittären, nämlech op déi sougenannten „ESG-Krittären": europäesch Standarden a Richtlinne fir d'Qualitéitssécherung am europäeschen Héichschoulberäich.

Hei gëtt dann ënnerscheet tëscht der interner an der externer Qualitéitssécherung. Déi intern betrëfft d'Moossnamen, déi d'Héichschoule selwer huelen, wärend déi extern Kontroll zum Beispill vun den Akkreditéierungsagencë gewärleescht gëtt.

2008 gouf dann de Cadre européen des qualifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie vum Europaparlament ugeholl. Am Géigesaz zum Bologna-Prozess reegelt dësen net nëmmen d'Architektur vun de Bacheloren, Masteren an Doktoraten, mee vu sämtleche Qualifikatiounsniveauen an der Schoul, an der Formation professionnelle an am Enseignement supérieur. Dëse Kader definéiert soumat d'Acquise vun aacht verschiddene Qualifikatiounsniveauen.

Op nationalem Niveau hu mir dunn 2012 de Cadre luxembourgeois des qualifications zu Lëtzebuerg agefouert, deen op den europäesche Richtlinne baséiert.

Besonnesch interessant sinn dann och déi regional Accorden iwwert d'Reconnaissance automatique vun den Héichschouldiplomer, déi mer mat Holland an der Belsch getraff hunn. Zanter 2015 huet sech d'Benelux nämlech derzou engagéiert, fir den Niveau vun de Bachelor- a Masterdiplomer an ab 2018 och de sougenannten „associate degrees" an den akademeschen Doktorater, déi an engem vun den dräi Länner ausgestallt a vun deem Land als solch Diplomer unerkannt ginn, automatesch ënnereneen unzëerkennen.

E Lëtzebuerger zum Beispill, deen an der Belsch studéiert huet an duerno zréck op Lëtzebuerg kënnt, brauch hautdesdaags also am Prinzipp keng Demande méi beim Staat ze maachen, fir säin Diplom unerkannt ze kréien.

Ganz rezent gouf dësen Accord dunn op déi dräi baltesch Länner erweidert. Dir erënnert Iech warscheinlech, mir haten deen Text hei am Plenum.

National gesinn huet d'Schafung vun der Uni Lëtzebuerg am Joer 2003 eng Schlësselroll fir d'Entwécklung vun eiser Héichschoul- a Fuerschungslandschaft gespillt. Mir hunn deemools als eent vun den éischte Länner an Europa resolutt a konsequent d'Richtlinne vum Bologna-Prozess adoptéiert a konnten eis séier eng international Reputatioun opbauen.

2009 hu mer dunn d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Lëtzebuerger Héichschoulsystem gestëmmt, dat eng gesetzlech Basis fir Studie geschaf huet, déi vun engem anere Prestataire wéi der Uni ugebuede ginn.

An dësem Gesetz gouf festgehalen, datt sämtlech BTS-Programmen an och Programmer, déi vu privaten Héichschoulen hei am Land ugebuede ginn, nëmmen dann zu Lëtzebuerg unerkannt ginn, wa se am Virfeld akkreditéiert goufen. D'Prozedur vun der Akkreditéierung, oder der Akkreditatioun, garantéiert nämlech, datt d'Programmen den europäeschen an nationale Qualitéitskrittären entspriechen.

Nodeems mer 2018 eréischt d'Gesetz iwwert d'Uni Lëtzebuerg ugepasst haten, ass et elo och un der Zäit, fir eng Rei Revisiounen um alen Héichschoulgesetz virzehuelen. D'2009er Gesetz gëtt deemno abrogéiert an duerch en neien Text ersat.

Engersäits geet et drëms, fir de Funktionement vun de BTS-Programmen an d'Programmer vu spezialiséierten Héichschoulinstituter un déi vun der Uni Lëtzebuerg unzepassen a soumat méi Kohärenz an eisen Héichschoulsecteur ze bréngen. An anerersäits ginn eng Partie Neierunge bei de BTSen a bei der Qualitéitssécherung agefouert.

Ech wäert elo kuerz a knapp op déi wichtegst Punkten agoen. Als Alleréischt preziséiert dësen Text nach emol kloer, wéi eng Programmen a wéi eng Prestatairen am Lëtzebuerger Héichschoulsystem unerkannt sinn.

Fir d'Studente géint Bedruch a Falschinformatiounen ze schützen, gi Bezeechnunge wéi „Université" an „Établissement d'enseignement supérieur spécialisé" an och Titele wéi BTS, Bachelor, Master an Doktorat rechtlech geschützt. Soumat wëllt een evitéieren, datt dës Begrëffer fir onéierlech Zwecker mëssbraucht an déi jonk Leit getäuscht ginn.

Wat d'BTSe betrëfft, esou ginn, wéi gesot, verschidde Basisprinzippien un d'Dispositioune vum Unisgesetz ugepasst. An Zukunft soll et dann och méiglech ginn, datt verschidde Lycéeën zesummen eng BTS-Formatioun kënnen ubidden a soumat Synergien tëscht de Schoule geschaf ginn.

Eng wichteg Neierung an deem Beräich ass dann och d'Aféierung vum BTS en alternance, den theoreeteschen Unterrecht am Lycée gëtt hei mat praktesche Modullen um Terrain ergänzt.

D'Studentinnen an d'Studente verbréngen all Woch een Deel vun hirer Zäit am Betrib, wou si hiert neit Wëssen direkt applizéiere kënnen. Fir deen neie

Modell ze lancéieren, féiert dëse Gesetzesprojet och eng finanziell Ënnerstëtzung fir d'Patronen an, déi BTS-Studenten en alternance bei sech ophuelen.

En anere wichtege Punkt betrëfft d'Stagen, déi am Kader vun enger BTS-Formatioun gemaach ginn. Bis ewell war et de Patrone fräi iwwerlooss, ob si hir Stagiairë bezuelt hunn oder net, mee an Zukunft falen dës Stagen, genee wéi déi vun der Uni.lu, ënnert d'Reegele vum Code du travail. All BTS-Stage vu minimum véier Woche muss an Zukunft bezuelt ginn, an dat an Héicht vun op d'mannst 30 % vum onqualifizéierte Mindestloun.

Letzten Enns schaaft dëse Gesetzesprojet dann och eng legal Basis fir Passerellen tëscht BTS- a Bachelorformatiounen am selwechte Beräich op der Uni Lëtzebuerg, fir de Studenten nach méi Méiglechkeeten an Zukunftsperspektiven ze bidden.

Fir d'Qualitéit vun de BTS-Formatiounen an de spezialiséierten Héichschoulprogrammer hei am Land ze sécheren, ginn d'Prozeduren an d'Krittäre fir d'Akkreditéierung vun dëse Programmen iwwerschafft. An Zukunft wäerte sämtlech Dossiere vun der NVAO, der hollännesch-flämescher Agence fir Qualitéitssécherung am Héichschoulberäich, evaluéiert ginn. Domat séchere mir d'Kohärenz tëschent der Akkreditéierung vu BTS-Formatiounen a vu Bachelor- a Masterformatioune vun de spezialiséierten Héichschoulinstitutiounen. Et sief och bemierkt, datt Lëtzebuerg schonn zanter Längerem mat dëser Agence fir d'Akkreditatioun vun de Programmer vun de spezialiséierten Héichschoulinstitutiounen zesummeschafft.

An engem leschte Kapitel proposéiert de Gesetzesprojet e puer Ännerungen um Code du travail, um Gesetz vun 2016 iwwert d'Qualifications professionnelles, um Unisgesetz an um Gesetz vun 2020 iwwert d'Études spécialisées en médecine. Dës Upassunge sinn engersäits néideg, well op der Uni Lëtzebuerg nei Bachelorformatiounen am Infirmiersberäich agefouert ginn. An anerersäits gëtt heimat der Aféierung vum akademesche Grad vum „docteur en médecine" fir d'Absolvente vun den Études spécialisées en médecine vun eiser Uni Rechnung gedroen. Dësen neie Grad ergänzt also d'Offer vun den dräi aktuelle Graden, dem Bachelor, dem Master an – loosse mer dat emol esou nennen – dem „klasseschen" Doktertitel. Et sief och bemierkt, datt dëse Grad och retroaktiv fir d'Studentinnen an d'Studenten aus den zwee leschte Joergäng, also vun 2021/2022 an 2022/2023, verdeelt gëtt – oder erdeelt gëtt. Den Docteur en médecine wäert sécherlech zur Attraktivitéit vun de spezialiséierte Studien an der Onkologie, der Neurologie an der Médecine générale bäidroen.

Léif alleguer, zu gudder Lescht wëll ech nach emol op d'Avise vum Staatsrot an de Beruffskummeren ze schwätze kommen. D'Detailer fannt Der a mengem schrëftleche Rapport. D'Chambre des Salariés begréisst, datt d'BTS-Programmen an Zukunft och en alternance ugebuede ginn, dass se fir Jonker mat engem DAP accessibel ginn an datt d'Stagen an deem Kader musse bezuelt ginn, dräi Punkten, déi schonn zanter längerer Zäit um Terrain gefuerdert goufen. Och d'Aféierung vun enger staatlecher Primm fir Entreprisen, déi d'BTS-Studenten en alternance ausbilden, huet d'Chambre des Salariés ausdrécklech gelueft. Wat speziell d'Formatioun fir d'Infirmièrë betrëfft, sou kritiséiert se allerdéngs, datt et den Ament zwou Formatiounen op ënnerschiddlechem akademeschem Niveau hei am Land gëtt, déi awer alle béid Accès op den nämmlechten Titre professionnel erméiglechen. Ausserdeem hätt d'Salariatskummer sech eng méi héich Bezuelung fir d'BTS-Stagiairë gewënscht.

D'Staatsbeamtekummer weist sech erfreet doriwwer, datt d'Reputatioun vun de Lëtzebuerger Héichschouldiplomer gestäerkt gëtt, datt d'BTS-Stagen an Zukunft remuneréiert ginn an datt an de leschte Joren eng Rëtsch nei Studiegäng am Beräich vun der Medezinn an elo och am Gesondheetsberäich vun der Uni Lëtzebuerg en place gesat goufen.

D'Handelskummer, d'Handwierkerkummer an d'Agrar- oder d'Landwirtschaftskummer, d'Chambre d'Agriculture, warnen an hirem gemeinsamen Avis awer och do virdrunner, datt déi nei Akkreditéierungsprozeduren, d'Procédures d'accréditation also, riskéieren, als komplizéiert an aschränkend empfonnt ze ginn, a soumat den Héichschoulsecteur net schnell genuch op d'Bedürfnisser vum Aarbechtsmaart ka reagéieren. Anescht wéi d'Chambre des Salariés an d'Staatsbeamtekummer sinn d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Médiers an d'Chambre d'Agriculture och géint eng obligatoresch Indemnisatioun bei de BTS-Stagen. Hirer Meenung no géifen doduerch vläicht manner Entreprisë Stagiairen astellen.

De Collège médical ënnerstëtzt déi grouss Linne vum Gesetzesprojet a begréisst d'Ustrengunge fir d'Promotioun vun de Medezinnstudien hei am Land.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei Oppositions formelles ausgeschwat, wat d'Fixatioun vun Indemnitéite via Règlement grand-ducal ubelaangt, déi awer no den Amendementer vun der zoustänneger Kommissioun, déi dat jo nach e Méindeg de Moien am Detail analyséiert huet, wéi gesot, nees konnten opgehuewe ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech elo op mäi schrëftleche Rapport an do géif ech och dann direkt d'Zoustëmmung gi vu mengem Groupe parlementaire, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Rapporter André Bauler.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Villmools merci, Här President. Mat dësem Gesetz gëtt elo de Kader vun der Héichschoulausbildung ugepasst. De Rapporter, den André Bauler, ass op d'Detailer agaangen. Ech soen him e ganz grousse Merci dofir, ech wäert dat also net méi maachen. A fënnef Minutten ass dat och schwéier machbar. D'Héichschoulausbildung, d'Bildung allgemeng ass extreem wichteg fir eis, well et ass bal eis eenzeg, zumindest eis wichtegst Matière première, déi mir als Lëtzebuerg hunn.

An ech soen et och direkt: Mir wäerten eis bei dësem Projet de loi enthalen. Eng Partie Saache gi sécher besser, mee mir bedaueren, datt d'Zäit ... an et ware fënnef Joer, well am Koalitiounsaccord steet dës Adaptatioun vum Projet de loi dran, et ware fënnef Joer Zäit, déi u sech eiser Meenung no net genotzt gi sinn, fir méi eng breet Concertatioun ze maachen a fir d'Héichschoulausbildung och am Beräich vum Concomitant opzemaachen. Mee eent nom aneren.

An ech fänken emol mat deene positive Saachen un. Mir begréissen, datt d'BTS-Formatioune kënne vu méi Lycéeën zesummen organiséiert ginn. Mir begréissen, datt Passerelle geschaaft gi sinn – wat extreem wichteg ass – vum BTS an de Bachelor eriwwer mat der Uni.lu. Elo muss nach just séchergestallt ginn, datt dat an der Praxis och gutt ofleeft an och relativ einfach ofleeft, well esou e Stufemodell, Trapen, fir an der Beruffsausbildung och eropzeklammen, sinn extreem wichteg, fir d'Beruffsausbildung och méi attraktiv ze maachen, an dat brauch eis Wirtschaft. Mir begréissen och d'Aféierung an den Ausbau vun der Medezinnerausbildung op der Uni.lu. Den Docteur en médecine wäert sécherlech d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg erhéijen, genausou och d'Méiglechkeet, fir d'Stagen elo an deem Beräich och ze bezuelen.

Allerdéngs geet et eis esou wéi de Beruffs- a Salariatskummeren. Si haten iwwregens am November d'lescht Joer zesummen e Bréif gemaach, wou se gefrot haten, fir dee ganze Projet de loi u sech zréckzezéien. Mir fannen et definitiv schued an och richteg schued, datt d'Zäit net genotzt ginn ass, fir e Konzept op den Dësch ze leeën, fir déi dual Héichschoulausbildung u sech virzeschloen, fir do e richtegt Konzept opzebauen.

Mam Projet de loi gëtt et elo eng Méiglechkeet – och do ass den Här Bauler drop agaang – fir de BTS en alternance. Et ass e richtegen oder en éischte wichtege Schratt an déi richteg Richtung, mee et ass en extreem klenge Schratt. A wa mer mat deem Schleekentempo virufueren, da komme mer net séier genuch weider, virun allem och net am Verglach zum Ausland. Et héiert sech och nach relativ gutt un. En heescht „en alternance", dat heescht, et kéint ee scho bal mengen, e wier vergläichbar mat dem Régime concomitant aus der Beruffsausbildung. Dat ass et awer net. De Student wäert hei Stagë maachen an e kritt kee Contrat d'apprentissange.

Eppes, wat ech dann op där Plaz och net ka verstoen – den Här Bauler huet relativ vill vu Qualitéit geschwat –, dat ass: Firwat ginn hei d'Betriber net méi genau gekuckt? Firwat mussen déi net spezifesch Qualitéitskrittären erfëllen, zum Beispill esou wéi an der Beruffsausbildung? Do mussen déi en „droit de former" noweisen. Hei gëtt dat net gefrot. Dat heescht, och do denken ech, datt et wichteg gewiescht wär, fir hei nozebesseren.

Ben, den Här Minister huet anscheinend annoncéiert, fir e Groupe de travail elo ze lancéieren, fir iwwert dës Problematik am Allgemengen ze schwätzen. Fir eis ass dat e bëssen eng komesch Reiefolleg. Elo hu mer d'Gesetz, elo kommen d'Concertatiounen. Aus eiser Siicht wier et besser ëmgedréint gewiescht, d'Concertatiounen ze maachen an dann d'Gesetz esou unzepassen, datt mer do méi zukunftsträchteg sinn.

Ouni Contrat d'apprentissage wäert et fir vill Studente méi interessant sinn, an d'Ausland ze goen an domadder och an en auslännesche Betrib, well do déi Méiglechkeet besteet vun engem BTS en régime concomitant. Mir hunn dat net ganz dacks, datt et méi attraktiv ass, an d'Ausland ze goen.

An dësem Fall wär et et awer, well dee Mindestsalaire, dee se do kréien, wäert warscheinlech méi héich si wéi dat, wat se hei fir e Stage kënne kréien. Eis Betriber riskéieren domadder, potenziell Aarbechtskräften ze verléieren, wat u sech schlecht ass fir d'Betriber a virun allem och fir eis Ekonomie.

Als CSV – a mir haten dat schonns an eisem leschte Walprogramm stoen a mir wäerten dat och an dësem Walprogramm nach eng Kéier stoen hunn – setze mer eis a fir e kohärent Konzept vun dualer Héichschoulausbildung um Niveau vum BTS an och um Niveau vum Bachelor. An an deem Sënn deposéieren ech elo hei eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, déi néideg Upassungen esou séier wéi méiglech ze maachen, fir eeben e Konzept vun där richteger dualer Héichschoulausbildung mat engem Contrat d'apprentissage an där entspriechender Bezuelung op den Dësch ze leeën. Mir wäerten eis also bei dësem Projet de loi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*– considérant qu'il n'existe actuellement pas de base légale adaptée au Luxembourg pour organiser un BTS ou des autres formations supérieures sous contrat d'apprentissage ;*

*– notant que de telles formations duales existent dans le cadre de l'apprentissage transfrontalier en Grande Région aux niveaux BTS et bachelor ainsi que dans d'autres pays de l'Union européenne ;*

*– sachant que l'Espace européen de l'éducation 2025 et la Commission européenne proposent de « renforcer la pertinence de l'enseignement supérieur au regard du marché du travail et de la société, notamment par une compréhension plus fine et prospective des besoins et performances du marché du travail » ;*

*– considérant que les chambres professionnelles et salariales dans leurs avis ainsi que les entreprises préconisent l'organisation de programmes d'enseignement supérieur (BTS, bachelor, master) sous contrat d'apprentissage, afin de compléter l'offre académique et de faciliter l'acquisition de qualifications supplémentaires pour les salariés en fonction ;*

*– notant que le projet de loi en question fait référence à la création d'une base légale pour la mise en place de programmes d'études en alternance en augmentant le nombre de crédits ECTS lié à la formation en milieu professionnel (45 %), mais ne considère pas l'élaboration d'un statut spécifique de contrat d'apprentissage pour les programmes suivis en alternance ;*

*– constatant que la position des Chambres relative à l'organisation de formations supérieures sous contrat d'apprentissage n'a pas été suivie, et qu'elles réitèrent la nécessité de continuer les efforts entamés en vue de la mise en place d'une base légale permettant l'organisation de formations supérieures (BTS, bachelor, master) sous contrat d'apprentissage,*

*invite le Gouvernement à adapter le plus rapidement possible la loi et plus précisément :*

*– de mettre en place une base légale au Luxembourg permettant l'organisation de formations supérieures (BTS, bachelor, master) sous contrat d'apprentissage afin de compléter l'offre académique et de faciliter l'acquisition de qualifications supplémentaires pour les salariés en fonction.*

*(s.) Martine Hansen, Diane Adehm, Max Hengel, Gilles Roth, Marc Spautz.*

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Här President, merci dem André Bauler fir säin ausféierleche Rapport iwwert dëse Projet de loi, mat deem d'Héichschoulwiesen zu Lëtzebuerg iwwerschafft gëtt. De Koalitiounsaccord gesäit vir, datt den Enseignement supérieur e kohärente Kader kritt, fir d'Renommee vum Lëtzebuerger System héichzehalen – an dat begréisse mir natierlech absolutt! D'Revisioun betrëfft souwuel d'Organisatioun wéi och d'Gouvernance, an et ass och evident, datt duerfir op d'Bologna-Prinzippien an op déi europäesch Qualitéitskrittäre gesat gëtt. Am Koalitiounsaccord ass jo och virgesinn, d'Gouvernance vun de BTS-Programmer ze verbesseren. Ënner anerem sollen d'Akkreditatiounsprozeduren iwwerschafft ginn an d'BTS-Offeren erweidert ginn.

Dëse Projet de loi bréngt also eng ganz Rei Verbesserungen, well e versicht, den Entwécklunge vun de leschte Joren am Beräich vum Héichschoulwiese Rechnung ze droen. An d'LSAP wäert en duerfir natierlech och stëmmen, allerdéngs gëtt et awer och deen een oder anere Bemoll. Besonnesch gesäit een dat an den Avise vun de Beruffschamberen. Op zwee Punkte wéilt ech duerfir agoen.

De BTS ass e ganz wichtegen Deel vun eiser Bildungsoffer ginn. E bitt d'Méiglechkeet fir en duaalt Studium. D'Beruffschambere kritiséieren awer, datt déi dual Formatioun am Projet de loi ze kuerz kéim. Wärend et e Programme d'enseignement supérieur en alternance an eisen Nopeschlänner gëtt, gesäit dëse Projet de loi just Stagen als Praxiserfarung vir. Et ass esou, datt de prakteschen Deel um Niveau BTS en alternance eeben duerch eng Convention de stage gereegelt gëtt, déi awer ganz kloer a puncto sozial Ofsécherung vum Student/Stagiaire Lacunnen huet, wéi d'Chambre des Salariés dat och kloer denoncéiert.

Bei engem klenge Stage vun e puer Wochen ass dat vläicht guer kee Problem, mee et gëtt jo zum Beispill de Pilotprojet BTS Commerce, wou de Student wärend sengen zwee Joer BTS all Woch zwee Deeg an e Betrib geet, am zweete Joer souguer zwee an en hallwen Dag, an do och matschafft. Dee Student kann net fir seng Pensioun cotiséieren, huet net déi selwecht Protection sociale, an déi 30 % vun engem net qualifizéierte Mindestloun, dat si grad emol 694 Euro de Mount.

Wat awer elo wierklech kokass ass, dat ass, datt et wuel schonn eng legal Basis gëtt fir d'Indemniséierung vun der praktescher Formatioun zu Lëtzebuerg ënnert Contrat d'apprentissage, an zwar fir 24 franséisch BTS-Programmer, festgehalen am Règlement grand-ducal vum 6. August 2021 am Kader vun der Conférence intergouvernementale tëscht Lëtzebuerg a Frankräich. Dat heescht, et gëtt hei eng Benodeelegung fir déi Lëtzebuerger Formatiounen, well fir den Apprentissage transfrontalier gëtt et am éischte BTS-Joer 1.583 Euro an am zweete Joer souguer 2.036 Euro, an net nëmme 694 wéi fir d'Studente vun engem Lëtzebuerger BTS en alternance.

Do muss also an eisen Aen onbedéngt eng Nobesserung kommen, wa mer d'Formation en alternance wierklech wëllen eescht huelen a se attraktiv wëlle maachen an halen an domadder och der Penurie vu ville Secteure Meeschter ginn. Mir brauchen à court terme eng legal Basis fir dës Programmer, fir BTS, Bachelor a Master mat engem Léiervertrag.

Mir sinn och allgemeng der Meenung, dass d'Schülerinnen a Schüler aus der Beruffsausbildung Perspektive brauchen, fir sech méi héich ze qualifizéieren. Si wëllen an den Aarbechtsmarché wëll dat och. Duerfir ass et fir eis kloer, datt dat nogebessert soll ginn. Dat ass dann d'Aufgab vun der nächster Regierung. Mir mussen a mir wëllen d'Beruffsausbildung méi attraktiv maachen.

Dann nach zu deem weidere Kritickpunkt an den Avise vun de Beruffschamberen, wat déi streng Krittäre fir privat Héichschoulinstitutiounen zu Lëtzebuerg ugeet. Hei géif de Risiko bestoen, datt verschidden Instituter dës Krittären net wäerte kënnen erfëllen an hir Akkreditéierung verléieren oder se net kréien, Strukturen, déi jo awer zur Diversitéit vun eisem Héichschoulstanduert kënne bäidroen. Wa jonk Talenter op Lëtzebuerg kommen, dann hu se dacks de Besoin, no e puer Joer nach en Zousazdiplom oder en Zertifikat ze maachen no den éischte Joren Aarbechtserfarung.

Wann déi Offer net zu Lëtzebuerg besteet, da ginn déi Leit nees fort, da gi se an aner Zentren, op Paräis, Berlin, London. Duerfir ass et wichteg, datt esou Offeren hei bei eis bestoe bleiwen. A mir di gutt drun, am A ze behalen, wéi d'Offer sech an den nächste Joren entwéckelt: Net just akademesch, mee och professionell Ausbildungen, besonnesch an den technesche Beruffer, sinn e Gewënn fir Leit, Betriber a Standuert.

An der Hoffnung, datt dës Reform och deem Rechnung dréit, ginn ech heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Closener. An da wier et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Merci, Här President. Merci dem Här Rapporter André Bauler fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. En erlaabt mer, mech op e puer politesch Consideratioune kënnen ze fokusséieren. Eppes virewech: Mir ginn natierlech eisen Accord zu dësem Projet de loi, an dat, well en eng ganz Rei ganz sënnvoll Mesüren enthält.

Gläichzäiteg hu mer awer och de gemeinsamen Avis vun de Beruffskummeren zur Kenntnis geholl, déi sech awer nawell ganz kritesch vis-à-vis vun dësem Projet de loi geäussert hunn. Mir fannen, dass mat den Amendementer eng Rei Doleancen aus der Welt geschaf goufen, mee mir géifen eis awer freeën, wann op deene verbleiwende Punkten trotzdeem an enger nächster Legislaturperiod nogebessert kéint ginn.

Viller vun dësen Desaccorde kommen dohier, dass d'Beruffskummeren am Virfeld net genuch matagebonne waren an et féiert wéi an aneren Dossieren dozou, dass da vermeidbar Konflikter entstinn an duerchaus sënnvoll Iddien op der Streck bleiwen. Den Dialog an den Austausch mam Secteur muss sech an Zukunft verbesseren, fir de Realitéiten um Terrain besser Rechnung ze droen a sämtlech Acteure mat op de Wee ze huelen.

Am Projet de loi fanne sech eng ganz Rei sënnvoll a gutt Elementer erëm, déi ech wëll ënnersträichen. De Schutz vun den akadeemeschen Titelen a Bezeechnungen ass wichteg, well et an engem ëmmer méi kommerzialiséierten Héichschoulangebot och muss protegéiert Terme ginn, déi jo u gewësse Qualitéitserwaardungen an un akadeemesch Grade gekoppelt sinn.

D'Méiglechkeet vu Passerellen tëscht BTS a Bachelor gëtt am Gesetz unerkannt, genee wéi tëscht dem DAP an dem BTS. Letzteres war en Amendement op Basis vun den Avisen zum Gesetz an a béide Fäll muss déi jeeweileg Ausbildung an der selwechter Spezialisatioun sinn, wat eiser Meenung no duerchaus logesch ass an deementspriechend wierklech eng Plus-value am Gesetz duerstellt.

D'Aféierung vum Titel „Docteur en médecine" fanne mir Gréng eng gutt an néideg Verbesserung, déi an de Revendicatioune vum Corps médical de Studéierenden an der akadeemescher Communautéit och Rechnung dréit.

D'Stagen, déi am Kader vum BTS gemaach ginn – a meng Virriednerinnen hunn et och schonn ugedeit –, falen elo ënnert d'Stagegesetz, dat heescht, se gi remuneréiert. Dat kléngt natierlech gutt. Mee et gëtt awer och Kritick: „L'argument déterminant était que les chances de trouver un patron de stage étaient ainsi considérablement augmentées, permettant de réduire la pression sur les élèves et étudiants pour qui le stage obligatoire constitue une condition nécessaire à la validation de l'année ou du cursus scolaire ou universitaire."

D'Fro ronderëm d'Stagen an hir Attraktivitéit ass a bleift eng Problematik, där mir eis mussen unhuelen. Méi ambivalent gesi mer de Modell vun dem BTS en alternance, wéi dëse Projet de loi et virgesäit. D'Chambre des Salariés kritiséiert notamment, dass de Modell net hire Revendicatioune gerecht gëtt.

D'Beruffskummeren hätte léiwer d'Méiglechkeet, de BTS an doriwwer eraus e Bachelor oder e Master ënner Léiervertrag ze maachen. Dës Iddi ass eiser Meenung no ëmsou méi sënnvoll, well dës Leit esou weider schaffe kéinten, an dat an Zäiten, wou et eng generaliséiert Penurie vu Main d'oeuvre gëtt.

Hei wéilt ech gären de Minister nom aktuelle Stand vun deenen Diskussioune froen, déi jo am Kader vu gemeinsame Reunioune grad gefouert ginn an déi eiser Meenung no ganz wichteg Piste suivéieren.

Ofschléissend wéilt ech gäre soen, dass dëse Projet de loi wéineg direkt Inzidenz op d'Uni Lëtzebuerg huet, ausser natierlech am Beräich vun der Medezinn, wat ech virdru schonn ugedeit hunn. Mee awer – an dat fanne mer e bëssen eng verpasst Chance – géif een am Fong d'Geleeënheet bidden, fir perspektivesch iwwert d'Zukunft vun eiser Uni Lëtzebuerg nozedenken. D'Chambre des Salariés stellt dofir ënner anerem d'Fuerderung vun der Stäerkung vun engem Conseil universitaire, an déi ënnerstëtze mir Gréng ausdrécklech. Hei ass also nach ganz vill Potenzial, fir méi eng breet Debatt iwwert d'Zukunft vun eiser Universitéit ze féieren. A mir mengen, dass mer dat sollte politesch deemnächst an Ugrëff huelen.

Ech ginn heimadder dann och elo den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | An ech soen der Madamm Bernard villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Ech soen Iech Merci, Här President. An ech wëll dem Rapporter och villmools Merci soe fir säi schrëftleche Rapport a säi gudde mëndleche Rapport, an deem en am Fong alles gesot huet, wat een hei muss soen.

Ech sinn och dankbar fir déi Kriticken, déi ugefouert gi si vun der Madamm Hansen. Och déi kann een zum Deel novollzéien. Och dat, wat déi aner gesot hunn, war jo am Fong da gréisstendeels eng Widderhuelung vun deem Ganzen. An et huet kee Wäert, dass ech dat nach eng Kéier elo maachen, dee ganzen Exercice. Duerfir ginn ech einfach vun hei aus main Accord.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Här President, et ass effektiv vu Virdeel, dass mer zu Lëtzebuerg esou eng jonk Uni hunn. Dat huet eis esou munch opwenneg Upassung un europäesch Standarden am Kader vum Bologna-Prozess erspuert. An och wa mir als déi Lénk dësem Prozess nach ëmmer kritesch géigeniwwerstinn, wësse mir, dass dee System esou wäit virgeschratt ass, datt et elo bal ondenkbar ass, domadder kënnen ze briechen.

De Bologna-Prozess war e gewëtzten neoliberale Schachzuch vun der Europäescher Kommissioun. Hannert deem Projet vun der Harmoniséierung vun den europäesche Qualifikatiounsmodeller an Unerkennungskrittäre fir akademesch Bildung huet sech och deemools de Projet vun enger Liberaliséierung vun den Universitéite verstoppt.

D'Héichschoul ass mëttlerweil e lukrative Marché. D'Institutioune vun der Éducation supérieure gi gebenchmarkt vun externen Auditfirmen an ëmmer méi privat Investisseure finanzéieren d'Recherche a bestëmmt d'Ausriichtunge vun déser Recherche. Ëmmer méi Etablissementer bidden um europäeschen Héichschoulmaart Formatiounen un. Dës Formatioune spezialiséiere sech ëmmer méi, an ëmmer méi Acteure wëllen am Beräich vun akademescher Bildung matspillen an nei Formatiounen ubidden.

Lëtzebuerg bleift vun dësem Trend net verschount. An esou kënnt et dann dozou, dass sech an de leschten zéng Joer am Beräich vun der Éducation supérieure souwuel an der Uni wéi och ronderëm d'Uni ganz vill gedoen huet.

Här President, dëst Gesetz hält dës Entwécklungen op de Leescht a mécht Upassungen do, wou et Faillë gouf, notamment am Beräich vun der Unerkennung, an der Qualitéitskontroll vun de Formatiounen, an der Akkreditatioun vun den Etablissementer, déi Formatiounen am héije Bildungsberäich ubidden.

D'Méiglechkeeten op eng akademesch Weiderbildung nieft dem Beruff ginn zum Beispill vereinfacht; wat mer begréissen. D'Méiglechkeeten, fir weider BTSen unzebidden, ginn opgemaach. Den Zougang zu den akademesche Studien um Niveau vum DAP gëtt endlech vereinfacht doduerch, dass den DAP direkt den Accès zu de BTS-Formatioune kritt. Och Stagen am Kader vun de BTS-Formatioune gi besser reglementéiert an ënnerleien elo dem Code du travail.

Et kënnt also zu enger ganzer Rëtsch vu Verbesserungen, déi mir natierlech hei begréissen.

Här President, mir hunn allerdéngs och eng Rei Bedenken an alignéieren eis do op den Avis vun der CSL an d'Fuerderunge vun der ANIL: virop, dass déi finanziell Ënnerstëtzung am Fall vun engem professionelle Stage am Kader vun engem BTS net duergeet. Ech mengen, dat hunn och scho meng Virriednerinnen hei gesot.

Mat 30 % vum Mindestloun kann ee sech net vill kafen. Allgemeng feelt et un enger Mesür, fir déi Leit an der Beruffstransitioun, déi sech dofir an e Studieprogramm aschreiwen, fir sech eng Zäit laang vun hirer Aarbecht fräistellen ze loossen an trotzdeem sozialverséchert kënnen ze bleiwen an och eng finanziell Hëllef kënnen ze kréien.

Här President, mir bedaueren, dass de Minister weiderhin un engem BTS fir Infirmierstudie festhält, parallell zu der Aféierung vun engem Bachelor fir spezialiséiert Infirmierstudien. Dës Decisioun gëtt mat dësem Gesetz aktéiert an entsprécht net de Virstellungen a Besoine vum Beruffsstand vun den Infirmièren, déi sech kloer um Gesondheetsdësch fir en aneren duerchgeeënde Formatiounsmodell ausgedréckt hunn, an zwar dee vum Bachelor, bis bei d'Méiglechkeet op e PhD am Beräich vun der Fleeg.

Mir mengen, dass hei d'Chance verpasst ginn ass, d'Fleegeberuffer konkreet kënnen opzewäerten. Dofir wäerte mir eis och bei dësem Projet enthalen. Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als Éischt och dem Rapporter fir de gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mat dësem Gesetz, dat huet en erkläert, ginn eng ganz Rei vu Reegelen am Bezuch op eis Lëtzebuerger Universitéit an op verschidden Universitéitsdiplomer geännert, ... bon, „Ofschlossdiplomer" muss ee soen. Insgesamt begréisse mir Piraten dës Ännerungen. Ech wëll dofir hei just op verschidden Aspekter agoen, déi fir eis besonnesch wichteg sinn. Dozou gehéiert, datt verschidde Begrëffer nach eng Kéier gereegelt ginn.

An dat ass fir eis Piraten dann och längst iwwerfälleg, well mir sinn an der Vergaangenheet ëmmer nees vu Leit kontaktéiert ginn, déi sech an enger Struktur fir e Studium ageschriwwen haten, ouni ze wëssen, datt entweeder de Studium oder dat entspriechend Etablissement – jo! – hei am Land net unerkannt sinn. Dës Institutiounen hunn d'Leit och heiansdo am Glawe gelooss, datt se do e gudde Studium géife maachen, andeems se sech – kommt, mir sinn éierlech! – falsch duergestallt hunn, deelweis och mat Nimm geworben hunn, déi net onbedéngt der Realitéit entsprach hunn.

Eng Rei Informatioune sinn an deem Kontext zwar schonns ze fannen, mee d'Praxis huet ëmmer erëm gewisen, datt dat net ëmmer duergeet. Mir mussen dofir hei streng Krittäre festleeën. An dat wäerte mer absolutt kënne matdroen.

Da wäerten zum Deel och Passerellen tëscht dem BTS an dem Bachelor méiglech gemaach ginn, genausou wéi et wäert méiglech gemaach ginn, datt Persounen, déi schonn en DAP-Ofschloss hunn, nach kënnen e BTS maachen. Och dat ass wichteg: datt mer am Kader vum Lifelong Learning jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn, dat wierklech ze maachen, wou säin Häerz en dann och hinzitt.

An Zukunft kënne Studente wärend hirem Stage, dee se am Kader vun hiren Etüde maachen, indemniséiert ginn. Dat, mengen ech, ass eppes, wat mir Piraten scho méi laang gefuerdert hunn, an dofir begréisse mer och dat ausdrécklech.

Dat bedeit awer och, datt duerch dës Mesür d'Formatioun, zum Beispill bei der Medezinn oder de Gesondheetsberuffer, soll valoriséiert a méi attraktiv gemaach ginn. Dozou gehéiert och, datt bei der Uni nei Bachelorprogrammer ugebuede ginn, zum Beispill den „Infirmier en soins généraux", genausou wéi e Bachelor „Sage-femme". Et muss een dann awer soen, datt et och scho véier Programmer vum „Infirmier spécialisé" do gëtt.

An Zukunft soll een dann och de Grad vun engem Dokter an der Medezinn op der Uni hei am Land maache kënnen. Dësen enthält dann och zwee Semester fir d'Recherche clinique, wat fir eis Piraten vu grousser Wichtegkeet ass, wann ee sech mat esou engem akademesche Grade wëll schmécken. Domat gëtt dann och ënner anerem de Revendicatioune vum Corps médical an och vun de Studentinnen a Studenten an de medezinnesche Beruffer Rechnung gedroen, déi jo awer an deene leschte Joren oft applaudéiert kruten, mee heimadder dann och nogelauschtert kruten.

Domat soll de Medezinnstudium op der Uni Lëtzebuerg méi attraktiv gemaach ginn. An dat ass am Prinzipp och richteg, et wäert awer net duergoen – dat wëll ech hei awer och kloer soen –: Mir wäerten nach weider Mesüre brauchen, fir dee Medezinnstudium richteg attraktiv ze maachen.

Dozou gehéiert och, nach eng Kéier driwwer nozedenken, wéi zum Beispill eis Medezinner am Stage bei hire Patrons de stage indemniséiert ginn. Haut gi se do als MEVSen, also Médecins en voie de spécialisation, einfach fix bezuelt, wärend hir Patron-destagen awer déi eenzel Akte vis-à-vis vun der CNS ofrechne kënnen, wat awer zu komesche Situatioune ka féieren. Do sollt een, mengen ech, och – an dat ass net den Héichschoulminister eleng ... Do muss och de Minister fir d'Sécurité sociale warscheinlech matagebonne ginn, do muss och warscheinlech de Gesondheetsministère nach eng Kéier matagebonne ginn. Et sollt een awer driwwer schwätzen.

Jo, mir däerfen eis awer och net drop ausrouen a mengen, datt mer mat deenen heite Reformen de

Personalmangel un Dokteren a Gesondheetsberuffer komplett wäerte léisen. Villméi ass et een Element – een Element vu villen –, fir de Problem op de Leescht ze huelen. Well et ass zwar richteg, datt vill Studentinnen a Studenten, déi hire Studium am Ausland suivéieren, net méi zréckkommen, mee dat huet ënnerschiddlech Grënn. An deene musse mer dann och Rechnung droen. Well e Grond, fir net op Lëtzebuerg zréckzekommen, huet och zu engem ganz groussen Deel mat den Aarbechtsbedingungen ze dinn, an net onbedéngt domadder, datt mer bis elo kee Studium hei haten.

De Beruff vum Medezinner huet hei am Land am Moment e schwéiere Stand a gëtt och net méi an deem Ausmooss valoriséiert, wéi dat virun enger Rei Joren nach de Fall war. Dat weist dee ganzen Hin an Hier mat den IRMen, dat weist d'Kënnegung vun de Kardiologen zu Ettelbréck, an och déi zäitweis Fermeture vun enger Maternité.

Hei musse mer also séier déi néideg Mesüre maachen, well d'Penurie soss ganz séier nach méi grouss gëtt. An dozou gehéiert dat heiten, et ass awer net d'Enn vum Wee. A mir kënnen eis och net méi blann drop verloossen, nach genuch Personal aus der Groussregioun ze rekrutéieren, well déi hu mer a ganz groussen Deeler schonn ofgegraast. An och an eisen Nopeschlänner ginn ëmmer méi Mesüren an d'Weeër geleet, fir nees méi Gesondheetspersonal ze rekrutéieren, sief et duerch eng Valorisatioun vum Beruff oder duerch besser Aarbechtskonditiounen. Dat heescht, och do musse mer net mengen, datt do an Zukunft immens vill Leit wäerte weider kommen.

Dofir ass dat heiten e wichtegt Gesetz an dofir wäerte mir och eisen Accord ginn. Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Héichschoulminister Claude Meisch.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virop och e grousse Merci un den André Bauler fir säi schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Och merci fir d'Zoustëmmung prinzipiell jo hei am Haus fir quasi alles, wat am Projet de loi steet. Dat, wat eis jo offensichtlech nach trennt a wou mer driwwer mussen diskutéieren a sollen diskutéieren, ass dat, wat net drasteet, nämlech ob mer eng Form vun Enseignement oder Formation professionnelle supérieure wäerten hei am Land aféieren a virun allem ënner wat fir enger Form mer dat da maachen.

Dat, wat drasteet, an dat, wat, mengen ech, awer och Konsens mécht, e breede Konsens heibanne mécht, dat ass, datt mer eis Héichschoullandschaft weiderentwéckelen, datt mer dobäi op Qualitéit setzen, d'Qualitéit vun den Acteuren, d'Qualitéit vun den Diplomer, eng Qualitéit, déi duerch den Diplom herno ausgedréckt gëtt, well en hei zu Lëtzebuerg akkreditéiert ginn ass respektiv d'Struktur hei akkreditéiert ginn ass, och eng Kohärenz. An duerfir denken ech schonn, datt et e Fortschrëtt ass, datt mer eng eenzeg Akkreditéierungsagence an Zukunft wäerten hunn, souwuel fir BTS wéi awer och fir privat Héichschoulinstituter, an doduerjer eigentlech och ganz kloer a ganz transparent Krittären hunn, déi och fir all Projet, all Formatioun respektiv all Institut och déi selwecht sinn a wat och derzou ka bäidroen, datt Instituter sech hei besser kënnen etabléieren, well eeben d'Konditioune kloer sinn an net vun Akkreditatiounsprozedur zu Akkreditatiounsprozedur kënnen änneren, wat an der Vergaangenheet net ëmmer ganz einfach war fir déi eenzel Instituter, dat och ze geréieren.

Bon, dat, wat awer net drasteet, Här President – an ech wëll vläicht kuerz dorobber agoen –, war éischtens och net Géigestand vum Regierungsprogramm. Am Regierungsprogramm stoung, datt mer dat géife maachen, wat mer am Projet de loi stoen hunn, awer net dat, wat elo hei och nach gefuerdert gëtt. An ech denken awer, datt ee muss Diskussiounen an déi dote Richtung féieren. Ech hunn och selwer en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff tëschent dem Héichschoulministère, tëschent der Beruffsausbildung vum Educatiounsministère mat de Beruffskummeren, fir eeben eng Reflexioun ze féieren, ënner wéi enger Form mer en Enseignement oder eng Formation professionnelle supérieure hei am Land bräichten. An ech hunn esou e bëssen erausgespuert, datt op eenzelne Bänken dat och hei gefrot gëtt. Allerdéngs musse mer scho kucken, wat mer da genee domadder mengen, well ech hunn e bëssen d'Impressioun, et pickt ee sech e bëssen dat eent aus deem enge Modell eraus, wat de Bologna-Prozess ass, den akademesche Modell, an da pickt ee sech och nach aner Elementer aus deem anere Modell eraus, wat d'Beruffsausbildung ass mam Léierkontrakt an esou weider, an dann hëlt ee just dat zesummen. Et riskéiert een awer herno, datt dat net esou zesumme wäert passen. An duerfir mengen ech, muss ee schonn decidéieren, wat ee wëll.

Wat meng Propos op jidde Fall wär – ëm déi geet et hei net, well ech mengen, mir sinn um Enn vun der Legislaturperiod an dat doten ass sécherlech en Dossier fir déi nächst Legislaturperiod –, dat ass, datt mer eeben en akademesche Strang hunn, deen een no der Première mécht. Et geet een op eng Universitéit oder eng Héichschoul an et mécht een do säi BTS oder et mécht ee säi Bachelor a säi Master oder säi PhD an da si mer an der akademescher Schinn. Wat mer brauchen a wat mer haut net hunn, dat ass, datt ech nom DAP, nom Technikerdiplom, eeben och nach kann eppes weider maachen. Mee da sinn ech an der Beruffsausbildung an da soll ech och kucken, datt mer dat an der Logik vun der Beruffsausbildung deementspriechend weiderentwéckelen.

Elo ze mengen, dat eent an dat anert kéinte mer einfach esou mëschen, mir kéinten d'Beruffsausbildung nom Technikerdiplom weiderentwéckelen, andeems mer do dräi Joer ubidden an dann awer och d'Konditioun setzen, datt dat eent zu eent deenen Akkreditéierungskonditiounen entsprécht, déi mer an dësem Gesetz elo hei festgehalen hu fir eng akademesch Ausbildung, géif ech emol schätzen, datt mer net ganz vill Dossieren herno an der Realitéit wäerte gesinn, déi deen dote Parcours kéinte packen, well se op där enger Säit mussen der Realitéit vun der Beruffsausbildung Rechnung droen an op där anerer Säit awer och den Ușpréch vun engem Bologna-Prozess, fir do ECTS-Punkten unerkannt ze kréien an och deementspriechend herno deen akademeschen Diplom kënnen dann och ze justifizéieren.

Ech soen dat, well mir hunn hei wuel den duale BTS dran, dee jo als Pilotprojet scho gelaf ass, deen an engem Domän, am Commerce gelaf ass, wou een och nach kann dervunner ausgoen, datt dat, wann et enzwousch machbar ass, souwuel dann de Realitéite vun den Entreprisen an deem Domän Rechnung ze droe wéi awer och dann den Usprëch vum Bologna-Prozess Rechnung ze droen, deementspriechend och eng Chance op eng Akkreditéierung vun deem duale BTS huet, dann ass et vläicht am Commerce, do wou mer en also gemaach hunn, vläicht awer an eenzelnen Domäner net. An d'Fro ass, ob mer eis net éischter blockéieren, wa mer probéieren, datt déi Formatiounen do deene Konditioune vun deenen zwou Welten entspriechen, an ob mer net besser hätten, mer soen: „Dat eent, dat ass eng akadeemesch Schinn an déi huet kloer hir Konditiounen, an dat anert, dat ass eng professionell Schinn an déi huet eeben hir Konditiounen", an da kéinte mer relativ einfach a relativ schnell och kucken, datt mer eeben de Fonctionnement vun der Beruffsausbildung géife weiderdeveloppéieren an ee Joer, zwee Joer, dräi Joer oder fënnef Joer eeben nom Technikerdiplom. An ech denken, datt dat och den Usprëch vum Aarbechtsmarché hei zu Lëtzebuerg géif gerecht ginn an datt mer do vill méi schnell och géife virukommen a vill méi Formatioune kéinten developpéieren an och wierklech Jonker hätten, déi deen dote Wee wéilte goen.

Wou herno déi Formatiounen do an enger Formation professionnelle supérieure am europäesche Qualifikatiounskader festgeschriwwe wären, dat wär dann eng Decisioun, déi ze huele wär. Och wann et vläicht net e Bachelor oder e Master ass, kéinte se nach ëmmer equivalent do ageschriwwe ginn, fir och kloer ze maachen, datt ee vun der gesellschaftlecher Unerkennung – loosst mech emol esou soen – fir éischter eng professionell Ausbildung oder eng akademesch Ausbildung ..., datt déi gläichwäerteg do wären. Dat wär op jidde Fall meng Propos. Dat ass och dat, wat ech souwuel als Educatiounsminister wéi och als Héichschoulminister an deem Aarbechtsgrupp do vertrueden hunn, an dat ass déi Basis, déi mer mat de Beruffskummere beschwat hunn.

Ech wëll hei net verheemlechen, datt dat och do zum Deel nach kontrovers diskutéiert gëtt, mee datt ee sech awer relativ no kéint ginn, wat dann eng Weiderentwécklung vun der Beruffsausbildung wär hei zu Lëtzebuerg am Superieur. An ech hoffen, datt mer do vläicht nach souguer virun de Walen e Konsens kéinte fannen, e Pabeier op den Dësch leeën, wou dann déi nei Regierung relativ schnell do géif ufänken, drun ze schaffen an dat dann och ëmzesetzen.

Wat d'Motioun elo ubelaangt: Compte tenu vun ... ech hu probéiert, an e puer Wierder déi Komplexitéit vun der Situatioun do hei ze beschreiwen ... hunn ech schonn d'Impressioun, datt an der Motioun béides gefuerdert gëtt: eng Kéier eng voll akademesch Unerkennung vun deene Formatiounen an op där anerer Säit sollen et awer Beruffsausbildunge sinn. An ech fäerte jo, datt et esou einfach warscheinlech net wäert sinn, op jidde Fall fir de Gros vun de Formatiounen. Duerfir géif ech vläicht elo net recommandéieren, se einfach ofzeleenen, mee vläicht kéint een awer eng Kéier en Echange doriwwer hunn an der Kommissioun, vläicht och zu deem Zäitpunkt, wou déi Diskussioune mat de Beruffskummeren ofgeschloss wären. Dat, wéi gesot, hoffen ech, datt et nach an dëser Legislaturperiod dozou kënnt. Da kéint een dat och nach an der Kommissioun eng Kéier maachen a virun dem Akraafttriede vun der neier Chamber vläicht do en éischten Echange och eng Kéier um Niveau vun der Kommissioun hunn. Dat wier meng Propos, Här President.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Héichschoulminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8079. Den Text steet am Document parlementaire 8079[14A].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8079 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass bei 36 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a 24 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser et Fred Keup ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;*

*M. Roy Reding.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

***Motion 1***

Da musse mer nach iwwert d'Motioun befannen. Wëllt nach een zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här André Bauler.

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Här President, wann ech dem Minister nogelauschtert hunn, dann hunn ech en, mengen ech, richteg verstanen, wann e proposéiert huet, fir déi an d'Kommissioun ze huelen an nach eng Kéier en temps utile, spéitstens da vläicht am September, nach eng Kéier zesummen duerchzegoen, dat och mat neien Informatiounen, déi hien eis an d'Kommissioun ka matbréngen. Da géif ech proposéieren, se an d'Kommissioun ze verweisen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Bauler. Ech géif dann direkt d'Wuert un den Auteur gi vun der Motioun, d'Madamm Martine Hansen.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Jo, merci, Här President. Wa mer dat am September spéitstens kënne maachen, sinn ech natierlech domadder averstanen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Kënne mer doriwwer à main levée ofstëmmen, fir d'Motioun un d'Kommissioun ze verweisen?

*(Assentiment)*

***Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission***

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder soll d'Kommissioun zu deem fixéierten Delai iwwert d'Motioun befannen.

*(La motion 1 de Mme Martine Hansen est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)*

## 3. 8203 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Als zweete Punkt um Ordre du jour kënnt de Projet de loi 8203 iwwert d'Aféierung vun enger neier berufflecher Ausbildung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleucht. An hei ass de Rapporter den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche***

**M. Gilles Baum** (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet huet als Objet, eng nei Formatioun am Beräich vun der Beruffsausbildung anzeféieren, an zwar de CCP „Assistant d'accompagnement au quotidien". Dës Formatioun soll déi besteeënd Ausbildung zu der Aide socio-familiale ersetzen, déi bis ewell vum Familljeministère organiséiert gouf, a baséiert dohier och zum groussen Deel op där hirem Programm.

D'Léierbouwen an d'Léiermeederchер ginn heibäi an dräi verschiddene Beräicher forméiert: der Relation d'aide professionnalisée, der Relation éducative an der Relation de service.

Deemno ëmfaasst de Programm souwuel Modüllen iwwert d'Fleeg an d'Gesondheet wéi och d'Assistenz am Alldag, awer och d'Erzéiung vun de Kanner an einfach Haushaltstâchen. No dëser Ausbildung kënnen déi Jonk da souwuel bei eelere Leit wéi awer och bei Leit mat engem Handicap oder Krankheeten oder mat spezielle Besoine schaffen, awer och bei Kanner a bei Jugendlechen.

Anescht wéi déi regulär CCPe wäert dës Formatioun keng dräi Joer, mee just zwee Joer daueren a komplettéiert domat d'Palett vu fënnef anere CCPen, déi am Moment ënnert dëser Form existéieren.

Als klenge Rappell: 2019 hate mir heibanne fir d'éischte Kéier e CCP vun zwee Joer agefouert. Dat war de Cordonnier-réparateur, de Schouster also, wou mer d'Formatioun vun dräi op zwee Joer gekierzt haten. An 2020 gouf dës Prozedur dann op Wonsch vun de Beruffskummere fir véier weider Prozeduren ausgedeelt, fir de Serveur de restaurant, de Kach, de Commis de vente an och d'Aide-ménagère.

Konkreet ass e Volume vu 576 Stonne fir déi nei Formatioun virgesinn, wat e gutt Stéck méi ass, wéi dat bei der Formatioun vun der Aide socio-familiale de Fall war, well do waren et der 336.

De CCP soll da souwuel als Formation initiale an de Lycéeë fir d'Schüler mat enger Cinquième ugebuede ginn, een Dag an der Schoul a véier Deeg an der Woch dobaussen am Betrib, wéi och fir Erwuessener an der Vollzäit a beruffsbegleedend.

An enger éischter Phas gëtt den Assistant d'accompagnement au quotidien ab der nächster Rentrée a fënnef Schoulen uechtert d'Land ugebueden. Dat ass de Lycée du Nord zu Wolz, de Lycée technique zu Bouneweg, den LTPS, de Fieldgen an de Lycée Belval.

D'Formation adulte gëtt an de Weiderbildungszenteren zu Esch an zu Ettelbréck a spéiderhin am ENAD an am LTPS ugebueden.

Op där enger Säit bidde mir deene Jonke mat dësem CCP eng interessant Formatioun am sozioedukative Beräich, awer mir reagéieren och op e Besoin um Terrain, andeems mer eng weider Méiglechkeet schafen, fir Assistenz- a Fleegepersonal ze rekrutéieren.

Wat kann een elo konkreet mat dësem CCP maachen? Et kann een am Senioreberäich schaffen, dat heescht, an den Alters- an an de Fleegeheimer souwéi och am betreite Wunnen. Do kann een Aufgaben am Kader vum Soin mat iwwerhuelen. Et kann een déi eeler Leit am Alldag begleeden, zum Beispill an der Animatioun. Awer och dobausse bei de mobille Fleeg- an Hëllefsdéngschter oder a psychogeriatresche Zentere fanne sech eng Rei interessant Aufgabe fir déi Léierbouwen a Léiermeedercher, wa se dee CCP hei an der Täsch hunn.

Och bei Mënsche mat spezifesche Bedürfnisser oder gesondheetleche Problemer kann ee mat dësem CCP schaffen, jee no Schwéierpunkt entweeder mathëllefen am Soin oder och an der pedagogescher Betreiung am Alldag. Zum Beispill an enger Wunngrupp, wou Mënsche mat geeschtlechen Aschränkunge wunnen, kann een dës Leit am Alldag begleeden, zum Beispill Aufgaben am Stot oder, wéi et am Text steet, am Menage iwwerhuelen.

Den drëtte Punkt, dat ass d'Betreiungsaarbecht an den SEA-Strukturen. Dat kennt Der, dat sinn d'Crèchen, d'Maison-relaisen. Do kann een dem Personal hëllefen, fir d'Kanner ze encadréieren.

No deene véier Semesteren Ausbildung gëtt natierlech och d'Méiglechkeet opgemaach, fir en DAP am soziale respektiv am Fleegeberäich ze maachen. Do hätt een de Choix tëschent dem DAP Aide-soignant, dem DAP Éducation an dem DAP Inclusion.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, fir dëst klengt awer wichtegt Gesetz wär dat mäi Bäitrag an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och direkt den Accord vun der Demokratescher Partei.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | An ech soen dem Här Gilles Baum villmools Merci fir säi Rapport a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

***Discussion générale***

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Merci, Här President. An och e grousse Merci un de Rapporteur. Hien huet alles gesot a mir ënnerstëtzen d'Aféierung vun dëser neier Ausbildung um Niveau vum CCP mat zwee Joer an ech ginn domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Hansen. An dann ass et un där honorabeler Madamm Francine Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Villmools merci. Och dem Gilles Baum vu mir e grousse Merci fir säin exzellente Rapport. Déi sozial Beruffer si quasi systeemrelevant. Do brauche mer keng Pandemie, fir dat ze weisen. Och haut gesi mer, dass eis Gesellschaft quasi géif zesummebriechen, wa mer déi Leit, déi meeschtens ganz devouéiert sinn, an de soziale Beruffer net hätten. Dat hei ass eng sënnvoll Ausbildung, eng gutt Ausbildung, wou ee sech ka weider ausbilden a weiderbilden. Dofir ënnerstëtze mir selbstverständlech och dëse gudde Projet de loi.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Closener. An da wier et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Merci, Här President. Och vu menger Säit aus e grousse Merci un de Rapporter fir säin exzellente Rapport. Mir ginn

heimadder selbstverständlech och den Accord vun der grénger Fraktioun. Et ass nämlech quasi d'Versioun 2.0 oder den Upgrade vun der Aide socio-familiale an et ass eng Formatioun, déi ugepasst ass un d'Bedürfnisser vun eiser Zäit an hirer ganzer Komplexitéit, déi dëse Metier mat sech bréngt. An dobäi gi mer eng Äntwert op eppes, wat e Bedürfnis ass vun eiser Gesellschaft.

Dat kënne mir nëmmen ënnerstëtzen an nach eng Kéier den Accord an e grousse Merci.

**Mme Chantal Gary** (déi gréng) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An dann ass et um honorabelen Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. An och merci dem Här Baum fir de Rapport. An natierlech gi mir och eise Jo dozou. Alles dat, wat hei elo decidéiert gouf, dat ass eng tipptopp Saach.

Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Keup. An dann ass et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

*(Interruption)*

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Hond am Keelespill, sorry.

Ech vermisen elo e bëssen d'Stëmmung hei, sorry, mee ...

*(Interruption)*

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Här President, den Assistant d'accompagnement au quotidien ass e Fleegeberuff. D'Aarbecht, déi an deem Kontext geleescht gëtt, ass eng Careaarbecht. Dës Aarbecht huet e grousse gesellschaftlechen Notzen. Dës Aarbecht ass fir vill vulnerabel Leit, déi op Fleeg an Ënnerstëtzung am Alldag ugewise sinn, liewenswichteg. A well dat esou ass, verlaangt dës Aarbecht eng gutt Ausbildung.

Hei si gewësse Kompetenze gefrot, Kompetenzen, déi ee muss hunn am Ëmgang mat kranken a gebriechleche Leit. An déi ginn hei komplett ënnerschat. D'Ausbildung vum Assistant d'accompagnement au quotidien op just zwee Joer ze limitéieren am Kader vun engem CCP, fir deen een eigentlech dräi Joer misst virgesinn, geet einfach net duer.

Hei gëllt et ze bemierken, datt op ee Joer, also op 36 Wochen, 1.152 praktesch Stonne verluer ginn duerch dat Joer, dat feelt. Och wa se elo vun der Stonnenzuel besser ass, wéi et war, wéi den ASF war – dës ginn nämlech vun 336 op 576 eropgesat –, mee dat heescht awer net, datt et gutt ass an duergeet.

Ech ginn hei elo just e Beispill vun engem CCP „Débosseleur", deen net mat Leit ze dinn huet, mee just mat Autoen, fir dat elo mol e bësse salopp auszedrécken. Dëse mécht säi CCP an dräi Joer an huet am éischte Joer 576 Stonnen, am zweete Joer 432 Stonnen an am drëtte Joer 432 Stonnen. Dat mécht summa summarum 1.440 Stonnen am ganzen, fir en Auto kënnen ze debosseléieren. Awer am Contraire zu deem ginn déi ganz Kette vu Fleegeberuffer, vum Assistant socio-familial iwwert den Auxiliaire de vie, den Aide-soignant bis zum Infirmier an eisen Ae mat dësem Gesetzesprojet degradéiert. Dës Moossnam féiert och zu enger weiderer Entwäertung vun der Formation professionnelle a vum Certificat de capacité professionnelle.

Här President, de CCP ass dat schwächste Glidd an der Kette vun der Beruffsausbildung. Et ass déi Formatioun, mat där d'Schüler/innen am mannste Chancen op eng Léierstell hunn, deen Diplom, mat deem si am längsten am Chômage sinn, éier si eng Aarbechtsplaz fannen. Dat kënnt net vun eis. Dat si Chifferen, déi mer nogesicht hunn.

Et ass schlussendlech um Niveau vun dëser Ausbildung, wou déi meeschte Schüler/innen d'Schoul schmäissen, éier se hire CCP an der Täsch hunn.

Mir schwätzen hei vun deene Schwächsten an eisem Schoulsystem, deenen e weidert Joer Ausbildung ewechgeholl gëtt. Dat ass an eisen Aen net seriö. Mir schwätzen hei vun engem Fleegeberuff, deen net gläichzesetzen ass mat deem vun engem Serveur, engem Kach, enger Aide-ménagère, engem Vendeur. A wann ech d'Lëscht vun de Beruffer kucken, mat deenen an dësem Fall den Assistant d'accompagnement au quotidien opgelëscht gëtt, déi all hir Ausbildung ëm e Joer gekierzt kruten, fält mir op, dass all dës Beruffer ënnerbezuelt oder ënnerbewäert ginn. Fir all dës Beruffer gëtt et wéineg Perspektiven op eng Weiderbildung an d'Promotioun an der Karriär. A genee esou Demarchen droen zu der Entwäertung vun der Formation professionnelle bäi.

Här President, d'Formation professionnelle gëtt ëmmer méi zu enger sozialer Moossnam an zu engem Reservoir fir bëlleg Aarbechtskräften. Dat däerf et net sinn. Dat schuet der Qualitéit vun de Beruffer, dat schuet dem Handwierk, dat schuet den Entreprisen. Schlussendlech schuet et och de Leit, virop deene Jonken, déi aus der Ausbildung kommen an déi kee wëll astellen, well se net kompetent genuch sinn. Dat schuet natierlech och de Beneficiairë vun den Déngschtleeschtungen, wann hei net genuch Qualitéit ugebuede ka ginn.

Här President, vläicht gëtt jo gemengt, datt mat dëser neier Formatioun de Jonken aus der Formation professionnelle eng sécher Aarbecht, eng sécher Aussiicht op eng Aarbechtsplaz, ka gebuede ginn. Tatsächlech feelt et jo drastesch u Fleegepersonal. Careberuffer si Beruffer mat Zukunft, well d'Gesellschaft ouni déi net funktionéiere kann. Jo, et gi Leit gebraucht, an den Assistant d'accompagnement au quotidien huet e wichtege gesellschaftlechen Notzen. Mee muss dëse Beruff dofir awer vu virera bradéiert ginn an op zwee Joer erofgesat ginn, oder esou änlech? Sinn déi Jonk, déi sech fir dës Ausbildung entscheeden, esou wéineg wäert?

Här President, et kéint ee bal den Androck gewannen, datt dës Moossnam eng sozial Moossnam géint den Décrochage scolaire an der Formation professionnelle wär, fir deen de Bildungsminister eigentlech déi politesch Verantwortung dréit. Den Assistant d'accompagnement au quotidien ass e bëllegen Ersatz fir de grousse Manktum u Fleegepersonal, fir deen och de Santésministère seng politesch Responsabilitéit dréit. Dës Moossnam ass a kenger Hisiicht eng laangfristeg Léisung fir d'Penurie u Personal am Fleegesecteur an och keng Léisung fir de Jugendchômage an d'Jugendaarmut a scho guer net de Qualitéitsverloscht vun der Beruffsausbildung. Au contraire: Dës Moossnam ass leider en Deel vum Problem!

Här President, mir kënne verstoen, dass vill jonk Leit an der Beruffsbildung déi nei Optioun och ganz positiv gesinn. Dat ass och ganz einfach ze erklären: Si kréien heimadder vermëttelt, datt si gebraucht ginn – wat jo och wierklech stëmmt: Si gi gebraucht, a ganz viller vun hinne gi gebraucht! – an datt se och sécher eng Aarbecht géife fannen an dass si dofir net allze laang d'Schoulbänk mussen drécken an datt hir mënschlech Kompetenze valoriséiert ginn, well de Beruff viraussetzt, datt si sech gären ëm Leit këmmeren. En plus kréie si mat hirem CCP no zwee Joer fir hir Aarbecht de qualifizéierte Mindestloun. Firwat sech also dräi Joer ploe fir den DAP?

Wa mir awer d'Paie vum Gesondheetssecteur kucken am Fall vum FHL-Kollektivvertrag, da verdéngt ee mat engem CCP souwuel am Ufank wéi och zum Schluss vun der Karriär am Schnëtt bis zu 556 Euro brutto manner wéi en DAP. Dat ass net näischt. Méi krass ass den Ënnerscheed am Sozialsecteur am Kader vum SAS-Kollektivvertrag, hei kritt ee mat engem CCP am Ufank vun der Karriär am Schnëtt 490 Euro manner Pai wéi dat mat engem DAP, mee um Schluss vun der Karriär läit den Ënnerscheed carrement bei 1.400 Euro! Dat Argument mat der bëlleger Aarbechtskraaft stëmmt also zu 100 %, an dat deet deene Jonken awer no enger Zäit leed. Mee si hunn dann eventuell keng aner Debouchéë méi.

Här President, wann de Minister deene Jonke wierklech Perspektive wéilt ginn, da misste si eng zolidd Ausbildung kënne kréien an iwwert en normalen CCP vun dräi Joer iwwer verschidde Weeër a Formatioune sech kënne weiderbilden. An et misst opgehale ginn, d'Ausbildung an deem Beräich ze bradéieren. Mir wëssen, datt si d'Méiglechkeet nach hunn, mee et gëtt awer immens schwéier, mat enger Lacune vun engem ganze Joer sech duerno op en DAP ze stierzen an deen nach kënnen ze maachen an enger Schoul. Mir mengen, datt dat relativ onrealistesch wär, wann ee vill Lacunnen huet. An duerfir kënne mir leider dëse Projet net matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Rapporter fir dee gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mat dësem Gesetz wäert also d'Formatioun vun der Aide socio-familiale ab der Rentrée am September ersat ginn duerch de sougenannten Assistant d'accompagnement au quotidien mat eeben deem sougenannte CCP.

Fir eis Piraten sinn dobäi zwee Aspekter ganz wichteg: Fir d'éischt begréisse mer, datt all interesséierter Persoun d'Formatioun opgemaach gëtt, egal a wéi enger Liewenssituatioun een ass, initial iwwert de Lycée, also no der Cinquième, da kann een awer och iwwert den Apprentissage adulte a souguer iwwert den Apprentissage en cours d'emploi fueren. Domat droe mer der Realitéit Rechnung, datt d'Leit sech haut ëmmer méi spéit och nach eng Kéier reorientéiere kënnen an och deelweis wëllen. An dofir ass eng Formatioun an en zweeten oder souguer drëtte Bildungswee ëmsou méi néideg, a grad wa mer vun enger Penurie vun Aarbechtskräfte schwätzen, ass dat fir eis ganz wichteg.

Als Zweet ass eis dann och wichteg, datt et net op enger eenzeger Plaz oder op zwou Plazen am Land ass, mee datt et wierklech flächendeckend am ganze Land offréiert gëtt, soudatt mer et net nëmmen accessibel maachen duerch de Bildungswee, mee och tatsächlech iwwert d'Bildungsplaz, do, wou een dann eeben och no ka bei senger Liewensrealitéit dee Studium oder, besser gesot, déi Ausbildung maachen.

Dat ware fir eis zwee wichteg Aspekter. Op déi aner technesch Detailer ass de Rapporter schonn agaangen. Dofir kann ech Iech hei den Accord vun de Piraten ginn an ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Jugend a Kanner, den Här Claude Meisch.

***Prise de position du Gouvernement***

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och hei dem Rapporter, dës Kéier dem Gilles Baum, e grousse Merci fir seng Explikatiounen. Ech denken, datt d'Zoustëmmung jo awer relativ breet ass hei am Haus, well gesi gëtt, datt mer eng Opwäertung eigentlech vun enger besteeënder Formatioun maachen, eng Integratioun an d'Beruffsausbildung eran, déi Leit da besser forméiert si wéi dat bis elo de Fall war, wou mer do och eng aner Qualitéit kënnen ubidde vun Aarbecht a kënne garantéiere vun Aarbecht. An et ass awer och vun der eenzeger kritescher Stëmm fairerweis dann awer och hei gesot ginn, datt se domadder och no zwee Joer den Accès hunn op de qualifizéierte Mindestloun, wat bis dohinner jo net de Fall war mat der ASF-Formatioun.

Se hunn och eng kloer a realistesch Perspektiv, getrei dem Motto „Kein Abschluss ohne Anschluss", op en DAP, fir deen nach duerno ze maachen, fir gewësse Modüller och do unerkannt ze kréien, datt se net méi nach eng Kéier en dräijäregen DAP musse maachen. Also, ech denken, datt mer hei ënnert dem Stréch eppes maachen, wat ville Jonken eng Chance gëtt, an e gudde Beruff kënnen eranzekommen an do den Ufuerderunge vum Beruff och kënne wierklech an der Realitéit gerecht ze ginn an och eng sécher Plaz duerno ze hunn an e gutt a garantéiert Akommes ze hunn.

A wann e méi wëll maachen a wann e méi ka maachen, da kann en dat och, sief et direkt, an en DAP maachen, wann en Zougang dozou huet, respektiv nom CCP kann en dat nach ëmmer eng Kéier viséieren. Wann en et vläicht direkt mécht an e packt den DAP net, dann ass et vläicht besser, en huet zwee Joer eng Formatioun CCP gemaach, en huet säin Diplom an domadder kann e sech an d'Aarbechtswelt integréieren an e séchert Liewe féieren, amplaz datt en herno als Onqualifizéierten dann echouéiert huet an erauskënnt. Dat wollt ech awer nach eng Kéier soen.

Beim Projet de loi virdru war et der ganzer Chamber ganz wichteg, ze wëssen, wéi d'Beruffskummeren dozou stoungen. Ech wëll Iech soen, dat hei ass queesch duerch de Gaart bei sämtleche Beruffskummeren, souwuel op der Säit vun de Patrone wéi op der Säit vun de Salariéen, begréisst ginn. Dat ass diskutéiert ginn an do war en Accord do, virun allem och an deene Punkten, déi awer elo hei ganz däitlech kritiséiert goufen. An an deem Sënn bieden ech d'Chamber hei, den Accord ze ginn, well mer déi Leit brauchen an deene Beruffer. Et ass och den éischte CCP, dee fir de Beräich Soin respektiv am sozialen Domän ass a well mer de Leit ganz realistesch Perspektive ginn, déi se bis haut esou net haten.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Parole après ministre fir d'Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, ech wéilt da wëssen, wou déi Avise leien, well ech hu just een Avis fonnt, dat ass dee vun der Chambre de Commerce. An do steet drënner, d'Beruffskummeren hätten hiren Aval ginn dozou, an da kënnt d'Opléschtung vun all deene Beruffer, bei deenen den CCP vun dräi op zwee Joer erofgesat ginn ass. An et steet näischt anescht do an ech hunn och keen aneren Avis fonnt. Entweeder hu mir deen dann net kritt oder ... Also wierklech, ech hu just deen een Avis fonnt vun der Chambre de Commerce, an do gëtt sech net geäussert vun deenen anere Kummeren zu deem doten Theema eeben, zu deem heiten.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

**M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Also, éier mir e Projet de loi maachen an hei an d'Haus erabréngen an och an de Gesetzesgeebungsprojet e Prozess bréngen, ass et jo och kloer, grad an der Beruffsausbildung, datt mer mat de Beruffskummeren do schwätzen. An dès le départ war et en Accord, fir op deen dote Wee ze goen, souwuel mat de Patronatskummere wéi och mat der Salariatskummer. An och dee Prinzipp, eng zweejäreg Ausbildung hei unzebidden, ass matgedroe gi vun alle Borden.

**M. Fernand Etgen,** Président | An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Just ganz kuerz. Also, ech hu mer et net einfach gemaach, dat doten ze schreiwen an och mer meng Iwwerleeunge gemaach. An ech hunn och mat Leit vun där Beruffskummer, vun der Salariatskummer geschwat. An déi hu gesot, dat do wier hinnen duerch d'Lappe gaangen. Also, duerfir weess ech elo net, wie Recht huet an net Recht huet. Ech gleewen Iech jo, datt Dir mat hinne geschwat hutt – mee en Avis louch net vir.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ech mengen, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8203. Den Text steet am Document parlementaire 8203[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8203 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*M. Roy Reding.*

*Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## 4. Question élargie n° 193 de M. Sven Clement au sujet de la TVA sur les produits CBD

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 193 vum Här Sven Clement iwwert d'TVA op de CBD-Produiten. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Madamm Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ursprünglech sollt déi heite Fro am Kader vun enger Interpellatioun, déi méi large opgestallt war, behandelt ginn, déi ech am Februar 2020 ugefrot hunn an déi säitdeem um Rôle vun der Chamber viru sech hivegetéiert huet, muss een e bësse soen, an ni wierklech drukoum. A mir sinn eis dunn eens ginn an der leschter Conférence, datt ech zumindest déi zwee wichtegst Aspekter vu menge Froe géif an zwou Question-élargien opdeelen. Dovunner hunn ech eng gëschter un d'Madamm Gesondheetsministesch kënne stellen. An deen zweeten Deel vu menger Fro iwwer CBD-Produite geet dann haut un d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Ech wëll wierklech drop hiweisen: Dat heiten ass en Theema, dat säit Februar 2020 quasi hei an der Chamber läit, also och elo net méi eng rezent Entwécklung ass, mee eppes, wouriwwer u sech scho méi laang och dobausse geschwat gëtt.

Ech hat och schonn eng Question parlementaire am November 2021 gestallt, wou ech eng ganz Rëtsch Äntwerte vun der Madamm Ministesch krut a Form vun Tabloen a vu Grafiken, wou ech ënner anerem gesot krut, datt d'Akzisen op de CBD-Produite vun 2020 op 2021 dach ëm e gudde Krack zréckgaange sinn. An dat ass eeben eppes, wat mech schonn zu engem gewëssene Grad interpelléiert, wann ee weess, datt eréischt ab der Circulaire TAXUD 08/2019 iwwerhaapt déi Produiten zënter 2020 ënner Akzise falen.

Fir eng Kéier kuerz de Resümmee ze maachen: Cannabis-Produiten, déi gefémmt kënne ginn an déi en THC-Gehalt vu manner wéi 0,2 % hunn, gi vun der Douane als, Zitat, „autre tabac à fumer" klasséiert an deementspriechend dann och besteiert. Et handelt sech also ëm klassesch CBD-Produiten, déi ënnert d'Circulaire – an dat heescht esou – INFO-TAXUD 08/2019 falen a fir déi säit 2020 nieft der TVA och Akzise vum Staat erhuewe ginn.

D'Circulaire war dann och viru Geriicht attackéiert ginn, well se e grousse Changement bruecht huet, deen esou a kengem Gesetz explizitt virgesi war. Mir waren hei e bëssen an engem Vide, well och natierlech, wéi d'Gesetz geschriwwe gouf, warscheinlech keen u CBD-Produite geduecht hat.

An deem Zesummenhang stelle sech mir awer e puer Froen, grad well ech och aus der Äntwert vun 2021 gesinn hunn, datt et awer zu engem Abroch koum, wat d'Produiten ugeet, par rapport zu 2020. A mir wëssen alleguerten, wat 2020 war. Deementspriechend ass deen Abroch vläicht nach méi pregnant.

Éischtens, déi éischt Fro, déi ech mer stellen: Ass et gerechtfertegt, op CBD-Produiten, also Cannabisbléien, Tubakssteier ze erhiewen? Gëtt et wëssenschaftlech Analysen, déi dat rechtfertegen an esou eng Gläichsetzung u sech dann och néideg maachen?

Dann déi zweet Fro: Kënnen esou méi héich Steieren ... Mir hunn d'lescht Woch an der Chamber iwwert d'Legaliséierung oder en Deel vun der Legaliséierung vum Cannabis geschwat an dat Gesetz jo

och gestëmmt. Kënnen dann net méi héich Steieren eebe grad op engem bis dato legale Produit derzou féieren, datt d'Clientë sech vläicht méi a Richtung Schwaarzmaart orientéieren? A wann ech gesinn, datt eebe grad de Konsum oder zumindest d'Akziseneinnamen agebrach sinn, hunn ech zumindest d'Gefill, datt sech vläicht deen een oder anere Client erëm vun engem legale CBD-Produit vläicht zu engem net legale cannabisbaséierte Produit reorientéiert huet.

An dann en vue vun der partieller Legaliséierung vum Cannabis, déi mer jo elo awer gemaach hunn, nach eng Kéier déi nämmlecht Fro e bëssen anescht, net „Hu sech d'Leit reorientéiert?", mee: „Kënnen net héich Steieren an Akzisen derzou féieren, datt u sech de Schwaarzmaart vun net legale Produiten attraktiv bleift par rapport zu deem, wat mer elo d'lescht Woch hei an der Chamber als legale Produit oder zumindest als legale Wee, fir Cannabis ze consomméieren, gestëmmt hunn?" Wéi kënne mer do virgoen, fir datt eebe grad dat, wat mer eis d'lescht Woch heibannen alleguerten an eise Riede gesot hunn, wouer gëtt, datt mer de Schwaarzmaart par rapport zu engem legale Maart wierklech oninteressant maachen? An dat ass eeben d'Fro, grad wa mer an enger Taxen- an Akzisesituatioun sinn, wéi een domadder ëmzegoe gedenkt.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Gudde Mëtteg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, a merci fir dës Froen. Den EU-Rechtskader, dat ass effektiv d'Direktiv vun 1995, déi dann iwwerholl ginn ass vun der Direktiv vun 2011. E gesäit effektiv obligatoresch vir, dass d'Produiten, déi destinéiert sinn, gefëmmt oder gevapet ze ginn, oder zu dësem Zweck déngen, kënnen enger Akzisesteier ënnerworf ginn. Lëtzebuerg huet dës Bestëmmungen national an och am Kader vum Accord UEBL mat engem Règlement ministériel vun 1997 – dat datéiert dann effektiv e bëssen – ëmgesat.

De communautairen an den nationale legale Kader gesinn also Akzisebesteierung obligatoresch vir an och fir d'TVA ass eng Direktiv, déi do eis eeben obligéiert, dës Produiten dann och ze taxéieren. D'Fro, ob et gerechtfertegt ass, op CBD-Produiten Tubaksteier dann ze erhiewen, stellt sech also am Fong net. Dat ass esou. Mir sinn dozou obligéiert. An d'Fro, ob et wëssenschaftlech Etüde gëtt, stellt sech dann am Fong an deem Sënn och net, well mer national eeben obligéiert sinn, och déi communautaire Dispositiounen ëmzesetzen. De Fait ass also, dass déi legal CBD-Produiten, déi gefëmmt ginn, mussen Akzisen ënnerleien an dann, wéi gesot, och dem normalen TVA-Taux.

Dir wëllt elo hei an Ärer Fro och de legale Cannabis mat manner wéi 0,3 % THC mat illegalem Cannabis vum Schwaarzmaart dann e bëssen a Konkurrenz setzen. Ech mengen, dat ass eng legitimm Fro, mee ech kann natierlech do als Finanzministesch och trotzdeem schwéier Stellung dozou huelen.

Dir hutt elo och vun der Legaliséierung vu Cannabis geschwat. Ech mengen, déi véier Cannabisplanzen, déi een an Zukunft dann am Privaten ubauen däerf, déi ginn natierlech net besteiert. Wat elo d'zukünfteg Legalisatioun vu rekreativem Cannabis ugeet, do huet d'Regierung dann och op Propos hi vun der Gesondheetsministesch e Concept Paper ugeholl. D'Besteierung ass dann och een Element dovunner. Ech mengen, do misste mer dann och an Zukunft dodriwwer schwätzen. Ech kann Iech vläicht aus deem Concept Paper just eng kuerz Zitatioun soen: „Une analyse approfondie quant aux taxes applicables devrait être réalisée. Les taxes seront le cas échéant encadrées par la législation communautaire ainsi que par la convention UEBL." Dat heescht, déi Diskussiounen, déi missten dann effektiv gefouert sinn. Dofir ass dat och eng legitimm Fro.

Ech ka vläicht just nach dozou soen, dass Lëtzebuerg bis elo dräi Besteierungskategorien an den Akzisen agefouert huet. Dat ass dann éischtens fir Zigaretten, zweetens Zigaren an drëttens lassenen Tubak. An Dir hutt et ganz richteg gesot: An dee leschte Volet, do falen dann effektiv „les autres tabacs à fumer" drënner. CBD ass da schonn am Fong an där niddregster Kategorie.

Dozou wëll ech awer dann och soen, dass d'Direktiv effektiv de Memberstaaten erlaabt, eng separat Kategorie vun „autres tabacs à fumer" ze hunn. Dat gëtt et haut zu Lëtzebuerg net. Dës Optioun kéint an Zukunft dann eng Pist sinn, wann d'Regierung der Meenung ass, dass dat néideg ass, fir géint de Schwaarzmaart da virzegoen, wéi Dir et dann hei och elo thematiséiert.

Et schéngt mer awer elo vläicht e bësse verfréit à ce stade, fir ze spekuléieren, ob d'Präisser vu legalem Cannabis net attraktiv genuch wäerte sinn, fir d'Konsumente vum Schwaarzmaart ewechzehalen. Ech mengen, dat ass effektiv eng Diskussioun, déi mer wäerte misse féieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

## 5. 8154 – Projet de loi relatif à l'acquisition de parts dans la copropriété de l'immeuble K22 à Luxembourg-Kirchberg

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Projet de loi 8154 iwwert d'Acquisitioun vu Parten am K22-Gebai um Kierchbierg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Finances et du Budget***

**M. Guy Arendt** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, eis Populatioun ass an de leschte Joerzéngten immens séier gewuess a se wäert och nach an den nächste Joerzéngte staark weider wuessen.

Parallell geet och den Aarbechtsopwand vum Staat deementspriechend erop. Et ass also wichteg, dass de Staat déi Ressourcen huet, déi e brauch, fir seng Aufgaben auszeféieren. Wann de Staat weider Leit astellt, da mussen och déi néideg Bürosurfacë virgesi sinn.

Grad wann et ëm nei Gebaier geet, dann ass et och immens wichteg, dass vun Ufank un anstänneg gebaut gëtt, esoudass d'Gebai op laang Dauer fonctionéiere kann, allen Norme gerecht gëtt an esou eng nohalteg Léisung ass.

De Staat huet also un engem neie Projet geschafft, an esou wéi eis Verfassung dat virgesäit, steet all Depense iwwert engem gewëssene Seuil hei an der Plenière zum Vott. An deem Kader presentéieren ech Iech haut de Rapport zum Gesetzesprojet 8154. De Projet ass de 15. Februar vun dësem Joer deposéiert ginn. Et geet hei ëm e Finanzéierungsgesetz, dat de Kaf duerch de Staat vun der Hallschent vun engem Gebai um Kierchbierg erlabe soll. Konkreet geet et ëm d'Gebai, dat den Numm „K22" droe soll an de Kafpräis, deen dëst Gesetz virgesäit, läit bei 273,5 Millioune Euro. De Staat huet mat ArcelorMittal e Kontrakt ausgehandelt, dee virgesäit, dass d'Gebai an d'Surface zur Hallschecht vun ArcelorMittal kaaft gëtt an déi aner Hallschent vum Lëtzebuerger Staat. Déi eng Hallschecht vum Gebai wäert also ArcelorMittal als weltwäite Siège déngen.

De Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg huet fir de Projet en Droit de superficie vu 75 Joer verginn. D'Surface, vun där mir hei schwätzen, huet iwwer 72 Ar. Déi néideg Bau- an Exploitatiounsautorisatioune goufe schonns accordéiert. D'Gebai K22 wäert um 12, Avenue J.-F. Kennedy um Kierchbierg am Quartier Européen Sud entstoen, also niewent dem European Convention Center.

Mat 21 Stäck, 79 Meter Héicht, 21 Lifter, enger bebaubarer Surface vu 60.700 Meterkaree brutto an 18.000 Meterkaree Sous-sol wäert dëst e gréissert Gebai ginn, dat den Ufuerderunge vun haut Rechnung dréit. D'Gebai wäert fënnef Ecken, also och fënnef Säiten hunn. Prinzipiell wäert d'Constructioun aus Glas a Stol bestoen. Duerch déi grouss Fënstere wäert ee vu bausse bis eran an den Atrium kucke kënnen, soudatt et en oppent a aluedend Gebai soll sinn.

D'Gebai, méi prezis, besteet aus 15 Stäck fir Büroen, separat Entréeën an dräi Multifunktiounsraim, 36.250 Meterkaree Nettobürossurface, Archiven a Reuniounssäll mat abegraff, natierlech och Technikraim fir den Entretien an d'IT-Systemer, Kitchenetten a Sanitär, dräi Commercen um Rez-de-chaussée, déi fir de Public zougänglech sinn, Gäert bannen a baussen esouwéi begréngt Terrassen, en Auditorium fir 200 Leit, eng Kantinn mat 420 Plazen an enger eegener Kichen, eng Loge, fir d'Sécherheet vum Gebai ze koordinéieren, eng separat Entrée fir d'Liwwerungen, am ganzen 375 Autosparkplazen, 50 Motorradsparkplazen an 156 Vélosparkplazen.

D'Accessibilitéit vum Gebai ass natierlech och garantéiert. Grad mam Tram ass ee gutt ugebonnen an et féiert och eng geséchert a separat Vélospist laanscht d'Gebai. Fir d'Visiteure sinn och zwielef Vélosparkplaze bei all Entrée virgesinn.

Beim Bau vum Gebai ginn natierlech eng Rei Krittäre respektéiert, wéi zum Beispill Ëmweltperformancekrittären. D'Gebai ass an der Energieeffizienzklass A: D'Dräifachverglasung an den Atrium bannen erlaben et, d'Temperatur ze reguléieren a souwuel am Wanter wéi am Summer eng agreabel Temperatur am Gebai ze hunn. Vill natierlech Luucht an d'passiv Wäermt duerch Sonn erlaben et, den Energieverbrauch ze reduzéieren. Am Summer wäert dann awer e Schutz derfir suergen, dass d'Gebai net ze waarm gëtt. Dank enger mechanescher Belüftungsanlag ass d'Loft am Gebai ëmmer frësch an et geet manner Hëtzt verluer. An de Reuniounssäll gëtt och den $CO_2$-Wäert gemooss, fir de Loftstroum unzepassen.

Dem Energiepass no verbrauch de K22 40 % manner Energie wéi e Referenzgebai. Konkreet gi follgend international Normen ugewannt: „BREEAM International New Construction 2016" um Niveau „Outstanding" an den „DGNB International CORE 14" um Niveau „Platinum". Zudeem wäerten do, wou et méiglech ass, recycléiert Materialie fir de Bau benotzt ginn.

Gläichzäiteg soll och eng Fotovoltaik-Anlag vun 1.400 Meterkaree installéiert ginn, fir esoumat e groussen Deel vum Energieverbrauch ze decken. Et sinn dräi Traffoe fir de K22 virgesinn, déi jee eng Stäerkt vun 1.600 Kilovoltampère hunn. Et ass och eng Noutstroumanlag virgesinn, déi bannent e puer Sekonnen aspréngt, wann de Stroum ausfale sollt. D'Sécherheet vum Gebai gëtt och iwwert eng modern Alarmanlag garantéiert. Och beim Waasserverbrauch gëtt gespuert, esou gëtt Reewaasser opgefaangen a fir ze

netze gebraucht. D'Beliichtung gëtt exklusiv mat LED-Luuchte gemaach.

De Staat soll, wéi virdru scho gesot, d'Hallschecht vun dëse Gebailechkeete kafe fir e Präis vun 273,5 Milliounen Euro. An deem Präis ass och eng Reserv vun 10 % mat ageplangt, soudass et gutt méiglech ass, dass net de ganze geplangte Budget gebraucht gëtt. De Präis entsprécht de reelle Baukäschten. An deem Sënn muss d'Baufirma hir Kontabilitéit vum Projet oppeleeën. D'Societéit ArcelorMittal Kirchberg Real Estate, déi d'Constructioun vum Siège iwwerhëlt, huet also keng Marge.

Fir Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Schlussendlech wéilt ech nach op d'Avise vun der Chambre de Commerce a vum Staatsrot agoen. D'Chambre de Commerce huet e favorabelen Avis zu dësem Gesetzesprojet formuléiert a gesäit an dëser Investitioun en Engagement vun der Regierung, fir d'Industrie ze stäerken, wat fir si e positive Message un all d'Acteuren ass. De Staatsrot huet den 20. Juni vun dësem Joer och en Avis formuléiert, dee keng Observatiounen um Fong enthält.

Ech géif Iech zum Schluss nach e grousse Merci soen, all deenen, déi hei matgehollef hunn, Iech fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools dem Här Rapporter Guy Arendt.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert de K22, iwwert dee mer de Mëtten haut an hei diskutéieren, ass eigentlech e weidert Beispill fir den duebele Langage, deen dës Regierung féiert, wann et ëm déi ëffentlech Finanze geet. Op där enger Säit gëtt dann, wann et ëm d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun geet, gekrasch a vun Harakiri geschwat, a gläichzäiteg ginn op anere Plazen, wéi dann notamment hei beim K22-Gebai, ëffentlech Gelder mat der Strenz ausgedeelt.

Mäin exzellente Kolleeg Gilles Roth huet jo schonn e puermol op dëser Tribün dësen duebele Langage vun der Regierung ugeprangert. An hien huet och eréischt virun e puer Deeg hei, an ech zitéieren, vun enger „Kehrtwende" vun der Regierung an der Finanzministesch geschwat. Hien huet beim Tripartitt-Gesetz zum Beispill gesot: „Well wéi versteet ee soss déi Kehrtwende vun der Regierung, déi beim grousse Steierdebat am Summer vum leschte Joer nach gemengt huet, eng lineär Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun wier net selektiv?" A weider huet den Här Roth hei vun enger verfeelter Finanzpolitick vu Blo-Rout-Gréng geschwat.

An dëse Projet K22, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass wierklech nun dat bescht Beispill, fir dës verfeelt Finanzpolitick ze illustréieren. Well spéitstens mat dësem Gesetz ass dës Regierung net méi glafwierdeg, wa se seet, datt kee Sputt do wier, fir d'Leit an déi breet Mëttelschicht steierlech méi ze entlaaschten, well hei ass op eemol Sputt aus dem Näischt do, ouni Meerwäert fir d'Leit an d'Harakiri-Rhetorik bleift am Tirang.

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Fir et kloer ze soen: Mat dësem Kaf vum K22 huet dës Regierung hir lescht finanzpolitesch Glafwierdegkeet verluer, ...

**Une voix** | Richteg!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | ... vum gesonde Mënscheverstand guer net ze schwätzen!

*(Interruption)*

Här President, erlaabt mir awer, ier ech zum Projet selwer kommen, ...

*(Interruption)*

... fir d'éischt mäi Merci ze adresséieren un de Kolleeg Guy Arendt fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. De Guy Arendt ass ee vun deene Kolleegen, déi ech hei an deem Haus ganz besonnesch respektéieren, an et deet mer e bësse leed, datt de Guy Arendt just och nach dëse Projet huet misse rapportéieren.

*(Brouhaha)*

Här President, an dësem Projet de loi iwwerhëlt also de lëtzebuergesche Staat fir déi pharamineuse Zomm vun 273,5 Milliounen d'Hallschent vum Gebai vun der ArcelorMittal, wou dann och de Weltsiège vun dësem grousse Grupp soll entstoen.

Fir direkt all Zweifelen hei ze zerstreeën, wëll ech dann och am Numm vu menger Fraktioun ënnersträichen, datt mir natierlech begréissen, datt de Siège vum Grupp ArcelorMittal an eisem Land bleift. Mir haten eigentlech och ni dee geréngsten Zweifel doriwwer, well scho fréier Regierungen, an deenen notamment d'CSV vertruede war, ...

*(Interruptions)*

... sech ëmmer derfir staarkgemaach haten. A ganz besonnesch ass dat jo deemools geschitt, wéi et zu der Fusioun vum Grupp Arcelor mam Grupp Mittal komm ass.

Mir freeën eis iwwregens och iwwert deen innovativ-architektonesche Projet, deen och sécherlech exzellent zu engem Weltkonzern wéi ArcelorMittal passt. Mir géifen eis allerdéngs och gradesou freeën, wann an eisem Land weider Stol géif produzéiert ginn. A mir sinn dofir och nach ëmmer extreem traureg, datt zum Beispill um Niveau vum Stolwierk zu Diddeleng den Dossier net virukënnt an hei e grousse Risiko besteet, datt leider Gottes iwwerhaapt kee Stol méi wäert kënne produzéiert ginn.

Mir plädéieren doriwwer eraus derfir, datt och an Zukunft weider industriell Betriber sech an eisem Land nidderloossen, well mir niewent der Finanzplaz och nach weider en zolidd industriellt Standbeen an dësem Land brauchen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Wa mir also de Mëtteg wäerte géint dëse Projet stëmmen, wäert dat näischt drun änneren, datt mir eis weider fir den Industriestanduert Lëtzebuerg asetzen, natierlech och weider hannert der Presenz vun der ArcelorMittal an eisem Land stinn.

Här President, ier ech op déi Grënn aginn, firwat mir dëse Projet net kënne stëmmen, erlaabt mer trotzdeem, kuerz en Historique hei ze maachen.

Mir wëssen alleguerten, wou de fréiere Siège vun der ArcelorMittal um Rousegäertche war an datt dëse Siège entre-temps vun der Spuerkeess iwwerholl ginn ass.

*(Interruption)*

D'ArcelorMittal huet duerno iwwer eng Vente de gré à gré en Terrain vum FUAK ofkaaft op Base vun enger Emphytheos fir 92 Milliounen Euro, a laut de Vertrieder vum FUAK, an ech zitéieren hei aus dem Procès-verbal vun der Finanzkommissioun: „La représentante du FUAK confirme les conditions avantageuses offertes à ArcelorMittal lors de la vente du droit de superficie. Elles étaient avantageuses dans le sens que le FUAK avait une dizaine d'années auparavent décidé de ne plus se séparer de terrains par le biais de vente de gré à gré, mais uniquement en passant par des appels de candidatures publiés et qu'il a été fait exception à ce principe sur demande du Gouvernement pour ArcelorMittal."

Am Kloertext heescht dat also, datt laanscht déi festgeluechte Prozedur hei en Terrain iwwer eng Vente de gré à gré un ArcelorMittal verkaaft ginn ass.

Dorobber soll dann elo de Siège vun ArcelorMittal gebaut ginn. Allerdéngs huet sech an der Zwëschenzäit erausgestallt, datt déi Meterkareeën, déi hei kënne gebaut gi par rapport zum Bautereglement vun der Stad Lëtzebuerg, ze vill fir d'Besoine vun der Arcelor hei am Land wieren, well déi och elo net méi déi Effektiver hei hunn, déi se bis elo nach haten. An dofir musse si dann d'Hallschent vun deem Gebai un en eventuelle Coinvestisseur verkafe respektiv verlounen. An et ass dann och do, wou a sech de Staat an d'Diskussioun komm ass.

An, Här President, da sinn ech och schonn direkt bei mengem éischte Punkt, nämlech de Konditioune vun dëser Immobilientransaktioun.

Am Gebai K22 sollen also 60.700 Meterkaree Surface constructible entstoen, wou een dann nach muss 18.000 Meterkareeën am Sous-sol derbäirechnen. An deene 60.700 Meterkareeë sinn awer nëmme 36.250 Meterkareeë Surface nette fir Bidroen. Dovunner soll de Staat dann elo d'Hallschent kréien, dat heescht ronn 18.000 Meterkaree Bürosfläch. De Rescht vun deem Gebai sinn, an dat huet de Rapporter jo exzellent ausgeféiert, Local-de-commercë mat enger grousser Salle de conférences an och engem risegen Hall d'accueil, deen natierlech deenen zwee Proprietären zur Verfügung wäert stoen.

Fir awer elo e bësselchen de Präis ze situéiere vun dësem Gebai, hunn ech mer dann d'Méi gemaach, dee Meterkareespräis emol e bëssen nozerechnen. An do gëtt et zwou Formullen. Entweeder rechent een de Meterkareespräis op déi effektiv Bürosflächen, déi och hei wäerten entstoen an iwwert déi dann och de Staat ka verfügen. Et kann een awer och dohinnergoen, wéi d'Regierung dat mécht, an d'ganz Fläch huelen an de Meterkareespräis dorobber berechnen, wat awer menger Meenung no net richteg ass oder manner richteg ass. Mee do kënne mer natierlech laang philosophesch Diskussioune féieren.

Wann ech also elo emol dervun ausginn, datt mer hei déi reng Nettobürosfläch huelen, da komme mer op e Meterkareespräis, haalt Iech un, vu 15.000 Euro, Här President. Fir 15.000 Euro de Meterkaree gëtt hei e Bürosgebai gebaut, wou dann de Staat d'Hallschent iwwerhëlt!

Wann ech dann d'Berechnungsmethod huele vun der Regierung, fir awer och déi Optioun eng Kéier duerzeleeën, an ech zitéieren hei aus dem Procès-verbal vun der Cofibu, da géifen am Ganzen 51.000 Meterkaree zréckbehale ginn. An och da kommen ech nach op e Meterkareespräis vun 10.679 Euro. Souguer also an där Hypothèse de calcul vun der Regierung kommen ech nach op en extreem héije Meterkareespräis.

Wann ech dat dann elo emol an de Vergläich setze mat änleche Gebaier, an d'Stad Lëtzebuerg ass amgaangen, op der Rocade, also genau op där Plaz, wou elo d'ArcelorMittal hire Siège huet, en neit Bürosgebai ze bauen, an do komme mer, lauschtert no, op e Präis vun 8.500 Euro de Meterkaree, dat heescht also bal d'Hallschent manner wéi dee Präis vu 15.000, an och nach substanziell ënnert deem, deen dann hei vum Staat selwer errechent gëtt.

Ech iwwerloossen Iech et also elo selwer, dorauser Är Konklusiounen ze zéien, an ech hu mech och weider e bësselchen informéiert, wat d'Situatioun um Privatmarché ass, wann hei an der Stad Bürosgebaier entstinn. An do si mer zum Deel souguer nach wäit ënnert deenen 8.500, déi hei vun der Stad Lëtzebuerg elo opbruecht ginn, fir e Bürosgebai ze bauen.

Op déi Kritick, a mir hunn déi Kritick natierlech och an der Cofibu virbruecht, äntwert dann d'Regierung a seet: „Jo, mee de Konstruktiounspräis, deen hei de Staat verrechent kritt, deen ass awer just eppes iwwer 4.000 Euro de Meterkaree. An dat ass eigentlech e ganz korrekte Konstruktiounspräis, a mir schaffen hei och nach à livre ouvert, dat heescht, dat ass eigentlech ganz transparent, an dat ass eigentlech och guer net ze vill deier!"

Wat d'Regierung dann awer net kloer seet, ausser an hirem Exposé des motifs, dat ass, datt et sech hei ëm e Prestigeimmeuble handelt, deen, an et versteet een, wann e grousse Konzern wéi ArcelorMittal hire Siège heihinner wëllt setzen, datt en do natierlech wëllt e Gebai hunn, dat e gewëssene Standing huet. An do ginn, an dat huet och de Rapporteur gesot, eng Rei vu Materialie verschafft wéi Stol, wat natierlech extreem deier ass, wat awer ni an engem normalen anere Bürosgebai géif verschafft ginn.

A wann een dann och nach kucke geet, datt hei e Stararchitekt, de Büro Willmotte, déi Pläng fir dat Gebai gezeechent huet, da versteet een, datt natierlech hei en anere Präis derbäi erauskënnt wéi wann et sech géif ëm en normaalt Bürosgebai handelen.

Wat eis awer, Dir Dammen an Dir Hären, fundamental stéiert an deem ganzen Dossier, ass, datt eigentlech néierens kloer definéiert gëtt, wat eigentlech d'Besoine vu Bürossurfacë sinn, déi de Staat fir seng Administratioune respektiv seng Ministèrë brauch. Normalerweis, wann ee Büroe brauch, ass dat Éischt, datt ee seet: „Mir brauche Büroen, esou vill, fir", wat weess ech, „déi an déi Administratioun." An dorobberhi gëtt da gekuckt, wou een déi Bürosgebailechkeete ka fanne respektiv wéi een déi ka bauen.

Mir constatéieren, datt hei e Präis wäert bezuelt ginn, dee manifestement largement exageréiert ass par rapport zu all anere Präisser, déi am Moment fir änlech Gebaier bezuelt ginn. A wat fir eis den Dossier nach méi schwiereg mécht, ass, datt mer alleguerte wëssen, datt mer am Moment an enger Immobiliekris sinn. An de Moien, déi Leit, déi och wéi ech um 7.30 Auer schonn de Journal vun RTL gelauschtert hunn, hunn héieren, wéi staark am Moment d'Immobiliepräisser amgaange sinn ze falen.

An dofir hate mir och schonn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Finanzkommissioun derfir plädéiert, datt, wann d'Regierung da wierklech géif drop halen, deen Deal hei ze maachen, zumindest eu égard aux nouvelles conditions dee Präis awer nach eng Kéier misst frësch negociéiert ginn, wéi dat am Moment iwwerall geschitt, wann een ... An d'Gemenge sinn zum Beispill amgaangen, mat Privatpromoteuren driwwer ze diskutéieren, ënner wat fir enge Konditioune se kënne Gebaier iwwerhuelen. An do gëtt ganz haart negociéiert. Or, hei gëtt einfach e Präis tel quel iwwerholl an et gëtt emol net gekuckt, ob een net awer vläicht nach eng Kéier hätt kënnen op dee Präis zréckkommen.

Här President, den drëtte Punkt, op deen ech nach wollt agoen, ass dee vun der Widdersprëchlechkeet an den Aussoe vun de Vertrieder vum FUAK respektiv vun de Verantwortleche vun der ArcelorMittal, wat dëse Verkaf betrëfft. An der Cofibu – an ech schwätzen hei och ënnert der Opmierksamkeet vun de Kolleegen aus där Kommissioun – hunn d'Vertrieder vum Staat respektiv vum FUAK eis zumindest duerch d'Blumm ze verstoe ginn, datt d'ArcelorMittal eventuell e puer Schwieregkeeten hätt, an der aktueller Situatioun e Coinvestisseur fir déi Hallschecht ze fannen.

Gelungenerweis, kuerz no der Kommissiounssitzung, nodeem dann och de Bericht vun där Sitzung a verschiddene Medien nozeliese war, deklaréieren déi Verantwortlech vun der ArcelorMittal an engem Communiqué, datt si eigentlech iwwerhaapt kee Problem hätten, e Coinvestisseur fir d'Hallschecht vun dësem Projet ze fannen, an datt si dat natierlech gradesou gär och géife maachen, wéi déi Hallschecht un de Staat ze verkafen.

Wann dat esou ass, Här President – an ech hunn eigentlech kee Grond, hei un den Aussoen, vun deene Leit vum FUAK esou wéineg wéi och vun de Leit natierlech vun ArcelorMittal, ze zweifelen –, verstinn ech net, firwat den Här Bausch an engem Interview, deen en op 100,7 ginn huet, e Lien gemaach huet zwëschent dëser Transaktioun an dem Fait, datt ArcelorMittal weider den Haaptsiège vu sengem Konzern hei zu Lëtzebuerg wäert hunn.

Mir wëllen op jidde Fall, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, haut eng kloer Äntwert op déi Fro kréien, wat dann eigentlech d'Konterpartie vun dëser Transaktioun hei ass. Soll domadder de Sëtz vun der ArcelorMittal hei am Land perenniséiert ginn? A wa jo, da soll d'Regierung dat zumindest kloer an däitlech soen. Wann dat awer net de Fall ass, géife mir eigentlech gär wëssen, wat d'Plus-value vun dësem Deel oder vun dëser Transaktioun fir déi ëffentlech Hand wäert sinn. Mir erwaarden eis op jidde Fall Kloerheet herno an den Erklärunge souwuel vun der Madamm Backes wéi vum Här Bausch.

Här President, ech kommen zu menger Konklusioun. Viru Kuerzem hunn direkt e puer Ministeren déi nei Mesüren am Logement virgestallt, mat deene soll déi zum Deel ëmmer méi dramatesch Situatioun verbessert ginn. Hei leet de Staat 150 Milliounen, Dir Dammen an Dir Hären – 150 Milliounen! –, op den Dësch an enger, an ech hunn et virdrun och scho gesot, vläicht vun deene gréissten Immobiliekrisen, déi dëst Land kannt huet an déi riskéiert, derzou ze féieren, datt ëmmer méi Locatairë Loyere mussen haut a muer bezuelen, déi all Dag wäerte méi deier sinn, well ganz einfach ëmmer manner Logementer disponibel sinn.

**M. Marc Lies** (CSV) | Dat géife vill Wunnenge ginn.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | 150 Milliounen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Verglach zu 273,5 Milliounen, dat ass also knapps d'Hallschecht vun deem Montant, deen elo de Staat an e Bürosgebai wëllt investéieren!

An, Här President, et gëtt jo an de leschten Deeg ëmmer erëm gefrot, wou d'CSV zum Beispill géif spueren, wa se an der Responsabilitéit wier. Mee hei ass e Beispill! Mir géifen direkt déi 273,5 Millioune spueren.

*(Interruption)*

273,5 Milliounen, dofir kréie mir en neie grousse Lycée oder zwou Tramslinnen oder eng nei Landepist um Findel oder e puer Honnerte Wunnenge fir Mënschen am Land, déi se onbedéngt brauchen. 273,5 Milliounen Euro, dofir kréie mir och praktesch eng hallef Steierreform, déi eis breet Mëttelschicht am Land och onbedéngt brauch.

*(Interruption)*

Mee mir schwätzen haut net iwwer nei Wunnengen, net iwwer en neie Lycée, net iwwer nei Tramslinnen, emol net iwwer eng nei Pist um Findel an ech kéint Iech hei nach wivill aner Beispiller nennen. Nee, mir schwätzen haut iwwer 273,5 Milliounen Euro, déi de Staat emol einfach fir d'Hallschent vum Siège vun der ArcelorMittal bezuelt, enger ArcelorMittal – an ech si frou fir si –, déi am éischte Quartal vun 2023 e Benefiss vun 1,1 Milliarden Euro gemaach huet!

An ech sinn elo wierklech net am Verdacht, kritesch mat der Wirtschaft an der Industrie ze sinn. Awer Fakt ass: ArcelorMittal ass wierklech net op déi 273,5 Milliounen ugewisen a si hunn och kee Problem, wéi se et selwer an hirem Communiqué soen, en aneren Investisseur fir d'Hallschecht vun deem Siège ze fannen.

Mir kënnen op jidde Fall als CSV dëse Kaf net guttheeschen, well mir keng Plus-value dra gesinn, zumindest keng fir de Staat an de Steierzueler. Mir kënnen dee Kaf awer haaptsächlech net guttheeschen, well et e schlechten Deal fir de Steierzueler ass, an dat an enger Krisenzäit, wou laut Ausso vun der Finanzministesch déi ëffentlech Keesen ëmmer méi eidel sinn, well et e Präis ass, deen total iwwert dem Marchéspräis läit, wa mir dann iwwerhaapt géifen dem Prinzipp vum Kaf zoustëmmen.

Am Resümmee: Jo, mir wëllen och de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg an Europa stäerken. A jo, mir wëllen och Lëtzebuerg als Siège vun Arcelor fir d'Zukunft erhalen, aus historesche Grënn, awer och, well et wichteg ass, datt mer weider eng zolidd an nohalteg Stolindustrie an iwwerhaapt eng Industrie hei an dësem Land behalen. Awer da muss dat mat enger gudder an effizienter Politick geschéien, mat enger attraktiver Rumm, mat manner Bürokratie, awer net mat enger Immobilientransaktioun iwwer 273,5 Milliounen Euro!

Wien awer dës Suen dréngend brauch, sinn zum Beispill déi vill Leit, déi elo scho jorelaang op eng steierlech Entlaaschtung waarden. Mee wa mir dann d'Fuerderung no enger integraler Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun froen – an den Här Roth mécht et permanent, aner Kolleege vun der Oppositioun och – gëtt vu „politeschem Harakiri" geschwat oder vu „responsabeler Finanzpolitick" (veuillez lire: vun „irresponsabeler Finanzpolitick").

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Spéitstens mat dësem Kaf sinn all dës Aussoen, léif Kolleegen, net méi glafwierdeg an dës Regierung och net méi. Well nach ëmmer ass kee Sputt do, fir de Leit dat zréckzeginn, wou se steierlech méibelaascht goufen, an dat ass – fir eng leschte Kéier mäi Kolleeg, den Här Roth, ze beméien – de strukturelle Problem an enger verfeelter Budgets- a Finanzpolitick. An et ass eigentlech en Offenbarungseed. An Dir verstitt, datt mir aus all deene Grënn dësem Projet net eis Zoustëmmung kënne ginn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Mosar. An den Här Baum freet direkt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Jo, just ganz kuerz, fir den Här Mosar drun ze erënneren: Et ass nach net esou laang hier, et war nämlech d'lescht Woch, do hu mer de Steierzueler hei alleguer zesummen ëm 600 Milliounen entlaascht, 300 Milliounen dëst Joer an 300 Milliounen d'lescht Joer. Ech weess, dass dat an der Press net ganz grouss opgegraff ginn ass, mee d'lescht Woch hu mer de Steierzueler ëm 600 Milliounen entlaascht. Dat schéngen d'Kolleege vun der CSV entweeder vergiess ze hunn oder et ass einfach selbstverständlech. Ech wollt Iech awer nach eng Kéier heirunner erënneren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Baum. An da kënnt elo deen nächsten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Dëse Mount war jo dann effektiv um Kierchbierg den éischte Spuetestéch vum Gebai K22, deem prestigiéise Gebai, dat de Stararchitekt Jean-Michel Wilmotte fir ArcelorMittal entworf huet. An de Jean-Michel Wilmotte, deen um Ursprong vun deem dote Projet ass, ass och den Architekt vu sëllegen anere ganz bekannte Gebaier: Ganz no bei eis ass beispillsweis de Centre de congrès zu Metz. E bësse méi wäit ass d'Renovatioun vun deem emblemateschen Hotel Le Lutetia zu Paräis, gradewéi de Bau vun der Station F, dem weltwäit gréissten Ekosystem vu Startups, deen och an der franséischer Haaptstad steet. Och de Sëtz vu Google zu London huet de Jean-Michel Wilmotte gezeechent.

Iwwer Goût an iwwer Faarwe kann ee jo net streiden. Wat een awer festhale kann, ass, dass d'Gebai wäert eng architektonesch Qualitéit virweise kënnen, déi fir eis zu Lëtzebuerg sécherlech aussergewéinlech ass an och eng Beräicherung ass a fir eist Handwierk warscheinlech och eng Erausfuerderung wäert sinn am positive Sënn vum Wuert.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass et sech wäert op där Plaz, wou et gebaut gëtt, architektonesch gutt integréieren, well et an engem direkten Ëmfeld jo aner zäitgenëssesch Gebaier gëtt wéi beispillsweis de Mudam oder nach d'Philharmonie.

An natierlech bréngt eng Konstruktioun vun dësem architektonesche Wäert och e gréissere Käschtepunkt mat sech. An et ass ganz richteg, dass 273 Milliounen Euro fir de Lëtzebuerger Staat ganz vill Sue sinn, virun allem an dësen Zäiten. D'Gebai huet allerdéngs och 21 Stäck, also sollte mer an aller Objektivitéit de Meterkareepräis kucken. Mee do, dat si mer jo elo gewuer ginn, ginn d'Meenungen auserneen, ob een elo d'Nettobürosfläch oder d'Bruttofläch als Grondlag soll huelen.

Seelen hu mer vläicht esou eng passionéiert Diskussioun zu Lëtzebuerg iwwert déi technesch Finesse bei ëffentleche Bauten. Et wier sécherlech méiglech gewiescht, méi bëlleg ze bauen. Do si mer eis alleguerten eens. An ech kann och bei de Leit dobausse ganz gutt verstoen, wann een oder deen anere vun der Politick eng Erklärung freet, firwat dëst Gebai esou deier ass. Mee de Präis läit dorunner, datt et e grousst, prestigiéist, jo, an architektonesch aussergewéinlecht Gebai ass. Et ass quasi e „Vorzeigeprojekt", och fir ArcelorMittal, well hei e Gebai a Stol a Glas op dës Manéier gebaut gëtt.

Nach ass et esou, dass ArcelorMittal Kirchberg Real Estate SARL kee Benefiss mécht, mee de Verkafspräis, deen de Staat bezilt, déi reell Baukäschten erëmgëtt.

Natierlech sollte mir keen Heel dorauser maachen, dass sech dëse Projet och an dee méi breede Kontext aschreift vun der Presenz vun ArcelorMittal hei zu Lëtzebuerg.

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | 2016 ass d'Engagement vum Här Mittal geholl ginn, fir de Lëtzebuerger Ancrage vum Stolris ze assuréieren, eppes, wat deemools all d'Parteien hei an der Chamber begréisst hunn. Zanter deene siwe Joer ass d'Implementatioun um Kierchbierg am Raum gewiescht. An ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass dëse lëtzebuergeschen Ancrage eng grouss ekonomesch, politesch, historesch a sécherlech och symbolesch Bedeitung fir eist Land wäert hunn.

Ech sinn och der Iwwerzeegung, dass eigentlech déi meescht vun eis heibannen dës Bedeitung fir d'Lëtzebuerger Land unerkennen. An ech si sécher, mir sinn och zu enger Partie heibannen, deenen hir Pappen oder Grousspappen eng enk Relatioun mat der Schmelz haten.

Fir eis als LSAP ass jiddefalls kloer, dass mir wëllen nieft enger spezialiséierter Finanzplaz och nach ëmmer eng bedeitend industriell Aktivitéit zu Lëtzebuerg hunn, en Industriestanduert Lëtzebuerg, wou innovéiert an och produzéiert gëtt.

Mat dësem Gebai, wou de Lëtzebuerger Staat Koproprietär gëtt, bleift de Siège vum zweetgréisste Stolproduzent an der Welt hei bei eis zu Lëtzebuerg, méi genee seng administrativ a finanzpolitesch Servicer. Dëse Kontext sollt een dann och an där ganzer Diskussioun a bei dësem Vott, dee mer haut huelen, matconsideréieren an en och de Leit dobaussen erklären.

An duerfir ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzestext a soen dem Rapporter villmools Merci fir säi Rapport.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, de Rapporter Guy Arendt huet elo scho ganz vill Detailer gesot an ech wëll em och a mengem Numm, am Numm vu menger Fraktioun dofir villmools Merci soen. Et geet hei ëm de Kaf vum Staat vun der Hallschent vun dem Gebai K22, dem Weltsiège vun ArcelorMittal, dee grad am Bau ass, an an déi Hallschent kommen natierlech hei Besoine vum Staat, an därer brauche mer och (veuillez lire: a fir déi brauche mer och Plaz).

Den Terrain gehéiert dem FUAK a bei dësem Ofkommes kritt de Staat eeben net just déi Bürossurface, déi e brauch, mee deementspriechend och d'Notzungsrecht an deem Deel, deen him doduerjer zousteet.

Wat hei, mengen ech, ganz wichteg ass ze soen, dat ass, dass et hei ëm d'Baukäschten no de reelle Käschten, déi och ausgi ginn, geet, also ouni d'Marge, ouni Benefiss, an dat à cahier ouvert, an dass dee Montant, iwwert dee mer haut hei ofstëmmen, och e Maximalmontant ass, woudrënner och en Deel Reserv dofir do ass. Dat heescht, mir wëssen haut och net ganz genau, wou mer duerno dobäi landen.

Ech gi fir déi gréng onsen Accord derfir. Ech wäert duerno och e puer Remarke ginn. Wat ech awer mengen, wat ganz wichteg ass fir déi Debatt hei, dat ass, dass mer elo net hei Vergläicher maache par rapport zu aneren Ausgaben oder Investissementer, déi de Staat mécht. Ech mengen, et muss ee soen, dass déi heite Regierung esou vill investéiert an den ëffentleche Wunnengsbau, wéi nach keng Regierung dat virdru gemaach huet an de leschte Joren. Wa mer elo de Montant zum Beispill am ëffentleche Wunnengsbau vergläichen, investéiere mer véiermol méi wéi am Ufank vun dëser Legislaturperiod elo. Gradesou investéiere mer vill méi an den ëffentlechen Transport, vill méi an de Klimaschutz, wéi dat nach an der leschter Legislaturperiod war, guer net ze schwätze vun de Legislaturperiode virdrun. Dofir kommt, mir vergläichen net dat eent mat deem aneren, mee mir kucken eis d'Fakten u vun deem Projet, dee mer haut hei wäerte stëmmen.

Eng Realitéit ass, dass de Staat och Büroe brauch. Dat heiten ass eng gutt Plaz, wou mer och relativ séier wäerten déi Bürosflächen ..., also Besoine vum Staat och wäerten decke kënnen, wat also och gutt ass fir d'Bierger, well de Staat de Besoinen nach besser entgéintkënnt an, wéi gesot, de Projet hei ass schonn am Bau. Dat heescht, e wäert och relativ séier an den nächste Joren dem Staat zur Verfügung stoen.

Et gëtt hei op eng flexibel a modular Aart a Weis gebaut, wat och doduerch dem Staat d'Méiglechkeet gëtt, relativ flexibel d'Bürosfläch kënnen anzedeelen, wat och längerfristeg en Atout wäert si fir de Staat a fir d'Leit, déi do schaffe respektiv déi do wäerte vun deene Servicer profitéieren.

Op enger anerer Plaz wäert doduerjer de Staat och u Locatioun spueren. An ech mengen, mer mussen och der Realitéit an d'A kucken: Wa mer gäre Servicer vum Staat ausbauen, da wäerte mer och an Zukunft nach mussen als Staat Immobilie bauen oder Immobilie kafen.

Dann d'Fro vun dem Präis. Jo, et ass sécher net bëlleg. Ech mengen, et ass och keen, deen dat a Fro stellt. Et ass wierklech en ikonescht Gebai op enger och strateegesch wichteger Plaz direkt bei der Philharmonie an dem Héichhaus um Kierchbierg. Et ass de Siège fir e wichtege Konzern fir Lëtzebuerg, deem mer nostinn an deem mer historesch och nostinn an zu deem ganz vill Leit eng Verbindung hunn zu Lëtzebuerg. An dat legitiméiert och deen héije Käschtepunkt, deen et ass.

Ech mengen, et ass awer wichteg, dass mer och do kucken, bei der Realitéit ze bleiwen an och ze vergläichen, wat ze vergläichen ass. De Präis, dee mer an der Kommissioun genannt krute vu 4.369 Euro ass een, deen, wann een e vergläicht mat anere Gebaier, och scho soss emol gefloss ass. Zum Beispill krute mer d'Gebai, Bâtiment administratif um Belval genannt, dat bei 3.700 Euro de Meterkaree louch, oder och den drëtten Tuerm vun der Cour de Justice vun der Union européenne oder d'Jean-Monnet-Gebai, wou mer bei 3.200 Euro louchen. Also mir sinn do net wäit vum Schoss vun anere Gebaier.

Dann, jo, et ass och e Gebai, dat e gewëssene Prestige huet. Et ass e renomméierten Architekt. Et wäert e weidere „Landmark" fir Lëtzebuerg an och fir de Kierchbierg sinn. Mee ech wëll awer och nach eng Kéier preziséieren, dass mer hei och en innovative Projet ënnerstëtzen. Hei gëtt méiglechst klimafréndleche Stol an och Glas benotzt an dee ganze Bau ass no de Krittäre vun der Kreeslafwirtschaft. D'Gebai ass also och eng Vitrinn fir ze bauen, fir ze weisen, dass mer am Baubereich wierklech op Innovatioun an op nohalteg Technike kënne setzen. Bei deem heite Projet gëtt zum Beispill ganz geziilt op recycléierte Stol gesat, dee mat erneierbaren Energië produzéiert gëtt.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Ganz konkreet heescht dat, dass bei klassescher Stolproduktioun tëscht 1,5 an 3 Tonnen $CO_2$ pro Tonn Stol ufalen. Hei gëtt e recycléierte Stolproduit benotzt, fir deen am Idealfall just 0,3 Tonnen $CO_2$ fir eng Tonn Stol ufalen, dat heescht fënnef- bis zéngmol manner wéi beim klassesche Stol. Dat ass e risege Sprong a puncto Klimabilanz fir dat heite Gebai.

An ech fannen, meng Fraktioun fënnt, dass een och Innovatioun am Bau muss ënnerstëtzen, wann et och duerno dobäi hëlleft, dass mer generell am Bau och da Projeten, déi méi nohalteg sinn, kënne weiderbréngen.

Da mengen ech eeben, dass mer grad dofir och ugetruede sinn, dass mer zu Lëtzebuerg wierklech ambitiéis sinn, wat d'Nohaltegkeet an Energieeffizienz am Neibau ugeet, dat natierlech am Wunnengsbau, awer och bei de Büroen. A genee dat ënnerstëtze mer hei och am Staat, wa mer an dat heite Gebai eraplangen, an et wäert och hëllefen zu Lëtzebuerg, dass mer eis an deem dote Secteur zesumme mat der Industrie an deem ganze Secteur positiv weiderentwéckelen.

Ech wëll dann awer och nach eng Kéier soen, dass doduerjer, dass mer dat heite Gebai och elo de Besoine

vum Staat kënnen zur Verfügung stellen, et eis wäert hëllefen, een anere wichtege Chantier unzegoen. Dat ass nämlech déi ganz Fro vun der Renovatioun vun de Gebaier, déi dem Staat och haut scho gehéieren. Doduerch, dass mer hei Plaz schafen, kann op anere Plazen de Staat Gebaier fräimaachen, kënnt dann doduerjer och do an der Renovatioun besser virun.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Jo, ech wollt och ufänken, dem Kolleeg Arendt Merci ze soe fir dee Rapport. Dee war héich interessant. Et ass flott, wann een engem Rapport kann nolauschteren, wou et awer ëm 273 Millioune Euro geet, wéi zum Beispill, datt den $CO_2$-Gehalt an de Büroe reegelméisseg gemooss gëtt, datt d'Rideauen opan zouginn, wann d'Sonn schéngt. Dat ass alles schéin. Mee et ass heiansdo gutt, wann ee Krimie gekuckt huet, an ech hunn dacks, well ech Iech nogelauschtert hunn, de Kolleege vun der Koalitioun, un den Inspekter Columbo geduecht, well ëmmer hunn ech den Androck, datt Der laanscht d'Saach schwätzt. An iergendwéi hunn ech ëmmer den Trib, fir dann ze soen: „Mee halt, do feelt dach nach eppes!"

An dat, wat feelt, dat hat de Kolleeg Mosar och virdrun ugeschwat, dat sinn u sech dräi Froen. Firwat maache mer dat do? Déi zweet ass: Wat fir e Konzept huet de Staat iwwerhaapt, wann et ëm Büroe geet? An déi drëtt ass: Wéi eng finanziell Konditioune sinn dat, a sinn déi ze justifiéieren?

A bei där Fro „Firwat maache mer dat do?" ass et dann net fir ze soen, wéi aner Kolleege gesot hunn: „Mir maachen et aus Prestige oder aus historeschem Attachement un d'ARBED an un d'Arcelor", an esou weider. An: „Dat ass esou schéin, et ass no bei der Philharmonie." Dat ass jo awer net de Sujet, wann de Staat e Gebai keeft oder wann en dat mécht.

D'Chambre de Commerce huet eis en Hiweis ginn: en Engagement fir d'Industrie. War also do hannendrun en Deal tëschent ArcelorMittal an dem Staat? Sinn do Konditioune gesat ginn? Dee Communiqué, dee vun der Arcelor publizéiert ginn ass, weist an eng aner Richtung. Mee wat ass do eigentlech d'Wourecht hannert dësem Projet? A mir wëssen dat net, wat déi Wourecht ass. Si Konditioune vum Siège domat verbonnen oder net? Alles dat sinn awer Froen, déi engem direkt an de Sënn kommen, wann een esou eng Transaktioun wéi déi heite kuckt, einfach nëmmen neutral wëllt kucken, fir dat anzeschätzen, wat eigentlech hei geschitt.

Wéi gesot, Arcelor seet eis, de Staat hätt iwwerhaapt net missen do eraklammen. Hei gëtt awer da vun historeschem Interessi an esou weider geschwat, an och vum Siège. Wat ass wouer?

Déi finanziell Konditioune sinn och alles anescht wéi kloer, ech mengen, den Här Mosar hat et gesot, de gré à gré, eng Ausnam zu deenen normale Prozeduren. Wann een eng Ausnam zu normale Prozedure mécht, muss een dat kënne justifiéieren. D'Regierung soll eis herno soen, firwat. Wat war wierklech den Enjeu, fir dat hei ze maachen?

Mir hunn och gerechent. Ech mengen, de Quadratmeterpräis war bei eis och 15.166 Euro oder eppes an där Gréisstenuerdnung, vun där och schonn den Här Mosar geschwat hat, fir Büroen! An et muss een awer och iwwerleeën, wat een eigentlech do mécht. Ech mengen, et ass virdrun hei eng Opzielung gemaach gi vun allen anere Projeten, wou de Staat wäit manner investéiert huet, wou de Besoin awer vläicht méi grouss ass, wéi elo weider Bürosflächen um Kierchbierg. Well déi Fro hannendrun, déi mer awer och hei de Vertrieder vun der Regierung wëlle stellen, ass: Wat sinn dann iwwerhaapt d'Besoine vun der Regierung fir Bürosraimlechkeeten? Wéi e Konzept hutt Der? Wat sinn d'Besoinen? Hutt Der dat chiffréiert? Wéi eng Administratioune sollen do erakommen?

Hei gëtt gesot: „Jo, da maache mer aner Gebaier fräi, fir déi ze renovéieren." Jo, wat fir eng? Firwat? An deem nächste Projet de loi, dee mer diskutéieren, wann deen heiten ofgeschloss ass, do hu mer wéinstens eng konkreet Iddi. Beim Twist, do gëtt wéinstens gesot: „Gutt, dat ass fir de Statec, do ass e konkreete Projet hannendrun!"

Hei huele mer 18.000 Quadratmeter um Kierchbierg a mir wëssen emol net, firwat. Mir schafen awer dauernd nei Administratioune bei dësem Staat. Mir hate schonn an der Vergaangenheet als ADR Question-parlementairë gestallt driwwer, wivill Administratiounen a staatlech Organer geschafe goufen an deene leschte Joren. Dat war eng enorm Lëscht, Observatoire vun hei, Observatoire vun do. Do stelle mir eis och d'Fro, wat d'Plus-value ass vu verschiddene vun deenen Organismen, déi geschafe ginn. An da soe mer: „Mir brauchen ëmmer nei Bürosraimlechkeeten." Ass dat dee richtegen Usaz an enger Situatioun, wou awer déi ëffentlech Finanze méi wéi ugespaant sinn?

Et ass eng Fro vu Verantwortung vum Ëmgang mat de Steiergelder. A mir sinn net iwwerzeegt, datt deen Usaz, deen d'Regierung hei huet, wierklech ze vertrieden ass.

Wann een higeet an et kuckt een d'Land, wéi mer et dann och maachen am nächste Projet, dann ass emol eng vun deenen éischten Iwwerleeungen, déi ee sollt maachen, awer déi vun enger méiglecher Dezentraliséierung vun den Administratiounen. Mir hunn e Riseproblem hei an der Stad, verkéierstechnesch, Bürosflächen an esou weider. Mir hätte gär eng Dezentraliséierung vu Verwaltungen uechtert d'Land. Dat ass ganz kloer, dat ass wichteg, et géif d'Verkéierssituatioun an der Stad erliichteren an et hätt en Impakt och op de Präis vu Bürosraimlechkeeten. Och dat muss ee ganz kloer soen. D'Stad ass dat deierst an d'Ëmgéigend ronderëm d'Stad, an et kann een och Büroe sënnvoll op anere Plazen am Land maachen, wou net onbedéngt mussen op deenen deierste Plazen um Kierchbierg 18.000 Quadratmeter Bürosfläch reservéiert gi fir en Zweck, deen emol net bekannt ass. Dat muss ee wëssen. Et gëtt kee Konzept, op jidde Fall hu mir keent héieren, awer trotzdeem gëtt enorm vill Bürosfläch zu engem monstréise Präis hei kaaft, et ass dach dat, wou mer net wëssen, wat hannendrun ass a wou mer eis wonneren iwwert déi finanziell Prozeduren, déi hei appliz éiert goufen.

Also, fir zréckzekommen op dat, wat ech virdru gesot hunn: Wann ech den Inspekter Columbo wär, ech géif Iech net lafe loossen! An ech loossen dat och net lafen. Mir froe weider, bis mer wëssen, wat derhannert ass, datt mer hei 273 Millioune um Kierchbierg fir e Prestigebau ausginn. Dat ass e puermol ënnerstrach gi vun de Kolleege vun der Koalitioun: e prestigiéist Gebai! Mee dat interesséiert eis iwwerhaapt net.

D'ARBED oder d'Arcelor ka roueg e prestigiéist Gebai bauen. Si huet d'Suen dofir, si fënnt Partner dofir. Mee firwat brauche mir prestigiéis Bürosraimlechkeeten? Dat wësse mir net. Et ass eis egal, ob et e prestigiéist Gebai ass oder net, wa mer u Bürosraimlechkeeten denken. Natierlech, wann e prestigiéist Gebai um Kierchbierg steet, dat vun der privater Wirtschaft gebaut gëtt, tant mieux. Dat ass eng schéi Saach. Mee musse mir dat hu fir Büroen?

Alles dat gekuckt, musse mer soen, mir sinn hei net zefridde mat den Erklärungen, déi mer bis elo kruten, och net mat deene Riddoen, déi erop- an erofginn, wann d'Sonn schéngt. Alles dat ass schéin a gutt, mee et gëtt eis keng Erklärung, firwat mir 273 Millioune Euro sollen an dat Gebai stiechen. Mir waarden op d'Erklärunge vun der Regierung, mee dans l'état des choses stëmme mir dat hei net mat.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci och. Dann huet d'Wuert elo d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech gesinn hei grad, ee vun de Piraten huet eppes leiegelooss.

Här President, léif Kolleegen, merci fir d'éischt dem Rapporter fir dëst Gesetz. Ech muss awer soen, ech hu kee Faibel, an ech mengen, mir hu kee Faibel fir Prestigegebaier. Dat ass warscheinlech keng Iwwerraschung. An ech mengen och, dass et méi Wichteges a méi Dréngendes gëtt, wéi Prestigebaier ze kafen oder ze bauen, och wa mer am Prinzipp näischt dergéint hunn, dass de Staat Bürosgebaier keeft oder baut, fir seng Servicer ze logéieren. Dat ass sécherlech eng wichteg Aufgab. A mir hunn och virun allem näischt dergéint, Architekteservicer ze ënnerstëtzen.

Do muss ech awer ganz kloer soen, an ech mengen, den Här Mosar – an ech si jo net ëmmer an net oft mat ëm averstanen! – huet et ausféierlech duergeluecht, dass mer e Problem hu mat den Hannergrënn a mat de Konditiounen, déi awer och fir eis net ganz kloer si vun dësem Deal an der Acquisitioun u sech, wat fir eis net ganz kloer ass.

Also, wat ass hei tëscht der Regierung an der ArcelorMittal diskutéiert ginn? A wéi eng Accorde sinn hei ausgemaach ginn? Wat sinn d'Grënn, datt ArcelorMittal onbedéngt un dësem Prestigebau wëllt festhalen? Wéi eng Garantië krut de Staat? Dat Ganzt ass fir eis e wéineg eng Kaz am Sak.

Dobäi kommen déi enorm héich Käschten, et ass ugedeit ginn, déi ronn duebel esou héich si wéi bei enger normaler Konstruktioun. An et ass eis net kloer, awéifern de Staat e reelle Besoin huet fir nei Bürosflächen, oder ob een hei am Nachhinein eebe Besoine muss kreéieren. Also, alles dat ass fir eis net ganz kloer, fir de Projet eeben ze justifiéieren. Fir eis bleiwen eeben du coup immens vill Froen op.

A wa mer nei Bürosraim bräichten, da stellt sech nawell d'Fro, ob et net besser wär, ze dezentraliséieren, eeben net alles an der Stad Lëtzebuerg ze zentraliséieren, amplaz elo eng ganz Rei vu Servicer an engem Gebai um Kierchbierg ze zentraliséieren. Mir wëssen, dass mer scho genuch Problemer ronderëm déi Zentraliséierung hunn.

Aus all deene Grënn, déi gewëssen Intransparenz, vill Froen, déi op si ronderëm de Präis an d'Verhandlungen an och dat, wat den Här Mosar virdru gesot huet, dass de Fait ass, dass awer op eemol Suen do sinn, wou op anere Plaze keng Suen do sinn, voilà, aus all deene Grënn kënne mir dat hei och net matënnerstëtzen.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo,** Président de séance | Merci. Dann huet d'Wuert den Här Sven Clement. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. De Lëtzebuerger Staat, eis Regierung, wëllt sech um Bau vum K22-Gebai vun ArcelorMittal bedeelegen.

Bon, mir hunn elo scho vill doriwwer geschwat. De Rapporter huet en extensive Rapport gemaach iwwert d'Zuelen. Merci dofir, och wann ech net vill Positives um Gesetz fannen, muss een awer respektéieren, datt de Rapport ganz gutt gemaach war.

Ech kann Iech direkt soen, mir gesinn deen Akaf oder déi Participatioun skeptesch, aus ganz ville Grënn. Skeptesch als Éischt emol an deem Sënn, datt de Staat leider net seelen an och meeschtens kuerz virum Enn vun enger Legislaturperiod sech bei Projeten engagéiert an duerno d'Käschte vum Projet explodéieren. Dat ass eppes, wat heefeg an der Lescht de Fall war.

All Legislaturperiod – an deenen zwou leschten zumindest – war et esou, datt an deene leschte Woche virum Enn nach Projete gestëmmt goufen am Wäert vun Honnerte vu Milliounen, an déi nächst Legislatur huet sech dann domadder beschäftegt, fir erauszefannen, firwat dat Ganzt da méi deier ginn ass.

Bon, dat ass deen éischte Constat. Mir schwätzen hei awer vun 273 Milliounen Euro. Et ass och net e Projet, wou mer elo direkt wëssen, wat mer domadder maachen.

Mir wëssen, datt mer Bürosraim kréien. Mir wëssen, datt mer eng ganz schéin Terrass um 15. Stack kréien. Wien dann herno an déi Büroe soll erakommen – grousst Fragezeechen! Wien herno op där schéiner Terrass däerf Receptioune ginn – grousst Fragezeechen!

An da komme mer op d'Montanten. De Laurent Mosar huet et virgerechent, d'„Lëtzebuerger Land" huet déi nämmlecht Zuele genannt: 15.000 Euro de Quadratmeter, dat ass substanziell iwwert deem, wat ee fir Nettosurfacë soss enzwousch an der Stad bezilt, virun allem, wann ee se baut, wann een net och nach mat Benefiss ..., also datt nach iergendeen Zwëschenhändler Benefiss drop gemaach huet! A jo, et gëtt mat Livre ouvert geschafft, a jo, et si just déi reell Baukäschten – mee da stellen ech d'Fro emol anescht: Wann iergendeng staatlech Verwaltung elo géif hikommen a soen: „Mir bauen en neit Bürosgebai fir eis Besoinen an den Nettoquadratmeterpräis si 15.000 Euro", da géife mer hinnen zu Recht soen: „Ma hutt Der se nach all?!" Mir géifen hinne soen: „Geet et net och vläicht e bësse méi bëlleg, well et sinn awer d'Sue vum Steierzueler?" An héchstwarscheinlech géif och keng staatlech Verwaltung op d'Iddi kommen, d'Chamber mat engem Projet ze befaassen, wou e Gebai, dat se selwer géif plangen, 15.000 Euro de Meterkaree Nettosurface géif kaschten.

Wann awer en Drëtten et plangt an och d'Pläng schonn deposéiert huet, dann op eemol keeft de Staat fir dee Präis an da gëtt argumentéiert mat: „Et huet e schéinen Atrium, et ass e Prestigebau, et ass wichteg, ArcelorMittal heizehalen." Et zweifelt keen drun, datt mer wëllen ArcelorMittal heihalen. Et zweifelt och keen drun, datt et wichteg ass fir d'Lëtzebuerger Plaz, datt ArcelorMittal weider säi Siège hei hält – mee, wéi de Laurent Mosar dat virdru gesot huet: Et géif och mat Acteure vum Privatmarché goen, fir dat Gebai do ze finanzéieren! A wann ech dann héieren, datt et jo awer relativ einfach wär herno fir de Staat, dat Gebai vläicht ze verlounen, seng Surfacen ze verlounen, ma da gëtt et jo manifestement eng Demande um Marché, fir fir 15.000 Euro de Meterkaree esou, jo, esou Meterkareeën ze bauen, ze kafen. Da sollte mer vläicht als Staat soen: „Bon, fir eis, mir geréieren awer d'Staatsfinanzen en bon père ou bonne mère de famille, ass et vläicht besser, mir loossen dem Privatsecteur de Virtrëtt." Well ob elo de Staat d'Halschent vum Gebai keeft oder baut oder en zweete privaten Acteur nieft ArcelorMittal ännert näischt drun, datt ArcelorMittal d'Hallschent vum Gebai baut a bezilt an do bleift. A jo, mir si bei deem Präis pro Meterkaree 50 % iwwert dem Marchéspräis.

An da weess een nach net, ob mer bei deene Käschte bleiwen. Elo stellen ech mer just vir ..., stellt Iech vir, e puer Honnert Meter weider ass e Gebai gebaut gi virun e puer Joren, do stoung de Chantier dunn eng Zäit laang roueg, well e bestëmmte Steen, deen den Architekt onbedéngt wollt hunn, net méi ze kréie war, a scho guer net fir dee Präis, deen urspréngglech geplangt war.

*(Interruption par M. Michel Wolter)*

Stelle mer eis elo mol vir, datt iergendeppes bei deem Bau do schifgeet an dee Bau sech do verzögert. Da gëtt deen net méi bëlleg. An ech schwätzen elo vun de Präiskäschten. Ech kann och d'Vélospist vun Esch huelen, de Projet vum Militärsatellitt. Bon, ech mengen, mir kennen alleguerten d'Fäll, mat deene sech d'Comexbu déi lescht Joren hei beschäftegt huet, zum Deel mat Projeten, déi an de leschte Woche vun der leschter Legislaturperiod gestëmmt goufen, séier nach duerch d'Chamber, fir datt mer se séier virun de Walen nach duerch hunn. Mir hunn also Zweifel, datt et bei den 273,5 Millioune wäert bleiwen.

Här President, wat eis dann och wonnert, ass, datt de Lëtzebuerger Staat sech entscheet huet, d'Gebai matzebauen, matzefinanzéieren, ouni datt kloer ass, wat mer mat eise siwe Stäck maachen. Firwat? Fir wien? Jo, wie kënnt an déi siwe Stäck am Endeffekt? Dat ass och eng wichteg Fro, wann ee bedenkt, datt d'Regierung sech entscheet huet, sechs uneneenhängend Stäck fir sech ze froen an de siwente Stack, dee mer awer kafen, duerno um 15. Stack läit. Dat ass dee mat där schéiner Terrass, mat där Privatterrass. Do stellen ech mer dann d'Fro: Wie kritt dann dee Büro um 15. Stack mat schéiner Vue imprenable an enger schéiner grousser Terrass?

Firwat hu mer keng vun de Stäck méi wäit ënne kritt respektiv gefrot, soudatt alles zesummegehaangen hätt? Gëtt et vläicht schonn een, deen do en An op dee Stack geworf huet? Oder vläicht net?

Ech géif elo proposéieren ..., mir stëmmen dat heite jo net mat, dat ass elo kee Geheimnis, mee wa mer wierklech, an ech weess, datt d'Säit vun der Majoritéit dat dote stëmme wäert, wa mer da wierklech probéieren, Saachen aus dem Stadkär erauszekréien. Et bezweifelt keen, datt d'Chamberspleniѐre hei soll bleiwen. Mee wann ech kucken, wat d'Chambersverwaltung am Moment u Lokalitéite lénks a riets ronderëm d'Chamber brauch fir d'Fraktiounen, fir Büroe vun der Verwaltung, déi net zesummenhänken, fir d'Kommissiounssäll, déi erëm ze kleng sinn, déi net disponibel sinn, da kéint ee sech jo awer d'Fro stellen, ob et net sënnvoll wär, datt mer géifen, wéi aner Parlamenter, eis Kommissiounen an engem anere Gebai maache wéi eis Plenière an datt ee vläicht dee Wunnraum, deen d'Chamber iwwert déi lescht Joren hei, also u sech de Finanzministère, deen dat der Chamber zur Verfügung stellt, iwwert déi lescht Joren accaparéiert huet hei ronderëm, erëm fräi géif maachen, och vläicht d'Bürossurfacen hei erëm géif fräimaachen a mer fir d'Plenière an de Stadzentrum géife kommen, awer d'Kommissiounsaarbecht och liicht dezentraliséiert vum Chambersgebai kéint stattfannen.

A jo, da géif de Chamberspresident, dee grad net hannert mer sëtzt, vläicht och eng schéin Terrass kréien, fir seng Receptiounen ze organiséieren, wann auslännesch Dignitairë kommen.

*(Interruptions diverses)*

Sou. Bleiwe mer beim Präis: 273,5 Milliounen. Dat sinn, wa mer den aktuelle Baupräis vu Logement usetzen, 78.000 Meterkaree Logementssurface. Mir wëssen, datt iwwer 5.500 Leit op de Waardelëschte si fir abordabele Wunnraum. 78.000 Meterkaree Wunnfläch sinn 1.050 Wunnengen. Dat wär e bësse méi wéi eng Dräps op de gliddege Steen. Dat wär e Fënneftel vum Besoin un abordabelem Wunnraum laut den aktuelle Waardelëschten.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Oder soyons fous! 273,5 Milliounen Euro sinn de Reklassement wärend zwee Joer vun all Monoparental an d'Steierklass 2. Dat hätt Leit direkt geholfef. A jo, elo kënne mer soen, d'DP seet: „Mir hu 600 Millioune Steierentlaaschtunge gestëmmt." Et kann ee soen: „Jo – a mir hunn awer déi Leit, déi monoparental sinn an an der Steierklass 1a hänken, net weider entlaascht!"

Dat heescht, mir hätten hei eppes kënne maachen. Mir huelen hei Suen an de Grapp, richteg vill Geld fir Büroen, déi an eisen Aen, an dat hunn ech elo grad duergeluecht, ze deier sinn, fir dat, wat mer do bezuelen. A mir hätten domadder kënne Leit entlaaschten oder Wunnraum schafen. Mir hätten op alle Fall Leit kënnen hëllefen, anstatt hei e Prestigebau ze finanzéieren, ouni datt mer wëssen, wat mer mat deem Prestige herno maachen. Well mer also fir all déi Froe keng Äntwerten hunn, kënne mer dëse Projet leider net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement, mat der Bemierkung, datt ech mat menger Vue ganz zefridde sinn.

*(Hilarité)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | An ech och!

**M. Fernand Etgen,** Président | Da géif ech dann elo dem leschten ageschriwwene Riedner d'Wuert ginn, dem honorabelen Här Roy Reding.

**M. Roy Reding** (Indépendant) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, hei ass e flotte Projet, fir déi éischt Ried als Independant hei an der Chamber kënnen ze halen. An ech schécken direkt viraus: Dëse Projet gëtt gestëmmt mat 32 Stëmmen!

Ech muss éierlech soen, de Guy Arendt huet en exzellente Rapport gemaach, en huet een ...,

*(Brouhaha)*

... en huet ee Feeler gemaach. En hätt vläicht nach méi missen opschlësselen op Parkingsplazen, op gemeinsam Flächen, op Bürosflächen an esou weider. Mee souguer mat deenen Zuele vum Rapporter, souguer mat deenen Zuele vum Rapporter, wann een net Mëllechmeederchersrechnunge mécht wéi den Här Mosar, kënnt een drop, datt hat heite fir deen doten Immeuble en extreem verstännege Präis ass. A fir déi, déi hei net gewinnt sinn, Rentabilitéitsberechnungen ze maachen, Här Clement: Esou e Bürosgebai wéi dat dote verlount een ouni dee geréngste Problem fir 55 Euro de Mount den Netto-Bürosmeterkarree.

*(Interruption)*

Dat ass bei deem Akafspräis, dee mer hei bezuelen, e Rendement. An do schwätze mer net dervun, wat mer fir d'Parkinge kënne kréien. Aleng nëmmen d'Nettobürosfläch géif hei e Rendement ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir wësse jo, datt Dir komesch Immobiliendealer maacht.

**M. Roy Reding** (Indépendant) | ... vu 4,3 % bréngen. Dat ass e Rendement, fir dee vill privat Investisseure gäre géifen esou en Investissement maachen.

Mee da kommen ech op déi aner Argumenter. Déi Suen hei gi jo net zur Fënster erausgehäit. Mir kréien e Gebai amplaz, dat, wéi gesot, e ganz schéine Rendement ka bréngen. Mee virun allem bréngt et dem Staat Revenuen! Do si Leit, déi schaffen, déi kréien eng Pai, déi bezuele Steieren. Do gi Fournisseure

bezuelt. Do gëtt TVA ofgeliwwert. Wéi vill Steiere ginn duerno bezuelt? Dat alles muss ee matarechnen. Et ass jo net, wéi wann hei einfach géif eng Depense gemaach ginn!

An da gëtt gesot: „Wat hätt een aneschters kënnen dermat maachen?" Jo, dat kann ee bei all Projet soen. „Dofir kréie mer nach en hallwe Militärfliger", oder „dofir kréie mer hei", oder „domadder hätt een deem oder deem kënne besser hëllefen".

Deen heite Projet, wa mer all Awunner eng Prime unique bezuelen, da wieren dat 430 Euro op de Kapp. Dat heite kascht de Lëtzebuerger Awunner 430 Euro op de Kapp, fir an esou engem risege prestigiéise Gebai um Kierchbierg déi Plazen ze schafen, déi mer brauchen.

An da kommen ech op dat nächst Argument: Jo, mir brauche se. Et kann een net andauernd méi Fonctionnairen astellen an net Bürosfläche méi kafen. An et ass ugeklongen, den Här Clement huet et ganz gutt gesot: Wéi vill Gebaier gi vu Staatsverwaltungen a vun der Chamber beluecht, déi Appartementer kéinte sinn? Zum Beispill d'Fraktiounslokalitéite vun der Piratenpartei? Dat ass e Privatappartement!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wa mir eng aner Optioun kréien, si mir direkt eraus!

**M. Roy Reding** (Indépendant) | Dat ass e privat Appartement an der Rue de l'eau, dat eigentlech guer net däerft als Büro benotzt ginn! Et ass jo en Hon, datt ausgerechent de Service du logement vun der Stad Lëtzebuerg bis virun e puer Joer an engem Haus souz, an engem Wunnhaus souz am Pafendall, datt eisen Tribunal de commerce an Appartementer setzt um Helleg Geescht, anstatt an engem Bürosgebai! Dat seet hei keen.

A wa mer vun Duerchschnëttspräisser schwätzen: Am Zentrum – an dat geet vu Colmer-Bierg bis Weiler zum Tuerm – ginn an der Moyenne 9.900 Euro de Meterkaree bezuelt. Ma, wa mer dat dann hei an d'Relatioun setzen, ...

*(Interruption)*

... – ok, d'Quote-part terrain ass hei net derbäi, hei sinn nëmme Baukäschten à livre ouvert –, mee dann ass dat ganz verstänneg. Dann ass dat guer net iwwerdriwwen.

Da gëtt gesot: „De Präis hätt missen negociéiert ginn, well d'Immobiliepräisser falen." Ma mir schwätzen hei net vun Immobiliepräisser! Mir schwätzen hei reng vu Baukäschten! Déi kann een net negociéieren. Déi ginn erop. Déi ginn erop! Duerch de Krich, duerch d'Sanktiounen, duerch honnertdausend Saache ginn d'Baupräisser erop. Déi kanns du net no ënne verhandelen. Een, deen dat miroitéiert, déi litt. Voilà!

Wa mer also soen, de Präis wier eigentlech ganz an der Rei, de Rendement wier an der Rei – mir liberéiere Wunnraum, mir brauchen déi Flächen do, et ass e falscht Argument, ze soen, wat ee soss alles hätt kënne maachen –, ass dat heiten eng gutt Saach, déi een nëmme ka begréissen.

A Fernand, Du hues mat enger Saach Onrecht, emol eng Kéier.

*(Interruption)*

Normal Prozeduren ... Géif een dat heite maache mat normale Prozeduren, da géif een ausschreiwen. A wann ee géif ausschreiwen ... A mir wëssen, wat dann dobäi erauskënnt. Ech soen Iech: Kee Mënsch baut méi bëlleg de Privé. De Staat baut ëmmer, ëmmer méi deier!

An duerfir ass och dem Kolleeg Laury Mosar säin Argument falsch, wann e seet: „D'Stad Lëtzebuerg baut fir 8.500 Euro de Meterkaree." Dat ass eng Berechnung vun der Administratioun. Mir wëssen awer alleguerten aus der Praxis – aus der Praxis! –, datt duerno, wann et ausgeschriwwe gëtt an et zu Missioune kënnt, da sinn déi méi héich. A wann duerno ofgerechent gëtt, dann ass et nach méi héich.

D'Stad Lëtzebuerg, de Staat baut méi deier wéi de Privé! An dofir stëmmen ech mat Freed dat heite Gesetz mat. Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Reding. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Michel Wolter.

*(Brouhaha)*

**M. Michel Wolter** (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee laang derbäi ass, dann huet ee scho villes esou matkritt. An ech wäert probéieren, net Saache mateneen an een Däppen ze geheien, wou ech mengen, datt se net an een Däppe gehéieren.

Ech war scho ganz aktiv an der Politick, wéi mer eng Philharmonie géint e Spidol ausdiskutéiert hunn. Ech war scho ganz aktiv an der Politick, souguer an der Regierung, wéi mer iwwer Steng geschwat hunn, déi un e Musée sollte gepecht ginn: „Déi eng Säit, amplaz déi aner Säit vun der Strooss?", well dat war d'Diskussioun, ëm déi et deemools gaangen ass.

Hei si mer elo an enger Situatioun, wou mer e Gebai als Staat solle kafen – net bauen, kafen, eng Quote-part an engem Gebai. Ech wëll fir d'éischt soen, datt ech deen allerleschte sinn, deen der Meenung ass, dass eis Verwaltung keng Bürosgebaier brauch. A wann de Staat, wat en awer an dësem Dossier net gemaach huet, justifizéiere kann, datt en 18.000 Meterkaree Bürosfläch brauch, a mir kënnen déi kafen am Marché oder se selwer bauen, well dat ass eng Alternativ, well mir kafe jo och am Marché reegelméisseg bei private Promoteure „pour service de nos administrations", dann ass dat fir mech an der Rei.

D'Fro, déi ech mer awer stellen, dat ass an dësem Moment, wou mer awer sinn, ob ech muss fir 18.000 Meterkaree 273 Milliounen op den Dësch leeën an ob ech am Marché fir aner Präisser op anere Plazen – ech war och fréier emol eng Kéier Landesplanungsminister – net déi selwecht Meterkareeë kéint kréien, déi eis landesplaneresch a verwaltungstechnesch méi wäit géife bréngen wéi dee Projet, dee mer hei elo kafen.

A wann ee laang derbäi ass, da mierkt ee jo och, wou d'Argumenter dürfteg ginn. An de Mëtteg war et e bësse reng, hunn ech fonnt. Eng Partei huet – ausser dem Rapporteur – iwwerhaapt net méi geschwat. Déi zweet Partei, déi huet sech ganz vill mam Architekt ausenanergesat. Dat mag sinn. Mir hu jo elo eng aner Relatioun säit gëschter, mir zwee.

*(Interruption)*

Mee den Här Wilmotte mag e ganz gudden Architekt sinn. D'Fro, déi ech mer stellen, ass, ob ech fir Bürosgebaier vu Verwaltungen an e Gebai muss plënneren, dat vun engem Stararchitekt gebaut gëtt. Ech stellen iwwerhaapt net a Fro, dass ArcelorMittal mat esou engem Architekt wëll bauen. Ech stellen net a Fro, dass ArcelorMittal an der Aart a Weis, wéi déi Gesellschaft sech duerstellt weltwäit, als e weltwäiten Träger an hirem Business, esou e Gebai brauch. Mee d'Fro, déi ech mer gestallt hunn, och elo nach eng Kéier dee ganze Mëtten, a wou ech ganz wéineg Äntwerten drop krut: ob mir als Staat esou e Gebai brauchen – d'Part vun esou engem Gebai brauchen – zu deem dote Präis.

An ech wëll dem Kolleeg vun deene Gréngen, dem Här Benoy, soen ... Ech mengen, ech géif dat elo bal wuertwiertlech erëmginn, wat e seet: „Et ass e Betrib, deen eis historesch nosteet an dat legitiméiert de Präis."

**M. François Benoy** (déi gréng) | Nee, esou hunn ech et net gesot.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Esou hunn ech et verstanen.

*(Interruption par Mme Stéphanie Empain)*

An ech hunn et an der Sekonn opgeschriwwen. Da muss ech Iech soen: Do sinn ech net méi mat! Do sinn ech net méi mat, well: All Relatioun zu all Kolleeg vu mir oder all Relatioun zu all Persoun oder Betrib, dee mir nosteet, deen ech gutt ka leiden, dat ass eppes, mee dat legitiméiert awer nach laang net de Präis, deen ech bezuelen; wat muss e Präis sinn, deen um Marché ass, e Präis sinn, dee muss kompatibel si mat anere Präisser um Marché!

An ech komme fir mech, Dir Dammen an Dir Hären, zur Konklusioun – och wann et de Weltsiège ass, och wann et à livre ouvert ass, och wann et déi reell Baukäschte wieren, och wann ech et vergläichen, a besonnesch, wann ech et vergläiche mat aneren Investissementer, déi kéinte getätegt ginn, och wann et séier zur Verfügung ka stoen, wat sécher bei anere Projeten och de Fall wier –, dass d'Relatioun an deem heite Projet vun engem totale Glanzobjet op enger Prime Location zu Lëtzebuerg par rapport zum Besoin, dee mer hu fir eis Verwaltung, nämlech fir e Bürosgebai ze bauen, dass dat a kenger Relatioun matenee steet.

*(Interruption)*

An dofir stëmmen ech dee Projet hei net mat. An ech stëmmen en och nach net mat aus engem anere Grond. Ech si Buergermeeschter an enger Géigend, déi manifestement vum Staat an deene leschte Joren net schrecklech bevirdeelegt ginn ass – fir et emol esou ze soen –, nämlech de Südweste vum Land, dee sech zesummesetzt aus véier Gemengen aus dem Kordall.

Mir haten e Projet, dee sollt an Zesummenaarbecht tëschent der Gemeng Péiteng, der Gemeng Käerjeng, dem CGDIS an der Police entstoen, well déi nei Gebaier brauchen. Op Péiteng sollt en neie Bau kommen an et si Verhandlunge gefouert gi vun der Verwaltung vun der Madamm Finanzministesch mat engem private Proprietär, deen do Proprietär war vun deem Terrain. An dee Projet, deen am Interêt och ... Ech wëll elo net hei mat Primmen an ech wëll net mat „Ech kéint Wunnenge schafen" argumentéieren, mee ech vergläichen e Projet d'intérêt public mat engem anere Projet d'intérêt public, intérêt public majeur fir eng ganz Géigend vun engem Land, wou ech Pompjeeën a Police op enger Plaz beieneen hätt kënne setzen. Deen ass scheitere gelooss ginn u ganz, ganz wéinege Suen, well gesot ginn ass: „Dee Präis bezilt de Comité d'acquisition net." „Dee Präis", Dir Dammen an Dir Hären zu Péiteng, „bezilt de Comité d'acquisition net"!

Dofir ass e Projet scheitere gelooss ginn, an dat ass fir mech och inakzeptabel an der Relatioun zu deem heite Projet als een, deen dee Projet als en Intérêt public majeur dans l'intérêt vu menger Regioun ugesinn huet. An ech sinn net deen Eenzegen, et sëtzen der nach heibannen, wou Projeten a Randgéigende vum Land – wann ech et emol eng Kéier esou ka soen – op ganz wéineg Suen eigentlech scheitere gelooss ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Michel Wolter** (CSV) | A wann ech deen da mat deem heite vergläichen, da muss ech Iech wierklech soen, datt ech duebel dee Projet hei net ka stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Wolter. D'Regierung huet d'Wuert. Nee, den Här Kersch huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech wollt am Fong hei net d'Wuert ergräifen, mee no deem, wat den Här Wolter hei gesot huet, wollt ech awer e bëssen eppes nach an de Vierdergrond setzen. Ech ginn Iech ganz Recht, Här Wolter: Et ass immens schued, dass et net zu deem Projet tëschent Péiteng a Käerjeng komm ass an der Realisatioun, wou mer e CGDIS-Center zesumme mat Police … Dat war wierklech e flotte Projet an et ass schued, dass en aus Käschtegrënn net realiséiert ginn ass.

Mee wann een awer heihinnerkënnt an et seet een, d'Regierung géif elo hei Geschenker vis-à-vis vun engem Konzern maachen, da wëll ech awer drun erënneren, dass deen, deen dat elo grad hei op der Tribün gesot huet, dee Minister war, deen derfir gesuergt huet, dass dee Konzern déi gréisste Steiergeschenker kritt huet, déi jeemools hei zu Lëtzebuerg ausgedeelt gi sinn, nämlech a Form dovunner, dass mer Agoraen a Gesellschafte gegrënnt hunn zesumme mat deem Konzern an d'ARBED fir déi Käschten, déi am Fong ugefall wären, nämlech vun der Entsuergung vun hiren Terrainen, ni huet misse richteg bezuelen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Kersch.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Wéi soll ech soen? Meng bei dräi Wochen ausgesprache Frëndlechkeet verbitt mer et, fir dorobber elo ze äntweren.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen,** Président | Ma da kënne mer elo der Regierung d'Wuert ginn. Fir d'éischt d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

*(Interruptions)*

Elo huet d'Madamm Backes d'Wuert.

***Prises de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wëll natierlech och dem honorabelen Deputéierte Guy Arendt Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wäert och seng Explikatiounen net widderhuelen. Ech deele mer och hei meng Riedezäit mam Vizepremier- a Minister Bausch.

Vläicht awer just ganz kuerz fir unzefänke wëll ech soen, dass ech kee ganz grousse Unhänger si vu poleemeschen Diskussiounen. Fir elo strukturell Depensen, déi mir decidéiert hunn, zesumme mat Iech, fir d'Kafkraaft vun de Leit och weider ze stäerken, mat enger One-off-Depense, déi och en Invest ass, ze vergläichen, fannen ech elo net ganz kredibel.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Ech wëll och soen, dass net eng Wunneng manner gebaut gëtt, well mir déi heite kafen. An ech mengen, op dee Punkt wäert och de Minister Bausch nach weider agoen.

De Staat huet effektiv wëlles, d'Hallschent vum K22-Gebai ze kafen, dat ArcelorMittal elo amgaangen ass, um Kierchbierg ze developpéieren. Jo, ech mengen, et ass vun e puer heibanne scho gesot ginn: Et ass e prestigiéist Gebai, et ass en ikonescht Gebai, den zukünftege Siège vun ArcelorMittal. Et geet hei och effektiv ëm e Gebai, dat eng gewësse Symbolik huet an dat och am Respekt vun der Ëmwelt gebaut gëtt. Och dat ass eis wichteg, dass hei mat nohaltegem respektiv gréngem Stol gebaut gëtt.

Ech wëll de Präis, dee mer hei och alleguerte kennen, och net klengrieden. 273,5 Millioune fir d'Hallschent vun dësem Gebai sinn awer räsonabel, wann een d'Qualitéit vum Gebai kuckt. Och am Verglach mat anere Gebaier, Jean Monnet, Cour de justice, Bâtiment administratif vum Belval, leie mir an der Norm, wat d'Baukäschten ugeet. Zu deem Punkt wäert de Minister Bausch och nach kënne méi Detailer ginn.

De Präis, dat ass de Präis, wéi och scho gesot ginn ass – an ech mengen, dat ass awer wichteg, dat ze soen –, vun de Baukäschten à livre ouvert, ouni Marge fir ArcelorMittal – ouni Marge fir ArcelorMittal! Dat heescht, à moins dass ee verlaangt, de Keefer soll à perte verkafen – an dat ass och mentionéiert ginn –, kann ee bei engem Deal op Basis vu gemeinsame reelle Baukäschten net noverhandelen.

Am Gesamtpräis sinn iwwregens och den Terrain vum FUAK an d'TVA agerechent. Dat heescht, dat sinn effektiv och zwee Posten, déi also direkt oder indirekt dem Staat dann och zoukommen, an dat sinn effektiv och vill Suen. Zesummegerechent komme mer do op plus ou moins 100 Milliounen Euro. Déi missten dann also och a Relatioun gestallt gi mat deem Total, vun deem mer hei schwätzen.

Am Moment ass och eng zousätzlech Reserv vun 10 % matagerechent. Mat aller Warscheinlechkeet wäerten déi reell Baukäschten awer ënnert dësem Plaffong leien.

D'Bezuele vun deene Käschte wäert sech och iwwer eng Rei Joren dann hinzéien a vun der gebauter Bausubstanz dann och ofhänken. Et gëtt also an Tranchë bezuelt. Et gëtt hei net virfinanzéiert. 2026 soll de Bau dann och fäerdeg sinn.

Ech fannen et och elo net ganz richteg, bei esou engem Gebai vun insgesamt 80.000 Meterkaree de Plaffongspräis nëmmen a Relatioun ze setze mat Nettobürosflächen an esou ze maachen, wéi wann all de Rescht, Parking, Auditoire, Commercen, Restauranten an esou weider, net géifen zielen. Hei ass effektiv och e ganz groussen Atrium an deen huet effektiv och en Impakt op déi Berechnungen.

D'Regierung huet den Dossier gutt analyséiert a mir sinn zur Konklusioun komm, d'Offer vun ArcelorMittal wëllen unzehuelen an déi ugebueden Option d'achat ze zéien an esou dann, wéi gesot, Koproprietär vun dësem Gebai ze ginn.

Et erlaabt dem Staat, relativ séier additionnel Bürosflächen ze kréien, déi op enger ganz gudder Lag sinn. Ech menge wierklech, dass hei och déi nächst Regierung decidéiere kann, wat si wëll domadder maachen. Mir hu ganz vill Besoin u Bürosfläche fir eis Administratiounen. Ech mengen, déi kréien och ëmmer méi Aarbechten. Wann ech dat richteg am Kapp hunn, sinn do eng 120 Demandë fir Büroen. Mir lounen och ganz vill Saachen. An de Staat wëll effektiv léiwer Saache kafen, wéi fir seng Besoinen, Ministèren an Administratioune weider ze lounen. De Staat – dat ass och mentionéiert ginn – kann dat awer och elo weiderverlounen, wann dat dee Moment dann déi richteg Decisioun ass.

Ech mengen, de Premier an de Vizepremier waren och viru Kuerzem op der Cérémonie de première pierre. Jo, hei geet et eis och ëm Standuertpolitick. Dat ass eis ganz wichteg. De Minister Bausch wäert och elo dann eppes zu dësem Projet soen. Hie kennt dee scho ganz laang, well déi Diskussiounen, déi hu sech jo och iwwer eng Zäit gezunn. Sou, wann Der erlaabt, géif ech him da weider d'Wuert ginn.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Finanzministesch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo de Vizepremier a Minister fir ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, fir d'Wuert an och merci allen Deputéierte fir hir Beiträg, och wann ech net mat alle Beiträg averstane sinn. An et ass wéi ëmmer, wann et ëm esou Projete wéi deen hei geet, déi éischtens eng gewësse Komplexitéit hunn, zweetens e gewëssene Präis hunn, drëttens dann och nach esou e Konzern wéi ArcelorMittal am Gespréich ass, datt et da meeschtens e Clivage gëtt an dem Parlament tëschent der Majoritéit an der Oppositioun. Ech hunn dat selwer och matgemaach déi Zäit, wéi ech an der Oppositioun war.

An duerfir wëll ech och direkt bei mengem leschte Punkt ufänken, fir dem Här Mosar ze soen an och der CSV, datt ech iwwerzeegt sinn, datt, wann d'CSV am Moment an der Regierung wär, se dëse Projet géif stëmmen. Mee bon, dat ass awer de bonne guerre, dat ass d'Spill Majoritéit–Oppositioun, wéi Dir dat gewinnt sidd.

Ech hunn haut do meng Meenung e bësse geännert, och no laange Regierungsjoren. Dat ass och eng gutt Traditioun, datt een … Wann ee selwer am Exekutiv sëtzt, da weess een, datt et natierlech an der Majoritéit méi kompliziéiert ass wéi an der Oppositioun, wou ee ka fräi, fromm einfach emol Saachen zielen, och wa se net ëmmer alleguer richteg sinn. Mee dat gehéiert och do derzou.

Ech wëll am Fong zu zwee, dräi Punkte Stellung huelen, déi gesot gi sinn. Déi zwee sinn der, déi mech elo direkt betreffen. Et ass jo dat hei: Et ass jo net e Finanzéierungsgesetz, fir e Bauprojet, deen de Staat baut, ze finanzéieren. Also, ech si jo net als Bauteminister hei täteg. Ech sinn am Fong Cosignataire, well ech iwwert den Terrain, iwwert de Fong Kierchbierg matinvolvéiert sinn. An historesch gesi war et esou, datt schonn an der leschter Legislaturperiod de Premier eng Kéier am Regierungsrot gesot huet, ArcelorMittal wär interesséiert, de Siège mondial vun ArcelorMittal zu Lëtzebuerg ze bauen, an natierlech géife se gären eng Plaz siche matzen an der Stad, wou se hiert Gebai wéilte bauen.

An et war do relativ séier diskutéiert a gedoen, wou dat kéint sinn. Ech mengen, jiddweree weess, datt een esou e Gebai natierlech net kann an engem Quartier bauen, wou ee keng Plaz méi huet fir ze bauen. Mee da bleift de Kierchbierg iwwreg. An ech mengen och am Endeffekt, datt et um Boulevard Kennedy um Kierchbierg op där do Plaz déi richteg Plaz ass.

Do sinn déi Diskussiounen ugaangen. A vläicht emol fir d'éischt, fir eppes ze korrigéieren: Wéi mer diskutéiert hunn iwwert déi Fro vum Ausschreiwen, fir den Terrain iwwer Bail emphytéotique ze verginn …, well dat wëll ech emol eng Kéier hei preziséieren, dat ass net genuch erauskomm: ArcelorMittal ass a gëtt och ni Proprietär vum Terrain. Dee bleift an der Proprietéit vum Staat oder hei vum FUAK. De FUAK gehéiert awer jo zu 100 % dem Staat. An de FUAK huet am Contraire, esou wéi et eng Zäit war, virun enger Rei Joren, Här Mosar, scho laang decidéiert – dat huet en och a seng Reegele geschriwwen –, keng Terraine méi um Kierchbierg ze verkafen.

Well ech wëll drun erënneren: An der Zäit sinn der och ënner viregte Regierunge verkaf ginn. A wa mer emol géife kucke goen, wéi déi Präisser déizäit waren, déi déizäit gebuede gi sinn oder akasséiert goufen, zu deene verkaf ginn ass, géif dat net esou gutt ausgesinn, muss ech Iech soen. Mee dat ass awer egal, dat ass Geschicht. Ech sinn net deen, deen an d'Geschicht wëllt no hanne kucke goen.

*(Interruption par Mme Octavie Modert)*

Jo, dat war net … Nee, do sinn der och ouni Vente aux enchères verkaf ginn, Madamm Modert. Déizäit sinn

Terrainen ..., mee dat ass elo egal. Ech wëll net zréckkucken. Et geet jo elo ëm deen Terrain hei. Ech wëll dat awer just nach ënnersträichen hei, datt dat net esou ausgesäit, wéi wann d'Regierung hei géif e bëssen esou akrobatesch Konschtstécker maachen. Et ass net esou. Et ass virgesinn an de Statutte vum Fong, datt, wann de Fong net den Terrain an de Bail emphytéotique gëtt, en dann e Marché de gré à gré ka maachen. Allerdéngs kann en dat dann nëmme maachen, wann et eng Décision du Gouvernement en conseil ass.

An dat ass dat, wat dunn an de Regierungsrot an där leschter Legislaturperiod komm ass. Mee do ass natierlech fir d'éischt emol iwwert de Loyer verhandelt gi vum Bail emphytéotique. Dat heescht, et ass jo iwwer 75 Joer, wou dee Kontrakt ofgeschloss ass. An iwwert déi 75 Joer bezilt ArcelorMittal – dat war deemools ofgemaach – e Präis, e Loyerspräis vun 92 Milliounen Euro. An een Drëttel dovunner ass schonn als Akkont bezuelt. Dat war och esou ofgemaach ginn, well dat ass nämlech d'Recette, déi de FUAK, dee mir jo ënnersteet, kritt, fir precisement kënnen Infrastrukturen um Kierchbierg ze bauen.

Dir wësst, de Fong Kierchbierg finanzéiert sech selwer. Dee kritt keng Suen. Do gëtt et keng Alimentatioune vum Staat. An déi Suen, déi en erakritt, déi kritt en eran iwwer eeben déi doten Operatiounen, wou en domadder bezilt. Also do ass schonn emol eng Recette vun 92 Milliounen Euro, déi zwar net an d'Staatskeess ginn, mee déi awer indirekt natierlech dem Staat seng ginn, well de FUAK ass 100%eg ... D'Proprietéit vun dem FUAK, dat ass 100 % Staat. An do ginn dann och Infrastrukture gebaut.

A wann Der déizäit e bësse gekuckt hutt, wéi deen Deal gemaach ginn ass, do kann ech Iech soen, do louch dat awer an de Paragen, wéi iwwer Bail emphytéotique Terrainen déizäit vergi gi sinn. Bon, et kann een ëmmer soen: „Wann ech ausgeschriwwen hätt, da wär nach ee vläicht gewiescht, deen hätt mer vläicht 98 Millioune ginn." Dat mag vläicht sinn, mee déi 92 Millioune waren awer e korrekte Präis, deen deemools bezuelt ginn ass. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet ass: Dat do geet iwwerhaapt net, ganz sécher net op Käschten – au contraire! – vum Wunnengsbau um Kierchbierg. Ech wëll Iech just soen, datt um Kierchbierg an deenen nächsten zéng bis zwielef Joer insgesamt Wunnenge gebaut gi fir 10.000 Leit, alleguerten ënnert dem Krittär vum erschwéngleche Wunnraum. Well Dir wësst och, datt dës Regierung dat geännert huet. Dat war an der Zäit och net esou. An der Zäit ass, wéi d'Madamm Modert richteg gesot huet, och de Staat vill higaangen an huet Wunnenge versteet zum Steepräis. Jo, jo, sot net, et wär net wouer. An der Alstad hei si Wunnenge versteet ginn zu relativ deiere Präisser ënnert der ..., also laang viru menger Zäit. Mee och dat ... Ech wëll och do net an d'Vergaangenheet goen. Ech wëll awer dat just soen, well een net esou soll maachen hei, wéi wa fréier alles super gewiescht wier a jiddwereen alles gutt iwwerluecht hätt an d'Regierung hei egal wat géif maachen.

Also, wéi gesot, et gi fir 10.000 Leit Wunnenge geschaaft. Et gi fir 7.000 Leit Wunnengen um Projet Kuebebierg gebaut. Dee geet elo un. Dee gëtt an dräi Phase gebaut. An da ginn der nach eng Kéier fir 2.500 Leit um Boulevard Kennedy gebaut, nämlech genau hannert dem ArcelorMittals-Gebai bis erop. An déi ginn elo relativ séier gebaut, nach eng Kéier fir 2.500 Leit, souguer vläicht méi. Dat hänkt nach vum zweeten Deel of, wivill mer do Baudicht erlaabt kréien och vun der Stad herno, wivill dat ass. Deen éischten Deel, de Kennedy Sud, do geet de Bau elo un. Do hu mer déi Baugeneemegungen alleguer kritt. Den Här Mosar weess dat jo, well e jo och an der Stad täteg war. Also dat geet elo lass.

An da kommen nach aner Projeten derbäi: de Projet Réimerwee 2050. Elo rezent hu mer de Grondstee geluecht. Dat ass erëm e Projet fir bal ronn 200 Wunnengen. Um ganze Kierchbierg sinn der doriwwer eraus nach vill méi virgesinn. Ech schwätzen elo guer net vun deene private Projeten, déi virgesi sinn. Ech schwätzen elo nëmme vun deenen ëffentlechen.

Mee d'Zilsetzung ass, datt mer um Kierchbierg eropginn op tëschent 35.000 a 40.000 Awunner, wouvunner de ganz, ganz groussen Deel, deen do verkaf wäert ginn, ënnert dem Krittär vum erschwéngleche Wunnraum verkaf gëtt, also wou d'Präisser – dat kënnt Der kucke goe bei der SNHBM, wann Der do d'Präisser kucke gitt vun deene Wunnengen, déi de Fong Kierchbierg verkeeft – an der Hallschent vum Präis vun deem leien, wat Der géift normalerweis do bezuelen, wann Der do géift bauen.

Also et kann een net soen, dat eent géif op d'Käschte vun deem anere goen. Ech fannen dat net korrekt, dofir wollt ech dat hei ënnersträichen.

An dann ofschléissend awer och nach, fir ee Wuert ze soen zu dem Verglach mat Steierreformen an esou weider. Déi 200 an déi 70 Milliounen hei, dat ass eng eemoleg Ausgab. Déi gitt Der eng Kéier aus. Do kritt Der awer e Gebai dofir, dat ass richteg gesot ginn. Dir kritt eppes amplaz dofir, wou entweeder staatlech Administratioune kënnen dragesat ginn, déi mer aus dem Stadkär kënnen erausshuelen, wou am Stadkär, wou mer se erausshuelen, et och net bëlleg ass – well Dir wësst jo, wat do d'Immobilie kaschten – a wou mer do aner Saache kënnen dramaachen, wou de Staat jo och à la limite erëm Recettë kritt. Dat ass dat eent. Oder dat Zweet ass, wat ee ka maachen: Et kann een natierlech och dat Ganzt verlounen. Mee wat awer ass: Et ass eng eemoleg Ausgab, wou eng Recette hannendrusteet, wou een eppes amplaz kritt.

Wann Der eng Steierreform maacht, wéi se proposéiert ginn ass, kascht déi pro Joer 600 Milliounen, pro Joer éiweg weidergefuer. Well dat ass e Manque à gagner, dat si Suen, déi Der net méi erakritt a wou Der näischt amplaz kritt. Dat muss een awer och emol soen éierlechkeetshalber. An duerfir ass et net gutt, wann een dat eent mat deem anere vergläicht.

Et kann een natierlech gedeelter Meenung sinn iwwert de Fait, datt mer hei esou vill Verloscht hunn. Mir hunn iwwregens, wëll ech soen, wann Der d'Meterkareeën ... Den Här Wolter hat gesot 18.000 Meterkaree. Et sinn der awer e bësse méi wéi dat. Also, d'Surface nette totale ass 74.000 dividéiert duerch zwee. Dat heescht, de Staat kritt 32.000 Meterkaree. Dat ass e bësse méi wéi 18.000. Dir musst natierlech och d'Parkinge matarechnen an esou weider. Awer wat richteg ass, an do ginn ech deene Recht, déi hei soen: „Et ass natierlech e prestigiéist Gebai a virun allem deen Atrium, dat ass e Verloscht vun 12.000 Meterkaree Fläch netto." Dat ass richteg. Wann Der dann de Baupräis kuckt, dee korrekt ass, esou wéi mir e gesot hunn, an dee vergläicht mat deem, wat Der kritt, da mécht dat natierlech dann, datt duerch dee Verloscht, deen Der hutt dovunner, dee Präis dann aneschters ausgesäit.

Mee bon, soit. Dat ass e Choix, deen ee kann treffen. De Rescht ass alles gesot. Merci fir déi, déi de Projet wäerte stëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Minister François Bausch. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech hunn elo de Ministere gutt nogelauschtert. Dat Éischt, wou ech einfach e Constat muss maachen, ass: Steieren, jo, si strukturell Mesüren. Ech géif dat awer ni als Manque à gagner duerstellen, wa mer géife Monoparentallen entlaaschten. An dat ...

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Dat hunn ech och net gesot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, jo, Dir hutt gesot, wann ee strukturell Steiersaache mécht ...

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Da géif et manner Recettë ginn.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Op där anerer Säit kéint een och dervun ausgoen, datt Leit, déi schonn un der Limitt sinn, warscheinlech de Gros dovunner an d'Consommatioun ginn. An da si mer erëm dobäi, datt mer u sech eppes fir d'Ekonomie géife maachen.

Ech hunn awer eng vill méi ..., eng ganz aner Fro, déi d'Madamm Finanzministesch indirekt opgeworf huet. Se huet nämlech dovunner geschwat, datt dat Gebai jo mat gréngem Stol gebaut gëtt an datt dat Ganzt à livre ouvert ass. Wie liwwert dann dee Stol? Ech ginn dervun aus, vu datt et e Privatprojet ass, gëtt et do keng Ausschreiwung.

An da si mer awer op eemol an enger Situatioun wéi mat dem Science Center, der SuperDrecksKëscht a wéi se all heeschen, datt ee vun de Partner seng eege Produiten un de Staat facturéiert zu deem Präis, wou en u sech wëll. À livre ouvert bezuele mer dann dat, wat en eis facturéiert. Bref, d'Fro dofir: Wie liwwert dee Stol? Ech mengen, dat wier awer hei pertinent ze wëssen, well mir bezuelen dee jo awer mat.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech direkt d'Wuert zréck un d'Regierung.

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, Här President, ganz kuerz. Ech wëll awer dem Här Clement soen: Dat war keng inhaltlech Ausso iwwert déi eng oder aner Steierreduktioun, ob een déi soll maachen oder net soll maachen, ob dat gutt oder schlecht ass. Et ass just eng Realitéit, datt, wann Der haut x Steieren erakritt a muer kritt Der der manner eran, jo gutt, dann hutt Der e Manque à gagner. Dann hutt Der der manner erakritt an da musst Der déi rechnen. Dat ass eeben nun emol wéi eng Depense ze kucken. Et ass net fir näischt. Am Däitsche soe se, wann ee Steierreforme mécht: „Wo ist die Gegenfinanzierung?" Da musst Der eng Géigefinanzéierung hunn, well Dir kënnt net am Endeffekt méi Suen ausginn, wéi Der der erakritt.

**M. Fernand Etgen,** Président | An da Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci, merci och de Ministeren. Ech muss allerdéngs soen, datt awer wichteg Froen net beäntwert gi sinn. An duerfir wollt ech awer hei nach eng Kéier reagéieren, fir d'éischt elo nach eng Kéier mat enger Richtegstellung, wat awer d'Meterkareeë betrëfft, notamment well den Här Wolter hei a sengen Aussoe komplett Recht hat.

Ech liesen elo nach eng Kéier vir, wat am Projet steet – dat sinn déi Zuelen, déi am Projet stinn! –, et gëtt also hei gesot: 30.700 (veuillez lire: 60.700) Meterkaree Surface constructible an da kommen effektiv 18.000 Meterkaree am Sous-sol.

*(Interruption par M. François Bausch)*

Allerdéngs sinn ënnert – da lauschtert, Här Bausch! – deene 60.700 awer nëmme 36.250 Meterkaree fir Büroen, dat heescht, de Staat kritt d'Hallschent, also huet den Här Wolter – an ech iwwregens och – Recht gehat, wéi mer gesot hunn, de Staat kritt, wann déi Operatioun do realiséiert gëtt, 18.000 Meterkaree Büroen. Natierlech kritt en d'Notzungsrecht och fir den Atrium, mee et sinn 18.000. Well, kommt, mir maachen eis näischt vir, Här Bausch, ech mengen, Dir hutt et elo selwer gesot,

Dir sidd och domadder d'accord! Deen Atrium, en ass ganz schéin. Ech verstinn och, datt ArcelorMittal esou eppes baut. Mee kommt, mir soen awer ganz konkreet: Wat bréngt dat engem ëffentleche Bürosgebai, esou e risegen Atrium vun 12.000 Meterkaree, deen a sech keng Plus-value fir déi Leit bréngt, déi doranner schaffen?

Elo awer zu deenen zwou Froen, déi, mengen ech, hei vu ganz ville Kolleegen opgeworf gi sinn an op déi mer keng kloer Äntwert kritt hunn: Fir et nach eng Kéier ze soen, et ass jo keen, deen hei a Fro stellt, datt dat Gebai, dat ArcelorMittal do baut, natierlech eng architektonesch Plus-value huet an datt mer och alleguerte frou sinn, datt ArcelorMittal hei säi Siège behält an datt mer och alleguerten a sech dee Projet do schéi fannen. Dat ass also net d'Fro.

D'Fro ass einfach: Firwat? A wat ass d'Géigepartie, wat ass d'Plus-value fir de Staat, fir de Steierzueler, fir d'Hallschent vun deem Projet ze iwwerhuelen? Wat ass do déi kloer Géigeleeschtung? Dat hunn ech bis elo nach net verstanen. An ech mengen, et sinn eng Rei Kolleegen, déi dat och hei gesot hunn: Wann et drëm geet, Bürosfläch ze bauen, hätt ee sech do kënne ganz aner Modeller virstellen an der Stad, ausserhalb vun der Stad. Mee wat ganz kloer ass: De Präis dovunner wär sécherlech substanziell ënnert deem Präis gewiescht, dee mer elo hei bezuelen. Duerfir nach eng Kéier meng Fro: Wat ass hei wierklech d'Konterpartie vun deem awer – an Dir sot et selwer, kommt, mir bleiwe souguer bei Äre Wierder –, „extreem héije Präis", deen hei bezuelt gëtt? Mir ass dat op jidde Fall aus Ären Äntwerten net méi kloer ginn.

An dann déi zweet Fro, déi iwwerhaapt net abordéiert ginn ass: Wie kënnt dann elo an dat Gebai? Mir an och eng Rei aner Riedner hunn dat virdru gesot: Wann ee Besoinen huet, da muss een déi Besoine jo iergendwéi eng Kéier definéieren. Geet et hei ëm Büroe fir Administratiounen? Geet et ëm Büroe fir Ministèren? Geet et eventuell och nach ëm Büroe fir ëffentlech Institutiounen? J'en sais rien. Mee ech hunn de Mëtteg keen eenzegt Wuert héieren, vu kengem Representant vun der Regierung an d'ailleurs vu kengem Representant vun der Majoritéit, wat dann elo déi genau Affektatioun vun deene Büroe wäert sinn. An ech mengen, d'Chamber huet e Recht, ier se esou e grousse Montant hei stëmmt, zumindest dat gewuer ze ginn an do eng kloer Äntwert ze kréien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Mosar. An d'Wuert geet zréck un d'Regierung, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Also ech hat zwar geduecht, mir hätten op déi Froe geäntwert, firwat d'Wichtegkeet besteet, dat Gebai ze kafen. Nach eng Kéier: Ech mengen, de Staat, dee brauch effektiv ganz vill Bürosflächen. Mir hunn do e grousse Besoin. Wie mer elo wäerten do drasetzen oder ob mir herno decidéieren, eng nächst Regierung decidéiert, dat Gebai ze verlounen, wat dee Moment dee beschte Choix ass, do, mengen ech, musse mer dat net haut decidéieren, mee dat kann der nächster Regierung iwwerlooss ginn.

Mir stinn zu dësem Gebai. Mir fannen et wichteg, dass mer elo hei Koproprietär ginn. Nach eng Kéier, dat ass och en Deel vu Standuertpolitick, de Fait, dass eng grouss international Firma hire Siège och hei zu Lëtzebuerg huet a mir eng Koproprietéit domadder och asuréieren.

Nach eng Kéier: Deen Invest, dee mer hei maachen, ass wichteg. Mee vun deenen „explosive Fraisen", wéi Dir dat hei nennt ..., ech mengen, wann een trotzdeem och consideréiert, esou wéi ech et virdru gesot hunn, dass en Deel – e groussen Deel – dovunner trotzdeem och zréck bei de Staat geet, indirekt an direkt, dat setzt dat Ganzt awer e bëssen an aner Parameteren.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | De Staat keeft also haut Büroen, wou en elo, zumindest haut, net weess, wien en drasetzt. Dat hale mir zréck.

**M. Fernand Etgen,** Président | Den Här Bausch wëll direkt dorobber reagéieren.

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här Mosar, et ass jo net esou komplizéiert. Et ass ..., also, et kann ... Déi nächst Regierung huet hei massiv Méiglechkeeten, fir sech ze iwwerleeën, wat se domadder mécht.

*(Interruption par M. Laurent Mosar)*

Dir hutt ... Da loosst mech emol ... Reegt Iech elo net schonn erëm op, ier Der geschloe gitt!

*(Hilarité)*

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Net schloen!

**M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Also, et ass esou, datt Der an dem Stadkär eng ganz Rei Verwaltungen hutt, déi souwisou aus allen Néit platzen, och Ministèren. Ech nennen Iech der just e puer. Elo sot mer awer net: Kommen déi dohinner? Dat soll een a Rou kucken, wat am beschte passt.

Dir hutt den Inneministère, deen aus allen Néit platzt, deen net gutt do ass, wou en haut ass. Dir hutt d'Administration des bâtiments publics, déi an der Alstad ass, déi do aus allen Néit platzt, déi do net méi passt an déi do enzwousch anescht muss hikommen. Dir hutt d'Geriichtsinstitutiounen nach am Stadkär, déi do aus allen Néit platzen, déi net méi dohinnerpassen a wou mer besser hätten, et anescht ze maachen. An déi sëtzen alleguerten zum Deel an historesche Gebaier, wou och eleng d'Astandsetzung, den Ënnerhalt, schrecklech deier ass a wou et net effikass ass, do Verwaltungen dran ze loossen a wou et méi gescheit wär, wéi scho Verschiddener et gesot hunn, sech ze iwwerleeën, ob een net do e Mix mécht vu Wunnenge mat Commerce zum Beispill oder aner Saachen dramécht, wéi datt een elo déi Verwaltungen do draléisst.

An zu der Dezentraliséierung: Dir hutt jo elo ..., anschliissend stëmmt Der e Projet, do gesitt Der jo och, datt d'Regierung och dezentraliséiert. Do kënnt de Statec op Esch. Dat heescht, Dir gesitt jo, datt mer dat maachen. A mir hu schonn eng Rei aner Verwaltungen. Mir hunn den Archiv op Esch gesat. Deen ass elo am Bau. Also, et ass net, wéi wa mer dat net maachen. A gleeft mer es, an Här Mosar, Dir wëllt jo an d'Regierung – Dir net, Är Partei wëllt jo an d'Regierung kommen –, Dir wäert dat gesinn an der nächster Legislaturperiod, wann Der drakommt, wann d'Wieler dat da wëllen oder d'Wielerinnen dat da wëllen, da wäert Der gesinn, dass e Risebesoin do ass fir de Staat, fir Meterkareeën ze kréien, fir Verwaltungen dranzesetzen.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8154. Den Text steet am Document parlementaire 8154[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8154 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 32 Jo-Stëmme géint 27 NeeStëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

*Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*M. Roy Reding.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass et esou decidéiert.

## 6. 8214 – Projet de loi relatif à l'acquisition de surfaces dans la copropriété de l'immeuble « Twist » à Belvaux

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8214 iwwert d'Acquisitioun vu verschiddene Flächen am Twist-Gebai zu Bieles. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Finances et du Budget***

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Ech géif da mat Iech vum Kierchbierg an de Minett fueren. Léif alleguer, fir kënnen déi richteg Decisiounen ze huelen, sief et a wirtschaftlechen a soziale Froen, am Beräich vun den ëffentleche Finanzen, an der Landesplanung oder op anere Gebidder, an aneren Domäner, brauch de Staat Daten. Déi mussen net just gesammelt, mee virun allem ausgewäert an interpretéiert ginn, grad, fir nëmmen e Beispill ze ginn, wann eng Tripartitt zesummegeruff gëtt, fir kënne konkreet op dréngend Problemer ze reagéieren, grad da verloosse mer eis besonnesch op staatlech Statistiken an domadder op eist Statistikinstitut, de sougenannte Statec.

*(Brouhaha)*

Et gouf festgestallt, datt d'Plaz, déi dem ...

**M. Fernand Etgen,** Président | Hei wannechgelift, e bësse méi roueg!

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President, well dat stéiert wierklech hei uewen.

Et gouf festgestallt, datt d'Plaz, déi dem Statec am Moment um Kierchbierg zur Verfügung steet, net méi duergeet. Dem Statec seng Büroe si bei der Chambre de Commerce gelount, déi gäre selwer en Deel vum Gebai, wou de Statec elo dran ass, recuperéiere géif.

Här President, léif alleguer, haut däerf ech Iech dann de Gesetzesprojet mat der Nummer 8214 virstellen. Et

ass e Finanzéierungsgesetz, mat deem de Kaf duerch de Staat vun Deeler vum sougenannten „Twist"-Gebai zu Bieles soll autoriséiert ginn, geneemegt ginn. De maximale Kafpräis läit bei ronn 62,6 Milliounen Euro. D'Gebai gëtt am Moment gebaut op der Adress 7, Boulevard de la Recherche, respektiv 12, Boulevard du Jazz zu Bieles. Déi Plaz ass zréckbehale ginn, well se direkt bei der Uni Lëtzebuerg läit, eng Uni, mat där de Statec jo och traditionell Kontakter ënnerhält.

Konkreet geet et ëm Büroe vu ronn – ech ronnen elo allkéiers op – 9.000 Meterkaree, en administrativen Deel vu ronn 500 Meterkaree, Archive vu 70 Meterkaree an, fir do awer exakt ze sinn, 163 Parkplazen. Et ass och hei eng Koproprietéit, de Staat keeft also net dat ganz Gebai. De Promoteur huet och Upassunge gemaach, dëst no de Wënsch vun der Verwaltung.

Am Mäerz 2021 huet de Staat e Bail ënnerschriwwe mat der Méiglechkeet, fir en Deel vun dësem Immeuble, vun dëser Immobilie, ze kafen. Am Mäerz d'nächst Joer misst d'Gebai da fäerdeg sinn an da géif de Staat et effektiv kafen. Haaptsächlech kënnt also hei de Statec dran, en Deel geet awer och un d'Maison de la santé.

Wat d'Nohaltegkeet ugeet, schwätze mir hei vun engem sougenannte „BREEAM-excellent"-Gebai, dat beispillsweis wéinst engem „free cooling"-System an de Büroen a wéinst enger Fotovoltaikanlag.

D'Gebai ass natierlech och konform zu allen noutwendegen Normen. A virun allem sinn d'Gebai souwéi d'Plaz ronderëm accessibel fir Rollstullfuerer oder generell fir Persounen, déi net gutt ze Fouss sinn, déi also net esou mobill sinn.

De Präis vu maximal 62,6 Milliounen Euro entsprécht dem Maartpräis. Am Gesetz steet e feste Montant. Dësen ass och net indexéiert, soudatt de Promoteur de Risk dréit.

Schlussendlech wëll ech an dësem Kontext nach op den Avis vum Staatsrot hiweisen, deen eenzegen Avis, dee mer zu dësem Text kruten. A sengem Avis vum 20. Juni dëses Joers huet de Staatsrot keng Observatiounen zum Fong gemaach.

Fir d'Detailer verweisen ech dann op mäi schrëftleche Rapport souwéi op den Avis eebe vum Staatsrot. An da ginn ech natierlech am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu gudder Lescht eisen Accord zu dësem Gesetzesprojet a soe villmools Merci fir d'Nolauschteren a fir d'Opmierksamkeet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools dem Här Rapporter André Bauler.

An da wier et direkt um honorabelen Här Laurent Mosar.

***Discussion générale***

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci direkt un de Rapporter fir säin detailléierten a flotte schrëftlechen, awer och mëndleche Rapport. Contrairement zu deem Projet virdru fannen ech, datt hei eigentlech d'Regierung villes richteg gemaach huet. Éischtens e Projet, wou eng kloer Affektatioun ass, nämlech, d'Statecs-Gebailechkeeten, déi sollen dohinner kommen. An zweetens, wann een dann hei e bësselchen de Meterkareespräis géif ausrechnen, da kënnt een op e substanziell méi niddrege Präis wéi deen, iwwert dee mer virdrun hei geschwat hunn. Dat hei ass also eng Finanztransaktioun, déi Sënn mécht. An duerfir wäert Der net erstaunt sinn, datt mer dann och heizou eisen Accord wäerte ginn.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. An och villmools merci dem Rapporter fir säi gudde Rapport. Den däitsche Politiker an och Begrënner vun der däitscher Sozialdemokratie, den August Bebel, huet am Joer 1879 dat heite gesot: „Die Statistik ist die wichtigste Hilfswissenschaft in der neuen Gesellschaft, sie liefert das Maß für alle gesellschaftliche Tätigkeit." An dëse fréien Hommage un de Wäert vun der Statistik fir eis Gesellschaft, a méi genee fir de gesellschaftlechen Debat, schéngt eis hautdesdaags eng Selbstverständlechkeet.

Mir liesen all Dag vu Statistiken an huele se dacks och eigentlech net méi richteg bewosst wouer, mee d'Statistik ass immens wichteg fir eis Demokratie, grad an Zäite vu Fakenews, vu Pauschaliséierungen an och vun de soziale Medien.

Mat dësem Gesetz wäerte mir an éischter Linn derfir suergen, dass eist nationaalt Statistikinstitut, de Statec, déi adequat Raimlechkeete gebuede kritt, déi e brauch, fir kënnen ënner optimale Konditiounen ze schaffen.

Dëst Finanzéierungsgesetz wäert et dem Staat erlaben, en Deel vum Immeuble mam Numm „Twist" zu Bieles, an där schéiner Gemeng Suessem, iwwer eng Option d'achat kënnen ze kafen.

De Statec ass mat senge wëssenschaftlechen Aarbechten net nëmme fir Politiker eng onverzichtbar Verwaltung, mee ech géif soen, och fir d'Biergerinnen an d'Bierger an och fir eis Ekonomie. A vläicht ass haut dann och eng gutt Geleeënheet, hinnen emol Merci ze soe fir alleguerten déi Donnéeën, mat deene si eis ëmmer fidderen an déi mir hei am Alldag ëmmer erëm brauchen.

Um Rez-de-chaussée vun deem Gebai soll nach d'Maison de la santé Plaz fannen, eng weider wichteg Ulafstell en faveur vun de Biergerinnen a Bierger.

An deem Sënn ginn ech am Numm vun der LSAP-Fraktioun ganz gären den Accord zu dësem Gesetz. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Cruchten. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Josée Lorsché.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Déi aner Säit ass gesot ginn, d'Regierung hätt hei villes richteg gemaach. Ech géif soen, d'Regierung huet alles richteg gemaach.

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Mir brauchen e gutt Gebai fir de Statec. Dat ass wierklech e Gremium, wou mer ëmmer erëm drop zréckgräife bei all eise Preparatiounen. An dofir gesinn ech net, wat d'Regierung hei iergendwéi falsch gemaach hätt. Si huet déi richteg Decisioun geholl, déi mir ënnerstëtzen. An dofir merci och dem Rapporter fir de Rapport, an natierlech gi mer gären den Accord.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, mir brauchen dozou net vill méi ze soen, wéi dem Här Bauler Merci ze soen. Och an eisen Aen ass dat heiten e vertriedbaren an e gudde Projet a mir stëmmen e mat. Villmools merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Och emol als Alleréischt e grousse Merci un de Rapporter fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir sinn absolutt net géint d'Acquisitioun vun dësem Immeuble um Belval fir de Statec, mee mir hunn eis e puer Froe gestallt. Well ech net Member an där Kommissioun sinn, konnt ech se duerfir net do stellen, an ech hat och elo net ganz richteg am Ufank verstanen. Et ass vläicht schonn erkläert ginn an ech hunn et net richteg matkritt: 2021 war jo envisagéiert ginn, dat Gebai just ze lounen, an elo ass jo envisagéiert ginn, et ze kafen. War dat, well vläicht déi finanziell Situatioun deemools ze vill onsécher war fir d'Regierung? Oder ass et vläicht elo, well de Promoteur e bëssen a schlechten Dicher ass, wat mir gutt kéinte verstoen, datt een da seet: „Mir kafen et léiwer of", fir datt ...

*(Interruption)*

Dat ass keng Kritick, gellt? Et ass elo einfach nëmmen, mir hunn eis einfach déi Froen do gestallt, well, wéi gesot, ech se net konnt an der Kommissioun stellen.

An dann ass et jo och immens schwiereg, also wann ee vum Präis schwätzt, dat hu mer och virdru schonn héieren. Do ass et jo och ëmmer immens schwiereg fir ze soen: Ass dee Präis elo ubruecht oder net? Do wëlle mir guer net dorunner erugoen an dat och net kritiséieren. Also, ech mengen, dat ass fir eis an der Rei.

An dann nach, an dat ass dat, mengen ech, wat ech net richteg verstanen hat, firwat de Statec vum Kierchbierg erof muss plënneren op de Belval. Ech mengen, de Rapporter hat et gesot, mee ech hat et net richteg verstanen. Well wann dat Gebai weider ...

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Et geet ëm Raimlechkeeten, an déi sinn och nëmme just gelount, an d'Chambre de Commerce brauch se selwer.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Voilà. Dat wär meng Fro nämlech gewiescht: Feelt et u Raimlechkeeten? Komme Leit bäi? An esou weider an an esou fort. Oder gëtt dat Gebai aneschters genotzt? Ben, déi Fro ass jo da scho beäntwert.

Op alle Fall gi mir eis Zoustëmmung dozou. Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Cecchetti. An elo ass et um Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Rapporter fir den exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech berouegen Iech, ech wäert elo keng Kommissiounsaarbecht hei maachen. A contrairement zum Projet vum K22 gouf der Chamber hei vun Ufank u kloer an transparent kommunizéiert, fir wien dat Gebai gebraucht gëtt. De Statec an och de Gesondheetsministère brauche Plaz. Dat ass kee Geheimnis, dat ass méi wéi eng Kéier och an der Vergaangenheet schonn thematiséiert ginn. Et läit also net nëmme vir, wien et kritt, mee et ass och e konkreete Besoin do, dee kloer konnt bewise ginn.

Hei läit de Präis fir de Quadratmeter Bürosfläch iwwregens bei e bësse manner wéi der Hallschent vun deem, wat am Fall vum K22 néideg gewiescht wär. An deementspriechend, Här President, kann ech just den Accord vun de Piraten gi fir e Projet, dee kloer an transparent kommunizéiert gouf a wou de Besoin och kloer definéiert ass.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un den Här Roy Reding.

**M. Roy Reding** (Indépendant) | Jo, merci, Här President. Ech soen och dem André Bauler häerzlech Merci fir dee klore Rapport. Dat heiten ass effektiv alt nees eng Kéier net d'Suen zur Fënster erausgehäit. Et ass en exzellenten an nohaltegen Investissement.

A well ech virdrun d'Analogie gemaach hunn, wëll ech se och déi Kéier maachen: Wa mer souguer nëmmen

e Meterkareespräis-Loyer vu 40 Euro asetze fir esou e fonkel-, fuschneit Gebai, schéngt dat mer ganz logesch ze sinn, ma ouni Parkingen, bei engem Rendement locatif vun 8 %. Ech kann Iech just felicitéiere fir déi doten Acquisitioun.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Här President, nach eng Kéier merci fir d'Wuert. D'Proximitéit vun deenen zwee Projeten, déi erlaabt et mer, fir nach eng Kéier meng Ausféierunge vu virdrun ze preziséieren.

Dat Éischt, wat ech fannen, dat ass, datt dat heiten en exzellenten Dossier ass, well am Kader vun der Dezentraliséierung vun eise staatlechen Administratioune kënnt en op eng Plaz, déi mer viru 25 Joer als eng zentral Entwécklungsplaz fir de Süde vun eisem Land definéiert hunn. An duerch de Fait, dass eng ganz Rei vun Administratiounen entre-temps dohinnerkomm sinn, huet sech do och eng Masse critique elo gebilt – also: Administratioune plus Uni –, soudass mer an der Landesplanung op deem Dossier eng absolutt Win-win-Situatioun geschafen hunn, net nëmme fir d'Géigend vum Land, mee och fir den Desengagement vun den Ufaartsweeër.

Et ass e Projet, dee kloer definéiert ass. En ass kloer attribuéiert.

Wann ech déi zwee Projeten nach eng Kéier matenee vergläichen – an ech huelen dat, wat den Här Bauler mer als Referenz ginn huet; ech wëll wierklech soen, datt ech dat net op den Dibbelchen elo hei ka rechnen –, da stellen ech fest, dass mer hei ronn 9.500 Meterkaree Bürosfläch plus dann alles dat, wat nach soss ass, Parkplazen an esou weider an esou fort, mee et geet mer do ëm d'Bürosfläch, fir de Verglach ze maachen, fir ronn 62,6 Milliounen Euro kafen. Dat ass bei mir en Akafspräis, deen ënner 7.000 Euro de Meterkaree Bürosfläch herno – ech wëll dat nach eng Kéier preziséieren – läit. Dat ass fir Esch absolutt vertrietbar. Dat ass fir mech absolutt e ganz gudden Investissement.

An ech vergläichen deen da mat deem Dossier virdrun, wou mer da 15.000 Euro de Meterkaree bezuelen, mer awer gesot gëtt, dass een um Marché an der Stad – Esch/ Stad, dat ass jo eng Differenz, an dann, wann et bei eis geet, gëtt et nach e bësse manner –, awer ouni Problem fir 8.500, 9.000 Euro de Meterkaree Wunnfläch ka bauen an och um private Marché ka kréien. Da stellen ech ganz einfach fest, dass mer am Projet vu virdru fir 273 Milliounen eppes kaf hätten, wat an der Stad eigentlech engem et erlaabt hätt, am Prinzipp, wann een dat selwer an d'Hand geholl hätt, tëschent 30.000 an 31.500 Meterkaree ze kafen.

Wann Der mech also frot an Der mer sot, et wären immens vill Besoinen, da soen ech Iech, dass mer an der Stad an am Ëmfeld vun der Stad Lëtzebuerg eigentlech fir déi Suen, déi mer virdrun op den Dësch geluecht hunn, hätte kënnen tëschent 12.000 an 13.000 Meterkaree méi kréie fir dee Präis, dee mer elo hei op den Dësch geluecht hunn.

An ech woen net emol, et mam Präis vun Esch ze vergläichen, well, wa mer 18.000 Meterkaree géife kafen zu engem Präis vun eppes ënner 7.000 Euro, da wäre mer op engem Gesamtpräis vun eppes iwwer 125, 130 Milliounen Euro. Da wäre mer ..., pardon, zu Bieles – entschëllegt Madamm Buergermeeschtesch –, um Belval, an der Gemeng Suessem zu Bieles, bei engem Präis, deen an der Géigend tëschent 125 an 130 Millioune géif leien. An dat war mäi Punkt vu virdrun.

Mäi Punkt vu virdrun ass, dass ech der Meenung sinn, dass mer an deem Projet vu virdru fir en absolutt exorbitante Präis eppes kaf hunn, wat mer um Marché fir vill manner hätte kënne kréien, dass mer doduerch méi Bürosfläch hätte kënne kafe fir dee Präis, dee mer ausginn hunn, an domat awer indirekt dem Lëtzebuerger Steierzueler eng Moins-value entsteet, och wann et à livre ouvert an alles gemaach gëtt.

An d'indirekt Moins-value besteet doranner, wa mer op där selwechter Plaz oder enger änlecher Plaz déi 12.000 bis 13.000 Meterkaree wëlle kafen, dass mer nach eng Kéier tëschent 100 an 120 Millioune mussen op den Dësch leeën, fir dat dann ze kréien – C.Q.F.D. Merci dësem Projet, well deen huet engem et erlaabt, de Verglach ze maachen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Wolter.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporter, dem Här Bauler, e grousse Merci soen. En huet e ganz perfekte Rapport, schrëftlech wéi och mëndlech, gemaach. An ech soen Iech alleguerte Merci fir déi ganz breet Zoustëmmung. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach fir de Statec an och fir d'Maison de la santé.

Wéi gesot, dat Gebai gëtt jo relativ kuerzfristeg elo fäerdeg a mat all deene Besoinen, déi mer hunn, och fir déi doten zwee – wéi gesot, Statec a Maison de la santé –, soudass déi scho kënnen am Fréijoer eraplënneren. Ech mengen, fir déi ass dat wierklech eng ganz gutt Noriicht.

Vläicht fir op Är Fro ze äntweren: Et ass am Fong eng ganz normal Prozedur, fir sech mat engem Bail ze engagéieren, eebe mat enger Option d'achat, fir da kënne Proprietär ze sinn. Ech mengen, dat ass dat, wat mer virgesinn haten. Déi Option d'achat gëtt da mat dësem Gesetz, wann dat dann elo gestëmmt gëtt, wouergeholl, soudass mer dann effektiv heivunner, vun dësem Deel vum Gebai, kënne Proprietär sinn.

Ech soen Iech, wéi gesot, e ganz grousse Merci fir d'Zoustëmmung. A voilà. Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8214. Den Text steet am Document parlementaire 8214[2].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8214 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Martine Hansen), M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, mes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;*

*M. Roy Reding.*

**Plusieurs voix** | O!

**M. Fernand Etgen,** Président | Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## 7. 8226 – Projet de loi portant approbation du deuxième Avenant, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2022, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 14 décembre 1993, telle que modifiée par l'Avenant et le Protocole additionnel, signés à Luxembourg, le 4 octobre 2011

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten hu mer de Projet de loi 8226, en Avenant tëschent Lëtzebuerg a Rumänien, dee souwuel d'Duebelbesteierung wéi och d'Steierflucht an d'Steierhannerzéiung soll verhënneren. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

***Rapport de la Commission des Finances et du Budget***

**M. Guy Arendt** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, mir wëssen all, dass eis Finanzplaz en enorm wichtege Pilier fir d'Attraktivitéit vun eisem Land ass. Fir dës Attraktivitéit net just ze erhalen, mee och ze stäerken, setzt d'Politick sech säit Joer an Dag dofir an, dass eis Finanzpolitick op der Héicht ass an de verschiddenen Acteuren déi Moyene gëtt, déi si brauchen, fir hir Aktivitéite kënnen ofzewéckelen.

An enger globaliséierter Welt reusséieren déi, déi oppe sinn zum Rescht vun der Welt. Als Memberstaat vun der Europäescher Unioun kënne Finanzinstituter, déi zu Lëtzebuerg hire Sëtz hunn, a ganz villen anere Länner agéieren (veuillez lire: Finanzinstituter, déi zu Lëtzebuerg als Memberstaat vun der Europäescher Unioun hire Sëtz hunn, kënnen a ganz villen anere Länner agéieren). Mee doriwwer eraus setze mir och grousse Wäert op eis bilateral Bezéiungen.

Hei geet et drëms, mëttels Konventiounen d'Besteierungsrecht tëschent zwee Länner Kategorie pro Kategorie opzedeelen. Esou gëtt verhënnert, dass eng Persoun, déi an zwee Länner aktiv ass, zweemol fir déi selwecht Aktivitéit besteiert gëtt. Dowéinst ass eis allgemeng dru geleeën, Léisungen ze fannen, déi am Interêt vun deenen zwee Länner sinn.

De Grand-Duché – an ech hat schonn d'Geleeënheet, dat hei op der Tribün ze soen – huet iwwer 80 där Konventioune mat Staaten aus der ganzer Welt. Et komme

reegelméisseg neier derbäi; mir hunn der jo rezent nach puer hei an der Chamber ugeholl. An heiansdo gëtt eng bestoend Konventioun nëmmen ofgeännert. Haut si mer effektiv am zweete Fall: Mir hu schonn eng Konventioun mat Rumänien. Et geet elo also just drëm, fir se unzepassen.

Mat dësem virleiende Gesetzesprojet, deen de 24. Mee deposéiert gouf, soll also elo den Amendement zu der bestoender Konventioun mat Rumänie ratifizéiert ginn. Et geet u sech just ëm eng technesch Adaptatioun, déi op Ufro vu Rumänie virgeholl gëtt.

Mee fir unzefänken e puer Hannergrondinformatiounen zu der Konventioun an zu Rumänien: 2011 ass den Informatiounsaustausch an d'Ofkommes erageholl ginn. Dëse gëtt da säit 2014 ugewannt. Rumänien ass entre-temps och Deel vun de Länner, déi den MLI (ndlr: Multilateral Instrument) ëmsetzen, soudass d'Konventioun BEPS-konform ass. Rumänien hält sech elo, esou wéi Lëtzebuerg, un déi héich Standarden, déi vun der OECD virgeschriwwe sinn. Fir Lëtzebuerg war dës Konformitéit vu Rumänie mam MLI eng Konditioun, fir den Amendement, deen eis elo virläit, kënnen ze ënnerstëtzen.

Konkreet gëtt den Artikel 25 vun där Konventioun geännert. E bestëmmt, wéi eng Methode fir d'Berechnung vun der Steierlaascht benotzt ginn. Et gëtt zwou méiglech Aart a Weisen, wéi dat tëschent zwee Länner ka gemaach ginn, entweeder d'Exemptioun oder d'Imputatioun. An hei behält all Land de Choix, wéi eng Method soll a sengem Land ugewannt ginn. Lëtzebuerg ass traditionell fir d'Method vun der Exemptioun. An deem Fall besteiert d'Wunnsëtzland d'Revenuen an d'Verméigen aus dem Ausland net, mee hëlt se als Basis fir d'Besteierung, also fir de Steiersaz ze rechnen.

Och mat Rumänien si mir bis elo esou gefuer. Op hire Wonsch gëtt awer elo a Rumänien d'Méthode d'imputation ageféiert. De Wunnsëtzstaat besteiert hei och déi auslännesch Revenuen, mee berücksichtegt d'Steierlaascht vum Contribuabelen am Ausland. Rumänien huet also elo gefrot, fir déi aner Method unzewennen, dat heescht d'Method vun der Imputatioun. An dat gëtt mat dësem Projet de loi gemaach.

Nach kuerz zu den Avisen. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 20. Juni keng Observatioune gemaach. D'Chambre de Commerce huet de Gesetzesprojet an hirem Avis vum 26. Juni begréisst. Fir weider Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen an op mäi schrëftleche Rapport.

An ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren. All deenen, déi och hei matgehollef hunn, merci, an ech gi gären den Accord vun der DP-Fraktioun.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci dem Här Rapporter Guy Arendt.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

***Prise de position du Gouvernement***

**Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | Ech soen Iech e grousse Merci fir den exzellente Rapport, zu deem ech am Fong näischt méi bäizefügen hunn. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci der Madamm Finanzministesch.

Mir kënnen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8226 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8226[3].

***Vote sur l'ensemble du projet de loi 8226 et dispense du second vote constitutionnel***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Max Hengel), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mmes Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*M. Roy Reding.*

*Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

## 8. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à la neutralité de la Chambre des Députés en tant qu'institution

*(Résolution déposée en séance publique n° 59 du 4 juillet 2023 – à consulter en page 9 de ce compte rendu)*

Mir kommen elo nach zur Resolutioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert déi neutral Haltung vun der Chamber als Institutioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Resolutioun.

***Exposé***

**M. Fernand Kartheiser** (ADR), auteur | Här President, villmools merci. Mir hunn eis d'Fro gestallt, well mer ëmmer erëm hei an der Chamber confrontéiert gi mat Ufroe vu verschiddenen Organisatiounen a Mouvementer, fir als Institutioun Chamber no baussen hin eng gewësse Solidaritéit mat esou enger Cause ze weisen. Dat kann dra bestoen, datt mer gefrot ginn, eist Gebai hei ze beliichten. Et ka sinn, datt gefrot gëtt, de Logo unzepassen an deem eng bestëmmt Form ze ginn, den offizielle Logo vun der Chamber, oder op iergendeng aner Manéier eng Solidaritéit ze weise mat engem gesellschaftlechen Uleies.

Ech wëll hei net iwwer Sënn an Onsënn vun deenen Uleiessen diskutéieren. Dat ass net d'Fro. Well et gëtt der sécher, wou vill Leit heibannen dermat sympathiséieren. Et gëtt anerer, wou ee vläicht eng Distanz kann dozou hunn. Mee et geet drëm, wa mir als staatlech Institutioun esou eppes ënnerstëtzen, ob mer dann eigentlech der Institutioun Chamber e Gefale maachen oder net.

Mir sinn iwwerzeegt – op jidde Fall ass dat meng Iwwerzeegung –, datt eng Institutioun vum Staat soll, wat d'Politick ugeet, neutral sinn. Well et ass jo esou: D'Institutioun als solch hëlt net Stellung, mee d'Parteien zum Beispill, déi heibanne vertruede sinn. Déi kënne jo eng bestëmmt Cause ënnerstëtzen oder och net ënnerstëtzen, esou wéi si et politesch fir richteg halen. Mee de Staat an och par extension d'Gemengen, also all déi ëffentlech Gebaier, sollen d'Institutiounen net politiséieren. Dat ass de Grondgedanken, firwat mir soen, mir sollen dat net maachen. Wa mir gefrot ginn, eng gesellschaftlech Cause ze ënnerstëtzen, da kënnen déi eenzel Parteien dat maachen, wéi si et fir richteg halen, mee d'Institutioune vum Staat sollen neutral bleiwen.

Dofir hu mer hei déi Resolutioun virgeluecht, well et eng grondsätzlech Fro ass, ob mer wëllen, datt staatlech Institutiounen identifizéiert gi mat enger Cause oder net. Do kann d'Gefor vun engem Mëssbrauch virleien. An et stellt eis virun en Dilemma, well stellt Iech emol vir, haut hu mer eng Majoritéit, fir eng bestëmmte Cause unzehuelen an déi dann och duerch äusserlech Merkmaler wéi Beliichtung oder Logo an esou weider ze ënnerstëtzen, a muer gëtt eis en Uleies virgedroen, wou keng Majoritéit heibannen ass aus politesche Grënn, fir déi ze ënnerstëtzen. Dat heescht, mir drécken d'Institutioune vum Staat an eng Richtung, wou se sech musse fir eng bestëmmt Cause decidéieren oder géint eng bestëmmt Cause. An dat ass genau dat, wou mir soen, mir wëllen net, datt d'Institutioune politiséiert ginn, datt d'Institutioun als solch muss politesch Stellung huele fir oder géint e bestëmmt Uleies.

Dat ass also d'Iddi derhannert. An dofir hu mir dësem héijen Haus proposéiert, ze decidéieren, datt d'Chamber als Institutioun an Zukunft op esou Aktioune verzicht, wéi zum Beispill Beliichtung, Logo veränneren an esou weider, fir déi néideg neutral Haltung ze halen, also och elo, wat Fändelen ugeet oder aner Zeechen, déi mer no baussen als Institutioun setzen. Dat ass d'Iddi derhannert. Mir halen dat op jidde Fall fir eng sënnvoll Fuerderung, fir den Ënnerscheed ze maachen tëschent der Haltung vun der Institutioun an deem, wat verschidde Parteie fir gutt halen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Kartheiser.

Éischt Wuertmeldung vum Här Yves Cruchten.

***Discussion générale***

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll fir d'alleréischt emol eng Kéier preziséieren, dass, wann esou Demanden erakommen, wann esou Demanden un d'Chamber geriicht ginn, dat dann net de President ass, dee seet: „Esou oder esou, erop oder erof, mir maachen dat, mir maachen net", mee dat gëtt am Bureau gekuckt an do gëtt am Bureau och eng Decisioun geholl.

Ech wëll dem Här Kartheiser soen, dass ech awer absolutt net mat em d'accord sinn, dass déi Institutioun hei einfach just eng Neutralitéit hätt. Ech menge grad de Contraire: Och dës Institutioun huet Wäerter: mir verteidegen nämlech d'Demokratie, mir verteidegen d'Mënscherechter, mir verteidegen och d'Rechtsstaatlechkeet. A wann Demanden un eis erubruecht ginn, fir zum Beispill en Zeechen ze setze géint d'Gewalt, déi de Fraen entgéintbruecht gëtt, ma da si mer eis dach alleguerten eens, dass mer dat sollte maachen! Oder wa mer gefrot ginn, mir sollten eis fir d'Rechter vun den Homosexuellen asetzen, da si mer eis dach alleguerten eens. Oder wa mer – an do hu mer souguer Resolutiounen doriwwer gestëmmt hei zesummen – eis Solidaritéit mat der Ukrain ausdrécken. An dofir fannen ech et einfach falsch, déi Aschätzung, déi Der do maacht. An ech recommandéiere menger Fraktioun, dass mer déi dote Resolutioun net sollte stëmmen.

An ech géif souguer dem Här President Merci soen, dass mer allkéiers déi doten Demanden am Bureau traitéieren an dass mer eis als Chamber och zu eise Wäerter bekennen, no bannen an no baussen!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Cruchten. Dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert gefrot.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Déi gréng Fraktioun begréisst ausdrécklech, dass d'Chamber sech reegelméisseg zu eise Grondwäerter, zu eise Grondrechter a Grondfräiheete bekennt a sech reegelméisseg géint Haass an Diskriminatioun asetzt. Dat maache mer, andeems mer Faarf bekennen, andeems mer beispillsweis e Fändel ophänken oder eng Beliichtung ubréngen. Dat si symbolesch Aktiounen, déi eis Wäerter ënnersträichen, sief dat fir déi eng Aktioune wéi fir déi aner. Dat ass net eppes, wat un eis erugedroe gëtt vu Lobbyen, mee dat sinn d'Grondwäerter, déi eist Zesummenhalen an eiser Gesellschaft ..., déi an eiser Verfassung verankert sinn an déi ganz oft eng international Envergure hunn, well dat gëtt och an anere Länner gemaach.

Ech denken un d'Orange Week, wou mer scho wéi oft eist Gebai beliicht hunn, wou mer all der Meenung sinn, dass d'Violence géint d'Frae muss gestoppt ginn. Ech denken un d'Pride Week, déi elo amgaangen ass. Mir haten och de 75. Anniversaire vun de Vereenten Natiounen, dee mer hei symbolesch ënnerstrach hunn. Mir haten d'Journée internationale de la dyslexie, wou mer och fir gläich Rechter bei de Kanner kämpfen, d'Journée mondiale de l'enfance, wou d'Gebai ëmmer blo beliicht gëtt, an dann de Krich an der Ukrain. A mir haten och nach d'Journée internationale de la Francophonie, wou mer déi franséischsproocheg Gemeinschaft geéiert hunn. An ech mengen, mir sollten op deem Wee weiderfueren. Dat zeechent Lëtzebuerg aus an dat zeechent d'Chamber aus. Mir sinn hei Vertrieder vum Vollek a mir sollen zu eise Wäerter stoen, an dofir wäerte mir déi Motioun (veuillez lire: Resolutioun) mat aller Vehemenz ofleenen!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Lorsché. Dann huet den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci. Ech wollt Iech soen, dass mir déi heite Resolutioun och net wäerte matstëmmen. Ech soen Iech och firwat: Mir hunn ..., déi éischte Kéier, dass ech mech kann erënneren, dass d'Chambersgebai beliicht war, dat war, wéi mer 75 Joer Befreiung vun Auschwitz gefeiert hunn, wann een dat kann eng Feier nennen. Et war natierlech keng Feier, mee et war ..., mir hunn eis dorun erënnert. Dat war déi éischte Kéier.

Mir hunn d'Chamber beliicht, wéi d'Orange Week war, dat heescht d'Woch, wou mer eis ausgeschwat hu géint d'Gewalt an alle Formen. Um Nationalfeierdag, kann ech mech erënneren, dass et emol rout-wäiss-blo war. Am Moment ass d'Pride Week, wou mer eis Solidaritéit deklaréiere mat der Communautéit LGBTIQ+. An ech sinn der Meenung, dass mir, d'Politick a jiddwer Eenzelne vun eis heibannen, solle Faarf bekenne fir Fräiheet, fir Toleranz, fir Gläichheet, géint Diskriminatioun, géint Haass a géint Gewalt! An dofir stëmme mir déi heite Resolutioun net mat.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Baum. Dann huet d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech hu misse schmunzelen, wéi ech déi Resolutioun gelies hunn. Et gëtt keng Neutralitéit, dat weess all politesch denkende Mënsch, an och Institutioune sinn net neutral. Mir wënschen eis, dass d'Chamber sech méi engagéiert. Den Här Bauler huet grad gesot, voilà, dass d'Chamber sech schonn oft engagéiert ... Pardon, sorry, den Här Baum, pardon, den Här Baum huet et grad gesot, effektiv. An d'Chamber kéint sech nach méi engagéieren an dat wär gutt.

Mir wënschen eis eng Chamber, déi sech eeben nach méi engagéiert a firwat net fir all déi aner ënnerdréckt Vëlker. Mir hunn d'Ukrain hei schonn erausgehaang, och de Fändel vun der Ukrain houng do legitimmerweis. Mee mir kéinten och nach aner Fändelen dohinnerhänken. Mir kéinten och de Julian Assange dohinnerhänken. D'ailleurs, Dir sidd interessanterweis dem Grupp vun der Chamber bäigetrueden, fir de Julian Assange ze ënnerstëtzen. Firwat net méi Zeechen dohinnerhänke fir déi Valeuren, fir déi mer eis engagéieren?

Voilà, mir ... an en plus, interessanterweis, ass jo gëschter eréischt déi Nott komm, déi den Här Yves Cruchten ugefrot hat, awéiwäit mir Parlamentarier an d'Chamber sech sollen engagéieren. An do steet, dem internationale Recht no: D'Konklusioun vum internationale Recht an deenen Traitéen, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet, mécht, dass mir, de Staat Lëtzebuerg an d'Institutiounen, eis solle fir déi Leit, déi ënnerdréckt Leit, Minoritéiten, engagéieren. Dat heescht, et ass souguer eng Obligatioun vun eis, fir dat ze maachen. Mir missten eis nach méi engagéieren.

Also, voilà, fir eis ass dat heiten absolutt lachhaft. A mir mengen, dass mer net fir eis hei sinn. Mir sinn hei, fir eis ze engagéiere fir Leit, deenen et net gutt geet, fir Minoritéiten, déi ënnerdréckt ginn, fir Changementer, déi mer wëllen. Mir sinn net hei, fir de Status quo ze verteidegen, mee fir Changementer an d'Richtung vun enger méi inklusiver, nohalteger Gesellschaft. Voilà, an dat sinn Zeechen, déi mer setzen.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et kuerz. Et ass fir eis wichteg, datt mir eis asetze géint Diskriminéierung, géint Haass a Gewalt, datt mer dat och weisen. Mir hunn e Gremium, deen dat mécht, dat ass de Bureau, an dat soll och weider esou gemaach ginn. An dofir wäerte mer dës Resolutioun net matstëmmen.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Madamm Hansen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ze weisen, datt Gewalt géint Fraen hei am Land keng Plaz dierf hunn, datt d'LGBTIQ+-Gesellschaft eis Ënnerstëtzung brauch, datt mer d'Ukrain an hiren donkelste Stonnen ënnerstëtzen, kuerz gesot: datt mir d'Mënscherechter vu Minoritéite verteidegen, ass keen Zeeche vu Parteilechkeet, wéi d'ADR hei behaapt, mee vu Mënschlechkeet. Mir liewen hei an enger Demokratie an do sollte mer alleguerte gläich sinn, onofhängeg vu Geschlecht, der Bezéiung, der Hautfaarf oder der Relioun. Mee leider ass dat an der Realitéit net ëmmer an iwwerall esou.

Drop opmierksam ze maachen, wann d'Rechter vu Mënsche mëssuecht ginn an dorun eppes änneren ze wëllen, ass fir mech kloer en Deel vu menger Aarbecht als Deputéierten an och eng Fonctioun vun der Chamber. Firwat sollten d'Leit d'Chamber wielen, wann d'Chamber duerno d'Ae virun Ongerechtegkeeten einfach zouméicht. Jo, d'Chamber ass eng wichteg Institutioun vum Staat, den éischte Pouvoir. A grad well se esou wichteg ass, ka si sech net erlaben, virun de groussen Ongerechtegkeete vun eiser Zäit neutral ze bleiwen.

Mir Piraten hunn hei an der Chamber virun zwee Joer eng Resolutioun agereecht, fir offiziell aus Lëtzebuerg eng LGBTIQ-Freedom-Zone ze maachen, wéi mer gewuer gi sinn, datt Pole sougenannt LGBTIQ-fräi Zonen ausgeruff hat. Dat war en eklatante Verstouss géint all eis Wäerter, an dofir si mer eeben net neutral bliwwen a glécklecherweis déi ganz Majoritéit vun eis heibannen och net.

Mir Piraten halen un dëser Astellung fest. Mir sti fir Mënschlechkeet a fir eng Politick, déi de Courage huet, Ongerechtegkeeten opzeweisen an unzegoen. Dofir ënnerstëtze mer d'Approche vun der Chamber, wann et dréms geet, Solidaritéit ze weisen. An dofir steet et fir eis ausser Fro, dës Resolutioun matzestëmmen. Ech sinn houfreg, wann eis Fassad a Reeboufaarwe liicht. E puer Faarwe gräifen d'Dignitéit vun dëser Chamber net un, anescht wéi esou munch traureg Resolutiounen!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci villmools, Här Clement. An da freet den Auteur nach eng Kéier d'Wuert. Här Kartheiser, wannechgelift.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR), auteur | Jo, villmools merci, Här President. Dat ass ganz interessant, wat elo hei gesot ginn ass. Ech wëll d'Kolleege vläicht e bëssen op déi Finessen an de Räsonementer opmierksam maachen, déi ee sollt matbedenken, wann een esou eppes wéi dat heiten diskutéiert. Et deet eis leed, datt mer hei éischter eng partisan Approche wéi eng neutral Approche huelen, mee ech wëll Iech emol soen, wou d'Gefore leien, wann een eng Cause generell ënnerstëtzt.

Mir hunn, fir elo dat aktuellt Beispill ze huelen, dat och den Här Clement zitéiert huet, vun der LGTBQI-an-esou-weider-Beweegung ...

*(Interruption)*

... e Fuerderungskatalog kritt. Mir hunn alleguer e Fuerderungskatalog kritt virun e puer Deeg mat de Fuerderunge vun där Beweegung. An et wonnert mech zum Beispill, datt eng CSV dat iwwerhaapt matënnerstëtzt. Mee ech wëll Iech just e puer Beispiller soen, fir Iech ze soen, mat wat sech dann identifizéiert gëtt.

Also, d'Fuerderunge sinn: d'Geschlecht an offiziellen Dokumenter a Regësteren ze sträichen, also net méi Mann a Fra.

*(Interruption)*

Ech weess net, ob d'CSV domadder d'accord ass. Et schéngt es awer. D'Fuerderung ass, d'Begrëffer „Papp" a „Mamm" duerch den neutrale Begrëff „Elteren" ze ersetzen. Mir als ADR denken, datt d'Leit selwer nach „Monsieur et Madame" sinn, Här a Madamm, an datt och „Papp" a „Mamm" als Wierder sollen erhale bleiwen.

*(Interruption)*

Hei gëtt zum Beispill gefrot, datt an de Schoulen, an de Schoulen ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Är Zäit ass laang ofgelaf!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR), auteur | ... solle „Jongen" a „Meedercher", all geschlechtsspezifesch Bezeechnung vun de Kanner, gestrach ginn an esou weider an esou virun, 40 Säite Fuerderungen.

Mir sinn och der Meenung, datt homosexuell Mënschen net däerfen diskriminéiert ginn – selbstverständlech! Awer et ass en Ënnerscheed tëschent enger Iddi

vun enger Netdiskriminéierung an engem Respekt vun der Dignitéit vun all Mënsch, egal wéi déi sexuell Orientéierung ass, an enger Identifizéierung mat enger Beweegung, déi Fuerderunge stellt, déi an déi grondleeënd Elementer vun eiser Gesellschaftsuerdnung wëllen agräifen.

An ech mengen, et sinn déi Iwwerleeungen, déi ee sech och muss maachen, amplaz sech pauschal – aus engem gudde Gefill eraus dacks – mat eppes wëllen ze solidariséieren, wou et awer ganz interessant ass, fir ëmmer emol dohannert ze kucken a sech wierklech ze iwwerleeën, ob mir net och als Institutioun eng Dignitéit hunn, eng Roll an esou weider, déi sech iwwer partisane Revendicatiounen ëmmer muss gesinn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen,** Président | Merci, Här Kartheiser.

Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert d'Resolutioun kommen.

***Vote sur la résolution***

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass bei 3 Jo-Stëmme géint 54 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Martine Hansen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Max Hengel), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Mir sinn domat um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 17.39 heures.)*

# Questions au Gouvernement

## Sommaire


| Objet | Nº | Auteur | Page |
|---|---|---|---|
| Projet d'accès au cannabis médicinal | 7876 | Sven Clement | 63 |
| Dysfonctionnements au SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique) | 7877 | Fernand Kartheiser | 64 |
| Cadence du tram durant les vacances scolaires | 7879 | Myriam Cecchetti | 64 |
| Lipœdème | 7880 | Marc Spautz | 64 |
| Situation des animaux domestiques des réfugiés | 7881 | Jeff Engelen | 65 |
| Traitement médical de patients utilisant du cannabis médical | 7882 | Sven Clement | 65 |
| Introduction de brancards électriques | 7883 | Sven Clement | 65 |
| Interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg | 7884 | François Benoy | 65 |
| État des fours à chaux à Rumelange | 7885 | Marc Spautz | 66 |
| Médecins spécialistes au Luxembourg | 7886 | Elisabeth Margue, Max Hengel | 66 |
| Étude sur le glyphosate | 7887 | Martine Hansen | 67 |
| Règlements grand-ducaux dans le cadre de la loi sur la protection de la nature | 7888 | Martine Hansen | 67 |
| Échange de terrains étatiques avec la fondation « Hëllef fir d'Natur » | 7889 | Martine Hansen | 68 |
| Subvention d'intérêt pour prêt climatique | 7890 | Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti | 68 |
| Campagne de sensibilisation sur la finance durable | 7891 | Nathalie Oberweis | 69 |
| Installations photovoltaïques dans la zone verte | 7892 | Martine Hansen | 70 |
| Vaccin contre le zona | 7893 | Marc Lies | 70 |
| Utilisation d'une smartwatch en combinaison avec une eSIM | 7895 | Laurent Mosar, Diane Adehm | 70 |
| Reconversion professionnelle | 7896 | Marc Spautz | 71 |
| Création d'entreprises dans le canton de Wiltz | 7897 | André Bauler | 71 |
| Statistiques concernant la garde d'enfants | 7898 | Martine Hansen | 72 |
| Paiement de la rémunération pour la ligne de garde d'urgence | 7899 | Jeff Engelen | 72 |
| Scolarisation des enfants atteints de dysphasie | 7900 | Fred Keup | 72 |
| Conflit d'intérêt au sein du CGIE | 7901 | Fred Keup | 73 |
| Utilisation du crayon pour voter dans le cadre des élections communales | 7902 | Marc Goergen | 74 |
| Reprise d'exercer d'un médecin généraliste | 7903 | Marc Goergen | 74 |
| Données concernant le logement | 7904 | Sven Clement | 74 |
| Problèmes auprès de l'Administration des contributions | 7905 | Sven Clement | 75 |
| Recours contre les résultats d'examens au LTPS | 7906 | Martine Hansen | 76 |
| Trafic routier dans les alentours de Kayl, Tétange et Rumelange | 7907 | Marc Spautz | 76 |
| Dépôt des actes notariés | 7908 | Roy Reding | 76 |
| Accident de circulation d'un stagiaire du CGDIS | 7909 | Gusty Graas | 77 |
| Télétravail dans la fonction publique | 7910 | Fred Keup | 77 |
| Formation des instructeurs de la conduite automobile | 7911 | Cécile Hemmen | 77 |
| Accessibilité des trains | 7912 | Marc Goergen | 78 |
| Schéma de fraude dit « CumCum » | 7913 | Yves Cruchten, Dan Biancalana | 78 |
| Chantiers sur la collectrice du Sud à Pétange | 7914 | Marc Goergen | 78 |
| Construction d'une éolienne à Bourglinster | 7915 | André Bauler | 79 |
| Installation de radars à Saeul | 7916 | Carlo Weber | 79 |
| Situation actuelle au sein des entreprises du secteur immobilier et de la construction | 7917 | Semiray Ahmedova | 79 |
| Procédures dans le cadre de la construction de bâtiments publics | 7918 | Marc Spautz | 80 |
| Enseignants des Écoles européennes | 7919 | Martine Hansen | 80 |
| Immatriculation des voitures des réfugiés ukrainiens | 7920 | Fernand Kartheiser | 80 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Geo-tracking par les CFL au nouveau P&R à Rodange | 7921 | Marc Goergen | 81 |
| Validité du passeport | 7922 | Nancy Arendt épouse Kemp | 82 |
| Oncologie pédiatrique | 7923 | Nancy Arendt épouse Kemp | 82 |
| Finances communales | 7924 | Marc Lies | 82 |
| Vaccins contre la Covid-19 | 7925 | Marc Spautz | 83 |
| Contournement d'Alzingen | 7926 | Marc Lies | 83 |
| Résultats de la consultation nationale des acteurs de l'école fondamentale | 7927 | Martine Hansen | 83 |
| Impact de l'évolution démographique sur le marché du logement | 7928 | Marc Goergen | 84 |
| Étude « Plan d'organisation du travail » | 7929 | Carole Hartmann | 84 |
| Impact financier du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat | 7930 | Fred Keup | 84 |
| Augmentation du prix des produits du tabac | 7931 | Mars Di Bartolomeo | 85 |
| Dépôts en espèces auprès des banques | 7932 | Max Hengel, Laurent Mosar | 85 |
| Appel d'offres pilote pour projets « agri-PV » au Luxembourg | 7933 | Martine Hansen, Paul Galles | 85 |
| Inscription en ligne aux élections communales | 7934 | Elisabeth Margue | 86 |
| Lancement de la campagne de sensibilisation sur l'eau du robinet | 7936 | Myriam Cecchetti | 86 |
| Négociations sur la nouvelle convention collective de Cargolux | 7938 | Marc Spautz | 86 |
| Dommages causés par le gibier dans des réserves naturelles | 7939 | Martine Hansen | 87 |
| Qualité des transports publics et du service Adapto | 7940 | Marc Lies | 87 |
| Directeur du service technique des communes | 7941 | Aly Kaes | 88 |
| Délégués du Gouvernement | 7942 | Sven Clement | 88 |
| Mise en valeur de la Constitution à la place de la Constitution | 7943 | Mars Di Bartolomeo | 89 |
| Recueil des instructions ministérielles et notes de service | 7944 | Martine Hansen | 89 |
| Admissions conditionnelles d'enseignants | 7945 | Martine Hansen | 89 |
| Bachelor en formation pédagogique | 7946 | Martine Hansen | 90 |
| Ligne scolaire K45 | 7947 | André Bauler | 90 |
| Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme | 7948 | Paul Galles | 90 |
| Analyse des propositions du « Klimabiergerrot » | 7949 | Sven Clement, Marc Goergen | 90 |
| Limitation des arrivées à l'Aéroport de Luxembourg | 7950 | Sven Clement | 91 |
| Évolution du réseau des pistes cyclables | 7951 | Marc Goergen | 91 |
| Responsabilité dans le cas de transmission de maladies lors du don de sang | 7952 | Octavie Modert | 92 |
| Analyse des propositions du « Klimabiergerrot » | 7953 | Paul Galles | 92 |
| Responsabilité sur l'alerte par sirène dans les communes | 7954 | Aly Kaes | 92 |
| Recrutement de moniteurs de natation | 7955 | André Bauler, Claude Lamberty | 92 |
| Proposition de règlement de la Commission européenne établissant des règles en vue de prévenir et de combattre les abus sexuels sur enfants | 7956 | Francine Closener | 93 |
| Reconnaissance des diplômes | 7957 | Sven Clement | 93 |
| Constructions à fins pédagogiques en zone verte | 7958 | Martine Hansen | 94 |
| Refus de versement de primes Klimabonus | 7959 | Myriam Cecchetti | 95 |
| Stratégie pour combattre le sans-abrisme | 7960 | Paul Galles | 95 |
| Changement de numéro d'immatriculation d'un véhicule déjà immatriculé | 7961 | Marc Goergen | 95 |
| Garanties d'achèvement pour des ventes de logements sur plan | 7963 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 96 |
| Hausse des taux d'intérêt | 7964 | Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana | 97 |
| Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme | 7965 | Martine Hansen | 97 |
| Gratuité du parking des CFL à Belval | 7966 | Simone Asselborn-Bintz | 97 |
| « e-Bichelchen » | 7967 | Francine Closener | 98 |
| Gratuité des transports publics pour frontaliers | 7968 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | 98 |


**Projet d'accès au cannabis médicinal** | Question **7876** (07/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Mee 2022 gouf een éischte Rapport zum Pilotprojet vum medezinnesche Cannabis publizéiert. Mëttlerweil ass d'Verschreiwung vu medezinneschem Cannabis säit 4 Joer zu Lëtzebuerg méiglech.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Firma gouf ausgewielt, fir de Stockage an d'Liwwerungen un d'Klinicken ze iwwerhuelen? Op Basis vu wat fir enge Krittäre gouf dës Firma ausgewielt?

2. Am Kader vun der Evaluatioun goufe verschidde Problemer mat dem Logiciel „MSCAN" festgestallt. Dofir sinn d'Auteuren der Meenung, dass e Lien mat dem Persouneregëster an dem MedPerSanitas, dem Regëster vun den Dokteren hei am Land, géif Encodatiounsfeeler verhënneren.
Wéi steet de Ministère (och eng Vue vum Tiers payant généralisé) zu dëser Recommandatioun?

3. An der Äntwert op d'Fro N° 7112 huet d'Madamm Ministesch erkläert:

„Bis op den 30. November 2022 si 6 Fläsche Cannabisueleg aus dem Stock erausgaangen."

An der Äntwert op d'Fro N° 6171 hat d'Madamm Ministesch erkläert, dass den 30. Mee 2022 ronn 300 Fläschen Ueleg am Stock wieren.
– Wéi vill Fläschen Ueleg si mëttlerweil u Patiente verdeelt ginn?
– Gëllt nach ëmmer eng Limitatioun, fir den Ueleg just un nei Patienten ze verdeelen?

4. Am Rapport gëtt dann och erklärt, wéi d'Verschreiwungen um medezinnesche Cannabis gehandhaabt ginn. Anescht wéi bei normalen Ordonnancen, ginn hei Carnets à souche un d'Doktere verdeelt, déi si och mussen zréckschécken un d'Division de la pharmacie et des médicaments, fir een neie Block ze kréien.
Ass dëse System, dee méi Opwand fir d'Doktere bedeit, bäibehale ginn?
– Wa jo, firwat?
– Wann nee, duerch wat gëtt en ersat?

5. Vu Februar 2019 op Februar 2021 ass eng Hausse vun 360 % vun de Verschreiwunge vu medezinneschem Cannabis festgestallt ginn. Spidolsapdikte kruten an dësem Zäitraum 778 % méi Cannabis geliwwert.
– Wéi huet de Volume u geliwwertem Cannabis säit Februar 2021 bis haut evoluéiert?
– Wéi hunn d'Verschreiwunge säit Februar 2021 evoluéiert?

6. 70 % vun de Patienten hu wärend der Pilotphas ëmmer dee selwechte Produit gehollt. Dëst weist, wéi wichteg eng ofgeséchert Liwwerketten ass. Eng Recommandatioun aus dem Rapport ass ganz kloer, fir d'Fournisseuren ze diversifizéieren. D'Gesondheetsministesch an de Landwirtschaftsminister haten an deem Kontext fir Enn 2022 eng juristesch Etude ugekënnegt, fir den Ubau vu medezinneschem Cannabis zu Lëtzebuerg ze erlaben.
Bis wéini viséieren d'Ministèren, dass dëse Projet soll an d'Realitéit ëmgesat ginn?

7. Wäert d'Regierung op de Wee vun enger Verdeelung vum medezinnesche Cannabis duerch „normal" Apdikte goen, wéi et och am Rapport recommandéiert gëtt?
– Wa jo, wat ass hei den Zäitraum?
– Wann nee, firwat gouf d'Recommandatioun vum Rapport net ëmgesat?

**Réponse** (16/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Auswielprozedur vun engem lëtzebuergesche Grossist fir d'Liwwerungen a fir de Stockage gouf am Kader vun der Prozedur vum Marché négocié decidéiert. Fir de Stockage an d'Liwwerunge vu medezinneschem Cannabis gëllen déi generell Krittäre fir Stupefianten: De Grossist muss eng Stupefiantslizenz zu Lëtzebuerg hunn, fir déi dierfen ze handhaben, an d'Méiglechkeet, déi Produiten ënnert Verschloss ze lageren, konform zum Artikel 3 vum Règlement grand-ducal du 19 février 1974 portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente des substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie. Heifier gouf Hospilux SA zréckbehalen.

ad 2. Säit der Veröffentlechung vum Rapport goufen un der Plattform MSCAN verschidden Upassunge gemaach. Den MSACN ass am Moment awer nach net un de Persouneregëster ugeschloss ginn. Wat den Tiers-payant généralisé ugeet, deen den honorabelen Deputéierte mentionéiert, muss drop higewise ginn, dass Patienten am Cannabisprogramm aktuell keng finanziell Charge hunn.

ad 3. Tëscht dem 1. September 2022 an dem 30. Mäerz 2023 goufen insgesamt 149 Fläsche Cannabisueleg u Patiente verdeelt. Säit dem 23. Januar 2023[1] si sämtlech Limitatiounen opgehuewen. All Patient ka Cannabisueleg verschriwwe kréien.

ad 4. Laut dem Gesetz vum 19. Februar 1973 an sengem Artikel 30-1, dierfe Betäubungsmëttel nëmmen u Patiente verdeelt ginn, wann dës op engem Carnet à souches verschriwwe gi sinn. Well de Cannabis ënnert d'Betäubungsmëttel fält, ass de System mat dem Carnet à souches bäibehale ginn.

ad 5. 2021 goufen 157 kg Cannabis importéiert an 2022 waren et 283 kg.

Evolutioun vun de Verschreiwunge säit Februar 2021[2]:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

2021 goufen 2.378 Ordonnancë verschriwwen, 2022 waren et der 4.881, a vum 1.1.2023 bis 21.4.2023 waren et der 1.751.

ad 6. De Gesondheetsministère verweist op d'gemeinsam Äntwert vun der Madamm Gesondheetsministesch a vum Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung op d'parlamentaresch Fro N° 7805 vum 21. Mäerz 2023 vun der honorabeler Deputéierter Madamm Martine Hansen.

ad 7. Aktuell ass heifir keen Zäitraum virgesinn. D'Cannabisgesetz vum 18. Juli 2018 gesäit vir, dass medezinnesche Cannabis just a Spidolsapdikten dierf verdeelt ginn. Dofir ass och an enger nächster Phas envisagéiert, dëst weiderzeféieren.

**Dysfonctionnements au SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique)** | Question **7877** (11/04/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 22. Mäerz 2023 war op RTL ze liesen, datt, nodeems d'Resultater vun dräi Auditten an enger Kommiteesreunioun vum SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique) virgestallt goufen, de laangjärege President vum SIGI seng Demissioun eraginn huet.

An engem Audit ass et ëm d'Gestioun vum Personal gaangen, wou Mobbingreprochë géint d'Personal am Raum stoungen. 40 Prozent vun de Mataarbechter hu gesot, si wiere selwer schonn Affer vun engem Konflikt gewiescht, a méi wéi all Zweeten huet gesot, hie wier Zeie vun engem Konflikt gewiescht. Och d'Transparenz am Beräich vun der Gestion financière gouf auditéiert. Am finalen Audit gouf d'Zefriddenheet vun de Clienten analyséiert: Do gouf eng grouss Onzefriddenheet bei de grousse Gemenge festgestallt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Konsequenze gëtt et fir d'Personalféierung am SIGI?

2. Wéi kann et sinn, dass op Basis vun der Buchféierung keng richteg finanziell Analys konnt gemaach ginn?

3. Wéi eng Konsequenze sinn aus dem finanziellen Audit gezu ginn?

4. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi de SIGI ka méi transparent ginn a wéi d'Strukture reforméiert ginn, fir méi Onofhängegkeet a méi Kontroll ze erméiglechen? Wéi solle méiglech Interessekonflikter an Zukunft verhënnert ginn?

**Réponse** (12/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

ad 1. Mat Hibléck op d'Gemengenautonomie an d'Attributioune vun den Exekutivorganer am Gemengesecteur ass et wichteg ze rappeléieren, dass d'Entscheedungen am Beräich vun der Personalgestioun vum Bureau vum SIGI geholl ginn.

D'Membere vum Bureau hu mir bestätegt, dass dem Personaldirekter, deen am Statut vum Salarié agestallt war, gekënnegt gouf. Decisiounen zu eventuell weideren Disziplinarprozedure stinn nach aus. D'Problemer, déi duerch den Audit am Beräich Personal identifizéiert goufen, hunn ausserdeem dozou gefouert, dass de Bureau eng Plainte, déi de gesamte Volet vun der Personalgestioun ëmfaasst, beim Parquet deposéiert huet.

ad 2. De SIGI huet sech un déi gesetzlech a reglementaresch Bestëmmunge vun der Gemengecomptabilitéit ze halen, wat och vum Inneministère kontrolléiert gëtt.

Laut senge Statute kann de SIGI eng analytesch Comptabilitéit maachen, ass awer net dozou verflicht.

ad 3. Den Inneministère ass amgaangen, déi Analys ze maachen. D'Resultater aus dem Finanz-Audit wäerten an déi kommend Kontroll vun de Konte mat afléissen.

An deem Kontext weisen ech drop hin, dass den Inneministère e Contrôle de légalité mécht a kee Contrôle d'opportunité. Des Weidere profitéieren déi kommunal Entitéiten och bei hirer Finanzgestioun vun de Prinzippie vun der Gemengenautonomie.

ad 4. Fir dës Fro verweisen ech den Deputéierten op meng Äntwerten zu de Froen 2 an 3 vun der parlamentarescher Fro N° 7848.

**Cadence du tram durant les vacances scolaires** | Question **7879** (11/04/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

La cadence du tram est passée de 4 à 5 minutes pendant les vacances de Pâques. Aux heures de pointe, les rames sont donc bondées, ce qui diminue considérablement le confort des nombreux passagers qui profitent du tram y compris pendant les vacances.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer sur quelles données se fonde la décision de réduire la cadence durant les périodes de vacances scolaires ?

2) Les autres transports publics n'ont pas fait l'objet d'une telle réduction de cadence. Pourquoi ?

**Réponse** (22/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée demande des renseignements quant au cadencement du tram durant les vacances scolaires.

Tout d'abord, il est important de savoir que tous les tramways sont équipés d'un système embarqué de comptage voyageurs. Ainsi nous pouvons suivre au quotidien la fréquentation et la charge des rames. Cet équipement permet à Luxtram de planifier et d'adapter son offre avec flexibilité dans la limite des moyens disponibles.

La fréquentation en semaine et hors vacances scolaires dépasse aujourd'hui les 95.000 voyageurs. Pendant les vacances scolaires de Pâques elle a diminué pour atteindre une moyenne de 80.000 voyageurs par jour.

Pour répondre à cette variation de fréquentation la cadence est passée de 4 à 5 minutes pendant la journée à l'occasion des vacances de Pâques. Pendant les heures de pointe du matin, entre 6.30 heures et 9.30 heures, la cadence par contre reste fixée à 4 minutes.

Les cadences en soirée et le weekend sont inchangées pendant la période de vacances scolaires.

La réduction de la fréquentation pendant les vacances scolaires est principalement liée à la fermeture des établissements scolaires. Contrairement à d'autres opérateurs de transport, Luxtram n'exploite pas de lignes scolaires spécifiques.

Cette adaptation des cadences permet d'optimiser les ressources liées à l'exploitation du tramway.

**Lipœdème** | Question **7880** (12/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Patienten, déi ënnert der Fettverdeelungsstéierung Lipödem leiden, hunn net nëmme vill Péng, si leiden och dacks ënnert der psychescher Belaaschtung, déi dës onheelbar Krankheet mat sech bréngt. Och feelt et hei zu Lëtzebuerg u spezialiséierten Dokteren, soudatt et dacks laang dauert, bis déi richteg Diagnos gestallt gëtt.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Gesondheetsministesch an un de Sozialminister stellen:

1. Wéi vill Leit sinn hei zu Lëtzebuerg vu Lipödem betraff?

2. Wéi vill Patiente sinn an de leschte fënnef Joer hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland dowéinst operéiert ginn?

3. Firwat iwwerhëlt d'CNS d'Käschte vun enger Liposuktioun eréischt ab dem 3. Stadium, dat obwuel Studie beleeën, datt eng Operatioun zu engem méiglechst fréien Zäitpunkt besser Resultater bréngt an esou de Betraffene vill Leed a Péng erspuert?

4. Bei wéi vill Patienten huet d'CNS d'Käschte vun enger Operatioun hei zu Lëtzebuerg oder am Ausland iwwerholl?

5. Wéi bewäert d'Regierung d'Fuerderung vun dem Interesseverband „Lipödem Lëtzebuerg", datt d'CNS d'Käschte vun enger Liposuktioun schonn an engem méi fréie Stadium iwwerhuele soll?

6. Wat fir aner Behandlungsmethoden iwwerhëlt d'CNS a wéi héich ass den Taux, deen d'CNS vun de Käschten iwwerhëlt?

7. Denkt d'Regierung drun, fir en Zentrum fir eng spezifesch Lipödem-Behandlung hei zu Lëtzebuerg opzebauen?
– Wa jo, wéi kéint esou en Zentrum ausgesinn?

[1] Communication de la Circ.08.23 « Accès général aux huiles de cannabis médicinal »
[2] Source : Plateforme de délivrance et de suivi MSCAN

**Réponse** (16/05/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Eng Datebank mat Lipödem-Patiente gëtt et net. Deementspriechend ass et net méiglech, eng genee Zuel ze ginn. Etudë weisen awer, datt ongeféier 10 % vun de Fraen – de Lipödem trëtt an der grousser Majoritéit vun de Fäll bei Fraen op – vum Lipödem betraff sinn an de verschiddene Stufen.

ad 2. Eenzeg fir déi Akten, déi vun der Krankeversécherung iwwerholl ginn, sinn Donnéeë verfügbar. Déi Interventiounen, déi vum Assuré selwer iwwerholl ginn, kënnen net vun der CNS erfaasst ginn.

ad 3. D'Krankeversécherung iwwerhëlt just d'Käschte vun den Akten, Servicer an d'Ausstattungen, déi an der Nomenclature an an den Texter vun de Statute vun der Gesondheetskeess festgehale sinn.

Duerch den Avis vun der Cellule d'expertise médicale (CEM) vum 14. Mee 2020 als Äntwert op eng Saisine iwwer d'Ufro vun der Aféierung vun zwee Akten am Zesummenhang mat der Prise en charge vun der chirurgescher Behandlung vum Lipödem an op ausféierlech Recommandatioun vum 23. November 2022, sinn déi existéierend Techniken an hir Notzung am Stade 3 beschriwwen. Et ass drop opmierksam ze maachen, dass Däitschland an d'Schwäiz d'Prise en charge am selwechte Stadium virgesinn an dëst ouni Erweiderung zum aktuellen Zäitpunkt. A Frankräich an an der Belsch existéiert keng Prise en charge vun der chirurgescher Behandlung (Ameli.fr 2020, CCAM 2020, INAMI 2020).

Et ass weiderhin ze präziséieren, datt Lëtzebuerg praktesch dat éischt Land war, an deem dës Prise en charge ab dem Stadium 3 agefouert gouf.

ad 4. De follgenden Tableau informéiert iwwert d'chirurgesch Interventiounen am Ausland vun de leschte 5 Joer, bei deenen d'Krankeversécherung fir d'Prise en charge opkomm ass.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

An deem Kontext ass awer ze betounen, dass d'Resultater musse mat enger gewësser Virsicht geholl ginn, well déi international Klassifikatioun vun de Krankheeten (CIM-10 ou ICD-10 op Englesch) vun der Weltgesondheetsorganisatioun kee spezifesche Code fir de Lipödem virgesäit.

ad 5. Bei enger Reunioun, déi den 19. Abrëll 2023 tëschent dem Ministère vun der sozialer Sécherheet an der Associatioun „Lipödem Lëtzebuerg" stattfonnt huet, gouf zeréckbehalen, datt géif en Aarbechtsgrupp gegrënnt ginn, fir ze analyséieren, wéi een d'Prise en charge am Kader vun enger Lipödem- oder Lymphödem-Erkrankung ka verbesseren. Dës betrëfft eng Rei Punkten ewéi Kompressiounskleeder.

Hei sollen och d'Erfarungen aus de Pilotprojeten, déi aktuell a verschiddene Länner lafen, an natierlech déi rezentst medezinnesch Erkenntnisser – de Lipödem ass nach net komplett erfuerscht – an déi Aarbechten afléissen.

ad 6. Am Kader vun enger Lipödem- oder Lymphödem-Erkrankung rembourséiert d'CNS aktuell eng manuell Lymphdrainage vun engem oder vu méi Kierperdeeler (Coden ZK16 an ZK17 an der Nomenclature vun de Kinéen). Aktuell ginn déi Seancen zu 100 % iwwerholl, wann et direkt no enger Operatioun ass oder am Fall vun enger Pathologie lourde, déi an der Annex G vun de Statute vun der CNS virgesinn ass, an zu 70 % fir déi aner Traitementer. Dann iwwerhëlt d'CNS nach d'Käschte vun der Kompressiounstherapie. An deem Kader bezilt d'CNS aktuell 2 Puer Kompressiounskleeder pro Joer an dëst zu engem Taux vun 80 %.

ad 7. Aktuell ass net geplangt, en dediéierten Zentrum fir Lipödem zu Lëtzebuerg ze schafen. Dës Krankheet kann an den aktuelle bestoende Strukture behandelt ginn. Et ass natierlech all Spidol iwwerlooss, fir déi eng oder aner Pathologie (also och fir de Lipödem) eng speziell Kompetenz opzebauen, an eng deementspriechend Offer fir de Patient unzebidden.

**Situation des animaux domestiques des réfugiés** | Question **7881** (12/04/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An enger rezenter Matdeelung vun der „Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire" mam Titel „Abrogation de la dérogation pour l'importation d'animaux en provenance d'Ukraine" heescht et:

« Suite à la guerre en Ukraine, l'importation d'animaux de ce pays dans l'UE a été facilitée par la Commission européenne en ce qui concerne les exigences légales applicables aux mouvements non-commerciaux d'animaux de compagnie. Cette dérogation ayant été supprimée et n'étant plus d'actualité, nous rappelons à tous les acteurs du secteur que tout mouvement d'animaux de compagnie, d'animaux de rente et d'équidés est désormais soumis aux réglementations en vigueur. »

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

– Kann den Här Minister preziséieren, ob et nach ëmmer ukrainesch Flüchtlinge gëtt, déi mat engem Hausdéier op Lëtzebuerg kommen? Wa jo, wier et net sënnvoll, eng national Léisung fir Lëtzebuerg ze fannen, déi gëeegent wier, dëse Mënschen ze hëllefen?

**Réponse** (27/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Et ass mëttlerweil éischter rar, datt Flüchtlinge mat Hausdéieren op Lëtzebuerg kommen. D'lescht Joer hat d'EU an där deemools bestoender urgenter Situatioun decidéiert, déi gesetzlech Ufuerderungen auszesetzen, fir eng séier Hëllef kënnen ze garantéieren. Mëttlerweil sinn déi kompetent Autoritéiten an der Ukrain rëm operationell, sou datt déi legal Ufuerderungen, fir mat Déieren aus der Ukrain an d'EU ze kommen, rëm kënnen ugewannt ginn. Dës Ufuerderunge gëtt et aus sanitären an also och aus Sécherheetsgrënn fir Mënsch an Déier. Lëtzebuerg huet dofir net virgesinn, déi national Ufuerderunge vis-à-vis vun deene vun der EU ze änneren.

**Traitement médical de patients utilisant du cannabis médical** | Question **7882** (12/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Land gëtt et iwwer 800 Patienten, déi mat medezinneschem Cannabis traitéiert ginn. Dës Patienten hunn oft schwéier respektiv onheelbar Krankheeten. Am Fall wou de Patient ënnert chronescher Péng leit, kann et sinn, dass dëse Patient nieft sengem Cannabistraitement och wéilt an Therapië goen. Laut mengen Informatioune kann een hei wéinst dem Cannabiskonsum awer als Patient refuséiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Gëtt et Therapiezentren hei zu Lëtzebuerg, déi Cannabispatiente refuséieren?
– Wa jo, wat sinn déi jeeweileg Grënn dofir?
– Falls d'Madamm Ministesch heizou keng Donnéeën huet, wäert si sech heiriwwer informéieren?

2. Gëtt hei een Ënnerscheed gemaach tëscht Patienten, déi de Cannabisueleg kréien an deenen, déi mat Bléien traitéiert ginn?

**Réponse** (16/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Et ass dem Patient säin Dokter, deen no Indikatiounsstellung eng Ordonnance fir een Traitement mat medezinneschem Cannabis ausstellt. Ambulant traitéiert Patiente kënnen op dëser Basis am Kader vun der Délivrance hospitalière an der Spidolsapdikt vun de Centres hospitaliers de medezinnesche Cannabis zougedeelt kréien.

Dem Gesondheetsministère senge Servicer leie keng Informatioune vir, déi dorobber hindeite géifen, dass Cannabispatienten opgrond vun hirer Therapie an engem Therapiezenter refuséiert goufen.

D'Anhuele vu medezinneschem Cannabis ënnerläit kengem absolutten Ausschlosscritère an deene verschiddenen Therapiezentren.

ad 2. Laut der „loi du 20 juillet 2018 modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie", si souwuel Cannabisueleger grad wéi och Cannabisbléien als „medezinnesche Cannabis" definéiert. Et dierft vun deem Standpunkt hier also och keen Ënnerscheed tëscht Bléien an Ueleg gemaach ginn.

Aus praktescher Siicht gesinn, kann een allerdéngs vermierken, dass déi verschidde Méiglechkeeten, wéi medezinnesche Cannabis vun de Patienten ageholl gëtt, z. B an Uelegform oder duerch eng Vaporiséierung oder Verbrennung, mat de Patiente virun der Opnam an en Therapiezentrum diskutéiert ginn.

D'Fëmme vu medezinneschem Cannabis an engem Zweebettzëmmer vun engem Therapiezenter wär z. B problematesch.

**Introduction de brancards électriques** | Question **7883** (12/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Leit vum CGDIS sinn oft op Brancarden (Tragbahren) ugewisen. Si mussen d'Leit op d'Brancard hiewen an dës dann an hiert Gefier lueden. Béides ka mat vill Kraaftopwand verbonne sinn. Zu de klassesche Brancarde gëtt et mëttlerweil awer och elektresch Alternative respektiv elektresch Hëllefen, déi de Brancard elektresch an d'Ambulanz eranzéien an och erëm eraus op d'Rieder stellen. An der parlamentarescher Fro N° 7023 hat ech d'Madamm Ministesch no Informatiounen zu den elektresche Brancarde gefrot. D'Ministesch huet an der Äntwert erkläert, dass hei Analyse géife lafen, fir den Notzen an de Käschtepunkt vun esou Bahre festzestellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

– Sinn d'Analyse beim CGDIS mëttlerweil ofgeschloss? Wat sinn d'Resultater vun der Analys?

**Réponse** (12/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

De CGDIS huet mech driwwer informéiert, dass seng Analys iwwert d'Aféierung vu Brancarde mat elektronescher Ënnerstëtzung, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7023 un den Deputéierte Sven Clement erwäänt gouf, nach net ofgeschloss ass. Wéi d'Ambulanzen equipéiert ginn, ënnerläit exklusiv dem Établissement public CGDIS a kann dofir och net vun der Regierung respektiv der Inneministesch beäntwert ginn.

**Interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg** | Question **7884** (13/04/2023) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Le règlement général de police de la Ville de Luxembourg interdit depuis plusieurs années déjà toute mendicité organisée ou en bande ainsi que par des personnes accompagnées de mineurs. Lors de sa séance du 27 mars 2023, le conseil communal de la Ville de Luxembourg a adopté l'élargissement de cette interdiction « dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques » à « toute autre forme de mendicité » et ceci de 07.00 heures à 22.00 heures du lundi au dimanche inclus, pour toutes les aires de jeux et parkings publics, pour l'intégralité du centre-ville et les grands axes du quartier de la gare tout comme pour la plupart des parcs et les places publiques principales de la Ville de Luxembourg (art. 42).

Or, il s'avère qu'en 2021, la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg a condamné la Suisse à la suite de l'interdiction générale de la mendicité par la Ville de Genève jugée contraire à la Convention européenne des droits de l'homme. Ensuite, une telle interdiction par un simple règlement général de police d'une commune ne correspond pas aux modifications de la Constitution que la Chambre des Députés a définitivement adoptées le 22 décembre 2022 et qui entreront en vigueur le 1er juillet 2023. Le nouvel article 37 stipule en effet que toute « limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires dans une société démocratique et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui ». En l'absence d'une telle base légale au 1er juillet 2023, l'article 42 du règlement général de police de la Ville de Luxembourg sera en fait contraire à l'article 37 de la Constitution et donc juridiquement inapplicable. Considérant que le Ministère de l'Intérieur doit désormais analyser la conformité du règlement général de police prémentionné et l'approuver le cas échéant endéans un délai de 3 mois, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre :

1) Quel est le dernier jour du délai d'approbation du nouveau règlement général de police de la Ville de Luxembourg, voté le 27 mars 2023 par le conseil communal ?

2) Ce délai venant le cas échéant à échéance que quelques jours avant l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution au 1er juillet 2023, Madame la Ministre entend-elle se baser d'ores et déjà sur les dispositions de la nouvelle Constitution pour analyser la conformité du règlement général de police prémentionné ?

3) Madame la Ministre, n'estime-t-elle pas qu'au niveau communal, tout règlement général de police doit respecter les principes fondamentaux de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et que le Ministère de l'Intérieur, en tant que Ministère de tutelle, doit éviter tout risque de condamnation de l'État luxembourgeois par la Cour européenne des droits de l'homme pour des décisions communales non conformes à la CEDH ?

4) Madame la Ministre, est-elle en fin de compte d'avis que le nouveau règlement général de police de la Ville de Luxembourg remplit lesdites conditions de conformité à la CEDH et à la future Constitution luxembourgeoise ?

**Réponse** (16/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'honorable Député s'enquiert du cadre juridique applicable en matière d'approbation du règlement général de police de la Ville de Luxembourg par l'autorité supérieure, et plus particulièrement de son article 42 visant l'interdiction de la mendicité.

ad 1) Ma décision est intervenue le 15 mai 2023, soit avant l'expiration du délai, le 30 juin 2023.

ad 2) La décision d'approbation ou de refus d'approbation est rendue en fonction de l'ordonnancement juridique applicable au moment où le conseil communal de la Ville de Luxembourg a délibéré.

ad 3) L'article 29, alinéa 2, de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 dispose que les règlements communaux ne peuvent pas être contraires aux lois et aux règlements. Le terme de « loi » n'est pas pris en son sens formel, mais matériel, désignant ainsi aussi bien la loi que les autres normes supérieures, telles que les traités et conventions internationales qui entrent en compte dans l'examen de légalité des règlements soumis à mon approbation.

ad 4) En date du 15 mai, j'ai refusé d'approuver l'article 42 du règlement de police générale de la Ville de Luxembourg, entre autres pour être contraire à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

**État des fours à chaux à Rumelange** | Question **7885** (13/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Ufank Abrëll ass zu Rëmeleng d'Stëtzmauer bei den ale Kalleksiewen zum Deel zesummegebrach. De Problem war zanter Jore bekannt. Op der enger Säit ass elo d'Stabilitéit vun der Rue la Bruyère, den eenzegen Zougang zur Cité Kierchbierg, a Gefor. Ausserdeem kéinten d'Kalleksiewen, déi zanter 1988 ënner Denkmalschutz stinn an trotzdeem an engem relativ schlechten Zoustand sinn, weider a Matleedenschaft gezu ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Kulturministesch stellen:

– Wat wëll d'Regierung maachen, fir déi denkmalgeschützte Kalleksiewen zu Rëmeleng ofzesécheren a laangfristeg ze erhalen?

– Ass d'Regierung der Meenung, datt de Site vun de Kalleksiewe laangfristeg muss revaloriséiert ginn?
• Wa jo, gëtt et scho Piste fir e Revaloriséierungsplang?

– Ass d'Regierung bereet, d'Gemeng Rëmeleng bei der Sanéierung vun der Stëtzmauer ze ënnerstëtzen, fir datt de Site vun de Kalleksiewe kann op Dauer ofgeséchert ginn?
• Wa jo, wéi gesäit dës Hëllef genee aus?

**Réponse** (12/05/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

D'Kalleksiewe vu Rëmeleng sinn national geschützt. Duerch dëse Schutzstatus huet de Proprietär op eng fachlech Berodung vum Institut national pour le patrimoine architectural – INPA an op eng finanziell Hëllef vum Kulturministère Usproch. De Staat huet sech esou och schonn engagéiert, andeems en eng Etüd vun engem Ingenieursbüro cofinanzéiert, déi d'Moossname festhale soll, wéi den Erhalt vun de Kalleksiewe laangfristeg garantéiert ka ginn.

Déi nächst Etapp si konservatoresch Aarbechten, déi den INPA och begleede wäert. Da muss effektiv och d'Revalorisatioun vum Site an Ugrëff geholl ginn, dat zesumme mam Proprietär. Den INPA huet an deem Sënn schonn eng Rei Pisten ausgeschafft, déi als Diskussiounsbasis dénge kënnen.

D'Stëtzmauer gehéiert zu der klasséierter Parzell vun de Kalleksiewen. Wéi Ufank Abrëll en Deel vun däser Mauer agebrach war, hat den INPA Kontakt mam Proprietär an huet zougeséchert, och hei als Beroder d'Etüden an d'Reparaturaarbechten ze begleeden. Finanziell Hëllefe sinn och hei méiglech.

**Médecins spécialistes au Luxembourg** | Question **7886** (13/04/2023) de **Mme Elisabeth Margue | M. Max Hengel** (CSV)

Wéi aus aktuelle Berichter an de Medien ervirgeet, gëtt et keng fiabel Donnéeën, wéi vill Kannerdokteren am Moment zu Lëtzebuerg praktizéieren. Derbäi kënnt, datt et eng generell Penurie un Dokteren, a besonnesch u Spezialisten zu Lëtzebuerg gëtt. Ouni genee Zuelen ass et awer schwéier, eng konkreet Zukunftsstrategie fir eng besser Gesondheetsversuergung ze entwéckelen.

An deem Zesummenhang wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Wéi vill Spezialisten, opgedeelt no Fachrichtung, hunn hei zu Lëtzebuerg eng offiziell Zouloossung?

2. Wat wëll d'Regierung maachen, fir u fiabel Donnéeën ze kommen, wéi vill Spezialisten an den eenzele Fachrichtungen, besonnesch an der Pediatrie, aktiv praktizéieren?

3. Wat mécht d'Regierung konkreet, fir der genereller Penurie un Dokteren entgéintzewierken?

4. A wat fir Fachrichtunge feelen am Moment déi meescht Spezialisten?

5. Wat mécht d'Regierung, fir speziell an deene Fachrichtungen, wou déi meeschten Doktere feelen, Spezialisten unzezéien?

**Réponse** (16/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Rapport général sur la sécurité sociale 2022[3] fënnt een, no Fachrichtung opgeschlësselt, d'Zuele vun den aktiven Dokteren zu Lëtzebuerg aus dem Joer 2021. D'Methodologie, fir dës Zuelen ze etabléieren, geet aus deem selwechte Rapport ervir[4].

– Nombre de médecins conventionnés à activité significative par spécialité médicale

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Zurzäit gëtt et verschidde Sourcë vun Donnéeën iwwer déi Dokteren, déi aktiv praktizéieren. Fir an Zukunft méi fiabel Donnéeën ze hunn, huet de Gesondheetsministère e Projet lancéiert, fir en digitale Registre professionnel ze schafen, deen iwwer en interaktive Wee zwëschent Gesondheetsministère an den zougeloossenen Doktere soll erméiglechen, datt déi individuell Donnéeë vun den Dokteren aktuell sinn.

Mat engem externe Fournisseur ass de Gesondheetsministère amgaangen, de Cahier des charges vum Projet auszeschaffen. Déi nächst Etapp wär dann d'Realisatioun vum RDPS.

ad 3. Fir der genereller Penurie un Dokteren entgéintzewierken, sinn ënner anerem d'Indemnitéite fir Dokteren, déi um Wee vun der Spezialisatioun sinn, substanziell eropgesat ginn. Et goufen och finanziell Ënnerstëtzunge virgesi fir d'Maîtres de stage respektiv d'Spideeler, déi dës Dokteren encadréieren.

Déi gesetzlech virbehale Garden an Astreinten an de Spideeler gi säit Juni 2022 vum Staat bezuelt. Doriwwer eraus gi verschidde Garden an Astreintë bezuelt, wéi z. B. am Kader vun der Maison médicale pédiatrique, wou en 2. Pediater, deen d'astreinte ass, bezuelt gëtt.

Um Instanzewee sinn zurzäit zwee Gesetzesprojeten (PL 8009 a PL 8013), déi d'Zesummenaarbecht zwëschent den Doktere solle vereinfache respektiv nei

3 https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/rg/2022.html, p. 40-41

4 https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/rg/2022.html, p. 37-38

Weeër vu Collaboratioun zwëschent Dokter a Spidol erméiglechen.

ad 4. De Gesondheetsministère huet keng genau Donnéeë fir auszemaachen, a wéi enge Spezialitéiten déi meeschte Ressourcë feelen. An der Etude vun der Madame Marie-Lise Lair „État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg" vum 1. Oktober 2019 ass allerdéngs analyséiert ginn, wéi vill Dokteren an deenen nächste Joren (2019–2034) an d'Pensioun wäerte goen[5]. Dësen Tableau, deen Dir hei ënnendrënner fannt, weist, a wéi enge Spezialitéiten déi meeschten Departe wäerte sinn a wou et wichteg ass, datt nei Dokteren nokommen.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 5. Op der Uni.lu gouf d'Formatioun vun den Dokteren ausgebaut um Niveau vun der Grondausbildung, awer och a verschiddene Spezialisatiounen.

**Étude sur le glyphosate** | Question **7887** (17/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Nom Arrêt vun der Cour administrative vum 30. Mäerz huet d'Regierung de Verbuet vum Planzeschutzmëttel Glyphosat missen ophiewen. Gläichzäiteg huet den Här Landwirtschaftsminister en Appell un d'Baueren, Wënzer a Gäertner gemaach, fir fräiwëlleg op den Asaz vum Glyphosat ze verzichten. Ausserdeem ass eng Etude ugekënnegt ginn, unhand vun där den Asaz vu Glyphosat nees kéint verbuede ginn, an dat, obwuel et schonn eng ganz Rei vun Etuden zum Glyphosat gëtt an d'Europäesch Agence fir Liewensmëttelsécherheet deemnächst hir Conclusioune wäert publizéieren. Am Kader vun der lëtzebuergescher Etude ass eng Zesummenaarbecht mat engem „partenaire de recherche" annoncéiert ginn.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Wat fir Krittäre solle genee laut Cahier des charges an der Etude ënnersicht ginn?

– Wat fir zousätzlech Erkenntnisser erwaart sech d'Regierung vun dëser Etude?

– Wie wäert d'Etude duerchféieren?

– Ass den Optrag offiziell ausgeschriwwe ginn?

– Wat ass de Käschtepunkt vun der Etude?

– Bis wéini sollen d'Resultater virleien?

– Firwat gëtt d'Regierung eng eegen Etude an Optrag a waart net, bis déi fir Juli ugekënnegt Resultater vun der grousser Etude vun der Europäeschen Agence fir Liewensmëttelsécherheet (EFSA) publizéiert ginn, an där d'Risike vum Glyphosat fir d'Mënschen, d'Déieren a fir d'Ëmwelt ënnersicht ginn?

**Réponse** (17/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

D'Etüd wäert vum LIST duerchgefouert ginn a sech op véier Aspekter konzentréieren:

– An evaluation of glyphosate and its main transformation product AMAPA in surface waters and ground waters with regard to pollutant source and dynamics as well as potential environmental quality exceedances;
– An evaluation of the accumulation of glyphosate residues in soils and leaching probabilities towards groundwaters and surface waters considering different soil types, especially vulnerable soil types and water-logged alluvial soils;
– Analysis of alternative agricultural management techniques to substitute the use of glyphosate and their economic impact;
– Global vulnerability evaluation for Luxembourg's terrestrial and aquatic ecosystems taking into account its specific hydrogeography, the limits and constraints of different national protection zones, the ecosystem quality to be achieved following different EU directives.

Den Optrag ass iwwert e Marché négocié un de LIST vergi ginn. De Käschtepunkt vum Optrag beleeft sech op 36.930 € ouni TVA.

Den Zäitplang gesäit vir, datt d'Etüd der Regierung géint Mëtt Juli virleie wäert.

Am Géigesaz zu der grousser Etüd vun der EFSA, déi sech mat der direkter Wierkung vum Glyphosat op déi mënschlech Gesondheet an op aner Organisme beschäftegt, bezitt d'Etüd vum LIST sech op d'Analys vun der spezifescher Situatioun an eisem Land, besonnesch am Beräich vun der Hydrogeographie an der Hydrogeologie.

Et gëtt analyséiert, wéi sech d'Glyphosatbelaaschtung – inklusiv den Ofbauprodukter vum Glyphosat – an de Flëss, de Sedimenter an dem Buedem zu Lëtzebuerg presentéiert an ob d'Belaaschtung Ënnerscheeder opweist géigeniwwer der Situatioun an deem Land, an deem de Glyphosat fir de Verkaf zougelooss ginn ass.

Fir de Spezifissitéite vu Lëtzebuerg adequat Rechnung ze droen, ginn dës Ëmweltinformatiounen elo méi systematesch opbereet an duergestallt.

**Règlements grand-ducaux dans le cadre de la loi sur la protection de la nature** | Question **7888** (17/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Naturschutzgesetz gëtt op divers groussherzoglech Reglementer (RDG) verwisen, déi awer nach net all publizéiert sinn. Zum Beispill gëtt am Artikel 6 vun dem modifizéierten Naturschutzgesetz vun 2018 op een RGD verwisen, deen zum Beispill d'Dimensioun, d'Surface, d'Materialien etc. vun neie Constructiounen an der Gréngzon definéiere soll. De Projet vu sou engem Reglement gouf 2021 presentéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi eng RGDe goufen am Naturschutzgesetz vun 2018 bzw. am modifizéierten Naturschutzgesetz vun 2022 nach net ëmgesat?

2. No wéi enge Critërë gouf an der rezenter Vergaangenheet decidéiert, ob eng nei Constructioun (zum Beispill wat d'Dimensioun ugeet) kompatibel mam Naturschutzgesetz ass? Kann d'Ministesch diesbezüglech garantéieren, dass d'Leit an hir d'Dossieren all d'selwecht behandelt gi sinn oder ob d'Critërë wärend de Joren evoluéiert hunn an et doropshin zu ënnerschiddleche Bewäertunge konnt kommen?

**Réponse** (17/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Follgend Reglementer goufen op Basis vum Naturschutzgesetz vun 2018 geholl:

– Règlement grand-ducal modifié du 1er août 2018 établissant l'état de conservation des habitats d'intérêt communautaire et des espèces d'intérêt communautaire
– Règlement grand-ducal modifié du 1er août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives
– Règlement grand-ducal du 1er août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points
– Règlement grand-ducal du 1er août 2018 déterminant la valeur monétaire des éco-points
– Règlement grand-ducal du 1er mars 2019 concernant le contenu de l'évaluation sommaire et le contenu de l'évaluation des incidences prévues par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
– Règlement grand-ducal du 22 juillet 2019 précisant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles
– Règlement grand-ducal du 1er août 2019 modifiant le règlement grand-ducal du 12 mai 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers
– Règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel
– Règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2009 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage
– Règlement grand-ducal du 13 février 2020 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 12 mai 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers
– Règlement grand-ducal du 16 avril 2021 instituant une prime pour la fourniture de services écosystémiques en milieu forestier
– Règlement grand-ducal du 3 mars 2022 instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers et modifiant le règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel
– Règlement grand-ducal du 11 mars 2022 relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé prévu par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
– Règlement grand-ducal du 1er juin 2022 relatif à la pratique du canotage ou d'autres moyens de navigation sur les cours d'eau

Hei derbäi kommen nach 32 Reglementer, déi Schutzzonen ausweisen.

Follgend Reglementer, déi d'Naturschutzgesetz vun 2018 virgesäit, sinn nach net ëmgesat oder an der Procédure réglementaire:

– Règlement grand-ducal concernant certains types de constructions en zone verte, prévu par l'article 6 (en procédure réglementaire)
– Règlement grand-ducal précisant la surface maximale des abris de petite envergure, prévu par l'article 6, paragraphe 1er, point 6°
– Règlement grand-ducal listant les arbres remarquables, prévu par l'article 14bis
– Règlement grand-ducal précisant les espèces non indigènes pouvant être capturées, enlevées de leur station et détruites dans le but de réduire leur impact sur les habitats naturels, les espèces sauvages

[5] Étude « État des lieux des Professions Médicales et des Professions de santé au Luxembourg » de Madame Marie-Lise Lair, Partie 8, p. 322, Tab. 8.17 : Nombre de départs prévisibles par discipline médicale de médecins spécialistes à 60 ans exerçant auprès des patients ayant une facturation annuelle à la CNS répondant au critère de sélection, sur la période 2019-2034

indigènes ou la santé humaine, sur base des articles 4 et 25

– Règlement grand-ducal concernant l'indemnisation des dégâts matériels commis par certaines espèces animales protégées et les subventions pour les mesures préventives y relatives (en procédure réglementaire)

ad 2. Den Zoustand vun eiser Natur ass net statesch an evaluéiert stänneg, leider dacks net zum Besseren. Och d'wëssenschaftlech Erkenntnisser sinn a stännеger Entwécklung, d'Jurisprudenz geneesou. Esou ass et och mat de Krittären, déi fir d'Bewäertung vun enger Demande afléissen, a mat de Konditiounen, déi virgeschriwwe ginn: Wann se net méi den aktuelle Besoinen entspriechen, ginn se ugepasst. Dëst ass schonn ëmmer esou gewiescht, och schonn zu Zäite vun de viregte Gesetzer, a wäert och weiderhin de Fall sinn.

D'Gréngzon ass jo per se eng Zon, déi fräi vu Bebauunge soll bleiwen. Ausname vun dem Verbuet kënnen nëmme fir déi am Naturschutzgesetz virgesinne Konstruktioune gemaach ginn. Dëst ass e Prinzipp, dee scho laang virum 2018er Gesetz am Naturschutzgesetz verankert war. Eng Konstruktioun muss fir d'éischt emol déi Grondviraussetzung erfëllen, fir iwwerhaapt an der Gréngzon geneemegt kënnen ze ginn. E weidere Grondkrittär ass dee vun dem reelle Besoin, wat näischt aneres heescht, wéi dass een net soll méi baue wéi effektiv gebraucht gëtt. Dëst ass natierlech ganz ënnerschiddlech.

Geneesou ënnerschiddlech sinn d'Auswierkunge vun engem Projet op dem ausgewielte Site: Eng Konstruktioun kann op där enger Plaz nëmme ganz limitéiert Auswierkungen op d'Natur hunn, op enger anerer awer ganz vill. Dat hänkt jeeweils vum Objet vun der Demande an dem gewielte Site of (z. B. Präsenz vu Biotoper oder Habitater, innerhalb vu Schutzzonen oder Iwwerschwemmungsgebitter). All Demande ass anescht, geneesou wéi den Impakt vum Objet vun der Demande op d'Natur, an nuancéiert Bewäertungen dofir néideg.

Bei Saachen, wou déi individuell Betruechtung vun engem Projet net néideg ass, geet et an der Reegel séier, fir eng Autorisatioun ze kréien. Nach besser ass awer natierlech, wann een iwwerhaapt keng Autorisatioun muss ufroe fir Projeten, vun deenen d'Impakter bekannt a geréng sinn: De Projet de loi N° 8142 (Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles), deen ech am Dezember 2022 virgestallt hat, gesäit dofir ë. a. vir, dass ee fir verschidde Saachen an Zukunft keng Autorisatioun méi soll brauchen. De legislative Prozess ass elo amgaangen, dee kann d'Regierung zäitlech net beaflossen. Et wär awer sécher jidderee frou, wann déi Vereinfachunge séier applikabel géife ginn.

**Échange de terrains étatiques avec la fondation « Hëllef fir d'Natur »** | Question **7889** (17/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut eisen Informatiounen envisagéiert den Ëmweltministère, am relativ grousse Stil Staatsflächen ze tausche mat ënnert anerem der natur&ëmwelt Fondatioun Hëllef fir d'Natur.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch dat bestätegen? Mat wéi enge Fondatiounen oder soss Organisatioune gëtt esou een Tosch envisagéiert?

2. Wa jo, ëm wéi eng an ëm wéi vill Flächen handelt et sech? Wou leien dës Flächen?

3. Wuel wëssend, datt de Staat am ëffentleche Bësch, deen a Schutzzone läit, souwisou Naturschutz bedreift, kann d'Ministesch doropper agoen, wat deemno d'Grënn fir esou een Tosch sinn?

4. No wéi enge Critèrë ginn d'Austauschfläche berechent – dat heescht, wéi vill Fläche kritt de Staat zeréck?

5. Kréien d'Fondatiounen oder soss Organisatiounen eng Bäihëllef, wann si Fläche kafen, déi a Schutzgebidder leien? Wéi eng Bäihëllefe kréien si am Allgemenge fir dës Flächen?

**Réponse** (26/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Jo, een Tosch ass envisagéiert mat natur&ëmwelt, Fondatioun Hëllef fir d'Natur, awer den Detail, wat effektiv getosch soll ginn, ass nach net ficeléiert.

ad 2. Follgend Oplëschtung stellt just eng Auswiel vu méiglechе Flächen duer, déi fir een eventuellen Tosch a Fro kéimen.

Potenziell Fläche vum Staat fir den Tosch sinn 188 Parzellen a follgende Gemengen:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Potenziell Fläche vun Hëllef fir d'Natur fir den Tosch sinn 333 Parzellen a follgende Gemengen:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3. Dës méiglech Fläche si kleng isoléiert Proprietéiten, déi momentan eng Gestioun schwiereg gestalten, well jeeweils déi aner Partie ugrenzend Proprietairë vu gréisseren zesummenhängende Parzellen ass. Dofir ass den Haaptgrond fir den Tosch d'Flächenzesummeleeung am Sënn vun enger méi effizienter Betreiung an naturnoer Bewirtschaftung. Esou eng Zesummeleeung beschleunegt, duerch déi méi einfach Gestioun vun de Flächen, d'Erreeche vun den Objektiver vun eisem nationalen Naturschutzplang (PNPN3).

ad 4. D'Berechnunge fir den Tosch verlafen no de Critèrë vum Comité d'acquisition vum Finanzministère, wou d'Propositioune fir den Tosch analyséiert a validéiert ginn.

ad 5. Jo, Bäihëllefe si virgesinn, wann Naturschutzorganisatiounen oder Gemengen Terraine fir Naturschutzzwecker kafen, dëst op Basis vum modifizéierte Gesetz vum 31. Mee 1999 „portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement". D'Bäihëllef a Schutzgebidder ass gedeckelt op 75 % vum Akafspräis an och nach emol plafonéiert op de Maximalbetrag pro Surface, deen de Comité d'acquisition festgeluecht huet, fir d'Präisdeierecht net unzekuerbelen. Ausserhalb vu Schutzgebidder ass den Taux op 50 % ugesat, mee cibléiert do da wichteg Elementer fir d'Kohärenz vun de Schutzgebidder respektiv Biotopen an Habitater, déi fir d'Flora a Fauna ausschlaggeebend sinn.

Déi kaaften Terraine sinn haaptsächlech Bëscher, Fiichtgebidder oder extensiv bewirtschaft oder brooch Biotopen an Habitater.

Am Kader vun engem Tosch vun Terraine gëtt et keng Bäihëllefen.

**Subvention d'intérêt pour prêt climatique** | Question **7890** (17/04/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** | **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

La loi du 8 juin 2022 relative aux aides à des prêts climatiques prévoit une subvention d'intérêt à hauteur de 1,5 % pour les prêts climatiques afin de favoriser les assainissements énergétiques réalisés par des entreprises et des particuliers.

Dans la réponse à la question parlementaire n° 7560 vous indiquiez que depuis l'entrée en vigueur du nouveau dispositif en matière de prêt climatique à taux réduit en juillet 2022, 64 demandes en obtention d'une subvention d'intérêt auraient été introduites auprès de vos services (chiffres disponibles en février 2023), donc 8 demandes en moyenne par mois. Cette moyenne de demandes par mois est restée plus ou moins stable depuis janvier 2020.

Déjà impactés par les hausses des prix de la construction et de la rénovation, les projets d'assainissement énergétique ont également renchéri par l'augmentation sensible des taux d'intérêt. Tandis que la subvention d'intérêt accordée pour un prêt climatique a permis de couvrir la quasi-totalité du taux d'intérêt d'un prêt contracté il y a plus d'un an, l'augmentation récente des taux d'intérêt a rendu la subvention d'intérêt accordée par votre ministère nettement moins intéressante. Une réduction du nombre de projets d'assainissement énergétique pourrait en être la conséquence.

Partant nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Monsieur et Madame les Ministres s'attendent-ils à une baisse des demandes en obtention d'une subvention d'intérêt pour prêts climatiques suite à la hausse des taux d'intérêt ?

2) Dans l'affirmative Monsieur et Madame les Ministres envisagent-ils des modifications au dispositif de la subvention d'intérêt en place pour contrer la baisse ?

3) Dans la réponse précitée vous précisiez que « [...] ladite subvention ne peut ainsi être accordée par le Ministère du Logement uniquement après l'accord de l'aide « PRIMe House/Klimabonus » par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, donc en principe après achèvement des travaux d'assainissement du logement ». Tout en supposant qu'il ne s'agit pas d'une erreur matérielle, ce système n'est-il pas en défaveur des demandeurs d'une subvention d'intérêt dont la marge de manœuvre financière est la plus réduite notamment avec la hausse des taux d'intérêt ?

4) De manière générale, Monsieur et Madame les Ministres redoutent-ils un ralentissement généralisé au niveau des investissements dans le cadre de la transition énergétique au vu des taux d'intérêt élevés et de la durée de rentabilisation importante de ce genre d'investissements (énergies renouvelables, assainissements énergétiques, etc.) ?

5) Monsieur et Madame les Ministres n'estiment-ils pas qu'un dispositif de tiers financement public serait plus adapté pour limiter l'influence des marchés sur les choix d'investissements écologiques des entreprises et des particuliers ?

**Réponse** (22/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Tel qu'il ressort du graphique ci-dessous et jusqu'au début de la pandémie (2020 Q1), les demandes d'accords de principe introduites en obtention d'une aide Klimabonus se sont stabilisées autour de 100 demandes par trimestre. Après l'annonce du paquet « Neistart Lëtzebuerg » le nombre de demandes introduites a augmenté à +/-200 demandes par trimestre (2020 Q3–2021 Q3). Le pic de 580 demandes introduites au dernier trimestre 2021 (2021 Q4) est dû à la

date butoir du 31.12.2021 afin de profiter des bonus « Neistart Lëtzebuerg ».

Depuis la fin de l'année 2022 et le début de l'année 2023, le nombre de demandes s'est à nouveau stabilisé aux alentours de 180 demandes par trimestre.

Au regard de ces chiffres, une baisse des demandes en obtention d'une subvention d'intérêts pour prêts climatiques n'est pas attendue.

Il est correct que la subvention d'intérêts pour prêts climatiques ne peut être accordée qu'une fois que l'aide Klimabonus pour des travaux de rénovation a été définitivement accordée par les autorités compétentes. Grâce à la simplification administrative introduite par la loi du 8 juin 2022 relative aux aides à des prêts climatiques, les décisions quant à la subvention d'intérêts pour prêts climatiques pourront cependant être accordées de façon rapprochée.

De manière générale, le Gouvernement continuera ses efforts substantiels pour appuyer la transition énergétique et les stratégies de rénovation mis en place tant par le secteur de la construction, le secteur du logement abordable et les communes. Au regard de l'évolution des prix de l'énergie et des aides financières substantielles en la matière, il ne s'attend pas à un affaiblissement des efforts de rénovation.

Dans le cadre de la mesure « Préfinancement dans le cadre du régime d'aides Klimabonus Wunnen » (mesure n° 309 annoncée dans l'avant-projet de mise à jour du PNEC) l'idée d'un dispositif de tiers financement public est étudiée.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Campagne de sensibilisation sur la finance durable** | Question **7891** (17/04/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Début mars, une campagne de sensibilisation par rapport à la dénommée finance durable a été lancée par le Ministère de la Protection des consommateurs, la Association of the Luxembourg Fund Industry (ALFI), la Fondation ABBL et la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) avec notamment le lancement du site Internet finance-durable.lu/.

Dans un communiqué de presse, un groupement d'organisations de la société civile a récemment dénoncé cette campagne. Selon les auteurs de cette communication, la campagne susciterait de fausses attentes auprès du public et induirait les citoyens en erreur.

Il faut en effet constater que le cadre légal européen qui encadre ladite finance durable est encore partiellement non existant. Cela concerne en particulier les règles sur les informations non financières des entreprises, sans lesquelles les produits financiers en question reposent sur des bases pour le moins incertaines. Cela a d'ailleurs été confirmé par Madame la Ministre des Finances en réponse à la question parlementaire n° 7641 de l'honorable Député François Benoy. Pourtant, la campagne de sensibilisation susmentionnée passe sous silence les lacunes de la réglementation actuelle.

Étant donné que le Ministère de la Protection des consommateurs a comme attribution la protection juridique des consommateurs, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Jugez-vous le cadre légal actuel sur ladite finance durable suffisamment établi pour pouvoir prononcer une recommandation inconditionnelle en faveur des produits financiers en question ?

2) N'êtes-vous pas d'avis que la protection juridique des consommateurs implique également d'informer les consommateurs sur les limites de la réglementation actuelle ? Pourquoi ces informations n'apparaissent pas dans le cadre de la campagne de sensibilisation susmentionnée ?

3) Pouvez-vous me détailler les modalités de financement de la campagne de sensibilisation susmentionnée ? Quelle est la part du financement supportée par le Ministère de la Protection des consommateurs et quelle est la part supportée par les autres partenaires au projet ?

Concernant la participation de la CSSF dans cette campagne, je voudrais encore poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

4) Quelle est la raison de la participation de la CSSF dans la campagne de sensibilisation susmentionnée ?

5) N'êtes-vous pas d'avis qu'un conflit d'intérêt peut se poser lorsque l'établissement public qui assure la surveillance des professionnels et des produits du secteur financier luxembourgeois s'associe à des organisations qui regroupent ces mêmes professionnels pour organiser une campagne de sensibilisation en faveur de produits financiers commercialisés par ces mêmes professionnels ?

**Réponse** (25/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Protection des consommateurs | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Députée s'enquiert sur la campagne de sensibilisation sur la finance durable à laquelle ont notamment participé le Ministère de la Protection des consommateurs ainsi que la Commission de surveillance du secteur financier.

Pour ce qui est de la première partie de la question parlementaire :

Le sujet de la consommation durable fait partie intégrante du programme actuel de la Commission européenne dit « Nouvel agenda du consommateur » en matière de protection des consommateurs en constatant notamment que les consommateurs se montrent de plus en plus soucieux de contribuer personnellement aux objectifs telle la préservation des ressources naturelles. La transition écologique, l'un des 5 grands domaines prioritaires du programme, s'inscrit par ailleurs dans le cadre plus large du pacte vert et renvoie ainsi aux initiatives déjà prises ou à prendre dont la future stratégie renouvelée en matière de finance durable.

Les résultats du sondage réalisé par ILRES sur mandat de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), de la Fondation ABBL pour l'éducation financière et de Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI) ont dès lors interpellé le Ministère de la Protection des consommateurs. Pour rappel, les chiffres publiés en septembre 2022 ont relevé que 74 % des répondants pensent que le secteur financier joue un rôle important pour la transition de nos économies vers plus de durabilité et que 71 % estiment que les individus peuvent contribuer à un monde plus durable par leurs décisions financières.

Il en ressort également que la finance durable est un sujet que le grand public a du mal à cerner : 50 % des répondants ont avoué ne pas savoir de quoi il s'agit ou ont donné une réponse inappropriée. Parmi les autres, certains associent la finance durable essentiellement à l'environnement et au climat, la dimension sociale n'étant pas vraiment identifiée. Par ailleurs, 87 % des résidents pensent que le public devrait être davantage informé pour mieux comprendre et appréhender le sujet de la durabilité dans le monde de la finance.

C'est devant cette toile de fond que le Ministère de la Protection des consommateurs, dans le souci de rebondir sur cet intérêt affiché par les consommateurs pour la thématique de la finance durable, s'est associé à la campagne de sensibilisation proposée par la CSSF, la Fondation ABBL pour l'éducation financière et l'ALFI (Association of the Luxembourg Fund Industry).

Conscients du fait, et cet état des choses a en effet encore été récemment rappelé dans la réponse à la question parlementaire n° 7641, que le cadre réglementaire européen dans le domaine de la finance durable est encore aujourd'hui en pleine évolution, les initiateurs de la démarche ont bien veillé à ce qu'elle ne s'apparente pas à une recommandation inconditionnelle de produits financiers. La campagne se veut au contraire comme une invitation aux consommateurs à s'informer sur la finance durable, que ce soit dans une première démarche via le site Internet www.finance-durable.lu ou déjà auprès d'un conseiller financier avisé. Un des buts recherchés par la campagne de sensibilisation est de réagir aux résultats du sondage en essayant de pallier les déficits de connaissances et d'informations en matière de finance durable.

Les partenaires de la campagne ont dressé un premier rapport de la campagne accessible sur le site du ministère. Le constat positif à relever est notamment le fait que le nombre de recherches sur Google sur le thème de la finance durable a quadruplé pendant la campagne. Par ailleurs, et c'est sur ce que le ministère a attiré l'attention des consommateurs dès le début, c'est qu'investir en des produits de finance durable comporte aussi comme pour tout autre investissement des risques. La page Internet le dit clairement : « Sensibiliser les consommateurs à l'importance de la finance durable – et au rôle qu'elle peut jouer dans la promotion de la durabilité – peut conduire à une meilleure compréhension des risques et des opportunités y associés. » C'est un appel au consommateur à s'informer sur le produit financier avant qu'il ne prenne une quelconque décision.

À la suite des critiques émises par le groupement d'organisations civiles « finance durable », le Ministère de la Protection des consommateurs a eu un échange avec les ONG au sujet des critiques émises, ce qui lui a permis aussi d'expliquer le fondement de sa démarche.

Quant au cofinancement de ladite campagne, le Ministère de la Protection des consommateurs a contribué avec 20.000 €. Ceci correspond avant clôture du bilan à moins de 10 % des frais totaux portés par les autres acteurs du projet.

Pour ce qui est du deuxième volet de la question parlementaire :

Tout d'abord, la CSSF assume principalement deux missions, à savoir assurer la stabilité financière et garantir la protection des consommateurs financiers. Un des piliers critiques de la protection des épargnants, investisseurs et autres clients de prestataires de services financiers est l'éducation financière. La CSSF a d'ailleurs été mandatée en 2017 par le Ministre des Finances de l'époque de développer et de coordonner les activités dans le domaine de l'éducation financière, sur base d'une stratégie nationale en matière d'éducation financière.

Dans le contexte du « Pacte vert pour l'Europe », la Commission européenne a élaboré un cadre réglementaire visant à développer et à renforcer l'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (dits ESG) tant dans le fonctionnement des marchés financiers que dans le financement de l'économie. Cette nouvelle réglementation vise dans un premier lieu les acteurs financiers en leur imposant de

nouvelles obligations. Une de ces obligations consiste pour les conseillers en investissement financier et les gestionnaires de portefeuilles d'évaluer, depuis le 2 août 2022, les préférences en matière de durabilité de leurs clients afin de leur recommander des placements adaptés à leur profil. À cette fin, les conseillers doivent s'enquérir sur les préférences du client et son degré de connaissance en matière d'investissements durables.

Il est important dans ce contexte de souligner que la campagne ne vise pas à porter l'attention du public sur tel ou tel produit financier durable élaboré ou commercialisé par une banque, ni de l'inciter à investir dans tel ou tel fonds d'investissement durable. Le but est de familiariser le public avec le sujet de la finance durable et de l'orienter dans la recherche d'informations y liées, avant de décider d'investir. On ne saurait donc parler d'un conflit d'intérêt au sujet de la participation de la CSSF à cette campagne.

En ce qui concerne l'association de la CSSF en tant qu'établissement public à des organisations privées, telles que la Fondation ABBL pour l'éducation financière ou l'ALFI, il est utile de relever que la coopération avec des organismes professionnels lors de la réalisation de projets en matière d'éducation financière est une pratique internationalement établie. Ainsi, l'OCDE confirme qu'au niveau international, les fonds alloués à la littératie financière proviennent de sources multiples et comprennent souvent un mélange de ressources publiques et privées et que dans de nombreux pays le secteur privé contribue de manière importante à la mise en œuvre des stratégies nationales de littératie financière.

**Installations photovoltaïques dans la zone verte** | Question **7892** (17/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Madamm Ëmweltministesch hat op d'parlamentaresch Fro N° 7514 vum 26. Januar 2023 iwwert d'Fotovoltaikpanneauen an der Gréngzon geäntwert, dass inclinéiert Installatiounen aktuell net d'office verbuede wieren. Falls een seng Panneauen anescht wëll ausriichten, muss haut an och an Zukunft individuell gekuckt ginn, wéi de Projet sech landschaftlech integréiert, sou d'Äntwert op déi Fro.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Goufen an de Joren 2021 an 2022 präzis Instruktiounen un d'Fierschteren an aner concernéiert Leit gemaach, datt d'Fotovoltaikpanneaue musse platt opgeriicht ginn?

2. Bei wéi vill vun deenen 59 ausgestallten Autorisatiounen an de Joren 2021 an 2022 gouf et eng präzis Demande, fir kënnen d'Fotovoltaikpanneauen opzestänneren, a wa jo, wéi vill Projete kruten dofir eng Autorisatioun?

3. Op Basis vu wéi enge Critèren decidéiert de Ministère, wéini opgestännert Fotovoltaikpanneauen sech an d'Landschaft integréieren an wéini dat net de Fall ass?

**Réponse** (17/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Dës Virgoensweis gëtt säit 2012 esou fir d'Diecher applizéiert. Dëst ass eng Linn, déi am Ëmweltministère ënnert deem deemolege Minister festgehale ginn ass, an déi sech och bewäert huet.

ad 2. Et waren 2021 an 2022 jee 2 Demanden. Et gouf keng dovunner refuséiert.

ad 3. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlementaresch Fro N° 7514 vum 26. Januar 2023 vun der éierewäerter Deputéierter Madamm Martine Hansen gesot, ass d'Zil, den Impakt vu sou Infrastrukturen op d'Landschaftsbild sou geréng wéi méiglech ze halen. Dëst gëtt am Kader vun enger Demande individuell gekuckt a bewäert.

Am Fall wou d'Fotovoltaikpanneauen opgestännert op d'Diecher sollen installéiert ginn, gëtt eng individuell Evaluatioun vun der Demande gemaach. Ee wichtege Krittär, fir de Landschaftsimpakt ze evaluéieren, ass notamment, wéi visibel déi concernéiert Daachfläche sinn, an dat ass natierlech bei all Site anescht.

Flaach Installatiounen hunn d'office keen Impakt op d'Landschaft, si sinn op enger Daachfläch wéineg visibel an integréieren sech an de Site. Esou Demandë ginn dofir de Moment ouni speziell Evaluatioun direkt an onkompliziéiert geneemegt. Bei de geplangten Upassunge vum Naturschutzgesetz soll jo fir flaach Fotovoltaikpanneauen op Bestandsgebaier zukünfteg keng Autorisatioun méi erfuerderlech sinn.

**Vaccin contre le zona** | Question **7893** (18/04/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

De 26. September 2022 huet de Conseil supérieur des maladies infectieuses eng Recommandatioun erausginn, datt Leit iwwer 65 Joer respektiv Leit, déi Immundefiziter hunn, sech solle géint d'Gürtelros impfe loossen. D'Käschte fir de Vaccin Shingrix sinn allerdéngs héich. Den 12. Abrëll 2023 huet de Gesondheetsministère matgedeelt, datt d'Direction de la santé den Impfstoff vun Abrëll u gratis zur Verfügung stellt.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

– Ass d'Regierung bereet, fir d'Käschte vum Vaccin Shingrix vun deene Leit ze iwwerhuelen, déi sech tëschent dem 26. September 2022 an dem 31. Mäerz 2023 géint Gürtelros impfe gelooss hunn?
• Wa jo, wéi fonctionéiert de Remboursement an der Praxis?
• Wann nee, firwat net?

**Réponse** (19/05/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

– Lëtzebuerg ass effektiv säit Mëtt Abrëll 2023 eent vun den éischte Länner, wou den Impfstoff géint d'Gürtelros (Zona) komplett gratis zur Verfügung gestallt gëtt fir verschidde Gruppe vu Risikopersounen (eeler Leit 65+, Leit mat Immunschwächt). De Conseil supérieur des maladies infectieuses hat dëst esou virgeschloen a sengem Avis vum 26. September 2022.

Wéi bei all Recommandatioun fir nei Impfunge gouf et och an dësem Fall e kuerzen Delai vun e puer Méint, iert d'Impfung am Kader vum nationalen Impfprogramm gratis disponibel war. Dëst ass bedéngt doduerch, dass et keen Automatismus gëtt zwëschent enger Recommandatioun vun engem Conseil supérieur des maladies infectieuses, deen e konsultativen Avis gëtt, an enger Decisioun duerch d'Regierung, fir dëst an den nationalen Impfprogramm ze iwwerhuelen an domat déi néideg finanziell Mëttel zur Verfügung ze stellen. D'Regierung huet dës Decisioun am Fall vum Vaccin géint den Zona, zäitno an zwar den 5. Oktober 2022 geholl.

Well d'Käschte vun dem Vaccin awer héich sinn, wéi den honorabelen Deputéierte selwer vermierkt huet, a well zwee potentiell Ubidder um Marché waren, hätt missen een europäesche Marché public gemaach ginn. Dëst konnt awer vereinfacht ginn iwwert eng Procédure de marché négocié sans publication, déi den 10. Oktober bei der Commission des soumissions ugefrot gouf. No Accord vun der Kommissioun, huet schlussendlech just een Ubidder eng Offer gemaach, an e Liwwerkontrakt fir déi nächst dräi Joer konnt ofgeschloss ginn. Et huet och misse beim Finanzministère een Dépassement budgétaire vun dem „Budget vaccins" ugefrot ginn.

D'Delaien, déi mat dësen administrativen Demarchë verbonne sinn, sinn inevitabel, fir d'gesetzlech Bestëmmungen iwwert d'Exekutioun vum Staatsbudget ze respektéieren.

Et ass dem Gesondheetsministère leider net méiglech, retroaktiv e Remboursement vu Vaccinen ze maachen, déi virun der gratis Mise à disposition vum Vaccin iwwert den hei beschriwwene Wee vu Leit individuell kaaft goufen.

**Utilisation d'une smartwatch en combinaison avec une eSIM** | Question **7895** (18/04/2023) de **M. Laurent Mosar** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

Réception et émission d'appels téléphoniques, système de localisation ou mesure d'activité physique – les montres connectées, ou smartwatches, sont de plus en courantes sur le marché. Et en plus des fonctionnalités courantes d'une smartwatch, les fournisseurs proposent sur certains modèles la technologie de l'eSIM, ce qui permet aux utilisateurs d'une smartwatch compatible avec une eSIM de se connecter de manière totalement autonome à n'importe quelle application (pour passer des appels téléphoniques par exemple) sans téléphone portable à proximité.

D'après nos informations, il n'est cependant pas possible dans notre pays d'utiliser une smartwatch en combinaison avec une eSIM. Aucun opérateur n'est en mesure de proposer ce service.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'il n'est pas possible d'utiliser une smartwatch en combinaison avec eSIM ?

– Dans l'affirmative, qu'est-ce qui explique cette situation ? D'où vient le problème ?

– Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement peut agir pour remédier à cette situation ? Sous quels délais ?

**Réponse** (22/05/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

L'eSIM (abréviation pour « embedded SIM », ou SIM intégrée) est une virtualisation de la carte SIM physique. Les opérateurs de téléphonie mobile offrant l'eSIM ne sont plus obligés de fournir au client une carte SIM physique, mais peuvent télécharger directement les informations dans la puce intégrée au téléphone. Les clients ne sont donc plus obligés de changer leur carte SIM dans leur téléphone lorsqu'ils changent d'opérateur.

Un autre avantage de l'eSIM est de pouvoir multiplier les objets connectés et de les rattacher à un même contrat de communications mobiles avec un numéro de téléphone unique. La technologie eSIM permet le développement de l'internet des objets et l'accès à des services de communication innovants. La technologie eSIM est non seulement d'intérêt pour le monde industriel, mais également pour les particuliers sous forme d'objets connectés que l'on porte sur soi (wearables) et d'autres appareils intelligents (applications smart home, voitures, etc.)

Pour que l'eSIM soit disponible sur une smartwatch du consommateur final, deux éléments doivent être remplis :

– un terminal (smartphone, smartwatch, etc.) contenant un module et un logiciel intégré eSIM, et validé par l'opérateur mobile ;
– un service commercialisé compatible avec l'eSIM.

Afin de permettre le « partage » des données mobiles, minutes d'appel et SMS de l'abonnement mobile avec une smartwatch, les opérateurs doivent investir dans une nouvelle technologie étant compatible.

Force est de constater qu'il n'existe actuellement pas d'offre sur le marché luxembourgeois permettant le « partage » d'un même abonnement mobile sur plusieurs terminaux. Il s'agit là d'un libre choix commercial de chaque opérateur.

**Reconversion professionnelle** | Question **7896** (19/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

D'après mes informations, bon nombre de professionnels de santé œuvrant dans le secteur médical respectivement dans le secteur des soins aux personnes âgées envisagent, pour maintes raisons, une reconversion professionnelle.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer la tendance qui se dessine dans les secteurs susmentionnés ?
– Dans l'affirmative, peuvent-ils me fournir des statistiques détaillées recensant les départs depuis 2018 ?

2) De façon générale, quelles sont les possibilités de reconversion pour les professionnels de santé en activité ?

3) Plus concrètement, sachant que les structures d'accueil pour enfants souffrent d'une pénurie de personnel, Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les possibilités dont peuvent bénéficier, en cours d'emploi, les professionnels de santé souhaitant se réorienter vers le secteur d'activité des éducateurs ?

**Réponse** (27/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Les données administratives disponibles au sein de l'Inspection générale de la sécurité sociale, notamment en ce qui concerne l'affiliation des personnes, ne permettent pas d'identifier les reconversions professionnelles. Néanmoins, il est possible, via les données sur le secteur d'activité NACE, la classification internationale type des professions (CITP) et l'activité de facturation du code CNS des prestataires, d'estimer le nombre de professionnels de santé qui ont quitté le secteur « Santé humaine et action sociale » pour un autre emploi non lié à la santé.

Sur base de la combinaison de ces sources, environ 19.000 personnes peuvent être déterminées comme professionnels de la santé[6] pour novembre 2018. En novembre 2022, 3.000 personnes n'y figurent plus. Parmi les 3.000, 1.300 perçoivent désormais une préretraite ou une pension (1.230) et quelques-unes sont décédées (70) et 1.100 pour lesquelles aucun enregistrement ne peut être retrouvé dans les données administratives (300 résidents et 800 non-résidents). Parmi les 600 restants, les données disponibles permettent d'estimer le nombre de professionnels de santé concernés par une reconversion professionnelle au minimum à 350. Sur les 250 restants, les données administratives ne permettent pas de définir clairement s'il s'agit de reconversion professionnelle puisque ces individus n'ont plus un CITP lié à une profession de santé mais ils continuent à travailler dans le secteur « Santé humaine et action sociale ».

ad 2) Les possibilités de reconversion pour les professionnels de santé sont les mêmes que pour toute autre personne désirant réorienter sa carrière professionnelle. Mis à part une reprise d'études « classique », il est possible de se réorienter en suivant un apprentissage adulte, voire de faire une formation en cours d'emploi (comme la formation de l'éducateur en cours d'emploi à l'ENAD ou prochainement le CCP assistant d'accompagnement au quotidien en cours d'emploi).

Il s'agit en outre de relever que les professionnels de santé et de soin ont le droit de travailler dans le secteur de l'aide à l'enfance sans devoir faire des formations supplémentaires. En effet selon l'article 15 du règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse, les profils suivants peuvent travailler comme personnel d'encadrement :

« Au niveau du personnel d'encadrement sont reconnus comme qualification professionnelle, les diplômes luxembourgeois ou étrangers, soit de niveau fin d'études secondaires, soit de niveau postsecondaire, reconnus équivalents et destinant leur titulaire, soit à un travail professionnel social, psycho-social, socio-éducatif ou socio-familial, soit à des professions de santé et de soins.

Sont également considérés répondre à la condition de qualification professionnelle :

– le détenteur du certificat d'auxiliaire économe et d'auxiliaire de vie,
– le détenteur du certificat aux fonctions d'aide socio-familiale,
– le détenteur d'un certificat d'aptitude technique et professionnelle, d'un diplôme d'aptitude professionnelle, d'un diplôme de technicien et la personne ayant terminé avec succès 5 années d'enseignement secondaire préparant à un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques s'il certifie avoir participé à au moins cent heures de formation continue dans le domaine socio-éducatif, reconnue par le Ministre ayant dans ses attributions la Formation professionnelle,
– dans les activités existant au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, toute autre personne ayant été reconnue comme répondant aux conditions de qualification professionnelle en vigueur. »

**Création d'entreprises dans le canton de Wiltz** | Question **7897** (19/04/2023) de **M. André Bauler** (DP)

De Projet „Wunne bei der Wooltz" wäert an den nächste Jore konkreet Konturen unhuelen. D'Stad Wooltz wäert bis op 11.000 Awunner wuessen.

Hei am Land gëllt ëmmer nees d'Devise: Wunnen, Schaffen a Fräizäit zesummebréngen. Elo setzt de Standuert Wooltz op d'Stäerkung vun der Zirkularwirtschaft. Dat ass en zousätzlecht Element an der wirtschaftlecher Diversifizéierung, kann awer sécherlech net deen eenzege Creneau duerstellen, wann et drëm geet, fir déi wirtschaftlech Attraktivitéit vum Kanton ze stäerken.

An deem Kontext wollt ech den Här Wirtschaftsminister Follgendes froen:

– A wéi engem Mooss konnt den ekonomeschen Tissu vun der Gemeng an och dem Kanton Wolz an de leschte Joren diversifizéiert ginn?

– Sinn nei Firmen intresséiert, fir sech an dësem Eck vum Land néierzeloossen? Gëtt et do konkreet Ufroen? Wa jo, weess den Här Minister méi doriwwer ze soen?

– Huet den Här Minister eventuell Kenntnis vu besteeënden Industriebetriber am Kanton Wolz, déi plangen, fir sech ze vergréisseren an zousätzlech Leit anzestellen? Wéi huet sech d'Zuel vun den Aarbechtsplazen am Kanton zanter 2018 entwéckelt?

**Réponse** (24/05/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Wéi am Tableau 1 duergestallt, ass d'Unzuel vu Betriber am Kanton Wolz iwwert déi lescht Joren an d'Luucht gaangen an den Undeel vu Betriber aus dem Land, déi am Kanton Wolz ugesidelt sinn, ass relativ stabel.

An der nationaler Aktivitéitszon fir Industrie zu Wolz si wichteg industriell Acteuren aus dem Land ugesidelt, wéi zum Beispill Circuit Foil, déi Kofferfolie fir de Secteur vun den Halbleiter (Semi-conducteurs) produzéieren an eng 360 Leit beschäftegen oder United Caps mat ongeféier 120 Salariéen.

An der regionaler Aktivitéitszon Salzbaach zu Wolz si Betriber mat ganz ënnerschiddlechen Aktivitéiten ugesidelt, vun der Produktioun vun innovativen Holzkëschten (No-Nail Boxes), iwwert Buedembeleeg (IVC mat +/-120 Salariéen) wéi och Handwierker oder nach den Innovatiounszentrum vun Tarkett.

Dës Betriber investéiere reegelméisseg an hir weider Entwécklung an an innovativ Projeten.

Wat aktuell Projeten an der regionaler Aktivitéitszon Salzbaach ugeet, kann erwäänt ginn, dass eng bestoend Firma, déi Fënsteren hierstellt, aktuell eng Extensioun plangt, mat där och 30 nei Aarbechtsplazen entstoe wäerten. Eng Firma, déi an der Hierstellung vun Iessergänzungsmëttelen aktiv ass, wäert sech nei usidelen, a plangt 30 Aarbechtsplazen ze schafen, an e Betrib, deen am Verkaf a Montage vu Pneuen a Felgen aktiv ass, investéiert op sengem aktuelle Site a schaaft esou 4 bis 6 nei Aarbechtsplazen.

Doriwwer eraus ass och eng Erweiderung vun dëser regionaler Aktivitéitszon zu Wolz virgesinn. Den zoustännege Gemengesyndikat ZARW ass mat der Planung vun dëser Extensioun befaasst, déi no de Krittäre vun der Économie circulaire gemaach gëtt. Eng ëffentlech Virstellung vun dësem Projet an den applizéierte Prinzippie vun der Kreeslafwirtschaft ass Enn der Woch zu Wolz a Presenz vum Wirtschaftsminister virgesinn. De Wirtschaftsministère ënnerstëtzt d'Gemeng an de Kanton Wolz am Kader vun hirer wirtschaftlecher Diversifikatioun an der Ëmsetzung vun der Kreeslafwirtschaft an huet gehollef, Kompetenzen an deem Beräich zu Wolz opzebauen.

Am Kanton Wolz gesäit de Plan directeur sectoriel „Zones d'activités économiques" eng ganz nei regional Aktivitéitszon vu 14 Hektar zu Noutem vir, déi an den nächste Jore vun engem Gemengesyndikat wäert ëmgesat ginn. Bei der Planung, der Viabilisatioun, dem Amenagement an der Finanzéierung vun dëser regionaler Aktivitéitszon gëtt de Gemengesyndikat vum Wirtschaftsministère ënnerstëtzt. Domadder ginn engersäits nei Perspektive fir d'Diversikatioun vun den Aktivitéiten am Kanton Wolz an anerersäits Aarbechtsplazen am Kanton geschaf.

Et ass och nach eng nei regional Zon zu Heischent, am Kanton Wolz, duerch de Plan directeur sectoriel „Zones

[6] Une personne est considérée comme personnel de santé si elle travaille dans le secteur « Santé humaine et action sociale » (hors 88910 Action sociale sans hébergement pour jeunes enfants) et si son emploi correspond aux professions liées aux codes CITP (classification des professions) relatifs aux professionnels de santé. Pour compléter l'information, le fichier CNS, regroupant certains prestataires exerçant une profession de santé libérale, a été utilisé.

d'activités économiques" virgesi mat enger Gréisst vu 6 Hektar.

**Statistiques concernant la garde d'enfants** | Question **7898** (19/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An enger gemeinsamer Sitzung vun der Petitiouns-, der Educatiouns- an der Familljekommissioun huet den Educatiounsminister rezent „Zuelen a Fakte ronderëm déi nonformal Bildungsstrukturen" virgestallt. Dëst Zuelematerial huet sech op déi ëffentlech Strukture limitéiert.

An deem Kontext – an am Interessi vun engem méiglechst komplette Gesamtbild – wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Kann den Här Minister mech am Detail driwwer informéieren, wéi d'Unzuel vun de Kanner an de konventionéierten an och net konventionéierte Strukturen (opgeschlësselt no Alterstranche) sech vun 2016 un entwéckelt huet?

2. Kann den Här Minister Statistike fir déi net konventionéiert Strukture virleeën, nom Modell vun den „Zuelen a Fakten" zu den ëffentlechen nonformale Bildungsstrukturen?

3. Wéi vill Prozent vun de Kanner ginn, jee no Alterstranche, an net konventionéiert Strukturen?

4. Wéi ass d'Entwécklung vun der wéchentlecher Betreiungszäit pro Kand an Alterstranche an de konventionéierten an an den net konventionéierte Strukturen?

**Réponse** (09/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 3. Tëschent Januar 2016 a Januar 2023 ass d'Unzuel u Kanner, déi an non formale Bildungsstrukturen (SEA oder Minicrèchen) betreit ginn, a Beneficiaire vum Chèque-service accueil (CSA) sinn, staark an d'Luucht gaangen. Insgesamt ass d'Unzuel vun 41.131 Kanner op 58.124 Kanner geklomm. Dëst ass eng Erhéijung vun 41 %. Betraff sinn hei esouwuel déi konventionéiert Strukture wéi och déi net konventionéiert Strukturen.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Dës Erhéijung betrëfft och méi oder manner staark déi verschidden Alterskategorien.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Onofhängeg vun der Unzuel u Kanner, déi eng nonformal Bildungsstruktur besichen, ass de Prozentsaz vun den net schoulflichtege Kanner, déi am net konventionéierte Secteur betreit ginn, héich. Ëmgedréint ass de Prozentsaz vun de schoulflichtege Kanner, déi am net konventionéierte Secteur betreit ginn, kleng. Iwwert déi lescht Joren ass dëst Resultat stabel bliwwen, besonnesch bei de schoulflichtege Kanner. Bei den net schoulflichtege Kanner ass ze bemierken, datt d'Kanner ëmmer manner dacks am konventionéierte Beräich betreit ginn.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. D'Daten aus dem Dokument „Zuelen a Fakten" sinn opgrond vun der Datelag ënnerschiddlech erfaasst ginn. Et ass ze bemierken, datt all déi Zuelen aus dem Dokument, déi d'Kanner direkt erfaassen (Unzuel vun de Kanner etc.) de ganzen nonformale Bildungsberäich ofdecken, onofhängeg dovunner, wou d'Kand encadréiert gëtt (Assistant parental, Minicrèche an SEA conventionné an non conventionné). Par contre betreffen d'Statistiken zu de wéchentleche Betreiungsstonnen ausschliisslech de konventionéierte Betreiungsberäich.

Am Géigesaz zu dem konventionéierte Beräich, wou d'Gestionnairë via Konventioun obligéiert sinn, déi reell Präsenze vun de Kanner an eng Datebank anzedroen, ginn am net konventionéierte Secteur zanter der Aféierung vum CSA (Mäerz 2009) ausschliisslech Kontraktstonnen erfaasst. Déi wéchentlech Betreiungsstonne vum net konventionéierte Secteur ginn zanter jeehier net erfaasst a sinn eis net bekannt.

Par contre huet de MENJE eng statistesch Analys gemaach vum sozioekonomesche Status an der finanzieller Situatioun vu Kanner, déi a konventionéiert Strukture ginn, a vu Kanner, déi an net konventionéiert Strukture ginn. Et konnt keng nennenswäert Differenz festgestallt ginn. Doraus leet de MENJE d'Hypothees, datt et och um Niveau vun der Frequentatioun keng gréisser Differenz gëtt.

Eng rezent Etude vum LUCET huet eng aner Approche gewielt. Hei sinn d'Elteren direkt gefrot ginn no der Unzuel u Stonnen, fir déi hir Kanner an enger Crèche (konventionéiert an net konventionéiert) ageschriwwe sinn. D'Resultater rejoignéieren déi vum MENJE, datt et eng Minoritéit ass, déi Kanner 40 Stonnen oder méi d'Woch an enger Crèche betreie loossen.

ad 4. Wéi schonns erwäänt, gëtt déi wéchentlech Betreiungszäit vum Kand am net konventionéierte Beräich zanter 2009 net erfaasst an dofir ass et am Moment och net méiglech, d'Entwécklung vun der wéchentlecher Betreiungszäit pro Kand an Alterstranchen an den net konventionéierte Strukture statistesch ze beleeën. D'Entwécklung vun der wéchentlecher Betreiungszäit pro Kand an Alterstranchen am konventionéierte Beräich steet am Dokument „Zuelen a Fakten".

**Paiement de la rémunération pour la ligne de garde d'urgence** | Question **7899** (19/04/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Et ass eis zougedroe ginn, datt d'Remuneratiounen, déi nach bis den 31.12.2022 fir d'Ligne de garde d'urgence vu villen Dokteren ausbezuelt goufen, säit dem 1.1.2023 nach net ausgeglach goufen.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wat ass de Grond fir d'Aussetze vun de Remuneratiounen?

2. Wéi vill Doktere si vun dësem Ausfall vun der Remuneratioun betraff? Wéi enge Beräicher gehéieren déi betraffen Dokteren un?

3. Mat wéi engem Delai kënnen déi betraffen Doktere rechnen, bis hir Remuneratioun ausgeglach gëtt?

**Réponse** (06/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Déi éischt Konventioun am Kader vum Pilotprojet „organisation d'un système d'indemnisation national pour les gardes sur place et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et certains établissements spécialisés" war applikabel vum 1. Juni bis den 31. Dezember 2022.

Doduerch, dass den Avenant fir dëst Joer, ënner anerem aus budgetäre Grënn, réischt den 12. Abrëll 2023 vun alle Parteie konnt ënnerschriwwe ginn, huet d'Ausbezuele vun den Indemnitéiten ee Moment missen ausgesat ginn, bis dës administrativ Demarche ofgeschloss war.

Et sief nach ze präziséieren, datt d'Relevéen och just ausbezuelt kënne ginn, wann se de Critèrë vun der Konventioun entspriechen.

ad 2. Am Ganze gëtt et 30 Lignes „gardes sur place" a 84 Lignes „d'astreinte". Wéi vill Dokteren dës Lignes assuréieren, ass ofhängeg vun der interner Organisatioun am Spidol an deemno och ënnerschiddlech vu Mount zu Mount.

Et ass am Pilotprojet, op Basis vun de Gesetzestexter an a Kollaboratioun mat de Parties prenantes, definéiert ginn, a wéi engem Service hospitalier eng „garde sur place" oder eng „astreinte" prestéiert gëtt.

Am Ganze si 40 Spidolsservicer, op all Spideeler an Établissements spécialisés opgedeelt, am aktuelle Perimeter zréckbehale ginn.

Ee Comité d'accompagnement et d'évaluatioun ass amgaangen, den aktuelle Fonctionnement a Perimeter ze analyséieren a kann Adaptatioune virgesi fir d'Perennisatioun vum System fir 2024.

ad 3. D'Relevéen, déi de Ministère fir d'Méint Januar a Februar krut, si schonn traitéiert an en cours de liquidation. D'Indemnisatioun gëtt un d'Spideeler ausbezuelt, déi dann déi jeeweileg Doktere mussen ausbezuelen.

Et ass och nach ze präziséieren, datt nach net all Spidol d'Relevéë fir d'Méint Januar a Februar eragereecht hunn. Esoulaang de Ministère kee Relevé krut, kann och näischt ausbezuelt ginn.

D'Relevéë fir de Mount Mäerz ginn de Moment vun de jeeweilege Spideeler eragereecht.

**Scolarisation des enfants atteints de dysphasie** | Question **7900** (19/04/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Vill Kanner hei zu Lëtzebuerg hu sougenannt „Dys-Problemer"; dat ka vu Problemer beim Liesen oder Schreiwe bis hin zu Problemer mam Schwätzen, Rechnen oder Beweegen zesummenhänken.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. D'Delaie beim CDA (Centre pour le développement des apprentissages), fir en Dys-Test bei engem Kand maachen ze loossen, sinn anscheinend relativ laang. Wéi laang sinn déi Delaien am Duerchschnëtt a wat wëll den Här Minister maachen, fir déi Delaien ze verkierzen?

2. Wéi gëtt d'Léierpersonal iwwer d'Dys-Problematik informéiert, sensibiliséiert an op esou Situatioune virbereet? Ass och bei de „Quereinsteiger" garantéiert, datt si dat néidegt Versteesdemech fir déi betraffe Kanner hunn?

**Réponse** (09/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De CDA erstellt diagnostesch Rapporten an zwee grousse Beräicher, de Léierstéierungen (Dyslexie, Dysorthographie, Dyscalculie asw.) an dem TDA/H. En universellen Dys-Test gëtt et net; mir schwätzen hei vun engem héich komplexe Multiaxial-Diagnostik, deen an der Reegel um besteeënden Dossier opbaut, a wou Spezialisten aus verschiddene Fachrichtunge geziilt Beräicher analyséieren an exploréieren. Et sinn dëst Psychologen, Pädagogen, Orthophonisten, Psychomotoriker, Enseignanten an awer och spezialiséiert Dokteren ewéi z. B. Kanner- a Jugendpsychiater. An den

eenzelne Fachrichtunge gëtt et dann nach Spezialiséierungen. Esou huet de CDA z. B. Psychologen, déi an der Dyscalculie spezialiséiert sinn, oder Fachleit, déi offiziell akkredidéiert sinn, fir den Diagnostik am Engleschen ze stellen. Bei 50 % vun den Dossiere sinn och méi ewéi zwee Fachleit am Dossier involvéiert. Jee nodeem wéi den Dossier sech presentéiert, kënnen d'Waardezäiten deemno ënnerschiddlech laang sinn. Am Schouljoer 21/22 louch d'Waardezäit an der Moyenne bei 2,7 Méint.

De CDA setzt op dräi Niveauen un, fir d'Delaien ze verkierzen:

a) D'Rapporte gi weider standardiséiert an digitaliséiert. Dëst reduzéiert déi redaktionell Aarbecht a féiert esou zu engem Zäitgewënn.
b) Dacks sinn Dossieren, wann se iwwert d'CNI an de CDA ginn, schonns zimmlech komplett. Mam Retour vun erfuerene Fachleit gouf eng Taskforce opgestallt, déi Analys-Dossiere ganz séier kann opschaffen, esoudatt déi net onbedéngt nach eemol bis an den Diagnostik-Grupp musse goen.
c) Mat der neier Antenn zu Déifferdeng, déi am September 2023 opgeet, proposéiert de CDA den Diagnostik an engem Phasemodell. Dëst erlaabt et, eng nach méi effizient a prezis Planung vun den Diagnosticken ze maachen, an esou d'Zäit däitlech ze reduzéieren.

ad 2. Eng vun den Aufgabe vun der Schoul ass et, de Bedierfnisser vun alle Schüler méiglechst gerecht ze ginn. All Kand, onofhängeg vu senge Fäegkeeten, soll esou encadréiert ginn, datt et sech beschtméiglech entfale kann. Déi inklusiv Approche, déi unhand vun Differenzéierungsmoossnamen a gegeebenefalls mat der Ënnerstëtzung vu spezialiséiertem Personal an der Schoul ëmgesat gëtt, spillt heibäi eng zentral Roll.

Aus dësem Grond gëtt scho bei der universitärer Ausbildung vun den zukünftegen Enseignanten e besonnesche Fokus drop geluecht, datt d'Studente léieren, d'Bedierfnisser vun de Kanner ze erkennen an ze reflektéieren an dëse Bedierfnisser mat ënnerschiddleche pedagogesche Mëttel gerecht ze ginn. An dësem Zesummenhang soll hir Ausbildung si drop virbereeden, Léierprozesser ze verstoen, ze analyséieren an ze bewäerten an dobäi déi individuell Ressourcë vun hire Schüler ze berücksichtegen. Si léieren, ënnerschiddlech Methoden an Unterrechtsforme fir en eegestännegt, ganzheetlecht a kompetenzorientéiert Léiere vun de Kanner ze erméiglechen an ze förderen.

An de Coursë vun hirer Ausbildung léieren d'Studente vum Bachelor en sciences de l'éducation (BScE), de jeeweilegen Entwécklungsstand vun de Kanner ze identifizéieren an unhand vun de passenden Differenzéierungsmesuren op déi jeeweileg Bedierfnisser anzegoen, fir et esou all Kand ze erméiglechen, seng Kompetenze beschtméiglechst ze entwéckelen.

Am Kontext vun den ugeschwatenen Dys-Problematike besichen d'Studente vum BScE beispillsweis Coursë wéi „Förderung von Schreib- und Lesekompetenzen" a „Weiterführendes Lesen und Schreiben ab C3", an deenen si d'Entwécklung vun den éischte Schreifversich bis hin zur Schreifkompetenz kenne léieren a léieren, d'Kompetenze vun hire Schüler anzeschätzen. Si ginn dozou ausgebilt, differenzéiert Aktivitéiten ze gestalten, déi esouwuel den individuelle Bedierfnisser vun de Schüler, wéi och dem Léierplang an dem soziokulturelle Kontext Rechnung droen.

Zousätzlech besichen d'Studente vum BScE och ee Cours, deen sech ganz spezifesch mat der Dys-Problematik beschäftegt. Heibäi handelt et sech ëm de Cours „Sprachentwicklung und Sprachentwicklungsstörungen/Numerische Kompetenzen: Entwicklung und Entwicklungsstörungen".

Am Deel „Sprachentwicklung und Sprachentwicklungsstörungen" léieren d'Studenten, wéi sech geschriwwen a geschwate Sprooch bei engem Kand entwéckelt a wat déi wichtegst Indicateure fir de Léierprozess vun hire Schüler sinn. Si kréien hei ee Verständnes fir déi verbreetsten Entwécklungsstéierungen, déi déi mëndlech a schrëftlech Sproochleeschtunge vun hire Schüler kënne beanträchtegen. Generell ass d'Zil vun dësem Cours, zukünftegen Enseignanten dat néidegt Wëssen ze vermëttelen, fir mëndlech a schrëftlech Sproochkenntnisser am Unterrecht effizient ze vermëttelen an sech de Schwieregkeete bewosst ze sinn, deenen d'Kanner heibäi begéine kéinten.

Am Kader vun der Formatioun, déi all Beruffsufänger wärend dem Stage respektiv der Période d'initiation an der Période d'approfondissement leescht, gëtt d'Méiglechkeet ugebueden, de Sujet vun den Dys-Problemer nach weider ze verdéiwen. Wärend dëser Phase d'insertion professionnelle sinn eng Rei Formatiounsstonnen au choix virgesinn, déi d'Participanten deemno selwer eraussiche kënnen, am Zesummenhang mat deem Kontext, an deem si schaffen.

Fir de Sujet vun den Dys-Problemer weider ze verdéiwen, bitt och den IFEN ganz spezifesch Weiderbildungen un, wéi zum Beispill:

– Dys, Dys und nochmal Dys: Überblick über die verschiedenen Lernschwierigkeiten: Dyslexie, Dyskalkulie, Dyspraxie und das Aufmerksamkeitsdefizitsyndrom (AD(H)S)
– Konkrete Unterstützung von Kindern mit Lern- und Verhaltensschwierigkeiten: Dyslexie
– Konkrete Unterstützung von Kindern mit Lern- und Verhaltensschwierigkeiten: Dyskalkulie

Allgemeng proposéiert den IFEN iwwert 70 Weiderbildungen am Beräich vun der Dys-Problematik an huet an dësem Kontext eleng am Schouljoer 2022/2023 818 Agenten an enger vun dëse Formatiounen ausgebilt. D'Formatioune vum IFEN riichten sech am Allgemengen un dat ganzt Schoulpersonal, woubäi et awer och speziell Offere fir d'I-EBS, d'ESEB an d'Kompetenzzentre gëtt.

Fir d'Enseignanten aus der Grondschoul zousätzlech beim Encadrement vun de Schüler mat enger Dys-Problematik ze ënnerstëtzen, stinn hinnen op lokalem Niveau d'Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins spécifiques (I-EBS) zur Säit, déi jeeweils un eng Schoul affektéiert sinn an deenen hir Missioun et ënnert anerem ass, d'Léierpersonal bei der Prise en charge vun de Schüler mat besonnesche Besoinen am Sënn vun enger inklusiver Approche innerhalb vun der Klass ze ënnerstëtzen.

Des Weidere gëtt et um regionale Plang an all Regionaldirektioun eng Équipe de soutien des élèves à besoins spécifiques (ESEB), déi d'Enseignantë berode kann, wéi se mat de Kanner mat enger Dys-Problematik an hirer Klass ëmginn an déi awer och eng ambulant Prise en charge vum Schüler an der Klass (Assistance en classe) assuréiere kann.

Dernieft existéieren um nationale Plang d'Kompetenzzentren, deenen hir Aufgab et ënnert anerem ass, d'Léierpersonal ze beroden, wéi et mat engem Kand mat spezifesche Besoinen an der Klass kann ëmgoen. Des Weidere bidden och d'Kompetenzzentren eng ganz Rei Moossnamen un, wou si direkt mam Kand a mat sengem Ëmfeld schaffen.

**Conflit d'intérêt au sein du CGIE** | Question **7901** (19/04/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am „Reporter"-Artikel „Family business im Bildungsministerium" vum 30. Mäerz 2023 heescht et am Zesummenhank mam „e-Bichelchen", enger App, déi säit September 2022 an de Primärschoulen an enger Pilotphas genotzt gëtt, datt den Optrag fir d'Entwécklung vun dëser Software 2022 vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) un de Jong vum stellvertriedenden Direkter vum CGIE erdeelt gouf an datt de Leschtgenannten am Virfeld vun dëser Decisioun bei sengem direkte Virgesetzte Bedenke géint „einen potenziellen Interessenkonflikt" ugemellt huet. Et liest ee weider: „CGIE-Direktor Daniel Weiler informierte allerdings weder das Kabinett des Ministers noch Claude Meisch selbst über den Interessenkonflikt seines Stellvertreters. Mehr noch: In den obersten Etagen des Ministeriums wurde man nicht darüber in Kenntnis gesetzt, dass die Software nicht vom CGIE, sondern von einem externen Dienstleister hergestellt wurde."

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister d'Grënn nennen, firwat de CGIE-Direkter säi Virgesetzten net iwwer den Interessekonflikt vu sengem Stellvertrieder a Kenntnis gesat huet?

2. Kann den Här Minister Informatiounen iwwer eventuell intern Konsequenze betreffend d'Feelverhale vum CGIE-Direkter ginn?

3. Huet den Här Minister en Abléck an déi aner Opträg, déi de CGIE an de leschten zwee Joer erdeelt huet? Wa jo, kann den Här Minister preziséieren, ëm wéi eng Opträg et sech dobäi handelt an u wéi eng Firmen déi Opträg vergi goufen?

**Réponse** (13/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7868 erkläert, huet de CGIE-Direkter zu kengem Moment en Interessekonflikt gesinn, well de Stellvertrieder vum CGIE-Direkter zu kengem Moment an den Entscheedungsprozess matagebonne war.

ad 2. Et steet mir net zou, méiglech intern Demarchen a personell Konsequenze fir e Beamten oder Employé ëffentlech ze maachen.

ad 3. D'Software-Entwécklung vum CGIE gëtt ausschliisslech „inhouse" vun der Entwécklungsequipe vum CGIE gemaach, ausser wann eng Urgence virläit a kuerzfristeg keng intern Ressourcen disponibel sinn, oder de CGIE net iwwer déi néideg Kompetenze verfüügt. Dëst ass an de leschten zwee Joer just an dëse Fäll gemaach ginn:

2021
– Integration SMS (School Management System) fir international Schoulen duerch d'Firma MySchool Limited (Malta)
– Weiderentwécklung vun der Applikatioun Untis Central zur Berechnung vun den Iwwerstonne vun den Enseignanten am ES duerch d'Firma Untis GmbH (Éisträich)

2022
– Entwécklung vun der Applikatioun „e-Bichelchen" fir d'Hausaufgabenhëllef vum Fondamental duerch d'Firma Apporix (Lëtzebuerg)
– Mobile App Entwécklung vun engem Messenger baséierend op Open Source Matrix Protokoll (POC fir iOS+ Android) duerch d'Firma Ungleich glarus ag (Schwäiz)
– Weiderentwécklung vun der Applikatioun Untis Central zur Berechnung vun den Iwwerstonne vun den Enseignanten am ES duerch d'Firma Untis GmbH (Éisträich).

**Utilisation du crayon pour voter dans le cadre des élections communales** | Question **7902** (20/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Gemengewale sti virun der Dier an d'Madamm Inneministesch huet schonn eng Rei Circulairen zu de Walen un d'Buergermeeschteren a Buergermeeschtesche geschéckt.

Bei de leschte Wale goufen a verschiddene Walbüroe Bläistëfter amplaz Bicken an d'Walkabinne geluecht. De Risiko bei de Walziedelen, déi per Bläistëft ausgefëllt ginn, ass, dass d'Votten herno verännert oder ewech radéiert kéinte ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

– Wäert d'Madamm Inneministesch eng Circulaire un all d'Gemenge maache mat der Uweisung, dass nëmme Bicken dierfe benotzt ginn?

**Réponse** (27/04/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Ech verweisen den Deputéierten op d'Artikelen 109, 211 an 240 vum Walgesetz:

« Art. 109 : Est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 à 15.000 euros, quiconque a contrefait un bulletin électoral ou a fait usage d'un bulletin contrefait.

Est puni des mêmes peines, tout membre d'un bureau, ou tout témoin de candidat, qui, lors du vote ou du dépouillement du scrutin, est surpris altérant frauduleusement, pour les rendre nuls, soustrayant ou ajoutant des bulletins ou des suffrages, ou indiquant sciemment un nombre de bulletins ou de votes inférieur ou supérieur au nombre réel de ceux qu'il est chargé de compter. Les faits sont immédiatement mentionnés au procès-verbal.

Art. 211 : L'électeur exprime son vote en traçant une croix (+ ou x) dans la case réservée à la suite du nom de chacun des candidats pour lesquels il vote.

Art. 240 : Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de conseillers à élire. Il peut attribuer deux suffrages à chacun des candidats jusqu'à concurrence du total des suffrages dont il dispose.

L'électeur qui, à l'aide d'un crayon, d'une plume, d'un stylo à bille ou d'un instrument analogue, remplit le cercle blanc de la case placée en tête d'une liste ou qui y inscrit une croix (+ ou x) adhère à cette liste en totalité et attribue ainsi un suffrage à chacun des candidats de cette liste.

Chaque croix (+ ou x) inscrite dans l'une des deux cases réservées derrière le nom des candidats vaut un suffrage à ce candidat.

Tout cercle rempli, même incomplètement, et toute croix, même imparfaite, expriment valablement le vote, à moins que l'intention de rendre le bulletin reconnaissable ne soit manifeste. »

Vu dass d'Walgesetz verschidden Instrumenter virgesäit, mat deenen de Walziedel kann ausgefëllt ginn an de Crayon net ausschléisst, ass et net méiglech, d'Gemenge per Circulaire iwwert de Contraire ze informéieren. Ausserdeem si penal Sanctioune virgesinn, wann e Walbulletin gefälscht sollt ginn. Zousätzlech dierfen d'Kandidaten en Temoin (Walbeobachter) fir all Walbüro designéieren, dee bei de Waloperatiounen derbäi ass.

**Reprise d'exercer d'un médecin généraliste** | Question **7903** (20/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Säit dem 17. Abrëll däerf de Generalist, géint deen 2022 een zäitweilegt Beruffsverbuet ausgeschwat gi war, erëm schaffen. Seng Praxis ass erëm op, wéi d'„Tageblatt" an engem Artikel vum 19. Abrëll mellt. Wéi d'„Lëtzebuerger Land" d'lescht Joer gemellt hat, hat de Medezinner vill Déngschter am Centre médical zu Ettelbréck iwwerholl.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann de Generalist och erëm seng Aarbecht an engem Centre médical ophuelen?

2. Wa jo, wäert dofir gesuergt ginn, dass zäitgläich nach een aneren Dokter oder eng aner Doktesch present ass, fir dass d'Patienten net gezwonge sinn, sech vum verurteelte Generalist behandelen ze loossen?

3. Kann d'Ministesch Afloss dorop huelen, wien an engem Centre médical Déngscht huet? Wie ka soss Afloss dorop huelen?

**Réponse** (05/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. bis 3. Well dat zäitweilegt Beruffsverbuet géint de concernéierten Dokter mëttlerweil opgehuewen ass, huet de Betraffene rëm d'Autorisatioun, fir zu Lëtzebuerg d'Medezinn ze exerzéieren an déi domat och verbonne Pflichten ze respektéieren. Laut Artikel 6 (3) vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwer Medezinner, Zännmedezinner a Veterinärmedezinner muss all Dokter, deen zu Lëtzebuerg eng Autorisatioun huet, d'Allgemengmedezinn ze exerzéieren, beim sougenannte Service de remplacement matmaachen. Zu dëser Pflicht gëtt et keng gesetzlech Ausnamen.

An der Maison médicale zu Ettelbréck sinn 2 Dokteren, déi Garde maachen. Si couvréieren d'Consultatiounen an der Maison médicale an d'Hausbesich.

**Données concernant le logement** | Question **7904** (20/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Viru Kuerzem huet de Minister Henri Kox op d'parlamentaresch Fro vum Deputéierte Mars Di Bartolomeo mat iwwer 30 Froe geäntwert. Dës Lëscht vu Froe géif ausdrécken, „datt et am Logement eng ganz Rei Sujete gëtt, iwwert déi de Ministère gären eng besser Datelag hätt a wéilt fuerschen". An der Heure des questions vum 18. Abrëll goufe vum Minister zwar schonn e puer Punkten ugeschwat, trotzdeem bleiwen nach vill oppe Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi kann de Ministère dofir suergen, dass de privaten Immobiliesecteur méi Wunnengen entwéckelt, déi op d'Finanzéierungskapazitéit vun de mëttleren Akommesstéit zu Lëtzebuerg passen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

2. Wéi een Undeel haten d'Loyeren op d'Entwécklung vun de Lëtzebuerger Immobiliepräisser an de leschten zwanzeg Joer?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

3. Wéi ka bei der Entwécklung vun neie Logementer den Impakt op d'Äerderwiermung limitéiert ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

4. Wéi kann ee gutt Zesummeliewen a stättesche Quartieren, déi ëmmer méi dicht bebaut ginn, assuréiert ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

5. Wat ass déi duerchschnëttlech Wunnfläch pro Awunner an no de Regiounen a Kategorie vum Alter oder der sozioekonomescher Situatioun zu Lëtzebuerg? Wéi sinn dës Moyennen am Vergläich mat dem Duerchschnëtt vun eisen Nopeschlänner?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

6. Wat wier déi noutwenneg Wunnfläch pro Awunner, fir den Erausfuerderunge vun enger nohalteger Entwécklung gerecht ze ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

7. Wat ass d'Virstellung vu bezuelbarem Wunnraum fir jonk Leit, fir Leit iwwert 60 Joer a fir Familljen?
Wéi hunn sech dës Virstellungen zanter den 1980er-Joren entwéckelt? Entsprécht de Lëtzebuerger Wunnengsbau dëse Virstellungen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

8. Wéi ka potenziell Wunnraum zu Lëtzebuerg mobiliséiert ginn, fir de verfügbare Wunnraum besser ze notzen a gläichzäiteg déi wirtschaftlech Widderstandsfäegkeet vun de Stéit ze stäerken?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

9. Wéi eng Auswierkunge wäert d'proposéiert Mobiliséierungssteier hunn op d'Bereetschaft vun de Proprietairen, hir Terrainsreserve fir Wunnengen auszebauen? Wéi eng Korrelatioune gëtt et tëscht dem Niveau vum Steiersaz an der Entwécklung vum Logement?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, d'Gesetz ze evaluéieren, esoubal et a Kraaft ass, a wa jo, wéi oft soll dës Evaluatioun gemaach ginn?

10. Wéi ka séchergestallt ginn, datt eng Mobiliséierungssteier fir d'Entwécklung vu Wunnenge keen negativen Impakt op d'Evolutioun vun de Präisser huet a gläichzäiteg assuréieren, dass d'Entwécklung vun neiem Wunnraum konform mam PDAT ass?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

11. Wat fir en Impakt huet eng Leerstandsteier op d'Dispositioun vun de Proprietairen, fir dës Appartementer ze lounen? Wat fir een Impakt hätt eng méi substanziell Offer vun der Gestion locative sociale op d'Mobiliséierung vun onbewunnte Wunnengen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

12. Wéi bewäert de Ministère den Impakt vun der Masse monétaire op d'Evolutioun vun Immobiliepräisser an Europa?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

13. Wéi ass den Taux vun de Recoursen op aner individuell Hëllefen, fir een Zougang zu Immobilien ze kréien?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

14. Wéi kënnen d'Käschte fir den Acteur fir d'Gestion locative sociale méi präzis bewäert ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

15. Wéi kann d'Produktivitéit vum Bausecteur verbessert ginn, déi an engem konstante Réckgang ass? Wéi ka séchergestallt ginn, datt de Bausecteur e Pionéier beim Asaz vun erneierbare Baumaterialie gëtt?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

16. Wéi kann d'Kreeslafwirtschaft am Bausecteur geféierdert ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

17. Wéi kann assuréiert ginn, datt déi Responsabel op Gemengenniveau d'Entwécklung vu bezuelbare Wunnengen an hire Gemenge méi offe begréissen, dëst besonnesch op fréieren Industriefrichen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

18. Wéi gëtt eng sozial Mëschung definéiert? Gëtt et eng „gesond sozial Mëschung"?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

19. Gëtt et sozial Diversitéitskrittären, déi um Niveau vun der urbaner Entwécklung ëmgesat musse ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

20. Wat sinn déi psychologesch, wirtschaftlech, sozial a kulturell Faktoren, déi Stéit mat engem nidderegen Akommes schwächen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

21. Wat sinn déi psychologesch, wirtschaftlech, sozial a kulturell Faktoren, déi Stéit mat engem héijen Akommes schwächen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

22. Wéi eng Verbindunge gëtt et tëscht der Diversitéit vun den Awunner vun enger Residenz an der Widderstandsfäegkeet vum Zesummeliewen?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

23. Wat fir eng Begleedung ass néideg fir e gutt Zesummeliewen an enger Residenz mat enger grousser wirtschaftlecher, sozialer a kultureller Diversitéit?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

24. Wat fir eng Begleedung ass néideg fir e gutt Zesummeliewen an engem Quartier mat enger grousser wirtschaftlecher, sozialer a kultureller Diversitéit?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

25. Wéi een Impakt huet d'Mixité scolaire op e gutt Zesummeliewen an engem Quartier?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

26. Wéi definéiert de Logementsministère „Gentrifizéierung"? A wéi enge Quartiere vun de grousse Lëtzebuerger Uertschaften ass eng „Gentrifizéierung" feststellbar?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

27. Wéi ka beim Logement an de „quartiers populaires" déi energeetesch Transitioun geléngen? Wéi kënnen esou „quartiers populaires" identifizéiert ginn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

28. Wéi eng Verbesserunge sinn néideg, fir dass de System vun de Commissions de loyer zu engem effektive Mediatiounsorgan gëtt?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

29. Wéi ass d'Evolutioun vun der Gréisst vun deene Firmen, déi am Beräich an der Entwécklung vun der Wunneng aktiv sinn?
Falls de Minister dat net weess, wäert en säi Ministère beoptragen, dëst erauszefannen, a wa jo, bis wéini solle Resultater virleien?

30. Wann de Ministère sech méi wéi 29 wichteg Froen zum Theema Logement stellt, firwat huet de Minister net éischter Mesuren ergraff, fir Äntwerten op seng Froen ze fanne respektiv ze probéieren, fir un déi noutwenneg Donnéeën ze kommen? Wat sinn d'Problemer, déi beim Beäntwere vun deene Froen optrieden? Wat bräicht de Minister vun der Chamber, fir d'Beäntwerung méiglech ze maachen?

**Réponse** (23/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 7780 goufen eng Rëtsch Sujeten opgelëscht, wou et menger Meenung no intressant a wichteg wier, verdéiwend Recherchen ze maachen. Dës Theeme ginn och an der Fro Nummer 7904 erëm opgelëscht.

Leider sinn esouwuel déi finanziell an zäitlech Mëttel ewéi och déi allgemeng Datelag net esou, datt zu dëse Sujeten déi u sech wichteg Recherchen zäitno méiglech wieren.

Aktuell schafft den Observatoire dofir schwéierpunktméisseg un enger Rëtsch Etuden zu den Theemen:

– Evolutioun vun der Réserve foncière
– Evolutioun vun der Konzentratioun vun der Proprietéit vun dëser Reserv
– Charakteristike vun den Éischtkeefer vu Wunnengen an hir Evolutioun an der Zäit
– Grënn fir den „Non-Take-Up" bei Wunnengshëllefen
– Evolutioun vum Buedempräis bei Vefa-Venten
– Verbrauch u Landfläch fir Wunnzwecker
– Allgemeng Wunnsituatioun a spezifesche Bedarf un Ënnerstëtzung fir Leit an ënnerschiddleche Wunnsituatiounen
– Aktualiséierung zu de rezent publizéierte Studien zum Taux d'effort, dem Impakt vu fiskalen a soziale Moossnamen am Wunnberäich.

Aktuell verfüügt de Wunnengsbauministère iwwert e Budget vu 760.000 € fir de Finanzement vun de Recherchë vum Observatoire de l'habitat, déi vum LISER ëmgesat ginn, zum Deel an Zesummenaarbecht mat dem Statec. Dëse Budget ass zënter 2018 vu ronn 560.000 ëm 35 % gehuewe ginn. Fir dës Aarbechte weider auszebauen, bräicht de Ministère nieft enger zousätzlecher Dotatioun am Budget och dat néidegt wëssenschaftlecht Personal an de Beräicher Ekonomie a Sozialwëssenschaft, fir déi Etuden adequat ze encadréieren.

**Problèmes auprès de l'Administration des contributions** | Question **7905** (20/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 13. Abrëll gouf am „Paperjam" een Interview mat der Directrice vun der Steierverwaltung publizéiert, wou iwwert eng ganz Rei vu Problemer geschwat gouf. An dësem Interview goufen awer net nëmme Froen iwwert intern Problemer bei der Steierverwaltung (ACD) gestallt, mee och zur Steiererklärung.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Sanktioune goufen, opgelëscht pro Joer, zënter 2018 verhaangen, well Persounen hir Steiererklärung ze spéit ofginn hunn?

2. No wéi enge Krittäre ginn d'Astreintë festgeluecht, mat där e Contribuabel ka bestrooft ginn?

3. Sinn d'Krittären, no deenen d'Astreintë festgeluecht ginn, fir all d'Steierbüroen hei am Land déi selwecht? Wann nee, firwat gëtt et Ënnerscheeder a wéi eng genau sinn dat?

4. Wéi vill Postimpositioune goufen zënter 2018 gemaach?

5. Bei wéi ville vun dëse Kontrolle postimposition gouf duerno e Redressement gemaach, opgeschlësselt no en faveur vum Contribuabel an en défaveur vum Contribuabel?

**Réponse** (30/05/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Der Steierverwaltung sti verschidde Mëttel zur Dispositioun, am Fall wou e Contribuabel senge steierleche Flichten net nokënnt.

Dëst sinn, ënner anerem fir d'Steierbüroen, Astreinten, déi verhaange ginn, wann zum Beispill guer keng Steiererklärung eragereecht respektiv enger Opfuerderung, fir Dokumenter nozereechen, net nogaange gëtt, oder en Opschlag fir e verspéit Erareeche vun der Steiererklärung (Supplément pour dépôt tardif).

D'Dispositioune vun den Astreintë ginn duerch de Paragraf 202 vun der Abgabenordnung (AO) determinéiert a si fir all Servicer vun der Steierverwaltung identesch applikabel. Dëse Festsetzungen ass ëmmer ee Rappell an eng Sommatioun vun enger Astreinte virausgaangen.

D'Zuel vun den Astreintë vum Steierjoer 2018 un ass heidrënner opgelëscht:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Et ass ze bemierken, datt déi genannten Zuele verschidde Steierjoer ëmfaassen a sech zum gréissten Deel aus Astreinten zesummesetzen, déi wéinst dem Netbeuechte vum Erareeche vun der Steiererklärung festgesat gi sinn.

Den Opschlag fir e verspéit Erareeche vun der Steiererklärung ass eng aner Moossnam, déi dem Steierbüro zur Verfügung steet. Dëst Mëttel ass duerch de Paragraf 168 Abschnitt 2 vun der AO gereegelt a ka bis zu 10 % vun der festgesater Steier bedroen.

De Gesamtbetrag pro Steierjoer vun dësem Opschlag evoluéiert duerch d'Unzuel vun den immatrikuléierten a besteierten Dossiere vum betraffene Steierjoer.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Generell bleift ervirzehiewen, datt d'Festsetze vun dëse Moossname vum Preposé vum Steierbüro entscheet gëtt, an dëst no detailléierter Instruktioun an Analys vum betraffenen Dossier.

D'Astreinten, déi jee no Fall verhaange ginn, mussen natierlech dem Steierflichtege sengem Dossier entspriechend notamment a Konformitéit mam Paragraf 2 vum Steierupassungsgesetz („StAnpG") („Billigkeit und Zweckmässigkeit") sinn.

Sollt de Steierflichtegen, trotz Festsetze vun enger Astreinte, senger Verflichtung, fir eng Steiererklärung eranzereechen, nach ëmmer net nokommen, sou setzt de Steierbüro d'Steiercote iwwert de Wee vun enger Schätzung nom Paragraf 217 vun der AO fest. Dem Steierflichtege stinn an esou engem Fall déi selwecht Rechtsmëttel zur Dispositioun wéi bei enger Besteierung, déi eng presentéiert Steiererklärung zur Grondlag huet.

Den Taux vu Postimpositiounen, also vun de rektifikative Besteierungen, déi op nodréiglech Ufro vum Steierflichtegen no enger Schätzung gemaach gi sinn, läit fir d'Steierjoren 2018 bis 2021 am Duerchschnëtt bei 4,7 %. Ob dës Redressementer favorabel oder defavorabel fir de Contribuabel waren, ass duerch déi divers Grondlagen, déi als Ausgangspunkt fir dës Redressementer déngen, net ze bestëmmen.

**Recours contre les résultats d'examens au LTPS** | Question **7906** (20/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Laut mengen Informatiounen ass ee Recours géint d'Examensresultater vum LTPS (Lycée technique pour professions de santé) agereecht ginn. Konkreet geet et ëm d'Benoutung vum Stage.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister dee Recours confirméieren?
• Wa jo, wat sinn déi konkreet Kritickpunkten?

– Wat gesäit den Här Minister vir, fir vergläichbar Situatiounen an Zukunft ze verhënneren?

– Ware méi Studenten am selwechte Joergang an enger änlecher Situatioun, ouni awer ee Recours ze maachen?
• Wa jo, wat geschitt elo mat hire Resultater?

– Gëtt et eng duebel Bewäertung bei prakteschen a mëndlechen Examen?

– Wien definéiert d'Nott vum Stage am Milieu clinique a wéi kënnt dës zestan?

**Réponse** (11/05/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech kann effektiv bestätegen, dass zurzäit e Recours contentieux géint Examensresultater vum Lycée technique pour professions de santé (LTPS) virum Tribunal administratif unhänkeg ass. Et handelt sech dobäi ëm en Ex-Student vun engem vun de BTS-Programmer, déi am LTPS offréiert ginn.

Well et sech awer ëm en Dossier en cours virum Verwaltungsgeriicht handelt an aus Dateschutzgrënn, kann ech keng weider Detailer zu der Affär ginn.

Deementspriechend kënnen och keng Aussoen zur Vergläichbarkeet vun deem Fall mat aneren/änleche Fäll gemaach ginn, ausser dass et sech heibäi ëm deen eenzege Recours virum Verwaltungsgeriicht betreffend Benoutungen am Kader vu BTS-Programmer handelt.

Méi allgemeng, kann ech allerdéngs follgend Informatioune vum LTPS weiderginn iwwer d'Benoutung vun de Stagen a prakteschen Examen an de BTS-Programmer:

Wärend dem Enseignement clinique ginn d'Studenten op verschidde Stageterraine geschéckt, fir hir professionell Kompetenzen ze entwéckelen an hiert theoreetescht Wësse praktesch ëmsetzen ze kënnen. An dësem Kader gi se vum ausgebilte Fleegepersonal begleet, fir hiert fachlecht a praktescht Wëssen ëmsetzen ze léieren. Den Enseignant vum LTPS geet zu festgeluechte Momenter mat de Studenten op den Terrain schaffen an evaluéiert souwuel formativ wéi sommativ, ob d'Acquis d'apprentissage erreecht gi sinn.

Wat déi sommativ Bewäertung vum Enseignement clinique ugeet, setzt déi sech zesummen aus der Bewäertung vun der Ekipp vum Terrain de stage, dat heescht vun deene Professionnels de santé, mat deenen de Student am Alldag wärend sengem Stage zesummegeschafft huet, an aus der Bewäertung vum Enseignant, dee sech wärend senger Visitt mam Student just op déi Evaluatioun ka fokusséieren. D'Gewiichtung vun deenen zwou Bewäertungen an der finaler Nott vum Enseignement clinique variéiert jee no BTS-Programm.

D'Benoutung baséiert sech op ee Kompetenzsystem, dee pro Studiejoer a Stage definéiert ass. Dëse System determinéiert, wéi eng Kompetenzen de Student pro Stage muss erreechen, fir dësen ze bestoen.

**Trafic routier dans les alentours de Kayl, Tétange et Rumelange** | Question **7907** (20/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Verkéierssituatioun am Käldall spëtzt sech weider zou. An de Spëtzestonne geet a villen Niewestroosse vun de Gemenge Rëmeleng a Käl-Téiteng – virun allem op de „Schläichweeër" a Richtung Frankräich an aus Richtung Frankräich – net méi vill. Fir d'Awunner gëtt d'Verkéierssituatioun zu enger Dauerbelaaschtung, si erstécke reegelrecht am Trafic.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

1. Wéi ass d'Verkéierssituatioun an der genannter Regioun op den Haaptachsen, am Allgemengen an an de Spëtzestonnen?

2. Wat plangt den Här Minister, fir d'Verkéierssituatioun am Käldall an domat d'Liewensqualitéit vun de Leit kuerzfristeg ze verbesseren?

3. Wéi wëll den Här Minister d'Offer un Eisebunnsverbindunge vu Rëmeleng aus méi attraktiv maachen an a wéi engem Zäitraum soll dat geschéien?

**Réponse** (09/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Nationalstrooss N33 tëschent Rëmeleng, Téiteng, Keel an der Opfaart fir op d'Autobunn A13 ass d'Haaptachs, déi de Keeldall an déi ugrenzend franséisch Regioun mat dem lëtzebuergeschen Autobunnsreseau verbënnt. Haaptsächlech moies an de Spëtzestonnen a Richtung A13 an owes a Richtung Rëmeleng/Frankräich ass de Stroossereseau an der Regioun méi héich belaascht.

Op Basis vun enger punktueller Verkéierszielung am Oktober 2020 am Raum Keel, Téiteng a Rëmeleng, konnte follgend Verkéierslaaschte festgestallt ginn:

– Op der N33 tëschent Téiteng a Keel, läit d'Verkéierslaascht bei 11.445 Gefierer, verdeelt op 13 Stonnen am Dag (also vu moies 6.00 bis owes 19.00 Auer). Op der Parallellachs, dem CR166, sinn et am nämmlechten Zäitraum ëm déi 2.000 Gefierer;

– Um Zoubrénger zum Echangeur A13, der N33, goufen 9.685 Gefierer, verdeelt op 13 Stonnen, gezielt;

– An der Spëtzestonn moies vu 7.00 bis 8.00 Auer goufen op der Héicht vum Rondel zu Keel, dem nevralgesche Punkt am Stroossereseau, 710 Gefierer vu Rëmeleng kommend (N33), 400 Gefierer vun Diddeleng kommend (N31) a 600 Gefierer pro Stonn vun Esch/Keel kommend (N31) gezielt. Den Haaptflux ass am Dall op der N33 ab dem Rondel a geet dobäi a Richtung Echangeur A13 mat 970 Gefierer pro Stonn;

– An der Owesspëtzt vu 16.00 bis 17.00 Auer, ass den Haaptflux erëm op der N33 ab dem Echangeur A13 bis bei de Rondel zu Keel mat 875 Gefierer pro Stonn. Um Rondel goufen do a Richtung Rëmeleng (N33) 820 Gefierer, a Richtung Keel/Esch (N31) 500 an a Richtung Diddeleng (N31) 320 Gefierer pro Stonn gezielt.

ad 2. Et ass kloer, dass een d'Verkéierssituatioun am Keeldall, wou – wéi den Numm et seet – beenkte Verhältnisser virherrschen, net kann doduerch verbesseren, andeems ee vun der enger oder der anerer Säit nach méi motoriséierte Verkéier erschleist. Wéi schonn am Modu 2.0 beschriwwen, besteet d'Léisung fir eist Land, a besonnesch och fir de Keeldall, doranner, méi Leit ze beweegen, ouni zwangsleefeg méi Gefierer ze deplacéieren. Well kee Verkéiersmëttel pro transportéierter Persoun esou vill Stroosseraum beusprocht ewéi ee privaten Auto, gëllt et also, déi méi plazspuerend Alternative fir d'Leit attraktiv ze maachen: Dat sinn d'Eisebunn, de Bus, d'Vëlofueren, a fir déi ganz kuerz Distanzen och d'Zu-Fouss-goen.

D'Stroossebauverwaltung ass amgaang, ee Projet auszeschaffen, fir d'Nationalstrooss N33 tëschent Téiteng a Keel (bis zum Echangeur A13) ze reamenagéieren. An dësem Projet gëtt den zur Verfügung stoenden ëffentleche Raum zugonschte vum Vëlo an dem Foussgänger reaffektéiert.

Ausserdeem ginn d'Busarrête PMR-gerecht (Personnes à mobilité réduite) amenagéiert, soudatt den ëffentlechen Transport fir jidderee barrièrefräi zougänglech ass. Zousätzlech gi verschidde verkéiersberouegend Mesuren am Projet integréiert, déi zu enger méi héijer Verkéierssécherheet a Liewensqualitéit bäidroen.

Ee graffe Virprojet läit schonns vir a gëtt elo an der nächster Etapp, dem detailléierte Virprojet, weider studéiert.

Fir d'Retarde vun de Busser am Keeldall ze reduzéieren, gouf eng zousätzlech Machbarkeetsetude duerchgefouert.

Zwou grouss Mesuren, déi aus dëser Machbarkeetsetude identifizéiert goufen, sinn d'Equipéiere vum Echangeur A13 mat roude Luuchten an den Ëmbau vum Rondel zu Keel an eng Kräizung mat roude Luuchten. Bei béide Luuchtenanlage ginn d'Busser prioriseiert. Besonnesch beim Rondel zu Keel kéinten d'Busser dobäi vun engem Zäitgewënn vun iwwert 2 Minutte profitéieren.

ad 3. Wéi am nationale Mobilitéitsplang PNM 2035 op Säit 50 beschriwwen, ass virgesinn, d'Eisebunnsstreck vu Rëmeleng op Näerzeng fir den Zäithorizont 2035 ze stäerken. An enger éischter Phas wäert en optimiséierten Ëmstig zu Näerzeng am Hallefstonnentakt ugebuede ginn. Fir dat ze realiséieren, sinn infrastrukturell Upassungen op der Streck néideg. An enger zweeter Phas, falls eng genügend Nofro festgestallt gëtt, kéinten eenzel Zich an der Spëtzestonn bis op d'Gare Lëtzebuerg duerchgebonne ginn. Dës Zich bedéngen awer d'Uschafung vun neiem Rullmaterial a kéinten nëmmen op Käschte vum Fretverkéier gefuer ginn.

**Dépôt des actes notariés** | Question **7908** (20/04/2023) de **M. Roy Reding** (ADR)

A menger parlamentarescher Fro Nr. 6990 vum 12.10.2022 hat ech d'Problematik vun der Ëmsetzung

vum Gesetz vum 8. Juli 2021 iwwert den elektroneschen Depot vun den Notaireakten ab 1.11.2022 opgeworf.

Deemools hutt Dir an Ärer Äntwert vum 15.11.2022 geschriwwen:

„D'Mise en place vun der informatescher Infrastruktur, fir den elektroneschen Depot vun den Akte kënnen ze maachen, ass d'Responsabilitéit op där enger Säit vum Staat, dat heescht der Enregistrementsverwaltung an dem Centre informatique de l'État, an op där anerer Säit vun den Notairen.

Zanter dass d'Gesetz vum 8. Juli 2021 gestëmmt ass, gëtt et e Comité de concertation permanent, wou all Parteien dra representéiert sinn. Dëse Comité mécht de Suivi vun der technescher Ëmsetzung, déi néideg ass, fir dass d'Akte kënnen elektronesch deposéiert ginn. De Comité huet misse feststellen, dass d'Konditiounen aktuell nach net genügend erfëllt sinn, fir déi informatesch Plattform ze benotzen. D'Membere vum Comité hunn sech dowéinst kierzlech gëeenegt, eng administrativ Transitiounsperiod virzegesinn, fir esou de Lancement vun der Plattform eréischt duerchzeféieren, wann all d'technesch Konditiounen erfëllt sinn."

Elo huet den Direkter vun der Enregistrementsverwaltung den Notairë matgedeelt, datt déi „Transitiounsperiod" – hie schwätzt vun enger „période de tolérance administrative – elo den 31. Mee op en Enn kéim.

Et ass mir awer vu verschiddene Säiten zu Ouere komm, datt d'Anhale vun deem Delai ganz einfach onméiglech ass, well déi néideg Plattform eeben nach net operationell ass. Et gëtt gefaart, datt ab dem 1.6 keen Notaireakt méi kann opgeholl ginn, well d'Notariater an der materieller Onméiglechkeet sinn, déi legal Verflichtung ze erfëllen. Dat hätt natierlech dramatesch Auswierkungen op d'Immobilientransaktiounen an eis Finanzplaz.

1. Ass Iech déi Circulaire bekannt?

2. Wéi gedenkt Dir ze reagéieren?

3. Wier et net am beschten, et géif een d'Entrée en vigueur vum Dépôt électronique obligatoire duerch en urgent Gesetz op den 1.1.2024 verleeën an ab elo bis Enn des Joers eng wierklech „période transitoire" virgesinn, déi et géif erlaben, op den Dépôt électronique oder awer den Depot ewéi bis elo zréckgräifen?

**Réponse** (22/05/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Zu der éischter Fro ass ze bemierken, datt et sech bei dem genannten Dokument aus der parlamentarescher Fro net ëm eng Circulaire, mä ëm e Bréif handelt, deen den Här Direkter vum Enregistrement den 28. Februar 2023 un all eenzelen Notaire geriicht huet.

D'Vernetzung vum Notariat mat der staatlecher Applikatioun iwwert d'Publicité foncière, gespeist vum Kadaster, dem Enregistrement an den Hypothéiken, gouf an enger gemeinsamer Pressekonferenz, de 26. Juni 2012, zesumme mam deemolege Finanzminister ugekënnegt.

D'Digitalisatioun vum Notariat ass als eng vun den Haaptprioritéite vun der Regierung am Koalitiounsvertrag fir d'Legislaturperiod 2018–2023 festgehale ginn an domadder e wichtegt Puzzlestéck vun der gesamtstaatlecher Digitalisatiounsstrategie.

Den Datum vum Akraafttriede vum Gesetz vum 8. Juli 2021 iwwert den elektroneschen Depot beim Enregistrement war, a Concertatioun mam Notariat, op den 1. November 2022 festgeluecht ginn.

Zesumme mat der Chambre des Notaires ass am Oktober 2022 awer beschloss ginn, datt an enger Iwwergangsphas, aus technesche Grënn an als administrativ Toleranz, d'Akten net onbedéngt elektronesch mussen un den Enregistrement iwwermëttelt ginn, well de Projet sech méi komplex ewéi erwaart erwisen huet.

Esouwuel d'Chambre des Notaires wéi den Enregistrement stelle beim gemeinsame Projet vun der Digitalisatioun vum Notariat d'Rechtssécherheet an de Vierdergrond. Aus deem Grond ass den 8. Mee vun de virgenannten Acteuren der Regierung proposéiert ginn, datt ab dem 1. November 2023 den Depot vun Akte beim Enregistrement muss obligatoresch elektronesch erfollegen. Dës Léisung erlaabt et, mëttels enger extensiver Testphas vum elektroneschen Depot, ze garantéieren, datt den elektroneschen Depot vun den Akten ab dem 1. November 2023 e Succès wäert sinn. Den initialen Delai, dee vum Enregistrementsdirekter gesat gi war, ass domat hifälleg, mä et ass wichteg, dass ab dem 1. Juni all Notaire, deen neie System extensiv test, fir den 1. November prett ze sinn.

D'Regierung begréisst finalement déi proaktiv Haltung vun der Chambre des Notaires zu dësem Projet.

## Accident de circulation d'un stagiaire du CGDIS | Question 7909 (20/04/2023) de M. Gusty Graas (DP)

An der Press war rezent ze liesen, dass et op Ouschtersonndeg tëschent Miersch an Angelsbierg zu engem schroe Verkéiersaccident komm ass. E SAMU-Gefier vum Rettungsdéngscht ass am Asaz op d'Géigefuerbunn geroden an ass dunn an een anert Gefier gerannt.

An der Press gëtt weider gemellt, datt de Chauffer vum SAMU e Stagiaire gewiescht wier, dee säi Führerschäin zanter engem Mount gehat hätt.

D'Equipe am SAMU setzt sech normalerweis aus engem Infirmier an aus engem Dokter zesummen, wärend eng Ambulanz vun zwee Secouristen a vun engem Stagiaire vum CGDIS besat ass.

An deem Kader wollt ech der Madamm Inneministesch follgend Froe stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch d'Informatiounen aus der Press confirméieren?

– Huet d'Madamm Ministesch weider Informatiounen zu dësem Accident an zu sengen Ëmstänn?

– Ween dierf am Prinzipp op engem SAMU fueren? Ass dat och Leit erlaabt, déi nach am Stage vum Führerschäin sinn?

– Wéi gesäit déi genee Reegelung aus, fir Rettungsween vum CGDIS dierfe mat der bloer Luucht ze fueren?

**Réponse** (05/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Op Nofro hi beim CGDIS krut ech d'Informatioun, dass de Chauffer vum SAMU-Gefier, dat op Ouschtersonndeg an en Accident verwéckelt war, e fräiwëllege Pompjee ass, dee säit e puer Méint am Besëtz vun engem gültege Führerschäin ass an deen als Ambulancier Equipier ausgebilt ass.

Ech hu keng Informatiounen zu den Ëmstänn, déi zu dësem Accident gefouert hunn. Dës mussen duerch eng Enquête judiciaire determinéiert ginn.

Op engem Asazgefier dierf am Prinzipp all Member vum CGDIS fueren, dee fir dat entspriechend Gefier e gültege Führerschäi laut Code de la route huet.

De CGDIS bitt de Chauffere vun Asazgefierer Fuersécherheetscoursen un, bedreift säit dem leschte Joer e Fuersimulator a sensibiliséiert säi fräiwëllegt an haaptberufflecht Personal vun der Grondausbildung un op d'Theema Sécherheet am Asaz a bei den Asazfaarten.

## Télétravail dans la fonction publique | Question 7910 (20/04/2023) de M. Fred Keup (ADR)

Grad wärend der Covidzäit hunn och an der ëffentlecher Funktioun vill Leit op Teletravail zeréckgegraff.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister vun der ëffentlecher Funktioun:

1. Wéi ass d'Aarbechtszäitkontroll bei der ëffentlecher Funktioun wärend der Covidzäit, am Fall wou d'Beamten op Teletravail zeréckgegraff hunn, organiséiert gewiescht?

2. Besti vusäite vum Staatsbeamte Rechter an/oder Flichten, déi am Kader vum Teletravail gëllen an déi soss net gëllen, am Fall wou de Beamte wéi gewinnt physesch op der Aarbechtsplaz present ass? Wéi ass allgemeng de rechtleche Kader am Hibléck op den Teletravail bei de Staatsbeamte gereegelt?

3. Wéi gesinn déi gesetzlech Dispositiounen aus, wann et tëscht dem Beamten an dem zoustännege Patron am Kader vum Teletravail zu Onstëmmegkeeten oder Konflikter kënnt? Wéi gestalten sech hei fir béid Parteien d'Rechter a Flichten?

4. Wéi laang muss e Beamten sech rechtfäerdege fir seng geleeschten oder net geleeschten Aarbechtsstonnen? Wat sinn d'Rechter vum Patron retroaktiv? Gëtt et en Delai vun der Verjärung vun esou aarbechtsrechtleche Froen am Kader vum Teletravail an der ëffentlecher Funktioun? Wa jo, wéi gesäit dësen Delai konkreet aus?

5. Koum et zënter 2021 bis haut schonn zu Disziplinaraffären an der ëffentlecher Funktioun am Kader vun aarbechtsrechtleche Froen, déi sech am Kader vum Teletravail zougedroen hunn? Wa jo, zu wéi enge Konklusiounen ass d'Jurisprudenz komm?

**Réponse** (15/05/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Den Artikel 19bis vum Staatsbeamtestatut reegelt den Teletravail an der Fonction publique.

Fir de Rescht, sinn d'Rechter an d'Flichten déi selwecht, ob en Agent am Teletravail ass oder net.

Zënter 2021 gouf de Regierungskommissariat, dee fir disziplinaresch Instruktiounen zoustänneg ass, an zwee Fäll saiséiert, wou et ënner anerem ëm Verstéiss am Kontext vum Teletravail gaangen ass. An deem enge Fall gëtt et nach keng Decisioun vum Conseil de discipline. An deem anere Fall huet den Agent demissionéiert.

## Formation des instructeurs de la conduite automobile | Question 7911 (20/04/2023) de Mme Cécile Hemmen (LSAP)

Depuis la reprise de la circulation après la fin des mesures sanitaires liées à la pandémie de Covid-19, le nombre d'accidents routiers augmente à nouveau. Il est frappant de constater qu'à côté de la vitesse excessive, une autre cause provoquant des accidents graves et mortels est celle qualifiée de « faute de manœuvre », qui, sur la période de dix dernières années, montre une tendance vers le haut.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

– Monsieur le Ministre peut-il me fournir les chiffres des accidents de la route pour l'année 2022 ?
Quelles sont les causes principales des accidents pour l'année en question ?

– Monsieur le Ministre est-il d'avis que les formateurs d'auto-école jouent un rôle suffisant quant au comportement des futurs conducteurs sur la route ?

– Est-il possible de dresser un tableau comparatif sur les conditions d'admission et la durée de la formation des instructeurs de la conduite automobile avec nos pays voisins, en considérant les éléments suivants :
• L'âge minimum d'admission pour la formation des instructeurs ?
• Le nombre d'années d'expérience de conduite requis ?
• Le nombre minimum d'heures dédiées à la formation des instructeurs ?
• La formation continue obligatoire des instructeurs ?

– En défaut de formation continue obligatoire pour les instructeurs, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire une telle obligation pour instructeurs, similaire à celle des examinateurs ?

– Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'augmenter le nombre minimum de leçons pratiques et théoriques pour les apprentis conducteurs ?

**Réponse** (23/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Comme chaque année, le bilan des accidents routiers ne peut être dressé qu'après la réception des différents rapports définitifs et la transmission des chiffres bruts officiels par le Statec, ce qui est en général le cas courant mai. Or, les chiffres pour 2022 ne sont pas encore disponibles.

En ce qui concerne les instructeurs au permis de conduire, il est bien évident que ceux-ci jouent un rôle clef dans la formation des candidats, notamment pour l'apprentissage du « risk awareness », donc la reconnaissance et la gestion de situations potentiellement dangereuses lors de la conduite d'un véhicule sur la voie publique.

Les conditions d'admission pour la formation d'instructeur dans nos pays voisins se présente comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

En ce qui concerne l'introduction d'une formation continue pour les instructeurs ou encore l'augmentation du nombre obligatoire à effectuer par les candidats lors de l'apprentissage pour le permis de conduire, sujets ayant trait à une réforme de l'apprentissage, je me permets de rappeler ma réponse à la question parlementaire n° 7521.

**Accessibilité des trains** | Question **7912** (21/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 7599 hat ech de Mobilitéitsminister gefrot, wéi eng Garë momentan scho konform zum Gesetz vum 7. Januar 2022 an domat accessibel sinn. Eng accessibel Gare bréngt awer net vill, wann d'Zuchwaggonen net och accessibel sinn. Hei huet een d'Méiglechkeet, sech am Viraus bei den CFL unzemellen, fir gehollef ze kréien. Et ass awer net kloer, ob Hëllef ëmmer méiglech ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Waggonen (Gesamtzuel an a Prozent ausgedréckt) vun den CFL sinn net accessibel fir Rollstullfuerer:innen a Persoune mat Kutsch?

2. Wéi vill Waggonen (Gesamtzuel an a Prozent ausgedréckt) kann een duerch eng Ramp accessibel maachen?

**Réponse** (04/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

All 83 Zich vun den CFL sinn accessibel fir Rollstullfuerer/innen a Persoune mat Kutsch. Bei Faarten u Bord vu engem vun den 21 eeleren Zich vun der Serie Z2000 ass et awer sou, datt e Client mat Rollstull sech muss am Virfeld beim Service PMR (per Mail: pmr@cfl.lu oder per Telefon: 2489-2489) mellen, dëst well dës Serie vun Zich, duerch hir Konstruktioun, keng Ramp kann d'office mat sech féieren.

Dëse Service trëfft dann déi néideg Dispositiounen, fir datt an dësem Zuch dann och eng Ramp bereetsteet fir de Client.

Am Fall vun enger Persoun mat Kutsch, déi an engem Zuch vun dëser Serie wëll matfueren, ass dës Demarche net néideg.

Bis op déi besoten 21 Zich vun der Serie Z2000 verfügen all d'Zich iwwer Rampen, déi sech u Bord vun dëse befannen a bei Bedarf kënnen agesat ginn. Dëst entsprécht de Moment 74,7 % vum Rullmaterial.

Mat der Liwwerung vun de 34 neien duebelstäckegen Automotricë vun der Serie 2400/2450, tëschent 2023 an 2025, wäerten d'Zich vun der Serie Z2000 dann awer progressiv ausser Betrib geholl ginn, soudatt duerno 100 % vun den Zich iwwer Rampe verfügen.

**Schéma de fraude dit « CumCum »** | Question **7913** (21/04/2023) de **M. Yves Cruchten** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Plusieurs perquisitions ont eu lieu dans cinq établissements bancaires français en région parisienne il y a plusieurs semaines, sur fond de soupçons de fraude fiscale aggravée.

Ces opérations interviennent dans le cadre de cinq enquêtes préliminaires ouvertes les 16 et 17 décembre 2021 du chef de blanchiment aggravé de fraude fiscale aggravée, et pour certaines de fraude fiscale aggravée, relatives au schéma de fraude dit « CumCum », un aller-retour dans le transfert de propriété de titres financiers visant à échapper à l'imposition sur les dividendes.

Les opérations sont conduites par 16 magistrats du Parquet national financier (PNF) français et plus de 150 enquêteurs du service d'enquêtes judiciaires des finances (SEJF) français, en présence de six procureurs allemands du parquet de Cologne intervenant dans le cadre de la coopération judiciaire européenne.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes Madame la Ministre des Finances :

– Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'une implication éventuelle d'établissements bancaires ou de fonds d'investissements de la place financière du Grand-Duché ?

– Le schéma dit « CumCum » est-il constitutif d'un abus de droit au Luxembourg ?

**Réponse** (01/06/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

En réponse à la première question qui a trait à une éventuelle implication d'établissements bancaires ou de fonds d'investissements de la place financière luxembourgeoise dans le schéma dit « CumCum », il convient de réitérer[7] que le secret fiscal, tout comme le secret de l'instruction, s'opposent à ce que les autorités fournissent, le cas échéant, des renseignements sur des cas particuliers ou enquêtes en cours.

Quant à la question de savoir si le schéma dit « CumCum » est constitutif d'un abus de droit au Luxembourg, il doit être renvoyé au § 6 de la Loi d'adaptation fiscale « StAnpG » lequel fixe les éléments constitutifs de l'abus de droit.

En effet, le paragraphe 6 StAnpG dispose que pour apprécier la survenance d'un abus de droit, il est nécessaire d'analyser les circonstances, en particulier commerciales et fiscales, qui entourent chaque cas d'espèce visé. En ce sens, l'alinéa premier dudit paragraphe pose entre autres que : « (1) La loi fiscale ne peut pas être contournée par un abus de formes et d'institutions du droit. Il y a abus au sens de la première phrase si la voie juridique qui, ayant été utilisée pour obtenir, à titre d'objectif principal ou à titre d'un des objectifs principaux, un contournement ou une réduction de la charge d'impôt allant à l'encontre de l'objet ou de la finalité de la loi fiscale, n'est pas authentique compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents. Aux fins de la présente disposition, la voie juridique, qui peut comprendre plusieurs étapes ou parties, est considérée comme non authentique dans la mesure où elle n'a pas été utilisée pour des motifs commerciaux valables qui reflètent la réalité économique. »

En d'autres termes, il n'est pas légitime que le contribuable utilise une voie juridique ayant comme objectif principal ou comme un des objectifs principaux de contourner ou de réduire sa charge d'impôt de façon contraire à l'objet ou à la finalité de la loi fiscale, si cette voie juridique n'est pas authentique compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents. Finalement, il s'agit d'analyser si une structure ou une transaction a été mise en œuvre avec comme objectif principal de provoquer un contournement ou une réduction de l'impôt allant à l'encontre de l'objet ou de la finalité de la loi fiscale, sans répondre à des motifs commerciaux valables reflétant la réalité économique. Compte tenu du fait que le constat d'un abus de droit au sens du paragraphe 6 de la loi d'adaptation fiscale modifiée exige notamment une analyse quant à l'objectif poursuivi par une structure ou une transaction dans chaque cas de figure donné, et que le contribuable est admis à faire état de considérations économiques justifiant le cas échéant la voie choisie malgré l'apparence établie prima facie par l'État, il n'est pas possible de répondre de façon définitive et absolue à la 2e question.

**Chantiers sur la collectrice du Sud à Pétange** | Question **7914** (21/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zënter Jore sinn op der Collectrice zu Péiteng reegelméisseg Bauaarbechten. Jorelaang waren et Aarbechte vum SIACH un engem Reewaasserbaseng, déi dëse Schantjen néideg gemaach hunn, zum Leed vun den Automobilisten.

Ech hat zu deem Schantje parlamentaresch Froe gestallt (Nr. 0586, 2862), well d'Signalisatioun op deem Streckendeel immens schlecht war. Esou hunn sech bei der Markéierung vun der Fuerbunn déi giel Linne mat der wäisser Stroossemarkéierung vermëscht, wat virun allem an der Nuecht zu Visibilitéitsproblemer gefouert huet.

Dëst Joer ass erëm ee Schantjen op dësem Stroossendeel vun der Collectrice opgaangen a vill Leit beschwéieren sech erëm iwwert déi selwecht Problematik. De Schantje schéngt awer elo zënter engem

[7] QPs : n° 0014 du 6 novembre 2018 ; n° 0247 du 22 janvier 2019, n° 1282 du 3 octobre 2019 ainsi que n° 6137 du 2 mai 2022

gudde Mount fäerdeg ze sinn, trotzdeem steet d'Stroossemarkéierung nach ëmmer, zum Ongléck vun den Automobilisten op der Plaz.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ass de Schantjen op dësem Streckendeel fäerdeg? Falls jo, zënter wéini a firwat stinn an deem Fall nach ëmmer d'Pottoen an déi giel Stroossemarkéierung? Falls nee, wéini ass e fäerdeg?

2. Handelt et sech ëm de selwechte Schantje vum Waasserbaseng, deen de Minister a senger Äntwert vu virun 3 Joer erwäänt hat?

3. Ass d'Verwaltung nach ëmmer der Meenung, dass de Schantje gutt siichtbar fir d'Automobilisten ass? Hätt ee wierklech näischt kënne besser maachen?

**Réponse** (26/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Aarbechten, déi op dësem Streckendeel duerchgefouert goufen, sinn ofgeschloss.

D'Entreprise huet freides, den 21. Abrëll a samschdes, den 22. Abrëll d'Signalisatioun zum gréissten Deel ewechgeholl, soudatt de Verkéier erëm esou wéi virdru ka lafen.

ad 2. Nee, an dësem Fall huet et sech ëm Aarbechte vum Netzbedreiwer (Creos) gehandelt.

ad 3. Fir den Impakt vun den Aarbechten op de Verkéier ze reduzéieren, gouf nëmmen eng Verengung vun der Fuerbunn virgeholl, soudatt d'Unzuel vun de Fuersträifen net huet misse reduzéiert ginn.

Allgemeng ass awer ze betounen, datt d'Signalisatioun vum Chantier laut dem Artikel 102 vum Code de la route an der Verantwortung vun deemjéinege läit, deen de Chantier kreéiert:

« 1. La signalisation d'un chantier incombe à celui qui crée le chantier. Toutefois, les signaux qui ont un effet d'interdiction, de restriction ou d'obligation doivent être mis en place par l'autorité compétente ou sous sa surveillance. Si celui qui crée un chantier reste en défaut de mettre la signalisation en place conformément aux prescriptions, il y est suppléé aux frais du défaillant. »

**Construction d'une éolienne à Bourglinster** | Question **7915** (21/04/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Il me revient de la presse quotidienne qu'une société commerciale projette d'implanter une éolienne tout près du village de Bourglinster et partant de son château féodal daté du 13e siècle, classé monument national.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

– L'Institut national du patrimoine a-t-il déjà avisé un pareil projet ? Dans l'affirmative, quelles sont ses conclusions ?

– Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'Institut national du patrimoine devrait aviser automatiquement et obligatoirement tout projet de construction qui pourrait hypothéquer un monument historique ou un site culturel sensible ?

– Madame la Ministre peut-elle évoquer des exemples de monuments et de sites historiques qui ont déjà été hypothéqués par des éoliennes ou autres constructions tels par exemple les châteaux de Bourscheid et de Clervaux à proximité desquels des éoliennes ont été construites ?

**Réponse** (16/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Culture

Le développement des énergies renouvelables sur le territoire national, comme dans tous les pays voisins, est un objectif d'une importance et d'une urgence particulière qui requiert que des installations de production d'énergies renouvelables soient implantées en visant un équilibre juste entre toutes les considérations qui entrent en jeu (p. ex. conditions météorologiques, impacts sonores et visuels, espèces protégées, etc.).

Il y a plus de dix ans, le Service des sites et monuments nationaux, devenu l'Institut national pour le patrimoine architectural – INPA, avait exprimé des réserves concernant l'implantation d'éoliennes dans le champ optique du château de Bourscheid. Depuis, l'INPA n'a plus été saisi en de pareils dossiers.

La loi relative au patrimoine culturel prévoit la possibilité de créer des « secteurs protégés d'intérêt national » ayant pour objectif de mettre en valeur un ou plusieurs biens immeubles classés comme patrimoine culturel national, de permettre un aménagement adéquat des alentours de ces biens et de créer, rétablir ou sauvegarder la cohérence architecturale, urbanistique et paysagère des espaces visés. La loi prévoit dès lors que les travaux de construction ou de transformation, tels que l'installation d'éoliennes, au sein d'un tel secteur protégé soient soumis à une autorisation ministérielle.

Il est prévu que les ministres concernés, à savoir la Ministre de la Culture et le Ministre de l'Énergie, se concertent étroitement dans le cas où les objectifs de protection du patrimoine architectural et de développement d'énergies renouvelables sont susceptibles de se concurrencer.

**Installation de radars à Saeul** | Question **7916** (21/04/2023) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Enn Dezember 2022 war an der Press ze liesen, datt zu Sëll zwee nei Radare bannent der Uertschaft installéiert ginn an datt ee verbalen Accord tëschent de Gemengeresponsabelen an dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte fonnt gi wier.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7484 vun 18. Januar 2023 ass awer ze liesen, datt just ee Radar zu Sëll geplangt wier.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte gäre follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Radare wäerten zu Sëll installéiert ginn an ëm wéi eng Form vu Radaren handelt et sech?

2. Ass d'Etude iwwert d'Installatioune vun dëse Radaren ofgeschloss? Wa jo, wéi eng Conclusioune sinn dorausser ze zéien?

3. Wéi ass de Planning vun dësen Installatiounen a wéini sollen dës Radaren a Betrib geholl ginn?

4. Gëtt et Konzepter respektiv Pilotprojeten iwwert d'Installatioun vu fixe Radare bannent den Uertschaften?

**Réponse** (25/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et ass geplangt, ee stationäre Radar zu Sëll ze installéieren, deen d'Anhale vun der maximal zoulässeger Vitess iwwerwaacht.

ad 2. Aus de bis elo realiséierten Etuden ass zréckbehale ginn, ee Radar inneruerts ze installéieren.

ad 3. Soubal de geplangte Standuert vum Gemengerot confirméiert gouf, ka mat den Aarbechten ugefaange ginn. De Moment kann awer kee genauen Datum, wéini dëse Radar a Betrib soll goen, genannt ginn.

ad 4. Aktuell existéiere schonns 5 Radaren (Rout-Luuchte-Radar an/oder d'Anhale vun der maximal erlaabter Vitess) innereurts, deemno kann een net méi vun engem Pilotprojet schwätzen.

**Situation actuelle au sein des entreprises du secteur immobilier et de la construction** | Question **7917** (21/04/2023) de **Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng)

Suite à la remontée des taux d'intérêts sur prêts hypothécaires ainsi que les problèmes d'approvisionnement et l'inflation des coûts de production, les entreprises du secteur immobilier et de la construction rencontrent actuellement des difficultés accrues, l'activité du secteur ayant diminué considérablement au cours des derniers mois. Interrogé par un magazine en ligne, le président de la Chambre immobilière déclarait que faute d'un plan de maintien dans l'emploi, il n'y aurait plus d'alternatives au licenciement de personnel dans le secteur de l'immobilier.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre des Classes moyennes et au Ministre de l'Économie :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des estimations sur le nombre d'entreprises du secteur immobilier et de la construction qui rencontrent actuellement des difficultés financières et qui risquent par conséquent soit de devoir licencier du personnel, soit déclarer faillite ?

2) Selon Messieurs les Ministres, quelles seront les implications à moyen et long terme de cette évolution pour le développement du secteur de l'immobilier et de la construction au Luxembourg ?

**Réponse** (24/05/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

La situation conjoncturelle difficile n'a jusqu'à présent pas eu d'effets drastiques sur la démographie des entreprises du secteur de la construction.

Le secrétariat du Comité de conjoncture reçoit tous les mois les demandes de chômage partiel et constate que les demandes issues du secteur de la construction ou des agences immobilières se limitent actuellement à environ une demande par mois.

D'après le Statec, le nombre de faillites dans le secteur de la construction double (+107 %) entre le 1er trimestre 2022 et le 1er trimestre 2023. Néanmoins, des recherches effectuées par la Chambre des Métiers montrent que cette hausse exceptionnelle trouve, entre autres, son origine dans la faillite de certains promoteurs immobiliers exploitant plusieurs sociétés, entrainées dans ce sillage. Pour les activités immobilières, les faillites entre le 1er trimestre 2022 et le 1er trimestre 2023 ont augmenté de 11 à 15. La baisse constatée au niveau du volume bâti autorisé dans le secteur résidentiel et des actes de ventes risque d'avoir des conséquences sur divers acteurs intervenant dans le domaine du logement. Ce sont en premier lieu les promoteurs immobiliers, les architectes et les bureaux d'études qui sont impactés, puisqu'ils jouent un rôle essentiel dans la mise en place de projets de construction.

La situation pourrait empirer après les congés collectifs d'été, lorsque les carnets de commandes se seront vidés sans que de nouvelles commandes ne soient entrées. Les petites entreprises de construction sont plus exposées parce que leur carnet de commandes est moins rempli que celui des grandes entités. À titre d'exemple, l'enquête de conjoncture de la Chambre des Métiers montre que 39 % des entreprises ont un carnet de commandes pour une durée inférieure ou égale à 3

mois. Toutefois, ce taux s'élève à 56 % pour les petites entreprises.

Selon une enquête représentative de la Chambre des Métiers relative aux répercussions de la crise énergétique sur les entreprises artisanales, 19 % des entreprises ont déclaré au 1er trimestre 2023 qu'elles pourraient avoir des difficultés à surmonter la crise actuelle.

Pour éviter une crise plus profonde du marché et une vague de faillites, la Direction générale des classes moyennes est en échange régulier avec le secteur. De plus, lors du Conseil de Gouvernement, le 28 avril 2023, et sur proposition du Premier Ministre, le Gouvernement a décidé de créer une « task force » chargée entre autres d'assurer un suivi de la situation et de la mise en œuvre des mesures en place pour redynamiser le marché immobilier, ainsi que d'étudier si des mesures supplémentaires pourraient avoir un impact positif sur la situation du logement.

**Procédures dans le cadre de la construction de bâtiments publics** | Question **7918** (24/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Dacks gëtt kritiséiert, dass laang Prozeduren a widdersprëchlech Virschrëfte vun de Verwaltungen de Bau vu Gebailechkeete géifen onnéideg verlängeren oder blockéieren.

Effektiv sinn z. B. beim Bau vun ëffentleche Gebaier méi Verwaltungen a staatlech Servicer involvéiert, déi hir eege Virschrëften a Bestëmmungen hunn, déi sech awer oft net mat de Reegele vun anere Verwaltungen a Servicer decken oder widdersprëchlech sinn. Sou sinn z. B. an engem selwechte Gebai d'Norme fir d'Héicht vun de Säll an enger Grondschoul anerer wéi déi wéi fir eng Maison relais. Ausserdeem ass an der Grondschoul d'„sécurité dans la fonction publique" zoustänneg, fir de Contrôle an der Maison relais ass et awer d'ITM. Een anert Beispill ass beim Holzbau, wou et a Saache Brandschutz ënnerschiddlech Virschrëfte vun der „sécurité dans la fonction publique", der ITM an dem CGDIS gëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Ass d'Regierung bereet, déi ënnerschiddlech Gesetzgeebungen, Virschrëften an Norme beim Bau ze regruppéieren an ze harmoniséieren, fir esou d'Prozeduren ze vereinfachen an de Bau ze beschleunegen?

– Ass d'Regierung bereet, ee „Guichet unique" an dësem Beräich ze schafen, wou Bauhären all néideg Informatiounen op enger zentraliséierter Plaz géife virfannen?

– Wat hält d'Regierung vun der Ausaarbechtung vun engem „Code de la constructioun"?

**Réponse** (09/06/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

D'Gesetzgeebung iwwert d'Sécherheet an der Fonction publique setzt exklusiv de Kader fir Organisatiounsmoossname fir Gesondheet a Wuelbefanne vun de Persoune wärend hire beruffflechen, schouleschen an ausserschouleschen Aktivitéiten. Des Weideren ënnerstëtzen d'Prozedure vum prealabelen Exame vum Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP) déi vum Gesetz festgehale Responsabel beim Ausschaffe vum Planungsdossier, fir datt keng wichteg europäesch oder national Reglementatiounen an Normen iwwersi ginn. Hei ass et eng Prioritéit, fir och den technesche Fortschrëtt ze berücksichtegen an innovativ Léisunge vum Secteur ze erméiglechen.

Um Terrain fënnt och haut schonn a ville Fäll eng Harmonisatioun statt. Ee gutt Beispill dofir ass de Brandschutz. Effektiv gëtt et säit dem Akraafttriede vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 betreffend „établissements classés" Aarbechtsgruppe mat der ITM an dem CGDIS, déi bei der Elaboratioun vun neie gemeinsame Virschrëfte respektiv der Upassung vu besteeënde gemeinsame Virschrëften d'Evolutioun vun der Technik berücksichtegen (z. B. am Holzbau, bei Parkingen, Fotovoltaikanlagen asw.). An deem Kontext gesäit den Artikel 104 vum modifizéierte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet och d'Schafe vun der Commission consultative de prévention d'incendie vir. Dës Kommissioun ass mat Representantë vun de betraffene Ministèren a Verwaltungen (ë. a. Bâtiments publics, CGDIS, SNSFP an ITM) souwéi verschiddenen Utilisateuren (OAI asw.) besat.

En anert Beispill sinn d'Maisons relais an der Schoul. Et gëtt säit dem 15. Juli 2016 eng Circulaire zu enger harmoniséierter Prozedur, déi d'Zesummenaarbecht vun den Autoritéite mat de Bauhären an deem Beräich detailléiert beschreift.

De Centre de ressources des technologies et de l'innovation pour le bâtiment GIE (CRTI-B) steet all den Intervenantë beim Bau zur Säit. Hei ënnerstëtzt de Minister fir d'Fonction publique den Ausbau vun de Partenairë vum GIE.

A ville Fäll, a besonnesch bei Projeten, déi ënnert d'Kommodosgesetz falen, musse Projete mat der Zilgeebung vum jeeweilege Gesetz individuell gekuckt ginn. D'Baugeneemegunge mussen ëmmer am Aklang mat deene jeeweilege PAGe sinn, déi vu Gemeng zu Gemeng verschidde sinn. Gemeinsam Reuniounen tëschent Bauhär, Architekt, Bureau d'études an ITM oder aneren Autoritéite wäerten ëmmer néideg sinn.

Haut scho kann de Bauhär respektiv den Architekt oder de Bureau d'études déi néideg Informatiounen a Virgoensweis kréien, andeems hien, wéi et schonn an der Praxis Usus ass, déi zoustänneg Autoritéite sou fréi wéi méiglech kontaktéiert. Aus deem Grond bidden déi meescht Gemengen en elektronesche Guichet un, fir déi eenzel Acteuren ze guidéieren.

Grondufuerderunge fir d'Konformitéit vun de Bauprodukter, déi an engem Ouvrage (Gebai) agebaut ginn, sinn am EU-Reglement N° 305/2011 festgehalen. Vill zousätzlech Reegelen an harmoniséiert Norme fir de Bau ginn op europäeschem Niveau an ënner Matwierke vun de Lëtzebuerger Instanzen ausgeschafft. Zu Lëtzebuerg ass den ILNAS zoustänneg, fir d'Konformitéit vun de Bauprodukter par rapport zu den uewe genannte Grondufuerderungen ze kontrolléieren.

Den ILNAS transposéiert déi harmoniséiert Normen um nationalen Niveau, andeems d'Referenzen am Journal officiel publizéiert ginn.

Déi concernéiert Acteure schaffen hei zesummen, fir dem Secteur d'Ufuerderunge sou einfach wéi méiglech zougänglech ze maachen.

**Enseignants des Écoles européennes** | Question **7919** (24/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An den ëffentlechen Europaschoule ginn d'Enseignanten no den offizielle Krittäre vun den Europaschoulen agestallt. Et gëtt awer och Lycéeën zu Lëtzebuerg, déi parallell zum „klasseschen" Enseignement secondaire eng europäesch Filière ubidden. Mengen Informatiounen no kënnt et do vir, dass spezifescht Léierpersonal vum „Enseignement européen" och op Klasse vum normalen ëffentleche Secondaire enseignéiert.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass spezifescht Léierpersonal vum „Enseignement européen" a Lycéeë mat enger duebeler Offer och op Klasse vum normalen ëffentleche Secondaire enseignéiert?

2. Wa jo, kann den Här Minister mech driwwer informéieren, wéi vill Enseignanten aus dem „Enseignement européen" an deem Fall sinn, wéi eng Fächer dovu betraff sinn an ob iwwerpréift ginn ass, ob dës Leit d'Krittären erfëllen, fir am normalen ëffentleche Schoulsystem dierfen ze ënnerriichten?

3. Ganz allgemeng, wéi ass d'Verhältnis tëschent Fonctionnairen a Chargés de cours an den ëffentlechen Europaschoulen, am Total an opgeschlësselt no Lycée?

**Réponse** (09/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et gëtt aktuell sechs Schoulen, déi en Enseignement européen ubidden; et sinn dëst d'École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette (EIDE), de Lënster Lycée International School (LLIS), de Lycée Edward Steichen (LESC), d'École internationale de Mondorf-les-Bains (EIMLB), d'École internationale Mersch Anne Beffort (EIMAB) an d'École internationale Gaston Thorn (EIGT).

ad 1. an 2. An enger Schoul intervenéiert Léierpersonal vum Enseignement européen och op Klasse vum nationalen Enseignement secondaire. Et handelt sech dobäi ëm en Total vu 55 Stonnen, déi vun 10 Enseignantë gehale ginn. D'Zuel vu 55 Stonnen ass extreem geréng am Verglach zu der Gesamtzuel vun de gehalene Stonnen; et sief och nach bemierkt, datt et ganz schwiereg ass, den Equilibrage vun den Tâchen ze maachen an enger Schoul, déi am Opbau begraff ass, an zwee Systemer ubitt, deen europäeschen an deen nationalen.

D'Verdeelung vun der Stonnenzuel no Fächer gesäit follgendermoossen aus:

| | |
|---|---|
| Däitsch | 4 |
| Englesch | 5 |
| Franséisch | 10,5 |
| Geschicht | 2 |
| Informatik | 5 |
| Latäin | 16,5 |
| Optiounscoursen | 4 |
| Sciences sociales | 2 |
| Sport | 5 |
| Vie et société | 1 |

D'Enseignanten, déi dës Stonnen halen, sinn ënnert dem Regimm vum „Employé enseignant" agestallt ginn, d. h. si hunn en Zougang zum Beruff vum Enseignant a si verfügen iwwer fënnef Joer Beruffserfarung. Si enseignéieren all an hirer Mammesprooch a sinn opgrond vum hirem spezielle Regimm an enger vun den administrative Sprooche getest ginn. Donieft ass séchergestallt, datt si mat Elteren a Schüler Berodungsgespréicher kënne féieren.

ad 3. An den ëffentlechen Europaschoule gesäit d'Verhältnis tëscht Fonctionnairen an Employéen (Maternel, Primaire a Secondaire) follgendermoossen aus:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Immatriculation des voitures des réfugiés ukrainiens** | Question **7920** (24/04/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den 3. Abrëll 2023 war am däitsche „FOCUS" ze liesen, datt de Banneminister vu Sachsen Autoe vun

ukrainesche Flüchtlingen, déi net verséchert sinn, net méi um Verkéier deelhuele loosse wëll. Fir dës Autoe gouf et eng Ausnamereegelung fir den Zäitraum vun engem Joer. Eng nei Zouloossung vun den Autoe war net néideg, mee déi Ausnamereegelung leeft a ville Fäll aus. Sachsen hat entscheet, bis den 30. Juni déi Ausnamereegelung ze verlängeren. An der Ukrain zougeloossen Autoe mat enger gültleger Zouloossung an enger Auto-Haftflichtversécherung däerfe weider um Verkéier deelhuelen. Am Fall vun engem Accident mat engem net versécherten ukraineschen Auto géif d'Verkéiersafferhëllef, eng däitsch Auto-Haftflichtversécherung-Ariichtung, fir de Schued opkommen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Muss en Auto vun engem ukrainesche Flüchtling spéitstens 6 Méint no senger Arees zu Lëtzebuerg zougelooss oder immatrikuléiert ginn oder gëtt et eng Ausnamereegelung?

2. Ginn déi ukrainesch Flüchtlingen, déi mat engem Auto an d'Land komm sinn, iwwert d'Zouloossungsprozedur vum Auto informéiert?

3. Ween iwwerhëlt d'Verantwortung am Fall vun engem Accident, un deem en net versécherten ukraineschen Auto bedeelegt ass an eng Schold dréit?

4. Ass garantéiert, datt de Versécherungsschutz vun engem Auto, dee bei enger ukrainescher Versécherungsgesellschaft verséchert ass an zu Lëtzebuerg mat enger ukrainescher Plack fiert, an der Héicht vun de Leeschtungen an de Prozedure mat deem vun enger lëtzebuergescher Gesellschaft vergläichbar ass?

**Réponse** (25/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet no Informatiounen a Relatioun mat der Obligatioun, fir Gefierer, déi am Kader vum Krich an der Ukrain vu Flüchtlinge mat op Lëtzebuerg bruecht goufen, unzemellen an ze assuréieren.

Als Alleréischt ass ze soen, datt, am Verglach zu de Flüchtlingen, déi bis dato op Lëtzebuerg komm sinn, bei de Krichsflüchtlingen aus der Ukrain et méi oft kann observéiert ginn, datt se een Auto aus hirem Heemechtsland matbréngen. Dëst kënnt an éischter Linn dohier, datt d'EU-Grenze fir ukrainesch Flüchtlingen opgemaach goufen.

Grondsätzlech ass et esou, datt all Gefier, wat umeldungsflichteg ass a wat zu Lëtzebuerg op den ëffentleche Stroossen zirkuléiert, muss assuréiert sinn. An dësem Zesummenhang ass och dorobber ze verweisen, datt laut den nationale Bestëmmunge keen Auto kann ugemellt ginn, wa keng Assurance fir dësen Auto virläit. Dëst kann natierlech nëmmen zum Moment vun der Immatrikulatioun kontrolléiert ginn. Zousätzlech dozou gëtt d'Assurance obligatoresch am Kader vun der technescher Kontroll vun de Gefierer souwéi bei de Verkéierskontrolle vun der Police oder der Douane iwwerpréift.

Wann ee Gefier aus der Ukrain op Lëtzebuerg kënnt, besteet och fir dëst Gefier natierlech eng Obligatioun, eng Assurance ze hunn. An dësem Zesummenhang muss dorobber verwise ginn, datt d'Ukrain dem internationalen Ofkommes vu Versécherungskaarte vu Gefierer am Joer 1997 bäigetrueden ass. Dëst erliichtert déi konform Notzung vun an der Ukrain immatrikuléierten Autoen an der EU. Duerch dësen Accord ass et de Besëtzer vun engem an der Ukrain ugemellten Auto méiglech, dësen zu Lëtzebuerg, esouwéi am Rescht vun der EU, mat enger an der Ukrain ausgestallter Assurance ze benotzen, ouni datt eng zousätzlech Assurance muss gemaach ginn. Iwwert eng sougenannte „Green Card" kann d'Couverture vun der Assurance nogewise ginn. Grondsätzlech ginn dës Pabeiere beim Antrieden an de Schenge-Raum kontrolléiert. Woubäi et am Kader vum Krich bedéngt duerch den zäitweis grousse Flüchtlingsstroum och sécherlech Gefierer gouf, déi an de Schenge-Raum komm sinn, ouni datt se den Noweis vun der Assurance iwwert dës Green Card mat dobäi haten.

Nodeems d'Flüchtlingen de Statut vun der temporärer Protektioun kritt hunn, hunn se d'Obligatioun, sech an der Gemeng, wou se wunnen, unzemellen. Dësen Datum ass och de Stéchpunkt, ab deem eng 6 Méint Frist uleeft, bis wéini den Auto, deen aus der Ukrain importéiert gouf, muss a Lëtzebuerg ugemellt ginn. Hei gëtt keen Ënnerscheed gemaach, aus wéi engem Land dat Gefier importéiert gouf. Dës Informatioune sinn och transparent am FAQ fir Krichsflüchtlingen aus der Ukrain um Internetsite vum Ausseminister nozeliesen, wou och een direkte Verweis op de Site vun der SNCA gemaach gëtt.

Deemno muss spéitstens 6 Méint, nodeems dës Persounen a Lëtzebuerg een offizielle Wunnsëtz hunn, och hiren Auto mat enger Lëtzebuerger Assurance ofgedeckt sinn, fir d'Gefier kënnen zu Lëtzebuerg unzemellen. Bei der Umeldung ginn dës Gefierer dann oft als Véhicule à titre personnel agestuuft, well se net onbedéngt den EU-Bestëmmungen entspriechen. Duerch dës Umeldung ass et duerno och net méiglech, datt déi Gefierer um EU-Marché verkaf kënne ginn, ausser natierlech, se entspriechen engem an der EU homologéierte Gefier.

Deemno ka resüméiert ginn, datt am Prinzipp iwwert de Green Card System d'Gefierer, déi aus der Ukrain op Lëtzebuerg kommen an eng gülteg ukrainesch Assurance hunn, wärend den éischte 6 Méint am Grand-Duché dierfe fueren an och entspriechend assuréiert sinn. 6 Méint nodeems de Besëtzer zu Lëtzebuerg ee Wunnsëtz huet, mussen d'Gefierer hei zu Lëtzebuerg ugemellt ginn an och eng Lëtzebuerger Assurance hunn. Am Fall wou dat Gefier keng Assurance huet, déi kann iwwert eng Green Card oder eng Lëtzebuerger Assurance nogewise ginn, ass dat Gefier net konform op de Lëtzebuerger Stroossen ënnerwee a kann och dowéinst vun den zoustännegen Autoritéite protokolléiert ginn.

Ass ee Gefier net konform assuréiert, wéi dat och de Fall bei all anerem a Lëtzebuerg immatrikuléierte Gefier ka sinn, da kënnt am Fall vun engem vum Chauffer vun dësem Gefier verschëlten Accident de Fonds de garantie fir déi aner impliéiert Partei op.

**Geo-tracking par les CFL au nouveau P&R à Rodange** | Question **7921** (24/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'lescht Woch gouf den neie Park&Ride zu Rodange offiziell ageweit an opgemaach. Dëse P&R soll dofir suergen, dass manner Leit mam Auto an d'Land fueren, mee hiren Auto hei stoe loossen, fir mam Zuch oder Bus weider op hir Aarbechtsplaz ze fueren. Souwuel Frontaliere wéi och Awunner aus Lëtzebuerg kënnen de Parking dofir gratis notzen, 24 Stonne laang.

Fir dës gratis Offer kënne wouerzehuelen, mussen d'Leit awer eng App eroflueden an erlaben, dass dës App ee GPS-Tracking vun hinne mécht. Wien sech manner wéi 1,5 Kilometer vum Parking ewechbeweegt an duerno zeréckkënnt, dee muss de Parking bezuelen. Dës Method, fir Parkingabusen ze verhënneren, entsprécht net engem Prinzipp vun Datespuersamkeet. Aner Parkingen, wéi z. B. de P&R Bouillon, hunn dëse System net an trotzdeem gëtt et hei keng Abusen, well de Parkingsticket maximal 24 Stonne laang gëlteg ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kënne Leit, déi net wëlle vun der App getracked ginn, aner Méiglechkeete benotzen, fir vun der gratis Offer ze profitéieren?

2. Wéi laang ginn d'Donnéeë vun der CFL-App gehalen a wou ginn se gespäichert?

3. Wien huet Accès op d'Donnéeë vun der App a fir wéi eng aner Zwecker, wéi d'Kontroll vu Parkabusen, gi se genotzt?

4. Kënnen d'Donnéeën, déi d'App sammelt, genotzt ginn, fir Beweegungsprofiller vun de Leit unzeleeën? Falls jo, ass dat de Modell vun Dateschutz an Datespuersamkeet vun dëser Regierung?

**Réponse** (30/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Generell gesäit d'Konzept vun de P&Re vum Stat, déi d'CFL exploitéieren, vir, deem Client vun de Parkingen, deen nom Parken op eng méi nohalteg Aart a Weis weiderreest, also entweeder den ëffentlechen Transport oder de Vëlo benotzt, oder mat engem aneren Automobilist covoituréiert, de Parking 24 Stonne gratis unzebidden.

Wann ee wëll, dass ee Parking just als Park&Ride benotzt gëtt, da muss ee béid Aspekter kontrolléieren – souwuel de „Park" wéi och de „Ride". De „Park" gëtt iwwert d'Parkdauer vu 24 Stonne kontrolléiert. De „Ride", also d'Weiderfueren nom Parken, gëtt a Länner a Stied, wou den ëffentlechen Transport net gratis ass, zum Beispill zu Amsterdam, duerch een Check-out iwwert de Billjee vum ëffentlechen Transport kontrolléiert. Fir de bëllegen (oder gratis) Tariff am Parking ze kréien, muss de Client beim Retour virweisen, dass en säi Billjee den Dag op der Haaptdestinatioun vum ëffentlechen Transport, wäit vum Parking ewech, validéiert huet.

Mam gratis ëffentlechen Transport säit dem 29. Februar 2020, fale souwuel d'mKaart ewéi d'Kontroll an der zweeter Klass vun der Eisebunn, an och d'Validéieren an de Bussen ewech. Den Check-out kann also net méi iwwert de Wee vum Titre de transport gemaach ginn. Fir dem Client, dee P&R wëllt maachen, trotzdeem kënne 24 Stonne Gratisparken unzebidden, an zwar egal, ob e vun do aus mam Zuch, Bus, Vëlo oder als Covoitureur eng gréisser Distanz weiderreest, huet sech eng Beweiserbréngung iwwer Smartphone als déi fir de Client bequeemsten a fir d'CFL praktikabelst Léisung erausgestallt. De Client ka sech d'CFL-P&R-App gratis eroflueden an sech gratis enregistréieren.

Zousätzlech bitt all P&R vun de CFL 30 Minutte Gratisparken u fir eng Dépose-minute. No deenen 30 Minutten hunn déi Leit, déi net wëlle vun der App getracked ginn, keng aner Méiglechkeeten, fir vun der gratis Offer ze profitéieren, well den Tracking noutwenneg ass, fir kënnen ze beweisen, dass een sech nom Parken iwwert eng gréisser Distanz deplacéiert huet.

Wann ee just de „Park", mä net och de „Ride" kontrolléiert, da gëtt de Parking, wéi dat zum Beispill Schüler vum Campus Geesseknäppchen um Parking „Bouillon" an der Stad maachen, am Sënn vun engem Quartiersparking och vun Autoe beluecht, deenen hir Insassen direkt beim Parking hir Destinatioun hunn.

Wéi laang d'Donnéeë vun der CFL-App gehalen a wou se gespäichert ginn, ass an der ëffentlech zougänglecher Dateschutzbestëmmung https://www.cfl.lu/fr-fr/legalinfos/detail/notice-d-information-en-matiere-de-protection-(4) opgefouert. D'Tracking-Donnéeë gi 6 Méint laang no der Benotzung gehalen, dëst och zum Deel als Iwwerpréifméiglechkeet bei Contestatiounen

oder bei Reklamatiounen. Dës Tracking-Donnéeë ginn op engem Server gespäichert, deen de CFL reservéiert, a bei engem Partner vun de CFL a Westeuropa gehost ass.

Laut veréffentlechter Dateschutzbestëmmung huet e reduzéierten Undeel u CFL-Mataarbechter, déi de Betrib vun de P&R-Anlagen a vun der App betreien, Zougrëff op dës Donnéeën. Prinzipiell kënnen dës Donnéeën och benotzt ginn, fir Parkabusen ze erkennen. Am Fall vun engem Incident oder engem Abus kënne laut veréffentlechter Dateschutzbestëmmung och aner administrativ Mataarbechter vun de CFL dës Daten agesinn.

D'Erstellung vun engem Beweegungsprofil mëttels de gesammelten Donnéeën ass net méiglech. Laut veréffentlechter Dateschutzbestëmmung gi just follgend Donnéeë 6 Méint laang gehalen: den Agangspunkt an de P&R an entweeder den éischte Punkt ausserhalb der Zon, wou et Gratuitéit gëtt, oder dee leschte Punkt an der Zon, wann déi net innerhalb vu 24 Stonne verlooss gouf. All Tëschepunkt gëtt beim Empfang vum neie Punkt geläscht. Prinzipiell gëtt ongeféier all 5 Minutten nei lokaliséiert. Schlussendlech huet d'App also net méi Localisatiounsinformatioun gespäichert, wéi wann den Check-out iwwert mëttels Titre de transport iwwert ee geolokaliséierte Valideur gemaach géif.

D'Unzuel vun den Donnéeë gouf op e strikte Minimum begrenzt, fir déi funktional Ufuerderungen ze erfëllen.

**Validité du passeport** | Question **7922** (24/04/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

De Lëtzebuerger Pass huet ab dem Alter vu 4 Joer eng Gültegkeet vu 5 Joer. A villen aneren europäesche Länner ass de Pass bis zu 10 Joer valabel. An Däitschland ass de Pass fir Persounen ab 24 Joer 10 Joer valabel, ënner 24 Joer 6 Joer. A Frankräich ass de Pass bis 18 Joer 5 Joer laang gülteg, iwwer 18 Joer 10 Joer. An der Belsch ass de Pass 5 Joer gülteg fir Mineuren a 7 Joer fir Erwuessener.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Firwat sinn zu Lëtzebuerg d'Päss just 5 Joer valabel?

2. Gëtt zu Lëtzebuerg dru geduecht, d'Validitéitszäit vun de Päss no uewen ze adaptéieren?

3. Wat sinn d'Grënn dofir respektiv fir géint eng méi laang Gültegkeet vun de Päss?

**Réponse** (23/05/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Déi maximal Gültegkeet vum Lëtzebuerger Pass ass festgehal am Artikel 6 vum „règlement grand-ducal du 12 février 2015 portant exécution de la loi modifiée du 14 avril 1934, fixant les modalités pour l'obtention d'un passeport biométrique, titre de voyage biométrique pour étrangers, apatrides et réfugiés et établissant un droit de chancellerie pour légalisations d'actes". Déi maximal Gültegkeet ass dorops zréckzeféieren, dass déi elektronesch Composantë vum Pass (Chip) aktuell just fir 5 Joer garantéiert sinn, sou wéi dat am deemolege Marché public virgesi war.

ad 2. De MAEE huet schonn ugefaang, un deem neie Pass ze schaffen, dee viraussiichtlech am Laf vun 2025 wäert agefouert ginn. An deem Kader wäert e Projet de loi deposéiert ginn, dee wäert ënner anerem virgesinn, dass fir Erwuessener ab dem Alter vun 18 Joer d'Gültegkeet vum Pass op 10 Joer eropgesat gëtt.

ad 3. Fir déi vill Lëtzebuerger, déi am Ausland liewen, an déi dacks musse wäit reesen, fir eng Passdemande mat Biometrie op engem Konsulat ze maachen, ass eng méi laang Gültegkeet eng grouss Erliichterung.

**Oncologie pédiatrique** | Question **7923** (25/04/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

An de Conclusiounen zum Debat iwwert d'Petitioun 2232 war festgehale ginn, datt de Beräich vun der Kanner-Onkologie dréngend misst ausgebaut ginn, fir datt déi betraffe Kanner kënnen esou gutt wéi méiglech en charge geholl ginn.

An deem Zesummenhang géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Huet mëttlerweil, sou wéi et an de Conclusioune vum Debat festgehale gi war, eng Entrevue mat de Verantwortleche vum CHL stattfonnt?
– Wa jo, wat sinn d'Resultater vun der Entrevue?

2. Besteet de Besoin, fir weider Dokteren am Beräich vun der Oncologie pédiatrique anzestellen?
– Wa jo, konnt schonn e Spezialist rekrutéiert ginn?
– Wa jo, ginn elo déi international Krittären erfëllt?

3. Wie bezilt am Moment den zweete Kriibsdokter, de CHL oder weiderhin d'Fondatioun Kriibskrank Kanner?

4. Bei wéi vill Kanner ass zanter 2018 pro Joer Kriibs diagnostizéiert ginn?
– Wéi vill Kanner hu missen am Ausland behandelt ginn?

**Réponse** (06/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Kader vum Suivi mat de Verantwortleche vum CHL ass eng Bestandsopnam vun der Situatioun realiséiert gi mat der Ënnerstëtzung vun enger franséischer an enger nationaler Expertin. Zesumme mat den Acteure vum Terrain si follgend Punkte festgehale ginn:

– den therapeutesche Perimeter, ewéi eng Pathologien zu Lëtzebuerg behandelt kënne ginn an ewéi eng an d'Ausland transferéiert ginn op Basis vun der Raritéit vum Virkommen, gouf festgehalen an diskutéiert;
– all nei diagnostizéiert Kriibsfäll zu Lëtzebuerg sollten am Service national d'onco-hématologie pédiatrique (SNOHP) behandelt respektiv suivéiert ginn, dëst, fir déi néideg „masse critique" an der Behandlung ze erreechen, een nationale komplette Regëster vun alle Fäll sécherzestellen an och d'Prise en charge zu Lëtzebuerg respektiv am Ausland ze optimiséieren;
– den Ausbau vun der Kollaboratioun mat auslännesche Referenzzentren an ee strukturéierten Austausch mat den Doktere vum SNOPH betreffend d'Evolutioun vun der Prise en charge;
– d'Méiglechkeet vun enger palliativer Bestralung am Centre François Baclesse;
– d'Wichtegkeet vun der Extensioun vun der Kanner-Klinik an Ariichtung vun enger separater Unitéit fir den SNOPH mat 4 Statiounsbetter a 4 ambulante Better. Dëse Projet ass an der Ausféierungsphas.

Fir dës Punkten ëmzesetzen an ze suivéieren, gouf ee Comité de pilotage op d'Bee gestallt.

ad 2. Déi Verantwortlech bestätegen, dass am Moment kee Besoin besteet, een zousätzlechen Oncopediater anzestellen.

ad 3. Déi zwee Oncopediater ginn integral vum CHL bezuelt.

ad 4. Souwäit d'Donnéeë vum Service d'oncopédiatrie vum CHL (SNOPH) exhaustiv sinn, ass heidrënner d'Unzuel vun de Kanner (< 15 Joer) duergestallt mat nei diagnostizéiertem Kriibs tëschent 2019 an 2022 a wou d'Behandlung virgeholl konnt ginn:

fir 2018 leie keng Donnéeë vir;
2019: 16 nei Fäll, dovunner 8 transferéiert un auslännesch Zentren;
2020: 19 nei Fäll, dovunner 10 traitéiert am SNOPH an Zesummenaarbecht mat aneren Zentren an 9 an d'Ausland transferéiert;
2021: 24 nei Fäll, dovunner 6 integral am SNOPH traitéiert an 18 an Zesummenaarbecht mat Zentren am Ausland;
2022: 22 nei Fäll, dovunner 9 integral am SNOPH traitéiert an 13 an Zesummenaarbecht mat Zentren am Ausland.

**Finances communales** | Question **7924** (25/04/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur :

– Madame le Ministre peut-elle fournir dans un tableau pour l'année 2022 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les critères de péréquation tels que définis à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ?

– Madame le Ministre peut-elle fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2022 et le détail de leur redistribution aux communes du pays ?

– Madame le Ministre peut-elle fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds de l'emploi pour l'année 2022 ?

– Madame le Ministre peut-elle me mettre à disposition un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2020, 2021 et 2022 ?

**Réponse** (17/05/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'honorable Député s'enquiert du décompte 2022 du Fonds de dotation globale des communes (FDGC), de l'Impôt commercial communal (ICC) et de la participation au Fonds de l'emploi.

La loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes introduit des critères de répartition des avoirs du FDGC qui regroupe une partie des recettes de l'ICC, à savoir :

1. Une dotation forfaitaire
2. La population ajustée (81 % de la dotation)
3. Les emplois salariés (3 %)
4. L'indice socio-économique (9-10 %)
5. Les logements sociaux (0-1 %)
6. La superficie totale ajustée (5 %)

Je tiens à préciser que la refonte du mécanisme de participation des communes à l'ICC ainsi qu'au Fonds de l'emploi a été également un élément de la réforme globale des finances communales. De ce fait, il est important de soulever que les dotations totales par habitant des communes, telles que demandées par l'honorable Député, ne se prêtent pas à une comparaison objective sans tenir compte de la participation par commune au Fonds de l'emploi.

Un tableau annexé à la présente reproduit les chiffres détaillés des finances communales des années 2020,

2021 et 2022 tels que demandés par l'honorable Député.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Vaccins contre la Covid-19** | Question **7925** (25/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Vu datt d'Coronapandemie esouwäit eriwwer ass, publizéiert de Gesondheetsministère zanter dem 23. Mäerz keng Wocheberichter mat de Statistike méi. Aus dëse Rapporten ass och ervirgaangen, wéi vill Impfstoff an der jeeweileger Woch geliwwert gouf. Eng Rei europäesch Länner hunn d'EU-Kommissioun opgefuerdert, nach eng Kéier mat den Hiersteller ze verhandelen, well praktesch kee Vaccin méi gebraucht gëtt.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Ass zanter dem 23. Mäerz nach Impfstoff op Lëtzebuerg geliwwert ginn, a wa jo, wéi vill Dose si vun den eenzelen Hiersteller ukomm?

2. Wéi vill Dosen huet Lëtzebuerg nach an der Reserv?

3. Wat passéiert mat dësen Dosen, vu datt bal keng Nofro méi do ass?

4. Huet Lëtzebuerg sech dofir agesat, datt d'EU-Kommissioun nach eng Kéier mat den Impfstoffproduzenten noverhandelt, fir d'Liwwerungen ze reduzéiere respektiv ganz ze stoppen?
– Wa jo, wat ass bis elo an deem Dossier geschitt?

**Réponse** (06/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Zanter dem 23. Mäerz 2023 si 34.000 Dosen Nuvaxovid op Lëtzebuerg geliwwert ginn. Dës Dose waren initial virgesinn, fir am Hierscht 2022 geliwwert ze ginn, mee opgrond vum Absorptiounstaux an de Verfallsdatumer vun de respektiven Dosen ass e Report vun de Liwwerungen ugefrot ginn.

ad 2. Den nationale Stock vu Covid-19-Impfdosen huet sech de 15. Mee 2023 op 966.519 belaf.

ad 3. Am Moment ginn effektiv wéineg Impfdose verschafft, mee am Fall vun enger eventueller neier Infektiounswell ass de Stock grouss genuch, fir d'ganz Lëtzebuerger Bevëlkerung mat Impfstoff ze versuergen.

Des Weideren ass kierzlech een Ofkommes tëschent Pfizer, Gavi a Frankräich (a sengem Rôle als „Vermëttlungsland" am Kader vun de Comirnaty-Spenden) ënnerschriwwe ginn, wat de Memberstaten et erméiglecht, Spende vun hirem nationale Stock iwwert de COVAX-Mechanismus ze realiséieren. Dës Méiglechkeet kéint, falls et sech sollt als néideg erweisen, vu Lëtzebuerg genotzt ginn.

ad 4. Lëtzebuerg ass un den Diskussioune mat der Europäescher Kommissioun bedeelegt, fir mat den Impfstoffproduzenten nei ze verhandelen en vue vun enger Reduzéierung vun de järlech geplangte Liwwerungen.

– An deem Moment, wou d'Kontrakter mat den Impfstoffproduzenten ënnerschriwwe goufen, war Europa an enger sanitärer Noutsituatioun an d'Previsioune sinn op Basis vu verschiddenen Evolutiounszenarie vun der Pandemie gemaach ginn. Déi kontraktuell festgeluechte Quantitéite sollten eng flächendeckend Impfung vun der ganzer europäescher Bevëlkerung garantéieren an esou e Wee aus der Kris méiglech maachen.

Duerch d'Evolutioun vum Virus u sech an duerch d'Gesamtsituatioun an der Welt huet den Asaz vun den Impfstoffer och evoluéiert; dowéinst hunn d'Memberstaaten sech gezwonge gesinn, d'Quantitéiten an d'Liwwerungszäitpunkter ze iwwerdenken.

D'Verhandlunge mat de Produzenten hunn et méiglech gemaach, déi reschtlech Liwwerquantitéiten un Impfdosen op déi nächst véier Joer ze verdeelen a beim aktuelle Präis ze bleiwen (19,50 EUR pro Dos), fir esou e permanente Stock un Impfstoffer bis 2026 kënnen ze garantéieren an op dësem Wee enger eventueller neier Epidemiewell schnell kënnen entgéintzewierken. Op europäeschem Niveau ass déi reschtlech Liwwerquantitéit vu 450 Milliounen Dosen op 285 Milliounen Dosen erofgaang.

**Contournement d'Alzingen** | Question **7926** (25/04/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

De Minister hat de Bierger am Kader vun der „Consultation publique" de 24. Februar 2022 zougesot, datt d'Finanzéierungsgesetz iwwert de „Contournement d'Alzingen" nach an dëser Legislaturperiod an der Chamber géif gestëmmt ginn.

Am November 2022 huet de Regierungsrot den Tracé vum Contournement zréckbehalen.

Op Basis vun dëser Decisioun wäerten den detailléierte Virprojet wéi och d'Kompensatiounsmesurë vun der Stroossebauverwaltung weider ausgeschafft a finaliséiert ginn, huet de Minister Enn lescht Joer gesot.

Eréischt wann dës Etuden ofgeschloss sinn, kann de Projet vun engem Finanzéierungsgesetz presentéiert ginn.

De Minister hat am Kader vun der „Consultation publique" am Februar 2022 kommunizéiert, datt dës Etuden am Mäerz 2023 kéinten ofgeschloss sinn.

6 Méint no der Decisioun iwwert den Tracé vum Contournement an opgrond vun de genannte Constate wollt ech dem Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi wäit ass d'Stroossebauverwaltung mam Ausschaffe vum Virprojet wéi och mat de Kompensatiounsmesuren?

2. Wéini ass dat deementspriechend Finanzéierungsgesetz prett, fir vun der Chamber kënne gestëmmt ze ginn?

3. Wéini kënnen d'Aarbechten um „Contournement d'Alzingen" ufänken?

**Réponse** (26/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Den 11. November 2022 huet de Regierungsrot säin Accord ginn, fir d'Nord-West-Variant vun der Alzenger Ëmgeeungsstrooss mat engem Uschloss un de CR159 ze realiséieren, dat wéinst zwéngende Grënn vum iwwerweienden ëffentlechen Interessi („raisons impératives d'intérêt public majeur"). Zousätzlech huet de Regierungsrot säin Accord zum Mesurëkatalog ginn, deen op Basis vun der Évaluation des incidences (EIE) vum 30. Juni 2021 erstallt ginn ass.

Ab dësem Moment konnt um detailléierte Virprojet vun der zréckbehalener Variant geschafft ginn. Am Kader vum detailléierte Virprojet gëtt d'Alzenger Ëmgeeungsstrooss, wéi den Numm et scho seet, am Detail ausgeschafft. Dëst stellt eng weesentlech Etapp duer an hëlt deementspriechend eng gewëssen Zäit an Usproch.

De virgestallte Mesurëkatalog (Kompensatiounsmesuren) gëtt an dëser Etapp dann och parallell weider ausgeschafft an am Projet integréiert.

Enn 2024 soll den detailléierte Virprojet viraussiichtlech virleien.

ad 2. Den entspriechende Virprojet fir ee Finanzéierungsgesetz kann och eréischt no der Fäerdegstellung vum detailléierte Virprojet dem Regierungsrot ënnerbreet ginn.

ad 3. Nom Vott vum Finanzéierungsgesetz duerch d'Chamber duerchleeft de Projet nach déi verschidde Geneemegungsprozeduren, woubäi och déi néideg Terraine fir de Bau vun der Ëmgeeungsstrooss mussen opkaaft ginn. Eréischt wann dës Etappen ofgeschloss sinn, kënnen d'Aarbechten zum Bau vum Contournement ausgeschriwwe ginn. Aus dëse Grënn ass et mir am Moment net méiglech, een Datum fir de Baufank vun der Alzenger Ëmgeeungsstrooss ze nennen.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt an deene leschte Joren um Houwald mam Chantier vum Reamenagement vun der Rue des Scillas souwéi mam Bau vum Boulevard de Kyiv essenziell Aarbechte fir d'Ubannung vu der Alzenger Ëmgeeungsstrooss un den iwwergeuerdente Reseau scho geleescht goufen.

**Résultats de la consultation nationale des acteurs de l'école fondamentale** | Question **7927** (25/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Tëschent dem 8. November an dem 17. Dezember 2021 huet d'Uni Lëtzebuerg fir den Observatoire national de la qualité scolaire (ONQS) ënner dem Begrëff „Consultation nationale des acteurs de l'école fondamentale" eng Etude um Terrain duerchgefouert. Heibäi haten Enseignanten an Educateuren d'Geleeënheet, iwwer hiren Alldag am Schoulbetrib ze berichten. Laut dem Internetsite vum IFEN gëtt en Atelier zu de Resultater vun dëser Etude organiséiert.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Sinn déi genannten Etuden an déi entspriechend Resultater public?
• Wa jo, wou sinn déi entspriechend Informatiounen disponibel?
• Wann net, kann den Här Minister der Chamber d'Etude an d'Resultater zoukomme loossen?

**Réponse** (13/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Regierung huet iwwer de Koalitiounsaccord 2018–2023 dem deemolegen Observatoire national de la qualité scolaire (haut: Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire) den Optrag ginn, fir verschidden Elementer vun der Schoulreform vun 2009 ënnert d'Lupp ze huelen. Konkreet sollten Aspekter wéi d'Organisatiounsformen am Zyklus, d'Zesummenaarbecht tëschent den Enseignanten, de Gebrauch vun ënnerschiddlechen Evaluatiounsformen an d'Zeréckgräifen op Differenzéierungsmoossnamen analyséiert ginn.

Dësen Optrag ass en Deel vum Observatoire senger systeemescher Analys vun der Qualitéit an der Grondschoul. Als éischt Element vun dëser Evaluatioun vun der Schoulreform vun 2009 huet den Observatoire e Sondage bei verschiddenen Acteure vun der Educatioun duerchféiere gelooss, fir d'Aarbechten un der Evaluatioun besser kënnen ze orientéieren. Dëse Sondage huet iwwer Onlinefroebéi (November–Dezember 2021) an iwwer Workshops (Abrëll–Juni 2022 an August–Oktober 2022) stattfonnt.

Dëse Sondage baséiert op international unerkannte Modeller a wëssenschaftlech validéierte Questionnairen, mee fir verschidden Aspekter goufen d'Acteuren och ëm hir Meenung gefrot. Dofir kënnen d'Aussoen och widderspréchlech an net konkluent sinn.

D'Fuerscher vun der Uni.lu weisen op de Risiko hin, wann een d'Resultater wéilt generaliséieren, datt den Echantillon weeder equilibréiert nach representativ wier.

Och géllt et ze bedenken, datt d'Questionnairë wärend der Covid-19-Pandemie ausgefëllt gi sinn, wou den Drock op d'Enseignantë grouss an d'Aarbechtsrealitéit eng aner war wéi an normalen Zäiten.

An enger zweeter Phas ginn déi Donnéeën aus dëser Consultatioun weider analyséiert, a wäerten an eng Evaluatioun vum Dispositif vun der Reform vun 2009 mat afléissen, déi den Observatoire an deene kommende Méint wäert virhuelen. An dëser systeemescher Analys vun der Qualitéit an der Grondschoul fléissen d'Erkenntnisser vu sämtlechen Etüden, déi an deem Zesummenhang duerchgefouert goufen, zesummen. Esoubal dëse Rapport vum Observatoire mat senge Recommandatioune wäert fäerdeggestallt sinn, wäert den Observatoire der Regierung an der Chamber de Rapport iwwermëttelen. Fir all weider Réckfroe steet den Observatoire dem Parlament, wéi och de Schoulacteure gären zur Verfügung, am Interessi vun enger sachlecher a wëssenschaftlech fundéierter Ausernanersetzung mat der Educatiounspolitick zu Lëtzebuerg.

Et sief nach gesot, datt déi Ausso vun der honorabeler Deputéiert, datt aktuell op der Internetsäit vum IFEN en Atelier zu de Resultater vun der Etüd CAEF organiséiert gëtt, net ka bestätegt ginn.

**Impact de l'évolution démographique sur le marché du logement** | Question **7928** (26/04/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi et aus der geschriwwener a geschwater Press ervirgeet, stellt de Logementsminister sech vill Froen iwwert d'Logementskris zu Lëtzebuerg.

Rezent huet de Statec nei Bevëlkerungszuele publizéiert, aus deenen ervirgeet, datt Lëtzebuerg am Joer 2022 erëm e Rekordzouwuess un neien Awunner ze verzeechnen hat. Offiziell ass eis Bevëlkerung – erëm, muss ee bal soen – ëm gutt 15.400 Unitéiten an d'Luucht gaangen. Dat ass bal esou vill, wéi Hesper Awunner huet, an Hesper ass ëmmerhin déi siwentgréisst Gemeng am Land, demografesch gesinn.

Domat net genuch: Bei deem Zouwuess handelt et sech ëm e Sold, et komme jo all Joer Leit an d'Land eran an et wanderen der och erëm aus. D'lescht Joer hat Lëtzebuerg esou méi wéi 31.000 Entréeën ze verzeechnen a gläichzäiteg méi wéi 17.000 Sortien, 17.227 fir genee ze sinn.

Aus der Logementsperspektiv eraus sinn natierlech déi zwou Zuelen interessant. Engersäits ass den Drock, dee vu baussen op de Wunnengsmaart dréckt, riseg, mat méi wéi 31.000 Leit, déi iergendwou ënnerkomme mussen. Anerersäits gi jo och méi wéi 17.000 Leit fort, déi also zumindest theoreetesch e bëssen Drock ewechhuele kéinten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Hu mir iergendeng Indikatioun doriwwer, ob déi Leit, déi fortzéien, dat fir ëmmer maachen an eventuell hir Wunneng zu Lëtzebuerg opginn oder se verlounen?
• Wa jo, ëm wat fir eng Gréisstenuerdnung handelt et sech a kann ee soen, dass doduerch d'Offer um Wunnengsmaart e bësse méi grouss gëtt?
• Wann nee, ass de Minister der Meenung, datt een déi Froen eemol ënnert d'Lupp misst huelen an entweeder mam LISER, mat der Uni, mam Statec, mat der Stëftung IDEA oder mat all deenen zesumme misst kucken, hei eng méi grëndlech Etüd ze maachen?

**Réponse** (23/05/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Et ass dem Logementsministère keng Indikatioun doriwwer bekannt, ob déi Leit, déi fortzéien, dat fir ëmmer maachen an eventuell hir Wunneng zu Lëtzebuerg opginn oder se verlounen.

Generell ass et och méi sënnvoll, de Wunnengsbedarf um Nettosold vun der Migratioun auszeriichten ewéi un der renger Immigratioun. Dës ass och d'Approche, déi vum Statec a sengen ënnerschiddleche Projektiounen zum Bedarf u Wunnraum zréckbehale gëtt.

**Étude « Plan d'organisation du travail »** | Question **7929** (26/04/2023) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

En décembre 2016, des adaptations du droit du travail ont été effectuées en ce qui concerne l'organisation du travail. Avec l'introduction du « Plan d'organisation du travail » (POT), les entreprises ont eu la possibilité de définir des périodes de référence qui devaient permettre une plus grande flexibilité dans l'organisation du travail des salariés.

La loi de 2016 dispose que 5 ans après l'entrée en vigueur de la loi, un bilan intermédiaire des nouvelles dispositions doit être effectué. Le LISER a été chargé de cette étude par le Ministère du Travail. Le projet a débuté le 23 novembre 2020 et s'est terminé le 31 décembre 2022.

La nouvelle étude du LISER sur la réduction du temps de travail se réfère précisément à l'étude sur le POT, mais aucun résultat de cette dernière n'a encore été publié officiellement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Monsieur le Ministre, pour quelles raisons les résultats de l'étude POT n'ont-ils pas encore été publiés, alors que le LISER lui-même fait référence aux résultats de cette étude ? Quand peut-on s'attendre à une publication des résultats de l'étude POT ?

**Réponse** (04/05/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Le rapport final de l'étude POT a été transmis au Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire en date du 16 mars 2023.

Après une analyse interne, ladite étude sera présentée avant l'été aux membres de la commission parlementaire avant d'être présentée au public.

**Impact financier du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat** | Question **7930** (26/04/2023) de **M. Fred Keup** (ADR)

De 17.4.2023 huet d'Madamm Ëmweltminister den aktualiséierten nationale Klimaplang PNEC (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) presentéiert. Ënner anerem soll d'$CO_2$-Stéier all Joer ëm 5 € erhéicht ginn; vun aktuell 30 € pro Tonn op bis zu 45 € pro Tonn am Joer 2026.

Dat betrëfft follgend Energiequellen: Gas, Heizungsmasutt a Sprit, Diesel – och landwirtschaftlechen Diesel – a Bensinn. Domat gi quasi all Bierger an Entreprisen hei am Land erëm zousätzlech finanziell belaascht.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi ee finanziellen Impakt huet déi Mesure pro Liter respektiv pro $m^3$ Gas fir déi genannten Energiequelle fir 2024, 2025 an 2026?

2. Wéi ass déi Mesure, déi de Gas betrëfft, vereenbar mam Präisdeckel, deen awer aktuell um Gas besteet? Wéi eng finanziell Auswierkung soll déi Mesure um Gaspräis hunn, wann d'Deckelung vum Gaspräis ausleeft?

3. Wéi vill Recettë soll d'$CO_2$-Steier dem Staat de Prognosen no 2023, 2024, 2025 an 2026 erabréngen?

4. Wéi en Impakt huet déi Erhéijung vun der $CO_2$-Steier op den Tanktourismus?

5. Ass d'Regierung net der Meenung, datt déi Mesuren en negativen Afloss op d'Kompetitivitéit vun den Entreprisen hunn, déi duerch déi Energiekris scho mat immens héije Käschte confrontéiert sinn?

6. Ass d'Regierung allgemeng net der Meenung, datt déi Energiequelle schonn deier genuch sinn, souwuel fir d'Betriber ewéi fir d'Stéit?

7. D'$CO_2$-Steier gëtt am Wuerekuerf net berécksiichtegt an huet domat onofhängeg vun hirer Héicht keen Impakt op den Indexmechanismus. Fazit: Egal wéi héich d'$CO_2$-Steier ass oder erhéicht gëtt, si géif am aktuelle Kontext ni eng Indextranche ausléisen. Fënnt d'Regierung dat vertrietbar?

8. Bei der Vignette vun de Gefierer, déi vun der Douane encaisséiert gëtt (Taxe sur les véhicules routiers), gëtt säit 2001 déi heite Berechnung benotzt [le calcul se base sur l'émission du $CO_2$ (valeur combinée renseignée sur le certificat de conformité du véhicule) ainsi que le carburant utilisé]. Ech stelle fest, datt dat och eng Form vun $CO_2$-Steier ass. Ass d'Regierung net der Meenung, datt et sech hei ëm eng Duebelbesteierung handelt?

9. D'Kilometerpauschal fir op d'Aarbecht (Frais de déplacement forfaitaires) läit säit hirer Aféierung am Joer 1990 onverännert bei 99 € pro Unitéit, obwuel déi entspriechend Käschte säitdeem explodéiert sinn an dëse Phenomeen duerch d'Aféierung an d'Erhéijung vun der $CO_2$-Steier säit dem Joer 2021 nach zousätzlech verstäerkt gëtt. Gesäit d'Regierung am Interessi vun de Bierger eng Erhéijung oder réckwierkend Indexéierung vun der Kilometerpauschal vir?

10. D'Erhéijung vun der $CO_2$-Steier beaflosst och den Agrardiesel an domat d'Baueren hei am Land. Domat klammen d'Käschte fir déi lokal Liewensmëttelproduktioun a schwächt d'Kompetitivitéit vun eise Baueren. Hält d'Regierung trotzdeem un där geplangter Form un der $CO_2$-Steier fest?

**Réponse** (13/06/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

ad 1. Enger järlecher Erhéijung vun der $CO_2$-Steier vu 5 €/Tonn, wéi se vun der Regierung am Mee 2020 am Kader vum PNEC decidéiert ginn ass, entsprieche follgend Erhéijunge vun de Präisser vun de jeeweilege Kraaft- a Brennstoffer: Bensinn: 1,1 Cent/Liter; Diesel: 1,2 Cent/Liter; Masutt: 1,3 Cent/Liter; Äerdgas: 1,1 Cent/$m^3$.

ad 2. D'Regierung huet de Gaspräisdeckel agefouert, fir den Impakt vun den aktuelle Fluktuatiounen um Weltmaart op déi Lëtzebuerger Populatioun a Grenzen ze halen. Et ass eng temporär Moossnam, déi separat ze gesinn ass vun der genereller Energiepolitick an Ëmweltpolitik. Dofir gëtt d'Erhéijung vun der $CO_2$-Steier net duerch de Gaspräisdeckel neutraliséiert. De Gaspräisdeckel an d'Akzisegesetzgeebung sinn ënnerschiddlech Instrumenter mat ënnerschiddlechen Zwecker. Och wann d'Deckelung vum Gaspräis bis eriwwer

ass, wäert eng Erhéijung vun der $CO_2$-Steier vu 5 €/ Tonn ëmmer nach de Gaspräis ëm ongeféier 1,1 Cent/ $m^3$ méi héich maachen.

ad 3. Am Gesetz vun der Programmation pluriannuelle (loi du 23 décembre 2022 relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2022-2026 – 36.018 13.90 Produit de la contribution taxe $CO_2$) ass virgesinn, dass d'$CO_2$-Steier soll 2023: 279.191.000 EUR; 2024: 268.382.000 EUR; 2025: 256.477.000 EUR an 2026: 248.954.000 EUR u Recetten erabréngen.

ad 4. Déi sukzessiv Erhéijung vun der $CO_2$-Steier ass drop ausgeriicht, fir, zesumme mat enger ganzer Rei vun anere Moossnamen, déi am Detail am Avant-projet vum PNEC beschriwwe sinn, d'Transitioun fort vun enger nach largement op fossille Kraaftstoffer baséierender Mobilitéit ze acceleréieren. Nieft der Elektrifikatioun vum nationale Fuerpark ass och eng progressiv Reduktioun vun de Verkeef vu Bensinn an Diesel un Netresidente viséiert.

ad 5. a 6. Déi aktuell sensibel Stëmmung um Energiemaart ass eng direkt Konsequenz vum Krich an der Ukrain. D'Erhéijung vun den Energiepräisser duerch dëse Konflikt ass vill méi grouss wéi dee circa 1 Cent pro $m^3$ respektiv pro Liter, deen duerch déi progressiv $CO_2$-Steier entsteet. Et ass wichteg, souwuel fir d'Sécherung vun eiser Liewensgrondlag wéi och fir eng méi grouss Onofhängegkeet, datt eis Gesellschaft weider Efforte mécht, fir kontinuéierlech vun de klimaschiedleche fossillen Energien ewechzekommen. Et ass ze bemierken, dass Lëtzebuerg eent vu ville Länner an Europa ass, déi eng $CO_2$-Steier agefouert hunn. Des Weidere wäert d'Energietransitioun nei ekonomesch Opportunitéite fir onst Land schafen.

ad 7. D'Regierung huet duerch zousätzlech sozial orientéiert Reegelen den Impakt vun der $CO_2$-Steier op déi Stéit mat de mannste Revenuen ofgefiedert. 50 % vun de Recettë vun der $CO_2$-Bepräisung gi geholl, fir den Impakt vun der $CO_2$-Steier geziilt ze kompenséieren. Datt dës Kompensatioun sozial gerecht ass, konnt de Statec a verschiddene Berechnungen noweisen.

ad 8. D'Regierung ass net der Meenung, datt et sech hei ëm eng Duebelbesteierung handelt. D'$CO_2$-Steier appliziéiert sech op de Verbrauch vu fossille Kraaft- a Brennstoffer. Bei der Vignette vun de Gefierer handelt sech ëm eng järlech Immatrikulatiounstax, déi zanter 2007 op der Basis vun den $CO_2$-Emissioune vum Auto bestëmmt gëtt, fir esou, zousätzlech zu de staatleche Primmen, de Kaf vun emissiounsaarmen/emissiounsfräien Autoen ze encouragéieren.

ad 9. D'Regierung gesäit weeder eng Erhéijung nach eng réckwierkend Indexéierung vun der Kilometerpauschal vir.

ad 10. Den „usage agricole" vum Diesel ass a bleift weiderhi vun der $CO_2$-Steier befreit.

**Augmentation du prix des produits du tabac** | Question **7931** (26/04/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Suite à la décision récente du Gouvernement luxembourgeois d'augmenter le prix des cigarettes et des produits du tabac en général, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Finances :

1) Quel sera le prix du paquet de cigarettes à partir de la mise en vigueur des nouveaux prix ?

2) Comment se situera le prix de ce paquet par rapport aux prix de nos pays voisins, la France, l'Allemagne et la Belgique ?

3) Quel sera le différentiel pour les autres produits du tabac ?

4) Quelle est l'attitude de notre Administration des douanes et accises par rapport au trafic transfrontalier d'énormes quantités de produits du tabac ainsi que par rapport aux points de vente qui encouragent ces pratiques ?

**Réponse** (31/05/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

ad 1) À partir de l'entrée en vigueur de la nouvelle taxation, les prix minima pour les cigarettes se présenteront comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 2) Pour le paquet de cigarettes de 20 pièces le moins cher, les différentiels par rapport aux pays voisins se situeront comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3) L'Administration des douanes et accises ne dispose que des données se rapportant aux cigarettes (cf. réponse sub point 2) et au tabac fine coupe destiné à rouler des cigarettes, étant donné que ces produits représentent la plus grande masse de produits vendus.

Ainsi, les différentiels pour un paquet de tabac fine coupe à 50 grammes se présenteront comme suit :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 4) Depuis l'instauration du marché unique au 1er janvier 1993, mettant en place un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée et la mise en place de la directive 2020/262 établissant le régime général d'accise visant à réglementer la libre circulation des marchandises soumises aux accises, il n'y a plus de contrôles douaniers aux frontières intra-UE.

L'ADA effectue ses contrôles douaniers de manière intégrée, c'est-à-dire de façon multidisciplinaire, sur tout le territoire du Grand-Duché.

Un contrôle systématique aux frontières des pays avoisinants comme jadis, engendrerait non seulement un chaos de la circulation, mais serait surtout contraire aux quatre libertés fondamentales.

Afin de réduire au maximum le trafic transfrontalier de grandes quantités de produits du tabac respectivement le trafic illégal, le Luxembourg augmente de manière régulière les taxes sur ces produits tout en entretenant une collaboration active avec les douanes des pays voisins et britanniques.

**Dépôts en espèces auprès des banques** | Question **7932** (26/04/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Avec l'essor des transactions dématérialisées, les transactions en espèces se font de plus en plus rares. Cela a pour conséquence que certaines filiales de banques luxembourgeoises n'ont plus de distributeurs automatiques de billets et qu'il est devenu difficile de déposer de l'argent liquide. D'après nos informations, certaines banques luxembourgeoises refusent en effet les dépôts en espèces, alors que ces montants sont bien inférieurs aux limites prévues notamment au niveau européen.

Cela rend la situation particulièrement difficile non seulement pour les personnes privées mais aussi et surtout pour les associations qui sont souvent amenées à être en possession d'argent liquide du fait de leurs activités.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Est-ce que Madame la Ministre est informée de cette situation ?

– Quelles raisons pourraient expliquer le refus des banques luxembourgeoises d'accepter des dépôts en espèces ? Le Gouvernement n'est-il pas d'avis que la réception de dépôts d'espèces fait toujours partie du travail d'une banque ?

– Comment pourrait-on remédier à cette situation ? Comment est-ce que les personnes privées et les associations qui se voient refuser leurs dépôts peuvent réagir ?

**Réponse** (01/06/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Comme le remarquent les honorables Messieurs les Députés, la part des transactions effectuées en espèces est en constante diminution. Ainsi, une récente étude de la Banque centrale européenne a constaté que les paiements par carte bancaire représentent entre-temps la majorité des transactions (52 %) au Luxembourg. De même, les échanges d'argent liquide entre particuliers sont en décroissance permanente suite à l'émergence de nouvelles solutions de paiement électroniques dites de « peer-to-peer ».

Ces évolutions amènent les banques de réseau à centraliser la prestation de certains services et notamment de ceux qui nécessitent des efforts logistiques importants dans les agences à forte affluence en fonction des besoins des clients.

D'un autre côté, les innovations technologiques permettent aussi la mise à disposition de guichets automatiques où les clients peuvent retirer et déposer des monnaies et des billets de banque de manière flexible en dehors des heures d'ouverture des agences.

Le Gouvernement n'a aucune intention d'interdire ou d'abolir les transactions en argent liquide. Dans ce sens, le Gouvernement veillera à ce que les conditions pour une utilisation effective d'argent liquide soient toujours réunies d'une manière satisfaisante.

**Appel d'offres pilote pour projets « agri-PV » au Luxembourg** | Question **7933** (26/04/2023) de **Mme Martine Hansen** | **M. Paul Galles** (CSV)

Zanter dem Oktober 2022 huet de Minister fir Energie eng Pilotauschreiwung lancéiert, fir d'Installatioun vun Agri-Photovoltaik-Anlagen opzeriichten. Dës Anlage solle souwuel Stroum aus erneierbaren Energië produzéieren a gläichzäiteg eng landwirtschaftlech Produktioun garantéieren. D'Ausschreiwung leeft nach bis den 1. August 2023.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Energieminister stellen:

– Wéi vill Offertë si bis elo beim Energieminister ukomm?

– Wéi vill MW elektresche Stroum soll am Duerchschnëtt bei dësen Offerten (déi bis elo agereecht goufen) produzéiert ginn?

**Réponse** (22/05/2023) de **M. Claude Turmes,** Minister de l'Énergie

Déi éierewäert Deputéiert renseignéiere sech iwwert d'Pilotausschreiwung fir Agri-PV-Anlagen zu Lëtzebuerg. De Kandidaturzäitraum leeft nach bis den 1. August, a réischt duerno wäerten d'Offeren an enger Séance d'ouverture opgemaach ginn, wéi fir eng Ausschreiwung üblech.

Viregt Fotovoltaikausschreiwungen hu gewisen, datt d'Kandidaten an der Reegel réischt ganz kuerz virun

der Deadline hir Offeren ofginn. Dat ass och hei, zemools bei enger Pilotausschreiwung, ze erwaarden, soudatt am Moment nach keng Offer ukomm ass.

Wat déi ze erwaardend Stroumproduktioun ugeet, sou kann een déi elo schonn ongeféier bezifferen. Et ass eng Puissance vu 55 MW ausgeschriwwen. Wann dës géif integral kënnen zougeschloe ginn, kann een sech bei dësem Typ vun Anlagen – Fräiflächenanlagen, déi am Prinzipp kënnen optimal ausgeriicht ginn – an engem gudde Sonnejoer duerchaus ëm déi 1.000 Volllaaschtstonnen erwaarden, wat eng Produktioun vun ëm déi 55 GWh/Joer géif bedeiten.

Duerch dës Pilotausschreiwung eleng géifen also 10-mol méi Solar-Panneauen installéiert ginn, wéi et an de Joren 2013–2018 (5 MW pro Joer) de Fall war.

**Inscription en ligne aux élections communales** | Question **7934** (26/04/2023) de **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

En vue des élections communales du 11 juin 2023, les résidents non luxembourgeois avaient la possibilité de s'inscrire aux listes électorales par différents moyens et jusqu'au 17 avril 2023 inclus. En suivant le lien d'inscription sur le site myguichet.lu, les utilisateurs ont été redirigés vers une nouvelle page avec trois options pour l'inscription : Luxtrust, GouvID, eIDAS. Or, il semblerait qu'un numéro d'identification d'une carte d'identité luxembourgeoise est requis aux fins d'inscription via la plateforme GouvID et que le site eIDAS n'est ouvert qu'aux ressortissants d'un certain nombre de pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

– Combien de résidents étrangers se sont inscrits en ligne sur la plateforme myguichet.lu et combien se sont inscrits auprès de la commune ?

– Quel moyen a été utilisé le plus souvent pour l'inscription en ligne (Luxtrust, GouvID ou eIDAS) ?

– Madame la Ministre peut-elle confirmer que pour les ressortissants d'un certain nombre de pays seule une des trois options affichées (à savoir Luxtrust) permettait une inscription sur les listes électorales ? Est-ce que l'inscription sur la plateforme GouvID était possible en l'absence de numéro d'identification de carte identité luxembourgeoise ?

– Est-ce que des difficultés techniques concernant un des trois moyens d'inscription ont été signalées au ministère ?

**Réponse** (31/05/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation | **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

L'honorable Députée demande des informations supplémentaires concernant la possibilité pour les résidents non luxembourgeois de s'inscrire via MyGuichet.lu aux listes électorales communales.

On peut constater que le nombre des demandes d'inscription en ligne dépasse celui des inscriptions auprès de la commune. Entre juillet 2022 et avril 2023, 69,65 % des demandes d'inscription ont été réalisées via MyGuichet.lu. On peut donc conclure que les résidents non luxembourgeois ont privilégié le canal électronique pour réaliser leurs demandes d'inscription.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Pour ce qui est de l'utilisation des différents moyens d'authentification, les utilisateurs MyGuichet.lu ont préféré les produits LuxTrust, ce qui coïncide également avec la tendance générale sur la plateforme : les produits LuxTrust Token, respectivement Mobile sont les produits qui sont le plus fréquemment utilisés pour réaliser des démarches. Il s'agit d'une tendance qui s'explique notamment par le fait que beaucoup de citoyens utilisent ces mêmes produits pour réaliser leurs opérations bancaires.

L'application mobile GouvID a été développée afin de pouvoir utiliser la carte d'identité luxembourgeoise pour s'authentifier auprès des services publics en ligne luxembourgeois et de signer des documents dans ce contexte.

L'utilisation d'une eID par un ressortissant d'un autre pays européen que le Luxembourg présuppose que celle-ci ait au préalable été notifiée en vertu du règlement eIDAS à la Commission européenne, ce qui n'est pas encore le cas pour tous les pays membres de l'Union européenne. En plus, les produits eIDAS des autres pays membres ne permettent pas la signature électronique de documents sur MyGuichet.lu. Dans le cas de la démarche d'inscription aux listes électorales, un produit LuxTrust ou bien une carte d'identité luxembourgeoise est donc nécessaire pour effectuer la démarche en ligne.

Dans tous les cas, afin de permettre une identification univoque des utilisateurs sur MyGuichet.lu, chaque personne physique qui souhaite créer un espace personnel doit indiquer son numéro d'identification national, un numéro dont dispose en principe chaque résident. Pour rappel, la résidence habituelle dans une commune est obligatoire afin d'être électeur de cette commune.

Le Guichet.lu Helpdesk qui fait office de support technique pour les services publics en ligne a assisté entre mars et avril 2023 les citoyens et entreprises dans plus de 15.000 cas. Cependant, dans ce même intervalle, aucune difficulté technique majeure relative à l'inscription en ligne n'a été identifiée.

**Lancement de la campagne de sensibilisation sur l'eau du robinet** | Question **7936** (26/04/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 6195 Monsieur le Ministre a fait savoir que la campagne de sensibilisation pour un recours plus conséquent à l'eau du robinet serait lancée au printemps 2023. Cette campagne est censée favoriser – sur une base volontaire – l'offre d'une eau du robinet de « marque nationale » qui serait ajoutée comme alternative sur les cartes des restaurateurs.

Dans ce contexte une agence de communication aurait été mandatée de réaliser une identité visuelle, d'une charte de qualité et de l'obtention de devis pour la production de bouteilles personnalisées.

Partant je voudrais poser à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme des questions sur l'avancement de la campagne :

1) La campagne de sensibilisation sera-t-elle lancée tel que prévu dans les semaines à venir ?

2) Dans la négative, pour quand le lancement est-il prévu et quelles sont les raisons du nouveau retard ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien d'entreprises ont d'ores et déjà annoncé leur intérêt à participer à cette campagne ?

4) Est-il prévu de fixer un prix maximal pour l'eau du robinet servi dans les bouteilles personnalisées pour guider le choix des consommateurs ?

5) Les bouteilles personnalisées seront-elles distribuées gratuitement aux entreprises qui participeront à la campagne ?

6) Quel est le budget total alloué à cette campagne de sensibilisation, à savoir la réalisation de l'identité visuelle et de la charte de qualité ainsi que la production initiale et la distribution des bouteilles personnalisées ?

**Réponse** (25/05/2023) de **M. Lex Delles,** Ministre des Classes moyennes

La sauvegarde de l'environnement et le développement durable sont des objectifs prioritaires poursuivis par le Gouvernement. Suivant la pétition n° 1319, une campagne de sensibilisation a été décidée. Cette campagne sera menée en étroite collaboration avec les acteurs du secteur pour encourager un changement de mentalité, tant auprès des ménages que des clients, des restaurateurs et des cafetiers à avoir recours d'une manière plus conséquente à l'eau du robinet.

En amont de cette campagne, une cinquantaine d'établissements du secteur Horeca ont participé à une phase de test afin d'étudier la faisabilité du projet à l'échelle du pays. Ces établissements ont reçu des bouteilles pour tester le nouveau service. La demande des clients ayant commandé l'eau en carafe est encore marginale. Pour la majorité des établissements, la demande des clients était de maximum 20 %. Suivant les restaurateurs et cafetiers, ceci peut résulter de la non-connaissance de ce nouveau service. Les bouteilles distribuées aux établissements ont eu un retour positif. Que ce soit pour l'étanchéité, le lavage ou la facilité de manutention des bouteilles, le taux de satisfaction moyen est de 70 %. Uniquement 10 % des établissements ont annoncés ne pas vouloir continuer avec ce service.

Les délais de livraison ayant augmenté de façon importante, la campagne sera lancée après distribution des bouteilles. Un premier jeu sera distribué gratuitement ensemble avec les acteurs du secteur aux restaurants et cafés désirant participer pour donner une première incitation tangible au marché à intégrer ce nouveau service dans leur offre de service.

Comme cette campagne se base sur une participation volontaire et que certains restaurants ont déjà intégré ce service, après la 1ère campagne il n'est pas possible de chiffrer le nombre d'entreprises à participer à cette campagne.

Le but de la campagne n'étant pas de rendre gratuite la carafe d'eau dans les restaurants et cafés, mais de laisser le choix aux clients et aux restaurants et de sensibiliser au développement durable, le prix auquel les entreprises du secteur de l'Horeca pourront offrir l'eau du robinet n'est pas déterminé et peut être librement fixé par les entreprises.

Les frais de la campagne seront partagés au sein des acteurs de l'écosystème participant à cette campagne. Le coût direct relatif à la campagne de sensibilisation pour la Direction générale des classes moyennes sera de maximum 100.000 EUR.

**Négociations sur la nouvelle convention collective de Cargolux** | Question **7938** (27/04/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Je fais référence à ma question parlementaire urgente n° 7935 en date du 26 avril 2023, qui traite des négociations entourant la nouvelle convention collective de Cargolux. Je rappelle que la direction de l'entreprise a annoncé vouloir introduire un recours devant le tribunal administratif contre la décision de l'Office national de conciliation (ONC) d'admettre à la conciliation le litige collectif.

Dans leur réponse commune, Messieurs les Ministres expliquent respecter pleinement la séparation des

pouvoirs et soulignent « que les décisions de l'ONC quant à la recevabilité des demandes de conciliation sont susceptibles d'un recours devant les juridictions administratives ». Par ailleurs, le Gouvernement déclare « que toutes les entreprises sont tenues de respecter les dispositions législatives applicables en la matière ».

Dans la mesure où j'estime que les réponses apportées par Messieurs les Ministres sont insuffisantes, je voudrais poser ces questions à Monsieur le Ministre de la Mobilité et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Bien que les décisions de l'ONC soient susceptibles d'un recours devant les juridictions administratives, la situation de Cargolux est particulière puisque l'État est actionnaire de l'entreprise (notamment à travers la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) et la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)). En clair : une entreprise dont l'État est actionnaire veut introduire un recours devant les juridictions administratives contre une décision prise par un organisme de l'État. Le Gouvernement n'estime-t-il pas cette situation problématique ?

– Dans un communiqué diffusé le 26 avril 2023 par les organisations syndicales LCGB et OGB-L, il est mentionné qu'il s'agit d'une « première au Luxembourg, car jusqu'à présent aucun employeur n'a contesté une décision de l'ONC devant le tribunal administratif ». Le Gouvernement peut-il confirmer cette affirmation ? Le Gouvernement ne juge-t-il pas cette situation d'autant plus affligeante qu'il s'agit d'une entreprise dont l'État est actionnaire ?

**Réponse** (30/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

L'honorable Député Marc Spautz se demande si le Gouvernement n'estime pas que la situation, par laquelle une entreprise dont l'État est actionnaire veut introduire un recours devant les juridictions administratives contre une décision prise par un organisme de l'État, est problématique.

Pour être recevable devant les juridictions administratives, un recours n'est ouvert qu'aux personnes justifiant d'une lésion ou d'un intérêt personnel, direct, actuel et certain en vertu de l'article 7 (2) de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

Ces principes s'appliquent indistinctement aux personnes physiques et aux personnes morales.

Ainsi, tout établissement ou organisme public créé par le législateur peut apparaître comme demandeur ou défendeur. Il en est de même des communes, voire de l'État lui-même.

Les personnes morales de droit privé et en particulier les sociétés commerciales qui ont également une personnalité juridique distincte peuvent et doivent, le cas échéant, agir devant les juridictions administratives ou civiles tout en agissant dans le respect de leur objet social.

Les dispositions en la matière s'appliquent indépendamment du statut des actionnaires, qu'il s'agisse de particuliers, de sociétés commerciales ou d'institutions publiques, voire de l'État.

Ainsi, il appartient in fine aux seuls juges administratifs d'évaluer si Cargolux justifie d'un intérêt direct, actuel et certain pour lancer un recours contre une décision de l'ONC.

Le seul recours connu remonte à l'année 2016 et fut introduit par le syndicat LCGB contre la décision du président-délégué de l'ONC de ne pas établir un procès-verbal de non-conciliation dans le litige qui opposait les syndicats LCGB et OGB-L à l'employeur Cargolux.

Ce recours a été déclaré irrecevable par le jugement de première instance et confirmé en instance d'appel.

**Dommages causés par le gibier dans des réserves naturelles** | Question **7939** (27/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An der Vergaangenheet hu verschidde Jeeër géint de Lëtzebuerger Staat geklot an och Recht kritt, well si net bereet waren, fir de Wëldschued op hirem Juegdlous an der Réserve naturelle Prenzebierg (Giele Botter) opzekommen, dat op landwirtschaftlechen Terrainen innerhalb vun der Réserve naturelle. Argumentéiert gouf mat verschiddenen Oplagen aus dem Règlement grand-ducal du 20 novembre 1991 déclarant zone protégée la réserve naturelle Prenzebierg englobant des fonds sis sur le territoire des communes de Differdange et de Pétange, déi d'Aktivitéit vun der Juegd wuel net verbidden, ma däitlech aschränken.

An der Äntwert op d'QP N° 1899 huet d'Madamm Ëmweltministesch erkläert, dass de Staat den 30. Januar 2020 Appell géint dat Urteel gemaach huet an op de Rechtssproch an zweeter Instanz géif waarden, ier een sech géif positionéieren.

Laut eisen Informatioune kruten d'Jeeër awer och elo an zweeter Instanz Recht.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

– Kann d'Madamm Ministesch ons Informatioune vun uewe genannter Decisioun an zweeter Instanz bestätegen?

– Wéi eng Konsequenze sinn duerch dat Urteel ze erwaarden?

– Ass Wëldschued innerhalb vu Réserves naturelles elo direkt un de Staat ze riichten, esou wéi dat de Fall ass bei Schued duerch geschützten Aarten?

– Ginn d'Bestëmmungen an de spezifesche Reglementer iwwert d'Réserves naturelles, déi d'Aktivitéit vun der Juegd aschränken, adaptéiert?

– Falls de Staat net bereet ass, d'Dispositiounen zur Aktivitéit vun der Juegd an de Réserves naturelles ze änneren, ass virgesinn, datt de Staat dee Moment d'Juegdgeld op deene concernéierten Terraine fir de Pächter begläicht?

**Réponse** (26/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Well decidéiert ginn ass, géint de Jugement vum Tribunal d´arrondissement vum 18. Abrëll 2023 a Cassatioun ze goen, ass déi juristesch Prozedur nach net ofgeschloss.

Ech wëll dowéinst zu dësem Zäitpunkt keng Ausso zu dësem Urteel maachen.

**Qualité des transports publics et du service Adapto** | Question **7940** (27/04/2023) de **M. Marc Lies** (CSV)

An deene leschte Woche war den Adapto-Service nees Sujet an der Chamber, wat seng Effikassitéit ugeet. Och goufe mir eng sëllege Reklamatiounen iwwert den ëffentlechen Transport, besonnesch ronderëm de Schülertransport an d'Lycéeën, zougedroen.

Vu besuergte Matbierger gouf mir matgedeelt, datt d'Verwaltung an d'Organisatioun vum Adapto-Service am Mobilitéitsministère alles aneres wéi benotzerfrëndlech sinn. Eeler Leit hunn et schwéier, fir mat deenen administrative Prozeduren an Hürden eens ze ginn. Och schéngt den Adapto-Service den Dateschutz net eescht ze huelen: Verschidde perséinlech Patientendokumenter si falsch zougestallt ginn.

Wat de Schoultransport ugeet, hu beispillsweis d'Busse vun der Linn D09 a Richtung Geesseknäppchen zënter Méint deels extreem Retarden. Oder de Bus kënnt einfach guer net. Déi entspriechend Frustratioune bei de Schüler – a bei den Elteren – si grouss.

Den ëffentlechen Transport an och den Transport fir Leit mat reduzéierter Mobilitéit sinn extreem wichteg fir d'Ofsécherung vun der beschtméiglecher Connectivitéit.

Opgrond vun de beschriwwene Fäll, déi mir zougedroe goufen, wollt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte riichten:

1. Huet den Här Minister d'Méiglechkeet, eng Busentreprise, déi beim Exploitéiere vun där enger oder anerer RGTR-Linn reegelméisseg Retarden an/oder souguer Ausfäll opzeweisen huet, aus enger Soumissioun erauszehuelen an engem aneren Transporteur den Zouschlag ze ginn?

2. Ass de Minister gewëllt, d'Verwaltung an d'Organisatioun vum Adapto-Service engem „Quality Management" ze ënnerzéien?
– Wa jo, vu wéini un an op wéi eng Aart a Weis?
– Wann net, firwat net?

**Réponse** (23/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierten huet Froen zur Qualitéit vum ëffentlechen Transport, insbesonnesch wat Retarden op verschiddene Schülerlinne betrëfft, a wat déi administrativ Prozeduren ugeet, déi mat der Organisatioun vum Adapto-Service ze dinn hunn. Dës wier net benotzerfrëndlech an net altersgerecht wéinst dëse Prozeduren, a perséinlech Patientendokumenter wiere falsch zougestallt ginn.

Zu den 2 Punkten aus der Fro wéilt ech follgendermoosse Stellung huelen:

ad 1. An de Verträg fir d'Exploitatioun vun de reguläre RGTR-Buslinne stinn iwwer 30 Qualitéitscritèren, op déi Penalitéiten applizéiert ginn. Fir eng gutt Qualitéit vum Service unzebidden, gëtt ë. a. d'Zouverlässegkeet vun den Horairë suivéiert, a Retarden an Ausfäll gi bestrooft, wann se op Feeler vum Exploitant zréckzeféiere sinn. Déi aktuell méi eeler Verträg, ënner deenen d'Schoullinnen nach lafen, wäerten am Dezember duerch nei Verträg ersat ginn, mat deenen och dës Moossname wäerte gräifen.

Wat d'Beispill vun der Schülerlinn D09 ugeet, kommen do d'Verspéidungen haaptsächlech duerch d'Netanhale vun den Horairë schonn um Depart vun der Linn. Reell Kapazitéitsproblemer ginn do net festgestallt.

ad 2. Den honorabelen Deputéierten explizéiert net genee, op wat den ernimmte „Quality Management" sech soll bezéien a wat domat sollt verbessert ginn. Ech kann awer soen, datt et aktuell scho Follgendes gëtt:

– An der gesamter Verwaltung fir ëffentlechen Transport, déi den RGTR-Busreseau, d'Schoulbuslinnen an de spezifeschen Transport Adapto a Mobibus organiséiert, gouf tëschent Januar a Mee 2023 eng Revue organisationnelle mat Hëllef vun engem externe Consultant gemaach.
– De Moment gëtt fir den Adapto en DPIA erstallt, deen nach virum Summer 2023 fäerdeg soll sinn.
– D'Verwaltung fir ëffentlechen Transport huet en interne Service Qualité, deen ë. a. Prozesser begleet an

dokumentéiert, souwuel déi intern Prozesser wéi déi mat externen Acteuren.

– Et gëtt selbstverständlech en DPO.

– Et goufe Sensibiliséierungsseancen an intern Mesurë geholl, wat den Dateschutz ugeet.

Awéifern den Adapto-Service net benotzerfrëndlech wier, an déi administrativ Hürde schwiereg fir eeler Leit wieren (woubäi ech drun erënneren, dass den Adapto-Service sech an éischter Linn u behënnert Leit adresséiert), explizéiert den éierewäerten Deputéierte leider net.

Den Adapto-Service traitéiert e grousse Volume vun Dossiere mat perséinlechen Daten. Säit der Reform vum Adapto 2020 goufe schätzungsweis 10.000 Dossieren traitéiert, haut gëtt et iwwer 7.000 enregistréiert Beneficiairë vum Adapto. Dass den Dateschutz net géif eescht geholl ginn, kann ech net bestätegen. Eventuell ass dem honorabelen Deputéierten den eenzege Fall vun iertemlech falsch zougestallte perséinlechen Donnéeën zu Ouere komm, dee sech kuerz viru senger Fro zougedroen hat. Selbstverständlech ass dëse Fall bei der CNPD notifiéiert ginn.

**Directeur du service technique des communes** | Question **7941** (28/04/2023) de **M. Aly Kaes** (CSV)

Eng Gemeng besteet hautdesdaags aus 3 Pilieren. D'Aufgabe vum Sekretariat an der Recette sinn am aktuelle Gemengegesetz zanter 1988 definéiert. Den techneschen Déngscht, deen et och an den neien Texter, mat Ausnam vum Urbanismus, bedauerlecherweis nach ëmmer net gëtt, bekëmmert sech ëm eng ganz Rei vu gréisstendeels techneschen, awer och domat verbonnenen administrativen Aufgaben. Dëse Service ënnersteet am Prinzipp engem Beamten an der Carrière supérieure mat technescher Ausbildung, deen an der Verwaltungshierarchie de Schäfferot als direkte Virgesetzten huet.

Et huet sech an de leschte Joerzéngte bewäert, dass d'Dagesuerdnung vun de Schäfferotssëtzungen an en administrativen an technesche Volet opgedeelt ass, wouvun déi administrativ Punkte vum Gemengesekretär virgedroen, an déi technesch Dossiere vum Chef vum Service technique behandelt ginn. Ganz dacks fannen déi Sitzunge mëttlerweil och getrennt vunenee statt, fir datt déi concernéiert Beamte méiglechst effektiv kënne schaffen. Den techneschen Déngscht vun der Gemeng ass mëttlerweil oft dee mat Ofstand personalméisseg gréisste Service vun enger Gemengeverwaltung.

De Chef vum Service technique huet am Alldag de grousse Problem, datt e sech quasi permanent an der Illegalitéit befënnt, wann en am Sënn vum gudde Fonctionnement vun der Verwaltung Dokumenter soll ënnerschreiwen. Doriwwer eraus huet hien och d'Missioun als Gestionnaire vun sengem Personal, iwwert dat hien awer am Fong guer keng Weisungsbefugnis huet. Oft verlaangen déi politesch Responsabel och eng Disponibilitéit vun dëse Beamten ausserhalb vun hirer regulärer Déngschtzäit, dëst am Interessi vum Service.

Hei gëtt et och gewësse Parallellen zur Thematik vun de Gemengesyndikater, déi ech rezent a menger Question parlementaire N° 7854 thematiséiert hunn.

An deem Zesummenhang ass d'ALBSC, déi mat mëttlerweil ronn 275 Memberen d'Majoritéit vun den technesche Responsabelen um Terrain vertrëtt, den 23. Oktober 2022 mat engem Schreiwes un d'Madamm Ministesch erugetrueden, fir op en Neits op eng ganz Rei vu Mëssstänn am Secteur hinzeweisen.

An dësem Zesummenhang géif ech der Madamm Inneministesch gären eng Rei Froe stellen:

– Ass d'Madamm Ministesch sech bewosst, dass eng modern Gemeng nëmme kann effikass funktionéieren, wann de Fonctionnement vum technesche Service endlech och am Gemengegesetz verankert gëtt?

– Wisou huet d'Madamm Ministesch den 2. Volet vun der Reform vum Gemengegesetz net méi virugedriwwen, soudatt deen an dëser Legislaturperiod warscheinlech net méi ka behandelt ginn?

– Ass et richteg, dass d'Reform betreffend de Volet „Organisation administrative et la gestion du personnel" um Widderstand vun e puer grousse Gemengen aus dem Land gescheitert ass, well zukünfteg nëmmen eng Persoun sollt Chef d'administration ginn? Wär et net weesentlech besser, zukünfteg en techneschen Direkter an administrativen Direkter op de Gemengeverwaltungen anzesetzen, esou ewéi et an der Praxis dagdeeglech am Privatsecteur funktionéiert, an ewéi et vun der ALBSC proposéiert gëtt?

– Ass et ugeduecht, datt déi betraffe Beamten aus den techneschen Déngschter an Zukunft e Präsenzrecht am Schäffen- a Gemengerot fir déi technesch Dossieren a Personalfroe wäerte kréien?

– Ass d'Madamm Ministesch sech dem Problem vun der Délégation de signature bewosst? Wa jo – wéi soll dëse geléist ginn?

– Ass d'Madamm Ministesch sech bewosst, dass et fir déi zukünfteg Schäfferéit vun de Gemengen zu gréissere Probleme kéint féieren, wann dës Beamte Gebrauch vun hirem „droit à la déconnexion" maachen, an nach just wärend den Aarbechtszäite fir de Gewielten ze erreeche sinn?

– Wéini gedenkt d'Madamm Ministesch der ALBSC op hire Schreiwes ze äntweren, an op hir Fuerderungen anzegoen?

**Réponse** (06/06/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

Am Kader vun der Refonte vum Gemengegesetz, déi ënnert dem Motto „matenee fir eng modern Gemeng" steet, hunn ech no ville Consultatiounen, déi eise partizipative Prozess mat sech bruecht huet, e Gesetzvirentworf ausgeschafft, an deem virgesi war, d'Funktioun vum Chef d'administration vum Schäfferot op e Beamten ze iwwerdroen, quitte dass déi ganz Verwaltung weiderhin ënnert der Autoritéit vum Schäfferot bliwwe wär. Dës Propos huet sech un der Organisatioun vun eise staatleche Verwaltungen inspiréiert, bei deenen de Verwaltungsdirekter Chef d'administration ass, sou wéi och un de Reformen, déi an de wallounesche Gemengen duerchgefouert goufen. Fir eng gutt Koordinatioun vun der Aarbecht an der Gemeng ze garantéieren, sollt donieft e Comité de gestion geschafe ginn, an deem déi Verantwortlech vun de verschiddene Servicer, ë. a. dem Service technique, vertruede gewiescht wären. Eng weider Dispositioun an dësem Virentworf war drop ausgeriicht, de Service technique explizitt am Gemengegesetz ze verankeren. Dat alles hätt den Ufuerderunge vum Terrain méi Rechnung gedroen an hätt enger haut a ville Gemenge gängeger Praxis eng legal Basis ginn. De selwechte Virentworf hat ënner anerem och d'Méiglechkeet vu verschiddenen Délégations de signature fir eng Rei Kompetenze vum Schäfferot virgesinn.

D'Aféierung vun enger Délégation de fonction oder enger Délégation de signature géif och zu enger Verbesserung vum Fonctionnement vun de Gemenge bäidroen. Eng Délégation de signature gëtt engem Beamten awer kee Weisungsrecht, an d'Verantwortung bleift beim Schäfferot. Duerch eng Délégation de fonction kann de Beamten eng Fonctioun vun engem Gewielte kréien, de Schäfferot behält awer d'Responsabilitéit fir d'Akten, déi de Fonctionnaire ausféiert, an dofir och d'Surveillance iwwer hien.

No villen Diskussiounen a Consultatiounen, hunn ech festgestallt, datt d'Meenungen innerhalb dem Gemengesecteur ausereneeginn an sech net op weesentlechen Elementer konnt gëeenegt ginn. Fir méi Informatioune verweisen ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7854.

A menger Propos war och virgesinn, dass nieft dem Gemengesekretär, an Zukunft a wann néideg, och aner Beamten un enger Versammlung vum Schäffen- oder Gemengerot kéinten deelhuelen. Wat d'Disponibilitéit vu Gemengebeamten iwwert déi normal Aarbechtszäiten eraus ugeet, gesäit de Gemengebeamtestatut vir, dass de Schäfferot engem Beamten op Ufro hin ausnamsweis Iwwerstonnen erlaben dierf.

D'Virschléi vun der ALBSC, op déi den honorabelen Deputéierte sech berifft, si mer bekannt an och schonn an Entrevuen diskutéiert ginn.

**Délégués du Gouvernement** | Question **7942** (28/04/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Délégué:es du Gouvernement si Beamten, déi dem Justizministère ënnerstinn an déi de Staat viru Geriicht kënne vertrieden. De Staat gräift awer net nëmmen op dës Delegué:es zréck, mee engagéiert och privat Affekot(inn)en aus Etüden, fir sech representéieren ze loossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. No wéi enge Critèrë ginn d'Délégué:es du Gouvernement ernannt?

2. Wéi vill Délégué:es du Gouvernement gouf et 2013?

3. Wéi vill Délégué:es du Gouvernement gëtt et haut?

4. Sinn déi Délégué:es du Gouvernement alleguerte reegelméisseg aktiv? Wéi vill Dossieren hu si an deene leschten 10 Joer virun de Juridictions administratives plaidéiert (separat Opléschtung vum Tribunal administratif an der Cour administrative)?

5. Wéi gëtt en:g Délégué:e du Gouvernement remuneréiert? Gëtt et eng Primm oder Jetone fir traitéiert Dossiere virun de Juridictions administratives? Wa jo, wéi vill Euro pro Stonn?

6. Wéi e Gesamtbetrag huet de Staat an deene leschten 10 Joer u Primmen oder Jetonen un d'Délégué:es du Gouvernement bezuelt?

7. No wéi enge Critèren decidéiert de Staat, sech virun de Juridictions administratives vun engem/enger Affekot:in vertrieden ze loossen amplaz vun engem/enger Délégué:e du Gouvernement?

8. Wéi oft huet de Staat sech an deene leschten 10 Joer virun de Juridictions administratives vun engem/enger Affekot:in vertriede gelooss (separat Opléschtung Tribunal administratif a Cour administrative)?

9. No wéi enge Critèrë wielt de Staat d'Affekot(inn)en aus, fir sech virun de Juridictions administratives vertrieden ze loossen, ofgesi vum Critère vun der Kompetenz?

10. Wéi ville verschiddenen Etüden hunn d'Affekot(inn)en, déi vum Staat an deene leschte 5 Joer engagéiert gi sinn, ugehéiert? Wéi eng fënnef Etüde waren hei am heefegste betraff a wéi vill Prozent vun den Opträg mécht dat jeeweils bei dësen Etüden aus?

11. Leet de Staat een Taux horaire fest fir privat Affekot(inn)en oder gëtt den Taux vu Leschtere selwer

festgeluecht? Falls d'Affekot(inn)en den Taux selwer festleeën, gëtt et ee Plaffong a wéi héich ass dësen?

12. Wielt de Staat ëmmer déi selwecht Affekoten-Etuden, fir sech virun de Juridictions administratives vertrieden ze loossen? Falls jo, mat wéi engem Argument?

13. Wéi e Gesamtbetrag huet de Staat an deene leschten 10 Joer un Affekot(inn)e bezuelt, fir sech virun de Juridictions administratives vertrieden ze loossen?

**Réponse** (24/05/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. D'Délégués du Gouvernement sinn un sech eng al Funktioun, déi et scho beim Comité du contentieux vum Staatsrot ginn ass.

Den Delegué vertrëtt de Staat an Affären, wou e Recours géint eng Decisioun vun engem Ministère agereecht ginn ass. Den Delegué spréngt net an an Affäre vu Gemengen an Établissements publics, déi all duerch en Affekot beim Verwaltungsgeriicht vertruede ginn.

Am Ufank ass dës Funktioun just vun héije Beamte vum Justizministère besat ginn. An de leschte Jore sinn och Beamten (Juristen) genannt gi bei anere Ministèren, déi eng héich Zuel vun Affäre virun de Verwaltungsgeriichter hunn.

ad 2. 2013 gouf et 9,5 Poste vun Délégués du Gouvernement.

ad 3. Am Mee 2023 gëtt et 17,5 Poste vun Délégués du Gouvernement. Vill vun deene Poste sinn an de Ministèren op verschidde Leit opgedeelt ginn.

ad 4. All déi Délégués du Gouvernement si reegelméisseg aktiv, souwuel an der Preparatioun vun de Memoirë wéi an der Presenz an den Audienze vum Tribunal administratif an der Cour administrative. Den aktuelle statistesche System erlaabt keng Opschlësselung tëschent den Affäre mat/ouni Délégué. En annexe sinn Zuele vun all den neien Affäre virun de Verwaltungsgeriichter déi lescht 10 Joer.

ad 5. E Poste vun Délégué du Gouvernement gëtt mat enger Primm vun 120 Punkten am Mount remuneréiert. Déi eenzel Poste si meeschtens op méi Leit an engem Ministère opgedeelt.

ad 6. De Staat huet an de Joren 2013 bis 2022 e Gesamtbetrag vun 3.551.014 Euro ausbezuelt.

ad 7. De Ministère oder d'Administratioun, déi ugesicht gëtt, decidéiert eleng, ob si sech vun engem Affekot oder engem Délégué du Gouvernement vertriede léisst. A gréisseren oder méi komplexen Affären ass dat heiansdo de Fall. De concernéierte Ministère freet an deem Fall d'Autorisatioun fir d'Prise en charge vun den Honorairë via de Budget vum Ministère d'État beim Staatsministère un, ausser de concernéierte Ministère hätt selwer esou e Budsgetsartikel zur Dispositioun.

ad 8. Eng Rei Ministèren hunn en eegene Budgetskreditt, deen als Frais de contentieux libelléiert ass an doriwwer ginn all d'Affekotskäschte bezuelt, souwuel déi virun den ziville Geriichter wéi déi virun den administrative Geriichtsbarkeeten. De Libellé vum Dossier, deen opgrond vum Budgetsartikel bezuelt gouf, gëtt keen Opschloss, ob d'Affär virum Verwaltungsgeriicht oder engem anere Geriicht war. Aus deene Grënn gëtt et keng genau Zuelen iwwer just Verwaltungsgeriichter.

ad 9. De Ministère, deem seng Decisioun ugefecht ginn ass, sicht sech säin Affekot eraus an der Haaptsaach op Basis vun deem senger Kompetenz an der spezifescher Matière, wéi och senger Professionalitéit, dem Suivi, deen all traitéierten Dossier an der Vergaangenheet krut, wéi och der Satisfaktioun bei eventuelle viregten Affären, esouwéi och dem Tariff vun den Honorairen.

ad 10. Et gëtt keng esou Donnéeën (cf. Äntwert op d'Fro 8) an esou Zougehéieregkeete vun Affekoten(inn)en zu Etudë sinn och net stabel iwwer d'Zäitschinn vu 5 Joer.

ad 11. All Affekot leet säin Taux horaire selwer fest. Wann ee Client net mat dem Taux horaire zefridden ass, kann en, wéi all Justiciabel, eng Taxation d'office beim Barreau ufroen.

ad 12. Compte tenu vun de spezifesche Matièren an der Spezialisatioun vun eenzelen Etuden, ass net ausgeschloss, dass ee Ministère ëfters op eng selwecht Affekotenetüd zeréckgräift.

ad 13. D'Servicer vun der Comptabilitéit vum Staat regruppéieren d'Ausgaben no Budgetsartikel. Dësen Total regroupéiert awer souwuel de Contentieux administratif wéi och de Contentieux judiciaire. En plus sinn an dem Montant all d'Frais connexes mat dran, déi och iwwert dee Budgetsartikel bezuelt ginn, wéi z. B. Huissierskäschten, Frais et dépenses, oder och Indemnités de procédure, déi an enger Affär ufalen. Genee Zuele just fir de Contentieux administratif, ewéi vum honorabelen Députéierte gefrot, gëtt et also net (cf. och Äntwert op d'Fro 8).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

**Mise en valeur de la Constitution à la place de la Constitution** | Question **7943** (28/04/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Il y a deux ans, Monsieur le Ministre d'État a été saisi d'une initiative proposant une mise en valeur de notre Constitution à l'endroit qui lui est spécifiquement dédié, à savoir la place de la Constitution. Actuellement, aucun élément de cette place ne renseigne sur notre Constitution.

Monsieur le Premier Ministre avait informé les auteurs de cette proposition qu'un groupe de travail interministériel auquel participerait la Ville de Luxembourg allait analyser les possibilités en vue de la réalisation concrète d'une telle mise en valeur dans le cadre du projet de réaménagement de la place de la Constitution hébergeant le Monument du souvenir « Gëlle Fra ».

La Ville de Luxembourg par le biais de sa bourgmestre avait appuyé ces « idées très constructives et intéressantes », tout en rappelant que la place de la Constitution fait partie du domaine de l'État.

– Étant donné qu'un concours d'idées lancé par l'État avec la participation de la Ville de Luxembourg a été lancé et vu la mise en place du groupe de travail prémentionné, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les propositions issues de ce groupe de travail en vue de la mise en valeur de notre Constitution à la place de la Constitution.

– Quel est actuellement le planning pour le réaménagement de cette place emblématique ?

**Réponse** (25/05/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

Suite au concours d'idées concernant le réaménagement de la place de la Constitution, le groupe de travail interministériel, auquel participe la Ville de Luxembourg, propose de mettre en valeur notre loi fondamentale à la place de la Constitution par l'installation d'une pierre commémorative sur laquelle sera affiché un code QR à travers lequel les personnes intéressées pourront télécharger des informations en plusieurs langues sur le texte de la Constitution et son histoire.

Le planning concret pour l'achèvement du réaménagement de la place de la Constitution n'est à ce stade pas finalisé. Des études à cet égard seront cependant entamées prochainement.

Le Gouvernement tiendra les auteurs de l'initiative, dont l'honorable Député, informés sur le progrès de la réalisation de ce projet.

**Recueil des instructions ministérielles et notes de service** | Question **7944** (28/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Beräich vun der Schoul geschéie vill Uweisungen iwwer Instruction ministérielle oder och Note de service, beispillsweis iwwer Travaux de vacances am Kader vun engem Noexamen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Gëtt et e Recueil fir d'Enseignanten, an deem all dës Notte respektiv Instruktiounen iwwersiichtlech zesummegefaasst a fräi zougänglech sinn?

– Wa jo, wou ass dee Recueil ze kréien?

– Wann net, firwat net?

**Réponse** (09/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et gëtt aktuell kee Recueil fir Enseignanten, an deem déi ministeriell Instruktiounen zesummegefaasst sinn.

Gäre gräifen ech dofir d'Suggestioun vun der honorabeler Deputéiert op, déi och scho vun Enseignantsgewerkschafte gemaach ginn ass. D'Enseignantë wäerte vun dëser Demarche an d'Bild gesat ginn.

**Admissions conditionnelles d'enseignants** | Question **7945** (28/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

De sougenannte klassesche Wee, fir sech op der Uni Lëtzebuerg zum Enseignant fir d'Grondschoul ausbilden ze loossen, féiert iwwer de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) mat engem Studienzyklus vu 4 Joer. Interesséiert Kandidate mussen sech engem Examen-concours d'admission stellen. Fir déi, déi deen net direkt packen, gëtt et d'Méiglechkeet vun der Admission conditionnelle.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister mech driwwer informéieren, wéi vill Admissions conditionnelles an de leschten 2 Joer jeeweils ausgeschwat gi sinn a wéi vill vun dëse Kandidaten et fäerdegbruecht hunn, hireRéckstand opzeschaffen?

– Wéi vill vun de Kandidate sinn ofgewise ginn, well se d'Konditioune vun der Admission conditionnelle net erfëllt hunn?

**Réponse** (25/05/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech reagéieren op der honorabeler Deputéierter hir Froe mat dëse Prezisiounen.

Laut Informatioune vun der Universitéit Lëtzebuerg gouf et 2021 keng Admissions conditionnelles am

Bachelor en sciences de l'éducation, well, duerch d'Covidpandemie bedéngt, eng aner Admissiounsprozedur appliziéiert gouf. Am Joer 2022 goufe 45 Admissions conditionnelles ausgeschwat, wouvu sech definitiv 41 Kandidaten ageschriwwen hunn.

D'Studente mat enger Admission conditionnelle hunn dräi Joer Zäit, fir Remediatiounscoursen ze suivéieren an d'Examen an deene concernéierte Matièren ze packen. Bei Lacunnen an enger Sprooch muss de Student säi Mobilitéitssemester an engem Land maachen, wou d'Landessprooch kann zur Remediatioun bäidroen. Et ass ze bemierken, dass d'Studenten, déi 2022 ugeholl goufen, Zäit hu bis 2025, fir d'Examen an deene concernéierte Matièren ze packen an dass déi éischt Exame wäerten am Juli 2023 ugebuede ginn. Dat heescht, dass bis elo nach kee Student d'Méiglechkeet hat, fir den Examen an deene concernéierte Matièren ze maachen.

Den Admissiounsexamen ass ee Concoursexamen, an d'Universitéit Lëtzebuerg benotzt d'Méiglechkeet vun der Admission conditionnelle, bis all verfügbar Plazen am Bachelor en sciences de l'éducation besat sinn.

**Bachelor en formation pédagogique** | Question **7946** (28/04/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Déi nei Formatioun vum Bachelor en formation pédagogique (BFP) riicht sech u Studente mat engem Bachelor aus engem Domaine „touchant à l'éducation", déi sech iwwer dee Wee déi noutwendeg zousätzlech didaktesch a pedagogesch Qualifikatioun verschafe wëllen, fir am Enseignement fondamental (Cyclen 2 bis 4) dierfe Schoul ze halen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Kann den Här Minister mech driwwer opklären, ob nach eng Gesetzesännerung muss virgeholl ginn, fir dass déi uewe beschriwwen zukünfteg Enseignanten zum staatleche Concours fir de Rekrutement vum Léierpersonal fir d'Grondschoul kënnen zougelooss ginn?

– Wa jo, wéi eng Ännerungen um bestoenden Text sinn dat a bis wéini sollen déi gemaach sinn?

**Réponse** (13/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

No erfollegräichem Ofschloss vun deem neien, vun der Uni Lëtzebuerg ugebuedene Bachelor en formation pédagogique, deen d'Studente spezifesch op d'Ënnerriichten an de Cyclen 2–4 an de Lëtzebuerger Grondschoule preparéiert, gëtt den Absolventen ee Bachelordiplom ausgestallt, deen dem Niveau 6 vum Cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ) entspriecht an d'Inscriptioun an d'Optioun C 2–4 vum Concours, deen den Accès an de Stage vum Instituteur-fonctionnaire reegelt, erméiglecht.

Dëst geet och aus dem Programme d'études ervir, deen d'Zilsetzung vum Bachelor en formation pédagogique follgendermoossen definéiert: "The learning outcomes for the requested Bachelor en formation pédagogique (BFP) are equivalent to those defined for the existing Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) and described in the Leitbild für den Beruf des Lehrers/der Lehrerin. This document is based on the expectations of the MENJE and on international professional standards, and serves as a reference for the internal organisation of both the BFP and BscE."

Vu déi akadeemesch Unerkennung vum Bachelor-Niveau, genee wéi déi am Programme d'études beschriwwe Gläichstellung vum Bachelor en formation pédagogique mam Bachelor en sciences de l'éducation an déi domat verbonnen explizitt pedagogesch an didaktesch Virbereedung vun de Studenten op de Beruff vum Enseignant an der Lëtzebuerger Grondschoul duerch d'Uni.lu, ass eng Ännerung vun de besteeënde legalen Dispositiounen an dësem Kontext zum aktuellen Zäitpunkt net néideg.

**Ligne scolaire K45** | Question **7947** (28/04/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Am September gouf et Diskussiounen an Opreegung ronderëm d'Buslinn K45, déi d'Schülerinnen a Schüler aus der Regioun ëm Heischent iwwer Kehmen, Buerschent a Bierden op Dikrech an d'Lycéeë féiert. Deemools ass de Bus um Schoulufank net direkt gefuer, gouf awer e puer Deeg méi spéit nees fuere gelooss.

Mir ass elo vun Eltere matgedeelt ginn, datt dës Buslinn bei der kommender Rentrée nees a Fro gestallt kéint ginn, obwuel de Bus ganz gutt ausgelaascht ass.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Gëtt et momentan Kontrolle mat Hëllef vun deenen erausfonnt soll ginn, ob bestoend Buslinne fir de Schülertransport bäibehalen oder ofgeschaaft solle ginn?

– Wat fir Buslinnen am Kanton Dikrech si schonn op de Leescht geholl ginn a wat fir eng riskéieren, ofgeschaaft ze ginn?

– Gëtt d'Buslinn K45 vum Mobilitéitsministère aktuell a Fro gestallt? Soll se eventuell ab der Rentrée ofgeschaaft ginn, obwuel se am Schouljoer 2022/2023 gutt genotzt gëtt?

**Réponse** (22/05/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierten huet Froen zum Schoultransport am Kanton Dikrech, dee vu mengem Ministère zesumme mat der Verwaltung fir ëffentlechen Transport organiséiert gëtt.

De Moment leeft d'Prozedur vun der Ausschreiwung fir déi nei Verträg fir de Schoultransport; d'Finanzéierungsgesetz dofir gouf den 27. Abrëll 2023 an der Chamber ugeholl. Dora sinn och d'Buslinnen enthalen, déi déi verschidde Schoulen zu Ettelbréck an zu Dikrech ufueren.

Et ass net virgesinn, fir bestoend Buslinnen dat nächst Schouljoer ofzeschafen. Dat bedeit also, dass och d'Linn K45 weiderhin wäert oprechterhale ginn an de Moment och net a Fro gestallt gëtt.

Et ginn effektiv vun Zäit zu Zäit Kontrollen op de Schülerlinnen duerchgeféiert, mam Zil, fir d'Kapazitéit vun de Gefierer bei Bedarf erop- oder erofzesetzen.

**Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme** | Question **7948** (05/06/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Am Hibléck op d'Parlamentswalen huet d'Association des compagnies d'assurances et de réassurances (ACA) eng Initiativ geholl, fir déi politesch Parteien op néng Prioritéiten opmierksam ze maachen. An enger vun dëse Prioritéite geet et ëm d'Autosversécherungen.

Am Fall vun engem onversécherten Auto muss d'Allgemengheet d'Laascht droen, fir d'Affer vun engem Accident iwwert de Fonds de garantie automobile ze entschiedegen. Dëse Fong huet an de leschten dräi Joer duerchschnëttlech honnert Fäll pro Joer beaarbecht. Wann een dovunner ausgeet, dass een zu Lëtzebuerg eng vergläichbar Situatioun wéi an den Nopeschlänner huet, da fueren tëschent 5.000 an 10.000 net versécheret Autoe mat enger Lëtzebuerger Plack op eise Stroossen. Fir dëse Problem ze bekämpfen, proposéiert d'ACA, dass d'Police op en digitale Versécherungsregëster zougräife kann, wou si mat Hëllef vum Nummereschëld iwwerpréiwe kann, ob en Auto versécheret ass oder net.

Och ass et zu Lëtzebuerg am Abléck esou, datt eng Persoun, déi der Police d'Versécherungsdokument vun hirem Auto net ka weisen, de Schlëssel vum Auto muss ofginn an den Auto immobiliséiert bleift, bis déi néideg Dokumenter kënne gewise ginn. Wann d'Police selwer Zougrëff op e Fichier mat de Versécherungsdaten hätt, wären esou ëmständlech Prozeduren net méi néideg.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Police sollt en automateschen Zougrëff op Dateie kréien, déi iwwer de Versécherungsstatus vun den Autoe mat Lëtzebuerger Plack renseignéieren? Wa jo, wéi a wéini wëll si esou e System aféieren?

**Réponse** (29/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet no Informatiounen iwwert d'Aféierung vun engem automateschen Zougrëff fir d'Police op en digitale Versécherungsregëster, deen iwwer de Versécherungsstatus vun den Autoe mat Lëtzebuerger Placke renseignéiert.

Well een op eng Digitalisatioun vun der Immatrikulatiounsprozedur hischafft, mee sech awer och op eng zukünfteg Kooperatioun um Niveau vun de Memberstaate vun der Europäescher Unioun wëll virbereeden, ass am Kader vum Projet de loi N° 7985 an engem Projet de règlement grand-ducal virgesinn, datt en Datenaustausch betreffend d'Versécherungsinformatioune soll stattfannen.

Dës zwee Projeten, déi sech aktuell um Instanzewee befannen, gesi vir, datt eng „banque de données relative à l'assurance automobile des véhicules routiers" ugeluecht gëtt an datt Membere vun der Police kënnen, am Kader vun hire Missiounen, vun der SNCA elektronesch matgedeelt kréien, ob e Versécherungskontrakt fir e gewëssenen Auto ofgeschloss gouf an ob dësen nach valabel ass. Déi Informatioun aus der Datebank kann och, ënner verschiddenen Ëmstänn, un d'Agente vun der Administration des douanes et accises, d'entreprises d'assurances autorisées, de Fonds de garantie automobile an de Bureau luxembourgeois gi ginn.

Fir béid Projete goufen am Laf vum Mount Mee 2023 Amendementer virbereet an et gëtt de Moment op en zousätzlechen Avis vum Staatsrot an de verschiddene Chambres professionnelles gewaart.

**Analyse des propositions du « Klimabiergerrot »** | Question **7949** (02/05/2023) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 17. Abrëll 2023 huet d'Regierung op enger Pressekonferenz den aktualiséierten Energie- a Klimaplang fir Lëtzebuerg (PNEC) virgestallt. Hei gouf gesot, datt d'Aarbecht vum Klima-Biergerrot och an déi nei Propose vum PNEC mat agefloss wier.

Laut engem Artikel vum 2. Mee vu Reporter.lu huet de Staatsminister eng Tabell ugeluecht, an där detailléiert gëtt, wéi mat de Virschléi vum Klima-Biergerrot ëmgaange gouf.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister a dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Plangt de Staatsministère, dës Tabell ze veröffentlechen? Wann net, wisou net?

2. Hunn d'Membere vum Klima-Biergerrot Accès zu dëser Analys, fir hir Kommentaren dozou kënnen ze veröffentlechen? Wann net, wisou net?

3. Plangt de Ministère eng weider Kommunikatioun vun dëser Analys?

**Réponse** (08/05/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

De Staatsministère, de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an de Ministère fir Energie a Landesplanung hunn an engem Message den zitéierten Tableau de Membere vum Klima-Biergerrot zoukomme gelooss, fir datt si sech en transparent Bild kënne maachen, wéi d'Regierung hir Virschléi verschafft huet. Dësen Tableau fannen déi honorabel Deputéiert och um Site vun der Regierung an um Enn vun dëser Äntwert.

Dësen Tableau baséiert op der Analys vun engem interministeriellen Aarbechtsgrupp. Do dernieft hu verschidde concernéiert Ministèrë separat Reunioune mat Spriecherinnen a Spriecher vum Klima-Biergerrot organiséiert, fir mat hinnen iwwert déi praktesch Ëmsetzung vun hiren Iddien ze diskutéieren, fir hinnen d'Analyse vun de Recommandatiounen ze presentéieren an op oppe Froen anzegoen. D'Membere vum Klima-Biergerrot sinn dann och fir eng Virstellung vum PNEC de 17.4. ageluede ginn, a konnten den zoustännege Ministeren hir Froe stellen. D'nämmlecht ass d'Regierung bei de Recommandatiounen duerch d'Experte vum Observatoire de la politique climatique (OPC) virgaangen.

1. Mesuren, déi net an de Perimeter vum PNEC falen. De PNEC ass e ganz technescht Dokument mat präzisen europäesche Virgaben. 71 vun de Recommandatiounen duerch de Klima-Biergerrot ginn iwwert de Kader vum PNEC eraus. Dës Iddie sinn awer net verluer, si wäerten an aner Regierungspoliticken a Form vun offizielle Pläng, Strategien, Reglementer a Gesetzer afléissen, wéi zum Beispill am Beräich vum Offall, der nohalteger Entwécklung an dem Naturschutz.

2. 5 komplett nei Mesuren, déi Lëtzebuerg eleng kann a wäert ëmsetzen.

3. 19 Mesuren, déi scho bestoend Mesurë verstäerken, déi Lëtzebuerg eleng kann a wäert ëmsetzen.

4. 33 Mesuren, déi schonn an enger änlecher Form existéieren. Hei huet de Regierungsrot decidéiert, dës bestoend Mesuren engem Bilan ze ënnerzéien, fir sécherzegoen, datt déi proposéiert Zilsetzung vum Klima-Biergerrot och erfëllt gëtt. Wann dëst net de Fall sollt sinn, wäert d'Regierung an der definitiver Versioun vum PNEC nobesseren.

5. 14 Mesuren, déi Lëtzebuerg net direkt an net eleng kann ëmsetzen, well se entweeder an de Beräich vum europäesche Recht falen, oder well se net ouni Kooperatioun mat anere Länner kënne realiséiert ginn.

Hei huet d'Regierung decidéiert, datt si dës Fuerderunge vum Klima-Biergerrot aktiv an d'Verhandlungen op EU-Niveau mat abrénge wäert, an datt Lëtzebuerg mat anere concernéierte Länner a Kontakt triede wäert, fir d'Ëmsetzung vun dëse Propositiounen zesummen unzegoen.

71 Propositioune leien also am Perimeter vum PNEC. D'Regierung huet keng Mesure vum Klima-Biergerrot verworf. D'Regierung huet decidéiert, all dësen 71 Mesuren e Suivi ze ginn.

De Klima-Biergerrot suergt also derfir, datt Schrëtt fir Schrëtt, Mesure fir Mesure d'Iddie vun de Biergerinnen a Bierger an d'Regierungspolitick afléissen.

**Limitation des arrivées à l'Aéroport de Luxembourg** | Question **7950** (02/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gouf un eis erugedroen, datt et rezent zu ville Verspéidunge bei den Arrivéeë vun de Passagéierflich hei um Findel géif kommen. Dëst, well d'Direction de l'aviation civile (DAC) der Administration de la navigation aérienne (ANA) géif virschreiwen, dass d'ANA just nach 12 Arrivéeën an der Stonn, amplaz vun deene bis dohi méiglechen 20, dierf erlaben.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass d'DAC der ANA viru Kuerzem virgeschriwwen huet, just nach 12 Arrivéeën an der Stonn ze erlaben?

2. Sollt dës Limitatioun an der Unzuel vun de méiglechen Arrivéeë pro Stonn der Realitéit entspriechen, firwat ass et zu dëser Ännerung komm?

3. Wéi vill Vollen am Passagéiertransport landen, opgeschlësselt pro Mount, pro Joer um Findel?

**Réponse** (01/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Allgemeng ass ze bemierken, dass Verspéidungen am Fluchverkéier duerch verschidde Facteuren entstoe kënnen, wéi zum Beispill gewerkschaftlech Aktiounen an den Nopeschlänner, Meteoskonditiounen, technesch oder operationell Problemer bei de Fluchlinnen oder de Fluchhäfen.

Et ass richteg, datt den Ament d'Arrivéeën um Findel op 12 pro Stonn limitéiert sinn.

Am Kader vun engem Audit vun der Administration de la navigation aérienne (ANA) huet d'Direction de l'aviation civile (DAC) eng Rei Nonkonformitéite festgestallt. Eng dovun ass als Niveau 1 klasséiert ginn an d'DAC huet eng direkt Aktioun vun der ANA gefrot, déi d'Zuel vun den Arrivéeën op 12 pro Stonn limitéiere soll, soulaang déi Nonkonformitéit net geléist gouf.

Wat d'Statistike vun de Landungen a Passagéierzuelen ugeet, verweisen ech op de „Portail Open Data du Luxembourg", op deem all d'Statistike ronderëm de Fluchverkéier publizéiert ginn. Bei weidere Froen zu dësen, kënnt Dir Iech gären direkt un d'Direktioun vun der ANA wennen.

https://data.public.lu/fr/organizations/administration-de-la-navigation-aerienne/

**Évolution du réseau des pistes cyclables** | Question **7951** (02/05/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Gesetz vum Dezember 2019 gouf de legale Kader fir de Reseau u Vëlospisten zu Lëtzebuerg iwwerschafft. An den deemolege Presentatioune vum Ministère an am Text vum Gesetzesprojet war dat erkläertent Zil deemools 1.102 km Vëlospisten uechtert d'Land.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill vun deene 430 km, déi säit 2018 un neie Vëlospiste sollte gebaut ginn, si bis elo gebaut ginn?

2. Wéi vill vun deenen 180 km (dovunner 113 km, déi 2018 deklasséiert waren), déi vu fréiere Vëlospisten erëm sollten opgeholl ginn, sinn elo erëm Deel vum Reseau?

3. Am Modu 2.0 war fir 2025 d'Zil, dass 10 % vun den Trajeten (> 5 km) Doheem–Aarbecht via Vëlo gemaach ginn. Bei wéi vill Prozent si mir haut?

4. Am Modu 2.0 war fir 2025 d'Zil festgesat ginn, dass 15 % vun de Schoulweeër (> 5 km) mam Vëlo gemaach ginn. Bei wéi vill Prozent si mir haut?

5. 2018 ware 95 km vum Vëlosreseau am „trafic mixte". Wéi vill Kilometer sinn et haut? Wéi vill Prozent vun der Gesamtlängt vun de Vëlospiste sinn et haut?

6. Wéi eng Projete fir nei Vëlospisten, déi zu deenen 1.102 km Reseau sollte bäidroen, goufe schlussendlech zréckbehalen? Wéi ass de Stand vun deene Projeten?

**Réponse** (19/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An dem genannten Zäitraum si follgend Vëlospiste vum nationale Vëlosreseau gebaut ginn:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Et sinn och op anere Plazen Deelstécker a Weeër amenagéiert respektiv schonns fir d'Cycliste befuerbar, wou awer nach d'Uschlëss (nach an der Etude oder am Projet) zu bestoende Piste feelen an deementspriechend nach net vollstänneg als Vëloswee ze benotze sinn (feelend Verbindungen).

Parallell leeft e grousse Projet, fir de kompletten nationale Vëlosreseau homogeen auszeweisen, esou datt iwwert déi nächst Joren nei fäerdeg Deeler dobäigesat wäerte ginn.

ad 2. D'Zuel vun 180 Kilometer ass net an deene vum Här Deputéierte referenzéierten Dokumenter ze fannen. Ausserdeem si mat deene genannten 113 Kilometer national Vëlospiste gemengt, déi deklasséiert solle ginn, esoubal eng besser Alternativ realiséiert konnt ginn.

Eng aner Méiglechkeet vun engem Deklassement ass, datt eng national Vëlospist net méi kohärent mat der Strategie vum neie Vëlospistegesetz ass.

Momentan sinn nach eng 105 Kilometer ze deklasséieren, esoubal all déi Verbindunge realiséiert gi sinn, déi d'Gesetz virgesäit. Dës Zuel kann awer ëmmer erëm variéieren (och no uewen), jee nodeems, wéi déi geplangte Streck sech am Verlaf vum Projet verännert.

Déi genannten 113 Kilometer vun 2018 sinn also net 1 zu 1 mat dëser Zuel ze vergläichen.

ad 3. a 4. Aktuell Zuele leien net vir. Virun 2025 wäert eng grouss „enquête ménages" zur Mobilitéit (ewéi 2017) gemaach ginn an déi dann aktuell Wäerter liwweren.

ad 5. Momentan si vum nationale Vëlosreseau ongeféier 80 Kilometer am sougenannten „trafic mixte".

ad 6. D'Stroossebauverwaltung schafft am Prinzipp um Ausbau vum gesamte Vëlosreseau wéi en am Gesetz virgesinn ass. Wéi an der éischter Fro schonns duergeluecht, mussen nach vill Deelstrecken an Uschlëss op bestoende Strecke studéiert a gebaut ginn, ier komplett Verbindunge fäerdeg sinn. De Fortschrëtt vun de verschiddene Projete respektiv eenzele Lousen hänkt staark vun enger Rei Aspekter of, wéi ënnert anerem den néidegen Terrainen, de Geneemegungen a Konventiounen.

Follgend een Iwwerbléck op all d'Vëlospisteprojeten, déi am Abléck vun der Stroossebauverwaltung op Basis vum genannte Gesetz (wat +/-585 Kilometer virgesäit) studéiert ginn:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

**Responsabilité dans le cas de transmission de maladies lors du don de sang** | Question **7952** (02/05/2023) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

An der Diskussioun ronderëm Diskriminatioun vun den homosexuelle Männer, déi hei zu Lëtzebuerg weiderhi kee Blutt spenden däerfen, hat de Generaldirekter vum Roude Kräiz gefuerdert, datt, am Fall vun enger Ustiechung, d'Fro vun der Responsabilitéit anescht misst geléist ginn, wéi dat haut de Fall ass.

Aktuell dréit dann nämlech d'Rout Kräiz d'Verantwortung selwer. An dat, obwuel all Bluttspend genee op den HIV-Virus iwwerpréift gëtt an all Spender, egal ob Mann oder Fra, muss uginn, ob en an de leschte 4 Méint e Partnerwiessel hat, bleift e gewëssene Reschtrisiko, fir sech bei enger Blutttransfusioun mam Aidsvirus ze infizéieren. Ass dat de Fall, läit wéi gesot d'Responsabilitéit bei dem Roude Kräiz, well si fir d'Kollekt vum Blutt zoustänneg sinn.

Fir den homosexuelle Männer et ze erméiglechen, Blutt ze spenden, wëll ech d'Madamm Gesondheetsminister froen:

– Wäert d'Regierung d'Fro vun der Responsabilitéit am Fall vun enger Ustiechung mam HIV-Virus duerch Bluttkonserven nei reegelen?
• Wa jo, wäerte méiglech Affer an Zukunft direkt vum Staat indemniséiert ginn?
• Wäert déi nei Reegelung och fir aner Krankheete gëllen, déi duerch Blutttransfusioune kéinten iwwerdroe ginn?

– Wéi ass d'Fro vun der Responsabilitéit an eisen Nopeschlänner gereegelt?

**Réponse** (09/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

D'Gesetz vum 15. Mäerz 1979 iwwer d'Reguléierung vun der Blutttransfusioun setzt d'Konditiounen an d'Prozedure fir d'Bluttspend, d'Erhiewung an d'Liwwerung vu Blutt fest. Fir d'Aktivitéiten am Zesummenhang mat der Blutttransfusioun ass d'Rout Kräiz vum Gesondheetsministère, op Basis vum virgenannte Gesetz vum 15. Mäerz 1979 iwwer d'Blutttransfusioun, agreéiert.

Dëst Gesetz verflicht och d'Rout Kräiz, eng Versécherung ofzeschléissen, déi all d'Risiken, déi d'Spender am Zesummenhang mat Bluttprouwen droen, ofdeckt. Wann deemno eng Persoun e Schued duerch eng Blutttransfusioun erleide géif, gëtt dës Persoun vun der Assurance vum Roude Kräiz entschiedegt.

Sou wéi d'Rout Kräiz et awer selwer betount, ass opgrond vun alle Qualitéitskontrollen, déi bei Blutttransfusioune gemaach ginn, de Risiko vun der Iwwerdroung vun enger ustiechender Krankheet duerch Blutttransfusioune ganz kleng, och wann net null. Bei der Assurance gëtt an dësem Kontext net tëschent verschiddene Krankheeten ënnerscheet.

De Regimm vun der Responsabilitéit fir defekt Produkter, wou kontaminéiert Blutt drënner fale géif, ass generell duerch d'geännert Gesetz vum 21. Abréll 1989 iwwer d'Zivillverantwortung fir defekt Produkter gereegelt. Dëst Gesetz setzt eng Direktiv vum Conseil vum 25. Juli 1985 ëm. Et ass aktuell net virgesinn, dëst Gesetz ze änneren.

Doriwwer eraus sinn de Staatsminister an d'Gesondheetsministesch an enger Diskussioun mam Roude Kräiz, fir iwwer de Wee vun enger Konventioun de Reschtrisiko am Zesummenhang mat Blutttransfusiounen, d. h. dee Risiko, deen iwwert de Plaffong vun der legaler Assurance vum Roude Kräiz kéint erausgoen, ofzedecken. Fir de Fall wou deemno Leit Schied duerch Bluttprodukter, déi vum Roude Kräiz geliwwert goufen, erlidden hätten an d'Responsabilitéit vum Roude Kräiz zeréckbehal géif ginn, géif de Staat sech engagéieren, fir de Schuedensersatz, deen iwwert de Plaffong vun der Assurance erausgeet, ze iwwerhuelen.

D'Direktiv iwwert d'Responsabilitéit bei defekte Produkter huet all Memberstaat transposéiert.

Et gëtt an eenzele Länner, wéi z. B. a Frankräich oder an der Belsch, spezial Regimmer, déi och Schied, déi Leit duerch kontaminéiert Blutt erlidden hunn, ënnert bestëmmte Konditiounen, entschiedegen. A Frankräich ass dat den „Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales" an an der Belsch de „Fonds des accidents médicaux".

**Analyse des propositions du « Klimabiergerrot »** | Question **7953** (02/05/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

Bei der Presentatioun vun den Upassunge vum PNEC huet de Premierminister gesot, dass de Klimabiergerrot, dee vun der Regierung aberuff gouf, en Impakt op d'Lëtzebuerger Klimapolitik, an notamment de PNEC, hätt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

– Wéi vill Moossname vum Klimabiergerrot goufen integral an den neie PNEC iwwerholl a sollen eent zu eent ëmgesat ginn? Kann d'Ministesch déi ënnerschiddlech Mesurë wgl. opléschten?

– Wéi vill Moossname vum Klimabiergerrot goufen an enger adaptéierter Form oder Versioun an den neie PNEC integréiert? Kann d'Ministesch déi ënnerschiddlech Mesurë wgl. opléschten?

– Wéi vill Moossname vum Klimabiergerrot sollen analyséiert bzw. evaluéiert ginn, fir dann evtl. zu engem spéideren Zäitpunkt an de PNEC iwwerholl ze ginn? Kann d'Ministesch déi ënnerschiddlech Mesurë wgl. opléschten?

– Wéi vill Moossname vum Klimabiergerrot solle kuerzbis mëttelfristeg net an de PNEC integréiert ginn? Kann d'Ministesch déi ënnerschiddlech Mesurë wgl. opléschten?

– Wéi vill Moossname vum Klimabiergerrot solle kuerzbis mëttelfristeg net an de PNEC, mee awer och net an aner Strategien a Pläng vun der Regierung integréiert ginn? Kann d'Ministesch déi ënnerschiddlech Mesurë wgl. opléschten?

**Réponse** (22/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Ech verweise fir dës Äntwert op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 7949.

**Responsabilité sur l'alerte par sirène dans les communes** | Question **7954** (02/05/2023) de **M. Aly Kaes** (CSV)

Laut mengen Informatiounen ass de CGDIS responsabel fir den Declenchement vun den Alerten iwwert de Wee vu Sireenen, esou wéi se ënnert anerem an de Gemengen installéiert sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Inneminister stellen:

– Ween ass responsabel fir den Entretien vun de Sireenen, déi an de Gemengen installéiert sinn? Am Fall wou eng Sireen en panne fält, wien ass responsabel fir d'Reparaturen?

– Kann d'Madamm Minister mir déi deementspriechend „base légale" matdeelen?

– A wéi enge Fäll declenchéiert de CGDIS eng Alert mam System vun der Sireen?

– A wéi enge Fäll gëtt vum CGDIS eng lokal Alert declenchéiert, z. B. iwwert de Wee vun engem Piipser/Pager?

**Réponse** (09/06/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

D'Missioun, d'Biergerinnen a Bierger am Fall vun enger Katastroph oder Kris ze informéieren an ze warnen, ass dem ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet no eng Aufgab vun der ziviller Sécherheet, déi virun allem vum Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), iwwert deen ech d'Tutelle hunn, ausgefouert gëtt[8]. An deem Kader ass et d'Aufgab vun der Regierung, d'Strategie an d'Objektiver vun der ziviller Sécherheet ze definéieren, souwéi och déi néideg Moossnamen en place ze setzen, soudass de CGDIS senge Missiounen nokomme kann, dëst am Aklang mam Plan national d'organisation des secours (PNOS).

Wat d'Sireenen ugeet, huet Lëtzebuerg en zentral gesteierte Reseau vun 347 Sireenen, mat deem d'Land gutt couvréiert ass an dee säit Joren all 1. Méindeg am Mount getest gëtt, well d'Sireenen als e wichtege Bestanddeel vun eiser multikanaler Alertéierungsapproche, dem LU-Alert, ze gesi sinn.

Am Kader vun der Reform vum nationale Warnsystem gëtt de Moment eng Analys vun de Proprietéitsverhältnisser vun de Sireene gefouert. Wann déi bis ofgeschloss ass, kläre ech d'Gemenge per Circulaire doriwwer op, wien de Proprietär vun de Sireenen ass, an deemno, wien och responsabel ass fir den Entretien.

**Recrutement de moniteurs de natation** | Question **7955** (02/05/2023) de **M. André Bauler | M. Claude Lamberty** (DP)

Mam Fréijoer fänkt och nees d'Schwammsaison an den oppene Schwämmen un. An Däitschland gëtt et de Moment spierbar Probleemer beim Rekrutement vu Schwammmeeschteren. Och bei eis am Land gouf et do scho personell Engpäss.

An deem Kader wollte mir dem Här Sportminister follgend Froe stellen:

– Wéi gesäit d'Situatioun hei am Land aus, wann et ëm d'Astellung vu Schwammmeeschtere geet? Wat ass do de Feedback aus de Gemengen an de Schwammveräiner?

– Wat sinn d'Ursaachen, déi erklären, firwat manner Leit bereet sinn, fir dëse Beruff ze ergräifen?

– Gëtt et Beméiunge vusäite vum Sportminister, fir de Profill an de Beruff vum Schwammmeeschter méi bekannt an attraktiv ze maachen?

8 Art. 1er. La sécurité civile a pour mission la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement contre les événements calamiteux, les sinistres et les catastrophes, l'information et l'alerte des populations ainsi que la préparation et la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés. Le Ministre ayant les Services de secours dans ses attributions, appelé par la suite « le ministre », est chargé de l'organisation et de la mise en œuvre de la sécurité civile et coordonne les mesures et les moyens prévus par la présente loi.

– Ass den Undeel u Grenzgänger an der Schwammmeeschterbevëlkerung an de leschte Jore gewuess?

**Réponse** (12/06/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

Obwuel sech dës Froen ëm de Sport dréinen, ass de Sportsministère net fir all Aspekter dofir zoustänneg. Schwammmeeschtere ginn nämlech gréisstendeels vu Gemengen agestallt, déi dann och d'Schwämme bedreiwen. Sécherlech gëtt et och e puer privat geréiert Schwämmen. Zu de Froen 1, 2 a 4 huet mäi Ministère keen Zuelematerial.

Zu de Schwammveräiner ass ze soen, dass eis ENEPS wuel zoustänneg fir d'Ausbildung vun den Traineren ass, mee awer net vun de Schwammmeeschteren. Am Gesetzesprojet 8090 ass virgesinn, dass d'ENEPS an den INAPS (Institut national de l'activité physique et des sports) ëmgewandelt gëtt an domadder erweidert Missioune kritt. Ënner anerem follgend nei Missioun ass Kader vun der Fro 3 interessant an nennenswäert: « contribuer, en tenant notamment compte des besoins du mouvement sportif, à la définition et au développement des métiers du secteur du sport et aux formations y relatives ».

A Kooperatioun mat deene verschiddenen Instanzen, déi fir d'Ausbildung an d'Entwécklung vun de Beruffer am Sport responsabel sinn, soll den INAPS also zukünfteg dozou bäidroen, dass d'Beruffer sech dem Besoin vum Secteur vum Sport entspriechend hei zu Lëtzebuerg weiderentwéckelen. An deem Kontext sollten zukünfteg dann och Donnéeën zu de Froen 1, 2 a 4 gesammelt ginn.

**Proposition de règlement de la Commission européenne établissant des règles en vue de prévenir et de combattre les abus sexuels sur enfants** | Question **7956** (03/05/2023) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Virun engem knappe Joer huet d'EU-Kommissioun Pläng presentéiert, fir géint sexuell Gewalt géint Kanner am Internet virzegoen. Et steet ausser Fro, datt et noutwendeg ass, déi betraffe Mannerjäreger ze schützen a géint dës Zort vu besonnesch schlëmme Verbrieche virzegoen. Allerdéngs gesäit dat proposéiert Reegelwierk vun der Kommissioun och eng ëmstridden Chatkontroll vir. Dat bedeit, datt Kommunikatiounsservicer respektiv Internetprovider sollen obligéiert ginn, déi privat Messagë vun den Utilisateuren automatesch ze scannen, fir ze kontrolléieren, ob do kee problematesche Contenu dran ass, wéi zum Beispill Kannerpornographie oder Grooming, d. h. de Kontaktversuch vun Erwuessene mat Mannerjäregen. Esou eng Technologie riskéiert, jiddereen ënnert Generalverdacht ze stellen.

Wéi rezent an de Medien ze liese war, huet d'Cellule scientifique vum EU-Parlament eng héchst kritesch Analys vun dëse Pläng gemaach, well esou een Outil d'Grondrechter vun de Bierger géif verletzen.

An deem Zesummenhang géif ech gäre follgend Fro un d'Madamm Justizministesch stellen:

– Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu dësem geplangten EU-Reglement?

**Réponse** (06/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

– Sexuell Gewalt géint Kanner am Internet, ënner anerem pedopornographescht Material an d'Sollicitatioun vu Kanner zu sexuellen Handlungen (de sougenannte Grooming), musse mat all méiglechen an effikasse Mëttele bekämpft ginn.

Wann dofir eng Limitatioun vu verschiddene Rechter, ë. a. dem Dateschutz an dem Recht op Privatsphär, noutwenneg ass, muss esou eng Limitatioun den applikabele juristesche Prinzippien entspriechen. An deem Sënn muss all Limitatioun kloer a per Gesetz bestëmmt sinn, e legitimt Zil verfollegen (hei de Schutz vun de Kanner) a proportionéiert zu dësem Zil sinn.

Opgrond vun dëse Considératiounen hat Lëtzebuerg, esou wéi och aner Memberstaaten, den Avis vum Service juridique vum EU-Conseil bezüglech der Legalitéit vun der sougenannter „Chatkontroll" gefrot, deen eng kritesch Vue op dës Kontroll, wéi se aktuell am geplangte Reglement virgesinn ass, huet, well se net präzis genuch am Text formuléiert ass.

Aus dësem Grond recommandéiert de Service juridique vum Conseil, eng méi cibléiert Detektioun vu pedopornographeschem Material a Grooming virzegesinn.

Dësen Avis gëtt aktuell am Kader vun den Negociatiounen analyséiert. De Justizministère huet och mat de Justizministeren aus Däitschland, Éisträich, Liechtenstein an der Schwäiz eng Deklaratioun ënnerschriwwen, an där d'Wichtegkeet vun der Noutwennegkeet an der Proportionalitéit vum Agrëff an d'Mënscherechter an de Bedarf u Prezisioun am Text ënnerstrach ass.

**Reconnaissance des diplômes** | Question **7957** (03/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 4637 iwwert d'Akkreditéierung vun Héichschoulen huet de Minister fir Bildung erkläert:

„Déi concernéiert Servicer vum Héichschoul- a Fuerschungsministère si beméit, d'Studenten an d'Studentinne souwéi och all aner interesséiert Persoune beschtméiglech iwwert déi potentiell Unerkennung (oder Netunerkennung) vun engem Studieprogramm, sief dat en nationalen oder een auslänneschen, ze informéieren.

Een Haaptobjektiv besteet doran, déi zukünfteg Studenten a Studentinne schonn am Virfeld dofir ze sensibiliséieren, dass net all postsecondaire Formatioun eligibel ass fir déi staatlech Studiebaihëllefen an dass och net all Diplom, deen um tertiären Niveau ausgestallt gëtt, kann als akademeeschen Titel unerkannt ginn."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Efforte goufen an dësem Zesummenhang säit 2021 gemaach?

2. Grad fir auslännesch Student(inn)en, deenen déi national Informatiounsservicer net bekannt sinn, ass et oft schwéier ze erkennen, ob eng Héichschoul, déi hei zu Lëtzebuerg Coursen ubitt, akkreditéiert ass oder net. Wéi probéiert de Ministère ze verhënneren, dass grad Persounen aus Drëttstaate vun net akkreditéierten Héichschoulen hei zu Lëtzebuerg getäuscht ginn?

3. Fir Studien, déi op enger net akkreditéierter Héichschoul zu Lëtzebuerg gemaach ginn, kann een och keng Studiebäihëllefe kréien. Gi Persounen, déi trotzdeem eng Demande fir eng Studiebäihëllef areechen, beim Refus doriwwer informéiert, dass si net nëmmen net eligibel si fir d'Aide, mee et och kéint sinn, dass den Diplom zu Lëtzebuerg guer net unerkannt wäert ginn?

4. Ass de Minister der Meenung, dass et eng Gesetzesupassung bräicht, déi d'Transparenz erhéije géif, andeems Schoulen, déi hei zu Lëtzebuerg Diplomer ausstellen, déi hei am Land guer net unerkannt ginn, dëst kloer op hirer Websäit a bei der Umeldung kennzeechne missten?

**Réponse** (16/05/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Wéi ech a menger Äntwert vum 29. Juli 2021 op d'parlamentaresch Fro Nr. 4637 duergeluecht hat, ass et effektiv eng wichteg Missioun vun de concernéierte Servicer vum Ministère fir Héichschoul a Fuerschung (MESR), d'Studenten an och all aner interesséiert Persoune beschtméiglech iwwer déi potentiell Unerkennung (oder Netunerkennung) vun engem Studieprogramm, sief dat en nationalen oder en auslänneschen, ze informéieren. Wéi erkläert, besteet een Haaptobjektiv doran, déi zukünfteg Studente schonn am Virfeld dofir ze sensibiliséieren, dass net all postsecondaire Formatioun eligibel ass fir déi staatlech Studiebäihëllefen an dass och net all Diplom, deen um tertiären Niveau ausgestallt gëtt, kann als akadeemeschen Titel unerkannt ginn. An de verschiddene Publikatioune vum Service Information études supérieures a vum Service Aides financières gëtt op déi Problematik opmierksam gemaach, genee wéi och an de sëllechen Informatiounsreuniounen, un deenen dës Servicer deelhuelen, an natierlech op der alljärlecher Studentefoire, déi vum MESR organiséiert gëtt.

Fir eng verstäerkte Kohärenz, Accessibilitéit an Diffusioun vun dësen Informatiounen ze garantéieren, goufen am Hierscht 2021 déi zwee uewe genannte Servicer (Information études supérieures an Aides financières) vum Ministère engem Rebranding ënnerzunn, dee besonnesch säin Nidderschlag am neien Internetsite mengstudien.lu (www.mengstudien.lu) fonnt huet. Dëse Site gouf bei der Geleeënheet vun der Studentefoire Enn Oktober 2021 lancéiert an huet de Site cedies.lu ersat. Hei fënnt een elo op dräi Sproochen (franséisch, däitsch an englesch) all nëtzlech Informatiounen iwwer d'Studieméiglechkeeten am In- an Ausland souwéi och iwwer d'Studiebäihëllefen. Par rapport zum Virgängersite goufen divers Adaptatioune gemaach, fir d'Informatiounssich méi einfach a méi intuitiv ze gestalten a fir d'Informatioune prezis a prägnant ze formuléieren. D'Problematik vun den unerkannte respektiv net unerkannten Héichschoulen a Programmer gëtt op enger ganzer Rei Säite vun dësem Site abordéiert, sief et am Kontext vun der Presentatioun vun der Héichschouloffer zu Lëtzebuerg[9] an am Ausland, oder och en relatioun mat der staatlecher Studiebäihëllef.

An deem selwechte Sënn gouf am Kader vun der Migratioun vum allgemenge Site vum MESR op d'Plattform gouvernement.lu den Internetoptrëtt vum Ministère enger genereller Revisioun ënnerzunn, souwuel wat den Inhalt wéi d'Form ubelaangt (www.mesr.gouvernement.lu). Dëse Site ass ufanks 2022 online gaangen.

Wat spezifesch d'Thematik vun der Akkreditéierung an Unerkennung vun Héichschoulen ubelaangt, fënnt een elo um Site vum MESR eng detailléiert Presentatioun vum Lëtzebuerger Héichschoulsystem an deem domat verbonnene Qualitéitssécherungs- an Akkreditatiounssystem, mat engem ganz prominent placéierte Link op d'Lëscht vun den unerkannten an akkreditéierten Héichschoulprogrammer hei am Land[10]. Dës Lëscht ass ewell och souwuel op franséisch wéi op englesch disponibel[11] a wäert geschwënn nach duerch eng

[9] https://mengstudien.public.lu/fr/etudier-luxembourg.html. Hei fënnt een zum Beispill dës kloer Mise en garde: « Important : Seules les formations répertoriées dans ce tableau sont éligibles pour les aides financières et reconnues (attention aux dates de validité de l'accréditation!) ».

[10] https://mesr.gouvernement.lu/fr/dossiers/dossiers/accreditations.html

[11] https://mesr.gouvernement.lu/fr/demarches/reconnaissance-academique/diplomes-nationaux/liste-des-formations-d-enseignement-superieur-reconnues.html

däitsch Versioun ergänzt ginn. Och op de Säiten iwwer d'akadeemesch Unerkennungsprozedur (Registre des titres) fënnt een, an dräi Sproochen (franséisch, däitsch an englesch), Informatiounen iwwer déi unerkannte Lëtzebuerger Héichschoulformatiounen[12].

Betreffend d'Studenten aus Drëttstaate sief preziséiert, dass si, laut dem Artikel 56 vum Immigratiounsgesetz vun 2008 (loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration), nëmmen eligibel si fir eng Openthaltserlabnis „Étudiant" zu Lëtzebuerg, wa si an engem unerkannten oder akkreditéierte Vollzäitstudiegang ageschriwwe sinn, dee vun enger dofir unerkannter Institutioun ugebuede gëtt. Op déi Aart a Weis ka verhënnert ginn, dass si vun net akkreditéierten Héichschoulen hei am Land getäuscht ginn.

Wéi uewendriwwer erkläert, ginn d'Servicer vum MESR de recurrente Rot, sech scho bei der Studiewal souwuel doriwwer ze informéieren, ob dee viséierte Studiegang eligibel ass fir d'staatlech Studiebäihëllef, wéi och doriwwer, ob den ugestrieften Diplom akadeemesch unerkennbar ass[13]. Vu dass et sech heibäi awer ëm zwou verschidde Prozeduren handelt, déi op zwee verschiddene Gesetzestexter mat zwee verschiddenen Objektiver baséieren, gëtt, aus juristesche Grënn, am Fall vun engem Refus vun der Studiebäihëllef net explizitt vermierkt, dass dee viséierten Diplom eventuell net wäert kënnen akadeemesch unerkannt ginn. Allerdéngs stinn d'Mataarbechter vun de concernéierte Servicer zur Verfügung, fir déi néideg Renseignementer iwwer de Statut vun enger spezifescher Héichschoulinstitutioun oder vun engem bestëmmte Studiegang ze ginn, an et esou jidderengem ze erlaben, seng Formatioune bewosst a mat deem néidegen Hannergrondwëssen auszewielen.

Fir d'Transparenz, wat d'Unerkennung oder Netunerkennung vun Héichschoulinstitutiounen an -programmer hei am Land ubelaangt, nach zousätzlech, nieft all dësen Efforten, déi vu menge Servicer gemaach ginn, ze erhéijen, hunn ech effektiv am Kader vum Gesetzesprojet Nr. 8079[14], deen eng fundamental Revisioun vum Héichschoulgesetz vun 2009 virgesäit, Dispositioune proposéiert, fir d'Titelen (cf. BTS, Bachelor, Master, Doktorat etc.) an d'Denominatiounen (cf. Universitéit, spezialiséierten Héichschouletablissement) a Relatioun mam Lëtzebuerger Héichschoulsystem ze schützen. Konkreet bedeit dat, dass da just nach déi unerkannten an akkreditéiert Institutioune Studiegäng, déi zu de genannten Titelen an Diplomer féieren, ubidde kënnen, an dass och nach just déi unerkannten an akkreditéiert Institutiounen sech däerfen „Universitéit" oder „spezialiséierten Héichschouletablissement" nennen.

**Constructions à fins pédagogiques en zone verte** | Question **7958** (03/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Op meng mëndlech Fro zu Baute fir pedagogesch Zwecker huet d'Ministesch an der Froestonn vum 2. Mee geäntwert, dass et kee Reglement gëtt, wat d'Baute fir pedagogesch Zwecker reegelt, mee just eng Guideline um Internetsite vum Environnement[15].

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Baute fir pedagogesch Zwecker gëtt et, déi dës Richtlinnen net erfëllen?

2. Huet den Ëmweltministère respektiv seng Verwaltungen och esou Baute fir pedagogesch Zwecker? Wa jo – wéi vill Bauten, an erfëllen dës déi beschriwwe Konditiounen, zum Beispill, dass de Bau op maximal 3 Säite däerf zou sinn?

3. U wéi eng Konditioune ginn d'Autorisatioune fir zum Beispill Bëschcrèchen an Zukunft gebonnen? Gëlle fir d'Bëschcrèchen an Zukunft och d'Virschréften, dass de Bau op maximal 3 Säite däerf zou sinn?

4. Opgrond vu wéi engen Erkenntnisser ass dës spezifesch Decisioun (vu maximal 3 zoue Säite) geholl ginn? Ass den Afloss op d'Natur duerch eng zoue Cabanne weesentlech méi grouss, wéi duerch eng Cabanne, déi op enger Säit op ass?

**Réponse** (22/05/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den Ëmweltministère ënnerstëtzt a fuerdert déi ëmweltpedagogesch Aktivitéiten an der Natur, wou en nëmme kann. Dëst ass a ville Fäll finanzieller Natur, mee awer och an deenen administrativen Demarchen.

Nodeems 2018 dat neit Naturschutzgesetz gestëmmt ginn ass, war vill Onsécherheet am Secteur, wat de Volet vun de Geneemegungen ugeet. Fir deem entgéintzewierken, ass, zesumme mat den Acteure vum Terrain, ee pragmatesche Froekatalog ausgeschafft ginn, de sougenannten „FAQ fir ëmweltpedagogesch Aktivitéiten". Zil vun dësem war et, an enger verständlecher Sprooch Weeër opzeweisen, fir d'Aktivitéiten an der Natur esou ze organiséieren, datt keng Geneemegung néideg ass. Sollt fir bestëmmt Aktivitéiten awer nach eng Geneemegung néideg sinn, gëtt dësen FAQ awer och direkt déi néideg Hëllefstellung, fir d'Ufro esou ze maachen, datt dës och an engem kuerzen Delai ka geneemegt ginn.

Dësen FAQ (https://environnement.public.lu/fr/natur-erliewen/mir-ginn-eraus.html) ass spezifesch fir d'Acteuren am Beräich vun der Ëmweltbildung, déi an der Natur schaffen, dozou gehéieren och d'Schoulen. Dëst Dokument gëtt eng Hëllefstellung, mee stellt kee rigide Kader duer.

Een Deel vun dësem FAQ betrëfft dann och déi sougenannten Abris pédagogiques, méi spezifesch déi, déi nei opgeriicht ginn. De grousse Virdeel vun dësem FAQ ass, datt en eng gewësse Flexibilitéit léisst, fir sech un déi spezifesch Gegeebenheeten unzepassen, gläichzäiteg awer och eng gewëss Planungssécherheet gëtt, fir déi, déi sech un dës Richtlinnen halen.

Naturpedagogesch Aktivitéiten am Kader vum Naturschutzgesetz sinn eng Utilité publique, an dofir ugefrote Konstruktioune kënne geneemegt ginn, wann se vun engem breede Bevëlkerungskrees fir naturpedagogesch Zwecker genotzt sollen a kënne ginn.

Wann de Mënsch d'Natur kennt a versteet, se erlieft a selwer dovu profitéiert, ass en och éischter gewëllt, se ze schützen. Dëst gëllt deemno och fir d'Ënnerstänn, déi zum Zil hunn, bei den naturpedagogeschen Aktivitéiten ënnerstëtzend ze wierken.

Et geet deemno net drëms, nei zoue Klassesäll an der Natur ze schafen. Den Ënnerstand soll net d'Haaptzil vum Ausfluch sinn. D'Haaptzil ass a bleift d'Natur an all hire Formen an dës soll och am Ënnerstand erliefbar sinn. Den Ënnerstand déngt just derzou, fir sech am Fall vu Reen kënnen ënnerzestellen oder zum Beispill Rucksäck kënnen dréchen ofzeleeën.

Mir hunn all dat selwecht Zil: flott naturpedagogesch Aktivitéite fir eis Kanner, an awer och fir Erwuessener, dobaussen an der Natur.

Elo zu de Froen:

ad 1. Et gëtt jo nach aner Konstruktiounen ewéi Ënnerstänn, déi fir pedagogesch Zwecker genotzt ginn. Den FAQ viséiert déi net all, well et jo doran éischter ëm punktuell, dacks zäitlech limitéiert Aktivitéite geet.

Bei den Ënnerstänn, déi nei gebaut solle ginn, gëtt dës Richtlinn applizéiert, et sief, et wär nogewisen, datt dat, wat d'Richtlinn virgëtt, net géif duergoen. Vu datt déi meeschte Baute virum Erschénge vun dëser Richtlinn geneemegt goufen, erfëllt d'Majoritéit vun deene bestoenden Ënnerstänn déi net. Bei méi rezente Geneemegungsufroe goufen d'Demanden en fonction vun dëser Richtlinn bewäert.

ad 2. Jo, den Ëmweltministère respektiv seng Verwaltungen hunn och Baute an der Gréngzon fir pedagogesch Zwecker. Fir déi Baute gëllt och dat uewendriwwer Gesotent.

ad 3. Fir Bëschcrèchen, déi jo eng aner Vocatioun hunn, wéi sech nëmme kënnen dréchen ënnerzestellen oder eppes dréchen ofzeleeën, ass an den FAQ näischt virgesinn.

Bëschcrèchë si bannendran anescht equipéiert an dofir ass et néideg, dass si kënnen zougespaart ginn. Alleguerten d'geneemegt Bëschcrèche sinn dohier Konstruktioune mat 4 Wänn.

Et sief vun der Fro profitéiert, fir drop opmierksam ze maachen, dass et och bei Bëschcrèchen drëm geet, d'Natur dobaussen an all hire Formen an deene verschiddenste Wiederkonditiounen ze erliewen, an net drëms, de gréissten Dag an engem zouene Klassenzëmmer ze sëtzen.

Fir d'Déieren an d'Planzen an der Gréngzon net onnéideg ze belaaschten, solle Bëschcrèchë prioritär am Bauperimeter leien (dee Moment dann um Rand oder no zu der Gréngzon), wou och schonn déi néideg Infrastruktur (Waasser, Elektresch ...) virläit fir hir Notzung a wou och den Transport vun de Kanner dohinner net duerch d'Gréngzon leeft.

ad 4. Hei muss ee méi wäit aushuelen:

D'Gréngzon ass a priori jo eng Zon, déi soll fräi vu Konstruktioune bleiwen; Ausname vun dem Prinzipp fënnt een am Naturschutzgesetz. Eng vun deenen Ausnamen, déi säit 1982 explizitt am Naturschutzgesetz steet, ass fir Zwecker vun der Utilité publique. D'Konditioun sine qua non fir eng pedagogesch Kontruktioun an der Gréngzon ass also, datt se d'utilité publique ass. Dat heescht, datt dës Struktur fir all naturpedagogesch Aktivitéite muss kënne genotzt ginn, also engem breede Bevëlkerungsdeel zougänglech ass, si deemno net exklusiv just engem Ubidder vun naturpedagogeschen Aktivitéiten zur Verfügung steet. Dat kann ee realiséieren, andeems een se z. B. d'office oppe gestalt ewéi bei engem Ënnerstand oder doduerjer, dass een se fir naturpedagogesch Aktivitéite verschiddenen Acteuren zur Verfügung stellt, z. B. iwwert e Reservéierungssystem.

Wann eng Konstruktioun dee Krittär net erfëllt, an och keen anere vun deenen am Naturschutzgesetz genannte Krittären, kann se also nom Gesetz net geneemegt ginn. Et geet also net nëmmen ëm den Afloss op d'Natur, dee vun der Konstruktioun selwer ausgeet, mee drëms, ob se d'Krittären erfëllt, fir iwwerhaapt kënnen autoriséiert ze ginn.

12 https://mesr.gouvernement.lu/fr/demarches/reconnaissance-academique/diplomes-nationaux.html

13 Hei sief z. B. op de Flyer Checklist verwisen, deen a prägnanter Form en Iwwerbléck proposéiert iwwer déi Elementer, op déi ee virun, wärend an no de Studien oppasse soll: https://mengstudien.public.lu/fr/publications/autres/checklist.html

14 Projet de loi 8079 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et portant modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
3° de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg ;
4° de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg

15 https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/natur-erliewen/mir-gin-eraus/FAQ-mir-gin-eraus.pdf

D'Fro, a wéi enger Form se geneemegt ka ginn, stellt sech dohier eréischt, nodeems dee Krittär erfëllt ass. Eréischt an enger zweeter Phas gëtt dann d'Fro no der Gréisst gestallt – d'Naturschutzgesetz schwätzt do vu „besoin réel". Des Weidere gëtt gekuckt, ob den Emplacement sënnvoll ass, well heeschen ob de Bau respektiv déi ugeduecht Notzung keen Impakt op d'Natur huet.

Leider ass et zudeem dacks esou, dass Konstruktiounen an der Gréngzon fir Zwecker genotzt ginn, déi (net nëmmen) der Natur schueden, z. B. fir owes Party ze maachen. Dat féiert zu Stéierungen, besonnesch nuets vun den Déieren an zu engem weidere Biodiversitéitsverloscht.

Dëst Verhalen hannerléisst och dacks vill Knascht, ënnert anerem och Schierbelen oder Sprëtzen, dee fir d'Déieren, d'Leit an d'Kanner, déi d'Plaz duerno erëm fir pedagogesch Zwecker wëllen notzen, eng seriö Gefor ka ginn. Aus Erfarung wësse mir, dat dëst och ëmmer erëm zu vill Diskussiounen op de Gemengen a vill Aarbecht fir d'Gemengenaarbechter (an domat Käschte fir d'Gemengen) féiert. A verschiddene Fäll huet dëst och schonns dozou gefouert, datt dës Sitten net méi aktiv vum Léierpersonal fir déi ugangs virgesinne pedagogesch Aktivitéite genotzt ginn.

Ech profitéieren dofir och vun dëser parlamentarescher Fro, fir en Appell un alleguerten d'Gestionnairë vu pedagogesche Konstruktioune an och un d'Bëschbesëtzer an d'Juegdpächter ze maachen, Konstruktiounen an der Gréngzon och wierklech just fir déi ugeduechten Zwecker ze notze respektiv just déi Notzungen zouzeloossen.

**Refus de versement de primes Klimabonus** | Question **7959** (03/05/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Plusieurs personnes m'ont récemment témoigné d'un problème concernant les subsides Klimabonus accordés pour des installations techniques telles que les pompes à chaleur.

En effet, des demandeurs d'un tel subside se verraient refuser le versement de l'aide sur la base de formulaires incorrectement remplis par les entreprises ayant réalisé les travaux en question.

Dans ce contexte je voudrais poser à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable les questions suivantes :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que des demandeurs d'une subvention Klimabonus se voient refuser le subside à cause de formulaires incorrectement remplis par une entreprise ?

Dans l'affirmative, combien de demandes ont été refusées sur cette base depuis l'entrée en vigueur du programme Klimabonus ?

2) Quelles sont concrètement les raisons pour ces refus ? Dans combien de cas ce refus est-il justifié par le non-respect des conditions techniques pour ces installations techniques telles que spécifiées dans le règlement grand-ducal ?

3) Dans combien de cas le refus est-il effectivement motivé par des formulaires erronés ? Pour ces cas, vos services sont-ils en mesure de remédier à ces problèmes et aider les demandeurs d'un subside concernés par un refus qui n'est pas de leur responsabilité ?

**Réponse** (12/06/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Si les données fournies lors de la demande sont complètes et cohérentes, une décision est prise sur base de ces données fournies. En cas d'indications incomplètes ou incohérentes, une demande d'information supplémentaire est envoyée au demandeur. Si, suite à cette demande, le demandeur ne fournit pas les corrections ou preuves nécessaires à l'octroi de l'aide, celle-ci doit être refusée. Si ce refus est dû à une information erronée, le demandeur peut à tout moment envoyer une version corrigée de sa demande suite à quoi le dossier sera réexaminé.

Le nombre de refus d'aides depuis 2017 pour des pompes à chaleur s'élève à 16,50 % des demandes pour lesquelles l'instruction est terminée (261 cas).

ad 2) Les raisons de refus d'aides pour les pompes à chaleur sont les suivantes :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Dans une majorité des cas l'installation peut être remise à niveau pour être éligible aux aides financières. Il va de soi que le demandeur peut réintroduire une demande démontrant la mise à niveau de son installation l'ayant rendue éligible pour les aides étatiques. À ce jour, sur les 261 dossiers refusés initialement, 118 dossiers ont pu être réouverts en vue de l'obtention d'un subside.

ad 3) Comme déjà précisé aux réponses précédentes :

– le demandeur est invité à compléter ou corriger sa demande si les données soumises ne correspondent pas aux données requises par le règlement ;
– le demandeur peut réintroduire une demande avec des données rectifiées (pas de délais spécifiques à observer).

Les demandeurs concernés par un tel cas de figure peuvent également s'adresser à la « Klima-Agence » ou à mes services pour tout renseignement complémentaire.

**Stratégie pour combattre le sans-abrisme** | Question **7960** (04/05/2023) de **M. Paul Galles** (CSV)

De LISER (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research) huet am Kader vun enger Evaluatioun d'national Strategie géint de Sans-abrisme an Exclusion liée au logement analyséiert. Dës Etude géif ënner anerem d'Ëmsetzung vun de Moossnamen, déi an der Strategie niddergeschriwwe sinn, analyséieren, wéi och d'Erreeche vun de fixéierten Ziler an d'Auswierkungen an d'Effikassitéit vun de Mesuren. Dës final Evaluatioun hätt iwwerdeems och als Zil ze kucken, ob d'Recommandatiounen aus der Tëschenevaluatioun vun 2017 berücksichtegt gi sinn.

Mengen Informatiounen no wier dës Etude schonn ofgeschloss, mee se wier bis elo awer nach net publizéiert ginn. Och um Site vum LISER kann een noliesen, dass een den 20. Dezember 2020 mat der Etude ugefaangen huet an se den 31. Dezember 2021 ofgeschloss ginn ass.

An deem Kontext wéilt ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

– Wëssend datt dës Evaluatioun, esou wéi et um Site vum LISER steet, ofgeschloss ass, aus wéi engem Grond ass dës nach net publizéiert ginn?

– Wou ass déi Evaluatioun drun am Moment?

– Kann d'Madamm Ministesch informéieren, wéini se publizéiert gëtt?

**Réponse** (06/06/2023) de **Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration

D'Preparatiounsaarbechten zu der Etüd sinn 2020 a Verzuch gerode wéinst der Covidsituatioun. De Kontrakt mam LISER gouf de 25. Februar 2021 ënnerschriwwen. Den Delai fir d'Realisatioun vun de Prestatiounen huet awer e puermol missen no hanne verluecht ginn. Am Moment ass d'Etüd amgaangen, vum LISER finaliséiert ze ginn, a wäert viraussiichtlech an den nächste Woche publizéiert ginn.

**Changement de numéro d'immatriculation d'un véhicule déjà immatriculé** | Question **7961** (04/05/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Um Site vun der SNCA kann een noliesen:

« Il est interdit de changer le numéro d'immatriculation d'un véhicule déjà immatriculé au nom d'une personne. Une exception est faite lors du vol des plaques d'immatriculation. »

Mir ass bekannt, dass d'Placken och kënne gewiesselt ginn op Autorisatioun vum Minister, dofir awer trëfteg Grënn musse virleien. Een esou ee Grond ass, wann zum Beispill eng Persoun (Affer) an der Bedroung ass, dass Iwweldéiter se iwwert hir Nummereplack kéinte fannen. Dofir brauch een awer ee Beweis, wéi zum Beispill ee Procès-verbal vun der Police. Aktuell kann dat awer mol Wochen daueren.

An urgente Fäll, wou d'Leit an Angscht musse liewen, well ee si bedrot an ee riskéiert, duerch d'Nummereplack gesinn ze ginn, ass et awer eng Zoumuddung, esou laang op ee Wiessele vun enger Nummereplack ze waarden.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Mobilitéit a Justiz dës Froe stellen:

1. Wat fir Konditioune muss eng Persoun erfëllen, déi hir Immatrikulatiounsplacke wëll änneren, wa se kee Vol deklaréiert?
Wéi eng Demarchë muss den Demandeur an deem Fall maachen a wat kascht de Wiessel an deem Fall?

2. Wat fir Konditioune muss eng Persoun erfëllen, déi hir Immatrikulatiounsplacke wëll änneren, wa si ee Vol deklaréiert?
Wéi eng Demarchë muss den Demandeur an deem Fall maachen a wat kascht de Wiessel an deem Fall?

3. Féiert den aktuelle System an den Ae vun de Ministeren dozou, dass d'Leit tentéiert kënne gi fir ze léien, wa si wëllen, dass d'Plack méi schnell gewiesselt soll ginn, a fir sech esou d'administrativ Prozeduren an d'Käschte vun der Demarche ze erspueren?

4. Besteet am aktuelle System de Risiko, dass Krimineller de System ausnotzen, andeems si einfach fir de Changement vun enger Plack selwer Vol mellen, fir d'Plackennummer ze wiesselen?

**Réponse** (05/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet no Informatiounen iwwert d'Méiglechkeet vum Wiessele vun den Immatrikulatiounsplacken a bestëmmte Fäll.

Prinzipiell ass et no der Immatrikulatioun vun engem Gefier net méi méiglech, ouni Grond d'Immatrikulatiounsplack ze wiesselen. Et gëtt awer ënnerschiddlech Grënn, wou et noutwenneg ass, fir d'Plackennummer vun engem Gefier ze wiesselen.

E Grond ka sinn, dass engem seng Plack onerlaabterweis anerwäerts am Ëmlaf ass (Usurpation de plaques d'immatriculation). Zum Beispill, wann eng Persoun eng net autoriséiert Kopie vun enger Plack, déi an Ëmlaf ass, benotzt, dat ka bei personaliséierten Immatrikulatiounsplacken de Fall sinn, wann een dës Nummereschëlder beim Verkaf vum Auto net erofgeholl huet. An dësem Fall kann déi geschiedegt Persoun eng

Demande stellen, fir hir Plack ze wiesselen. Heifir muss déi betraffe Persoun zum Beispill mat Protokoller zu Lëtzebuerg oder am Ausland beweisen, dass d'Plack op engem frieme Gefier benotzt ginn ass an dass dat eegent Gefier zum Zäitpunkt vun der Contraventioun op enger anerer Plaz war. Geneesou ass et méiglech, eng Ufro ze maachen, fir d'Plackennummeren ze wiesselen, wann engem seng perséinlech Sécherheet a Gefor ass respektiv zum Schutz vun der eegener Privatsphär („atteinte à la vie privée"). Dës Demandë sinn awer ganz seelen.

A béide Fäll geet et duer, eng schrëftlech Erklärung mat enger Kopie vum Protokoll respektiv vun der Plainte bei der Police bei der SNCA eranzereechen, fir e Wiessel vun der Plackennummer unzefroen. A béide Fäll kann den zoustännege Service aus dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten op Avis vun der SNCA eng Autorisatioun fir de Wiessel vun der Immatrikulatiounsplack ausstellen. D'SNCA verrechent 1 Stonn „travail en régie" (87,60 €), fir den Avis opzestellen an den Dossier ze beaarbechten. Déi al Plack gëtt wärend 5 Joer net méi verginn a bleift wärend dëser Zäit op de Proprietär respektiv den Detenteur vum Gefier reservéiert. Fir de Fall wou de Proprietär respektiv den Detenteur vum Gefier sech bei der neier Plackennummer fir eng Nummer aus der „série courante" entscheet, fale keng zousätzlech Käschten un. Am Fall vun enger personaliséierter Nummer kommen d'Fraise vun der Personalisatioun vun der Plackennummer dobäi. Dat sinn am Fall vun enger éischter Utilisatioun 50 € an am Fall vun enger Reutilisatioun 24 €.

Ee weidere Grond, wou e Wiessel vun de Plackennummere méiglech ass, ass bei engem Vol vun enger oder den zwou Immatrikulatiounsplacken (Vol de plaques d'immatriculation). Direkt nom Feststelle vum Vol vun den Immatrikulatiounsplacke muss eng Plainte bei der Police deposéiert ginn. D'Deklaratioun vum Vol oder de Procès-verbal vun der Plainte sinn noutwenneg, fir kënnen déi néideg Demarchen ze ënnerhuelen, fir d'Gefier op eng nei Plackennummer ze immatrikuléieren.

Nodeems een eng nei Plackennummer iwwert de Formulaire vun der SNCA ugefrot oder op MyGuichet. lu reservéiert huet, muss déi nei Plackennummer iwwert eng weider Demande en obtention d'un certificat d'immatriculation op eng nei Gro Kaart fir d'Gefier agedroe ginn. Déi néideg Demarchen a Formulairë stinn um Internetsite vun der SNCA. Där ausgefëllter an ënnerschriwwener Demande fir de Wiessel vun de Placke sinn nach follgend Dokumenter bäizefügen:

– éventuellement le timbre fiscal*;
– une attestation d'assurance valable, établie par une compagnie d'assurance agréée au Luxembourg, portant le nouveau numéro d'immatriculation;
– la déclaration de vol, établie par la police (le cas échéant);
– le certificat d'immatriculation partie 1 et 2 (grise et jaune);
– le certificat de contrôle technique en cours de validité, lorsque le véhicule est couvert par un tel;
– une copie d'une pièce d'identité, dans le cas où le propriétaire est une personne physique.

* falls eng personaliséiert Plackennummer gewielt gëtt

Wéi uewe beschriwwen, ginn och am Fall vun engem Vol déi geklaute Plackennummere wärend 5 Joer net méi verginn a bleiwe wärend där Zäit awer op de Proprietär oder den Detenteur vum Gefier reservéiert. Fir déi beschriwwen Demarchë fale just déi uewe genannte Fraisen un, wann déi al Plackennummer duerch eng personaliséiert Plackennummer soll ersat ginn. Fir eng Plackennummer aus der „série courante" fale keng weider Käschten un.

Weider freet den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro, ob mam aktuelle System iwwert d'Wiessele vun den Immatrikulatiounsplacken net e Risiko besteet, dass Abus bedriwwe gëtt, fir sech déi administrativ Prozeduren an d'Käschte vun den ënnerschiddlechen Demarchen ze erspueren. Heibäi handelt et sech ëm eng spekulativ Fro, iwwert déi keng Äntwert méiglech ass. Et sief awer an dësem Kontext ervirzehiewen, dass, wéi uewe beschriwwen, an alle Fäll e pertinente Grond muss virleien, fir kënnen d'Plackennummeren op engem Gefier ze änneren, sief dat duerch Protokoller zu Lëtzebuerg oder am Ausland, eng Kopie vun der Plainte bei der Police fir eng „atteinte à la vie privée" oder eng Deklaratioun bei der Police. Et sief och drun ze erënneren, dass een sech duerch eng falsch Deklaratioun bei der Police strofbar mécht.

Ofschléissend sief ze soen, dass de kompletten Historique vun enger Plackennummer an der Datebank vun der SNCA gespäichert gëtt. Dëst erméiglecht et der SNCA, zu jidder Zäit nozesichen, wéi eng Plackennummer zu engem bestëmmten Zäitpunkt engem Gefier attribuéiert ass oder war. Doduerch an duerch déi ënnerschiddlech Prozeduren, wéi se uewe beschriwwe goufen, ass et Drëtten net méiglech, fir selwer de Vol vun enger friemer Plackennummer ze mellen.

**Garanties d'achèvement pour des ventes de logements sur plan** | Question **7963** (04/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Dans un article intitulé « Les pièges des garanties d'achèvement » paru en date du 7 avril 2023 sur reporter.lu, l'auteur précise les « ambiguïtés de la réglementation régissant les ventes de logements sur plan (VEFA) : l'article 1601-5 du Code civil pris en exécution d'un règlement grand-ducal du 24 février 1977 réserve le monopole des garanties d'achèvement aux seules banques. Les assureurs en étaient exclus et le sont toujours. Pour autant, et "dans la pratique du marché", ils ont été tolérés et ont même pris le lead sur l'activité, ce qui se traduit dans les actes notariés. »

En outre, l'article indique que les acheteurs des projets « Cenaro » qui espéraient pouvoir actionner la garantie d'achèvement ont reçu un courrier de la part de l'assureur, les informant que la garantie d'achèvement donnée se transformerait en garantie de remboursement. Ainsi, l'assureur a pu discrétionnairement décider de rembourser les avances déjà perçues plutôt que de terminer les travaux.

Le rapport de la Commission juridique du 16 juin 1976 indique que le projet de loi n° 1637 relatif aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie en raison des vices de construction, introduisant à l'époque la législation sur les VEFA, poursuivait « un objectif essentiel, à savoir la protection de l'acquéreur qui achète un logement sur plans ou en cours de construction »[16].

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement, à Madame la Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Mesdames et Monsieur les Ministres estiment-ils qu'une garantie émise par une assurance accorde le même degré de protection aux acquéreurs d'un immeuble en l'état futur d'achèvement qu'une garantie émise par une banque ?

2) Mesdames et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que cette « pratique du marché » qui s'est installée contra legem, comme témoigne l'article prémentionné, est encore conforme avec l'objectif essentiel du projet de loi n° 1637 ?

3) En vertu des problèmes que les acheteurs des projets « Cenaro » connaissent actuellement, Mesdames et Monsieur les Ministres jugent-ils opportun de faire barrage au niveau législatif à ce type de garantie d'achèvement qui permet à l'assureur de décider de rembourser les avances déjà perçues plutôt que de terminer les travaux ?

**Réponse** (09/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Les articles 1601-1 et suivants du Code civil réglementent la vente d'immeubles à construire. Elle peut être conclue à terme ou en l'état futur d'achèvement. En cas de vente en l'état futur d'achèvement (ci-après « VEFA »), la vente doit être conclue par acte notarié. L'article 1601-5 du Code civil dispose que cet acte authentique doit prévoir « la garantie de l'achèvement complet de l'immeuble dans les termes prévus par le contrat ou du remboursement des versements effectués en cas de résolution du contrat à défaut d'achèvement, dans les conditions et avec les modalités à fixer par règlement grand-ducal ».

L'article 1601-5 du Code civil précise que le non-respect des dispositions du même article est sanctionné par la nullité de la VEFA.

Le règlement grand-ducal du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code civil fixe les conditions et modalités des garanties d'achèvement et de remboursement. Il prévoit notamment sous l'article 4 alinéa 1er que « le vendeur et le garant ont la faculté, au cours de l'exécution du contrat de vente, de substituer la garantie d'achèvement prévue à l'article 2 à la garantie de remboursement ou inversement, à condition que cette faculté ait été prévue au contrat de vente ».

Il s'ensuit que dans le cadre d'une VEFA, le garant peut contractuellement se réserver la faculté d'opter pour la transformation d'une garantie d'achèvement en garantie de remboursement.

Si un acquéreur se rend compte en cours d'exécution de la VEFA que la garantie d'achèvement fournie ne remplit pas les exigences de l'article 1601-5 du Code civil, il peut solliciter la nullité de la VEFA avant l'achèvement des travaux.

Le degré de protection des acquéreurs dépend avant tout du contenu et des modalités de la garantie, qu'elle soit émise par un établissement bancaire et d'épargne ou par une compagnie d'assurance. Par conséquent, il y a lieu de se référer aux contrats respectifs pour pourvoir apprécier in concreto le degré de protection des acquéreurs.

ad 2) Pour ce qui est de l'objectif essentiel du projet de loi n° 1637, il y a lieu de se référer aux travaux parlementaires.

Le rapport de la Commission juridique du 16 juin 1976 détaille l'objectif essentiel du projet de loi n° 1637 relatif aux ventes d'immeubles à construire et à l'obligation de garantie en raison des vices de construction comme étant celui de protéger l'acquéreur qui achète un immeuble sur plan ou en cours de construction.

La garantie d'achèvement dans le cadre d'une VEFA est encadrée et conditionnée pour garantir le degré de protection mis en avant par le projet de loi précité.

Une garantie émise par une compagnie d'assurance n'est pas d'office contraire à cet objectif. Si les modalités et conditions des articles 2 à 5 du règlement grand-ducal de 1977 sont respectées, la protection de l'acquéreur est assurée au sens des travaux parlementaires.

[16] Rapport de la Commission juridique du 16 juin 1976, p. 1

ad 3) La protection de la partie faible au contrat, à savoir en l'espèce l'acquéreur de la VEFA, importe au Gouvernement. Partant de ce constat, le Gouvernement entend analyser la législation existante et la pratique du marché dans la perspective d'ajuster au besoin la protection de l'acquéreur. À cette analyse seront associés les différents acteurs du terrain.

**Hausse des taux d'intérêt** | Question **7964** (04/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Partout en Europe, les taux d'intérêts débiteurs sont montés en flèche alors que les taux d'intérêt en matière d'épargne piétinent.

– Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances comment ont évolué depuis l'année dernière les différents taux d'intérêt selon les différentes catégories, taux fixe, taux variable, durée du prêt, hypothécaire ou consommation.

– Comment les taux sur l'épargne selon les différentes formes ont évolué endéans la même période ?

– Peut-on constater une concurrence entre les différentes banques de la place financière ?

– Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il existe une réelle marge de manœuvre pour mieux rémunérer les épargnants surtout au vu des résultats positifs des différentes banques ?

– Les banques ayant une longue tradition dans la promotion de l'épargne ne pourraient-elles pas montrer l'exemple à d'autres acteurs du terrain ?

**Réponse** (09/06/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Les honorables Députés s'enquièrent dans leur question parlementaire sur l'évolution des taux d'intérêts débiteurs et les taux d'intérêt d'épargne au Luxembourg.

Ces évolutions peuvent être suivies grâce aux statistiques régulièrement mises à jour par la Banque Centrale de Luxembourg (BCL), spécifiquement référencées dans les deux tableaux suivants :

https://www.bcl.lu/fr/statistiques/series_statistiques_luxembourg/03_marche_capitaux_interets/03_01_Tableau.xlsx
et
https://www.bcl.lu/fr/statistiques/series_statistiques_luxembourg/03_marche_capitaux_interets/03_02_Tableau.xlsx

De plus, la BCL publie chaque mois un communiqué fournissant un aperçu détaillé de l'évolution des différents taux d'intérêt. Le communiqué le plus récent est accessible via ce lien :

https://www.bcl.lu/fr/media_actualites/communiques/2023/05/taux/index.html

Il est important de rappeler que les taux d'intérêt offerts aux épargnants sont le reflet de la politique commerciale de chaque banque, dans un marché concurrentiel. Il n'est pas du ressort du Gouvernement d'intervenir dans ces politiques commerciales individuelles.

**Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme** | Question **7965** (04/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Mat der Aféierung vun de Kompetenzzentren ass och en Zentrum fir autistesch Kanner a Jugendlecher geschafe ginn: de „Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme" (CTSA) mat am Ganzen 11 Sitten uechter d'Land. Mengen Informatiounen no ginn aktuell awer all d'Schüler am Lycéesalter an de Strukturen an der Stad respektiv zu Leideleng zesummegefaasst. Fir vill Jugendlech aus dem Norde vum Land bedeit dat, datt si bis zu dräi, alt véier Stonnen den Dag am Bus musse sëtzen, wat bei eenzelne Jugendlechen zu weidere gesondheetleche Problemer féiere kann.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Wéi vill Jugendlecher am Lycéesalter gi reegelméisseg an de CTSA?

2. Vu wou kommen dës Schüler?

3. Besteet eng Méiglechkeet, fir dës Jugendlech an engem „Centre pour le développement intellectuel" (CDI) méi no bei hirem Wunnuert ënnerzebréngen?
– Wa jo, gëtt et aktuell Jugendlecher mat Autismus an engem CDI?
– Wat sinn d'Konditiounen, fir an e CDI dierfen ze goen?

4. Ass ugeduecht, fir an de kommende Joren dezentral CTSA-Strukturen ze schafen, fir alle Jugendlechen uechter d'Land eng gläichwäerteg Offer ouni laang Trajeten ze bidden?
– Wa jo, wéi gesäit den Zäitplang aus a wou sollen dës Strukturen implantéiert ginn?

5. Ganz allgemeng, wéi eng Betreiungsméiglechkeete respektiv Betreiungsstrukturen ausserhalb vun de Schoulzäite gëtt et fir Kanner a Jugendlecher mat spezifesche Besoinen?

6. Ass eng entspriechend konkreet Bedarfsanalys duerchgefouert ginn?
– Wa jo, wat sinn d'Konklusiounen dovun a wat ass fir déi nächst Jore geplangt?

**Réponse** (13/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. De Moment besiche 44 jugendlech Schüler reegelméisseg eng Klass vum Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA).

Aus follgendem Tableau geet ervir, datt d'Majoritéit vun de concernéierte Schüler aus dem geographeschen Zentrum a Süde vum Land kommen:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

ad 3. D'Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Schafung vu spezialiséierte Kompetenzzentre gesäit vir, datt all eenzel Demande fir eng individuell ugepassten Ënnerstëtzung vun der nationaler Inklusiounskommissioun (CNI) analyséiert an evaluéiert gëtt. Dobäi ass et de pedagogesch spezifesche Besoin, also den individuelle Förderbedarf vum Schüler, deen entscheedend ass, wéi eng Moossnam datt d'CNI als déi adäquaatsten ugesäit an den Eltere proposéiert. De Ministère ass net kompetent, fir ze klären oder ze decidéieren, a wéi engem Kompetenzzenter e Schüler soll beschoult ginn, hei spillt d'Onofhängegkeet vun der CNI. E Recours gracieux beim Minister géint eng Decisioun vun der CNI ass awer natierlech ëmmer méiglech.

Generell ass ze bemierken, datt déi verschidde Kompetenzzentren hir jeeweileg fachlech spezifesch Expertis an Offer hunn, an datt Persoune mat enger Autismus-Spektrum-Stéierung (ASS) nieft dëser Diagnos heefeg och aner Komorbiditéiten opweisen. Dofir considéréiert d'CNI bei hire Propositiounen nieft deene reng klineschen Elementer aus dem Diagnostic och nach de Kontext vum eenzelne Schüler, wéi z. B. säi schoulesche Parcours oder säi Wunnuert. Dëst alles fléisst an d'Evaluatioun an, fir esou déi fir de Moment géeegentste Form u Beschoulung dem Schüler kënnen unzebidden. All Entscheedung ass deemno eng Entscheedung op Mooss an dréit der individueller Situatioun vum Kand oder Jonke Rechnung.

Aktuell si 14 Jonker, déi eng kognitiv Beanträchtegung a Kombinatioun mat enger Autismus-Spektrum-Stéierung (ASS) opweisen, a Klasse vum CDI. Et sief ze präziséieren, datt déi meescht heivunner scho virun der Schafung vun de spezialiséierte Kompetenzzentren am Joer 2018, an deemno och dem CDI, an ee regionalen Zenter vun der deemoleger Éducation différenciée orientéiert goufen. Och haten déi betreffend jugendlech Schüler net all vun Ufank un eng Diagnos Autismus-Spektrum-Stéierung, mee dës ass eréischt am Laf vun de leschte Jore gestallt ginn. Fir déi Schüler mat ASS, déi scho méi laang am CDI sinn, wier e Wiessel an eng aner Struktur fir déi lescht Schouljoren eng onnéideg Belaaschtung gewiescht.

D'Prozedur, wéi se am d'Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Schafung vun de Kompetenzzentere virgesinn ass, gëtt strikt agehalen. Concernéiert Kanner a Jugendlecher kënnen also vun enger spezialiséierter ambulanter Ënnerstëtzung oder enger Beschoulung an enger Klass vum CDI profitéieren, wann dës Moossnam vun der CNI, am Interêt vum eenzele Schüler, als déi adäquaatste Prise en charge zeréckbehale ginn ass an d'Elteren hiert Averständnis dofir ginn hunn. An deem Kontext sief drun erënnert, datt de CDI dee Kompetenzzentrum ass, dee sech prioritär u Kanner a Jonker mat enger permanenter intellektueller Entwécklungsstéierung adresséiert.

ad 4. a 6. Schonns haut ass de CTSA dezentral organiséiert. Ma an de kommende Jore kommen nach weider Strukturen dobäi. Fir de Moment kënnt gutt een Drëttel vun de Schüler am Grondschoulalter aus dem geographesche Süde vum Land. Dofir ginn ab der Rentrée 2023 zousätzlech Annexen zu Bieles, zu Esch-Uelzecht an zu Schuller geschaf an et wäert mëttelfristeg nach eng Annex zu Rëmeleng opgoen. Eng weider Annex kënnt am Schouljoer 2023/2024 op Iechternach. Am selwechte Schouljoer ass och geplangt, fir am Norde vum Land weider Klasse vum CTSA a Lycéeën unzebidden.

Schüler EF – Klasse vum CTSA 2022/2023

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Annexe vum CTSA

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 5. D'Angeboter aus der nonformaler Bildung riichten sech wéi fir all aner Kanner a Jonker och u Kanner a Jonker mat spezifesche Besoinen.

Sou kënnen och Kanner mat spezifesche Besoine vun de Services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA) profitéieren. Fir d'SEA doranner ze ënnerstëtzen, eng inklusiv Pädagogik ze entwéckelen, gëtt et, wa si dat froen, d'Méiglechkeet, zousätzlech Ressourcen zur Verfügung gestallt ze kréien. D'SEA engagéieren sech dann hirersäits, fir all Kanner, onofhängeg vun hire spezifesche Besoinen, opzehuelen an de Kanner pädagogesch Angeboter ze maachen, déi u si ugepasst sinn, soudatt all Kand seng Plaz fënnt a säi Potential entfale kann. Natierlech steet et och all Kand oder Jonke fräi, vun den Angeboter vun de lokalen oder regionale Jugendhaiser ze profitéieren.

**Gratuité du parking des CFL à Belval** | Question **7966** (05/05/2023) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP)

D'après un article de presse publié en date du 23 avril 2023, un responsable des CFL annonce qu'à partir d'août 2023, le parking des CFL à Belval deviendra à nouveau gratuit. Par contre, la gratuité ne vaudra que pour les utilisateurs du transport public qui se déplacent en dehors d'un périmètre de 1,5 km du « Park&Ride » à Belval.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quel est le taux d'occupation annuel, mensuel et journalier moyen des emplacements du parking en question pendant les 5 dernières années ?

– Quels sont les causes et les motifs du changement en matière de tarification ?

– Est-il prévu d'élargir la gratuité, en collaboration avec les commerces locaux, pour les clients qui font les courses à Belval ?

– Est-ce que les CFL envisagent d'introduire une carte de stationnement à un tarif abordable pour les sociétés implantées à Belval au cas où le parking resterait vide ?

**Réponse** (08/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les données archivées disponibles pour l'occupation du P&R de la gare de Belval-Université sont disponibles mais avec une variance de +/- 10 %, cela étant dû aux caractéristiques du système de comptage actuellement utilisé. Un nouveau système de comptage sera installé dans le courant de cette année. Les données de 2023 s'étendent de début janvier à mi-mai.

Les pourcentages d'occupation sont calculés sur la base des jours de travail, c.-à-d. du lundi au vendredi, car l'utilisation du parking le week-end est très différente. Une représentation d'une semaine type sera incluse dans l'analyse afin de représenter l'utilisation hebdomadaire.

Taux d'occupation annuel moyen :

*(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Taux d'occupation mensuel moyen :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Taux d'occupation d'une semaine type :

*(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).*

Ces comptages sont néanmoins à mettre en perspective car les années 2020 et 2021 ont été fortement impactées par la crise sanitaire de la Covid-19 (les données pour la période Covid 2020-2021 étaient parcellaires, certaines données ont dû être interpolées). Pour mettre en relation l'utilisation de ce P&R avec les utilisateurs du rail, il faut noter que le nombre de voyageurs transportés par le train sur le réseau national vient juste de dépasser, au début de cette année, le niveau que les CFL avaient avant la crise sanitaire.

La dernière grille tarifaire en place pour le P&R (Park&Rail) Gare de Belval-Université avait pris effet lors du changement des horaires de train en décembre 2018. Avec la mise en service récente du P&R en gare de Rodange et prochainement du P&R en gare de Mersch, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (MMTp), en concertation avec les CFL, a décidé d'uniformiser la grille tarifaire pour les stationnements appelés « non conformes ». En effet, ces P&R, construits par le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire pour le compte de l'État, ont comme vocation première de permettre aux utilisateurs du train et par extension des transports en commun en général, de pouvoir stationner gratuitement et poursuivre ainsi leurs trajets multimodaux. Dans la même optique, le stationnement gratuit est également offert aux navetteurs qui stationnent leur voiture et utilisent ensuite le vélo pour quitter une zone de 1,5 km autour du P&R de Belval. Pour les stationnements appelés « non conformes », le tarif horaire en soirée (19.00 heures à 06.00 heures), les dimanches et jours fériés reste inchangé, à savoir 30 cts par tranche de 30 min (l'ancien tarif n'était décompté que par heure et donc à raison de 60 cts/h), alors que le tarif horaire en journée (06.00 heures à 19.00 heures) passe de 50 à 60 cts par tranche de 30 min (l'ancien tarif n'était décompté que par heure et donc à raison de 1 €/h). Il reste possible de souscrire également un abonnement mensuel pour les stationnements « non conformes » pour un montant de 85 euros par mois, disponibles pour les particuliers et aussi pour les sociétés. Ce montant reste inchangé pour les particuliers et représente une augmentation de 10 €/mois pour les sociétés. Le MMTp a décidé de supprimer les abonnements annuels proposés jusqu'à maintenant aux sociétés afin d'avoir la possibilité de diminuer le nombre d'abonnements mensuels vendus en fonction de l'augmentation des navetteurs qui utilisent le P&R avec les transports en commun.

Le P&R de la gare de Belval-Université sera gratuit les 30 premières minutes, notamment pour les clients des commerces locaux du Belval ou le Kiss&Go. Certains commerces du quartier de Belval disposent de leurs propres parkings, qui sont gratuits pour leurs clients et payants pour les autres.

Grâce au nouveau système du contrôle d'accès, qui sera activé en août prochain, identique à celui du P&R de la gare de Rodange, les CFL pourront suivre, mois par mois, l'évolution de l'occupation du parking par les personnes utilisant les transports en commun et ainsi continuer à proposer un nombre d'abonnements mensuels adéquats afin d'atteindre l'occupation optimale du P&R. Le prix de l'abonnement mensuel disponible reste avantageux en comparaison avec le prix de location d'une place de stationnement dans le secteur résidentiel, voire professionnel.

**« e-Bichelchen »** | Question **7967** (05/05/2023) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Mat der Aféierung vun der gratis Hausaufgabenhëllef an de Maison-relaisen ab der Rentrée 2022/23 ass och d'Applikatioun e-Bichelchen agefouert ginn. Den Här Minister huet annoncéiert, datt vun der Rentrée 2023/24 u gewënscht ass, datt dësen Outil all Dag bei alle Fondamentalsschüler an den Asaz kënnt. Ausserdeem ass ugekënnegt ginn, datt mat der progressiver Evaluatioun zousätzlech Funktionalitéite sollten an d'e-Bichelchen integréiert ginn.

An dësem Zesummenhang stellen ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gär follgend Froen:

1. Wäert d'e-Bichelchen ab der Rentrée 2023/24 fir all Schüler an all Enseignantë vum Fondamental obligatoresch sinn?

2. Wäert fir d'Rentrée 2023/24 eng Kommunikatiounsfunktioun integréiert sinn, déi et Enseignanten, Elteren an dem Personal vun SEAen erlaabt, sech iwwert Hausaufgaben esouwéi aner wichteg Informatiounen aus dem Alldag vun den eenzele Schüler auszetauschen?

3. Wéi eng zousätzlech Funktioune wäerte fir d'Rentrée 2023/24 am e-Bichelchen integréiert a funktiounsfäeg sinn?

4. Wéi eng Persoune kréien ënnert wéi enge Konditiounen Accès op d'e-Bichelchen a gegeebenefalls op d'Kommunikatiounsverleef an der Applikatioun? Kann den Här Minister versécheren, datt de Principe de limitation des finalités vum RGPD respektéiert gëtt?

**Réponse** (13/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Zum aktuellen Zäitpunkt gëtt weiderhin a Récksprooch mat den Acteuren um Terrain un der Optimiséierung vun der Applikatioun e-Bichelche geschafft, fir dës nach verstäerkt un d'Besoine vu sämtleche concernéierte Membere vun der Schoulcommunautéit unzepassen an hiren Doleancen esouwäit wéi méiglech nozekommen. Et ass deemno hëllefräich, wann eng méiglechst héich Unzuel vu Schoule sech fir d'fräiwëllegt Zeréckgräifen op d'e-Bichelchen decidéiert, vu datt hir Erfarungswäerter am deeglechen Ëmgang mat der Applikatioun an de Perfectionnement vum e-Bichelchen kënnen afléissen. Bedéngt doduerch, datt d'Applikatioun aktuell an enger Weiderentwécklungsphas ass, déi duerch eng fräiwëlleg Collaboratioun mat den eenzelnen Acteure favoriséiert gëtt, schéngt et nach net ubruecht, d'e-Bichelche fir all d'Enseignanten aus dem Enseignement fondamental obligatoresch ze maachen.

ad 2. An der aktueller Versioun vum e-Bichelche besteet elo schonns d'Méiglechkeet, datt Elteren, Schüler, Enseignanten an d'Personal vun den SEAen zu all Hausaufgab kënne kommunizéieren oder soss Informatiounen austauschen. D'Aféierung vu weidere Kommunikatiounskanäl wéi z. B. Chat oder Messenger gëtt de Moment analyséiert.

ad 3. Fir d'Rentrée 2023/24 ginn Adaptatiounen an nei Funktiounen a follgende Beräicher implementéiert:

– Adaptatiounen um Niveau vun der Saisie vun den Hausaufgaben
– Adaptatiounen um Niveau vum Envoi vun de Mailen
– Méiglechkeet, d'Hausaufgaben/d'Prüfunge pro Dag op Pabeier ze drécken
– Adaptatiounen an Extensioun vun den Notifikatiounen (mobill a Web)
– Adaptatioune vum Affichage vu Kanner fir d'Personal vun den SEAen
– Kreatioun vun engem Espace fir d'Regionaldirektiounen
– Verbesserung vun der Gestioun vun den Absencen

D'Detailer heizou gi spéider um Internetsite vum CGIE dokumentéiert an d'Enseignantë kréien eng Informatioun dozou.

ad 4. An de Betreiungs- a Bildungsstrukturen hu just déi Leit Accès op d'e-Bichelchen, fir déi den Träger e Benotzerkonto-IAM beim CGIE ugefrot huet. Dës Ufro verleeft entspriechend der Prozedur, déi am Kader vum System eduConnect (http://educonnect.cgie.lu) virgesinn ass, dëst am Respekt zum RGPD.

Fir d'Rentrée 2023/2024 ginn d'IAM Benotzerkonten automatesch vum CGIE verlängert fir déi Leit, déi nach am Déngscht sinn ab dem 1. September 2023. An deem Sënn gouf eng Kommunikatioun un d'Träger geschéckt. D'Träger si gebieden, dem CGIE d'IAM-Benotzerkonte matzedeelen, déi fir d'Schouljoer 2023/2024 verlängert solle ginn. Dës Demarche gëtt duerch eng Prozedur duerchgefouert, déi de CGIE festgeluecht huet. Dës Prozedur wäert den Träger nach matgedeelt ginn.

**Gratuité des transports publics pour frontaliers** | Question **7968** (05/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required

Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Lors d'une récente réunion d'information à Arlon, organisée par le Mouvement ouvrier chrétien, Monsieur le Ministre de la Mobilité belge, Georges Gilkinet (Ecolo), interpellé sur la gratuité du train pour travailleurs frontaliers entre Arlon et Luxembourg est cité comme suit dans la presse belge : « On souffre de la comparaison avec le Grand-Duché qui est un paradis fiscal. On ne peut pas offrir la gratuité. Les recettes de la SNCB, ce sont 700 millions en billets de trains. » Et de continuer : « Avec François Bausch, mon homologue grand-ducal, on a décidé de lancer une étude technique pour voir si on ne peut pas faire descendre des trains luxembourgeois homologués pour rouler en Belgique jusqu'à Libramont, pour faire venir des navetteurs qui vont travailler au Grand-Duché. »

Sans s'attarder sur la drôle de façon dont son homologue belge qualifie notre pays, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quels sont les projets de trains transfrontaliers luxembourgeois pour faire venir les travailleurs frontaliers belges au Luxembourg ?

2) Un tel projet pourrait-il conduire à la gratuité du transport en commun pour les navetteurs vers notre pays ?

3) Quels sont actuellement les accords conclus avec nos trois voisins dans le domaine du transport gratuit transfrontalier ?

4) Quelles sont, le cas échéant, les modalités concrètes de ces accords ?

5) Ne serait-il pas utile et dans l'intérêt des travailleurs frontaliers et dans l'intérêt du décongestionnement de nos routes de promouvoir et cofinancer le transport en commun gratuit pour travailleurs frontaliers avec nos trois voisins ?

**Réponse** (16/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Une étude SNCB-CFL, avec le soutien des ministères belge et luxembourgeois, est en cours afin de définir les besoins futurs en liaison ferroviaire. Les résultats devraient être disponibles au courant de l'année 2023. Du fait que la ligne vers Bruxelles a déjà été réélectrifiée en 25 kV alternatif jusqu'à Hatrival, il est possible d'envisager que des trains partant de Luxembourg puissent aller jusqu'à Libramont sans rupture de charge. Cependant, l'avantage de cette hypothèse doit être démontré par les conclusions de l'étude en cours.

ad 2) Non, car même si un train opéré par les CFL allait jusqu'à Libramont, l'État belge devrait prendre en charge les coûts à partir de la frontière par le biais de leur contrat de service public. Cette règle, appelée « règle d'interpénétration » est valable vers les trois pays voisins. Le Grand-Duché de Luxembourg ne prendra pas en charge les frais de transport par trains à l'extérieur du pays et la réciproque est également valable pour les trains circulant sous contrats de service public étranger qui pénètrent dans notre pays.

ad 3) Des cas spécifiques de transport en commun transfrontalier gratuit concernant le transport ferroviaire de passagers existent mais sont toujours à mettre en relation, à un moment donné, avec l'abandon de l'exploitation de la ligne par le pays concerné (p. ex. arrêt Audun-le-Tiche) ou la volonté du Luxembourg de créer une liaison que le voisin ne voulait ni construire, ni exploiter (ex. arrêt Volmerange-les-Mines qui a été construit par le Luxembourg sur une ancienne ligne privée de fret).

ad 4) Comme le montre le Plan national de mobilité 2035, la solution pour la mobilité en général, et la mobilité transfrontalière en particulier, passe par la mise en place d'alternatives attractives à l'autosolisme, tant pour les déplacements courts dans nos localités que pour les déplacements domicile-travail. La preuve que c'est la qualité de l'offre des transports qui est déterminante, et non pas le coût du titre de transport, et que dans tous les pays, y inclus au Grand-Duché, différents trajets, qui peuvent être effectués avec le même billet (voire gratuitement) sont loin de connaître le même succès. Des temps de trajet et des connexions fiables, des destinations attractives, une information voyageurs complète, des véhicules confortables sont autant de facteurs déterminants lors de la décision de se rendre au travail en voiture ou avec les transports en commun. Or, la mise en place d'une telle offre de qualité nécessite des investissements substantiels. C'est ce que fait le Grand-Duché sur son territoire. Si, le 29 février 2020, le Grand-Duché est passé d'une subvention des titres de transport de 90 % (voire 94 % pour les bus) à 100 %, rendant ainsi gratuite l'utilisation des transports en commun sur son territoire, ce subside supplémentaire (de l'ordre de EUR 40 millions) n'a premièrement pas été déduit des investissements dans la qualité des offres de transport, et serait deuxièmement autrement plus substantiel dans tous nos pays voisins, où le taux de financement des transports en commun par les titres de transport est très nettement plus élevé qu'il ne le fut au Grand-Duché avant cette date. C'est précisément ce qu'a souligné le Ministre fédéral belge de la Mobilité, Monsieur Georges Gilkinet.

Comme le montre l'implication dans l'étude précitée SNCB-CFL, l'accord bilatéral du 20 mars 2018 (protocole de Paris) concernant le cofinancement de certaines infrastructures de transport sur le territoire français, voire le cofinancement de la « Weststrecke » du côté allemand, la politique du Gouvernement consiste donc à travailler étroitement avec les trois pays voisins pour améliorer la qualité de l'offre des transports en commun grâce à des investissements dans l'infrastructure afin de pouvoir augmenter l'offre et la robustesse des circulations. Par ailleurs, tous les travailleurs frontaliers utilisant les transports en commun ont profité financièrement de la gratuité du transport à partir du point frontière. Il n'en reste pas moins que certains trains et bus transfrontaliers sont bondés alors que d'autres ne le sont pas. Voilà ce qui démontre clairement la primauté de la qualité de l'offre sur le prix des titres de transport.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

**Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis**

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
- iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

**Ech abonéiere mech:**

◯ fir déi gedréckte Versioun*  ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

**Ech desabonéiere mech:**

◯ vun der gedréckter Versioun*  ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________ Virnumm: ____________

Societéit/Administratioun: ____________

Adress: ____________ Boîte postale: ____________

Code postal: ____________ Uertschaft: ____________ Land: ____________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donneëë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |



PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799